

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 99

JUIN 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ *La Turquie s'enfonce dans la guerre*
- ❑ *L'Iran poursuit l'harcèlement du Kurdistan irakien*
- ❑ *Nouvelle concertation turco-irano-syrienne*
- ❑ *Les médias au Kurdistan irakien*
- ❑ *Publications récentes*
- ❑ *A signaler*
- ❑ *Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie*
- ❑ *En bref, la revue de presse*

La Turquie s'enfonce dans la guerre

LA «guerre totale» promise par les généraux turcs est bien engagée. Officiellement 140.000 hommes de troupes, 90.000 miliciens, policiers et autres membres des unités spéciales, des centaines de chars et l'essentiel de l'aviation de combat turcs sont mobilisés dans les provinces kurdes dans une vaste offensive «pour éradiquer définitivement le terrorisme du PKK».

Contrairement à des États démocratiques comme la Grande-

Bretagne, l'Espagne, l'Allemagne combattant leurs «mouvements terroristes» (IRA, ETA, RAF) sans pénaliser la population, en Turquie l'armée a carte blanche au Kurdistan. Pour combattre les «terroristes du PKK», elle fait donner l'aviation qui bombarde avec des bombes au napalm, au phosphore de vastes zones montagneuses ; des forêts, des bois, des moissons sont incendiés. Plus de 500 villages ont été détruits, rayés de la carte par des troupes turques qui voient des terroristes en tous les paysans kurdes refusant de

s'enrôler dans de milices supplétives.

La mort subite du président Özal, la disparition dans un mystérieux accident d'avion du général Esref Bitlis, commandant en chef de la gendarmerie, considéré comme un «modéré», ayant enlevé les derniers garde-fous, les durs de l'armée ont enfin pleins pouvoirs pour mener leur guerre totale. Renversé à deux reprises par des coups d'État, le nouveau président Demirel qui, à 71 ans, ne veut pas courir le risque d'une confrontation avec l'armée, assure celle-ci de son «soutien total» y compris si elle veut enter dans le Kurdistan irakien (Cf. TND, pp. 100-101.). Chargée de la gestion éco-

nomique et d'amélioration de l'image de la Turquie à l'extérieur, le nouveau Premier ministre, Mme. Çiller, qui a enfin pu former son cabinet le 25 juin (Cf. p.130) se dit «dure comme le roc» pour ne pas rester en reste, de l'establishment turc sans que, d'avis général des observateurs, elle ait vraiment voix au chapitre sur la question kurde. Elle avoue d'ailleurs candidement «ne pas recevoir les compte-rendu des événements et opérations dans le Sud-Est». Du social-démocrate Erdal İnönü aux conservateurs Demirel et M. Yilmaz, l'ensemble de la classe politique est donc une fois de plus unie autour de la «vaillante armée» pour «rétablir l'ordre et la paix dans le Sud-Est». Nul ne se risque désormais à parler de recherche d'une solution politique au problème kurde, l'existence même d'un tel problème est de plus en plus renié.

La Turquie d'après Özal semble donc revenir des décennies en arrière pour placer ses espoirs en une illusoire solution militaire. Elle s'enfonce dans une guerre sans issue, au coût humain et économique exorbitant. **En 1992, la guerre au Kurdistan aura coûté à l'État turc au moins 3 milliards de dollars.** Cette année, en raison de l'ampleur et de l'intensité des opérations en cours, ce chiffre risque de doubler engloutissant la totalité des 5 milliards de dollars de revenus espérés du tourisme en 1993. Du moins, si la saison touristique n'est pas elle-même perturbée par la guerre. Or tout porte à croire que la «guerre totale» va progressivement déborder les provinces kurdes s'étendre au reste de la Turquie, en particulier aux régions côtières où vivent d'importantes communautés kurdes, formées souvent des gens ayant dû fuir le Kurdistan à cause de la guerre, des violences et de la misère.

Répondant aux bravades des chefs militaires turcs, le leader du PKK qui affirme avoir une armée de 10.000 guérilleros prêts à mourir pour la cause, a de son côté, proféré des menaces explicites : «*Si l'armée continue de bombarder les villages kurdes et à massacrer des civils, nous porterons la guerre partout, nous nous en prendrons aux objectifs économiques, y compris les sites touristiques*» (Cf. pp. 51-52, 63) D'autres commandants de la guérilla affirment que «*les Kurdes ne seront pas les seuls à souffrir des massacres et destructions de la guerre*», que «*face aux méthodes barbares de l'État turc au Kurdistan, nous n'aurons pas d'autre choix que de frapper les intérêts turcs en Turquie et à l'étranger*».

Le décor de la plus sanglante confrontation des 50 dernières années de l'histoire pourtant très mouvementée des relations kurdo-turques est plantée. Faute de pouvoir dépasser les fanatismes idéologiques d'un autre âge pour trouver une solution civilisée permettant aux Turcs et aux Kurdes de déterminer librement leur destin, de dire sous quelles formes ils consentent à vivre ensemble, les deux camps s'affrontent dans une guerre aux conséquences désastreuses pour tous, en particulier pour le peuple kurde.

Premier signal d'envergure de la nouvelle stratégie du PKK : **actions menées le 24 juin simultanément dans une vingtaine de villes d'Europe occidentale** contre les représentations diplomatiques et les intérêts turcs. Occupations de consulats, bris de vitres d'agences de voyages, de banques et de sociétés turques, etc... De Stockholm à Marseille, en passant par Munich et Berne, l'ensemble de l'Europe occidentale a été touché par le «*coup de colère des Kurdes contre le silence qui entoure le drame de leur peuple*

au Kurdistan». Ces opérations spectaculaires, si elles ont brisé momentanément le «*mur du silence*» et dénoncé la guerre menée par la Turquie, ont aussi, entraîné la mort d'un jeune Kurde, Semsettin Kurt, 29 ans, à Berne, tué par des tirs des policiers turcs et l'arrestation de plusieurs dizaines de militants kurdes. Aux yeux d'une partie de l'opinion, qui apprécie peu le recours à la violence pour appeler l'attention sur un problème, ces actions ont été contre-productives. Nombre de Kurdes, y compris les leaders kurdes irakiens M. Barzani et J. Talabani, ont condamné ces «*actions qui ternissent l'image et la réputation des Kurdes à l'étranger*». (Cf. revue de presse pour le déroulement de ces actions et les réactions qu'elles ont suscitées).

Le 27 juin, une vingtaine de personnes, dont 12 touristes étrangers, ont été blessés par l'explosion de bombes dans la station balnéaire turque d'Antalya, sur la côte méditerranéenne. Le PKK n'a pas revendiqué cet attentat, mais comme il avait brandi la menace de telles actions, la presse turque lui en a attribué la responsabilité. Malgré sa portée limitée, l'attentat a suscité une série d'annulations, notamment en Allemagne, coûtant à l'économie turque de 150 à 200 millions de dollars, ce qui montre l'extrême fragilité de cette économie dont les deux sources principales de devises sont le tourisme et les mandats envoyés par des émigrés, notamment d'Allemagne.

Dans la guerre sans merci qui s'annonce, on peut donc s'attendre que chacun s'en prenne au talon d'Achille de l'autre au détriment, comme toujours, des populations civiles.

□ □ □

L'Iran poursuit l'harcèlement du Kurdistan irakien

DEVANT l'insuccès des actions de déstabilisation du Kurdistan irakien par le biais des attentats anonymes et le financement des groupements islamistes, l'Iran mène depuis le 19 avril une véritable guerre de harcèlement tout au long des 300 km. de la frontière entre les Kurdistan iranien et irakien. D'importantes troupes iraniennes masquées le long de cette frontière pilonnent à coup de canons à longue portée les villages abritant les quelques 20.000 réfugiés kurdes iraniens. Les bombardements sont particulièrement intenses sur les versants du Mont Qandil, qui abritent notamment le village Azadi (Liberté), quartier général du Parti démocratique du Kurdistan iranien. Les unités iraniennes font également de fréquentes incursions sur le territoire kurde irakien.

Le prétexte officiel à cet harcèlement iranien est la présence, depuis plusieurs années, au Kurdistan irakien des organisations politiques kurdes d'Iran. Téhéran exige du gouvernement kurde l'expulsion de ces opposants. Les autorités kurdes font valoir leur respect de la Convention de Genève sur les réfugiés et la tradition d'accueil et d'hospitalité kurdes, refusent tout marchandage sur ce problème tout en assurant l'Iran que le territoire kurde irakien ne servira pas de base à des actions armées contre les États voisins. C'est au nom de ces mêmes principes que le gouvernement kurde avait, en octobre dernier, refusé de livrer les combattants du PKK à Ankara tout

en éloignant ceux-ci de la frontière turque et en leur reconnaissant une totale liberté dans leurs activités politiques.

En résumé, le Kurdistan irakien se veut une terre d'accueil pour tous les Kurdes et pour les combattants de la liberté des pays voisins à condition que ce combat reste politique.

En fait, la question de la présence des opposants kurdes iraniens n'est qu'un alibi pour un régime iranien très inquiet par la consolidation

progressive de l'administration du Kurdistan irakien. Tous les prétextes sont bons pour Téhéran d'entraver l'évolution de l'entité démocratique kurde en un État. N'osant pas braver les forces alliées de l'opération *Provide Comfort*, qui protègent les Kurdes irakiens, l'Iran s'abstient pour l'instant d'envahir le Kurdistan irakien. Parallèlement à la guerre sanglante qu'il mène depuis août 1979 dans le Kurdistan iranien, il poursuit une sournoise politique d'harcèlement et de déstabilisation contre le Kurdistan irakien, en testant ainsi la détermination des Alliés à protéger les Kurdes. Malgré la destruction d'une vingtaine de villages et l'exode d'une quinzaine de milliers d'habitants des zones frontalières fuyant les exactions des troupes iraniennes les Alliés se sont jusqu'ici contentés d'avertissements verbaux contre Téhéran.

Nouvelle concertation turco-irano-syrienne

LES ministres des affaires étrangères turc, syrien et iranien se sont à nouveau rencontrés le 7 juin à Téhéran pour «discuter de la situation en Iran, y compris de la question kurde». Au terme d'une journée de discussions, les représentants des trois pays ont, dans un communiqué commun, «réaffirmé leur engagement de maintenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak». Ces trois pays craignent l'émergence d'un État kurde de facto dans le Kurdistan irakien. Ils affirment qu'ils vont suivre de près l'évolution de la situation en Irak et qu'ils s'opposeront à la désintég-

ration de l'Irak. «*La division de l'Irak aura un effet adverse sur la paix et la stabilité régionales*» ajoute le communiqué commun qui appelle «*le gouvernement irakien de se conformer aux résolutions de l'ONU pour la normalisation de la situation*».

A l'issue de cette réunion le ministre turc Hikmet Çetin s'est dit très satisfait : «*Nous devons suivre ensemble la situation en Irak, car toute menace à l'intégrité territoriale de cet État posera de problèmes variés au monde*», a-t-il ajouté. Il a également indiqué que «*les trois pays ont réitéré leur détermination à combattre le terrorisme collectivement et individuellement pour le bien de la*

paix, de la stabilité et de la tranquillité dans la région».

Malgré leurs conflits et convergences sur de nombreux sujets, ces trois puissances régionales rivales avaient décidé, au lendemain de la proclamation de l'État fédéré kurde irakien en octobre dernier,

de se concerter «pour empêcher le démembrement de l'Irak». Après une première réunion en novembre 1992 à Ankara, suivie d'une seconde rencontre tripartite en février dernier à Damas, la prochaine réunion est prévue pour novembre 1993 à Istanbul.

□ □ □

qui constitue une grande ouverture sur le monde extérieur. Enfin, ces télévisions permettent à la population de ne plus subir les programmes de propagande de la télévision irakienne. Média tous publics, la télévision incarne aux yeux des Kurdes irakiens, la liberté et le pluralisme démocratique pour lesquels ils se sont tant battus.

Les médias au Kurdistan irakien

LA vie culturelle et intellectuelle connaît un essor extraordinaire dans le Kurdistan irakien. Malgré le double embargo, international et irakien, entravant l'arrivée du matériel d'imprimerie et de communications, malgré la pénurie d'encre et de papier, de nombreux journaux, radios et télévisions se développent pour répondre aux besoins d'information, de débats et de pluralisme de la société kurde.

L'événement le plus considérable est sans doute l'éclosion de chaînes de télévision en langue kurde. Faute de matériel électronique adéquat, ces chaînes sont encore toutes locales. Les deux principaux partis kurdes, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani ont chacun une chaîne, respectivement *Xebat* (Comtat) et *Yekgirtin* (Union) dans les trois grandes villes du Kurdistan : Erbil, Suleimanieh et Duhok. Le Parti Conservateur, qui a une audience modeste mais des moyens financiers conséquents, possède une chaîne de télévision à Erbil, une autre à Suleimanieh, ville où le Parti communiste du Kurdistan a également sa propre chaîne. L'organisation d'extrême-gauche *Zehmetkêsan* (Travailleurs) fait fonctionner une

chaîne à Erbil et une autre à Suleimanieh. Dernier venu à ce média, le Mouvement islamiste kurde, a installé sa première chaîne de télévision à Ranya, ville située non loin de la frontière iranienne.

Après avoir mis sur pied une police nationale kurde et une armée unifiée, le gouvernement kurde s'emploie maintenant à créer une chaîne de télévision nationale, captable dans toutes les villes et campagnes du Kurdistan irakien, tout en respectant l'expression libre et pluraliste de télévisions régionales.

Ces télévisions, outre des programmes d'informations et de débats, diffusent des concerts, des récitations de poésies, des spectacles folkloriques et des films parfois traduits en direct à l'antenne. Plusieurs documentaires réalisés en kurde par l'Institut kurde, ainsi que le film de fiction *Shêro*, réalisé en kurde par notre collaborateur Hiner Dilman, ont été diffusés à plusieurs reprises sur la plupart des chaînes qui souffrent évidemment de pénuries de films en kurde. Grâce à des antennes paraboliques, les grands événements sportifs ou artistiques ainsi que les journaux d'informations de grandes chaînes internationales (CNN, BBC), sont diffusés sur les chaînes kurdes, ce

Hormis ces chaînes de télévisions, 7 radios d'audience nationale émettent en kurde au Kurdistan. Vestiges, parfois rénovés et sensiblement renforcés, des temps de maquis, ces radios dépendent chacune d'une formation politique. Il s'agit de :

- Dengî Geli Kurdistan (La Voix du peuple du Kurdistan, UPK)
- Dengî Kurdistanî Iraq (La Voix du Kurdistan d'Irak, PDK)
- La Voix du Parti Communiste
- Radio. Zehmetkêsan (extrême gauche)
- La Voix des Musulmans kurdes (Islamiste)
- La Voix des Conservateurs

Quant à la presse écrite, deux quotidiens en kurde *Brayetî* (Fraternité, PDK) et *Kurdistanî Niwê* (Le Kurdistan nouveau, UPK), 10 hebdomadaires en kurde, 3 hebdomadaires en arabe, un hebdomadaire en anglais et 8 revues périodiques paraissent au Kurdistan irakien où en raison de l'absence de censure, les journaux de Bagdad, pourtant violemment anti-kurdes, sont également en vente libre.

Voici pour l'information de nos lecteurs, la liste des hebdomadaires et revues paraissant régulièrement:

Hebdomadaires en kurde :

- 1- Yekgirtin (Unité, politique)
- 2- Alay Azadî (Le Drapeau de la liberté, politique)
- 3- Rêgay Kurdistan (la Voie du Kurdistan, politique)
- 4- Abûrî (Économie)
- 5- Journal des Assyriens
- 7- Journal des Turcomans

- 8- Welat (Pays, publication du PKK)
- 9- Nistiman (Patrie, politique)
- 10- Nûserî Kurd (Écrivain kurde, organe de l'Union des écrivains)

Hebdomadaires en langues étrangères:

- 1- Al Îtihad (Unité, en arabe, UPK)
- 2- Al Nizal (Le Combat, en arabe, UPK)
- 3- Al Motamar (Le Congrès, organe du Congrès National irakien, en arabe)
- 4- Kurdistanî Niwê (Le Kurdistan nouveau, en anglais, UPK)

Les périodiques en kurde :

- 1- Metîn (PDK)
- 2- Serhildan (Soulèvement, UPK)
- 3- Bîrî Niwê (Pensée nouvelle, Parti communiste irakien)
- 4- Rizgarî (Libération, Parti communiste du Kurdistan)
- 5- Têkosan (Lutte)
- 6- Rizgarî (Libération, indépendant)
- 7- Stratégie internationale (UPK)
- 8- Karwan (La Caravane, revue littéraire, ministère de la culture).

— ASSASSINAT DE FRANCIS YOUSSEF CHABO À DUHOK. Ce membre très respecté du Parlement du Kurdistan, élu sur la liste du Mouvement démocratique assyrien, a été assassiné par des inconnus, le 1er juin, près de son domicile. Les autorités kurdes ont ouvert une enquête et rappelé que Saddam Hussein avait mis à prix la tête des parlementaires et dirigeants du Kurdistan. F.Y. Chabo faisait partie de la délégation parlementaire qui a, en automne dernier, effectué une tournée d'information dans plusieurs pays européens dont la France.

Publications récentes

• **CRUELTY AND SILENCE** : *War, Tyranny, Uprising and the Arab World, Kanan Makiya, 367p, Norton Press.* La criminalité abominable de Saddam Hussein, le silence honteux des intellectuels arabes qui ont encensé le tyran simplement parce qu'il s'opposait à l'Occident, suivis d'une description factuelle de certaines des atrocités commises pendant l'occupation du Koweït et durant les insurrections kurdes et chiïtes d'après la Guerre du Golfe. Un nouveau livre puissant et très documenté de l'auteur, sous le

pseudonyme de Samir Al-Khalil, de «*Republic of Fear*», analyse du totalitarisme irakien et de «*The Monument*», étude de la vulgarisation de l'art au service du régime de Saddam.

• **LE CRIQUET DE FER**, recueil de récits, de l'écrivain kurde syrien Salim Barakat. Ed. Actes Sud, Paris, 102 p. Récits inspirés de l'enfance kurde de Barakat dans le Kurdistan syrien. Mélange saisissant de poésie et de vie.

— LA CEE ACCORDE UNE AIDE HUMANITAIRE DE 11,5 MILLIONS D'ECUS POUR LES KURDES ET LES CHIITES EN IRAK. Une première tranche de 9,5 millions d'écus servira à financer 19 actions humanitaires en faveur des Kurdes et 2 en faveur des chiïtes du Sud. La deuxième tranche de 2 millions d'écus est destinée à l'achat du froment et de l'orge, produits alimentaires de base, pour les Kurdes. La Commission européenne estime que les besoins en aide humanitaire d'urgence, alimentaire et médicale, restent importants. «*L'approvisionnement en eau, les installations sanitaires de base et la fourniture de pétrole à des prix abordables pour le chauffage et la cuisine des particuliers laissent toujours à désirer*», estime un rapport de l'office humanitaire de la CEE qui vient d'effectuer une mission sur place. L'aide humanitaire de la CEE sera fournie par l'intermédiaire de 18 ONG européennes. Depuis la guerre du Golfe en 1991, la CEE déclare avoir fourni plus de 120 millions d'écus (138 million de dollars) d'aide humanitaire au bénéfice des Irakiens, principalement kurdes, déplacés ou réfugiés.

À signaler

— LES ETATS-UNIS LIERAIENT LEUR AIDE A LA TURQUIE A LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS CE PAYS. Selon le *Washington Post* (Cf. p.60), lors de sa récente visite à Ankara, le Secrétaire d'Etat Warren M. Christopher a offert à la Turquie une «*relation revitalisée allant au-delà des liens de sécurité, dans les domaines politique, économique et diplomatique*». Une

telle coopération dans ces domaines dépendrait de «*la capacité de la Turquie de combattre les menaces venant des extrémistes musulmans et des séparatistes kurdes sans recourir à la violation des droits de l'homme*». Plutôt que de mettre la Turquie au pied du mur, Washington viserait à «*engager avec la Turquie un dialogue tranquille pour voir comment la situation pourrait être améliorée*».

— PROLONGATION DU MANDAT DE LA FORCE MULTINATIONALE D'OPÉRATION PROVIDE COMFORT. Le gouver-

nement turc a adopté, le 21 juin, la «recommandation» du Conseil national de sécurité de prolonger de six mois le mandat de la force aérienne alliée basée à Incirlik pour la protection des Kurdes d'Irak. Le Parlement a voté cette recommandation de prolongation. Il a aussi prorogé de 4 mois l'état d'urgence en vigueur dans les provinces kurdes de Turquie de depuis 1979.

— 20 SÉNATEURS ITALIENS DEMANDENT A LEUR GOUVERNEMENT DE VENIR EN AIDE AUX KURDES D'IRAK en obtenant de l'ONU la présence permanente des «gardes bleus» au Kurdistan irakien, l'exemption de la zone kurde de l'embargo international frappant l'Irak et la tenue d'une conférence internationale sur la question kurde pour définir un statut juridique internationalement garanti pour le peuple kurde. Les sénateurs demandent également à l'Italie de fournir directement et par l'intermédiaire de la CEE une aide

matérielle pour la reconstruction du Kurdistan irakien. Le gouvernement italien doit répondre par écrit à cette interpellation effectuée le 17 juin par ces 20 sénateurs appartenant aux principales familles politiques du pays : D.C., PDS et PSI.

— MEURTRES RACISTES. Un Kurde âgé de 32 ans, Cengiz Zorlu, a été, le 21 juin, pris à partie et tué à coups de couteau par une bande d'une vingtaine de jeunes à Bron, dans la banlieue est de Lyon. Se plaignant du vacasme fait par cette bande, C. Zorlu avait menacé d'aller porter plainte au commissariat. Les jeunes gens ont bloqué son véhicule, l'ont fait sortir et achevé à coups de couteau. La communauté kurde locale a affirmé ne pas vouloir «répondre à la violence par la violence si la police fait correctement son travail». 4 jours plus tôt, un autre Kurde avait été tué par balles par deux inconnus devant un foyer de demandeurs d'asile à Dülmen dans l'ouest de l'Allemagne.

soldats et 19 militants sont morts et 24 soldats blessés.

5 juin

A Bingöl et à Hakkari, 4 protecteurs de village et 3 civils ont été tués par les combattants du PKK. Lors des opérations menées par l'armée turque à Diyarbakir, Silvan et Kulp, 6 militants du PKK ont été tués. A Bitlis, 3 militants du PKK ont été tués lors d'un accrochage entre une unité du PKK et les protecteurs de village. A Mardin, dans le village de Çevrecik 4 protecteurs de village et un membre de la contre-guérilla ont été tués et 21 protecteurs blessés.

7 juin

A Silvan, 21 jeunes kurdes, présentés comme des militants du PKK et 2 soldats de l'armée turque ont été tués dans un affrontement entre les deux camps. A Muş et à Diyarbakir, 6 militants du PKK ont été tués par l'armée.

9 juin

A Tunceli, 4 civils, Mustafa Yanık, Mustafa Çakır, Bülent Kesler et Mühsin Kalkan ont été tués. Cette tuerie a été attribuée au PKK par la presse turque. A Hakkari, 4 militants du PKK ont été tués et 1 militant arrêté par l'armée turque. A Silvan, Eyüp Adiyaman et Muharren Demir (membres du comité exécutif de la section de Silvan du parti HEP) ont été tués par la contre-guérilla.

10 juin

A Hakkari et à Şırnak, au cours de plusieurs accrochages entre l'armée et la guérilla 17 militants du PKK ont été tués. L'armée n'a pas rendu public ses pertes.

11 juin

A Batman, Muş, Varto et Tunceli, au total 12 militants du PKK ont été tués par les forces turques, au cours d'une série d'affrontements.

12 juin

A Diyarbakir, dans le village de Küçüktepe, 2

Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie

1^{er} juin

A Bitlis, 25 militants kurdes et 2 soldats sont morts au cours d'un accrochage. A Dargeçit, dans le village de Xelila, 3 soldats turcs et un militant du PKK sont morts dans des opérations lancées par l'armée turque.

2 juin

A Elazığ, un militant du PKK a été tué et 3 autres ont été arrêtés par les forces turques. A Agri, un protecteur de village et 2 civils ont été tués par des militants du PKK.

3 juin

A Mardin, 2 militants du PKK ont été tués par

les forces turques. A Agri, au Mont Tendürek, 10 guérilleros du PKK ont été tués et 10 autres blessés pendant une opération menée par l'armée turque.

4 juin

A Agri, selon la presse turque, les opérations militaires autour du Mont Tendürek aurait au total fait 100 morts dans les rangs du PKK, chiffre non confirmé de source indépendante. A Bingöl, la femme et les deux enfants d'un protecteur du village de Bahçebası ont été tués. A Silvan, dans le village de Pirhesen un paysan a été trouvé mort. A Şırnak, Silopi, Kars et Dersim, dans des divers affrontements entre soldats turcs et les militants du PKK au total 51

institutrices, Elif Livan, 24 ans et Nuriye Ak, 21 ans, ont été tuées. Ce double meurtre a été attribué au PKK qui l'a formellement démenti et accusé les unités de contre-guérilla turque.

12 juin

A **Hozat** et à **Pertek**, dans des accrochages avec l'armée turque 4 militants du PKK et 11 soldats turcs ont été tués.

13 juin

A **Erzincan** et à **Erzurum**, lors de diverses opérations de l'armée turque, 20 combattants kurdes ont été tués. L'armée n'a pas rendu public ses pertes.

15 juin

A **Şırnak** et à **Silopi**, près de la frontière irakienne, 6 soldats turcs ont été tués et 13 autres blessés dans des accrochages avec les militants du PKK. A **Mardin**, dans le village de Yaylacık, les militants du PKK ont incendié la maison d'un protecteur de village, Mehmet Sirin, 39 ans, sa femme et ses deux enfants ont été tués et 3 autres blessés.

16 juin

A **Tunceli**, dans des accrochages entre l'armée turque et les militants du PKK, 7 militants et un soldat turc ont trouvé la mort. A **Elazığ**, dans les montagnes de Gôrse, 4 militants du PKK ont été tués par les forces turques. A **Mardin**, dans le village de Yaylacık, 7 personnes ont été tuées et 2 autres blessées par des militants du PKK.

17 juin

A **Siirt** et à **Bingöl**, 9 personnes ont été tuées par des militants du PKK. A **Sirvan**, dans le village de Gözlüce, 7 personnes ont été tuées et 4 autres blessées par les militants du PKK.

18 juin

A **Siirt**, dans des accrochages avec l'armée, un militant du PKK a été tué et 8 autres arrêtés par les forces turques. A **Şırnak**, 8 personnes ont été tuées, 3 blessées par les militants du PKK. Par ailleurs 3 enfants ont été grièvement blessés par explosion d'une mine.

21 juin

A **Batman**, **Elazığ**, **Van**, **Şırnak** et **Bingöl**, dans divers accrochages avec l'armée turque, au total 9 militants du PKK ont été tués et 13 autres arrêtés par les forces turques.

23 juin

A **Tunceli**, dans le village de Tekeli, lors d'une attaque contre l'école un instituteur a été tué et un autre blessé.

24 juin

A **Şırnak**, lors d'un affrontement entre l'armée turque et les militants du PKK, 5 soldats turcs ont été tués et un colonel a été blessé.

25 juin

A **Tunceli**, dans le village du Meseyolu, une école a été brûlée et deux instituteurs, Hamza Çetin et Erkan Aydın, ont été fusillés. A **Urfa**, une maison a été plastiquée, les habitants Mehmet Yalçın, Cemile Yalçın, Devran Yalçın ont été tués et 3 autres membres de la famille blessés.

26 juin

A **Çermik**, 3 soldats turcs et un civil sont morts dans des affrontements entre l'armée et les combattants du PKK.

28 juin

A **Erzincan**, le responsable local du parti CHP Ismet Türkmen a été tué par des militants du PKK. A **Şırnak**, près du village Seslice, 5 militants du PKK ont été tués par l'armée turque.

29 juin

A **Hakkari** et à **Siirt**, lors des accrochages entre l'armée turque et les militants du PKK 12 soldats turcs et 22 militants du PKK ont trouvé la mort.

30 juin

A **Kars**, lors des accrochages entre l'armée turque et les militants du PKK 10 soldats turcs et 12 militants du PKK ont été tués. Au **Mont Ararat**, 26 Kurdes, dont de nombreux paysans, présentés comme des militants du PKK ont été tués par les forces turques.

En bref, la revue de presse

LE COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PREVENTION DE LA TORTURE CRITIQUE FORTEMENT LA TURQUIE. (*Torture Volume 3*, Number 2 1993), p.1-3.

LES KURDES AU BOUT DE CHEMIN. (*The Middle East*, May, 1993), p.4-6.

DANIELLE MITTERRAND ET LE «GÉNOCIDÉ» KURDE. Madame Mitterrand a reçu le 13 mai, à Washington, le prix du droit de l'homme, de l'organisation non gouvernementale *International Human Rights Law Group*, pour

l'ensemble de son œuvre à la tête de sa fondation France-Libertés, notamment au Kurdistan et en Afrique Noire. (*Tribune Juive*, 20 mai 1993), p.6.

CINÉMA: «*Film kurde Mem û Zîn*», premier film tourné en kurde en Turquie par le réalisateur Umit Elçi, sort en salles en Suisse. (*Basler Zeitung*, 21 mai 1993), p.7.

IRAK : LES BOMBARDEMENTS EMPÊCHENT LES KURDES DE MOISSONNER. Des combattants et des cultivateurs kurdes irakiens contempnent, impuissants, des

champs de blé mûr au sud-ouest d'Erbil. L'armée irakienne empêche de faire la moisson en bombardant ces étendues fertiles. — UNE MOISSON DE BOMBES POUR LES KURDES. — L'Irak s'attaque à la moisson des Kurdes. (*Journal de l'Île de la Réunion ; Le Quotidien de la Réunion ; Haute Marne Libéré, Vendée Matin*, 24 mai 1993), p.8, 9.

L'IRAK «DÉCÈLE»: Un quotidien gouvernemental irakien a décelé hier une attitude «positive» de la part du nouveau gouvernement français à l'égard de l'Irak, relevant qu'aucun ministre n'a reçu les responsables de l'opposition kurde irakienne lors de leur récente visite à Paris. (*Courrier Picard*, 24 mai 1993), p.9.

SADDAM S'AGITE. L'Irak semble préparer une offensive contre les Kurdes, au moment même où l'Iran l'accuse d'aider ses opposants. — Kurdistan : MOUVEMENT DE CHARS IRAKIENS. — Bruits de bottes au Kurdistan. (*Sud-Ouest*, 26 mai ; *Sud-Ouest ; L'Humanité*, 2 juin 1993), p.9, 30.

FRANCE : PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION. Pour SOS refoulement, il s'agit d'une "désintégration". - TROIS JEUNES KURDES EXPULSÉS DE DIJON. (*Le Bien Public*, 27 mai 1993), p.10.

MANIFESTATION POUR LES KURDES SAMEDI À BONN. (*Le Républicain Lorrain*, 28 mai 1993), p.10.

LES KURDES CHERCHENT ACCÈS A LA LIRE TURQUE. Pour surmonter les difficultés monétaires occasionnées par le retrait des billets de 25 dinars irakiens. (*The Financial Times*, 28 mai 1993), p.11.

70 000 KURDES SE MOBILISENT: Quelque 70 000 Kurdes ont défilé hier dans les rues de Bonn et ont participé à un rassemblement pour

un "Kurdistan Libre". (*Saone et Loire*, 30 mai 1993), p.11.

NORD IRAKIEN: INCURSION IRANIENNE. (*Le Matin*, 2 mai 1993), p.11.

LE SATAN EST VIVANT ET SE PORTE BIEN. Mais sa secte est peut-être mourante ; enquête sur les Yézidis du Kurdistan irakien. (*The New York Times International*, 31 mai 1993), p.12 et 13.

ECRASÉS PAR LES SANCTIONS, LES IRAKIENS SE BATTENT POUR EVITER LA FAIM ET LA PEUR. (*International Herald Tribune*, 9 juin 1993), p.14.

TURQUIE: 70 MORTS LORS D'OPÉRATIONS CONTRE DES SÉPARATISTES KURDES. (*Le quotidien de la Réunion*, 1er juin 1993), p.14.

TURQUIE: LA POUDRE AUX YEUX. LA DÉSINFORMATION EST UNE DES ARMES UTILISÉES PAR ANKARA POUR FAIRE TAIRE OU DISCRÉDITER LES REVENDICATIONS KURDES. Illustration avec le magazine *Tempo*. (*La Lettre de Reporters sans frontières*, juin 1993), p.15.

UNE NATION SANS ÉTAT: LES KURDES. C'est au XIXe siècle que se pose pour la première fois la question kurde: l'émir Bedir Khan, prince kurde, lance avec succès une vaste insurrection contre l'Empire ottoman. De cet épisode date le nationalisme kurde, aujourd'hui l'un des conflits les plus épineux du Proche-Orient. (*Historia*, juin 1993), p.16-20.

KURDISTAN IRAKIEN: SILENCE, ON REMET ÇA. Deux ans après la guerre du Golfe, les Kurdes sont une fois de plus en première ligne. Mais avec une différence de taille: cette fois, les caméras ne sont pas là. Les Kurdes souffrent dans l'indifférence quasi-générale. (*Peuples*

en marche, juin 1993), p.21.

TURQUIE: 68 MAQUISARDS KURDES VICTIMES DE REPRÉSAILLES. — 70 morts lors d'opérations contre des séparatistes kurdes. — VASTE OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES REBELLES KURDES. L'armée s'est lancée dans une opération de ratissage après la tuerie de 33 soldats par les rebelles du PKK. — 68 KURDES DU PKK TUÉS EN UNE SEMAINE. — MASSACRE AU KURDISTAN TURC. — Rebelles kurdes et soldats turcs s'affrontent au pied du mont Ararat. (*L'Indépendant ; Nord Litoral ; International Herald Tribune ; Libération*, 1er juin ; *Le Monde*, 2 juin ; *L'Humanité*, 3 juin ; *Gamk*, 3-4 juin 1993), p.22, 31, 36.

MÉTAMORPHOSES SUR LE BOSPHORE: ALORS QUE SÜLEYMANDEMIREL VIENT DE PRENDRE LA TÊTE DU PAYS, LA TURQUIE FAIT LE BILAN DES ANNÉES ÖZAL. Le grand bond en avant de la société des villes permettra-t-il au pays tout entier de devenir, entre islam et laïcité, entre répression et démocratie, un État moderne, véritable trait d'union entre l'Europe et l'Asie. (*Croissance*, juin 1993), p.23-29.

LES REBELLES KURDES DU PKK LIBÈRENT 16 OUVRIERS QU'ILS AVAIENT ARRÊTÉS. (*L'Alsace*, 2 juin 1993), p.30.

IRAK : UN «DÉPUTÉ» KURDE ASSASSINÉ. Des dirigeants kurdes ont indiqué qu'un membre chrétien du Parlement, Francis Youssef Chabo, a été assassiné, le 1er juin. (*Le Monde*, 3 juin 1993), p.31.

DES REBELLES KURDES TUÉS DANS DES RAIDS CONTRE LEURS CACHES. (*The European*, 4 juin 1993), p.31.

KURDES DÉBOUTÉS DU DROIT

D'ASILE. Manifestation devant la préfecture de Dijon. (*Le Bien Public*, 4 juin 1993), p.32.

IRAK : LES CONDITIONS DE VIE DES KURDES ET DES CHIITES SE DÉGRADENT. (*Journal de Genève*, 4 juin 1993), p.32.

LES TENSIONS SOCIALES EN ALLEMAGNE ET LA RÉCESSION DANS LES LÄNDER DE L'OUEST. Les Turcs, citoyens de seconde classe. Arrivés en masse dans les années 60 pour contribuer au miracle économique, les immigrés sont intégrés mais pas assimilés. — SIX MILLIONS D'ÉTRANGERS. — La peur et la volonté d'intégration. (*Le Monde*, 5 juin 1993), p.33-34.

TURQUIE : LES HOMMES D'AFFAIRES KURDES REVENDIQUENT LEUR IDENTITÉ. (*Libération*, 7 juin 1993), p.34.

LE CHEF DU TRÉSOR TURC PROPOSE AUX PAYS OCCIDENTAUX UN « PANIER DE DEVISES » POUR L'IRAK DU NORD, en échange de l'achat par Ankara des billets de 25 dinars irakiens devenus sans valeur. (*Turkish Daily News*, 7 juin 1993), p.34-35.

RÉACTION À LA POLITIQUE KURDE D'ANKARA, conduit à une rupture des durs de l'armée. Les observateurs craignent des escadrons de la mort organisés par des ultras de l'armée. (*Turkish Daily News*, 7 juin 1993), p.35-36.

LA TURQUIE PRÉPARE SON RETOUR DANS LES BALKANS. La nostalgie de l'Empire ottoman. (*Globe Hebdo*, 9-15 juin 1993), p.37.

LES KURDES DÉCLARENT LA GUERRE. — Fin du cessez-le-feu kurde. — TURQUIE : LE MINISTRE TURC DE L'INTÉRIEUR ISMET SEZGIN A RÉITÉRÉ LA DÉTERMINATION DE L'ÉTAT TURC À «ÉRADIQUER» la rébel-

lion séparatiste kurde, peu après une nouvelle déclaration de «guerre totale» lancée, du Liban, par son chef, Abdullah Öcalan dit «Apo». — LES SÉPARATISTES KURDES ONT DÉCLARÉ UNE «GUERRE TOTALE» À L'ÉTAT TURC. — C'EST À NOUVEAU LA GUERRE TOTALE EN ANATOLIE ORIENTALE. Les maquisards kurdes du PKK ont rompu leur trêve et Ankara parle carrément de les «éradiquer». — NEUF ANS DE LUTTE. — UN ÉTÉ SANGLANT. (*A.F.P.*, 8 juin ; *Ouest-France* ; *Midi Libre* ; *Libération* ; *L'Humanité* ; *International Herald Tribune*, 9 juin ; *Libre Belgique*, 10 juin ; *Le Jour*, 11 juin 1993), p.37, 39, 40, 50, 58.

L'ATTAQUE DE BINGÖL DU PKK RETARDE LE PROJET D'OLÉODUC AZERI À LA TURQUIE. Les services de renseignement affirment que l'Iran profite du retard. (*Turkish Daily News*, 8 juin 1993), p.38.

LE SUD-EST : DE BONNE SOURCE ON SIGNALE DES CONCENTRATIONS MASSIVES AUX FRONTIÈRES ET DE NOUVEAUX DÉPLOIEMENTS DE TROUPES. (*Turkish Daily News*, 8 juin 1993), p.39.

TURQUIE : 23 MORTS DANS LE SUD-EST. (*Le Monde*, 8 juin 1993), p.39.

LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE DISCUTENT DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 8 juin 1993), p.40.

TURQUIE : AMNISTIE PARTIELLE POUR LES REBELLES KURDES «REPENTIS». Premier ministre turc par intérim, Erdal İnönü, a annoncé que le gouvernement avait adopté un décret-loi prévoyant une amnistie partielle pour les rebelles kurdes de Turquie «repentis» qui se livreraient à la justice, «à condition [qu'ils n'aient

pas été] impliqués dans des actes de violence». (*Le Monde*, 9 juin 1993), p.40.

LE CHEF DU PKK PROMET UNE GUERRE TOTALE CONTRE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 8 juin 1993), p.41-46.

LE CESSEZ-LE-FEU DU SUD-EST TOURNE AU DILEMME. Le PKK déclare une «Guerre totale». Le leader de l'organisation Öcalan promet un «été sanglant» avec des attaques contre des cibles économiques et touristiques. — LE GOUVERNEMENT DÉCRÈTE UNE AMNISTIE PARTIELLE POUR LE PKK. — La Turquie, l'Iran et la Syrie réaffirment leur soutien à l'intégrité de l'Irak. (*Turkish Daily News*, 9 juin 1993), p.47-48.

LE PROBLÈME KURDE : LE PKK MET FIN À LA TRÊVE CONCLUE AVEC LES FORCES GOUVERNEMENTALES TURQUES. Le chef du PKK, Abdullah Öcalan, a annoncé, mardi 8 juin, au Liban, que son organisation allait reprendre les combats dans le Sud-Est anatolien et promis «un été sanglant». Le gouvernement d'Ankara n'entend pas céder à la menace, et promet seulement une amnistie partielle pour les combattants kurdes qui déposeraient les armes. (*Le Monde*, 10 juin 1993), p.49.

L'ARMÉE IRANIENNE MULTIPLIE LES OPÉRATIONS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. Les ministres des affaires étrangères d'Iran, de Turquie et de Syrie réunis, au début de cette semaine, à Téhéran, ont exprimé leur «profonde préoccupation» face à la situation qui prévaut dans le nord de l'Irak. Ils ont réaffirmé leur opposition à tout démembrement de l'Irak «quel que soit le prétexte». (*Le Monde*, 10 juin 1993), p.49-50.

ÖCALAN DONNE DES ORDRES POUR ESCALADER DES ATTA-

QUES TERRORISTES. Ceux qui tuent des innocents seront punis dit Apo qui lance une enquête sur le massacre de Bingöl. — Le PKK bloque les routes, incendie des écoles, enlève des gens. (*Turkish Daily News*, 10 juin 1993), p.51-52.

TALABANI RÉAFFIRME SA POSITION SUR LA SÉCURITÉ DE LA FRONTIÈRE TURCO-IRAKIENNE. — L'Irak s'en prend à l'Iran pour la réunion de lundi à Téhéran avec la Turquie et la Syrie sur l'Irak du Nord alors que curieusement Ankara échappe à ses critiques. — L'ÉCRIVAIN TURC AZIZ NESIN : LES TURCS NE SONT PAS QUE STUPIDES ILS SONT AUSSI LÂCHES. Il affirme qu'il a publié des extraits des «*Verts Sataniques*» pour rendre l'opinion consciente de la menace fondamentaliste. (*Turkish Daily News*, 11 juin 1993), p.53-54.

UN APPEL DE PEN AMERICAN CENTER AUX AUTORITÉS TURQUES AU SUJET DES MENACES PESANT SUR LES QUOTIDIENS ÖZGÜR GÜNDEM ET AYDINIK, ET LEURS JOURNALISTES. (*Pen American Center*, 11 juin 1993), p.55-57.

LES IRANIENS ÉLISENT LEUR PRÉSIDENT : États-Unis-Iran ; le froid glaciaire. Le secrétaire d'État Christopher traite l'Iran de «paria international», et presse la CEE d'empêcher Téhéran de fabriquer des armes de destruction massive. — LES TUEURS VENAIENT DE TÉHÉRAN.— M. RAFSANDJANI A ÉTÉ RÉÉLU MAIS SA POPULARITÉ EST ÉBRANLÉE. (*Le Jour*, 11 juin ; *Le Monde*, 15 juin 1993), p.58-59, 65.

TURQUIE : UN TAUX D'INFLATION DE 65% PAR AN ET LE SÉPARATISME KURDE sont les deux principaux problèmes auxquels aura à faire face Mme. Çiller, désigné Premier ministre par le prési-

dent turc Süleyman Demirel. (*A.F.P.*, 14 juin 1993), p.59.

LA CAUSE KURDE NE PAIE PLUS. L'ONU ne bénéficie plus des dons nécessaires à son activité en Irak. (*La Croix*, 12 juin 1993), p.60.

LES ETATS-UNIS LIENT LEUR AIDE A LA TURQUIE A L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME. (*International Herald Tribune*, 15 juin 1993), p.60.

ÖCALAN : IL Y AURA DES CEN- TAINES D'ATTAQUES DU PKK. — Le PKK affirme qu'il n'y a pas eu d'opération transfrontalière dans le nord de l'Irak.— Le Général Güres avertit les partisans du PKK, il fait allusion à des opérations de grande envergure «non seulement dans les montagnes mais dans les villes aussi». 22 MILITANTS DU PKK TUÉS DANS DES AFFRONTLEMENTS DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 12 juin 1993), p.61-63.

DROITS DE L'HOMME : Warren Christopher donne une leçon d'hypocrisie à Vienne. Avant de discourir dans la capitale autrichienne, le chef de la diplomatie des États-Unis était allé promettre à Ankara une aide accrue pour faire face aux Kurdes. Une illustration de la contradiction entre les paroles et les actes de Washington. — Marchand d'armes à Ankara, humaniste à Vienne, Warren Christopher pratique la diplomatie à deux niveaux. — L'HYPOCRISIE DES ÉTATS-UNIS. (*L'Humanité ; Echo du Centre*, 16 juin 1993), p.64, 94.

LES TURCS ÉLISENT UNE FEMME COMME PREMIER MINISTRE. (*International Herald Tribune*, 14 juin 1993), p.64.

LE CESSEZ-LE-FEU EST FINI, LES DEUX PARTIES DURCIS-

SENT LEURS POSITIONS. — Le PKK prouve le rôle de la violence en développement dans le PKK. — L'amnistie et l'État d'urgence. (*Turkish Probe*, 15 juin 1993), p.66-72.

BARZANI ATTENDU EN TURQUIE AUJOURD'HUI. Le leader kurde irakien demandera l'extension du mandat de *Provide Comfort*. Il rendra visite à Mme. Semra Özal à Istanbul pour présenter ses condoléances. — AMNESTY EN APPELLE À ÇILLER ET AU PKK POUR NE PAS ENFREINDRE LES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 15 juin 1993), p.73-75.

ÇILLER : UNE SŒUR OU UNE DAME MARTEAU POUR LES KURDES ? Le nouveau Premier ministre serait-il en mesure de distinguer entre combattre le terrorisme et violer les droits de l'homme. — La Syrie frappe les trafiquants de drogue libanais. — DEMIREL TIENT UN SOMMET DE SÉCURITÉ SURPRISE AU PALAIS. Les experts pensent qu'une répression massive contre les séparatistes est imminente. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1993), p.75-76.

RAID DU PKK CONTRE UN POSTE DE GENDARMERIE : 3 morts. 17 militants du PKK tués dans des affrontements séparés. Terrorisme : la clé du pouvoir pour le nouveau gouvernement. — TALABANI : L'OPPOSITION UNIE POURRAIT, RENVERSER SADDAM. Il attaque la Syrie, la Turquie et l'Iran pour avoir exprimé leur préoccupation au sujet de manque d'autorité dans l'Irak du Nord. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1993), p.75-76.

CRUAUTÉ ET SILENCE : GUERRE, TYRANNIE, SOULÈVEMENT ET LE MONDE ARABE. Un livre en anglais de Kanan Makiya

sur l'Irak. (*International Herald Tribune*, 17 juin 1993), p.75.

ALLEMAGNE : UN KURDE TUÉ HIER DEVANT UN FOYER DE DEMANDEURS D'ASILE À DÜLMEN. — Kurde abattu. (*Libération ; Vendée Matin*, 18 juin 1993), p.76, 95.

SALIM BARAKAT : LE CRIQUET DE FER. Cent pages. Une contrée de violence, de poésie et de vie. Salim Barakat est kurde, il est né en 1951 au nord de la Syrie, dans un petit village non loin de la frontière turque. *Le Criquet de fer*, composé de cinq courts récits, ressemble à un conte cruel. (*Télérama*, 16 juin 1993), p.76.

LES KURDES : OUBLIÉS. Dans l'est de la Turquie, la population kurde subit la répression turque. Habitants chassés de leurs villages, omniprésence de l'armée qui n'hésite pas à tirer, économie étranglée... la résistance kurde s'organise. — Il faut faire pression sur le gouvernement turc pour que cesse la guerre. — Un cessez-le-feu a été décrété unilatéralement par les Kurdes, signe concret d'un désir de paix. (*Humanité Dimanche*, 17 juin 1993), p.77-78.

BARZANI RENCONTRE DEMIREL ET ÇETIN. Un village kurde pris dans un sombre tissu de violences. (*Turkish Daily News*, 17 juin 1993), p.79.

LE GOUVERNEMENT TURC PIÉGÉ PAR LE PKK. Au moment où le gouvernement turc signait la loi d'amnistie, l'embuscade qui a coûté la vie à 41 Turcs, dont 38 militaires, dans la province de Bingöl, montre que le Parti des travailleurs du Kurdistan, une fois de plus, souffle le chaud et le froid. A moins qu'il ne s'agisse de l'expression des graves dissensions internes (*de Yalçın Dogan — Milliyet*). (*Courrier International*, 17 juin 1993), p. 80.

LE KURDISTAN IRAKIEN SOUS PERFUSION. L'ancienne province rebelle, qui vit de l'aide internationale préférerait recevoir les moyens de se développer. (*Le Monde*, 18 juin 1993), p.81.

LES KURDES DANS L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE. La guerre civile a repris dans le sud-est du pays. (*La Croix*, 19 juin 1993), p.82.

MESUT YILMAZ, président de la principale formation de l'opposition turque, ANAP, demande à Barzani une coopération plus étroite contre le terrorisme. (*Turkish Daily News*, 19 juin 1993), p.82.

STATU QUO AU KURDISTAN. Leur quasi-indépendance restant à définir les Kurdes d'Irak vivent au jour le jour avec ce que cela suppose de contrebande et de divisions. — Une police sans moyens. — Méfiance entre les groupes dirigeants. (*Le Monde*, 13 juin 1993), p.83.

BRON : UNE BANDE DE JEUNES LYNCHÉ ET POIGNARDE UN LOCATAIRE. Il se plaignait du bruit : tué. — **LA POLICE MISE EN CAUSE APRÈS LE MEURTRE DE BRON.** — Samedi, un ouvrier kurde était tué par des jeunes dans la banlieue de Lyon, alors qu'il voulait faire cesser un rodéo de voitures. Les habitants accusent les forces de l'ordre de passivité. (*France-Soir*, 22 juin ; *Libération*, 23 juin 1993), p.84, 99.

TRADITION : LA LONGUE LISTE DES MARIAGES KURDES. Plus de 30 000 Kurdes vivent en région parisienne. A l'image de nombreuses communautés étrangères, ils se retrouvent soudés autour de valeurs traditionnelles fortes. Chaque week-end des mariages sont célébrés. (*Le Jour*, 23 juin 1993), p.85-86.

LE SUD-EST ATTEND DE ÇILLER

DE RÉSOUDRE LE PROBLÈME KURDE. Des hommes d'affaires, des politiciens soutiennent le nouveau leader du DYP et Premier ministre Mme. Çiller et lui demandent de regarder la question kurde comme une priorité. (*Turkish Daily News*, 19 juin 1993), p.86-87.

DES LIÉGEOIS S'INQUIÈTENT POUR UN KURDE RENVOYÉ EN TURQUIE. Le silence d'un demandeur d'asile expulsé. — **UN DROIT D'ASILE HYPOCRITE.** (*L'Humanité*, 17 juin 1993), p.87.

KURDES : SADDAM REMET ÇA. Le peuple kurde va-t-il être à nouveau massacré? Les «gardes bleus» de l'ONU quittent le Kurdistan irakien. L'Iran bombarde, les soldats de Saddam multiplient les incursions meurtrières. Qui sauvera les Kurdes? — **DES CHARNIERS AUX VILLAGES DÉTRUITS.** (*Actuel*, N°30, Juin 1993), p.88-91.

12 MORTS DANS LE SUD-EST. — Des Kurdes d'Irak et de Turquie se rencontrent à nouveau à Ankara pour un dîner offert en l'honneur de Massoud Barzani. (*Turkish Daily News*, 21 juin 1993), p.91.

«LA PLUIE D'OISEAUX» RENCONTRE PLASTIQUE À TROIS MAINS. Un matin de juillet 87, une pluie d'oiseaux asphyxiés tombaient sous les yeux des enfants de Sergalou au Kurdistan irakien. C'est le point de départ d'un projet plastique et musical signé *Edwarina*. «La pluie d'oiseaux», du 12 juin au 7 juillet, salle des fêtes de Saint-André. (*Nord Éclair*, 11 juin 1993), p.92-93.

LE CABINET TURC ADOPTE LA DÉCISION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE SUR L'ÉTAT D'URGENCE ET LE MANDAT DE PROVIDE COMFORT—8 MORTS DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 16 juin 1993), p.95.

TURQUIE : LES REBELLES KURDES DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK) «Seront nettoyés dans les plus brefs délais», à déclaré hier à Diyarbakir le chef de l'État-major des armées turques. (*Charente Libre*, 12 juin 1993), p.95.

LE PKK FRAPPE EN EUROPE. Des Kurdes attaquent de cibles turques en Europe. — 382 morts en un mois dans le Sud-Est. (*Turkish Daily News*, 25 juin 1993), p.96-99.

LA TURQUIE SE PRÉPARE A ENTRER DANS LE NORD DE L'IRAK. — Çiller et İnönü durcissent leurs positions sur le terrorisme. (*Turkish Daily News*, 25 juin 1993), p.100-101.

L'ARMÉE D'ATATÜRK, GARDIENNE DE L'ÉTAT TURC. — APRÈS TROIS COUPS D'ÉTAT ET 30 000 ARRESTATIONS EN 1980. En trente ans, l'armée turque s'est arrogé trois fois le pouvoir avant de le remettre aux civils. Elle reste pourtant l'institution la plus populaire du pays, malgré une répression féroce contre l'extrême gauche il y a quelques années et contre les Kurdes aujourd'hui. Héritière du kémalisme, elle représente la tradition laïque de la république. Et demeure l'ultime recours pour une majorité de Turcs toujours méfiants vis-à-vis de leur classe politique. (*Libération*, 23 juin 1993), p. 102-103.

LES VOIX IRANIENNES DU DÉSESPOIR S'ÉLÈVENT. Comme les temps deviennent plus durs, continuer de contenir l'Irak et l'Iran. (*International Herald Tribune*, 23 juin 1993), p.104-105.

LES IRAKIENS MOBILISENT DES TROUPES PRÈS D'IRAN, AFFIRMENT LES ETATS-UNIS. — Les Irakiens doutent de l'opposition soutenue par les États-Unis. (*International Herald Tribune*, 24 juin 1993), p.105-106.

ALLEMAGNE : UN ENCOURAGEMENT AU RACISME. (*Témoignage Chrétien*, 12 juin 1993), p. 106.

UN ATTACHÉ ET UN EMPLOYÉ PRIEN OTAGES AU CONSULAT DE TURQUIE À MARSEILLE. — Fusillade à l'ambassade turque de Berne : 6 blessés. — **TOUS LES OTAGES FEMMES ONT ÉTÉ LIBÉRÉS À MUNICH.** — Des vitres de la compagnie *Turkish Airlines* brisées à Copenhague. — **ATTAQUE CONTRE L'OFFICE DU TOURISME TURC À STOCKHOLM.** — Les sièges de *Turkish Airlines* et de Maison de la Turquie attaqués à Lyon. — **LE PKK, AVEC SON OFFENSIVE EN EUROPE, CHERCHE À SENSIBILISER L'OPINION INTERNATIONALE.** — Violentes actions de militants kurdes en Europe. — **DÉBUT D'INCENDIE CRIMINEL DEVANT LA BANQUE DU BOSPHORE À PARIS.** — Les Kurdes : «*La guerre totale à la Turquie*». Histoire d'une nation sans terre. — **OFFENSIVE TOUTS AZIMUTS DES KURDES DU PKK EN EUROPE.** — Prises d'otages à Munich et Marseille, manifestations violentes à Berne et Genève... : les séparatistes kurdes ont lancé une série d'attaques contre les représentations diplomatiques et les intérêts turcs en Europe, pour dénoncer la répression dans le Sud-Est anatolien. Bilan : un mort et une dizaine de blessés. — **LA NOUVELLE STRATÉGIE GUERRIÈRE DES SÉPARATISTES KURDES.** Le PKK entend suivre désormais deux axes : l'attaque des sites touristiques de la Turquie et le harcèlement des intérêts turcs en Europe. — **UN MOUVEMENT ENRACINÉ DANS LA DIASPORA.** C'est l'organisation la plus influente au sein de la communauté kurde en Europe. Mais en France comme en Allemagne, elle s'abrite derrière un réseau associatif. — **DANS UNE ACTION CONCERTÉE EN FRANCE, EN SUISSE ET EN ALLEMAGNE.** Des indépendantistes kurdes ont envahi

des missions diplomatiques turques. — **L'ATTAQUE DES KURDES SUCCÈDE À LA FAILLITE DE TENTATIVES DE PAIX.** Le cessez-le-feu de séparatistes d'il y a trois mois donne lieu au massacre, à la répression et à plus de violence. — **LE DÉFI KURDE.** — **ANKARA «SERA DUR COMME LA PIERRE» AVEC LE PKK.** — **POUR COMPRENDRE LA MORT D'UN KURDE.** — **HEURES DÉSESPÉRÉES :** Vagues d'attaques kurdes amène la guerre turque aux portes de l'Europe. — **DES KURDES A TRAVERS L'EUROPE LANCENT DE VIOLENTS ASSAULTS ANTI TURCS.** (*A.F.P.*, 24 juin ; *Corriere della Sera* ; *Libération* ; *Le Nouveau Quotidien* ; *The Financial Times* ; *The Wall Street Journal Europe* ; *International Herald Tribune*, 25 juin ; *Le Monde*, 26 juin 1993), p. 107-112, 114, 115-116, 117-118, 119, 120, 120-121, 127-128, 129.

CEE. AIDE HUMANITAIRE DE 11,5 M. ÉCUS POUR LES KURDES ET LES CHIITES EN IRAK. (*A.F.P.*, 24 juin 1993), p. 112.

LA TURQUIE AFFIRME QU'ELLE CONTINUERA D'ACCORDER DES DROITS AUX KURDES MALGRÉ LA VAGUE D'ATTQUES TERRORISTES. (*The Wall Street Journal Europe*, 25 juin 1993), p. 113.

KURDES D'IRAK ET DE TURQUIE. Le jeu subtil d'Ankara. Le Parlement turc renouvelle son appui à l'opération «*Provide Comfort*». (*Le Figaro*, 26 juin 1993), p. 122.

KURDES DE TURQUIE : Un peuple au désespoir. (*L'Humanité*, 26 juin 1993), p. 122.

SOYAUX : INTÉGRATION EN COURS. 11 jeunes Kurdes ont été accueillis au collège Romain-Rolland. Loin des horreurs de la guerre. — Les jeunes Kurdes ont

une farouche volonté d'apprendre. (*Charente Libre*, 24 juin 1993), p. 123.

TURQUIE : UNE FEMME ÉLUE PREMIER MINISTRE. — L'OPA de charme de Tansu Çiller. La Turquie a depuis hier un Premier ministre femme, une «dame de fer» souriante, issue des milieux intellectuels d'Istanbul, qui a supplanté contre toute attente les caciques du parti de la Juste Voie (PJV). — **INFLATION ET SÉPARATISME KURDE.** (*Le Quotidien de la Réunion*, 25 juin 1993), p. 124.

AU MOINS 19 MORTS LORS D'OPÉRATIONS IMPLIQUANT DES REBELLES KURDES. (*A.F.P.*, 26 juin 1993), p. 125.

ANKARA CRAINT DE NOUVELLES ATTAQUES KURDES. — De nouvelles opérations kurdes contre les milieux diplomatiques turcs seraient prévues à partir d'aujourd'hui, selon Hikmet Çetin, ministre turc des Affaires étrangères. Déjà, une centaine de Kurdes ont tenté hier de prendre d'assaut le consulat turc à Karlsruhe (Allemagne). (*Le Jour*, 26 juin 1993), p. 125.

LES KURDES ENVISAGENT PLUS D'ATTAQUES POUR LE WEEK-END, AVERTIT LA TURQUIE. Des politiciens en Allemagne cherchent à interdire le principal groupe indépendantiste. Les Kurdes nuisent à leur propre cause. (*International Herald Tribune*, 26-27 juin 1993), p.126.

UN MILLIER DE KURDES MANIFESTENT PACIFIQUEMENT À LA HAYE. Environ un millier de Kurdes ont manifesté pacifiquement samedi à La Haye, notamment devant le parlement et le palais de la reine des Pays-Bas. (*A.F.P.*, 6 juin 1993), p.129.

DAVANTAGE DE PROMESSES DE LA PART DU PREMIER MI-

NISTRE ÇILLER. Engagements de combattre le terrorisme, d'une bonne politique étrangère et de larges réformes. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1993), p.130-132.

TROIS MILITANTS DU PKK TUÉS DANS LE SUD-EST. Les attaques Kurdes font des ravages en Europe. — **LES ALLEMANDS DEMANDENT L'INTERDICTION DU PKK.** — La «Dame de fer» turque fait allusion à des réformes sur le problème ethnique. **LE LEADER KURDE IRANIEN CHOISIT LA VOIE DE LA NON-VIOLENCE.** Mustafa Hijri est contre le terrorisme, mais sa vie est en risque. (*The Independent*, 26 juin 1993), p.132-133.

MISE EN GARDE DES DEUX DIRIGEANTS KURDES IRAKIENS AU PKK. Jalal Talabani et Massoud Barzani, les deux dirigeants de l'opposition kurde irakienne, condamnent samedi dans un communiqué les «violences» en Europe des Kurdes de Turquie et réaffirment leur engagement «à empêcher tout acte hostile contre la Turquie venant du nord de l'Irak». (*A.F.P.*, 26 juin 1993), p.134.

LE COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE D'IRAK SERA ENVOYÉ EN RUSSIE MAIS RISQUE D'ÊTRE ASSASSINÉ À SON TOUR. (*International Herald Tribune*, 26-27 juin 1993), p.134.

UNE ATTAQUE AJUSTÉE CONTRE LES MONSTRES DE TOUS LES JOURS DE L'IRAK. — Un Saddam irrité peut ignorer l'attaque sur Bagdad. Les succès du raid a été exagéré admettent les officiers d'intelligence américains. Ne cherchez pas à rétorquer avertissent les Etats-Unis. (*International Herald Tribune*, 29 juin 1993), p.135-137.

LES MILITANTS KURDES CONTINUENT DE FAIRE DES DÉGÂTS EN EUROPE. — 17 morts

dans la violence du PKK en Turquie. (*Turkish Daily News*, 28 juin 1993), p.137-138.

MISE EN EXAMEN DE CINQ KURDES, auteurs d'une prise d'otages à Marseille. (*A.F.P.*, 28 juin 1993), p.138.

SUISSE-TURQUIE : PAS MOYEN DE METTRE LA MAIN SUR LE MEURTRIER DU KURDE. La discussion avec une délégation turque n'a pas débouché sur un résultat concret. Des Kurdes ont manifesté ce week-end dans plusieurs villes. (*Le Courrier*, 28 juin 1993), p.139.

TURQUIE : UNE NOUVELLE «LOOK» BRILLANTE. En changeant de garde, le pays avance sa revendication au leadership régional. — **LE CASSE-TÊTE KURDE.** (*Time*, 28 juin 1993), p.139-140.

OFFENSIVE GÉNÉRALE DU PKK : Des villes d'Europe aux plages turques. — **DES TOURISTES ÉTRANGERS ONT ÉTÉ BLESSÉS DANS DES ATTENTATS IMPUTÉS AUX SÉPARATISTES.** (*A.F.P.*, 28 juin ; *Le Monde*, 29 juin 1993), p.142, 143.

TURQUIE : À L'OCCASION DE LA FORMATION DU GOUVERNEMENT, Mme. Çiller a écarté la vieille garde de son parti. «Je crois que ce sera un gouvernement couronné de succès», a déclaré, vendredi 25 juin, Tansu Çiller, nouveau Premier ministre turc, après avoir soumis les noms de ses trente-deux ministres à l'approbation du président de la République. — **APRÈS LA MORT D'UN MANIFESTANT KURDE.** Tension entre Berne et Ankara. (*Le Monde*, 28 juin 1993), p.143.

MARC KRAVETZ: TERRORISME, MODE D'EMPLOI. Il y a quelques années, Abdul-Rahman Ghassem lou, soulignait avec une nuance d'amertume que le mouvement kurde en général (et le sien, d'Iran,

en particulier) payait de l'indifférence médiatique son refus de recourir aux prises d'otages et aux détournements d'avion. Mais il ajoutait que cette faiblesse était aussi un signe de force et de maturité, que les moyens du terrorisme ne pouvaient que pourrir les fins poursuivies. Ghassemlou disparut en 1989 à Vienne, victime d'un autre terrorisme. d'État cette fois venu de Téhéran, comme trois ans plus tard ses successeurs à la tête du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, assassinés à Berlin. (*Libération*, 29 juin 1993), p.144.

DES TERRORISTES CONTINUENT D'ATTAQUER DES CIVILS. Le PKK avertit Kohl : Cessez d'aider la Turquie. — Un bureau des Nations unies en Australie occupé par des Kurdes. — Des Kurdes attaquent un train dans le sud-est. (*Turkish Daily News*, 29 juin 1993), p.144-145.

LA TURQUIE PROMET DE PRO-

TÉGER LES TOURISTES, APRÈS L'ATTAQUE DU PKK. L'Allemagne dit que ces citoyens voyagent en Turquie «à leurs propres risques». Le secteur du tourisme à Antalya est ébranlé par l'attaque terroriste. — 12 personnes tuées dans des violences liées au PKK en Turquie. — Éruption de violences anti-kurdes à Kutahya, en Anatolie occidentale, où des autochtones lapident une maison habitée par des ouvriers kurdes ; la police anti-émeute intervient. Le nationalisme turc est en train de s'enflammer en face de récentes attaques du PKK. (*Turkish Daily News*, 30 juin 1993), p.145-146.

AU KURDISTAN IRAKIEN, LES DROITS D'UNE COMMUNAUTÉ QUI SE SENT «ABANDONNÉE». «La chrétienté ne sera bientôt plus qu'un souvenir». (*Le Monde*, 30 juin 1993), p.147.

TURQUIE : VINGT-QUATRE PERSONNES, DIX CIVILS ET 14 MEMBRES DES FORCES DE

L'ORDRE, ont été tuées en un jour dans l'Est et le Sud-Est anatolien dans des accrochages avec les séparatistes kurdes. (*A.F.P.*, 30 juin 1993), p.147.

DES KURDES IRAKIENS SONT ENCOURAGÉS PAR L'ATTAQUE AMÉRICAINE CONTRE BAGDAD, MAIS LA MENACE DE SADDAM PERSISTE. (*The Wall Street Journal*, 28 juin 1993), p.148.

DES REBELLES KURDES INTENSIFIENT LEURS ATTAQUES ANTI-TURQUES. (*International Herald Tribune*, 29 juin 1993), p.148.

LE PARTI KURDE. DÉNIE AVOIR JOUÉ UN RÔLE DANS L'ATTAQUE QUI A FAIT 26 BLESSÉS, DONT 12 TOURISTES DANS LE SUD DE LA TURQUIE. Le porte parole du PKK en Europe, Ali Sapan, a fait cette déclaration à la chaîne de télévision allemande ARD. (*International Herald Tribune*, 30 juin 1993), p.148.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

Strong criticism by the European Committee for the Prevention of Torture

The European Committee for the Prevention of Torture (CPT) has published a ten-page report, strongly criticizing Turkey for continuing its extensive practice of torture¹. The torture takes place in police stations, against persons suspected of ordinary criminal acts and against those who are detained under the special anti-terrorist laws. The committee also found items, identified as instruments of torture, when it inspected two Turkish police stations.

The Committee, which was created according to the 1987 *European convention for the prevention of torture and other inhuman or degrading treatment or punishment*, has visited Turkish prisons and police stations three times – in 1990, 1991, and 1992. No other European country has had so many visits by the committee's inspectors, doctors, lawyers, and police officers.

However, according to article 10 of the 1987 convention, the committee can go public on its own initiative if, after several requests, a country continuously fails to cooperate or refuses to make improvements.

Throughout 1991 and 1992 an ongoing dialogue was maintained between the Turkish authorities and the CPT on matters of concern, based on the reports drawn up by the Committee after its first and second visits and on the reports provided by the Turkish authorities in response. This dialogue culminated in a number of meetings between the Turkish authorities and a delegation of the CPT, held in Ankara from 22 to 24 September 1992.

Falanga, beating, and electrical torture

Subsequently, at its 14th meeting (28 September to 2 October 1992), the CPT reviewed the action taken by the Turkish authorities on the recommendations made by the Committee in its visit reports. The Committee concluded that the continuing failure of the Turkish authorities to improve the situation in the light of its recommendations concerning:

- the strengthening of legal safeguards against torture and other forms of ill-treatment in police (and gendarmerie) establishments, and
- the activities of the Anti-Terror Departments of the *Ankara* and *Diyarbakir* Police, justified a public statement from the Committee.

During the CPT visit in December 1992, it became evident that torture and other forms of ill-treatment of persons in police custody had not been abandoned, despite the importance which had been attached to this subject by the present government when it came to power at the end of 1991.

Subsequently, CPT in its meeting in December 1992 with the required two third majority decided to make a public statement, in accordance with the Convention's Article 10⁽²⁾.

The Committee's delegation was inundated with allegations of such treatment, from both ordinary criminal suspects and persons detained under anti-terrorism provisions. Further, numerous persons who were examined by the delegation's doctors displayed marks or conditions consistent with their allegations.

Three examples;

- several prisoners charged with offences against property, encountered in the reception unit of *Bayrampasa Prison* (Istanbul), whose fresh haematomas were consistent with their allegations that they had recently been subjected to falanga and to beating on the palms of the hands and the ventral aspects of the wrists;
- a prisoner charged with a drug-related offence being held for observation in a forensic section at *Bakirköy Hospital* (Istanbul), who had a fresh rounded mark on his penis (reddish-brown and slightly swollen edge, whitish centre without induration), consistent with his allegation that an electrode had been placed by the police on that part of his body some five days earlier in order to deliver electric shocks;

- a prisoner charged with smuggling examined at *Adana Prison*, who displayed haematomas on the soles of his feet and a series of vertical violet stripes (10 cm long/2 cm wide) across the upper part of his back, consistent with his allegation that he had recently been subjected to falanga and beaten on the back with a truncheon while in police custody.

How the torture instruments were found

Comparable cases in *Ankara* and *Diyarbakir* could also have been described, including persons who had been held by the *Anti-Terror Departments* of the police in the two cities (in particular, cases of motor paralysis of the arms and severe sensory loss consistent with allegations of suspension).

Of special interest was the highly incriminating material evidence found by CPT in police establishments in those cities.

Acting in each case on concordant information independently received from several different sources, the Committee's delegation carried out two *impromptu* visits to specific rooms situated on the top floors of both the *Ankara Police Headquarters* (new building) and the *Diyarbakir Police Headquarters*. The rooms in question were located within the areas occupied by the Law and Order Departments, which deal with ordinary criminal suspects. In the room at the *Ankara Police Headquarters*, the delegation discovered a low stretcher-type bed equipped with eight straps (four each side), fitting perfectly the description of the item of furniture to which persons had said they were secured when electric shocks were administered to them. No credible explanation could be proffered for the presence of this bed in what was indicated by a sign as being an "interrogation room".

In *Diyarbakir*, the delegation found the equipment necessary for suspension by the arms in place and ready for use (i.e. a three metre long wooden

beam which was mounted on heavily-weighted filing cabinets on opposite sides of the room and fitted with a strap made of strong material securely tied to the middle). On both occasions, the delegation's discoveries caused considerable consternation among police officers present; some expressed regret, others defiance.

In the light of all the information at its disposal, the CPT concluded that the practice of torture and other forms of severe ill-treatment of persons in police custody remains widespread in Turkey and that such methods are applied to both ordinary criminal suspects and persons held under anti-terrorism provisions. The words "persons in police custody" should be emphasized.

The Committee has heard very few allegations of ill-treatment by prison staff in the different prisons visited over the last two years, and practically none of torture. Certainly, there are problems which need to be addressed in Turkish prisons, but torture is not one of them. The CPT's dialogue with the Turkish authorities on prison matters is on the whole progressing satisfactorily.

Improved conditions for detainees

As for the gendarmerie (which is responsible for police functions in rural areas), the CPT has heard allegations that suspects are frequently handled roughly and on occasions even beaten by members of the gendarmerie, in particular when apprehended. Further, the CPT has reason to believe that, from time to time, ill-treatment occurs in the course of the transport of prisoners (which is another task performed by the gendarmerie). However, the CPT has heard fewer allegations – and found less medical evidence – of torture or other forms of premeditated severe ill-treatment by members of the gendarmerie.

According to the CPT statement of December 1992, action is required on several fronts if this problem is to be addressed effectively. Legal safeguards against torture and other forms of ill-treatment need to be reinforced and new safeguards introduced. At the same time, education on human rights matters and professional training for law enforcement officials must be intensified. In this respect, the recent arrangements to send some 20 Turkish police officers to various other European countries in order to study police

methods there are to be welcomed, and the CPT trusts that they represent part of an ongoing process.

Furthermore, public prosecutors must react expeditiously and effectively when confronted with complaints of torture and ill-treatment. On this point, the recent annulment by the *Constitutional Court* of section 15 (3) of the Law to Fight Terrorism of 12 April 1991 (which severely curtailed the possibilities for public prosecutors to proceed against police officers alleged to have ill-treated persons in the performance of duties relating to the suppression of terrorism) is a very positive development. In order to facilitate effective action by public prosecutors, the medical examinations of persons in police and gendarmerie custody carried out by the Forensic Institutes should be broadened in scope (medical certificates should contain a statement of allegations, a clinical description, and the corresponding conclusions). Further, appropriate steps should be taken to guarantee the independence of both Forensic Institute doctors and other doctors who perform forensic tasks, as well as to provide such doctors with specialized training.

Proper managerial control and supervision of law enforcement officials must also be ensured, including the institution of effective independent monitoring mechanisms possessing appropriate powers. Neither should the issue of the conditions of service of such officials be overlooked, since satisfactory conditions of service are indispensable to the development of a high-calibre police force.

Application of the recently drawn up Custody Regulations, which relate *inter alia* to material conditions of detention, must also be vigorously pursued throughout the whole of Turkey. Considerable progress in this area has been made in Ankara and Diyarbakir, in pursuance of the CPT's recommendations. However, the situation found recently at *Adana Police Headquarters* (in particular in the Anti-Terror Department) suggests that, in other parts of the country, persons detained by the police or gendarmerie may still be held under totally unacceptable conditions.

Safeguards with the extensive exceptions

Particular reference must be made to the recently adopted Law amending some provisions of the *Code of Criminal Procedure* and of the *Law relating*

to the organization and procedure of State Security Courts, which entered into force on 1 December 1992. This is a revised version of the text returned to the Grand National Assembly earlier in the year by the President of the Republic. The new Law *inter alia* clarifies the existence of certain fundamental safeguards against ill-treatment, such as the right to have a relative notified of one's custody and the right of access to a lawyer (safeguards which had been provided for previously but which had been largely inoperative in practice), regulates in detail the mechanics of the interrogation process, introduces a right to apply to a judge for the immediate release of an apprehended person, and shortens the maximum periods of police/gendarmerie custody. The introduction of these provisions is a most welcome step forward. However, it is a matter of great regret to the CPT that their application to offences within the jurisdiction of State Security Courts has been specifically excluded. Admittedly, the number of offences under the jurisdiction of such courts has also been reduced by the new Law, but it remains considerable: crimes against the State; terrorist offences; drugs and arms-related offences, etc.

The CPT took the opportunity to underscore that it abhors terrorism, a crime which is all the more despicable in a democratic country such as Turkey. The Committee also deplores illicit drug and arms dealing. Further, it is fully conscious of the great difficulties facing security forces in their struggle against these destructive phenomena. Criminal activities of this kind rightly meet with a strong response from state institutions. However, under no circumstances must that response be allowed to degenerate into acts of torture or other forms of ill-treatment by law enforcement officials. Such acts are both outrageous violations of human rights and fundamentally flawed methods of obtaining evidence for combatting crime. They are also degrading to the officials who inflict or authorize them. Worse still, they can ultimately undermine the very structure of a democratic state.

Unfortunately, Turkish law as it stands today does not offer adequate protection against the application of those methods to persons apprehended on suspicion of offences falling under the jurisdiction of *State Security Courts*; on the contrary, it facilitates the use of such methods. Suspects in relation to collectively committed crimes may be held for up to 15 days by the

police or gendarmerie (rising to 30 days in regions where a state of emergency has been declared), during which time they are routinely denied any contact with the outside world.

It is true that the provisions of section 13 of the new Law, concerning prohibited interrogation procedures, apply also to persons suspected of offences under the jurisdiction of State Security Courts. However, it would be unwise to believe that these provisions alone will be able to stem torture and ill-treatment. The methods described in section 13 have been illegal for many years under Turkish Law by virtue of the general prohibition of torture and ill-treatment in Article 17 (3) of the Constitution. Further, the stipulation that statements made as a consequence of such methods shall not have the value of evidence is merely a welcome reaffirmation of a principle already recognized by the Turkish legal system.

How to balance security and rights of the detainee

In reality, the long periods of incommunicado custody allow time for physical marks caused by torture and ill-treatment to heal and fade; countless prisoners have described to CPT delegations the treatment techniques applied by police officers. It should also be noted that certain methods of torture commonly used do not leave physical marks, or will not if carried out expertly. Consequently, it is often difficult to demonstrate that a statement has been made as a consequence of ill-treatment. The same point applies to the admissibility of other evidence obtained as a result of ill-treatment (cf. section 24 of the new Law).

The CPT does not contest that, exceptionally, specific legal procedures might be required to combat certain types of crime, in particular those of a terrorist nature. However, even taking into account the very difficult security conditions prevailing in several areas of Turkey, an incommunicado period of up to 15 days, let alone 30, is patently excessive. It is clear that a proper balance has not been struck between security considerations and the basic rights of detainees.

The CPT calls on the Turkish Government to take appropriate measures to reduce the maximum periods for which persons suspected of offences falling under the jurisdiction of State Security Courts can be held in police or gendarmerie custody, clearly to define

the circumstances under which the right of such persons to notify their next of kin of their detention can be delayed and strictly limit in time the application of such a measure, and to guarantee to such persons, from the outset of their custody, a right of access to an independent lawyer (though not necessarily their own lawyer) and to a doctor other than one selected by the police.

As regards ordinary criminal suspects, the amendments introduced by the above-mentioned Law could deal a severe blow to the practice of torture and ill-treatment. However, much will depend on how the new provisions are applied in practice.

This is a matter that the CPT intends to follow carefully during the coming months, in close co-operation with the Turkish authorities. Nevertheless, a number of points should be raised now.

The maximum period of police custody for collective crimes (three or more persons), although reduced, remains quite high – up to eight days at the request of a public prosecutor and by decision of a judge. In this regard, the CPT wishes to emphasize that, in the interests of the prevention of ill-treatment, it is essential that the person in custody be brought physically before the judge to whom the request for an extension of the custody period is submitted. The new Law is not clear on this point.

How to abolish the mentality of torturing

Although the precise content of the right of access to a lawyer is impressive, a potential flaw lies in the fact that, with the exception of persons who are under the age of 18 or disabled, a lawyer will only be appointed if the person in custody so requests.

A fail-safe procedure will have to be found that ensures that detainees are (as the law requires) informed of their right to appoint a lawyer and are not subjected to pressure when considering the exercise of that right. The same point applies as regards the right of persons in custody to make known to a relative of their choice that they have been apprehended. Care will also have to be taken that the possibility offered to take a statement, in certain cases, in the absence of the lawyer appointed by the detained person is not abused.

Under the new provisions, public prosecutors are in an even better position to exercise considerable influence

over the manner in which police officers perform their duties and, more specifically, treat persons in their custody. The CPT very much hopes that they will make effective use of the possibilities open to them, with a view to the prevention of ill-treatment.

The new law is silent on the question of the right of persons in police or gendarmerie custody to have access to a doctor. However, by a circular issued by the *Ministry of the Interior* on 21 September 1992, a right of access to a doctor in the form previously recommended by the CPT (i.e. a right for the detainee to be examined by a doctor chosen by him – if appropriate from among a list of doctors agreed with the relevant professional body – in addition to any examination carried out by a state-employed doctor) was recognized. The CPT welcomes this development, though the inclusion of this right in a law would be preferable. Previous circulars relating to important safeguards for detained persons have remained a dead letter.

Torture and other forms of ill-treatment by the police will not be eradicated by legislative fiat alone. It will always be possible for the impact of legal provisions to be diminished by ever more expertly applied techniques of ill-treatment.

The CPT felt convinced that it would have been counter-productive from the standpoint of the protection of human rights for it to have refrained – as it was requested to do by the Turkish authorities – from making the public statement. It is issued in a constructive spirit. The CPT hold that, far from creating an obstacle, it should facilitate the efforts of both parties – acting in co-operation – to strengthen the protection of persons deprived of their liberty through torture and inhuman or degrading treatment or punishment.

1) The report is available from: Secretariat of CPT, Council of Europe, F-67075 Strasbourg Cedex, France

2) The Editorial Board finds that the report is so important that the full text will be printed in the next issue of TORTURE.

CURRENT AFFAIRS

Kurds at the end of the road

Battered by military setbacks and flagging foreign support, Turkey's Kurdish guerrillas have declared a truce with the government and offered to talk. The move announced by Abdullah Ocalan, leader of the PKK, has been met with misgivings among Kurdish militants and suspicion from Turkish hardliners. Nonetheless, writes **Amberin Zaman** from Ankara, it amounts to an admission that insurrection is not working and opens the way for a chance of peace at last.



Many Kurds are weary of the struggle.

HIGH IN THE KANDIL mountains where Iran meets northern Iraq, hundreds of guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK) train daily for their nine-year-old war against Turkish security forces. "We shall continue fighting until there is a free Kurdistan," says 26-year-old Comrade Cicek, one of the 400 women guerrillas at the PKK's training camp in Zelleh. Her determination may now be flying in the face of reality.

Like many of the 1,400 PKK guerrillas at Zelleh, Cicek is visibly confused by the recent ceasefire declared by her

party's leader, Abdullah Ocalan, familiarly known as Apo. "We must obey his orders," she says. "But if the Turkish government continues with treachery, our guns cannot remain silent for long."

In late March, Ocalan symbolically shed his guerrilla fatigues to appear in a smart double-breasted suit at a press conference in the Bekaa valley in Lebanon, where he renounced his claims for an independent Kurdish state and said it was time for a "political dialogue" with his Turkish "brothers". He would settle for a federal arrangement for the country's 12m Kurds, he

said, with a "unified" and "democratic" Turkey. If the Turkish government were to take a number of concrete measures towards meeting the Kurds' demands, Ocalan hinted that the ceasefire might be extended indefinitely beyond its 15 April deadline.

Hopes of an indefinite extension ran high in Ankara, following the announcement by the interior minister, Ismet Sezgin, that the government would be studying ways to amend the constitution in order to lift the current bar on education and broadcasting in Kurdish. Sezgin also promised to annul a decree banning the use of Kurdish names for people and places.

While the prime minister, Suleiman Demirel, has ruled out face-to-face talks with Ocalan, it is widely believed that the government is in contact with the PKK leadership through third parties. Of these, Jalal Talabani, the leader of the Iraqi Kurdish Patriotic Union of Kurdistan, the PUK, is credited with having orchestrated the ceasefire.

Throughout south-eastern Turkey, most ordinary Kurds expressed cautious hope mingled with relief following news of the ceasefire. "The people are tired of fighting, no one wants bloodshed. They just want their basic human rights, not an independent state," says Hashim Hashimi, the mayor of the small town of Cizre, notorious for its support for the PKK.

Last year, Cizre was the scene of some of the worst violence during celebrations of the Kurdish New Year, the Nowrouz. At least 90 civilians died in clashes with security forces, 45 in Cizre alone. With the exception of a few minor incidents, this year's celebrations took place peacefully. "The people were obeying Apo's orders," said a taxi driver in Cizre.

Ocalan's volte-face came as no surprise to many Turkish officials, who point to the recent political and military setbacks he has faced. At the end of last year, Turkish security forces launched a massive cross-border offensive against the PKK bases in northern Iraq. The

Turkish government says at least 2,000 guerrillas were killed during the operation.

Iraqi Kurdish guerrillas joined forces with Turkey, on whom they rely for Western air cover and as their only supply route for incoming aid, in chasing the PKK from their strategic launching point for cross-border strikes against Turkish security forces. The surviving PKK guerrillas led by Apo's brother, Osman, remain confined in Zelleh under the watchful eyes of the Iraqi Kurds.

The PKK's defeat has considerably diminished its stature in the eyes of many Kurds, who according to Hashimi "always tend to side with the strong. Clearly the stronger side is now the state."

At the same time, the guerrillas' often ruthless attacks on Kurdish civilians (including women and children accused of collaborating with the state) have drawn sharp criticism both at home and abroad. The PKK's espousal of Marxist-Leninist ideology is increasingly viewed as an anachronism by many ordinary Kurds.

Meanwhile, in a bid to improve ties

with Ankara, the PKK's erstwhile mentor, Syria, has distanced itself from the guerrillas, shutting down its bases in the Bekaa valley. Iran also appears noticeably less keen than hitherto to foment the crisis.

"Demirel is in a difficult situation"

More important, the United States and the major European powers have all denounced the PKK as a "terrorist" group. According to sources close to the PKK, many of the left-wing European parties which traditionally supported the Kurds have made it clear that they can only continue to do so if they pursue their struggle on a political basis.

Western support for Ankara seems to be largely motivated by secular Turkey's role as a bulwark against the fundamentalist regime in Iran, whose shopping spree in the arms market is causing growing alarm among the Gulf

Arabs. Qualms about Turkey's human rights record have been discreetly overcome.

In a statement issued two days before the ceasefire announcement, the US State Department said: "We support the Turkish government in its struggle against separatism and terrorist violence." But in a gentle warning to Ankara, it added, "as in the past, we note that the solution to this problem will not be found simply through military means, but must include political accommodation within Turkey's constitutional system and the protection of human rights". It is therefore no coincidence, say Western diplomats, that Demirel recently said that it was no longer thought "necessary" to carry out a planned spring offensive against the guerrillas.

But in Zelleh, Osman Ocalan and his guerrillas continued to talk tough. "The enemy [Turkey] may take a few wimpish steps. If we don't have the right to self-determination, being allowed to sing in Kurdish means little to us. If Turkey doesn't respond to our calls, we shall resume the war in a way that will make the earth and heaven shake."

Turkey claims the oil route

TURKEY'S DRIVE TO EXPAND its influence in the Muslim republics of the former Soviet Union is hinged on ambitious plans to become an energy bridge between the oil rich Central Asian states and Europe. Those plans drew closer to reality when in March the government of Azerbaijan agreed to pump its offshore Caspian crude through a pipeline running across Turkey to the Mediterranean port of Yumurtalik.

The agreement follows months of intensive lobbying by the Turkish government in the face of fierce competition from Iran and Russia which have drawn closer in recent months (see page 20). Iran has been pressing to have the crude transported through a proposed pipeline running south from the Azeri capital Baku onto a Persian Gulf Terminal. Moscow, in a bid to regain its dwindling economic hold over its former colony, has sought to impose a route across the northern Caucasus to the Black Sea port of Novorossiysk. But the agreement has to be approved by the Azeri parliament before it takes effect.

Turkey's victory will undoubtedly be assisted by the openly pro-Turkish

Azeri president, Abulfaz Ali Elchibey. More important, the Turkish route is being backed by a consortium of Western oil firms formed by the Amoco, Pennzoll and Ramco of the United States, British Petroleum and Statoil of Norway, which are to develop the offshore Caspian fields.

For political reasons, the Western firms which are to meet the estimated \$1.5bn cost of the pipeline remain opposed to the Iranian route. The cost of repairing Russian lines to accommodate the flow of the Azeri crude has rendered the Russian option unprofitable. Now that the decision to export the crude from Turkey has been made, Turkish officials say the next step is to finalise the route the pipeline will follow from Azerbaijan to Turkey.

The recent escalation in the bloody war between Azerbaijan and Armenia over the Armenian-dominated enclave in Nagorno-Karabakh has dashed Turkish hopes of having the pipeline reach Turkey via Armenia. Official reasoning in Ankara was that the economic benefits of the pipeline would help end the conflict.

It has therefore been agreed that the

1,060km line will either pass for 60km through Iran before reaching Turkey or by way of Georgia through the Kura River Valley entering Turkey at Childir.

Turkey's next objective, according to officials at Turkey's state pipeline agency, Botas, is to link the Azeri line with a proposed pipeline to pump the vast reserves of crude from the Tengiz oil fields in Kazakhstan and with another to carry Turkmen natural gas. The Botas general manager, Mere Goknel, says both Turkmenistan and Kazakhstan are favourably disposed towards these plans. The issue was expected to be raised by Turkey's President Turgut Ozal during his April tour of the republics.

With Central Asia's potential to become a major supplier of energy in the next century, control over oil export routes would significantly enhance Turkey's growing regional influence. Turkey's sealing of the twin oil pipeline carrying Iraqi crude from the Kirkuk oil fields to the Yumurtalik terminal on the Mediterranean during the Gulf war has opened what one Western diplomat described as the "the era of pipeline politics". ■

While such talk sounds bombastic, Turkish officials privately conceded that the PKK still poses a military threat. According to Osman, the PKK's main fighting force made up of some 7,000 guerrillas based in three separate camps in southeast Turkey is ready to strike at any moment. "We can mobilise at least double that number of armed civilians," he claims.

Just how far Demirel can go in meeting the Kurd's demands without appearing to be making concessions to the PKK is the kind of political arithmetic that is wracking official brains in the capital. Hopes among most Turks and Kurds exhausted by a war that has claimed 6,000 lives is that they will come up with a formula that will enable peace to prevail.

There are hardliners on both sides. Many PKK militants who have borne the brunt of the fighting will feel betrayed by a compromise negotiated

on their behalf by the political leadership. Like the intifada in Israel's Occupied Territories, disaffected and idealistic youngsters may be better prepared to carry on a struggle of which their elders have begun to weary.

For their part, the Turkish armed forces feel closer than ever to achieving a military victory. Over the past year, they have markedly improved their counter-insurgency tactics and the delivery of American-made Black Hawk helicopters has provided a new fast-reaction capability.

Many of Turkey's officers have spent the better part of their professional lives fighting Kurdish insurgents. Now that they see their opponents' resolve apparently weakening, it will be hard to dissuade them from trying to administer the *coup de grace*. This, however, would only play into the hands of the PKK's diehards.

Demirel is in a difficult position.

Ocalan has presented him with an unprecedented opportunity to bring the Kurdish insurrection to an end, but it will be hard to forge a consensus within the ruling coalition. By and large, the press and public opinion seems to be in favour of his grasping the chance for peace. The prime minister himself has started talking about his commitment to Turkey's "cultural mosaic". That, however, can only be a beginning.

It is now Demirel's job to come up with a coherent response to the PKK's offer of an olive branch. He will have to overcome the opposition of conservative nationalists in the government and military hawks who have used the excuse of unrest and Kurdish terrorism as a way to avoid seeking a political solution. In the end, tackling the hardliners in Ankara may be less unpleasant than provoking a renewal of the Kurdish insurrection. ■

POLITIQUES



*Mme Danielle Mitterrand
a reçu le 13 mai, à Washington,
le prix du droit de l'homme,
de l'organisation
non gouvernementale International
Human Rights Law Group,
pour l'ensemble de son œuvre
à la tête de sa fondation
France Libertés, notamment
au Kurdistan et en Afrique Noire.*

Danielle Mitterrand et le « génocide » kurde

TRIBUNE JUIVE
20 mai 1993

Dans un entretien publié par *Globe* le 12 mai, Danielle Mitterrand s'inquiète du sort des Kurdes : « Depuis des années, l'on vit la chronique d'un génocide annoncé et il est en train de se précipiter. Les Irakiens, tout comme les Iraniens, ne pardonneront jamais aux

Kurdes d'avoir démontré que la démocratie était possible dans cette région. Il faut hurler ! ... Il faut que l'on fasse pour le Kurdistan ce que l'on a fait pour l'ex-Yougoslavie. » Faire ce que l'on a fait pour l'ex-Yougoslavie ? Oui, mais un peu plus, peut être...

Kino



Märchenhafte Liebesgeschichte: «Mem û Zîn».

Camera: «Mem û Zîn»

«Mem û Zîn» gilt als erster kurdischer Kinofilm. Regisseur Ümit Elçi musste ihn aus politischen Gründen zunächst in türkischer Sprache produzieren und später mit kurdischen Laien synchronisieren. Verfilmt wurde das Volksepos vom Prinzen Mem und der Prinzessin Zîn, eine märchenhafte Liebesgeschichte, die an alte persische Liebesepen anknüpft. Wie die zwei Königskinder im Volkslied können die beiden wegen der Intrigen der Mächtigen nicht zusammenkommen. Die Handlung spielt an pittoresken Originalschauplätzen am Tigris. Das ist schön anzusehen und erinnert durch das grosse Aufgebot an Statisten und weit ausholende Gesten an historische Festspiele und Freilichttheater. Hinzu kommen folkloristische Details, die Tänze und Hochzeitsriten bis hin zum morgendlichen Pistolenschuss, der den ordnungsgemässen Vollzug der Hochzeitsnacht verkündet. Der Märchenfilm ist die Kulturbehauptung eines Volkes, das in der Zerstreuung lebt und sich hier seiner eigenen Geschichte aus besseren Tagen versichert. Das Schicksal von Mem und Zîn ist für die Kurden ein trauriger Mythos von nationaler Bedeutung. Der Prinz verkörpert das kurdische Volk, seine

Geliebte das Land Kurdistan. Beide bleiben getrennt in einer Tragödie, die bis heute andauert. Damit gerät der Film unterschwellig zum politischen Manifest. Der Anfang wirkt ausgesprochen affirmativ mit den vielen fackelschwenkenden Statisten beim kurdischen Neujahrsfest Nevroz. Am Schluss wird Mem als Märtyrer Kurdistan verherrlicht, was einen erheblichen Stilbruch zum vorausgegangenen zeitlosen Märchenspiel bedeutet. Ein kurdischer Journalist hat den Zwiespalt treffend ausgedrückt: «Kein grosser Film, aber ein Film von grosser Schönheit.» *that*

Küchlin: «Alive»

Es ist so eine Sache mit den Hollywoodschen «true stories», zumal wenn es sich um Katastrophen, um menschliche Tragödien handelt: Da werden Grenzsituationen auf dem Reissbrett rekonstruiert, möglichst detailgetreu, um jener Wirklichkeit habhaft zu werden, die im Grunde jenseits allen Vorstellungsvermögens liegt. Nicht der Film ergreift uns als Zuschauer, sondern jene Wahrheit, die sich hinter dem Film verbirgt und die dieser – vergebens – auf die Leinwand zu zerren sucht. So verhält es sich auch

mit «Alive» von Frank Marshall: Der erfolgreiche Produzent («Hook», «Always») und Regisseur («Arachnophobia») versucht so gut er kann, eine «true story» zu illustrieren, Emotionen eines Überlebensdramas aus den 70er Jahren zu vermitteln. Und doch blicken wir als Zuschauer gleichsam durch diese Bilder, die uns auf merkwürdige Weise nichts angehen, hindurch und errahnen, losgelöst vom Film, was damals wohl geschehen war.

Damals: Am 13. Oktober 1972 stürzte ein Flugzeug, besetzt mit einem Rugby-Team eines College aus Montevideo, auf dem Weg nach Chile in den Anden ab. Viele Passagiere und die meisten Crew-Mitglieder waren sofort tot. Die anderen, teils schwer verletzt, überlebten und warteten, der Kälte und Schneestürmen ausgeliefert, auf Hilfe. Die Suchaktionen wurden indes nach acht Tagen abgebrochen. Ohne Nahrungsmittel verharren sie zehn Wochen in Schnee und Eis, bis zwei Überlebende sich entschlossen, das behelfsmässige Camp zu verlassen: Sie schleppten sich über die Anden und erreichten schliesslich, am 23. Dezember, die Zivilisation. 16 Überlebende konnten schliesslich geborgen werden.

Angesichts solcher Grenzsituationen stösst der Mensch an die endgültigen und unausweichlichen Grenzen seines Daseins. Er kann auf diese Unausweichlichkeit nicht mit rationaler Berechnung reagieren, sondern allein – existentialistisch gesprochen – im Durchbruch zur Existenz, durch Selbstergreifen oder Selbstverlust. Fragen stellen sich, Fragen, auf die es keine Antworten gibt. Gibt es einen Gott? Gibt es ein Schicksal? Was ist das Wesen des Daseins? Was ist der Mensch? Körper? Geist? Seele? Oder ganz konkret: Soll man, um das eigene Überleben zu sichern, einen toten menschlichen Körper essen oder nicht. Kannibalismus? Nur indem die Überlebenden das Fleisch ihrer Freunde und Bekannten assen, konnten sie weiterleben. In solchen Szenen wird erahnbar, was es geheissen hat, diese «true story» erlebt zu haben. Aber die blosser Bebilderung des äusseren Geschehens reissst uns immer wieder von der Wahrheit, von den Fragen zurück auf die Leinwand: Wir als Zuschauer müssen wieder einmal alles selbst tun – nachdenken, Fragen stellen, mögliche Antworten finden. Die grobschlächchtige Inszenierung hilft uns nicht dabei, sondern stört uns. *pich*

Irak

Les bombardements empêchent des Kurdes de moissonner

Des combattants et des cultivateurs kurdes irakiens contemplant, impuissants, des champs de blé mûr au sud-ouest d'Erbil. L'armée irakienne les empêche de faire la moisson en bombardant ces étendues fertiles.

Venant du no man's land séparant combattants kurdes et soldats irakiens, une camionnette déboule samedi au dernier point de contrôle tenu par les Kurdes. Sur la plate-forme arrière, un berger est allongé, le visage sanguinolent. Il a été blessé au cou par des tirs de soldats irakiens.

"Ces incidents arrivent souvent le long de la ligne de front. L'armée irakienne tire et bombarde plusieurs fois par jour, les gens ont peur d'aller moissonner", affirme Star Sabir, chef du point de contrôle du cimetière de Pirdaoud, à une vingtaine de km d'Erbil, la

"capitale" du "gouvernement" kurde en lutte contre Bagdad.

La voiture et son blessé s'éloignent du cimetière musulman, qui occupe un flanc de colline parmi les herbes folles et les coquelicots. Du sommet, on aperçoit sous un ciel bas les premières positions ennemies, distantes de trois kilomètres.

Depuis deux ans

Il y a 15 jours, l'armée irakienne a renforcé avec des chars son dispositif dans le secteur, situé au nord du 36ème parallèle —décrété zone d'exclusion d'aérienne par les alliés—, selon Star Sabir, capitaine dans la nouvelle armée kurde. "Nous craignons qu'elle ne passe à l'attaque", dit-il.

"Il ne nous reste qu'une dizaine de jours pour faire la moisson, après il sera trop tard", proteste

avec véhémence Mohammed Osman Taher, cultivateur de 60 ans.

Il habite dans le no man's land. "Nous allions commencer la moisson ces derniers jours quand les Irakiens nous ont bombardés", dit-il.

"Nous avons peur, bien sûr, mais nous ne pouvons pas partir, notre vie est ici", ajoute cet homme à la peau tannée par le soleil. L'an dernier, il avait récolté 20 tonnes de blé.

La superficie du no man's land séparant les deux camps ne représente qu'une infime partie de la surface cultivable du Kurdistan d'Irak, région de montagnes mais aussi de larges plaines fertiles, notamment autour d'Erbil.

Les forces irakiennes et les peshmergas se font face depuis le printemps 1991, après la guerre du

Golfe et la rébellion kurde contre les autorités centrales de Bagdad.

"Les Irakiens bombardent en moyenne cinq à six fois par jour, à coups de mortier et de douchka (mitrailleuse lourde)", indique Ibrahim Moustafa, un combattant. "Mercredi, ils ont tiré alors qu'on enterrait un Kurde, les gens ont pris peur et ont quitté la cérémonie".

Selon Star Sabir, les Irakiens contrôlent également le village kurde d'Awena, plus à l'ouest, déserté depuis plusieurs semaines.

Le 13 mai, le chef du "gouvernement" kurde irakien (non reconnu internationalement), Abdoullah Rassoul, avait accusé l'armée irakienne de "vouloir empêcher les agriculteurs de faire la récolte", et d'avoir blessé trois cultivateurs kurdes en tirant en leur direction

Une moisson de bombes pour les Kurdes

Des combattants et des cultivateurs kurdes irakiens contemplant, impuissants, des champs de blé mûr au sud-ouest d'Erbil. L'armée irakienne les empêche de faire la moisson en bombardant ces étendues fertiles.

Venant du no man's land séparant combattants kurdes et soldats irakiens, une camionnette déboule samedi au dernier point de contrôle tenu par les Kurdes. Sur la plate-forme arrière, un berger est allongé, le visage sanguinolent. Il a été blessé au cou par des tirs de soldats irakiens.

"Ces incidents arrivent souvent le long de la ligne de front. L'armée irakienne tire et bombarde plusieurs fois par jour, les gens ont peur d'aller moissonner", affirme Star Sabir, chef du point de contrôle du cimetière de Pirdaoud, à une vingtaine de kilomètres d'Erbil, la « capitale »

du "gouvernement" kurde en lutte contre Bagdad.

La voiture et son blessé s'éloignent du cimetière musulman, qui occupe un flanc de colline parmi les herbes folles et les coquelicots. Du sommet, on aperçoit sous un ciel bas les premières positions ennemies, distantes de trois kilomètres.

Il y a quinze jours, l'armée irakienne a renforcé avec des chars son dispositif dans le secteur, situé au nord du 36° parallèle —décrété zone d'exclusion d'aérienne par les alliés—, selon Star Sabir, capitaine dans la nouvelle armée kurde. "Nous craignons qu'elle ne passe à l'attaque", dit-il.

"Il ne nous reste qu'une dizaine de jours pour faire la moisson, après il sera trop tard", proteste avec véhémence Mohammed Osman Taher, cultivateur de 60 ans.

Il habite dans le no man's land. "Nous allions commencer la moisson ces derniers jours quand les Irakiens nous ont bombardés", dit-il. "Nous avons peur, bien sûr, mais nous ne pouvons pas partir, notre vie est ici", ajoute cet homme à la peau tannée par le soleil. L'an dernier, il avait récolté vingt tonnes de blé.

Depuis deux ans

La superficie du no man's land séparant les deux camps ne représente qu'une infime partie de la surface cultivable du Kurdistan d'Irak, région de montagnes mais aussi de larges plaines fertiles, notamment autour d'Erbil. Les forces irakiennes et les peshmergas se font face depuis le printemps 1991, après la

guerre du Golfe et la rébellion kurde contre les autorités centrales de Bagdad.

"Les Irakiens bombardent en moyenne cinq à six fois par jour, à coups de mortier et de douchka (mitrailleuse lourde)", indique Ibrahim Moustafa, un combattant. "Mercredi, ils ont tiré alors qu'on enterrait un Kurde, les gens ont pris peur et ont quitté la cérémonie".

Selon Star Sabir, les Irakiens contrôlent également le village kurde d'Awena, plus à l'ouest, déserté depuis plusieurs semaines.

Le 13 mai, le chef du "gouvernement" kurde irakien (non reconnu internationalement), Abdoullah Rassoul, avait accusé l'armée irakienne de "vouloir empêcher les agriculteurs de faire la récolte", et d'avoir blessé trois cultivateurs kurdes en tirant en leur direction.

HAUTE MARNE LIBÉRÉE - 24 MAI 1993

L'Irak s'attaque à la moisson des Kurdes

Des combattants et des cultivateurs kurdes irakiens contemplent, impuissants, des champs de blé mûr au sud-ouest d'Erbil. L'armée irakienne les empêche en effet de faire la moisson en bombardant ces étendues fertiles. Il y a 15 jours, l'armée irakienne a renforcé avec des chars son dispositif dans le secteur, situé au nord du 36ème parallèle -décrété zone d'exclusion d'aérienne par les alliés-. « Il ne nous reste qu'une dizaine de jours pour faire la moisson, après il sera trop tard », indiquent les cultivateurs.

VENDEE MATIN - 24 MAI 1993

Impuissance

Des combattants et des cultivateurs kurdes irakiens contemplent, impuissants, des champs de blé mûr au sud-ouest d'Erbil. L'armée irakienne les empêche de faire la moisson en bombardant ces étendues fertiles. Venant du no man's land séparant combattants kurdes et soldats irakiens, une camionnette déboûle samedi au dernier point de contrôle tenu par les Kurdes. Sur la plate-forme arrière, un berger est allongé, le visage sanguinolent. Il a été blessé au cou par des tirs de soldats irakiens. « Ces incidents arrivent souvent le long de la ligne de front. L'armée irakienne tire et bombarde plusieurs fois par jour, les gens ont peur d'aller moissonner », affirme Star Sabir, chef du point de contrôle du cimetière de Pirdaoud.

COURRIER PICARD - 24 MAI 1993

L'Irak « décèle »

Un quotidien gouvernemental irakien a décelé hier une attitude « positive » de la part du nouveau gouvernement français à l'égard de

l'Irak, relevant qu'aucun ministre n'a reçu les responsabilités de l'opposition kurde irakienne lors de leur récente visite à Paris.

Al-Joumhouriya espère que cette attitude « prélude à la réouverture, dans une prochaine étape, du dossier irako-français ».

MM. Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), et Massoud Barzani, chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), avaient été reçus le 19 mai par le président François Mitterrand. Un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères avait alors réaffirmé l'attachement de la France à l'intégrité territoriale de l'Irak, mais aussi au respect des droits des minorités et au dialogue et à la démocratie.

SUD-OUEST— 26 MAI 1993

IRAK

Saddam s'agite

L'Irak semble préparer une offensive contre les Kurdes, au moment même où l'Iran l'accuse d'aider ses opposants

Paul Meunier

Saddam Hussein couve-t-il sa fièvre estivale ? Tandis qu'il promet « d'engloutir sous le feu » les dirigeants iraniens dont l'aviation a bombardé hier des bases d'opposants moudjahidin situées en territoire irakien, des rapports convergents font état de concentration de troupes irakiennes et d'armement lourd le long du 36^e parallèle, au nord duquel l'ONU a imposé une zone protégée pour les Kurdes au lendemain de la guerre du Golfe. Les incidents d'hier semblent rester dans le cadre des polémiques de rigueur entre Bagdad et Téhéran; les deux pays, ces temps derniers, cherchaient la désescalade plutôt que l'inverse. En revanche, les mouvements en territoire kurde doivent être pris très au sérieux.

FAVORABLE

Ils pourraient en effet signifier l'imminence d'une attaque contre les enclaves kurdes. Selon le ministre de la défense du « gouvernement » kurde, Saddam Hussein pourrait s'en prendre d'abord aux régions situées au sud de la ligne, puis, en fonction de la réaction des Occidentaux, tenter de réoccuper l'ensemble du Kurdistan irakien. La menace est suffisante pour que le département d'État ait fait part de sa grande vigilance et que le Quai d'Orsay ait mis en garde l'Irak contre toute violation des zones protégées par l'ONU.

Mais Saddam Hussein, qui cherchera jusqu'au bout à effacer les séquelles de la « mère des batailles », peut estimer le contexte favorable à une nouvelle offensive. Même si la situation de la Bosnie ne l'y incitait pas tout naturellement, le président

irakien trouverait dans les événements récents des indices d'une faible mobilisation des Occidentaux. Certes, les Nations unies renouvellent tous les deux mois l'embargo commercial contre l'Irak, mais elles viennent d'alléger le dispositif des Casques bleus dans le Kurdistan.

BONNES PAROLES

Les programmes d'aide aux populations kurdes s'essouffent alors qu'elles souffrent énormément du contrecoup de l'embargo. MSF s'est retiré du terrain, craignant pour sa sécurité. Et MM. Talabani et Barzani, les principaux dirigeants kurdes irakiens, qui viennent de faire une tournée des capitales occidentales, ont reçu plus de bonnes paroles que de promesses.

Soucieux de faire oublier à la population irakienne les difficultés de la vie quotidienne, privé d'une partie de ses ressources pétrolières par le tracé de la nouvelle frontière avec le Koweït qui vient d'être fixé, Saddam Hussein ne va-t-il pas être encore une fois tenté par la provocation ? Gageons que Bill Clinton, qui en prend un soin coûteux, commence à s'en faire quelques cheveux.

LE BIEN PUBLIC - 27 MAI 1993

Projet de loi sur l'immigration

Pour SOS refoulement, il s'agit d'une « désintégration »

Depuis 1974, la France s'était engagée dans une logique d'intégration des immigrés, renforcée par la loi de 1984 qui instituait la possibilité d'une carte de résident pour dix ans. Aujourd'hui, le collectif SOS refoulement de Dijon dénonce le nouveau projet de loi concernant les conditions de séjour et d'entrée en France. Pour eux, ce texte est « une régression, une désintégration qui vise à une mise en route de xénophobie ».

Plusieurs points du projet de loi ont retenu leur attention et leur indignation. Un projet qui provoque de part et d'autre des inquiétudes pour l'avenir.

« Avec l'application du projet, la logique de l'intégration n'est plus respectée ». Le texte regroupe pour eux des points manifestement inconstitutionnels. Avant, un étranger avait le droit de se marier avec un Français, même si sa situation du séjour sur le sol n'était pas réglée. Avec la nouvelle loi, ce ne sera plus possible. Le collectif constate que cette proposition viole le principe de la liberté matrimoniale garantie par les articles 11 et 12 de la Convention européenne des droits de l'homme.

« Pour le regroupement familial, la loi régresse encore » : le regroupement sera autorisé après au moins deux ans de séjour d'une personne de la famille (le père en général) sur le sol national, si le logement est habilité à recevoir toute la famille (ce qui implique que le père paie pen-

dant deux ans un loyer pour un appartement ou maison de type F4, F5... pour pouvoir être en mesure d'accueillir sa famille) et le maire doit donner son accord.

« Là encore, l'allongement des délais constitue une violation des articles 9 et 10 de la convention des Nations unies relative aux droits de l'Enfant », explique le collectif.

« L'administration devient toute-puissante, les garanties judiciaires que pouvaient avoir les immigrés en matière d'expulsion sont supprimées. Par exemple, un certain nombre de catégories étaient protégées de l'expulsion comme le parent d'un enfant français qui a commis un délit mineur. Ce genre de catégorie risque d'être supprimée avec la nou-

velle loi ». D'autres points ne les satisfont pas du tout, sur le droit d'asile, sur la sécurité des immigrés... Le collectif s'inquiète de ces mesures jugées « répressives » et considère que de telles propositions, « si elles entraînent en vigueur, constitueraient un grave recul des libertés et du droit, et feraient obstacle à toute politique d'intégration ».

Trois jeunes Kurdes expulsés de Dijon

Comme beaucoup d'autres villes en France, Dijon est un lieu d'accueil pour des hommes et des femmes déboutés du droit d'asile. En février 1992, le collectif SOS Refoulement est contacté par un groupe de Kurdes résidant à Dijon. Déboutés du droit d'asile, ils ont demandé le soutien du collectif. N'ayant plus rien à perdre, le 22 mars dernier, ils ont commencé une grève de la faim. Au bout de 13 jours, et après plusieurs rencontres avec la préfecture, le mouvement s'arrête et chaque cas est examiné sur les bases d'une circulaire d'août 1987 qui donne la possibilité à tout préfet d'admettre à titre exceptionnel un demandeur d'asile débouté, s'il risque pour sa sécurité et sa liberté

en cas de retour au pays d'origine.

Le préfet utilise ce pouvoir, et quatre Kurdes voyaient leur situation se régulariser. Suite à leur régularisation, et après deux mois d'attente, ils obtenaient le droit au travail et la carte de séjour. Pour les quatre autres, une nouvelle audience avait lieu fin septembre. Le ministère de l'Intérieur de l'époque décide de renvoyer les Kurdes en Turquie, où ils ne courent aucun risque à y retourner en temps de paix. Ils sont donc invités à quitter le territoire. Le comité de soutien et plusieurs personnalités envoient de nouvelles requêtes au préfet de Côte-d'Or. Entre-temps, un jeune Kurde s'est marié à une Française. Les trois autres restaient en danger de refoulement.

Le verdict vient de tomber : « La situation de guérilla qui prévaut au Kurdistan ne peut être valablement retenue pour justifier que tout débouté du droit d'asile qui retourne en Turquie est soumis à des traitements inhumains ou dégradants. En effet, les ressortissants turcs reconduits dans leur pays ne sont pas dirigés vers les provinces troublées. (...) Après consultation (...), le ministère de l'Intérieur a estimé que les craintes exprimées par ces Turcs, d'origine kurde, du fait de leur insoumission au regard du service national, ne pouvaient être considérées comme fondées (...). » En d'autres termes, les trois jeunes Kurdes, domiciliés à Dijon et âgés de 21 et 25 ans, sont expulsés du territoire français.

LE REPUBLICAIN LORRAIN - 28 MAI 1993

Manifestation pour les Kurdes samedi à Bonn

L'association des travailleurs et patriotes du Kurdistan, dont le siège se trouve à St-Avoid, participe ce 29 mai à une manifestation à Bonn.

Quelques 300 personnes, des Kurdes du bassin houiller et sympathisants, partiront en bus ce samedi à 8 h depuis la gare routière de St-Avoid, après avoir fait une démonstration de leur folklore. Ils iront revendiquer à Bonn leurs droits :

la paix, la liberté, la démocratie.

Ils s'opposent à la politique menée par la Turquie envers le Kurdistan. Depuis août 1990, les droits les plus élémentaires y ont été suspendus. Des centaines de villages kurdes ont été rasés et près de 4 millions de personnes se sont vues contraintes de quitter leur patrie.

Le 17 mars 1993, Abdullah Ocalan, secrétaire général du parti travailliste au Kurdistan (PKK) qui appelle à manifester, avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral du 20 mars au 15 avril afin de résoudre le problème kurde par la paix et le dialogue. Un appel qui avait déjà été lancé à maintes reprises par le PKK sans recevoir d'écho du gouvernement turc.

Les Kurdes appellent à une cohabitation paisible et juste avec le gouvernement turc dans une fédération démocratique.

Kurds seek access to Turkish lira

By John Murray Brown in Istanbul and Reuter

TURKEY is evaluating a proposal to circulate its national currency, the lira, in Kurdish-controlled northern Iraq, but has not yet made a decision, a senior Turkish official said yesterday.

"The Turkish government is examining the possibility of allowing large-scale use of the lira in north Iraq, but has made no decision on the matter," Mr Volkan Vural, a Foreign Ministry spokesman said.

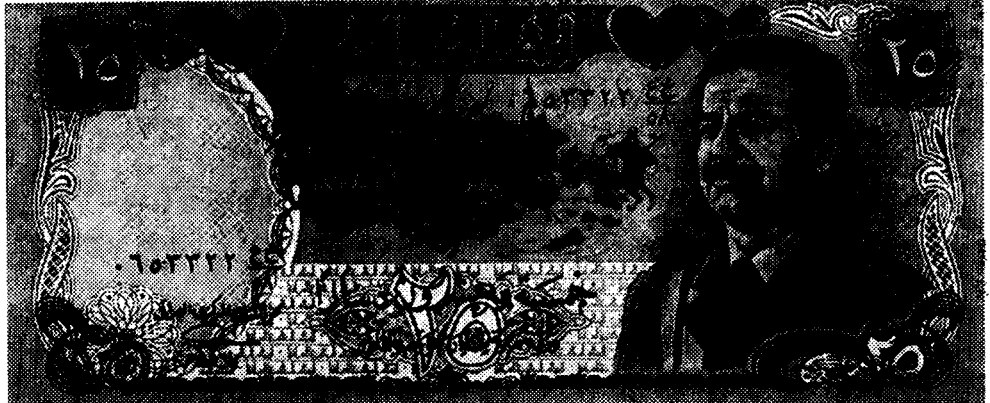
Mr Vural told reporters at a news conference in Istanbul that the Kurds in northern Iraq were already using the lira along with other convertible western currencies.

Some Kurdish groups in north Iraq have proposed that Turkey allow wide use of the lira in the Kurdish-controlled region after Iraq withdrew the premium-priced 25-dinar notes from circulation earlier this month.

The withdrawal has blasted a hole in the economy of the north, already all but dependent on western aid ferried in from neighbouring Turkey.

If the speculators in Jordan and Iraq's other Arab neighbours were Baghdad's main target, the decision to withdraw the note from May 6 has also seriously hurt the Kurdish region, where the note was the main instrument for savings and for trade with Turkey and Iran.

Mr Mohamed Zejjari, the United Nations special co-ordi-



Withdrawal of the 25-dinar note has caused hardship in Kurdish-controlled north Iraq

Trafalgar Coins

nator for Iraq, who was in Ankara yesterday, reportedly told western officials the Iraqi move was "understandable" and played down the impact on the Kurds. However, a fact-finding mission by Turkish and western diplomats this week concluded that as much as a third of the wealth of the self-declared Kurdish region had evaporated.

The old 25-dinar note, manufactured in Switzerland before the Gulf war, has been replaced with a new inferior-quality note, which because of UN sanctions had to be printed on President Saddam Hussein's own presses.

Baghdad finessed the speculators and the Kurds by sealing the country's borders, thus preventing those outside from being able to benefit from the week-long currency amnesty when old notes could still be exchanged.

On June 1, government donors meet in Geneva, in the wake of a new appeal by the UN for \$500m for Iraq.

Diplomats say humanitarian needs in the north have sharply increased, as the note's withdrawal has devastated Kurdish savings, and caused a 50 per cent rise in prices and a 50 per cent depreciation of the dinar against the dollar.

Kurds estimate that a third of the entire currency in circulation in the north was in 25-dinar notes. In a surprisingly orderly exercise, holders of the 25-dinar note were told to register with local banks. About 1.3bn Iraqi dinars in 25-dinar notes was registered, each holder issued with a certificate, locally known as a "death certificate".

Money traders in Erbil and other cities refused to handle the note this week.

It was, as one diplomat put it, "tragic to see the market mechanism at work."

For western governments, the move marks a further tightening of Iraq's economic embargo on the Kurdish region.

No western power, Turkey least of all, wants to see an independent Kurdish state in north Iraq for fear of Iranian exploitation.

But the allies are keen to support the region, not least to avoid another exodus of refugees, the main reason for the continued allied air presence in south-west Turkey, the so-called operation Provide Comfort.

There is concern now that Baghdad may take similar action to withdraw the 5-dinar and 10-dinar notes, the principal denominations for transactions in the local market.

SAONE ET LOIRE— 30 MAI 1993

70.000 Kurdes se mobilisent

Quelque 70.000 Kurdes ont défilé hier dans les rues de Bonn et ont participé à un rassemblement pour un "Kurdistan libre".

La manifestation, destinée à protester notamment contre "la barbarie et les exactions de l'Etat turc contre le peuple kurde", s'est déroulée dans le calme. Les participants étaient venus de toute l'Allemagne mais aussi de plusieurs autres pays dont la France et les Pays-Bas. Ils répondaient à l'appel de huit organisations et partis de Kurdes de Turquie, dont le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Sur les banderoles, on pouvait lire notamment : "Le peuple kurde veut la paix, l'Etat turc veut la guerre".

Ils se sont ensuite regroupés sur une place devant l'université de Bonn, où plusieurs orateurs ont pris la parole pour dénoncer la répression et les violations des droits de l'Homme dont sont victimes les Kurdes en Turquie.

LE MATIN — 2 MAI 1993

Nord irakien: incursion iranienne

L'armée iranienne a effectué une incursion de quelque 4 km dans le nord de l'Irak et pilonné des bases de l'opposition kurde iranienne dans cette région tuant et blessant des civils, a affirmé samedi une source kurde irakienne sans préciser la date de ces attaques iraniennes. — (afp-LMA)

Sheik Adi Journal

Satan's Alive and Well, but the Sect May Be Dying

By CHRIS HEDGES
Special to The New York Times

SHEIK ADI, Iraq, May 24 — At dusk, in the remote valley of Lalish, with its cascading springs and ancient mulberry trees, Baba Shaweesh, one of the last ceremonial eunuchs in the Middle East, hobbled up weathered stone steps clutching a string of cotton wicks soaked in olive oil.

Moving from one blackened niche to the next, some carved into rock fronts and others built into stone walls, the 73-year-old monk lit tiny flames before returning to his stone cell for evening prayers.

The evening rituals of the holy man, and the two white-robed nuns who share his cell, have become a desperate struggle to preserve one of the region's most enigmatic religious sects, the Yazidi.

The Yazidis believe that Satan, whose name they are forbidden to pronounce, is actively malevolent, while God is passively benevolent. To ward off evil, as well as use the powers of the Prince of Darkness to their own advantage, they propitiate Satan's representative, known as the Peacock Angel, in their religious rites.

Cut Off From the World

Because of the conflict between the Government of Saddam Hussein and the Kurds in northern Iraq, the ancient shrine that is the Yazidi religious center is cut off from the outside world and from most of the 150,000 Yazidis who live in areas controlled by Baghdad.

"The modern world has invaded to take away our young, who no longer have time for religion," Baba Shaweesh said. "And the Iraqis have now taken most of our older believers, who are no longer allowed to come worship. We are fighting to survive."

Iraqi forces are encamped just a mile away. And the stillness is often broken by the rattle of automatic fire exchanged by Kurdish guerrillas and Government troops.

The 3.5 million Kurds live in a security zone set up after the Persian Gulf war and monitored by a small team of officers and planes set up by the anti-Iraq coalition. Iraqi authorities have pulled out of the northern zone and imposed an embargo on the Kurds.

But the establishment of a Kurdish



Michael Georgy for The New York Times

"The modern world has invaded to take away our young, who no longer have time for religion," said Baba Shaweesh, one of the last ceremonial eunuchs in the Middle East. He stood by the shrine in Iraq housing the crypt of Sheik Adi, whose teachings are the basis of the Yazidi faith.

Slave has also permitted the Yazidis to mount what they say is a final effort to revive their faith. Some of the 30,000 Yazidis in the north opened the sect's first social center in Dohuk this month. And Yazidi community leaders, despite food shortages and fears of a new Iraqi offensive, have begun interviewing religious elders to compile a record of beliefs and rituals.

Yazidis, branded by many Christians and Muslims as devil worshippers, have often been persecuted. In 1892 Ottoman troops slaughtered hundreds of Yazidis, burned their villages and occupied the Lalish Valley, where they looted and destroyed the shrine.

But the last decade has proved as devastating a period for the Yazidis.

The Yazidis were part of Iraq's Kurdish minority. In 1988, 100 of 150 villages demonstrated against the counter-insurgency campaign against the Kurdish movement that reached its peak in 1988. The campaign, which moved hundreds of thousands of people to collective villages, saw 4,000 Kurdish villages dynamited into rubble.

About 10,000 Yazidi men died fighting for Iraq in the eight-year war with Iran. And several hundred Yazidis disappeared at the hands of the Iraq secret police during the last 15 years.

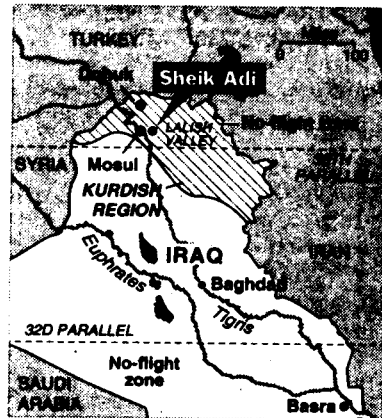
But it was the intrusion of modernity, with its televisions, radios, educational systems and access to travel that may have done the most damage.

No Time for the Faith

"Up until 30 years ago our faith was kept alive by priests and elders who orally passed on our religious knowledge," said Khader Suleyman, a 40-year-old high school teacher who is heading the effort to record the traditions, "but the youth no longer have the time or desire to listen.

"Each year more of our religious leaders die, and with them a part of our knowledge. The withdrawal of the Iraqis has given us an opportunity to save the faith."

The sect follows the teachings of Sheik Adi, a holy man who died in 1132, and whose crypt lies in the shrine in the Lalish Valley, about 15 miles east of Mosul. The shrine's



The New York Times

In Sheik Adi, a monk tries to preserve the Yazidi faith.

graceful, fluted spires poke above the trees and dominate the fertile valley.

Yazidis are not allowed to harm plants or animals in the valley. And pilgrims reverently wash themselves in the streams in purification rites before visiting the shrine.

Yazidis have no public places for worship outside of the sacred valley where believers gather to celebrate the four yearly festivals.

No Converts Accepted

Like Zoroastrians they venerate fire, the sun and the mulberry tree. They believe in the transmigration of souls, often into animals. The sect does not accept converts and banishes anyone who marries outside the faith. Yazidis are forbidden to disclose most of their rituals and beliefs to nonbelievers.

In times of trouble, like the abortive Kurdish uprising in March 1991 Yazidis flee to Lalish, living in the stone huts and caves that dot the steep slopes of the valley. But for most of the year only the monk and a few caretakers reside at the shrine.

Baba Shaweesh said he became a eunuch "to resist the temptation of the flesh." He carried out the operation himself with a knife and the juice from some medicinal plants to heal the wound.

"My parents begged me not to do it," the monk said, "but I did. And since that day I have looked on all women as either my daughters or my sisters."

The sanctuary, with its towering conical domes and flagstone courtyards, has channels of sacred water running through it. Sheik Adi's coffin draped with green and white silk sheets, rests in a back room built of white marble.

The shrine is filled with symbols and talismans, including the stone carving of a six-foot-high snake on the right side of the front door. The snake is blackened each day with shoe polish and venerated by worshippers.

"We are not allowed to kill black snakes," the monk said, sprinkling tobacco into a cigarette paper from a cloth pouch. "The snakes have magical powers it is best not to challenge."

'Wisdom in My Dreams'

The monk, with his dreadlocks and scraggly beard, helps pilgrims employ sacred power to their advantage. Worshipers, who sometimes appear from the forest unannounced after slipping across Iraqi lines, kiss his hand, bathe in the sacred waters and ask for advice. Most carry back a small ball of earth from the valley.

The monk says that with so much uncertainty in Iraq, he is frequently called upon to divine the future. But he says he does not relate everything he sees to his followers.

"I receive wisdom in my dreams," he said, a thick cloud of acrid cigarette smoke spilling out with his words. "I see when men will die and days later preside over their funerals. I am visited by Sheik Adi, who tells me what will take place in the weeks and months ahead. But there is a lot I do not tell to others. How much can people accept? It is often best in this world to be ignorant."

V.O. VIE OUVRIÈRE — 31 MAI 1993

Dogu Perincek,

le président du Parti ouvrier de Turquie, est passé à nouveau devant ses juges le 26 mai. Le 15 janvier dernier, il avait été condamné à deux ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Motif : pendant la campagne électorale pour les législatives de l'automne dernier, Dogu

Perincek avait osé prétendre à la télévision que l'un des problèmes les plus urgents à résoudre en Turquie était le problème kurde. Si le verdict de janvier était confirmé, Dogu Perincek retrouverait la prison alors que Amnesty International a lancé une action urgente en sa faveur pour tenter d'empêcher cette nouvelle atteinte à la liberté d'opinion en Turquie.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 9, 1993

Squeezed by Sanctions, Iraqis Struggle to Keep Hunger and Fear at Bay

By Caryle Murphy
Washington Post Service

BAGHDAD — Shortly after sundown one night last week, the skies of this capital were streaked with anti-aircraft tracer bullets as people screamed in the streets below and gunfire erupted. But this time Baghdad residents were rejoicing, not cowering.

The Iraqi soccer team had just beaten China and qualified for the semifinals in the competition for a place in the 1994 World Cup games in the United States.

"Maybe the Iraqi team will go to the United States — with a picture of Saddam Hussein," said a Baghdad taxi driver, Yussef Askar, giggling at the thought of the Iraqi leader's image gracing an American soccer field.

For Iraq's government, the national team's success is a new way of showing its ability to cope under UN economic sanctions and Iraq's international isolation. For the average Iraqi, it offers a way to forget the growing hardships they suffer because of that stance.

Two years and three months after the end of the Gulf War, the sanctions are steadily wearing down the standard of living and Mr. Saddam has tightened his grip.

"People don't think about democracy or freedom; they think just about food," a civil servant said. "That's the way he wants it," he added, referring to Mr. Saddam, "so people can't do anything. People are not thinking about tomorrow. They can do nothing. There is no one to lead them. No one can get him out. No one. Even if the Americans landed in Baghdad, they couldn't remove him."

It's worse than two years ago, said another Iraqi, who, like many, schemes daily about how to get his teenage son out of the country.

"There is despair," he said. "Frankly and honestly, the people are now waiting and looking for a bloody, dark future."

The government's political resilience is reflected in the self-confidence of senior officials these days, which has not gone unnoticed by most people.

"They don't worry about tomorrow; they seem self-confident," said a housewife who had been complaining about food prices.

It is also reflected on state television. Recently, the news showed Mr. Saddam, wearing a straw cowboy hat and vest, visiting homes to inspect what families had in their refrigerators and urging them to keep the country clean. And Iraqis, many of whom cannot afford the black-market price of sugar, also watched as he cut a gigantic cake for his 56th birthday last month. This shot was aired with another of Mr. Saddam riding in what was described as a pure gold, horse-drawn chariot — a gift from his palace staff members.

The soccer team is under the supervision of Udai Saddam Hussein, son of the Iraqi leader and chairman of the Iraqi Olympic Committee.

He also runs a new radio station, whose format includes Western rock music and listener complaints about the government. In addition, he has a newspaper, and, by many accounts, one of the most lucrative sanctions-busting trades: imported cigarettes.

The government apparently has found funds to start a new missile development program — limited to missiles with a range of less than 150 kilometers (90 miles) by United Nations restrictions — and to build a new two-level bridge across the Tigris River in Baghdad. "This shows the regime's indifference to the people's suffering," an Iraqi said as he pointed to the bridge. "It's an extravagance. Really, people are angry about it."

Meanwhile, the government's five-month-old attempt to get the Clinton administration to take a more conciliatory posture toward Iraq continues, despite no success so far. There have been few personal attacks on Mr. Clinton in the Iraqi media, although last week the younger

Saddam's newspaper called him a "liar and opportunist" — mild terms compared to what Iraq's press used to call President George Bush.

There also have been no major swipes at U.S. planes flying over Iraq. Harassment of UN weapons teams, one of which is now in Iraq, has decreased, and most diplomats here say a military offensive to regain control of Kurdish territory in northern Iraq is unlikely for the time being.

"Since the end of January, they continue the same policy: no confrontation," a diplomat said. "They will not do anything to spoil the possibility of a change in American policy. For the time being, they still believe there is a chance for reconciliation and normalization with the United States and they don't want to lose that opportunity."

Iraq does not look at Clinton personally, Information Minister Hamad Yussef Hammadi said in an interview.

"We look at his policy," he said. "He's definitely different from Mr. Bush."

He added: "That man was obsessed. Some people say he had Saddamphobia."

Asked if he thought Iraq could become another Cuba in U.S. foreign policy, consigned to decades of enmity and sanctions, Mr. Hammadi replied: "I don't expect that, although we are ready for that kind of situation. This depends on the

American administration. We would like to have sanctions lifted as soon as possible, or even eased, because I think the U.S. administration and others will not gain from these sanctions."

But if the United States "insists that the sanctions must continue in order to starve the Iraqi people into changing their government, I think they will not succeed."

Foreign news broadcasts in Arabic are again being jammed; there are no foreign newspapers or magazines; and exit visas require a 15,000 dinar fee — about \$218 for those who have dollars to trade, but well beyond the means of anyone who does not. While government rations cover 75 percent of most citizens' basic food needs, inflation soars weekly, and medicines are getting scarcer.

About the only cheap item left in Iraq is gasoline. One taxi driver said he could now fill up his tank for less than he pays for a bottle of clean water.

And one day recently, Iraqi television aired a feature on the local meat and chicken industries, apparently trying to convince viewers that the government is doing something to get these scarce goods to the market. Afterward, the television ran a contest, asking questions such as, "When was this meat industry started?"

They showed the two top prizes: a refrigerator and an oven.

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION — 1^{ER} JUIN 1993

► **70 Morts lors d'opérations contre des séparatistes kurdes.** 68 rebelles kurdes et deux soldats ont été tués depuis mardi lors d'opérations contre des séparatistes kurdes à la suite d'une attaque qui a fait 38 morts dont 33 soldats à Bingol (est), selon un nouveau bilan officiel rendu public hier après-midi. Unal Erkan, super-préfet de Diyarbakir (sud-est), chef lieu de la région, a affirmé que « 28 des 68 séparatistes tués appartenaient au groupe d'assailants » qui ont tué mardi les 33 soldats en civil et sans armes ainsi que les cinq autres victimes. L'attaque de Bingol est la plus sanglante du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK séparatistes) contre une « cible » militaire dans sa « guerre » avec Ankara, qui a fait plus de 6.000 morts depuis août 1984. Le Premier ministre turc par Intérim Erdal Inonu a réuni en fin de matinée, le ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin et les commandants de l'Etat-major et de la Gendarmerie, les généraux Dogan Gures et Aydin Iler pour une évaluation de la situation. A la sortie de la réunion M. Inonu s'était contenté de confirmer la poursuite des opérations de l'armée turque, rapporte l'agence semi-officielle turque Anatoli.

Turquie : la poudre aux yeux

La désinformation est une des armes utilisées par Ankara pour faire taire ou discréditer les revendications kurdes. Illustration avec le magazine *Tempo*.



Le 24 janvier 1993, Ugur Mumcu, éditorialiste du quotidien *Cumhuriyet* est victime d'un attentat à la voiture piégée devant son domicile d'Ankara. Il est le quatorzième journaliste tué en Turquie depuis un an. Cet assassinat rappelle l'incapacité d'un pays, dit démocratique, à assurer la liberté d'expression et plus particulièrement celle des journalistes qui abordent la question "kurde".

150 procès pour un hebdo

Les moyens utilisés pour faire taire ceux qui "parlent" vont de l'intimidation à l'assassinat en passant par l'emprisonnement. Et quand s'attaquer personnellement aux journalistes ne suffit plus, le pouvoir tente des procès aux publications rétives aux vues gouvernementales. Cent cinquante procès pour l'hebdomadaire *2000'e Dogru* depuis 1987. Yusuf Serhat Bucak, propriétaire de l'hebdomadaire *Yeni Ulke* et du quotidien *Ozgür Gundem* doit, quant à lui, faire face à quarante-trois procès. Si le pouvoir tente de réduire au silence certains journaux, il sait aussi se servir de la presse pour distiller sa propagande anti-kurde. Et dans cette propagande, le thème de la drogue

en Europe pour trafic d'héroïne sont mentionnés, rien n'est affirmé quant à une éventuelle implication du groupe marxiste-léniniste dans la production et le trafic de drogue vers l'Europe.

Le 23 septembre, *Tempo*, un magazine publié à Istanbul, reprend le texte de l'hebdomadaire français. Sans citer ses sources, l'hebdomadaire turc rebaptise l'article : "Le PKK vend de l'héroïne pour payer ses armes". Les faits n'incriminent plus les mafias turques et kurdes mais le PKK. Illustrant le sujet, la carte des routes de la drogue reste quasiment inchangée. Seule sa légende est modifiée. "Les voies de l'héroïne du PKK" remplacent "Les routes de l'héroïne". Les mafias ne sont plus responsables de 80% de l'héroïne consommée en Europe après avoir transité par la route des Balkans : le PKK fait figure d'unique accusé. Si la guerre commerciale peut expliquer la nécessité de faire un "coup", les observateurs locaux voient plutôt une manoeuvre politique, *Tempo* étant une publication du groupe *Hurriyet* que l'on ne peut pas, c'est le moins que l'on puisse dire, accuser de sympathie à l'égard du PKK... Plus qu'une simple option politique, la campagne menée par un certain nombre de publica-

tions à l'encontre du PKK peut s'expliquer par l'interpénétration de la sphère gouvernementale et d'une partie de la presse du pays. Selon Yusuf Serhat Bucak, favorable aux revendications kurdes, et à ce titre vilipendé par les dirigeants d'Ankara, plusieurs anciens propriétaires de journaux comme *Milliyet*, *Hürriyet*, *Sabah* ou *Türkiye* occupent aujourd'hui des postes de ministres, ce qui peut expliquer la proximité de vue entre le pouvoir et certains "grands titres" turcs...

La drogue, une "arme médiatique"

A la lecture de *Tempo*, de hauts responsables de la hiérarchie anti-drogue du pays, non seulement ne se sont pas étonnés des allégations mais les ont confirmées. La manipulation révélée, ils ont reconnu leur erreur d'appréciation tout en maintenant les faits : le PKK contrôle, selon eux, la transformation et le trafic de l'héroïne dans le sud-est du pays. Manquent les preuves. Si l'on peut aujourd'hui affirmer que le PKK participe d'une manière ou d'une autre à l'activité narcotique, rien ne démontre que l'organisation indépendantiste ait mis la main sur la transformation et le trafic de drogue dans le sud-est turc. Hypothèse, par ailleurs, très improbable quand on sait les narco-mafias turques et kurdes déjà largement implantées dans cette région.

Mais dans la lutte sanglante à laquelle se livrent le pouvoir central et les indépendantistes du PKK dans le sud-est du pays, le thème de la drogue pourrait représenter pour Ankara une arme médiatique non négligeable afin de discréditer l'organisation honnie. D'autres articles piochés dans la presse turque donnent à penser que la manipulation de l'information sur la drogue, sans atteindre le degré de la copie revue et corrigée par *Tempo*, est chose courante dans le pays.

Gil Gonzalez-Foerster (OGD)

HISTORIA — JUIN 1993



Photos: B. Gildan / NSF

La guerre entre l'Iran et l'Irak allait mettre sur le devant de la scène le peuple kurde, vieux de 4 000 ans, dont l'infortune historique bouleversa l'opinion internationale.

une nation sans État

Les Kurdes

C'est au XIX^e siècle que se pose pour la première fois la question kurde: l'émir Bedir Khan, prince kurde, lance avec succès une vaste insurrection contre l'Empire ottoman. De cet épisode date le nationalisme kurde, aujourd'hui l'un des conflits les plus épineux du Proche-Orient.

Maryannick Le Bris

Chercher les origines du peuple kurde revient à remonter au berceau de la civilisation orientale. Cette communauté est sans doute vieille de plus de 4 000 ans et résulterait du brassage des groupes proto-iraniens et indo-européens. Dans les manuscrits datant du IV^e siècle av. J.-C., les Grecs racontent que lors de leur retraite devant les Perses vers la mer Noire, ils ont été attaqués par des « des guerriers vivant

dans les montagnes, non assujettis au roi ».

Le nom « kurde » aurait été inventé au III^e siècle av. J.-C. par le roi de Perse Adestir pour désigner les serviteurs de son rival des montagnes, le roi Kurdan Shahi Madrig.

Sous le pouvoir du sultan

Dès le XV^e siècle, le Kurdistan est menacé par les sultans ottomans qui montrent des velléités

d'envahir ce territoire, alors délimité par l'Irak, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Ils l'intègrent bientôt à leurs principautés ottomanes et, pour protéger leur souveraineté sur certains fiefs, les Kurdes s'allient au sultan Sélim le Cruel dans la lutte contre la Perse sans se douter que cette alliance de circonstance repose sur un échange illusoire.

Jusqu'au XIX^e siècle, les Kurdes, dont la société est régie par le

—HISTORIA — JUIN 1993—

PROCHE-ORIENT

tribalisme et les confréries religieuses, n'osent que timidement s'opposer à l'autorité des califes. Dès 1828 pourtant, la résistance à la puissance ottomane s'organise. Des révoltes éclatent, mais elles sont toutes écrasées ; les chefs de tribu manquent d'expérience politique, militaire, et comptent trop sur les renforts internationaux.

Les Kurdes doivent attendre le XX^e siècle et le dynamisme de jeunes militants et intellectuels pour s'éveiller à la vie politique moderne. Mais à ce moment encore, leurs organisations restent disparates et éphémères.

Le jouet des grandes puissances

Tout se joue alors, presque sans eux, pendant la Première Guerre mondiale. Le Kurdistan, territoire fertile et riche en ressources minières, est convoité par les Alliés qui en font le centre des négociations en vue du démembrement de l'Empire ottoman. Même si, pour les Kurdes, ce moment serait opportun pour revendiquer et créer un État – le sultan n'a plus aucune autorité, l'armée ottomane a été dissoute –, une fois de plus ils s'en remettent aux décisions des puissances occidentales.

Dès 1915, elles passent en effet une série d'accords destinés, en définitive, à définir leurs ambitions territoriales respectives. En avril, le comité de Bunsen octroie la province de Bassora, Bagdad et Mossoul (Irak) à la Grande-Bretagne. En mai 1916 les accords de Sykes-Picot (du nom des diplomates britanniques et anglais) rendent Mos-

soul à la France. Deux ans plus tard ces accords sont rendus caduques et lors de la conférence de paix, le 30 janvier 1919 à Paris, le Premier ministre britannique Lloyd George déclare que comme l'Arménie, la Syrie, la Mésopotamie, la Palestine et l'Arabie, le Kurdistan doit être dissocié de l'Empire turc.

1920 : un Kurdistan indépendant

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres laisse entrevoir des espoirs de négociation. Il promet l'autonomie aux régions dans lesquelles dominent l'élément

kurde, et prévoit même leur indépendance si ces régions le demandent. A un détail près : la Société des Nations doit auparavant leur en reconnaître la capacité. Le sort du Kurdistan est donc toujours soumis aux desiderata des puissances occidentales. Mais le traité n'achoppe pas seulement sur ce point.

Un tiers de l'hypothétique Kurdistan est, selon les accords de paix, placé sous mandat français (Kurdistan syrien), un autre tiers est attribué à l'Arménie par les États-Unis. Le territoire, réduit à la taille de la France, donc largement amputé et, de surcroît, privé de ses terres fertiles, doit se situer en Turquie, mais les



Levée du corps dans un camp du Kurdistan. Au lendemain des massacres de S. Hussein, le Kurdistan irakien a retrouvé grâce au soutien des instances internationales le statut d'autonomie qui était le sien entre 1970 et 1974.

HISTORIA — JUIN 1993

1923 : le Kurdistan est morcelé, le traité de Sèvres et ses promesses sont loin...

Turcs s'y opposent et le traité de Sèvres ne sera jamais ratifié.

En 1923, le traité de Lausanne divise le Kurdistan en quatre territoires, répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Il fait date pour le peuple kurde, chez qui le sentiment d'injustice et d'humiliation né avec les premiers accords des alliés ne fait que mûrir et alimenter le mouvement nationaliste.

La Turquie se montre inflexible

« L'État qui vient d'être créé est un État turc. » Quand, en 1922, Mustafa Kemal crée la répu-

blique de Turquie, il déclare en même temps officielle et incontestable une idéologie nationaliste annihilant toute entité susceptible de nuire à l'unité de l'État. Il interdit les organisations, les partis, les écoles kurdes, mène une politique d'assimilation culturelle, tout en réprimant les insurrections.

Face aux déportations de populations, à la militarisation des territoires kurdes, apparaît dès les années 1940 un discours séparatiste, stalinien et rigide. C'est à cette même époque qu'en Iran le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) proclame la première république autonome du peuple



Institut kurde de Paris

En mars 1988, l'Irak n'hésite pas à bombardier à l'arme chimique la ville de Halabja (ci-dessus le mémorial) faisant au moins 5 000 victimes.

Ci-dessous, un rassemblement de combattants kurdes en Irak du Nord (1991). La fragilisation du pouvoir irakien à Bagdad a rendu l'espoir au peuple kurde.



Marc Kravetz / Vu

HISTORIA — JUIN 1993

PROCHE-ORIENT



La guerre Iran-Irak, dont les fronts se situent en pays kurde, ébranle dès 1980 l'unité du mouvement séparatiste.

Des dissensions entre Kurdes

Tandis que le PDK iranien soutient l'Irak contre l'imam Khomeyni, le PDK irakien, l'Irak contre Saddam Hussein, la Turquie accepte d'apporter une aide militaire à l'Irak pour réprimer les rébellions. Les populations kurdes sont acculées à l'exode, 5 000 personnes meurent le 17 mars 1988 au village d'Halabja, bombardées à l'arme chimique par l'armée irakienne. Des milliers de réfugiés kurdes trouvent les frontières fermées en Turquie et en Iran.

Quand, au lendemain de la guerre du Golfe au printemps 1991,

Les Kurdes dans le monde

Entre 20 et 22 millions de personnes, les Kurdes combattent pour l'autonomie du Kurdistan, un territoire grand comme la France partagé entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie, et la CEI (110 000 Kurdes dont 60 000 en Arménie et 50 000 en Géorgie). Le sort des Kurdes est très fortement lié à l'histoire de cette région du Proche-Orient, dont les enjeux économiques sont énormes.

Saddam Hussein écrase de façon tout aussi drastique les soulèvements, un nouveau système d'alliance divise encore le peuple kurde : le président de la République turque Turgut Ozal demande l'aide du Front du

kurde. Expérience unique mais qui ne dure pas plus de onze mois. Le 17 décembre 1946, Mohamed Quazi, chef du PDK et président du Kurdistan autonome, est arrêté et pendu par l'armée iranienne.

Le gouvernement turc, lui, ne permet jamais ni indulgence, ni possibilité de négociation pouvant porter atteinte au principe d'« indivisibilité » décrit dans la Constitution du pays. Dès 1966, des unités de lutte antiguérilla sont mises en place. Dans le même temps les Kurdes, dont la conscience nationale prend de l'ampleur avec la lutte armée des Kurdes d'Irak, développent et renforcent leurs organisations.

L'Irak est en effet un État influent, non seulement parce qu'il représente une tradition longue et violente du mouvement nationaliste kurde, mais aussi parce que ses relations diplomatiques sont des enjeux essentiels dans le règlement de la questions du Kurdistan.



Ancien porte-parole du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, le docteur Mahmoud (ci-contre) est, avec le général Bazani, une grande figure du mouvement indépendantiste kurde.

Institut kurde de Paris

HISTORIA — JUIN 1993

PROCHE-ORIENT

La guerre des Kurdes a bien eu lieu...

10 août 1920 : le traité de Sèvres démembré l'Empire ottoman.

1922 : révolte de Cheikh Mahmoud en Irak, qui se proclame « roi du Kurdistan ».

24 juin 1923 : le traité de Lausanne consacre l'annexion de la majeure partie du Kurdistan à la Turquie.

Mai 1932 : Ankara promulgue une loi de déportation visant les Kurdes.

1942 : fondation du Komela, futur Parti du Kurdistan irakien.

13 janvier 1946 : proclamation de la République kurde de Mahabad, en Iran.

1957 : création du PDK de Syrie.

Septembre 1961 : début du mouvement de libération nationale des Kurdes en Irak sous la direction du général kurde Moustapha Barzani.

11 mars 1970 : accord de cessez-le-feu kurdo-irakien. Reconnaissance du droit à « l'autonomie du Kurdistan ».

Mars 1974 : Bagdad promulgue une loi sur l'autonomie du Kurdistan, très en retrait sur les accords de 1970. La guerre reprend.

5 mars 1975 : accords d'Alger entre l'Irak et l'Irak. L'Irak cesse d'apporter son aide logistique aux Kurdes irakiens.

Juin 1975 : scission du PDK irakien. Jalal Talabani fonde l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

1977-1978 : fondation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie.

1980 : la « guerre sainte » de Khomeyni enlève tout espoir de négociation pour l'autonomie d'un territoire kurde en Iran.

Septembre 1980 : début de la guerre Iran-Irak.

1983-1985 : l'UPK négocie une collaboration avec Bagdad contre un nouveau statut d'autonomie du Kurdistan irakien.

1988 : Bagdad utilise l'arme chimique contre les Kurdes d'Irak.

5 mars 1991 : l'opposition kurde donne le signal de la rébellion contre Saddam Hussein dans le nord de l'Irak.

28 mars 1991 : Saddam Hussein reprend le contrôle des territoires kurdes. Près de 2 millions de Kurdes se réfugient en Turquie et en Iran.

7 avril 1991 : Création, en Irak, de zones de sécurité placées sous le contrôle de l'ONU pour protéger et organiser le retour des réfugiés.

11 avril 1991 : la Turquie autorise l'usage oral de la langue kurde.

12-15 juillet 1991 : les troupes alliées quittent le Kurdistan. Reprise des combats entre Kurdes et militaires irakiens.

29 novembre 1991 : reprise des négociations entre Massoud Barzani, chef du PDK, et le pouvoir irakien sur le statut d'autonomie



B. Glicker / MSF

du Kurdistan irakien.

4 juillet 1992 : formation d'un cabinet politique autonome au Kurdistan irakien.

10 janvier 1993 : combats réguliers entre le PKK et l'armée turque qui a renforcé sa lutte armée contre les Kurdes depuis octobre 1992.

20 mars 1993 : le P.K.K. renonce à ses objectifs séparatistes pour déclarer unilatéralement un cessez-le-feu jusqu'au 15 avril.

11 avril 1993 : le Premier ministre turc promet de lever l'état d'urgence si le calme persiste après la date du 15 avril.

Kurdistan irakien pour anéantir le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie), replié en Irak. En échange, les Kurdes irakiens devraient recevoir un soutien politique du président turc en vue d'obtenir de Saddam Hussein un élargissement des principes d'autonomie accordés par Bagdad en 1974.

Les partis politiques kurdes, autrefois fondés sur un héritage tribal, sont aujourd'hui marqués d'une coloration nationaliste marxiste. Mais le manque de maturité politique, d'une stratégie commune entre toutes les factions les empêchent encore, pour la plupart, d'être admis comme interlocuteurs sur le plan

international. Et dans toutes les régions la lutte armée, avatar d'une diplomatie mal maîtrisée, prend le pas sur les négociations.

MARYANNICK LE BRIS

Maryannick Le Bris est journaliste aux *Cahiers du futur*. Elle collabore au service audiovisuel de la Fondation européenne pour l'environnement.

Kurdistan irakien

SILENCE, ON REMET ÇA

Deux ans après la guerre du Golfe, les Kurdes sont une fois de plus en première ligne. Mais avec une différence de taille : cette fois, les caméras ne sont pas là. Les Kurdes souffrent dans l'indifférence quasi-générale.

DEPUIS quelques semaines, tout se précipite. Le 13 mars, six avions iraniens franchissent la frontière et bombardent le Kurdistan irakien, placé sous protection alliée. Plusieurs civils sont tués. Un hôpital tenu par Médecin du Monde et l'Aide Médicale Internationale est détruit. Le même jour, l'armée irakienne effectue une incursion au nord du 36ème parallèle et viole du même coup la résolution de l'Onu interdisant à l'armée de Bagdad d'intervenir au-delà de cette ligne. Vingt-deux villageois sont massacrés. Dix jours plus tard, le 23 avril, nouvelle intervention de l'Iran qui occupe une bande de cinq kilomètres de profondeur dans la région de Penjwin.

La communauté internationale ne réagit pas. Ou si peu... Si François Mitterrand s'est récemment entretenu avec les dirigeants Kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani, le Quai d'Orsay a en revanche refusé de les recevoir.

L'entente des frères ennemis

Plus significatif, Bagdad s'est abstenu de dénoncer l'intrusion de forces iraniennes sur son territoire. Cette absence de réaction ainsi que la concomitance de la date des attaques ne doit rien au hasard. Depuis plusieurs mois, les pays voisins du Kurdistan irakien (Syrie, Turquie et Iran) - qui comptent t chacun une importante minorité kurde - semblent n'avoir eu aucun mal à passer outre leurs différents idéologiques pour s'entendre sur la question Kurde. Quitte à soutenir le régime de celui qu'ils combattaient la veille.

A l'issue d'une réunion à Ankara, les ministres des Affaires étrangères de ces trois pays avaient déjà souligné, fin 1992, qu'ils attachaient «une grande importance à la sauvegarde de l'intégrité territoriale et politique de l'Irak». En clair, par peur de contagion, les frères ennemis s'entendent pour refuser toute évolution fédérale de l'Irak qui donnerait une large autonomie au Kurdistan irakien. Solution que semblent privilégier les Occidentaux. Conséquence : la répression se fait de plus en plus violente. Selon un rapport de l'association turque des Droits de

AGIR DANS CHAQUE PAYS

DES réunions ont eu lieu entre France-Libertés, Agir Ici et Peuples Solidaires sur la question Kurde, faisant le point sur chaque pays où vivent les Kurdes. A chaque fois, une priorité d'action a été définie.

- En Syrie (1 million de Kurdes), une loi discriminatoire retire leur nationalité aux Kurdes syriens. S'en suit des vagues d'arrestations ou la fuite vers la Turquie et la France... Il faudrait obtenir l'abrogation de cette loi.

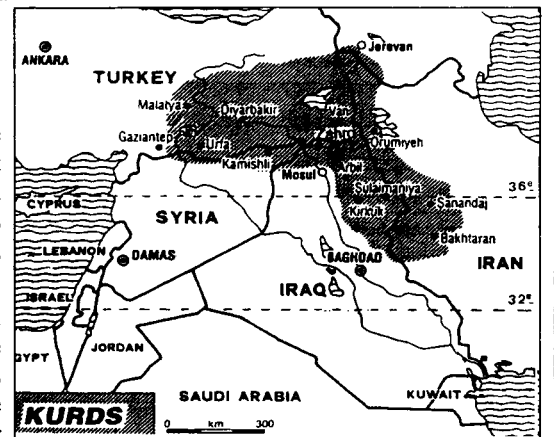
- En Turquie (15 millions de Kurdes), alors que des parlementaires Kurdes modérés sont prêts à négocier avec le gouvernement et que le PKK a proposé un cessez-le feu, l'armée continue ses exactions. La CEE a un rôle à jouer aux niveaux économique et politique.

- En Irak (4,5 millions de Kurdes), outre l'application de la Résolution 688, de sanctions pour son non-respect et le maintien des Casques bleus, il faut demander une protection plus affirmée sous forme de protectorat. Le rapporteur spécial sur l'Irak aux Nations-Unies ayant constitué un dossier prouvant qu'il y a eu génocide, un pays doit parler plainte. On peut agir sur ce créneau.

- En Iran (8 millions de Kurdes) circulent des listes d'opposants à éliminer (certains sont déjà tombés à Vienne...). Ces listes sont connues mais aucune protection n'en découle. C'est une question de Droits de l'Homme.

Une réunion le 2 juillet, après celle du 8 juin, va préciser les actions à mener.

F.A.



l'Homme, plus d'une soixantaine de membres du PKK (Parti communiste kurde) ont été tués par l'armée turque. Côté irakien, Saddam Hussein asphyxie économiquement l'enclave Kurde en interdisant à la population de changer les billets de 25 dinars, interdits de circulation depuis le 5 mai.

Les ONG contraintes au départ

Sur le terrain, les ONG sont de moins en moins nombreuses. Médecins du Monde, Aide Médicale Internationale, France-Libertés et Equilibre s'accrochent. Mais pour combien de temps encore ? Depuis l'assassinat, le 22 mars, de Vincent Tollé, 30 ans, coordinateur de Handicap International, les organisations internationales plient bagage les unes après les autres, la sécurité de leurs membres n'étant plus assurée.

Plus grave, l'annonce, à la mi-mai, du retrait «progressif» des 236 «Gardes bleus» de l'Onu laisse craindre un abandon total du Kurdistan.

Le Parlement européen, a adopté le 27 mai une résolution condamnant les attaques menées contre les Kurdes par Bagdad et Téhéran. Il demande l'application de la Résolution 688 (1). Surtout, il invite les Etats membres de la Communauté européenne à saisir le Conseil de sécurité des Nations-Unies de «cette violation flagrante du droit international».

Le Parlement met également le doigt sur le problème du financement de l'Onu. Si l'organisation internationale rapatrie ses «Gardes bleus», c'est d'abord, dénonce-t-elle, à cause de «difficultés de financement trouvant leur origine dans le fait que (de nombreux Etats membres) ne s'acquittent pas de leur contribution.»

PIERRE THOMASSET

(1) La Résolution 688 (5 avril 1991) exige «un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak.»

L'INDEPENDANT 1^{ER} JUIN 1993

Turquie : 68 maquisards kurdes victimes de représailles

ANKARA. - Les forces de sécurité turques ont tué 68 maquisards kurdes lors de la vaste opération qui a suivi l'assassinat de 33 soldats et de deux civils le 24 mai dans une embuscade.

Les combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), dont 28 sont soupçonnés d'avoir participé à l'embuscade, se replient vers l'Iran pour échapper à la traque de la police turque, menée à grand renfort d'avions et d'hélicoptères dans l'est et le sud-est du pays, a déclaré le gouverneur de la province d'Hakkari (sud-est) à l'Agence anatolienne de presse.

L'attaque du 24 mai est la plus sanglante qu'aient menée les maquisards kurdes depuis leur annonce unilatérale d'un cessez-le-feu le 20 mars.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — JUNE 1, 1993

Turks Kill 68 Kurds After Ambush

ANKARA (Reuters) — Turkish security forces have killed 68 Kurds in a weeklong hunt for separatist rebels who shot and killed 33 soldiers and two civilians in a bus ambush, a senior official said Monday.

Twenty-eight guerrillas of the Kurdistan Workers Party were believed involved in the ambush May 24, Unal Erkan, regional governor of Diyarbakir, told the Anatolian press agency.

He said that 50 people also had been detained and that two guerrillas had surrendered. Security forces seized guns, rockets and ammunition. Acting Prime Minister Erdal Inonu said the search operation, backed by warplanes and helicopter gunships, would continue.

NORD LITTORAL 1^{ER} JUIN 1993

TURQUIE

70 morts lors d'opérations contre des séparatistes kurdes

68 rebelles kurdes et deux soldats ont été tués depuis mardi lors d'opérations contre des séparatistes kurdes à la suite d'une attaque qui a fait 38 morts dont 33 soldats à Bingol (est), selon un nouveau bilan officiel rendu public lundi après-midi.

M. Unal Erkan, super-préfet de Diyarbakir (sud-est), chef lieu de la région, a affirmé que 28 des 68 séparatistes tués appartenaient au groupe d'assailants qui ont tué mardi les 33 soldats en civil et sans armes ainsi que les cinq autres victimes. L'attaque de Bingol est la plus sanglante du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK séparatistes) contre une "cible" militaire dans sa "guerre" avec Ankara, qui a fait plus de 6.000 morts depuis août

1984.

Le Premier ministre turc par intérim Erdal Inonu a réuni en fin de matinée, le ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin et les commandants de l'Etat-major et de la Gendarmerie, les généraux Dogan Gures et Aydin Ilter pour une évaluation de la situation.

A la sortie de la réunion M. Inonu s'était contenté de confirmer la poursuite des opérations de l'armée turque, rapporte l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Ces opérations aéro-terrestres sont les premières importantes depuis le cessez-le-feu unilatéral du PKK annoncé à partir du 20 mars pour trois semaines puis prolongé à deux reprises pour une période indéterminée.

LIBÉRATION — 1^{ER} JUIN 1993

TURQUIE

Vaste offensive turque contre les rebelles kurdes

L'armée s'est lancée dans une opération de ratissage après la tuerie de 33 soldats par les rebelles du PKK.

Va-et-vient incessant des avions F-104 et des hélicoptères Cobra, tirs d'artillerie et de mortiers, fouilles... L'armée turque vient d'engager une vaste offensive contre les séparatistes kurdes du PKK. Ces opérations de ratissage ont été lancées à la suite du massacre, lundi 26 mai, par les rebelles, de 33 soldats désarmés et de 5 civils dans la province de Bingol.

Depuis cette attaque sanglante, qui a mis fin à deux mois de cessez-le-feu décrété unilatéralement par le PKK, les militaires turcs affirment avoir tué au moins 68 rebelles. Le nombre de morts dans les rangs kurdes «serait beaucoup plus important» et l'armée «n'a pas enregistré de perte humaine», selon Unal Erkan, le super-préfet de Diyarbakir, responsable des régions sous état d'urgence du Sud-Est anatolien.

Le ministre de l'Intérieur, Ismet Sezgin, a confirmé l'importance de l'opération en cours. «(Elle) se poursuivra jusqu'à la destruction complète du PKK», a-t-il lancé hier devant des journalistes. De sources militaires, quinze combattants kurdes ont été abattus dans le Karacehennem situé dans la province de Bingol au cours d'une attaque aéroportée. Dix-sept autres rebelles ont été tués dans la province de Bitlis par des troupes terrestres. L'armée a aussi mis à jour un charnier contenant les corps de dix-huit membres du PKK, victimes, selon les militaires, de luttes intestines.

En rompant brutalement la trêve, le PKK a eu raison des mesures d'apaisement envisagées précédemment par Ankara. Le gouvernement social-démocrate, profitant de cette fragile pé-

riode d'accalmie, envisageait une semaine plus tôt une amnistie partielle en faveur des repentis du PKK. Le projet a été suspendu aussitôt connue la tuerie de Bingol, ainsi que la levée de l'état d'urgence en vigueur dans la région depuis 1987. Le Premier ministre par intérim, Erdal Inonu, a rejeté à nouveau dimanche toute idée de «dialogue» ou de «négociation» avec les rebelles kurdes. «Il n'y aura pas de marchandage», a-t-il ajouté, reprenant le langage de la droite traditionnelle, hostile à tout compromis.

«La raison pour laquelle les terroristes ont agi ne peut être expliquée par la logique. Essaie-t-ils de saboter le processus de paix ou de nous empêcher de pardonner aux repentis?», s'est interrogé Erdal Inonu, dont le parti avait accueilli des députés kurdes favorables aux séparatistes sur sa liste aux législatives de 92. Cette volte-face pourrait également traduire des dissensions internes au PKK. L'attaque de Bingol n'aurait pas été ordonnée par le chef kurde Ocalan, selon le journal turc anglophone *Daily News*, généralement bien informé, mais par des durs de son parti. **D'après AFP et Reuter**

DOSSIER

Métamorphoses sur le Bosphore

Alors que Suleyman Demirel vient de prendre la tête du pays, la Turquie fait le bilan des années Ozal. Le grand bond en avant de la société des villes permettra-t-il au pays tout entier de devenir, entre islam et laïcité, entre répression et démocratie, un Etat moderne, véritable trait d'union entre l'Europe et l'Asie ?

De notre envoyée spéciale **Sandrine Tolotti**

Les images se télescopent dans ma tête. D'abord, il y a le flot ininterrompu des taxis jaunes dont les klaxons ont depuis longtemps englouti le chant des muezzin. Et puis, avec un brin de vague à l'âme, on découvre l'invasion des Mudurnu fried chicken et de l'internationale Mac Donald's. Dans un sursaut de nostalgie, on arpente les rues grouillantes du quartier de Galata, à la recherche des traditionnels fumeurs de narguilé, et on trébuche presque sur les antennes paraboliques qui ont envahi les trottoirs de la rue Yuksek Kaldirim. Istanbul appartient décidément à notre monde

united colorisé. C'est d'ailleurs dans les multiples boutiques Benetton de la ville que sont vendus les billets pour le concert de Sting cet été... Premières rencontres avec un pays qui a changé de peau.

Tout remonte à 1980. La Turquie est au bord de la guerre civile : le terrorisme d'extrême gauche et d'extrême droite fait trente morts par jour. Pour la troisième fois, les militaires prennent le pouvoir. C'est l'époque où un Turc peut voyager une fois tous les deux ans. C'est l'époque où un décret municipal interdit la musique dans les taxis collectifs. C'est l'époque où l'unique chaîne de télévision diffuse quelques heures par jour en noir et blanc. Faute de devises, les importations de café et de cigarettes sont interdites. On fait la queue pour tout : le sel, le sucre, la margarine... 1983, les militaires passent la main. Turgut Ozal, un ingénieur qui a fait ses classes à la Banque mondiale et au FMI et fut le conseiller économique de la junte, sort vainqueur des élections et devient premier ministre. Il va révolutionner la Turquie. Sous sa houlette, le pays se développe au rythme de 5 % par an en moyenne. Les capacités de production d'électricité doublent, le réseau routier aussi. Le nombre de lignes téléphoniques passe de 1,6 à 7,5 millions... Les investisseurs affluent. Entre

1980 et 1989, le montant des investissements directs étrangers est neuf fois supérieur au capital investi durant le quart de siècle précédent. L'industrie progresse de 8 % par an et représente, en 1990, 80 % des exportations contre 35 % en 1980.

Dans un pays qui avait l'habitude de tout attendre de l'Etat, Turgut Ozal lance une véritable révolution culturelle. En 1987, il remporte une nouvelle fois les législatives (1) avec ce discours : « Pour rattraper l'Allemagne et le Japon, il faut travailler, car le temps où l'on attendait que l'argent tombe du ciel (entendez de l'Etat) est révolu ». Message reçu. « Ozal a fait de chaque Turc un homo economicus », se réjouit Ishak Alaton, l'un des principaux hommes d'affaires du pays.

Mercedes flambant neuves, BMW ruilantes, Renault dernier cri... Le parc automobile stambouliote est sans doute l'un des meilleurs reflets de l'extraordinaire fièvre de consommation qui s'est emparée du pays dans les années 80. De quoi faire rêver les milliers de « touristes » dépénalisés venus de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine ou de Russie savourer ici

un avant-goût d'Occident. Les alentours de la mosquée de Beyazit sont pour eux pays de cocagne. Déambulant les bras chargés d'énormes sacs en plastique, ils sont interpellés par des marchands de tout et de rien dans la plupart des langues d'Europe centrale et orientale. Dans cette Babel de la fripe, de la chaussure bon marché et de la babiole en tout genre, on troque caviar, montres Paketa et autres icônes contre des jeans de fabrication locale, de faux parfums Chanel ou de l'électronique de pacotille.

Istanbul. Avec ses dix millions d'habitants, ses 70 km de long et 50 de large, la ville apparaît comme le gros plan d'un pays frénétique, avide de tout, à la croissance brouillonne, quasiment fiévreuse. Istanbul concentre près de la moitié de la production industrielle turque, les trois quarts de celle du secteur privé. Ici, le revenu par habitant est de 10.000 dollars par an, vingt fois plus que dans le village le plus pauvre du pays. Une ville où la bourse se tient aussi dans la rue. A deux pas du marché officiel, avec pour seul bureau une table pliante et pour tout équipe-

ment une calculatrice, des courtiers en guenille vendent au chaland, moyennant un léger surcoût, les actions de ses rêves. Aziz vient de gagner 200 dollars dans la journée... Il est le parfait symbole d'un pays qui, en une décennie, a changé de siècle.

Au risque de s'y perdre un peu. « Les produits de consommation sont sacrés, les marques et les noms des fabricants ont une force spirituelle particulière, la publicité remplace la prière » : le poète Ismet Ozel, ancien marxiste reconverti islamiste, est de ceux qui, amers, pensent que la technologie pollue aussi l'âme. Car la Turquie ne s'est pas contentée de mettre son économie au diapason de l'Occident.

A l'étalage des marchands de journaux, les exemplaires de *Play-boy* et autres *Penthouse* (quelquefois sous une chaste couverture opaque, quelquefois pas), rivalisent avec les versions locales de *Cosmopolitan* ou *Marie-Claire* et les traductions des romans pour midinettes de la collection Harlequin. Sans oublier, en bonne place, *Sega-magazine* : les jeux vidéo étendent leur emprise jusqu'ici.

Rue de l'Istiklal, au cœur du quartier Latin stambouliote, les cinémas se sont mis pour leur part à l'heure d'Hollywood. Près du Wimpy, le « Lale » passe *Forever young* et *The crying game*. En face, on joue *Hoffa* et *Le temps d'un week-end...* Les films turcs (200 longs métrages par an dans les années soixante) n'attirent plus un public qui préfère, à 90 %, rêver américain. En autorisant en 1988 les filiales d'entreprises étrangères à s'établir en Turquie, le gouvernement a fait le lit des majors américaines, qui se sont implantées en noyant les circuits de salles. Le coup de grâce pour la production nationale, tombée à une soixantaine de titres.

Nouvelle mascotte des Turcs, la télévision n'est pas en reste d'imaginaire made in USA. Huit chaînes hertziennes se partagent depuis quelques années les faveurs des téléspectateurs, cinq publiques, trois privées. Un rapide zapping mène le visiteur d'une comédie musicale américaine à un ersatz local de *La roue de la fortune* en passant par un strip-tease plutôt soft. Mais rien ne charme davantage le téléspectateur turc qu'une bonne vieille série américaine. Au total, 22 soap operas squattent chaque jour les petits écrans. Pour preuve de l'enthousiasme qu'ils provoquent, l'hebdomadaire *Nokta* rappelait récemment : « *Lorsqu'e Dallas passait à*



Scène de rue à Andana, dans le sud du pays.

Haviv/Saba-Rea



L'heure de la prière à Konya (Anatolie centrale).

Snowdon/Hoyer/Cosmos

la télévision, l'identification de la population avec les personnages du feuilleton avait atteint de telles extrémités que non seulement plusieurs entreprises s'étaient baptisées Dallas ou South Fork, mais que, dans les recoins les plus reculés d'Anatolie, les gens livraient bataille aux employés de l'état civil pour leur faire accepter les nouveaux prénoms de leurs enfants, tels que Sue Ellen ou Pam». 200.000 antennes-satellites (beaucoup plus qu'en France) permettent par ailleurs aux boulimiques de s'approvisionner encore plus largement. Les Turcs ont désormais, peu ou prou, la même machine à rêve que les Écossais et les Italiens, les Américains et les Allemands. La rançon du développement, en quelque sorte. Comme si le pays avait troqué une part de son imaginaire contre un supplément de bien-être.

Haluk Ceyhan est secrétaire général de la Fondation pour le développement économique, un institut chargé de jouer les intermédiaires entre les industriels turcs et l'Europe. Il résume sans états d'âme les préoccupations de cette Turquie 1993 : « Le XXI^e siècle sera encore da-

vantage que le XX^e celui de la technologie. Pour pouvoir survivre, il faut utiliser les mêmes outils que les sociétés qui réussissent. Même s'il faut être un peu différent, perdre un peu de ses anciennes valeurs. La nostalgie, c'est bien joli, mais ça n'a jamais fait avancer personne ».

Pourtant, le bouleversement des années Ozal a laissé, ici ou là, des bleus à l'âme. Ce matérialisme, ce consumérisme débridés donnent aujourd'hui le vertige à certains. Zeynep est de ceux-là. Journaliste au quotidien populaire *Hürriyet*, elle n'a rien d'une exclue de la croissance. Ses études, elle les a faites en France : trois années à Sciences-po, deux à Bor-

Huit chaînes et une forêt de paraboles au service d'une Turquie largement téléphage.

deaux pour étudier le journalisme... L'Europe, elle connaît et elle aime. Pourtant, dans les locaux neufs d'*Hürriyet*, à la périphérie d'Istanbul (décor gris souris, mobilier de bureau allemand, informatique estampillée ATEX), Zeynep craque. « Je ne peux plus supporter cette idéologie du laissez-faire, laissez-passer. Un soir, en rentrant, j'ai découvert ma fille de 7 ans en train de regarder un film porno à la télé. On passe d'un excès à l'autre dans ce pays. Je suis très dérangée par cette érosion des mœurs ». A l'aise dans son jean et son T-shirt, elle poursuit. « Pendant la guerre du Golfe, notre politique de soutien total à l'Occident m'a tellement éœurée que, pour la première fois de ma vie, je me suis sentie quelqu'un de cette région. Et pour la première fois de ma vie, j'ai jeûné pendant le ramadan. Je voulais montrer à ma fille qu'on peut faire le ramadan et porter des mini-jupes. C'est une question d'identité culturelle. Au nom du libéralisme tous azimuts, on a perdu nos références. J'ai estimé que le ramadan était un rituel que ma fille devait connaître. Depuis, chaque année je jeûne pendant quelques jours ». Explica-

tion : « Turgut Ozal a fait énormément de mal à ce pays. Il a pratiqué un libéralisme d'importation. Il a été incapable d'inventer un modèle authentiquement turc. Il a institutionnalisé la corruption et valorisé le système D. Il n'y a plus que le fric qui compte en Turquie aujourd'hui. Ce pays est sur le point de perdre sa culture à cause de ce libéralisme exacerbé ». Une accusation qu'elle profère anecdote à l'appui. « Ici, on ne peut avoir que de l'expresso ou du coca. Il n'y a plus ni café turc ni thé. Dans nos anciens locaux, un employé le préparait et le distribuait. J'imagine qu'il ne cadrerait pas avec ce décor. Il a été licencié. C'est typique. La bible, la modernité, c'est la technologie et une certaine forme d'économie. Je ne

veux pas d'une Turquie à l'image de ce journal ». Ouvrant *Hürriyet*, elle expose : « Regarde, dans un journal populaire, on a une rubrique in et out. Aujourd'hui, sont in les cigares Davidoff et out les cigarettes. Alors, le Turc moyen, quand il voit ça, il vote pour les islamistes et à sa place, je ferais pareil ».

Car, ici comme ailleurs, l'occidentalisation a des adversaires farouches. La Turquie a beau vouloir changer de peau, la mue, quelquefois, est douloureuse. Les années Ozal ont laissé au bord de la route bon nombre de Turcs. Selon l'OCDE, le chômage et le sous-emploi frappent 16 % de la population active. Surtout, l'inflation galopante (70 % l'an dernier) a laminé le pouvoir d'achat des salariés.

Selon le principal syndicat turc, les salaires réels représentaient, en 1989, 53 % de leur niveau de 1979. Aujourd'hui, les 20 % les plus riches se partagent la moitié des revenus. Car la décennie Ozal est aussi celle d'une nouvelle classe de parvenus. Pendant que la part des revenus salariaux dans la valeur ajoutée diminuait de moitié, de 27 % à 14,1 %, celle des revenus du capital passait de 49 % à 70 %.

Sultanbeyli. Un de ces quartiers champignons qui accueillent, à la périphérie d'Istanbul, les immigrés fraîchement débarqués d'Anatolie. Entre 1980 et 1990, la population des villes de plus de 100.000 habitants a augmenté de plus de 9,3 millions, pendant que celles des moins de 2.000 habitants a chuté de 1,6 million. Ce sont ainsi, chaque année, des centaines de milliers de paysans anatoliens qui déferlent sur Istanbul, Ankara et les grandes villes du pays. Ils s'installent dans ces *gecekondu* (version locale du bidonville) qui ne cessent de s'étendre. Certes, ces quartiers n'ont rien à voir avec les *slums* de Calcutta ou de Rio. Inutile de chercher la tôle ondulée ou le carton bitumé. Les maisons ont beau, comme l'exige la loi, être construites en une nuit, elles sont faites de parpaings et même de béton. Mais on est bien loin, aussi, des quartiers chics des hauteurs du Bosphore. Ici, le bitume est encore rare, les canalisations insuffisantes. C'est dans un quartier comme celui-ci qu'une explosion de gaz dans une décharge publique a fait plusieurs dizaines de morts il y a quelques semaines. Sultanbeyli comptait 3.700 habitants en 1985, contre 120.000 aujourd'hui. Une agglomération qui incarne à merveille la part d'ombre de la modernisation turque. Ici, depuis 1989, la municipalité est aux mains du Parti de la prospérité, islamiste. Bilan, par Monsieur le Maire.

« La première chose que j'ai faite, c'est de supprimer la corruption.

— Et comment ça ?

— Je suis diplômé de la faculté de théologie. Toute forme de corruption est contraire à ma foi.

— Certes. Mais encore ?

— Tout employé embauché sait qu'il sera immédiatement licencié si j'entends parler de corruption. D'ailleurs, je leur fais toujours signer une lettre de démission en blanc. Et puis, ils sont obligés de faire la prière. Regardez cette devise à ma droite : Celui qui prend ou donne un pot-de-vin est satanique ».

Voilà, le décor est planté. On appren-

ET LES KURDES ?

La Turquie est confrontée au problème kurde depuis sa fondation, il y a 70 ans. D'inspiration jacobine, la République kémaliste fait de l'adhésion à la « turcité » la condition sine qua non de l'accès à la citoyenneté. Les Kurdes ont tous les droits, sauf celui de se revendiquer Kurdes. Ils deviennent les « Turcs des montagnes ». Leur langue et leur culture sont purement et simplement interdites. Certes, de nombreux Kurdes jouent un rôle de premier plan dans les institutions de l'Etat, y compris dans l'armée, mais jamais ils ne s'affirment comme tels.

C'est la révolte kurde en Irak, à partir de 1961, et l'amplification des mouvements d'extrême gauche dans la Turquie des années 70 qui vont peu à peu pousser une partie de la jeunesse kurde vers un nationalisme intransigeant. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) est créé en 1978. Le 15 août 1984, il se lance dans la lutte armée.

En neuf ans, guérilla et contre-guérilla ont fait près de 6.000 morts, dont 2.000 en 1992, une année particulièrement meurtrière. Une « sale guerre » dont les civils sont souvent l'enjeu, aussi bien pour l'armée que pour la rébellion. Les treize départements du sud-est du pays vivent en permanence sous état d'urgence. Aux attaques du PKK (assassinat d'instituteurs turcs dans les villages kurdes, massacres de villageois supposés collaborateurs) répondent la répression aveugle d'une armée qui semble avoir carte blanche (incendies de villages entiers, arrestations arbitraires, exécutions sommaires). Une politique de la terre brûlée qui laisse encore plus exsangue cette région déjà défavorisée. Hakkari, près de la frontière iranienne, n'a-t-il pas le revenu par habitant le plus faible de Turquie ?

Pourtant, conscients que la plaie kurde fait peser une lourde hypothèque sur la modernisation économique et politique du pays, les Turcs changent imperceptiblement de langage. Le président Turgut Ozal, de mère kurde, sera le premier à faire tomber un tabou en évoquant ouvertement la question, lors du grand exode des Kurdes irakiens fuyant la répression des troupes de Saddam Hussein après la guerre du Golfe. Dans son sillage, le premier ministre Suleyman Demirel, à son arrivée au pouvoir en 1991, confie symboliquement le tout nouveau ministère des Droits de l'homme à un Kurde. La langue est de nouveau autorisée, même si elle reste bannie de la radio, de la télévision, et de l'enseignement.

De son côté, le PKK, très affaibli militairement, adopte lui aussi un ton plus modéré. Comme en attestait l'annonce, le 17 mars dernier, d'un cessez-le-feu unilatéral. Au cours d'une conférence de presse, le leader du PKK, Abdullah Ocalan, acceptait même pour la première fois d'envisager le futur du peuple kurde à l'intérieur des frontières turques.

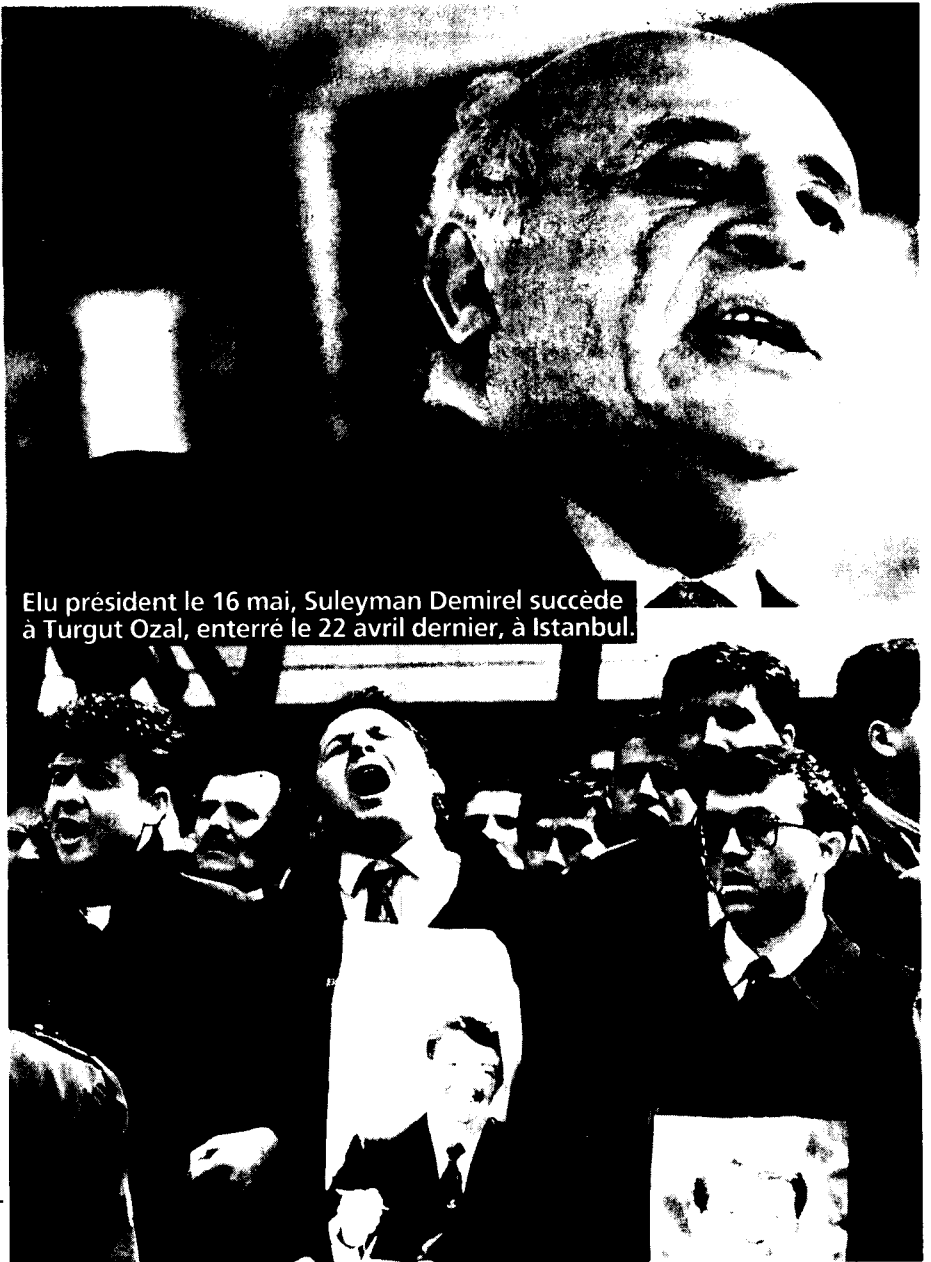
En déclarant, il y a quelques années, que le modèle basque pourrait être adopté pour les Kurdes, Turgut Ozal a peut-être dessiné le cadre d'une solution durable. A condition que la Turquie sache faire partager aux paysans déshérités du Sud-Est les fruits de la croissance. C'est l'objectif assigné au Great Anatolian Project (GAP), un gigantesque projet d'aménagement hydro-électrique couvrant six provinces du Sud-Est. Objectif : irriguer 1,7 million d'hectares (46 % de la superficie actuellement irriguée). La fin des travaux est prévue pour 2015. Mais la population kurde acceptera-t-elle d'attendre si longtemps ?

dra au gré de la conversation que l'alcool et les jeux sont interdits dans les cafés et restaurants de la ville. Dans l'hôpital, où les soins sont gratuits, les hommes soignent les hommes, les femmes soignent les femmes. Conclusion de Monsieur le Maire : « *La Turquie est infestée par la corruption, l'adultère, l'alcool. Celle qui paie le plus d'impôts en Turquie, c'est une tenancière de bordel (2). Si on ne se débarrasse pas de ces fléaux, la Turquie ne trouvera pas de salut* ».

Et il est vrai que dans un pays débousolé par l'irruption de nouvelles formes de consommation, désorienté par la découverte un peu trop rapide de la puissance de l'argent, et où l'arrivée de la télévision a provoqué de nouvelles attentes chez les plus défavorisés, l'islam apparaît souvent comme le recours. Le Parti de la prospérité de Necmettin Erbakan fait ses choux gras du désarroi des oubliés de la croissance. Aux élections législatives de 1987, il obtenait 7,2 % des suffrages. En 1989, avec 9,8 % des voix aux municipales, il remportait la majorité dans 80 villes et villages, dont quatre capitales provinciales. En 1991, allié à l'extrême droite, il s'arrogeait 17 % des voix aux législatives. En 1992, des élections municipales partielles à Istanbul lui donnaient un quart des voix, et quatre des six municipalités en jeu... Là où, dans les années 70, s'étaient sur les murs des slogans comme « *La révolution vaincra* », ce sont aujourd'hui les mosquées qui prolifèrent. Le langage du Parti de la prospérité s'est approprié le discours de dignité de la gauche des années 60. Les professions de foi de Necmettin Erbakan surfent à plaisir sur les états d'âme de la société turque. Extrait : « *La Turquie abandonnera le mimétisme. Nous ne sommes pas l'aide de camp de Bush ni de Clinton. La Turquie sera un pays indépendant. Nous établirons un ordre juste. Nous créerons une nouvelle Turquie matériellement et moralement développée. Nous instaurerons*

Bien campée sur le Bosphore, elle étend son champ de vision de Bruxelles à Samarkand.

Guler/Magnum



Elu président le 16 mai, Suleyman Demirel succède à Turgut Ozal, enterré le 22 avril dernier, à Istanbul.

ABC Ajansi/Gamma

l'unité islamique dans le monde entier et nous donnerons naissance à un monde nouveau. La Turquie sera le pôle du monde et non les Etats-Unis. » Voilà de quoi panser bien des blessures d'amour propre.

Pour répandre sa bonne parole, le Parti de la prospérité a su créer un maillage politico-social très serré. Son implantation à Istanbul est un modèle du genre. Du président de l'organisation au responsable de rue en passant par le responsable de quartier, la présence est permanente et personnelle. Parfait exemple de ses méthodes : aux dernières élections municipales, le Parti a envoyé dans chaque foyer une cassette de présentation de son candidat et un paquet de 20 g de café... A ceux des militants qui obtiennent le maximum d'adhésions, on offre un voyage à La

Mecque. Ce qui ne les empêche pas, le jour des élections, de se munir d'ordinateurs portables permettant d'indiquer aux électeurs perdus leur bureau de vote...

Une présence qui faisait s'interroger *Hürriyet* au lendemain de l'élection municipale : « *La Turquie est-elle en train de dériver vers un syndrome algérien ?* » Il est vrai que cette nouvelle donne inquiète beaucoup dans un pays qui avait épousé la laïcité comme une seconde peau.

En 1924, en effet, Mustapha Kemal Atatürk, vainqueur de la guerre d'indépendance, décidait : « *Notre pensée et notre mentalité deviendront civilisées (c'est-à-dire occidentales) de la tête aux pieds* ». La Turquie tirera dès lors un trait sur son passé ottoman et islamique pour devenir un Etat-nation laïc. Le califat et le système d'enseignement islamique sont

L'HOMME « GUERI » DE L'EUROPE ?

Novembre 1989, chute du mur de Berlin : l'effondrement du communisme prive la Turquie de sa rente de situation stratégique en tant que bouclier oriental de l'Otan. Décembre 1989, la CEE rejette la demande d'adhésion déposée par Ankara deux ans plus tôt : les Turcs réalisent que, quoi qu'ils fassent, ils ne seront jamais des Occidentaux à part entière.

Ces deux événements ébranlent les fondements d'une politique étrangère marquée depuis 1945 par un alignement quasi inconditionnel sur la politique du bloc occidental.

Sur fond de Nouvel ordre mondial, la Turquie va donc s'inventer une nouvelle vision du monde. Pour la première fois dans son histoire, elle s'avoue plurielle, à la fois européenne, balkanique, moyen-orientale, asiatique et méditerranéenne. «Le rêve d'occidentalisation intégrale a laissé la place à l'ambition d'être la puissance régionale de cet espace intermédiaire entre l'Europe et le Moyen-Orient», explique Stéphane Yérasimos, professeur à Paris VIII.

La dislocation de l'empire soviétique ouvre en effet un champ nouveau à la diplomatie turque. Les «républiques musulmanes» du Caucase et de l'Asie centrale, presque toutes turcophones (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan et Kirghizstan) se tournent soudain vers ce cousin qui a réussi. «Personne ne peut nier qu'il existe un monde turc qui s'étend de l'Adriatique à la muraille de Chine», s'enthousiasme Suleyman Demirel. De quoi se consoler du rejet européen.

«Il y a depuis un siècle un conflit entre l'image de nous que les autres nous renvoient et celle que nous voudrions donner, explique un intellectuel turc. Alors, l'Asie centrale nous a donné une nouvelle fierté. Tout à coup, un certain nombre de pays avaient besoin de la Turquie. Signature de contrats d'exploitation minière, échanges de programmes de télévision, accueil d'étudiants dans les universités turques... Ankara se découvre à la fois une nouvelle mission et une nouvelle raison d'être stratégique : servir de tête de pont économique et culturel à un Occident qui préfère de loin voir la région adopter le modèle turc que le modèle iranien.

Ankara n'en oublie pas pour autant ses autres voisins. En juin 1992, sous son patronage, onze pays (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Turquie, Ukraine) signaient à Istanbul le Traité de coopération économique de la mer Noire. «L'objectif est de former un marché de 325 millions d'habitants, de lever progressivement tous les obstacles à la libre circulation des marchandises, et, à terme, de créer une zone de libre-échange», explique Sükrü Elekdağ, ancien ambassadeur turc aux Etats-Unis et père spirituel du projet. «Il ne s'agit pas de tourner le dos à une Europe avec laquelle nous faisons plus de la moitié de notre commerce, mais de profiter enfin des atouts géopolitiques que nous donne notre situation géographique, et dont la guerre froide nous avait privés».

Car la Turquie entend moins que jamais divorcer d'avec l'Occident. Même si les bouleversements en Union soviétique et dans les Balkans l'obligent à un nouveau rôle. Sur le dossier bosniaque, pourtant le plus sensible pour l'opinion, le gouvernement turc a ainsi adopté avec constance un profil bas, n'envisageant d'autre solution que celle des institutions internationales.

«La Turquie a toujours regardé vers l'Ouest», soulignait un intellectuel turc au début du siècle. Elle s'est enfin décidée à exploiter les multiples facettes de sa culture. Ce pays charnière, orient de l'Occident, nourrit désormais l'ambition d'être la plaque tournante de la métamorphose de la région.

abolis, les confréries religieuses interdites. Le code civil est emprunté à la Suisse, le code pénal à l'Italie, le code commercial à la France. L'alphabet latin succède à l'alphabet arabe. Les femmes obtiennent le droit de vote dix ans avant les Françaises. Le dimanche devient jour férié...

Gardiens depuis toujours du temple kémaliste, les militaires vont pourtant distiller, à partir de 1980, quelques gouttes d'islam dans le corps social turc décomposé. Conscients du rôle intégrateur de la religion dans un pays qui a

frôlé la guerre civile, ils permettront la multiplication des mosquées et des lycées pour prédicateurs (entre 1980 et 1984, le nombre d'élèves y a augmenté de 65 %). Les généraux iront même jusqu'à inclure les cours de religion parmi les matières obligatoires dans les écoles primaires et secondaires. Le général Evren, chef de la junte, récite des versets du Coran au beau milieu de ses discours.

Turgut Ozal, qui s'était présenté aux législatives de 1977 sous des couleurs islamistes, s'engouffrera dans la brèche.

Lui et son Parti de la mère patrie incarneront l'émergence de couches sociales plus pieuses. Souvent formés aux Etats-Unis, adeptes du libéralisme économique, ces nouveaux venus sur la scène politique adhèrent à la modernité technique tout en se réclamant d'un certain conservatisme moral. La sociologue Nilüfer Göle les a appelés les ingénieurs islamistes : «A mes yeux, explique-t-elle, le Parti de la mère patrie n'a jamais représenté une menace contre la laïcité. Mais il a rendu possible la participation de l'islam dans le système. Certes, l'islam est devenu plus visible. Mais, grâce à cela, l'islam radical n'a pas réussi à mobiliser les masses en Turquie, à la différence de ce qui s'est passé ailleurs au même moment» (3). Peu à peu, les années 80 voient donc s'instaurer un nouveau rapport de force, qui bat en brèche l'occidentalo-centrisme traditionnel des élites turques. L'idée que la religion est indispensable à la société se banalise, le voile devient normal, la pensée et le mode de vie islamistes gagnent en légitimité.

L'heure est au prêt-à-porter islamique, au parfum sans alcool ou à la montre qui indique l'heure de la prière. Un islamisme de garde-robe conquiert imperceptiblement les rues des grandes villes turques et les campus. N'assiste-t-on pas



Bouin/Explorer

La plupart des ménages turcs veulent avant tout deux clés : celle de la maison et celle de la voiture.



d'ailleurs, depuis quelques années, à des défilés de mode islamique particulièrement prisés ?

Aujourd'hui, les codes religieux et séculiers s'enchevêtrent en Turquie avec une tolérance qui frise l'indifférence. Dans les rues de Fatih, le quartier le plus religieux d'Istanbul, la plupart des femmes sont « enturbannées », comme on dit ici. Tout de noir ou de brun vêtues, elles ne laissent paraître de leur visage qu'un triangle de peau, autour du nez et des yeux. Mais nul ne songerait à se scandaliser de celles qui arborent fièrement jeans et pantalons fuseaux. Dans les librairies, au milieu d'une flopée de livres religieux, dont *Les versets du glorieux Coran et les faits scientifiques*, on trouve Victor Hugo et *Heidi*, *Robinson Crusoé* et

Freud. Et la multitude de boutiques de vêtements islamiques n'a pas empêché l'ouverture récente d'un très branché Corner store (sic).

Même coexistence pacifique au dernier Festival du film d'Istanbul. On pouvait y suivre au choix les aventures un brin délétères d'un barman nain et d'un travesti dans les nuits chaudes des mauvais quartiers d'Istanbul (*Siffle quand tu reviens*) ou l'histoire moralement exemplaire d'un instituteur muté d'Istanbul à un village anatolien et qui découvre les vraies valeurs au contact d'un religieux (*L'exil*).

Alors, ce pays qui s'est longtemps voulu outrageusement occidental se verra-t-il bientôt outrageusement islamique ? Rien n'est moins sûr. L'islamisme en Turquie oscille en permanence entre une visibilité militante parfois ostentatoire et une dilution dans un ensemble social largement occidentalisé. A l'issue de notre entretien, le maire de Sultanbeyli, homme pressé, ne s'est-il pas engouffré dans sa Renault 21 Concorde avec téléphone ? Décidément, le temps n'est plus où les imams villageois se demandaient si les tracteurs nouvellement importés pouvaient être utilisés sans offense à la religion.

Les islamistes turcs sont, comme les

autres, intégrés à la modernité. Et la poignée d'extrémistes qui, en février dernier, manifestait aux cris de « *La Turquie musulmane!* » et lançait des pierres contre les bureaux d'El Al, au centre d'Istanbul, ne doit pas faire oublier que les Turcs font des rêves de classe moyenne. Comme le leur a promis Suleyman Demirel et son Parti de la juste voie, sortis vainqueurs des législatives de 1991 (Suleyman Demirel est depuis quelques semaines président de la République), les ménages turcs veulent avant tout les « deux clés » : celle de la maison et celle de la voiture. Le ramadan en plus.

Comme s'ils avaient soudain pris conscience de l'amputation culturelle que leur a fait subir le kémalisme, les Turcs revendiquent pêle-mêle le tric-trac et les jeux vidéo, la bagnole et la mosquée. La société turque apparaît ainsi à l'aube d'un nouveau modus vivendi avec ses puritains. Ici, on interdira l'alcool, là, les intellectuels stambouliotes continueront à évoquer, dans les soirées jazzy du tout nouveau Gramofon café, Woody Allen et Stefan Zweig, *Les enfants du paradis* et *Easy rider*.

Le retour de l'islam ne serait rien de plus, dans ces conditions, que la rançon de la normalisation de la Turquie. Editorialiste à l'hebdomadaire *Nokta*, Soli Ozel est optimiste : « *L'enjeu est le suivant : la Turquie est-elle capable d'élaborer un modèle socio-politique qui intégrerait tellement l'islam qu'elle deviendrait le premier exemple de pays musulman moderne ? Je pense que nous avons déjà atteint un niveau de développement économique et social qui nous distingue radicalement des autres pays musulmans. La Turquie peut devenir un modèle, une alternative, pour que l'arrivée des islamistes au pouvoir ne soit plus considérée par les peuples musulmans comme l'unique moyen de résoudre les problèmes et de se débarrasser des régimes autoritaires* ».

Comme pour confirmer, cette scène, dans un café des environs du Bosphore. Trois étudiantes discutent. L'une d'elles est voilée. Elle parle avec animation. De Kafka et du concept de métamorphose.

Sandrine Tolotti



Le modèle laïc turc cohabitera-t-il toujours avec le renouveau de l'islam ?

1. Elu président de la République en 1989, il est décédé le 17 avril dernier.
2. En effet, Mme Manoukayan, la Madame Claude locale, est la première contribuable turque.
3. Nilüfer Göle vient de publier à La Découverte un essai intitulé *Musulmanes et modernes, voile et civilisation en Turquie*.

Satan May Be Alive and Well, But His Sect in Iraq Is Dying

By Chris Hedges
New York Times Service

SHEIKH ADI, Iraq — At dusk, in the remote valley of Lalish, with its cascading springs and ancient mulberry trees, Baba Shaweesh, one of the last ceremonial eunuchs in the Middle East, hobbled up weathered stone steps clutching a string of cotton wicks soaked in olive oil.

Moving from one blackened niche to the next, some carved into rock fronts and others built into stone walls, the monk, 73, lit tiny flames before returning to his stone cell for evening prayers.

The evening rituals of the holy man, and the two white-robed nuns who share his cell, have become a desperate struggle to preserve one of the region's most enigmatic religious sects, the Yazidi.

The Yazidis believe that Satan, whose name they are forbidden to pronounce, is actively malevolent, while God is passively benevolent. To ward off evil, as well as use the powers of the Prince of Darkness to their own advantage, they propitiate Satan's representative, known as the Peacock Angel, in their religious rites.

Because of the conflict between Saddam Hussein and the Kurds in northern Iraq, the ancient shrine that is the Yazidi religious center is cut off from the outside world and from most of the 150,000 Yazidis who live in areas controlled by Baghdad.

"The modern world has invaded to take away our young, who no

longer have time for religion," Baba Shaweesh said. "And the Iraqis have now taken most of our older believers, who are no longer allowed to come worship. We are fighting to survive."

Iraqi forces are encamped nearby. And the stillness is often broken by the rattle of automatic fire exchanged by Kurdish guerrillas and government troops.

The 3.5 million Kurds live in a security zone set up after the Gulf war and monitored by a small team of officers and planes set up by the anti-Iraq coalition. Iraqi authorities have pulled out of the northern zone and imposed an embargo on the Kurds.

But the establishment of a Kurdish enclave has also permitted the Yazidis to mount what they say is a final effort to revive their faith. Some of the 30,000 Yazidis in the north opened the sect's first social center in D'hok this month.

Yazidis, branded by many Christians and Muslims as devil worshippers, have often been persecuted. In 1892, Ottoman troops slaughtered hundreds of Yazidis, burned their villages and occupied the Lalish Valley, where they looted and destroyed the shrine.

But the last decade has proved as devastating as any for the Yazidis.

The Yazidis, who are part of Iraq's Kurdish minority, had 100 of 150 villages demolished during the counterinsurgency operation against the Kurdish rebel movement that reached its peak in 1988.

The campaign, which moved hundreds of thousands of people to collective villages, saw 4,000 Kurdish villages dynamited into rubble.

Because of the conflict between Saddam and the Kurds, the Yazidi religious center is cut off from the outside world.

About 10,000 Yazidi men died fighting for Iraq in the eight-year war with Iran. And several hundred Yazidis disappeared at the hands of the Iraqi secret police during the last 15 years.

But it was the intrusion of modernity, with its televisions, radios, educational systems and access to travel that may have done the most damage.

"Up until 30 years ago our faith was kept alive by priests and elders, who orally passed on our religious knowledge," said Khader Suleyman, 40, a high school teacher who is heading the effort to record the traditions. "But the youth no longer have the time or desire to listen."

The sect follows the teachings of Sheikh Adi, a holy man who died in 1162 and whose crypt lies in the shrine in the Lalish Valley, about 25 kilometers (15 miles) east of Mo-

sul. The shrine's graceful, fluted spires poke above the trees and dominate the fertile valley.

Yazidis are not allowed to harm plants or animals in the valley. And pilgrims reverently wash themselves in the streams in purification rites before visiting the shrine.

Yazidis have no public places for worship outside of the sacred valley, where believers gather to celebrate the four yearly festivals.

Like Zoroastrians, they venerate fire, the sun and the mulberry tree. They believe in the transmigration of souls, often into animals. The sect does not accept converts and banishes anyone who marries outside the faith. Yazidis are forbidden to disclose most of their rituals and beliefs to nonbelievers.

In times of trouble, like the abortive Kurdish uprising in March 1991, Yazidis flee to Lalish, living in the stone huts and caves that dot the steep slopes of the valley. But for most of the year only the monk and a few caretakers reside at the shrine.

Baba Shaweesh said he became a eunuch "to resist the temptation of the flesh." He carried out the operation himself with a knife and the juice from some medicinal plants to heal the wound.

The monk says that with so much uncertainty in Iraq, he is frequently called upon to divine the future.

"I receive wisdom in my dreams," he said, a thick cloud of acrid cigarette smoke spilling out with his words. "I see when men will die and days later preside over their funerals. I am visited by Sheikh Adi, who tells me what will take place in the weeks and months ahead. But there is a lot I do not tell to others. How much can people accept? It is often best in this world to be ignorant."

L'Alsace — 2 juin 1993

IN KÜRZE

KURDISCHE REBELLEN LASSEN 16 ENTFÜHRTE STRABENARBEITER FREI

Kurdische Rebellen haben 16 Straßenarbeiter freigelassen, die sie vor sechs Tagen auf einer Baustelle bei Sirnak im Südosten der Türkei entführt hatten. Wie die Nachrichtenagentur «Anatolien» gestern mitteilte, meldeten sich die Arbeiter am Montag abend bei der Polizei. Rebellen der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) hatten nach Angaben der türkischen Behörden am Mittwoch eine Baustelle in der Nähe des Dorfes Damlarca überfallen und mehrere Fahrzeuge angezündet. Anschließend seien sie zusammen mit den Arbeitern verschwunden.

Unterdessen setzten türkische Sicherheitskräfte ihre Großeingriffe gegen kurdische Rebellen im Südosten des Landes fort. Nach Angaben der Behörden in Ankara waren vergangene Woche innerhalb von sechs Tagen 68 kurdische Rebellen und zwei türkische Soldaten getötet worden. Mit ihren Razzien reagierte die Armee auf einen Überfall kurdischer Rebellen vergangene Woche bei der Ortschaft Bingol, bei dem 38 Menschen, darunter 33 Soldaten in Zivil, getötet worden waren.

Sud Ouest — 2 juin 1993

Kurdistan : mouvement de chars irakiens

■ Des mouvements de troupes et de chars irakiens sont actuellement observés sur le front du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. Selon des contrebandiers, des éléments de la garde républicaine, unité d'élite de l'armée irakienne, ont récemment remplacé des troupes régulières sur ce front.

LE MONDE — 2 JUIN 1993

□ **TURQUIE : 68 Kurdes du PKK tués en une semaine.** — Selon un bilan officiel publié lundi 31 mai à Ankara, 68 rebelles kurdes ont été tués depuis mardi dernier, « 28 de ces 68 séparatistes tués appartenant au groupe d'assaillants » qui avaient tué il y a une semaine 33 soldats en civil ainsi que 5 autres personnes à Bingöl. Les opérations aéroterrestres, qualifiées de « ponctuelles », de l'armée turque répondent à cette attaque attribuée au PKK (marxiste-léniniste), la première depuis le cessez-le-feu unilatéral annoncé par cette organisation le 20 mars. Mais le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a annoncé, dans une interview publiée samedi

par le quotidien prokurde *Ozgur Gundem*, la « prolongation du cessez-le-feu », tout en « avertissant » que la guerre peut reprendre. Par ailleurs, quelque 70 000 Kurdes de Turquie, selon la police, ont défilé, samedi 29 mai, dans les rues de Bonn et ont participé, dans le calme, à un rassemblement pour un « Kurdistan libre ». Les participants étaient venus de toute l'Allemagne mais aussi de plusieurs autres pays, dont la France et les Pays-Bas. Ils répondaient à l'appel de huit organisations et partis kurdes de Turquie, dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). — (AFP.)

LE MONDE — 3 JUIN 1993

□ **IRAK : un « député » kurde assassiné.** — Des dirigeants kurdes ont indiqué qu'un membre chrétien du « Parlement » élu l'an dernier dans le Kurdistan d'Irak, Francis Youssef Chabo, a été assassiné, mardi 1^{er} juin, près de son domicile à Dohouk. Le Mouvement démocratique assyrien, auquel appartenait M. Chabo, a rejeté sur Bagdad la responsabilité de cet assassinat. — (AFP.)

L'HUMANITÉ — 2 JUIN 1993

Bruits de bottes au Kurdistan

Des mouvements d'unités de la Garde républicaine de Saddam Hussein, appuyées par des chars, ont lieu actuellement sur le front du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, selon des informations fournies à la fois par des Kurdes et par des observateurs occidentaux. Les troupes irakiennes ont avancé lundi jusqu'aux berges du Tigre. Le quotidien américain « New York Times » affirmait la semaine dernière que Saddam Hussein préparerait une offensive de grande envergure pour tenter de reprendre le contrôle du Kurdistan, pratiquement autonome depuis qu'il a été placé sous contrôle international au printemps 1991, après la guerre du Golfe.

L'HUMANITÉ — 3 JUIN 1993

Informations

Massacre au Kurdistan turc

Profitant de l'émotion soulevée par les crimes néonazis perpétrés contre des émigrés turcs en Allemagne, les militaires d'Ankara ont redoublé de violence dans la répression au Kurdistan de Turquie. Deux cents personnes, au moins, ont été massacrées ces derniers jours par l'armée turque dans l'est du pays. Plus d'une centaine de Kurdes ont été tués lors d'opérations terrestres soutenues par des chasseurs et des hélicoptères Sikorsky non loin de la frontière turco-arméno-iraniennne. Une centaine d'autres personnes ont été tuées lors d'opérations dans la région de Bingöl.

THE EUROPEAN — JUNE 4, 1993

Kurdish rebels killed in swoops on guerrilla lairs

AT LEAST 68 Kurdish rebels and three Turkish soldiers were killed at the weekend in attacks on guerrilla mountain hideouts in east and southeast Turkey.

The security forces staged large-scale search-and-destroy operations against the Kurdistan Workers' Party (PKK) after rebels broke their own ceasefire and shot dead 33 kidnapped soldiers and two civilians last week.

Acting Prime Minister Erdal Inonu promised a relentless war on the



guerrillas, saying that their attempts to impose conditions on the government were intolerable.

"Unless this country is completely cleared of rebels we will not be freed from terrorism," he said.

The PKK broke the truce that has run since March, demanding an end to Ankara's emergency rule in the region and recognition of the Kurdish identity.

Currency conversion: Turkey has given the green light for the use of Turkish currency by Iraqi Kurds in place of Iraqi dinars. Iraqi Kurds recently asked for Turkey's help to substitute Turkish lira for the worthless Iraqi currency in northern Iraq, where they have set up a de facto state.

Foreign Ministry spokesman Volkan Vural said in a written statement that the Turkish currency was convertible and Turkey did not have a say over its free flow outside the country.

Muslim protest: Police clashed with Muslim fundamentalists angered by a newspaper printing parts of Salman Rushdie's controversial book *The Satanic Verses*.

About 1,000 protesters with stones and sticks attacked a publishing house which prints the leftist newspaper *Aydinlik* and injured two officials, including the director. Police used batons to disperse the crowd and detained seven fundamentalists, who were later released without charge.

Kurdes déboutés du droit d'asile Manifestation devant la préfecture

On se souvient qu'après une grève de la faim, quatre Kurdes déboutés du droit d'asile (voir nos éditions de mars dernier et du 27 mai), avaient été « admis » par le préfet à titre exceptionnel, sur les bases d'une circulaire de 1987 lui offrant la possibilité de régulariser un demandeur d'asile débouté s'il risqué pour sa sécurité et sa liberté en cas de retour dans son pays d'origine.

Mais trois autres jeunes kurdes, Resit Arslan, Mulsum et Veysel Gundes, demeuraient déboutés du droit d'asile, le préfet estimant, selon le comité de soutien, qu'aucun élément nouveau n'avait été apporté concernant la situation et que la courte durée de leur séjour en France ne leur avait pas permis de s'intégrer.

Hier, une soixantaine de personnes s'étaient réunies à 18 heures devant la préfecture de Dijon, pour apporter la réponse du comité de soutien (1) à ce qu'ils estiment être une « fin de non-recevoir » du préfet.

Reçus par M^{me} Vaussanvin, du cabinet de Georges Peyronne, les représentants des manifestants ont remis une lettre dans laquelle ils expliquent que Resit Arslan a produit un certificat médical « faisant apparaître qu'il avait été victime de tortures », que Mulsum Gundes a produit un avis



Les représentants des Kurdes ont été reçus par M^{me} Vaussanvin, du cabinet de Georges Peyronne

(photo Olivier Souverbie)

de recherche lancé à son encontre par le procureur de la République de Halfeti (Turquie) en raison de ses activités militantes, et que Veysel Gundes a produit l'attestation de son frère Mehmet, qui a obtenu sa régularisation à titre humanitaire.

Le comité estime en outre que les trois jeunes gens ont « tout fait pour s'intégrer de-

puis leur arrivée en France », en suivant des cours d'alphabétisation, et rappelle qu'ils « n'ont jamais donné lieu à la moindre critique quant à leur comportement ». Ils demandent donc au représentant de l'État un réexamen approfondi du dossier.

(1) Le comité rassemble les organisations suivantes : ASTI, ATMF,

Associations Espagnoles, Association protestante familiale, CIMADE, Comité des Français Kurdes, CSF, FEN-SNEPAP, MÂN, MRAP, MRJC, Pastorale des Migrants, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Pax Christi, FCPE, LDH, FOL, Libre Pensée, UD CFDT, UD CGT, LICRA, PCF, CRI, UNEF-ID, LCR. Pour lui permettre de poursuivre son aide aux trois jeunes kurdes, il a besoin d'aide matérielle CCP, Dijon 422719 R, 6; rue Châteaubriand à Dijon.

IRAK

Les conditions de vie des Kurdes et des Chiites se dégradent

Selon le Département des affaires humanitaires de l'ONU (DHA), les conditions de vie de la population civile irakienne se sont dégradées par rapport à l'année dernière. Au cours de

la réunion qui s'est tenue à Genève cette semaine avec trente pays donateurs, les agences de l'ONU et les organisations non-gouvernementales, le DHA a présenté un programme d'aide « minimal » de 500 millions de dollars pour l'année prochaine. Il en a obtenu moins de la moitié, avec une majorité de dons affectés aux trois provinces du Nord habitées par les Kurdes. Les populations chiites autour de Bassorah ne recevront qu'un minimum, alors que la situation sanitaire n'y fait qu'empirer selon l'OMS.

L'accord passé entre l'ONU et le Gouvernement irakien pour la libre circulation des gardes onusiens a été prorogé de six mois. Cinquante millions avaient été prévus pour que le contingent des agents de sécurité (entre 250 et 300 gardes) puisse continuer à protéger les convois humanitaires et rassurer les populations kurdes. Leur nombre est déjà réduit à 184. En mars dernier, 45 camions turcs ont amené chaque jour des secours à la population kurde. L'absence de fonds rend impro-

JOURNAL DE GENEVE — 4 JUIN 1993

vable une augmentation des distributions de secours.

Quelque 140 000 Kurdes déplacés dans la région de Suleimaniyeh vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Six cent mille autres, d'origine rurale pour la plupart, sont parqués dans les agglomérations du nord de la province, sans possibilité de se livrer à une agriculture de subsistance.

Aux besoins matériels s'ajoute le danger croissant des mines posées par l'armée irakienne pour empêcher le retour des réfugiés sur leurs terres. Le programme de déminage a été ralenti, faute de moyens.

Les principaux pays occidentaux, Etats-Unis en tête, ont demandé au DHA de revoir à la baisse le programme d'assistance à l'Irak. Ainsi abandonne-t-on peu à peu Kurdes et Chiites, alors que Saddam Hussein se refuse toujours à vendre du pétrole sous le contrôle de l'ONU afin de fournir aux populations civiles un minimum vital.

P.-E. Dentan

Du Palais des Nations

Les tensions sociales en Allemagne et la récession dans les Länder de l'ouest **Le Monde**

• Samedi 5 juin 1993 •

Les Turcs, citoyens de seconde classe

Arrivés en masse dans les années 60 pour contribuer au miracle économique, les immigrés sont intégrés mais pas assimilés.

FRANCFORT

de notre correspondant

Que faire contre un adolescent de seize ans qui, la tête étroite, nourrie d'idées rapides, le bras dérangé par la violence, un soir à Solingen dans la Ruhr, met le feu à une maison de Turcs? Les autorités allemandes sont manifestement incapables de répondre. Les violences racistes qui se sont multipliées ces derniers mois à l'est de l'Allemagne - souvent contre des demandeurs d'asile des pays de l'Est - et à l'ouest - souvent contre des Turcs, - les plongent dans le désarroi le plus total.

Le 15 mars 1992 à Saal, dans le Mecklembourg-Poméranie, des jeunes battent à mort un réfugié roumain, un Tsigane. Trois jours plus tard, à Buxtehude en Basse-Saxe, deux «skinheads néonazis» tuent un homme parce qu'il tenait des propos hostiles à Hitler. Le 23 novembre à Mölln près de Hambourg, deux femmes turques et une fillette périssent dans un incendie criminel.

La chronique de l'horreur est longue jusqu'à Solingen, où deux femmes, une adolescente et deux fillettes sont mortes carbonisées. Des dizaines d'attentats contre des personnes, des habitations, des mosquées. En un peu plus d'un an : vingt-deux morts, sept à l'Est, quinze à l'Ouest. L'Allemagne cauchemarde : voilà qu'on reparle à l'étranger du racisme ou du fascisme. Mobilisée, l'immense majorité des Allemands veut prouver le contraire.

Elle organise dans les grandes villes des « chaînes de lumière », défilés immenses de centaines de milliers de personnes une bougie à la main. Aucun autre grand pays occidental n'est plus capable d'un tel mouvement contre le racisme, pense-t-on.

Le gouvernement, après une longue interrogation, décide d'interdire les groupuscules d'extrême droite.

Et puis il y a Solingen. Cinq morts qui démontrent que la peste est là, tapie, vive. Les «têtes de plomb» sont indifférentes à la réprobation générale, elles s'en nourrissent même sans doute. La répression gouvernementale, disent certains experts, les aurait plutôt poussés vers plus d'intransigeance... Que faire?

Le désarroi est d'autant plus grand que la coexistence avec les étrangers se passe, dans le cas général, sans violence. Aucune banlieue allemande ne s'enflamme les soirs d'été comme en France. Les communautés sont acceptées et les 6 millions d'étrangers sont plutôt intégrés, au sens d'une cohabitation séparée mais pacifique. Les Turcs, en particulier. Arrivés à partir de 1961 comme *Gastarbeiter*, travailleurs hôtes dont l'Allemagne avait besoin pour ses usines, ils sont restés. A partir de 1973, ils ont fait venir leur familles. Disposant de leurs journaux, de quatre chaînes de télévision en langue turque sur le satellite et le câble, de leurs magasins et de multiples réseaux de solidarité, les Turcs d'Allemagne sont près de 2 millions. Ils paient des impôts et des taxes, sont indispensables à nombre de secteurs industriels (sidérurgie, charbon, automobile) et, preuve de leur début d'insertion, ont créé 35 000 entreprises employant 125 000 personnes, en général, dans le commerce des fruits et légumes et la restauration. Une contribution à l'économie nationale, que le patronat allemand, mobilisé lui aussi « contre la haine et la violence », juge « irremplaçable ».

Les gigantesques problèmes scolaires posés dans les années 70 et 80 par un afflux d'enfants ne parlant pas allemand, sont, sinon en passe d'être réglés, du moins en voie d'amélioration lente. On compte 13 000 étudiants turcs dans les universités.

Les étrangers paient 25 milliards de marks d'impôts et de taxes sociales par an. Ils représentent un potentiel de consommation de 60 milliards de marks.

Une famille turque compte une moyenne de 4,1 personnes contre 2,35 pour une famille allemande. Environ 45 000 familles sont propriétaires de leur logement. Le revenu mensuel moyen par famille est de 3 650 marks.

On compte 35 000 entreprises turques employant 125 000 personnes.

Un « développement séparé »

Turcs et Allemands restent pourtant séparés. Les Turcs veulent conserver la nationalité turque et entendent préserver leur culture et leur religion. Les Allemands, conformément au « droit du sang », refusent leur assimilation. Moins de 2 000 Turcs obtiennent la nationalité allemande chaque année. Les communautés continuent de vivre dans des quartiers à part, et lorsque les familles plus aisées veulent fuir ces ghettos, les propriétaires allemands refusent le plus souvent de leur louer un logement.

Les jeunes de la deuxième génération, et plus encore de la troisième qui arrive, ne comprennent pas ces discriminations. Ils veulent

vivre comme leurs copains d'école, mais découvrent, par les attentats mais aussi dans les actes de marginalisation au jour le jour, qu'ils resteront des *Mitbürger*, des citoyens seulement associés, en seconde classe. Certains par réaction, alors même qu'ils parlent à peine le turc, alors que la seule patrie qu'ils se connaissent est l'Allemagne, plongent dans l'islamisme fondamentaliste ou le nationalisme.

Beaucoup de libéraux allemands sont d'accord pour penser que le mal vient en grande partie de cette non-assimilation. « Faire des étrangers des citoyens », demande l'hebdomadaire *Die Zeit* du 4 juin. Les Turcs ne repartiront pas, c'est désormais une certitude. « Il faut que l'Allemagne accepte de se considérer comme un pays d'immigration », dit Deniz Ozkan, du Zentrum für Türkeistudien de Essen, ce qui passe en particulier par une réforme du code de la nationalité en Allemagne. Mais ce serait un virage à 180 degrés pour un chancelier élu en 1982 en promettant qu'il réduirait la population immigrée. Ce serait une révolution dans un pays, qui a une tradition d'émigration et dont la culture profonde encourage la cohabitation respectueuse mais rejette le sang mêlé. C'est ce qui fait craindre que le temps soit donné à la récession économique pour aviver les plaies et à l'extrême droite pour tenter à tout moment d'enclencher la spirale des haines.

ERIC LE BOUCHER

Six millions d'étrangers

L'Allemagne compte environ 6 millions d'étrangers vivant sur son sol, soit 9 % de la population totale. Parmi eux 1 850 000 Turcs, 650 000 Yougoslaves, 550 000 Italiens, 320 000 Grecs, 135 000 Espagnols (et 45 000 Français).

Près de 2 millions d'étrangers travaillent, soit 8,5 % de la population active. Parmi eux 650 000 Turcs, 375 000 Yougoslaves, 170 000 Italiens (d'après l'Institut der deutschen Wirtschaft de Cologne).

Une majorité (60 %) des Turcs travaille dans l'industrie et dans le commerce (15 %). Ils ne sont que 1 300 dans les banques. Ils représentent 13 % des effectifs dans le secteur automobile et 25 % dans la fonderie.

Trois tentatives de retour, trois échecs

FRANCFORT

de notre correspondant

EN 1960, il y a un demi-million de postes vacants pour 180 000 demandes d'emploi en Allemagne. Les chefs d'entreprise convainquent les hommes politiques de faire venir des travailleurs immigrés. Ces *Gastarbeiter* sont invités, comme partout en Europe à cette époque, avec l'idée qu'une fois un pécule amassé ils repartiront dans leur pays d'origine.

La population turque en Allemagne passe de 6 500 en 1960 à 132 000 en 1965 et à 910 000 en 1973. Les travailleurs immigrés, souvent seuls, vivent entassés dans des chambres; ils cherchent à épargner au maximum, dans une précarité décrite par les films de Fassbinder. Pour l'économie turque, les

mandats qu'ils envoient apportent alors plus de devises que le tourisme.

En 1974, la crise pétrolière inverse la philosophie des employeurs. Le recrutement est stoppé net, et les salariés sont autorisés seulement à faire venir leur femme et leurs enfants de moins de dix-huit ans. La mentalité des Turcs se modifie peu à peu et, en 1980, ils sont 40 % à ne plus vouloir repartir. La proportion ne cessera d'augmenter à la suite des échecs de ceux qui, revenus au pays, ne parviennent pas à se réintégrer.

La première vague de retours est individuelle. Dans les années 60, ceux qui, épargne amassée, reviennent en Turquie sont mal acceptés. Ils essaient d'assurer leur avenir dans de petites entreprises ou dans l'acquisition de maisons, mais l'inflation considérable a vite fait de

ronger leur magot. L'emploi au pays, mal payé, ne leur convient plus.

Une politique restrictive

Se développent alors, deuxième type de retour, des « sociétés de salariés » que les immigrés turcs en Allemagne créent collectivement pour fonder une activité en Turquie. Moyen de se donner un emploi au retour pour l'immigré, ces sociétés vont jusqu'à avoir 2 300 actionnaires, comme Türksan, fondée à Cologne pour produire des papiers peints. Elles reçoivent des aides du gouvernement fédéral dans le cadre d'un soutien à l'industrialisation de la Turquie rurale. L'engouement est tel qu'en 1983 on compte 320 sociétés de salariés, avec 345 000 actionnaires, dont 180 000 travaillent encore en Allemagne. On parle d'un « modèle turc ». Malheureusement, ces entreprises capotent à leur tour, souvent à cause de mauvais projets de départ (1). Début 1990, 80 % ont fait faillite.

La troisième vague de départs est provoquée par l'arrivée du gouvernement Kohl, en 1982. Le nouveau chancelier a promis de réduire le nombre des immigrés. Il distribue des primes au retour et des subventions diverses. Environ 220 000 personnes acceptent. Mais les conditions sur place (le chômage, la place des femmes, la formation des enfants ne parlant pas le turc...) font que beaucoup regrettent et le disent à ceux restés en Allemagne. Le plan

gouvernemental échoue : le nombre de Turcs en Allemagne grimpe de 1,5 million en 1981 à 1,850 million l'an dernier. Désormais, il est une

certitude : ils resteront ici.

E. L. B.

(1) « Problèmes et difficultés d'intégration des immigrés turcs en RFA », par Faruk Sen, février 1991. *Zentrum für Türkeistudien*.

La peur et la volonté d'intégration

ESSEN

de notre envoyé spécial

« La communauté turque commence à avoir peur. » Pour le professeur Faruk Sen, directeur du *Zentrum für Türkeistudien* d'Essen, l'incendie criminel dont ont été victimes deux femmes, une adolescente et deux fillettes à Solingen, faisant suite à celui de Mölln en novembre dernier (deux femmes et une enfant mortes dans les mêmes conditions), provoque une montée des craintes, de la rancœur, de la haine et des réflexes d'autodéfense chez les Turcs. Les manifestations violentes et les heurts avec la police qui ont eu lieu depuis « ne sont que le début » d'un engrenage qui risque de se développer d'autant plus vite que l'économie allemande est en forte récession.

Les attentats « vont continuer », prévoit Faruk Sen qui se refuse à imaginer ce qui se passera si tel est le cas, tant ses craintes sont grandes et « ses avertissements précédents restés vains ». Il ajoute qu'il se

réjouit des « chaînes de lumière », ces manifestations de solidarité qui ont eu lieu dans toute l'Allemagne pendant lesquelles des centaines de milliers de personnes ont défilé une bougie à la main, mais les problèmes restent irrésolus tant que le gouvernement ne fait « rien de concret ». Le chancelier Kohl, il n'y a pas deux semaines, avait assuré que ce qui s'était passé à Mölln ne se reproduirait pas...

« Trop allemands » pour la Turquie

Que faire ? Pour Faruk Sen, les attentats de l'extrême droite ne peuvent pas atteindre leur objectif principal qui est de pousser les Turcs à rentrer dans leur pays. Ce retour forcé ou aidé, les autorités allemandes ont tenté de le provoquer à plusieurs reprises, y compris en l'assortissant d'aides financières. Ce fut toujours un échec.

« Les Turcs resteront en Allemagne y compris pour leur retraite », estime Faruk Sen en

expliquant que 60 % des Turcs sont ici depuis plus de dix ans et 25 % depuis plus de vingt-cinq ans. Ils sont devenus « trop allemands » pour se réinstaller en Turquie et pour y être acceptés. Sans compter que leurs enfants et petits-enfants, nés en Allemagne, parlent mal turc, se sentent beaucoup plus allemands que turcs et n'imaginent pas de partir. Pas de retour possible donc : l'Allemagne doit faire face à un problème d'intégration et d'assimilation.

Faruk Sen demande en particulier que le droit de vote aux élections locales s'impose dans la Communauté des Douze, que les autorités allemandes acceptent de donner la double nationalité aux Turcs (une mesure qui ne résoudra rien mais qui est symbolique) et, enfin, que les services publics centraux et régionaux ouvrent leur portes largement aux ressortissants étrangers, comme cela a commencé dans la police.

E. L. B.

LIBÉRATION — 7 JUIN 1993

TURQUIE. Les hommes d'affaires kurdes revendiquent leur identité. Selon l'hebdomadaire économique turc *Nokta* (le Point) de dimanche, les hommes d'affaires d'origine kurde opérant dans les métropoles turques, notamment Istanbul, sont de plus en plus nombreux à revendiquer leur identité « kurde », après l'avoir longtemps tenue secrète. En couverture de *Nokta*, « les 100 kurdes les plus riches » de Turquie ont reconnu en majorité avoir évité, jusqu'aux années 90, de rendre publique leur appartenance ethnique. En effet, ce n'est qu'en décembre 1991 que Süleyman Demirel, alors Premier ministre, a fini par reconnaître « l'identité kurde ».

Treasury head proposes N. Iraq 'currency basket'

By Lale Saribrahimoglu

Turkish Daily News

PARIS - Kemal Kabataş, Turkey's acting undersecretary for the treasury and foreign trade, has said Ankara could give Turkish lira in return for the invalid and worthless Iraqi 25 dinar banknotes to the people of Kurdish-controlled northern Iraq, if the cost of the lira is jointly paid by the Western countries. Kabataş, speaking to a group of Turkish journalists in Paris where he attended a meeting of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), said a "currency basket" composed of various currencies, including the U.S. dollar and the British pound, could be set up.

This idea was proposed to various

countries, including the United States and Britain, following these countries recent proposal for Turkey to change the invalid 25 dinar banknotes, which were withdrawn from circulation last month by the Iraqi government, with Turkish lira.

Representatives from the British, U.S. and Australian Embassies in Ankara, as well as a Turkish delegation, visited the region in late May to observe the developments in northern Iraq following the 25 dinar banknote cancellation.

Soon after the cancellation of the notes, some Kurdish leaders proposed that Turkey allow the use of its lira in northern Iraq. The possibility

turkish daily news Monday, June 7, 1993

turkish daily news — Monday, June 7, 1993

Reaction to Ankara's policies leads to hard-line breakaway from Armed Forces

■ Observers fear hard-line death squads

Turkish Daily News

ANKARA- A group of hard-line military officers have dropped out of the Turkish Armed Forces, accusing Ankara of pursuing a soft policy on separatist terrorism, the National Press Agency (UBA) reported over the weekend.

The incident is the first publicized division within the Gendarmerie Forces over Ankara's campaign against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The daily *Aydınlık* newspaper reported Sunday that a total of 30 officers and petty officers, all professionals in special warfare techniques, had resigned. Reports indicated that the head of the resignees, who voluntarily retired in March, was Major Ahmet Cem Ersever, a senior officer attached to the Gendarmerie General Command Intelligence Group Command.

UBA quoted Ersever as saying that Ankara's current policy against terrorism was intolerable. He accused state officials of betraying the country with soft policies.

The agency said the breakaway group were in favor of "destructive policies" in the troubled Southeast region and called for the struggle against the PKK to be conducted and finished on the mountains.

"This issue started on the mountains and should end on the mountains," Ersever was quoted as saying.

Security sources said Ersever was airing the views of a strengthening flank within the whole state apparatus and could be planning to start an independent campaign to combat terrorism.

Quoting an unidentified officer among the resignees, *Aydınlık* reported that the group had resigned "in protest at some policies," accusing "some officials of betraying the country as the blood of our people is shed in the East."

In a statement on the issue, Ersever disclosed that he and a group of friends had voluntarily retired from the Armed Forces as a result of what he branded "mistaken steps taken against the PKK."

"I believe... that the struggle should be conducted by professionals, that Turkey has no strategy on the PKK problem, and that

the operations conducted in northern Iraq since 1992 are only intended to save prestige, have put the state in a corner, and will lead to the strengthening of the PKK," Ersever's statement said.

He also accused Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani of pursuing plots only to win the military strength of the PKK to his side.

The retired major, *Aydınlık* claimed Sunday, was a staunch supporter of the ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP).

The paper also claimed Ersever was known to be among senior contraguerrilla officers in the Southeast who had killed innocent civilians. It added that "he is famous for his tyranny."

According to local claims, the *Aydınlık* report said, Major Ersever personally shot two villagers in the Silopi province, and there was speculation among officers in Ankara that he had kidnapped a villager in Şenoba and cut off his head using a saw. It was also claimed that Ersever, a senior intelligence officer, was recently on duty in northern Iraq dressed in civilian clothes. *Aydınlık* alleged he was on duty in the Kurdish-controlled city of Zaho along with three officers and a petty officer before he resigned.

The newspaper also emphasized the fact that Ersever spoke fluent Kurdish and that there had been mysterious killings wherever he was assigned.

"Statements by government officials in the press could drive a man crazy," Ersever's statement to UBA said. "They were nothing but lies, as always."

The retired officer also criticized those "who were lying while looking in the eyes of the people."

"Did they not even start calling the terrorist Apo (PKK leader Abdullah Öcalan) Mr. Öcalan after the ceasefire?" he asked. Ersever also strongly criticized government officials for being led by "missionary advisors," without openly naming anyone.

that 10 and 5 dinar banknotes may also be declared invalid by the Iraqi government has furthered the concerns of the already suffering Kurds.

Turkey, whose currency is convertible, has not given official go-ahead for the establishment of a lira zone in the region. Instead, it has favored the idea of allowing the Kurds to buy Turkish lira in exchange for hard currency, thus leaving the use of the lira in the region to its natural course.

However, Kabataş recalled that the 25 dinar banknotes the Kurds possess in abundance are neither valid nor have any purchasing power following their cancellation.

As a solution to this problem, representatives of some Western countries proposed that Turkey change these invalid premium priced 25 dinar banknotes with Turkish lira, said Kabataş. However, he added that now the problem is whether to change those priceless dinars with Turkish lira and who will pay the cost of it.

"Turkish lira cannot, officially, be circulated in northern Iraq, because it is necessary to find the resources in return for any amount of lira given to the northern Iraqis.

There is neither a banking sector nor a settled administration there. The region is part of the Iraqi republic. For these reasons, such an operation is highly difficult.

If one proposes that the Central Bank buys these dinars, then you have to give the dinar a certain foreign exchange rate. However, what would you do with any dinars you purchased?" asked Kabataş.

Twenty-five dinars neither have purchasing power nor parity in return, recalled Kabataş, describing the Western proposal as an easy solution.

However, Turkey told those countries that Ankara would welcome giving lira in return for invalid dinars. In order for Turkey to do this, though, a "currency basket" would have to be set up through which the cost of the lira could be paid, the acting undersecretary said.

The liquidity needs of a region with around 4 or 5 million people should be taken into consideration, asserted Kabataş, adding that the Turkish lira should not be allowed to move freely internationally.

"Turkish lira used in return for goods would immediately leave northern Iraq for other countries since it is convertible.

Turkey cannot take this responsibility," Kabataş stressed. However, as foreign currency accumulated in a currency basket of various currencies, Turkey could exchange 25 dinars with lira, added the acting undersecretary, ruling out any disagreement with the Turkish government over the methods of allowing lira use in this import-dependent economy.

He said, however, that he would make important announcements on the situation in the Southeast, on the betrayal of Talabani, and on PKK relations. He heavily criticized the Turkish press.

Observers in Ankara said after the development Ersever was in constant contact with other resignees and could attempt to create his own individual movement against terrorism or those, he assumes, have been sympathetic to the terrorists. They also voiced fear that the development

could be a signal to the creation of new death squads in the Southeast region.

According to Aydınlık, Ersever was involved in controversial operations even in 1975 when he was a lieutenant.

In Silopi, he reportedly ordered his troops to open fire on left-wing youths. "These are Greeks, fire freely," he allegedly said. Several people were wounded in the incident.

In 1976, his name appeared in the left-leaning daily Cumhuriyet as "the

MHP-supporting lieutenant," and statements made by Deputy Nurettin Yılmaz about Ersever were also published in the press.

After 1984, Ersever was made commander of the Siirt Commando Brigade, where he was allegedly involved in torture incidents. Among those he tortured, Aydınlık claimed, was Mardin's former Mayor Abdullah Ankan.

GAMK — 5-6 JUIN 1993

Rebelles kurdes et soldats turcs s'affrontent au pied du mont Ararat

Les forces de l'ordre turques ont intensifié leurs attaques contre les rebelles du PKK, portant à quelque 200 hommes le bilan des pertes subies par les rebelles kurdes au cours des huit derniers jours. L'assassinat de 38 personnes dont 33 militaires près de Bingol, par des militants présumés du PKK, a relancé l'offensive contre les Kurdes, qui avait quelque peu baissé d'intensité en raison du cessez-le-feu décrété unilatéralement par le leader du PKK, Abdullah Ocalan.

Les accrochages se rapprochent sensiblement depuis quelques temps de la région du Mont Ararat, non loin de la frontière arméno-irano-turque. Ainsi, plus de 100 "séparatistes" auraient été tués lors d'opérations aéroterrestres sur les monts Tendurek et Agri (Ararat), déplaçant sensiblement le théâtre des opérations militaires anti-kurdes vers le nord du sud-est anatolien. Le préfet d'Agri, Ismet Metin, qui a donné l'information le 2 juin dernier, a précisé que les corps de 47 "séparatistes" auraient été retrouvés à la suite des opérations, soutenues par des chasseurs et des hélicoptères de type Sikorsky et Cobra, qui ont pris fin mardi soir.

Une centaine d'autres rebelles kurdes auraient été tués lors d'opérations menées plus au sud, dans un triangle entre Palu, Lice et Genç, dans la région de Bingol, plus précisément à une vingtaine de kilomètres du lieu où 38 personnes avaient été tuées par des membres du PKK le 25 mai dernier. Ces opérations, également aéroterrestres, se poursuivraient encore dans cette région montagneuse.

Côté turc, le bilan serait nettement moins lourd puisque les forces de l'ordre annoncent que deux soldats auraient perdu la vie au cours de ces opérations.

Si l'on en juge aux déclarations des responsables turcs, ces opérations ne devraient pas être considérées comme des actes de guerre; elles sont en effet qualifiées de "ponctuelles" et "locales" par les sources militaires. Sous entendu, plus qu'une reprise réelle des hostilités contre le PKK, elles sont considérées comme une riposte à l'attaque de Bingol qui passe pour être le plus sanglante en 9 ans de guerre non déclarée entre le PKK et les autorités turques.

Pourtant, il semble bien que ces opérations militaires donnent le

coup d'envoi d'une série d'offensives d'envergure contre le PKK dont le gouvernement d'Ankara n'a de toute manière jamais voulu reconnaître le cessez-le-feu qui devait durer trois semaines à partir du 20 mars et qui avait été prolongé à deux reprises pour une période indéterminée. Au contraire, le gouvernement turc apparaît bien décidé à neutraliser une organisation militaire que ses raids aéroterrestres dans les camps retranchés du PKK dans le nord de l'Irak n'avaient pas réussi à décapiter. De son côté le PKK, dont l'appel au cessez-le-feu pouvait apparaître comme un signe de faiblesse après les revers subis dans un Kurdistan irakien où il est indésirable, tenait à adresser une sanglante mise en garde à Ankara avec l'attaque de Bingol qui était censée démontrer que l'organisation kurde restait opérationnelle sur le territoire de la Turquie. Le déplacement des combats vers le nord et les pertes importantes subies par le PKK prouveraient toutefois que sa force de frappe a été réduite en raison notamment des difficultés logistiques liées à la perte de bases arrière. Cette évolution géographique risque aussi, dans un tout autre registre, d'accroître les tensions militaires à la frontière arméno-turque, ce dont l'Arménie pourrait bien se passer. Le gouvernement d'Ankara trouvera ainsi une autre bonne raison d'appliquer le blocus dans cette région d'Anatolie orientale soumise à l'état d'urgence, et pourquoi pas, d'accuser l'Arménie de servir de base arrière au PKK...

Globe Hebdo / 9 - 15 juin 1993

ANALYSE / MICHEL FOUCHER

La Turquie prépare son retour dans les Balkans

La nostalgie de l'Empire ottoman

De quoi parle-t-on ces derniers temps à Istanbul, dans la presse comme dans les colloques ? De la communauté turque d'Allemagne d'abord : les travailleurs turcs y feront-ils les frais de l'unification allemande ?

Du Caucase et de l'Asie centrale ensuite : la Turquie, que l'Occident encourage à affirmer sa présence chez ses lointains cousins d'Asie centrale, est-elle de ce fait vouée à demeurer dans l'antichambre de la construction européenne ? De la Bosnie enfin, et l'on a des mots très durs à l'égard d'une Europe accusée de refuser aux Musulmans bosniaques les armes de la survie. Entre ces trois situations, un lien évident, le de-

venir des relations entre l'Etat turc et l'Europe.

Süleyman Demirel vient de succéder à Turgut Özal, qui a imprimé une marque décisive à la diplomatie turque. Il hérite d'un Etat modernisé et plus ouvert que jamais sur l'extérieur, à défaut d'être pacifié à l'intérieur. Le fait kurde est enfin admis mais il est impossible à l'Etat turc, attaché à une réelle capacité d'intégration nationale, d'accepter autre chose qu'une autonomie culturelle pour la région sud-est, où ne vivent que la moitié des Kurdes. Demirel poursuivra la « politique extérieure active » de son prédécesseur, où un partage des rôles entre un ministère des Affaires étrangères orienté vers l'intégration eu-

ropeenne et l'Europe. Süleyman Demirel vient de succéder à Turgut Özal, qui a imprimé une marque décisive à la diplomatie turque. Il hérite d'un Etat modernisé et plus ouvert que jamais sur l'extérieur, à défaut d'être pacifié à l'intérieur. Le fait kurde est enfin admis mais il est impossible à l'Etat turc, attaché à une réelle capacité d'intégration nationale, d'accepter autre chose qu'une autonomie culturelle pour la région sud-est, où ne vivent que la moitié des Kurdes. Demirel poursuivra la « politique extérieure active » de son prédécesseur, où un partage des rôles entre un ministère des Affaires étrangères orienté vers l'intégration eu-

ropeenne et l'Europe. Süleyman Demirel vient de succéder à Turgut Özal, qui a imprimé une marque décisive à la diplomatie turque. Il hérite d'un Etat modernisé et plus ouvert que jamais sur l'extérieur, à défaut d'être pacifié à l'intérieur. Le fait kurde est enfin admis mais il est impossible à l'Etat turc, attaché à une réelle capacité d'intégration nationale, d'accepter autre chose qu'une autonomie culturelle pour la région sud-est, où ne vivent que la moitié des Kurdes. Demirel poursuivra la « politique extérieure active » de son prédécesseur, où un partage des rôles entre un ministère des Affaires étrangères orienté vers l'intégration eu-

ropeenne et l'Europe. Süleyman Demirel vient de succéder à Turgut Özal, qui a imprimé une marque décisive à la diplomatie turque. Il hérite d'un Etat modernisé et plus ouvert que jamais sur l'extérieur, à défaut d'être pacifié à l'intérieur. Le fait kurde est enfin admis mais il est impossible à l'Etat turc, attaché à une réelle capacité d'intégration nationale, d'accepter autre chose qu'une autonomie culturelle pour la région sud-est, où ne vivent que la moitié des Kurdes. Demirel poursuivra la « politique extérieure active » de son prédécesseur, où un partage des rôles entre un ministère des Affaires étrangères orienté vers l'intégration eu-

ropeenne et l'Europe. Süleyman Demirel vient de succéder à Turgut Özal, qui a imprimé une marque décisive à la diplomatie turque. Il hérite d'un Etat modernisé et plus ouvert que jamais sur l'extérieur, à défaut d'être pacifié à l'intérieur. Le fait kurde est enfin admis mais il est impossible à l'Etat turc, attaché à une réelle capacité d'intégration nationale, d'accepter autre chose qu'une autonomie culturelle pour la région sud-est, où ne vivent que la moitié des Kurdes. Demirel poursuivra la « politique extérieure active » de son prédécesseur, où un partage des rôles entre un ministère des Affaires étrangères orienté vers l'intégration eu-

ropeenne et l'Europe. Süleyman Demirel vient de succéder à Turgut Özal, qui a imprimé une marque décisive à la diplomatie turque. Il hérite d'un Etat modernisé et plus ouvert que jamais sur l'extérieur, à défaut d'être pacifié à l'intérieur. Le fait kurde est enfin admis mais il est impossible à l'Etat turc, attaché à une réelle capacité d'intégration nationale, d'accepter autre chose qu'une autonomie culturelle pour la région sud-est, où ne vivent que la moitié des Kurdes. Demirel poursuivra la « politique extérieure active » de son prédécesseur, où un partage des rôles entre un ministère des Affaires étrangères orienté vers l'intégration eu-

M. F. ■

Oust-France — 9 juin 1993

Turquie : fin du cessez-le-feu kurde

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé la fin du cessez-le-feu unilatéral proclamé par les séparatistes kurdes le 17 mars, parce que, a-t-il dit, « la Turquie a repoussé la main que nous lui avons tendue ». Le PKK menace de frapper « les intérêts économiques et touristiques dans l'ensemble de la Turquie » et de faire connaître au pays « un été sanglant » si les campagnes militaires turques se poursuivent « contre les séparatistes kurdes ».

Midi Libre — 9 juin 1993

Les Kurdes déclarent la guerre

■ La guérilla kurde a déclaré hier la guerre totale à la Turquie et a promis de frapper des cibles économiques et des sites touristiques. Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs kurdes (PKK), a estimé que le cessez-le-feu unilatéral proclamé en mars par son mouvement était un échec, depuis la reprise des combats par certains guérilleros kurdes ces deux dernières semaines. « La situation en Turquie évolue vers une guerre totale », a-t-il déclaré. « Les Turcs ont détruit nos villages, ils ont attaqué par tout. Nous avons donc le droit de nous livrer à des représailles ». Selon Abdullah Öcalan, le gouvernement d'Ankara ne veut pas de solution politique : « Il veut notre reddition et cela est inacceptable ».

Tuesday, June 8, 1993

PKK Bingöl attack stalls Azeri pipeline project

- **Intelligence sources claim Iran benefits from delay**
- **Officials say studies postponed for a month after massacre**

By Murat Yetkin

Turkish Daily News

ANKARA-The Bingöl attack by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on May 29, which claimed the lives of 35 unarmed Turkish soldiers and 5 civilians, has delayed the studies on the Caspian-Mediterranean pipeline project for almost a month, official sources said.

High-ranking Turkish officials who asked not to be named told the TDN that the PKK attacks, which have flared up throughout the East and Southeast after the Bingöl attack, have caused the Western partners of the project to suspend field inspections for security reasons.

The project to carry Azeri oil by pipeline to the Turkish Mediterranean coast has been carried out by a group of companies: Turkey's state-run pipeline company, BOTAŞ, American AMACO and Penzoil, British Petroleum, and Azerbaijan's national oil company.

A study group made up of representatives from the companies was to start field inspections in the East and Southeast in the last week of May and the first week of June to decide on the final route of the Caspian -- or the "Khazar," as it was originally called -- pipeline, as decided in a meeting in Istanbul on May 24-25 (TDN May 24). The group had had its first official meeting, in which organizational and technical sub-committees had formed, in Istanbul, on April 26-28. But spreading PKK attacks -- especially the suspicious kidnapping of 16 workers near Şirnak on May 25 -- following the Bingöl massacre, caused the Western partners of the group to withdraw from the study and return to Istanbul on May 29, until such time as the security situation returns to normal. This was documented with a protocol.

Mete Göknel, the head of BOTAŞ, confirmed that the group of companies -- which are trying to get organized as a consortium in a parallel study -- will meet again in London on June 17-18 and evaluate the situation to determine whether it is suitable to restart the field inspections.

Göknel said the delay was "unpleasing," but not impossible to overcome.

Intelligence sources, which asked not to be named, told the TDN that Iran benefitted from the delay or the cancellation of the project. Iran wants the Azeri line to be transported to the Gulf instead of to Turkey's Yumurtalik port.

Yumurtalik, near the Southern town of Ceyhan, is the terminal of the 968 km-long Iraqi-Turkish twin crude oil pipe-

line, which links the rich Kirkuk oil fields of Iraq with Turkey's Mediterranean coast. A stretch of 641 km of the line is on Turkish soil. The Iraqi pipeline was closed down by the Turkish government in August 1990 after the United Nations embargo on Iraq, following Iran's invasion of Kuwait.

A framework agreement was signed between Turkey and Azerbaijan on March 9 in Ankara, suggesting the construction of a 1060-km-long pipeline worth \$1.4 billion, to connect the Baku oil fields to the Iraqi-Turkish pipeline near the Southeastern town of Midyat.

Both intelligence and oil sources say that a 67-km-long loop of the Khazar pipeline was not desired by the Western financiers of the project, nor did it satisfy Iran.

They also believe that PKK hardliners, who are believed to be behind the latest wave of PKK attacks, might have been encouraged from within the Iran administration.

Sources close to the PKK leader, Abdullah Öcalan, claim that the hardliner guerilla commander, Şemdin Sakık, who masterminded the Bingöl attack, might have been influenced by the Iranians. The same sources point out that Öcalan had issued death warrants against Sakık three times before but that he has not been strong enough to eliminate the commander.

The Bingöl attack has virtually ended the relative calm which had reigned in the Kurdish populated region since the unilateral cease-fire announced by Öcalan on March 20.

Intelligence sources say the success of the cease-fire would eliminate the military threat in the region and enable major economic investments, such as the pipeline project, for the development of both the region and other countries in the area. The sources claim Russia, as well, benefits from the failure of the project. Russia prefers the Muslim-populated republics to be dependant on Russian oil and gas exports, as in the time of the former Soviet Union.

The Khazar pipeline is supposed to have a capacity of 40 million tons per year. It has

been designed to carry 25 million tons of Azeri oil to the Turkish port. The rest will be allocated to the potential demands of the Central Asian countries, which may want to use the pipeline for exporting to international markets.

Instead of the Arax river valley, the Kura river valley will be used for the Khazar pipeline construction in this project, which means the Azeri-Turkish pipeline will be constructed over Georgia, which is to be connected to the Iraqi Turkish pipeline as well. Göknel said that the Georgia option to transfer the Azeri oil to Turkey was still under consideration.

"But a lasting cease-fire and peace between Azerbaijan and Armenia now could bring a final solution to the routing problem," Göknel says. "Then Azerbaijan would approve the Armenia crossing and the Iran option will be dropped." The Armenian option was the choice of the Western investors, who did not want a direct dependence on Iran, which is still accused by the United States of being a "terrorist" state.

But for Azerbaijan, the construction of a 67-kilometer-long section through Iran was much more acceptable than one through Armenia, with whom, after three years, they were still engaged in hostilities. The war had started with Armenian attacks on the dominantly Armenian-populated Azeri enclave of Nagorno-Karabakh. Naturally, Azerbaijan said it was not possible for them to cross the pipeline from Armenia before it stopped attacks and settled for peace.

BOTAŞ proposed to solve the problem by constructing a loop which would split the pipeline into two at the

Azerbaijan-Iran-Armenia border, to connect them together again in Nakhichevan, by the Turkish border.

"That enables the consortium partners and financiers to invest in whichever section they want," Mete Göknel says. Analysts say under the circumstances maintaining security in the region is of considerable importance for the future of the Caspian pipeline project.

Turkey mounts offensive against PKK in Southeast

turkish daily news

June 8, 1993

■ Sources report massive buildup at border, new troop deployment

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish troops have launched a massive air and land operation on Kurdish separatist targets in southeast and eastern Turkey, as Interior Minister Ismet Sezgin announced in Ankara that a cross-border operation against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was out of question "for the time being." Sezgin's statement came amid reports from sources in Diyarbakir that Turkish aircraft were conducting operations in the Kurdish-controlled Iraqi border regions of Sinah, Haftanin, Batufa, Xakurk and Kanimasi. They reported that there was marked activity in the border area across the town of Zakh. Fresh fighting and attacks were reported the same day. Officials said the separatists kidnapped 10 children after a raid on Haciaga village, Igdir.

They said the militants had demanded the children, saying they needed them as fighters. Again in Igdir, militants raided three hamlets and burned down three schools. Forcing the village folk outside, they delivered a propaganda speech praising their struggle.

One person who had been kidnapped by the PKK militants from Malazgirt, Muş was found dead on Monday. Officials said 27-year-old Siddik Özkan had been killed by a bullet to the head.

In a separate development, a group of militants raided a hamlet in the Sason district of Batman. They killed four people and wounded two others in a clash. Officials said one separatist was caught wounded.

Sources in Diyarbakir said on Monday that Turkish Armed Forces were focusing their operations in the regions of Mus, Bingöl and Ağrı. They added, however, that troop movement was spreading and there appeared to be earnest preparation for a cross-border operation. In Ankara, a security summit was held under the chairmanship of President Süleyman Demirel, including acting Prime Minister Erdal İnönü, Interior Minister Ismet Sezgin and Gendarmerie Forces Commander General Aydın İtler.

İnönü told reporters after the two-hour meeting that they would follow "the murderers" until they were caught and said they had received reports on new incidents. He did not elaborate on any decisions but observers said the meeting was connected to the upcoming operation.

Meanwhile, the main opposition Motherland Party (ANAP) asked for a general debate in Parliament to discuss whether there was any negligence or 'fault by security forces in the Bingöl attack by the PKK on May 24 which claimed the lives of 35 unarmed soldiers and four civilians.

In Diyarbakir, reliable sources said the Malatya-based 2nd Army was on alert and could be deployed to the region at any minute. The 47th Mechanized Units and the Kayseri Airborne Brigade have been shifted to Bingöl. The 6th Armoured Brigade and the 2nd Commando Brigade as well as the 10 Gendarmerie Regiment units have been shifted to Bitlis.

Sources in the Semdinli region report that land troops, special forces and commandos

are piling up at the Iraqi border. Clashes in several regions continued on Monday but officials at the Emergency Law Regional Governors office were reluctant to make any statement. These officials neither confirmed nor denied reports of a possible cross-border drive but maintained that they had not received such orders yet.

A senior official at the Chief of General Staff also refused to elaborate on the issue, but Sezgin shed some light back in Ankara.

"At the time being, there is no need (for a cross-border operation). All necessary measures have been taken in the region. But if there is ever the need, we will not stop," Sezgin said.

Meanwhile, PKK sources said on Monday that the organization's leader Abdullah Öcalan was expected to revise the date of his third press conference and hold it on Tuesday instead of Wednesday.

No one knows what he will say, but there are reports that he initially intended to declare a third cease-fire and then create a Kurdish government in exile if it was rejected by Turkey.

Seven terrorists killed in clashes with security forces

An announcement from the office of the Emergency Rule Regional Governor said Monday that seven terrorists were killed in clashes with security forces in Şemdinli, Hakkari, in Sason, Batman and Dargeçit, Mardin. One other terrorist surrendered to security forces in Beytüşşebab, Hakkari.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

TURQUIE-KURDES — Le ministre turc de l'Intérieur Ismet Sezgin a réitéré la détermination de l'Etat turc à "éradiquer" la rébellion séparatiste kurde, peu après une nouvelle déclaration de "guerre totale" lancée, du Liban, par son chef, Abdallah Öcalan dit "Apo".

Le Monde
8 juin 1993

□ TURQUIE : vingt-trois morts dans le Sud-Est. — Vingt et un rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) et deux soldats turcs ont été tués lors d'une série d'accrochages à la fin de la semaine dernière dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, a-t-on appris

dimanche 6 juin de source officielle. Selon un décompte effectué à partir de bilans officiels, ce bilan porte à quatre cent soixante le nombre de morts depuis la déclaration unilatérale de cessez-le-feu du PKK le 20 mars. — (AFP.)

Turkey, Iran, Syria discuss northern Iraq

Compiled by TDN

Staff from Wire Dispatches

ANKARA- Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, arriving in Tehran Monday to discuss with Iran and Syria the situation in Iraq, including the Kurdish issue, said Iraq's territorial integrity was essential for regional peace.

Çetin was met at Tehran's Mehrabad Airport by Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati. Syrian Foreign Minister Farouk al-Sharaa was due to arrive later.

Çetin said at the airport that all three countries believed in the preservation of the sovereignty and the territorial integrity of Iraq.

"For this to be realized Iraq should abide by the U.N. resolutions immediately and unconditionally. This way further suffering of the Iraqi people can be prevented," Çetin said. The first meeting of the foreign ministers of Turkey, Syria and Iran for consultations on developments in Iraq was held in Ankara in November of last year.

This meeting was followed by a sec-

ond in Syria's capital, Damascus, last February. The talks about Iraq between Çetin and his Iranian and Syrian counterparts were set for later on Monday, and a joint press conference was to be held following the one-day meeting. "Any threat to its territorial integrity would present the world with various problems," Çetin said.

Large Kurdish communities live in Iran, Turkey and Syria. These countries fear that a de facto Kurdish state emerging in northern Iraq could lead to the disintegration of that country. The Gulf War allies set up a "safe haven" in northern Iraq in 1991 to protect the Kurds from Saddam Hussein's forces after a brief rebellion against the Baghdad government.

The three foreign ministers are also expected to take up the issue of the multinational force -- dubbed Poised Hammer -- deployed at Turkey's Incirlik Air Base in the south to protect the Iraqi Kurds from Saddam's forces.

The Turkish Parliament is expected to further extend the mandate of the

controversial force, composed of Turkish, U.S., French and British air units, at a debate later this month. Syria and Iran are also not expected to make a big fuss over its extension, due to the absence of any effective deterrent preventing Saddam's forces from attacking the Kurds. Last month, Iran raided the Kurds in northern Iraq in an attempt to crush opponents operating from bases there. Turkey has also launched a series of raids against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged a bloody war in the country's Southeast for an independent Kurdish state.

In their last meeting in Damascus in February, the three ministers declared their commitment to Iraq's territorial integrity and urged it to implement the U.N. resolutions. Iran reiterated its support for Iraq's territorial integrity last month after it sent fighter-bombers to hit Iranian rebel bases deep inside Iraq, but said Baghdad's Baathist government of President Saddam Hussein was not fit to rule Iraq.

□ **TURQUIE : amnistie partielle pour les rebelles kurdes « repentis ».** - Le premier ministre turc par intérim, Erdal Inonu, a annoncé, lundi 7 juin, à l'issue d'un conseil des ministres présidé par le président de la République, Suleyman Demirel, que le gouvernement a adopté un décret-loi prévoyant une amnistie partielle pour les rebelles kurdes de Turquie « repentis » qui se livreraient à la justice, « à condition [qu'ils n'aient pas été] impliqués dans des actes de violence ». La promulgation de ce décret, décidée dans la nuit du 24 mai, avait été suspendue le 25 mai au matin quelques heures après un massacre de soldats turcs (le Monde du 27 mai) par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), alors que le pays connaissait une période de calme relatif après le cessez-le-feu unilatéral décidé par le PKK. - (AFP.)

International Herald Tribune — June 9, 1993

Kurd Vows War on Turkey

The Associated Press

BARR-ELIAS, Lebanon — The leader of Turkey's Kurdish separatists threatened "all-out war" Tuesday against Ankara if its forces did not halt a crackdown that he said had shattered a unilateral cease-fire he declared March 20.

Abdullah Ocalan, who heads the outlawed Kurdish Workers' Party, said the Turkish government's military actions meant the "death of hope" for a settlement to the nine-year conflict.

About 200 rebels reportedly have been killed by the army in southeastern Turkey in the last week.

"It will be Turkey's bloodiest summer ever," Mr. Ocalan said at a news conference in Barr-Elias, in the Syrian-controlled Bekaa of eastern Lebanon.

"We shall strike back with all-out war," he said. "We shall hit economic and touristic interests throughout Turkey."

L'Humanité — 9 juin 1993

Les Kurdes mettent fin à leur cessez-le-feu

Le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK), Abdullah Ocalan, a annoncé mardi la fin du cessez-le-feu unilatéral proclamé par le PKK le 17 mars dernier. « A partir d'aujourd'hui, il n'y a plus de cessez-le-feu car le pouvoir central de Turquie a rejeté la main que nous lui avons tendue », a-t-il déclaré, en ajoutant que « si les campagnes militaires turques se poursuivent contre nous, la Turquie connaîtra un été sanglant ». Seize Kurdes ont été tués lundi au cours de ratissages de l'armée turque dans les provinces de Hakkari, Mardin et Batman (sud-est).

TURQUIE. Les séparatistes kurdes ont déclaré hier une « guerre totale » à l'Etat turc jusqu'à des négociations, mettant ainsi fin au cessez-le-feu unilatéral proclamé en mars, selon Abdullah Ocalan, chef du PKK. Ce dernier, réfugié au Liban dans la Bekaa, pourrait d'ailleurs « revenir au pays afin de poursuivre la lutte armée ».

Turkish Probe June 8, 1993

5

Southeast Cease-fire Turns into Dilemma

Ismet G. Imset

Despite all expectations, the unilateral cease-fire declared in March by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is rapidly falling through. And, unless organization leader Abdullah Öcalan makes a dramatic U-turn in a new press conference he will be holding on Wednesday, much more blood is to be shed in the Southeast region.

As one Ankara-based observer put it, the hard-liners on both sides of the conflict appear now to have gained the reigns and in the vacuum of authority caused by Ankara's political transition, there is much at stake.

What sparked off the cease-fire breakdown was a vicious attack by a group of PKK militants in the Bingöl region on vehicles transporting soldiers in late May.

According to officials, the militants were conducting a routine road check when they came across four minibuses tucked up with unarmed off-duty soldiers.

When five armored vehicles sped to the scene to disperse the terrorists, a clash occurred. And, having hit all vehicles with what appears to be Chinese rocket launchers, a patrol unit of the PKK military ARGK flank held up those approaching the area. Unknown to arriving Turkish security units was that as they clashed with the frontal group, the main group was going off with a large group of hostages. The road had been cut in at least three places. All three units withdrew.

The same evening this incident took place, the Ankara government sat at a meeting to discuss the cease-fire and still not aware of what was going on, decided to adopt an earlier decision of the National Security Council (MGK) to grant amnesty to PKK militants on the mountains.

The Cabinet resolved that as long as they were not involved in any bloody activities and acts of terrorism, organization members who turned over their guns and surrendered, would be left off without the least of an investigation.

Acting Prime Minister Erdal İnönü later said they knew of "an incident" in Bingöl but were not aware of its dimensions. Although troops launched an immediate operation to free the hostages, they were successful with only several of the PKK groups which had hit the mountains. A day after the abduction and under heavy fire from Turkish security, one PKK flank released the hostages in its hands.

At about 06:30 a.m. local time, some 12 hours after the abduction, another security team was to receive a shock. There, in the mountains where they pursued the separatists day and night, were dozens of bodies.

One of the PKK units had ordered its hostages to line up and having cleared its plans through wireless communication with main base, opened fire.

It was almost a point-blank cold blooded murder but for the fact that more than 35 victims were involved. Of them, 33 soldiers, most of them newly out of a driving course and dressed in civilian clothes died on the spot. Two of the six wounded soldiers were to die later like two other civilians who were also shot.

The incident marked the most disgusting armed activity of the PKK since 1990 when the organization, then responsible for the deaths of hundreds of civilians, ceased to raid villages. In the words of President Süleyman Demirel, it was something which only a crazy mind could have done.

And, crazy indeed were those behind the massacre.

No more than hours after the initial news of the attack arrived in the capitol Ankara, there came a statement from the ARGK Amed (Diyarbakır) Regional Command claiming responsibility for the incident.

The commander of all units in the region was Şemdin Sakık (alias Parmaksız/Fingerless Zeki) and he was known as someone who had contested Öcalan's cease-fire decision from the very beginning. Only on condition to test the process, he had agreed with the PKK leader's terms.

Even in the first days of the peace process, Turkish Probe had rightfully pointed out that if the cease-fire collapsed, it would probably be with the efforts of Sakık and his close comrade Cemil (Cuma) Bayık.

In Syria, where his permanent headquarters are, Öcalan received news of the attack only a day later, following a 14:00 o'clock wireless communication with the Amed command. Even hours after the killings though, he denied the PKK was behind the massacre -- in a telephone conversation with another regional Kurdish leader. Denials continued throughout the day until he was told, both by Sakık and Bayık, that the soldiers killed were actually victims of a clash and it was Turkish propaganda that they were unarmed.

It took about 24 hours for footage of the massacre to be screened on televisions, showing the soldiers shot in plain clothes and some even with beards -- hardly possible in the strongly disciplined compulsory army of Turkey.

When and even if Öcalan saw this footage or the newspaper photographs is not yet clear.

What is clear, however, is that Sakık and Bayık -- and those around them -- immediately used the incident for their own political views, imposing their hard-line demands on Öcalan. As if the whole incident was planned from step one, Bayık blocked the PKK leader from all outside communication for days over. Despite orders from Öcalan, that he would make the only statement on the attack, a regio-

nal commander in Amed claimed responsibility through the PKK-affiliated Kurd-Ha agency in Europe and any remaining hopes of a continuation of the cease-fire rapidly faded away.

According to sources in Damascus, Bayık's behavior after the massacre was "intolerable." He was over-excited and extremely hard line. He was clearly out for war, as once in 1987 he had attempted to shoot down his leader's wife Kesire.

The expected crack had occurred from the expected people but Öcalan, who in Nov. 1991 told the Turkish Daily News that not even armed soldiers were the PKK's deliberate targets, failed to do anything he promised.

In secret messages to the Turkish capitol last March, the PKK leader had said he would deal with his own hard-liners if Ankara did the same. His guarantee was that those attempting to break the cease-fire without orders from the Central Committee, would be liquidated.

What also attracted attention was that Öcalan apparently did not plan the incident.

He was not certain whether his own men were involved at the beginning and he was not even sure whether this was a provocation. This, at the least, showed the Amed massacre had no approval from the Central Committee in advance.

But, obviously, even this could not clear Öcalan from the responsibility he had fallen under.

There were arguments weeks in advance of the massacre, reflected also in the pages in Turkish Probe, that ongoing Turkish operations in the region in the lack of any of the awaited reforms were having a negative effect.

It was evident that there would be a break somewhere. These, however, could hardly soften the impact of such cold blooded murder committed by the PKK.

On the side of the separatists, the Bingöl massacre was like a signal, leading to new clashes and attacks throughout the region.

Öcalan, who branded the soldiers killed as part of the Special War, still claimed his self-styled cease-fire was on. No one even cared what he had to say. His own people were out loose now, fighting perhaps their own war. His control on the organization was being questioned everywhere. He, like Ankara falling under pressure of the hard-liners, was bending by the wind in a bid to maintain control. He may have also been aware that an immediate condemnation of such an attack would lead to a massive splinter in the whole of the organization.

But, Turkey's patience was also null and the attack in Bingöl led to a fierce -- but justified -- crackdown in major areas of separatist activity. Immediately, an operation was launched in the triangle of Genç, Lice and Bingöl. Later, another operation was launched in and around the Tendürek and Ağrı mountains. More troops were deployed to the region and operations continued on the Iranian border. Some concentrated on Hakkari's border region with Iraq while others cracked down on the PKK in Şırnak. This was, in its simplest terms, a massive crackdown. According to senior state officials, the mountains were to be cleaned.

And state officials were in need of as much prestige as they could get, whatever the cost.

Not only had Ankara failed to take any positive action after the cease-fire to pull the cards out of the PKK's hands once and for all, but it had also been subject to many weaknesses which, in another country, could have toppled the political administration head on.

Instead of separating the overall Kurdish issue from the PKK and treating the first with care in a bid to prevent future local support to the separatists, Turkish officials had preferred to wait.

They accepted the cease-fire as something short of a God-sent gift and sort of weakened their defense. Meanwhile, the transition period with Demirel going up to the presidential palace and everyone debating who would head the new government, forced the PKK and Kurdish issue off the Turkish agenda. Officials were acting as if such a problem did not exist or in a bid to gain prestige, branding the silence as their own success.

These, however, were the macro failures for which the government and policy-makers were responsible.

Regionally, it appeared that someone else had to share the blame for the Bingöl massacre, other than the PKK. And, questions were raised immediately as to who had authorized the transportation of unarmed soldiers in civilian vehicle without any close protection.

An immediate investigation showed that patrols had moved from both sides of the road, having seen it was clear, ordered the vehicles on. All along, the PKK was in the bush, waiting to take control.

Who then, would be the scapegoat? It is still not clear. One further question raised with the massacre and following operations was, meanwhile, how officials such as Regional Governor Ünal Erkan could still stay in their seats despite such a great fiasco. Erkan, among others, had recently informed Ankara that the PKK's backbone had been broken and the organization had lost support and strength. He failed, after the incident, to explain where he had made the mistake -- and why. Most of the blame, however, went to Interior Minister İsmet Sezgin at perhaps the worst time. Fully unaware of what was going on, one of the possible candidates for the prime ministry, State Minister Tansu Çiller, used the occasion to build some prestige on terror. She went into issues out of her area but managed successfully to point out that she would be a determined leader and one who would not give concessions to the terrorists. Sezgin, another possible candidate, was in trouble. Some newspapers went to the extent of calling him "ignorant" while others plainly asked for his resignation. He fell under fire both from the media and from within his own party. There were demands for him to either step out or step up the military campaign.

Political sources in Ankara told Turkish Probe last week that Sezgin was trying to build up his image prior to the June 13 emergency convention of the DYP and had had to pave the way for a massive crackdown on the PKK.

Just before the long Bayram holiday marking the religious Feast of Sacrifice, the DYP parliamentary group held an emergency session during which it asked Sezgin for an explanation and decided to give him some time.

Turkish Probe June 8, 1993

7

Sources in Parliament said Sezgin was told to either harden his stance against terrorism and give the signal for a major crackdown, or risk losing the chance of being elected as the party's new chairman -- and Turkey's next prime minister. They said Sezgin was under immense pressure on this issue and had to act without haste to avoid a major political confrontation. He thus reportedly resolved to reverse the effect of the Bingöl massacre and appeared on the scene as a symbol of determination.

His recent statements indicated he has fully taken on this role.

According to sources in Ankara, Sezgin is expected to seek heightened prestige, especially this week, just before the convention. They believe the interior minister will go ahead with an even more offensive major crackdown on the separatists, especially in the provinces of Ağrı, Diyarbakir and Bingöl. There is also the belief that the operations will expand to cross-border PKK camps, possibly those in Iran and Kurdish-controlled northern Iraq.

Advisors of the interior minister have reportedly recommended for all logistic operations, meaning village evacuations and operations which could inflict harm on civilians, to come to an end.

"The aim is to get prestige and deal with terror. Not to fan the terrorist problem even further," one source said. He was not sure, however, whether this could be put into practice locally. "We may have problems in controlling our own people now," he cautiously added.

On one hand, Turkish operations in the Southeast have strengthened the hard-liners within the PKK. On the other, PKK operations in the region have strengthened the hard-liners in Ankara.

On both sides of the coin is a process now based on military methods and targets, one which appears to be taking Turkey for much more bloodshed.

What Ankara can still do, may be to ease the pressure on the local people while carrying out operations on the mountains, with the aim of preventing further support to the separatists. But, it appears, even if Öcalan wants it, there is no further chance for a cease-fire.

This Wednesday, unless Öcalan makes an earth-shattering statement, tension will escalate along with violence. Observers say Öcalan has two alternatives. First, he can declare that the cease-fire is over and launch an all-out campaign for survival. Secondly, he can try to give the impression that the truce will last. To do this, however, he would have to clearly point out at the Bingöl incident and call for an investigation -- or he himself investigate the massacre. But to make the Turks believe that he is sincere, he has no alternative but to immediately put Sakik and those supporting him on "trial" and deal with them. According to the ARGK's own regulations, Sakik has committed two first degree crimes, each deserving the death penalty. If Öcalan willed to do this, he could.

Still, it appears to be too late.

As Ankara observers put it, there is too much pressure on the government here from within the military. Even if someone wants to stop the operations, it seems to be impossible now. Even if Öcalan kills half of his men, Turkey does not give any indi-

Splinter in Armed Forces

It was learned last week that a group of hard-line military officers have dropped out of the Turkish Armed Forces, accusing Ankara of pursuing a soft policy on separatist terrorism. The incident has become the first publicized division within the Gendarmerie Forces over Ankara's campaign against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The daily Aydinlik newspaper reported that a total of 30 officers and petty officers, all professionals in special warfare techniques, had resigned.

Reports indicated that the head of the resignees, who voluntarily retired in March, was Major Ahmet Cem Ersever, a senior officer attached to the Gendarmerie General Command Intelligence Group Command.

Aydinlik claimed he was an ultranationalist known to have participated in many clandestine activities.

The agency said the breakaway group were in favor of "destructive policies" in the troubled Southeast region and called for the struggle against the PKK to be conducted and finished on the mountains.

"This issue started on the mountains and should end on the mountains," Ersever was quoted as saying.

Security sources said Ersever was airing the views of a strengthening flank within the whole state apparatus and could be planning to start an independent campaign to combat terrorism.

In a statement on the issue, Ersever disclosed that he and a group of friends had voluntarily retired from the Armed Forces as a result of what he branded "mistaken steps taken against the PKK."

"I believe... that the struggle should be conducted by professionals, that Turkey has no strategy on the PKK problem, that the operations conducted in northern Iraq since 1992 are only intended to save prestige, have put the state in a corner, and will lead to the strengthening of the PKK," Ersever's statement said.

cation that it will stop.

The arrow is out of the bow, as the saying goes. Rightfully predicted by Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani after Öcalan's second cease-fire announcement in April, "it appears that none of the sides will really agree on peace until a second round of bloodshed."

One can only sit and wait to see what will be the outcome of this week, with reports of new deaths piling up by the day, and pray that someone in the Turkish capitol shows enough responsibility to find a political solution to the Kurdish problem in general and suffocate the PKK in its own lack of support.

Unless this happens, there are certainly very tough times ahead and Ankara is bound to observe many other vicious developments creeping up its agenda... ■

Turkish Probe June 8, 1993

11

New Prime Minister Must Have a Midas Touch on the Economy

Burak Bekdil

No matter which one of the candidates or possible candidates is elected to head the coalition government's senior partner, the True Path Party (DYP), and the Cabinet, he or she will certainly have to deal with a rich selection of economic problems. And those problems are not static but of a highly dynamic nature: they are growing...

Present indicators and short-term projections show that the economy will need a miracle to produce better economic prospects. Economists usually refrain from making analyses as to which candidate might have that "golden touch" on the troubled Turkish economy, but they agree that the new prime minister and the new Cabinet will have an extremely difficult task. "Turkey needs a captain who is able to sail the boat through rocky straits and under Mediterranean storms. Surprisingly enough, there are a number of candidates," says one professor of economics from Italy.

"This is a universal phenomenon. This is nothing but the unbearable attraction of the post of prime minister," comments Signor Ruggerini, who carries out research on the Turkish economy.

True, the post is unbearably attractive, but the job is likely to be equally unbearably tiresome.

Inflation As Usual: It is very clear today that inflation once again will have defeated the political authority at the end of the first half of the year. Even though the June figures are not available yet, predictions of an annual consumer inflation rate of 65 to 70 percent are very strong.

With regard to the latest available figures, Turkish consumer price inflation runs at 65 percent, very close to the year-end figure of 66 percent last year, and is only six percentage points below the year-end figure of 71 percent in 1991, when the coalition government came to power.

Turkish inflation maintained a relatively reasonable trend in the first four months of the year, but economists never attributed this misleading improvement to better economic management; it was politics that drew the seemingly better inflation picture. They feared and warned, and it happened... Annual cumulative rates in the January-April period hovered in the high 50s, compared with the high 70s in the corresponding period last year.

The government and its economic policy-makers were too quick to call this "statistical improvement" a victory against inflation -- something that the previous governments failed to do but these people managed to.

But only a few people believed that the political authority had won the game. From the beginning, the idea that there was a sharp decline in the going rate of inflation and that this downward trend would survive did not receive much enthusiasm from the nation.



President Süleyman Demirel was Turkey's prime minister up until a short time ago. President Turgüt Özal's sudden death on April 17 from heart failure caused a major political reshuffle. Prime Minister Demirel was elected Turkey's ninth president, leaving his post vacant.

Inflationary expectations were not broken and private price makers maintained regular price hikes, even though the government sector remained reluctant to announce price increases.

From December 1992 to April 1993, the average monthly wholesale price inflation in the government sector was only 2.5 percent, half of the private sector average of 5 percent. This was because of a political strategy designed by the coalition Cabinet. The political authority delayed major public sector price hikes, most of them dictated by increasing (local or foreign) costs, because of a strong desire to produce the best possible economic picture at the close of the government's first 500 days in power. The 500-days controversy between the government and the opposition was the result of a target date fixed by the then DYP leader (now president), Süleyman Demirel, for major economic improvement and restructuring. Shortly after mid-April (the 500-day deadline) the government came up with a wave of price hikes on a large number of consumer goods like gas, gasoline, kerosene, fuel oil, air fares, telecommunications services, salt, sugar, cigarettes, spirits and some food stuffs; and on some intermediary commodities such as cement, iron and steel.

Inflation will surely be target number one for the new prime minister, but a short-term, stable solution seems very unlikely.

The economic picture to be taken over by the new prime minister:

- Consumer price inflation: 65 percent per annum
- Budget deficit (first four months): TL 35.822 trillion
- Personnel expenditures account for 42 percent of state budget
- Foreign debt stock: \$57 billion
- Domestic debt stock: TL 212 trillion (as of February)
- Public sector incurs fresh borrowing worth TL 7.6 billion per hour
- Collective bargaining agreements with 900,000 public sector workers in the offing
- The year's second pay hike for civil servants
- Agricultural subsidies require funding of TL 10 trillion
- SEEs losses continue to mount; total losses in 1992 reached TL 16.5 trillion
- Municipalities are likely to raise funding demands because of elections due next spring
- Southeast development program requires an urgent TL 4 trillion
- Other major infrastructure and energy projects require massive funding
- Health, education, justice sectors need urgent reforming

Budget In Dire Straits: If the new prime minister is totally unaware of Turkey's current budget practices, and if he or she is a wise person, the DYP might have to elect another chairman (and prime minister) very soon.

Only a radical and equally unpopular policy can bring about a long-term solution to the country's fiscal problems. Turkey's January-April budget deficit represents a radical increase of 212 percent from the corresponding period last year. It also strengthens predictions of a year-end deficit above the TL 100 trillion mark, and of a large deviation from the program target.

Fiscal economists attribute the ballooning budget deficit to politics.

"They (the fiscal authorities) have relaxed all kinds of fiscal controls on the state budget. Too much politics has now made for bleak prospects for the rest of the year. Whatever the reason for the sudden jump in the going rate of inflation, it is also a cause for bad budget management," explains one professor of economics from Ankara's Middle East Technical University. It is almost certain now that inefficient budget management during the first half of the year will put inflationary pressures on the economy during the second half. And those pressures will be strong pressures.

The following points are a summary of some facts about Turkish public finance:

1. There has been a steady rise in tax collection, but the increase in tax loss and tax evasion has been much sharper. Fiscal experts estimate that the amount of tax evasion in Turkey is around TL 20 billion per hour. They calculate that tax losses amount to a good 80 percent of total tax collection every year. The government's fiscal experts produced a tax draft, which is waiting for parliamentary debate and appro-

val, but business representatives and economists agree that the new tax package is only a brief touch but not a reform, which is what Turkey's ageing taxation system urgently requires. The tax draft needs an avant garde reshaping so as to restore efficiency, as well as the equity functions of taxation.

2. Turkey is not spending its public revenues efficiently. Budget figures show that 42 percent of the state budget goes to personnel expenditure and another 18 percent to debt repayment, domestic and foreign. In terms of its personnel allocations, the Turkish budget represents a very rare case: although 42 percent is absorbed by government personnel, these public employees are still not well paid.

3. A heavy debt burden makes things more difficult. Turkey's foreign debt has already reached \$57 billion, but the Turkish Treasury keeps on tapping Japan's Samurai capital market with increasing regularity. On the other hand, domestic debt stock amounted to a dangerous level of TL 212 trillion in the first two months of the year. The government's domestic borrowing in the January-February period reached 80 percent of the borrowing target for the entire 1993. Official statistics show that the Turkish public sector incurs fresh borrowing worth TL 7.6 billion per hour. The Treasury's interest rate policy for the popular T-bill auctions has proven to be irrelevant to the government's monetary anti-inflation programs. A government-induced monetary operation early this year designed to reduce deposit and lending rates, therefore bringing down inflation, failed because an initial decline in market rates was reversed under the effect of upward pressures from Treasury borrowing.

4. Fresh collective bargaining agreements with thousands of public sector workers are in the offing. Threatened by the politically unpopular implications of possible strikes, the government will have to ac-

cept a substantial bill. A generous pay hike for workers seems unavoidable, bringing further financial burdens on the new government. Civil servants, too, will be granted pay hikes. The Cabinet will sweat a great deal when making the final decision regarding the year's second pay hike for the country's 600,000 civil servants. A pay rise of about 30 to 35 percent will hardly compensate losses against unchecked inflation, but the Finance Ministry will try to block such a financially costly decision. Sources close to the Finance Ministry have told the Turkish Probe that "their" suggestion will be a six-month pay raise "below" 30 percent. In any event, the combined effect of the forthcoming pay hike for the government sector will give hard times to the fiscal authorities.

5. Agricultural subsidies have always been a means of transferring income from government resources to farmers (or voters). Transfers to farmers have been a traditional and voluntary pain for every government. Turkish politicians still insist on central planning in the agricultural sector, rather than establishing market forces of demand and supply in the sector.

The government is still the major supplier of inputs and the major buyer of agricultural commodities. Agricultural economists agree that the new Cabinet will have to take some unpopular action and limit the number of agricultural commodities subject to government purchase.

6. Turkish state economic enterprises (SEEs), chronic loss-makers, will present the political authority with another dilemma. Take the first option and sell them off, at the cost of creating employment problems in the economy and risking voters' preferences in the next general election, or take the second option and carry the SEE burden at the expense of maintaining low productivity, financial losses and rapid price inflation in the economy. Total SEE losses last year amounted to TL 16.5 trillion, 40 percent of the year's consolidated budget deficit. For example, the Turkish Coal Corporation is losing TL 673 million (approximately \$70,000) per hour. Zonguldak Coal Enterprises on the Black Sea coast is producing coal at cost levels six times higher than the sale price. Similarly, Sümerbank, a state textile concern with little banking activity is losing TL 6.7 billion (approximately \$700,000) per hour. Under the circumstances, rapid privatization is essential, but the government will have to maintain efficient supervision of the details of the privatization program. The priority enterprises and the methods of sale will be of great significance to achieve the maximum benefits from privatization. State banks and financial enterprises, notorious for political favoritism and abuse, are likely to come at the end of the privatization queue because of their enormous scale, and profitable balance sheets.

7. Municipalities and social security institutions represent other sources of financial leakages from the public sector. Municipality losses already amount to TL 2.7 trillion, and this may well be tripled by the end of the year producing another loss for the consolidated budget. Municipalities are expected to boost spending radically in attempts to capture votes in the coming municipal elections throughout the country. These elections will be next spring. The



Economists accuse Tansu Çiller, the minister of state responsible for the economy, of failing to regain control over macroeconomic balances. Professor Çiller, a possible candidate for the prime ministership, might be trapped by her own failures if next Sunday's emergency convention of the True Path Party (DYP) elects her as the new party chairman and therefore the prime minister.

Social Democrat People's Party (SHP), the junior partner of the coalition government, will inject fresh funds into the vaults of the majority of municipalities. The SHP gained control of the majority of municipalities and other minor local administrations in the March 1989 local elections. Not only the municipalities but also the country's almost-bankrupt social security institutions will seek large funds to better their financial situation. The new Cabinet will have to grant around TL 30 trillion in social security transfers this year.

Projects: If there are still funds left over from Turkey's scarce financial resources, the new administration will find a number of files detailing the cash needs of important energy, development and infrastructure projects. These will include major highway constructions to connect Western towns; Istanbul's drinking water project; a multibillion-dollar fast train project to provide a two-hour trip between Ankara and Istanbul; a number of environmental projects with a total estimated cost of 2 billion dollars; and a Southeast development project which will absorb TL 4 trillion from government funds this year. President Demirel ordered early this year a stimulation package to speed up a long-delayed development plan for the poverty-stricken Southeast. Economic planners have been trying to shape a package designed to complete within the next two years all government investments originally planned to be spread out over a 10-year period. The \$25 billion development program for the region represents the most comprehensive government venture of the Republican era. ■

PKK declares all-out war

✓ *Organization leader Öcalan promises "a bloody summer" with attacks on economic and tourist targets*

✓ *Öcalan says the late President Özal's demise adversely affected the cease-fire process*

By Ismet G. Ismet
Turkish Daily News

Bar Elias, Lebanon- The head of Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, declared on Tuesday an all-out war against Turkey after a bloody upsurge in separatist insurgency in the last two weeks.

Öcalan, alias Apo, told a news conference in eastern Lebanon's Bekaa Valley that the guerrillas considered a unilateral cease-fire they declared on March 20 had failed.

"There is a lot of tension now and the situation in Turkey is heading for a comprehensive war," Öcalan said. "We will escalate resistance operations. We have huge preparations and our efforts are great. We have mobilized more than 10,000 of our followers and we are going to escalate the armed struggle."

Öcalan warned that his guerrillas would hit economic and tourist targets inside Turkey in what he said would be a bloody summer.

"Let them (the Turkish government) take this as a warning. They have destroyed the villages, they are hitting at everything. Therefore, we have the right to retaliate," said Öcalan.

He said no one should have "hollow dreams" about attracting the PKK militants down from mountains and that this was not possible until the year 2000. The "cease-fire" had virtually failed after a PKK attack on May 24 near Bingöl which killed 35 unarmed soldiers and five civilians. More than 300 deaths have been reported since then in clashes between the Turkish security forces and the PKK militants.

Öcalan said in the press conference that the Bingöl attack was "early and overdosed" and had not been carried under his planning, confirming the earlier reports, claiming that the hardliner guerilla commanders who were against the cease-fire had committed the attack to force Apo back to fight. "Perhaps it was Özal whom we see as the counterpart of the cease-fire,"

Öcalan credited the late president who died on April 17. "His sudden, sad demise adversely affected this process.

It was Özal who fought the most comprehensive war with us. But he had understood that it was not possible to solve the (Kurdish) problem with suppression and military means. Özal might have taken important steps."

He claimed the West was not pleased with the cease-fire anyway.

Öcalan was wearing a military-style green shirt and trousers, contrasting with the double-breast suit and silk tie which he wore when he announced the cease-fire in March.

"Thousands, tens of thousands will suffer and this campaign will be the most ferocious of all our campaigns."

"We are for a union within the federal rule in Turkey.

On that basis, we are always ready for a political solution. Until this happens, the armed struggle will be escalated and lots of blood could be spilled," he said.

Apo said the Turkish state "bears the responsibility because they have not recognized the minimum of our rights.

If they don't recognize the minimum of our rights how can we halt the armed struggle?"

Asked what he thought war would achieve, Öcalan said: "The military option cannot solve anything, but this might bring the Turkish government to dialogue and to look for political solutions."

The PKK chief said his organization had 10,000 members and 15,000 armed supporters. He said the group had only one base left in Iraq but that his fighters were in 100 positions in southeast Turkey.

He said efforts to mediate a peace by other Kurdish leaders had ended and they "supported" the PKK in its decision for war.

Interior Minister Ismet Sezgin, speaking at a press conference in Ankara, said the government never took Öcalan's declaration of a cease-fire in March seriously. "They were never sincere. They declared the cease-fire to regather their forces and replenish their lost strength. They also aimed to win international recognition under the disguise of a political settlement, but they failed."

Sezgin said the security forces never allowed the PKK terrorist to regroup, but instead hit them at every possible opportunity in the past two months.

The interior minister also said the PKK had lost prestige both at home and abroad.

The PKK has been waging an armed campaign since 1984 in which more than 6,200 people have been killed so far in the dominantly Kurdish-populated East and Southeast of the country, which has been under a State of Emergency since 1987.

Government decrees partial amnesty for PKK

Turkish Daily News

ANKARA- The government put into effect a partial amnesty for members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Tuesday, the Official Gazette announced.

The governmental decree, approved on May 24 by the Cabinet headed by President Süleyman Demirel, had been withdrawn following the PKK ambush on Bingöl-Elazığ highway that left 40 people dead, 35 of them unarmed soldiers.

The decree provides for the pardon of those PKK members that have nevertheless committed no bloody acts of violence against security forces or civilians.

According to the decree, valid for those Southeastern provinces under Emergency Rule, those PKK members who give themselves up to state security forces of their own accord and state that they have not committed terrorist acts of violence will not be subjected to criminal investigation.

Acting Prime Minister Erdal İnönü is reported to have sent messages on Tuesday to the European Parliament, to all European parliaments, and to European socialist and social democrat parties, informing them of the issue of the governmental decree and of its contents.

Speaking at the Social Democrat People's Party (SHP) parliamentary group meeting, İnönü said that although terrorist activity in the Southeast raged on, his government had decided to implement the decree, with the full backing of the military. Asking radio and TV stations to continually inform the public of the declaration of the amnesty, İnönü said the people must know that the Turkish state does not under any circumstances aim to kill its own citizens.

"In the Emergency Rule region, certain armed people keep on committing acts of violence against the state. What's worse, young people in cities and towns are abducted and forced to become members (of the PKK). The governmental decree allows those (PKK) members to return to civilian life if they have not committed

bloody acts of violence. I want all those adolescents to know this," İnönü added.

Speaking at a press conference, Interior Minister İsmet Sezgin said the latest pardon for the PKK is only for the gunmen who were never involved in violent incidents.

He said the PKK militants who have been involved in terrorist attacks will have to face justice and may only benefit from the repentance law which requires terrorists to provide information about their terrorist group.

Sezgin also said he does not expect the Emergency Rule in southeastern Turkey to be lifted in the upcoming months. He said the Emergency Rule can only be lifted when new laws on the Gendarmerie Forces and the provincial administrations are legislated. The

laws will give local authorities more power to deal with local incidents.

Sezgin denied reports that Turkish forces had launched security operations inside northern Iraq against the PKK.

Meanwhile, PKK leader Abdullah Öcalan, also known as Apo, on Tuesday dismissed the partial amnesty as a "false step" at a press conference in Bar Elias, Lebanon, where he announced his organization was now declaring an all-out war against Turkey.

In another development, Motherland Party (ANAP) chairman Mesut Yılmaz, at his party's parliamentary group meeting, qualified as "inexplicable" what he called the "belated" declaration of a partial amnesty for the PKK.

"The 15-day delay signifies only one thing: that whatever this 'transition' government does is determined solely by PKK actions," Yılmaz claimed.

Turkey, Iran, Syria reaffirm support for Iraq's integrity

■ *"Measures should not take their toll on the people of Iraq"*

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin returned from Tehran Tuesday morning, where Iran, Syria and Turkey reaffirmed their commitment to the maintenance of the sovereignty and territorial integrity of Iraq.

Speaking to reporters on his arrival, Çetin said the three countries also reiterated their determination to fight terrorism collectively and individually for the sake of peace, stability and tranquility in the region.

He said the three would continue to closely observe the situation in Iraq, adding: "We oppose efforts to disintegrate Iraq. Its division would have an adverse effect on regional peace and stability."

This was the latest in a series of tripartite meetings between the foreign ministers of Syria, Iran and Turkey for consultations on developments in Iraq.

The meeting was extremely "construc-

tive and useful," Çetin said in Ankara. "Our aim was to remove uncertainty in the region, and to help the situation return to normal." In a joint statement released after the meeting, the three ministers urged the Iraqi government to comply with the U.N. resolutions, and agreed that measures against the Iraqi regime "should not be allowed to take their toll on the people of Iraq."

"The international community should, therefore, take the necessary measures to remedy this tragic situation and extend assistance, on a nondiscriminatory basis, to all parts of Iraq," the statement read.

The three ministers also expressed concern over the situation in Bosnia and the "incomprehensible lack of determined international action to put an expeditious end to the ongoing aggression (against the Muslims in Bosnia)." They called on the United Nations to lift the embargo against Bosnia to allow the people to defend themselves.

The ministers decided to hold their next meeting in Istanbul in November.

Le problème kurde

Le PKK met fin à la trêve conclue avec les forces gouvernementales turques

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a annoncé, mardi 8 juin, au Liban, que son organisation allait reprendre les combats dans le Sud-Est anatolien, et promis « un été sanglant ». Le gouvernement d'Ankara n'entend pas céder à la menace, et promet seulement une amnistie partielle pour les combattants kurdes qui déposeraient les armes.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le costume et la cravate qu'arborait Abdullah Ocalan en mars dernier lors de l'annonce du cessez-le-feu de son Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), ont été remis au placard et c'est vêtu de son traditionnel uniforme militaire vert que « Apo » a déclaré, mardi 8 juin, dans la plaine de la Bekaa libanaise que le PKK reprenait sa « guerre totale » contre la Turquie. « Des milliers, des dizaines de milliers de gens

vont souffrir et cette campagne sera la plus féroce de toutes nos campagnes » a déclaré le dirigeant kurde. Le PKK, a ajouté M. Ocalan, a mobilisé plus de dix mille de ses partisans et entend frapper des cibles économiques et touristiques en Turquie au cours d'un « été sanglant ».

Les espoirs de solution politique soulevés brièvement par la trêve avaient déjà été anéantis par l'opération lancée par les combattants kurdes à Bingöl, le 24 mai dernier, qui avait coûté la vie à plus de trente soldats turcs.

« L'Etat ne marchande pas avec des bandits »

Tout en admettant qu'il n'avait pas ordonné cette attaque qualifiée de « prématurée » (confirmant ainsi les rumeurs selon lesquelles ses commandants avaient agi sans son autorisation), M. Ocalan a rejeté la responsabilité de l'échec du processus de rapprochement sur les autorités turques. « S'ils ne reconnaissent pas le minimum de nos droits, a-t-il déclaré, comment pouvons-nous abandonner la lutte armée ? »

Le dirigeant du PKK, apparemment déçu par la lenteur de la réaction turque à son offre de paix, semble avoir succombé à la pression de certains membres radicaux de son mouvement. Les autorités turques ont annoncé, mardi, l'entrée en vigueur officielle d'une nouvelle loi offrant une amnistie partielle aux combattants de « groupes armés » qui choisissent de déposer les armes, pour autant qu'ils n'aient pas commis d'actes de violence, mais continuent de rejeter tout contact avec le PKK. « L'Etat ne marchande pas avec des bandits. Les forces de sécurité sont déterminées à se battre avec toutes leurs ressources jusqu'à ce que le terrorisme et le séparatisme soient éliminés », a annoncé le ministre de l'intérieur, Ismet Sezgin, affirmant que la seule façon pour le PKK de prouver sa sincérité était de déposer les armes. Durant la trêve unilatérale observée par le PKK, les forces de sécurité turques avaient poursuivi leurs opérations, causant la mort d'environ quatre-vingt-dix militants kurdes.

« Ocalan attendait trop des autorités turques, nous l'avions averti que le gouvernement n'accepterait jamais de

negocier avec lui », explique un proche du dirigeant kurde irakien, Jalal Talabani, qui avait participé aux discussions avec M. Ocalan précédant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Des sources kurdes affirment que la Syrie et l'Iran l'ont également encouragé à reprendre les combats pour limiter l'influence régionale de la Turquie.

Quelles que soit les explications fournies, les véritables victimes de cette reprise du conflit seront, comme d'habitude, les six millions de Kurdes – la moitié de la population kurde de Turquie – vivant dans le Sud-Est anatolien, qui n'ont été consultés ni par les autorités turques ni par le PKK. « Abdullah Ocalan est convaincu que la population le soutient à 100 % », explique un Kurde irakien. Pris entre le marteau et l'enclume depuis neuf ans, la majorité des Kurdes du Sud-Est semblent en effet avoir choisi le camp du PKK, mais leur lassitude des violences avait été démontrée clairement par la joie et le soulagement avec lesquels ils avaient accueilli l'annonce de la trêve, au mois de mars.

NICOLE POPE

L'armée iranienne multiplie les opérations dans le Kurdistan irakien

Les ministres des affaires étrangères d'Iran, de Turquie et de Syrie réunis, au début de cette semaine, à Téhéran, ont exprimé leur « profonde préoccupation » face à la situation qui prévaut dans le nord de l'Irak. Ils ont réaffirmé leur opposition à tout démembrement de l'Irak « quel qu'en soit le prétexte ».

AZADI

de notre envoyée spéciale

Discrètement, la guerre continue dans le Kurdistan irakien : depuis près d'un mois, bombardements et incursions de l'armée iranienne se succèdent le long des 300 km de la frontière qui sépare les Kurdistan irakien et iranien. Alors qu'en certains points, la frontière est « officiellement » ouverte au commerce, en d'autres c'est la guerre et des villages ont été évacués après de vio-

lents bombardements et des incursions brèves et répétées de « pasdarans ».

Perché dans la montagne, à 15 kilomètres de la frontière, Azadi, depuis six ans siège du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), n'est pas épargné. Depuis près d'une semaine, habitants et combattants passent leurs nuits aux abris. En alerte depuis le 19 avril, les « peshmergas » du PDKI se sont déployés sur les collines qui dominent le village et certaines de leurs casemates détruites témoignent de la précision et de l'intensité des tirs. Equipés principalement d'armements légers, à l'exception des bidons anti-aériens qui protègent toutes leurs installations, ces maquisards ont pour seule tâche d'assurer leur sécurité et celle des 15 à 20 000 Iraniens, réfugiés, depuis plusieurs années, en quatre points le long de la frontière. « Il n'y a aucun affrontement militaire avec l'Iran en territoire irakien », assure Abdullah Has-

sanzadé, numéro deux du PDKI.

Plus au sud, le village de Qsran atteint de plein fouet par des obus tirés d'environ 15 à 20 km, depuis l'autre côté de la frontière, a été évacué par ses 500 réfugiés iraniens. Quelques « pesmergas » en armes gardent les maisons mais le gros de la troupe préfère s'abriter dans le creux des collines. A quelques kilomètres de là, les paysans kurdes irakiens d'Horen, demeurés sur place, vivent dans la terreur de nouveaux bombardements qui mettraient le feu à leur récolte, sur le point d'être engrangée. Au poste militaire le plus proche de la nouvelle armée kurde, le capitaine Ali Souleyman reconnaît son impuissance à s'opposer à l'armée iranienne. « Oui, confie-t-il, une cinquantaine de nos soldats sont déployés le long de cette partie de la frontière, mais que peuvent-ils faire sinon compter les coups ? »

Face à cette recrudescence des activités de l'armée iranienne, le « gouvernement » kurde irakien a

envoyé récemment une délégation à Téhéran à laquelle, dit-on, toutes les promesses ont été faites de retrait des « pasdarans » et de l'arrêt des bombardements. Mais, depuis son retour, les hostilités sont quotidiennes. Entre autres raisons de ce regain d'activité, selon les kurdes irakiens et iraniens, la crainte de Téhéran d'une quasi indépendance du Kurdistan irakien.

« Les Iraniens pensent qu'il y a un complot international qui se trame contre eux et que les Kurdes en sont partie », affirme Ahmad Bamarni, « député » de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. « Depuis quelque temps des rumeurs courent affirmant que nous voulons attaquer les forces iraniennes pour obtenir une zone d'exclusion aérienne dans le Kurdistan irakien, explique Abdullah Hassanzadé. Le PDKI est un prétexte », ajoute-t-il en donnant pour preuve le fait que nombre de villages bombardés ou attaqués ne sont pas des villages iraniens mais irakiens.

«L'Iran, note M. Bamarni, croit peut-être pouvoir obtenir de nous ce que la Turquie a obtenu - c'est-à-dire la mise au pas, avec l'aide des Kurdes irakiens, des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte par la violence pour l'indépendance du Kurdistan turc - mais l'Iran n'est pas la Turquie et le PDKI n'est pas le PKK, les situations sont totalement différentes.»

En attendant, le sort des Kurdes iraniens en Irak devient chaque jour plus précaire et la situation chaotique qui règne au Kurdistan n'est pas faite pour les rassurer. Si le «gouvernement» kurde ne manifeste aucune animosité à leur égard, il n'en est pas de même pour nombre de villageois qui, de retour chez eux, contestent la présence de ces «étrangers» qui occupent leurs terres. «Depuis deux ans, affirme un responsable du PDKI, nous dépensons notre énergie

à régler le problème de notre installation. Les villageois réclament leurs terres et nous disent de partir mais nous ne savons pas où aller et nous ne savons surtout pas avec qui parler.»

Des milliers d'agents provocateurs infiltrés

Depuis le soulèvement du Kurdistan irakien, des petits chefs ont surgi partout et aucune autorité n'est en mesure de faire appliquer quoi que ce soit. Il est donc facile aux milliers d'agents iraniens infiltrés de provoquer les Kurdes irakiens contre leurs «frères» iraniens. «Certains promettent de grosses sommes d'argent aux paysans qui arriveront à nous faire partir, ou leur mettent dans la tête que c'est à cause de nous que leurs villages sont bombardés», affirme M. Hassanzadé.

Une certaine amertume est perceptible chez les Kurdes iraniens qui comprennent mal qu'après avoir abrité chez eux, lors du soulèvement, plus d'un million de réfugiés Kurdes irakiens, dont cent mille sont toujours en Iran, la réciprocité, pour un nombre bien inférieur, ne joue pas. Sans oser l'avouer, certains Iraniens ne sont pas loin de penser que leur situation était plus facile quand l'armée irakienne contrôlait la région. Ils n'avaient pas alors à affronter des Kurdes. Le PDKI, qui est toujours resté neutre lors des affrontements entre les Kurdes irakiens et le régime de Bagdad, garde des relations normales avec l'Irak qui constitue sa seule porte de sortie.

Contrairement à nombre de Kurdes irakiens qui contestent aujourd'hui leur appartenance à l'Irak, les Kurdes iraniens revendiquent une double appartenance. «Il

n'y a aucune contradiction entre les deux termes [kurde et iranien], explique M. Hassanzadé. La seule contradiction est celle qui oppose la dictature qui règne en Iran et la démocratie pour laquelle nous luttons.» Même si le combat risque d'être long, une chose est sûre, affirme le numéro deux du PDKI, «nous ne pourrions pas avoir nos droits avec ce gouvernement. Mais si le régime continue sa répression tous azimuts et continue de se moquer de tout le monde, il y aura une révolution à l'intérieur». En attendant, les réfugiés iraniens aimeraient bien que leurs «frères» irakiens leur trouvent des lieux d'installation moins exposés, ce qui enlèverait au régime de Téhéran tout prétexte pour s'attaquer au Kurdistan irakien.

FRANÇOISE CHIPAUX

C'est à nouveau la guerre totale en Anatolie orientale

LIBRE BELGIQUE
10 juin 1993

Les maquisards kurdes du PKK ont rompu leur trêve et Ankara parle carrément de les «éradiquer».

Ce n'est pas un retour à la case départ : c'est sans doute pire. Abdullah Öcalan, le secrétaire-général du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis neuf ans une sanglante guérilla dans le sud-est anatolien afin d'obtenir l'indépendance de cette partie de la Turquie, a non seulement mis fin au cessez-le-feu unilatéral qu'il avait proclamé le 17 mars mais a aussi déclaré une «guerre totale» à la Turquie jusqu'à ce qu'elle «accepte de négocier». Dans le même temps, le ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, a déclaré une guerre tout aussi totale au PKK qu'il s'est promis «d'éradiquer», c'est-à-dire de détruire jusqu'aux racines.

DETERMINE. Ces déclarations belliqueuses sont intervenues alors que le gouvernement turc a, dans la nuit de lundi à mardi, décidé une amnistie pour tous les militants kurdes qui se repentiraient mais à condition qu'il n'aient pas participé à des actes de violence. Cette offre d'amnistie apparaît comme plutôt symbolique.

«L'Etat est déterminé et ne marchandera pas avec les bandits. La lutte des forces de l'ordre turques se poursuivra jusqu'à ce que le PKK soit éra-

diqué», a déclaré le ministre turc de l'Intérieur lors d'une conférence de presse à Ankara. Les «efforts» des forces de l'ordre contre le PKK «seront couronnés de succès avec le soutien de la Nation», a-t-il ajouté.

M. Sezgin a fait cette déclaration quelques heures après l'annonce, mardi, par le chef du PKK, Abdullah Öcalan, de la fin du cessez-le-feu unilatéral qu'il avait décidé à la mi-mars, annonce assortie d'une déclaration de «guerre totale» contre le pouvoir turc. M. Öcalan a promis de frapper des cibles économiques et des sites touristiques. «Nous allons intensifier les opérations de résistance (...) et amplifier la lutte armée», a déclaré le chef du PKK à Bar Elias, dans la vallée libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien.

TOTALE. «La situation en Turquie évolue vers une guerre totale. Les Turcs ont détruit nos villages. Ils ont attaqué partout. Nous avons donc le droit de nous livrer à des représailles. Des milliers, des dizaines de milliers de personnes vont souffrir et cette campagne sera la plus féroce de nos campagnes», a-t-il ajouté.

La trêve du PKK a en fait pris fin le 24 mai lorsque des maquisards kurdes ont tendu

une embuscade à un autocar militaire turc, tuant trente-trois soldats désarmés et cinq civils.

Selon M. Öcalan, le gouvernement turc ne veut pas de solution politique. «Il veut notre reddition et cela est inacceptable. Nous sommes pour une union au sein d'une fédération turque. Nous sommes prêts à une solution politique (...). Mais, en attendant, la lutte armée va s'intensifier et beaucoup de sang sera versé».

On peut retenir de ces différentes déclarations que le PKK assouplit quelque peu son discours en préconisant, officiellement, un fédéralisme turc, ce qui indique que la lutte pour l'indépendance n'est plus l'objectif premier, du moins pour le moment; que le PKK traverse une passe difficile au niveau militaire; et qu'Ankara joue à la fois sur la fermeté et sur la clémence, ce qui incite à croire que les autorités turques pensent pouvoir venir à bout de la résistance kurde. Apparemment, l'état se resserre autour du PKK mais les maquisards n'abandonneront pas sans plus le combat. Selon Ankara, la rébellion a déjà fait 8.600 morts, dont 5.000 maquisards.

Marc OPSOMER.

Neuf ans de lutte

□**Parti.** Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est une formation marxiste-léniniste qui s'est lancée dans la lutte armée en août 1984 avec comme objectif d'obtenir l'indépendance de l'est de la Turquie, peuplée majoritairement de Kurdes, mais aussi, si possible, celle de l'ensemble des territoires habités par des Kurdes en Irak, Syrie et Iran. Les Kurdes de ces trois pays ne revendiquent pas l'indépendance mais une large autonomie. Le PKK est dirigé par Abdullah Öcalan, dit Apo, présenté comme une figure emblématique.

□**Mouvement.** Selon le schéma marxiste classique, le PKK s'appuie sur des mouvements de masse regroupés au sein du Front national de libération du Kurdistan (ERNK) et sur un « Parlement » qui entend représenter l'ensemble des populations kurdes ainsi que la diaspora. Cette prétention est contestée notamment par les Kurdes irakiens qui disposent de leur propre Assemblée.

□**Maquis.** Les maquisards du PKK sont regroupés au sein d'une Armée populaire de libération nationale du Kurdistan (ARGK), qui compterait quelque 10.000 combattants permanents et plusieurs dizaines de milliers de réservistes. L'ARGK dispose de bases au Liban (dans la vallée de la Bekaa) et en Syrie mais Damas, sous la pression de la Turquie (qui contrôle les ressources en eau de la région), a du récemment limiter son soutien aux maquisards. Les bases du PKK en Irak sont sous le contrôle des pechmergas kurdes irakiens qui interdisent les opérations en Turquie au départ de l'Irak.

□**Mèdes.** Les Kurdes sont des descendants des Mèdes, de la même famille indo-européenne que les Perses et les Afghans. Ils seraient environ 25 millions, dont 12 à 15 millions en Turquie (Anatolie orientale mais aussi des villes comme Istanbul), 4 millions en Irak (nord), 6 à 8 millions en Iran (ouest) et 1 million en Syrie. Il y a une importante diaspora, notamment dans l'ex-URSS.

Le Traité de Sèvres (1920) avait prévu la création d'un Etat kurde indépendant mais cette disposition a été abrogée trois ans plus tard par le Traité de Lausanne.

M.O.

turkish daily news — June 10, 1993

EXCLUSIVE INTERVIEW... EXCLUSIVE INTERVIEW... EXCLUSIVE INTERVIEW...

Apo: Those who kill the innocent will be punished

Öcalan issues orders to escalate terrorist attacks over the weekend

- *PKK launches investigation into Bingöl massacre*
- *2nd in command says there is no chance for "serious" cease-fire*
- *Bayik reassesses support to Apo, says he is not hard-line*

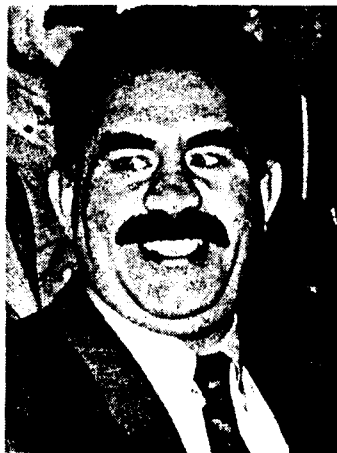
By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

BARR ELIAS, Lebanon- Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan issued orders to all "military commanders" of the organization on Tuesday evening to escalate armed activities in western Turkey and in the Southeast as of Friday.

In an exclusive interview, Öcalan said the campaign would not target civilian or unarmed persons but warned that it would aim at striking the Turkish economy.

"If Turkey continues to raid civilian villages (in the Southeast)," he said, "this will justify activities in style, such as sabotage."

On Tuesday, Öcalan declared in a press conference here that he had ended a nearly three-month-old unilateral cease-fire and that the PKK would mount an all-out war on Turkey. This, he added, would include armed activities in



Abdullah Öcalan

the Western parts of the country, including sabotage of economic and tourist interests.

Following the press conference, Öcalan privately contacted all of his field unit commanders in Turkish territory and told them of his decision. For nearly four hours and using the PKK's clandestine wireless system, Öcalan instructed his commanders to upgrade their attacks, stage-by-stage after Fri-

day. "I have told them what to do and now it is their turn to decide on how to do it," Öcalan explained.

Referring to the late-May killing of 35 off-duty Turkish soldiers in Bingöl, the PKK leader said no one had to fear such attacks in the future and pointed

ARGK commander: 'We'll fight for a cease-fire'

Turkish Daily News

BARR ELIAS, Lebanon- Senior PKK commander and military ARGK Central Council member, Cemil Bayik, said on Wednesday his organization would declare a more realistic and concrete cease-fire after the new military campaign.

Interviewed by the TDN in this town in the Bekaa Valley, Bayik (alias Cuma) said he wished to see a more substantial cease-fire being declared in the future. He added, however, that realities had shown the

organization now had to fight for peace.

Asked what results the PKK expected to achieve with its turn to armed methods, Bayik said this campaign would show Turkey that it could not deal with the PKK using military means alone. "Once they realize this," he said, "the Army will give the go-ahead for the politicians to set a new policy. Once they receive this signal, the politicians will jump to do all they can to solve the Kurdish issue."

out that it was against the war regulations of the organization to kill prisoners. "Anyone who carries out such activities," he said, "will be punished." He pointed out that it was against the principles of the PKK and its armed flank ARGK "to kill innocent civilians or prisoners."

Central Committee member and ARGK commander Cemil Bayık, the organization's second highest leader, said in a separate interview that an investigation had already been launched into the Bingöl incident.

Bayık explained that an investigator was already on the case and that reports on the killings were being prepared. "If there is a fault," he said, "measures will be taken."

According to ARGK Regulations, PKK militants are required not only to ensure the safety of all prisoners but to treat them as equals throughout their captivity. Killing, torturing or ill-treating captives, depending on the "degree of the crime" could lead to severe punishment including death, organizational sources said. Öcalan added that even before he intervened in the incident, the Central Committee had strongly criticized those responsible for the killings and concluded that it was a badly timed and mistaken form of activity. "It is unfortunate that it happened," he said. Both he and Bayık believe the soldiers would not have died had Turkish troops refrained from cracking down on the unit which held the captives. Bayık explained that in ambushes intending to kill troops, the targets were hit on the spot. Öcalan said the soldiers were kidnapped and would probably have been set free if troops had not tracked down and attacked the said unit. There is suspicion that the unit commander, slowed down by the hostages but hunted down by the troops, may have had no alternative but to kill the prisoners to avoid complete destruction. Sources here say the unit commander may have panicked and gone ahead with the killing. "In any case," Bayık said, "we are currently looking into the incident."

Interviewed for nearly six hours by the TDN on Tuesday night, Bayık denied earlier reports that he challenged the PKK cease-fire and said he fully supported Öcalan. "I am not a hard-liner as some reports have claimed," he said. "I believe in the cease-fire as well."

Bayık explained that the decision to give military activities priority had been taken as a result of continuous Turkish military operations in the region.

Both he and Öcalan believe that through a new military campaign and by thus proving that Turkey could not solve the problem only with military

methods, pressure will increase on the Turkish Armed Forces.

As a result, they argue, the Army will demand a clear Kurdish policy and this would force Ankara to seek one. According to Öcalan, this will enable the organization to achieve its aim of forcing Ankara to truly realize the "Kurdish identity." Asked whether his organization would attack targets in western Turkey, Öcalan said that under the current orders his men would "act as they should."

Bayık, revealed that all activities we-

re planned in advance and that PKK units in the West had standing orders. "They will now carry those out," he said. When asked whether any PKK militants could act independently, Bayık responded that this was not possible and that there would be no harm inflicted on civilians.

Senior PKK militants here believe the central leadership will attempt to hit a Turkish military station as their first major activity. Ambushes and attacks on village guards will be second on the list.

PKK blocks roads, sets fire to schools, kidnaps

Turkish Daily News

ANKARA - Militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) continued their attacks Tuesday night and Wednesday in the East and Southeast of the country, following the declaration of an "all-out war" by the PKK's leader, Abdullah Öcalan, Tuesday. Blocking the Erzincan-Erzurum state road, a group of PKK militants attacked a patrolling gendarmerie team with rocket launchers Tuesday night. Five commando privates were wounded in the attack.

In the ensuing clash, two PKK militants were killed, and a truck was set on fire by the militants.

Meanwhile, in Bismil, Diyarbakir, a man was shot and killed by unidentified gunmen also on Tues-

day night. The man's son was wounded.

In a separate incident, a group of PKK militants raided the village of Uğurcan, Hakkari, and executed the 65-year-old village headman.

In Diyarbakir, meantime, fire bombs were thrown at two newspaper distributors and a shop, causing some damage.

Also, in Igdir, about 20 PKK militants raided the villages of Çilli and Köprüköy and set fire to school buildings.

Officials said 10 village schools have been set on fire by the PKK in the last two days.

Finally, in Söhan, Bingöl, PKK militants who raided Yamalar hamlet, Akmakaya, kidnapped two people and then escaped.

LE SOIR 9 JUIN 1993

Kurdes : la grève continue...

La situation des 12 Kurdes qui observent une grève de la faim depuis jeudi en l'église Sainte-Foy était qualifiée mardi de satisfaisante par le comité de vigilance... Les grévistes veulent exprimer leur solidarité avec l'un de leurs compatriotes, Sayhar Mehmet, renvoyé en Turquie mercredi dernier, malgré une campagne d'opposition appuyée par le sénateur Écolo de Liège Germain Dufour. Ils veulent aussi attirer l'attention sur la situation difficile que connaissent aujourd'hui en Belgique nombre de candidats réfugiés politiques et sur les menaces que font peser sur leur vie même un rapatriement forcé.

... dans un éloquent silence

Ainsi, à Liège, depuis près d'une semaine, ni la famille ni les autres compatriotes de Sayhar Mehmet n'ont toujours reçu aucune nouvelle quant à son sort. Ils ont alerté, en vain jusqu'à présent, l'ambassade de Belgique en Turquie, l'ambassade turque en Belgique, diverses associations comme Amnesty International, ainsi que le ministre Willy Claes, pour qu'il contacte son homologue turc.

Les silences sont parfois plus éloquents que les discours : l'embarras des autorités est manifeste, mais est-il humainement admissible qu'on laisse ainsi une famille dans l'inquiétude ?

Talabani reaffirms his position on Turkish-Iraqi border security

■ *Iraq lashes out at Iran over Monday's meeting in Tehran with Turkey and Syria on northern Iraq, while Ankara curiously escapes criticism.*

Turkish Daily News

ANKARA- The leader of the Patriotic Union of Kurdistan in Iraq Jalal Talabani has said that the Iraqi Kurdish leadership remains committed to preventing any hostile acts against Turkey from their territory.

Talabani also reaffirmed in a press release on Thursday their commitment to maintaining the security of their borders. Talabani stated in his statement that he was profoundly saddened by the recent upsurge in violence in Turkey. "I reaffirm my belief that any outstanding problems can best be resolved with adherence to the principles of peace and democracy," he said. "Violence and terrorism are not the way forward."

Talabani was instrumental in getting Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed Kurdistan Peoples Party (PKK) to declare a unilateral cease-fire last March.

In his statement, Talabani expressed his hopes that the continued co-operation with Turkey has disproved the erroneous contention that the Kurdish aspirations in Iraq are a threat to Turkey's national security.

Talabani said the Kurdish democratic process in Iraq could be a partner with those who aspire to furthering democracy and stability in the region.

Meanwhile, Iraq lashed out at Iran on Thursday over a meeting in Tehran with Turkey and Syria on the situation in the Kurdish enclave in northern Iraq. "The claims included in the statement issued by the Tehran meeting are not based on truth," the ruling Baath party newspaper al-Thawra said in a front-page editorial. The foreign ministers of Syria, Iran and Turkey said in a joint communique on Monday that they were

concerned that the continuing chaos in the Kurdish north of Iraq was threatening their own country's security.

Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati accused the Baghdad government of carrying out repressive policies in the north and Shiite Muslim south of Iraq.

"(Iran's) claim of being concerned for the rights of Kurdish minority in Iraq... is refuted by the actions that are taking place...." said al-Thawra. Tension heightened between the two countries when Iran sent its planes last

month to bomb two bases in Iraq used by its guerrilla opponents. Iran blamed a spate of sabotage raids inside its territory on the Baghdad-protected opposition group, the Mujahideen Khalq. Iraq vowed revenge for the air raids. Thawra's editorial was the first

official Iraqi reaction to the Tehran meeting, the third held by the three countries since November. But the newspaper made no mention of Turkey, whose bases the United States, Britain and France use to police a no-fly zone to protect Iraq's rebel Kurds.

Aziz Nesin: Turks not just fools but cowards

- *Says he had excerpts from "The Satanic Verses" published to create public awareness of the fundamentalist threat*
- *Argues no coup is possible because of Evren*

Turkish Daily News

ANKARA- Aziz Nesin, Turkey's leading author of biting diatribe and the chief columnist for the daily *Aydinlik*, Wednesday reiterated before an astonished audience his claim that the "stupidity of Turks" was an innate trait in the Turkish character passed down from generation to generation.

"Turks are also cowards," Nesin added, "because they have been a race always governed and intimidated by a central administration."

Speaking at a panel discussion organized by Ankara's Cankaya Municipality, Nesin argued that the Turk "never thinks." "Throughout his history, the Turk has never thought for himself. He has always believed that somebody, something else, will do the thinking for him. There is always God, my sultan, my daddy, my mommy, my military superiors," he says.

Throughout history, the Turk has always had some superior thingamajig that he thinks does the thinking for him. He is also a coward because he feels intimidated by a central administration. His stupidity has become innate now because it has been passed down from generation to generation," Nesin maintained.

Answering a question on the daily *Aydinlik's* publication of excerpts from Salman Rushdie's controversial book, "The Satanic Verses," and attacks on the paper by groups of religious fanatics, Nesin said he had certain excerpts from the book published in order to create public awareness of what he called the "fundamentalist threat in the country."

"Where religion exists, there exists a fundamentalist threat as well. Religion is against the very existence of rational

thought. And yet, ideally, it must be tolerant of other systems of thought, of atheism. It is so easy to through religion captivate people who have always been governed by a central administration.

No other country in the world employs religious attaches. The Turkish state now spends a great amount of money on religious instruction.

And no one raises his voice. Atatürk forbade pilgrimages to Mecca, had the 'ezan' (call to prayer) recited in Turkish. Turks have become cowards as well as fools. Why is it that the pilgrimage [to Mecca] is allowed now? Why do people go on pilgrimages when Turkey is crushed under a heavy foreign debt?" Nesin asked.

Maintaining that the publication of excerpts from Rushdie's book in *Aydinlik* had a lot to do with an effort to create public awareness of the fundamentalist threat, Nesin said he wanted to help eliminate what he called the "false front" of the Turkish Constitution.

"The Constitution says the state is a secular one. But then how does one explain away the existence of a state Religious Affairs Directorate? This is outrageous. In order to make the masses aware of this deception, excerpts from the book were published," Nesin said.

Answering a question on the possibility of another military takeover in the country, Nesin said he believed another coup was not possible because Kenan Evren, head of the generals' junta at the time of the 1980 military takeover, had done such a bad job of it all.

"The coup was such a fiasco that I don't think another general would dare to do it again. We owe it to Evren," Nesin added.

Kurdish problem to be debated in convention

■ CHP: Kurdish issue is Turkey's most important problem.

Turkish Daily News

ANKARA- The Ankara-based Human Rights Association, along with some leading Turkish intellectual activists, will organize a special convention to be held in Ankara June 25-27 to discuss the Kurdish problem.

Renowned Turkish author Aziz Nesin, also chief columnist and shareholder of the socialist leaning daily *Aydınlık*, said Thursday that they want all political

party representatives to participate in the convention and make suggestions for a solution to the Kurdish problem.

Nesin also pointed out that the Turkish Parliament chairmanship had received the convention invitation positively and a representative from Parliament would attend the convention.

Nesin and Human Rights Association Chairman Akın Birdal, meanwhile, visit-

ed Republican People's Party (CHP)

Secretary-General Ertuğrul Günay. During the meeting Günay maintained that the Kurdish issue is Turkey's most important problem.

"The Kurdish problem has, of course, historical, cultural, economic and democratic aspects.

If you do not take all of them into account, you cannot solve the problem. In my opinion, the state and the government have different approaches regarding the problem," said Günay.

16 killed in clashes in East, Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- In separate incidents in the eastern and southeastern provinces of Batman, Şirnak, Tunceli and Doğubeyazıt, at least 16 people were killed Wednesday night and Thursday, officials revealed.

In Gercüş, Batman, the former Motherland Party (ANAP) mayor of the town, Nuri Kaya, and his two drivers were killed in an ambush while returning from the village of Hisar Wednesday night.

School teacher Rıza Tekgöz in the village of Yalınkavak near Beşiri, Batman was executed by a group of gunmen who raided the village early Thursday morning and called him to come to the window of his house. *Anatolia* reported that Tekgöz had four children and was from Kurtalan, Sirt.

The bullet-ridden bodies of a man and a woman were found on the Doğubeyazıt-Iğdır road Thursday. Officials said a leaflet from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) claiming responsibility for the killings was found together with the bodies.

Four PKK militants who attacked the patrolling security forces on the Hozat-Pertek road in Tunceli province were killed by the security forces Wednesday, the regional governor's office in Diyarbakır revealed.

The office also said that Thursday morning six PKK militants were killed in a clash with security forces near Silopi, Şirnak as they were trying to cross illegally into Turkey from Iraq. Two others were caught wounded.

PKK militants have also carried out a rocket attack against police buildings in Yüksekova, Hakkari, and set fire to a school in the village of Bardakçı near Doğubeyazıt, Ağrı Wednesday night. No casualties were reported in either incidents, official sources said.

The same sources said three suspected militants from the PKK were caught in Bingöl and three others in Diyarbakır, Ağrı. Seventeen suspected militants of the organization already caught were officially arrested by Diyarbakır State Security Court and eight by Istanbul State Security Courts.

Secessionist parties must be established, HEP deputy demands

■ Orhan Doğan asks for general amnesty for prisoners, including PKK members

Turkish Daily News

ANKARA- Political parties promoting secession from Turkey must be established legally "to bring an end to secessionist violence," said Orhan Doğan, a deputy of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), in Parliament Thursday.

Doğan, who submitted a draft law to Parliament asking for a general amnesty for all prisoners, said the state should "eliminate" the reasons for political violence by "legitimizing" them. Doğan added that for the militants who would want to surrender, a legal written document should be taken and then they should be released.

"If they are not involved in any activities for the next five years, no court cases should be opened against them," Doğan said.

He proposes reduced sentences for those involved in activities in that period, such as 10 years in prison for the death penalty and five years in prison for a life sentence. In the draft law titled, "Democratization, Political Reconciliation and Social Integration," Doğan said that with the approval of the law, all escapees in Turkey and abroad could safely return to Turkey with no court case opened against them. Doğan said a six-month deadline should be given for those who would want to benefit from the law, when -- and if -- it is approved by Parliament.

The draft suggests neither detention nor court cases for criminals under the age of 18.

Political analysts say the draft is not likely to be approved by Parliament, especially after the "all-out war" declaration on Turkey by PKK leader Abdullah Öcalan June 8.

PEN American Center

568 Broadway, New York, New York 10012
(212) 334-1660/Cables: Acinterpen New York/Fax: (212) 334-2181

President
Edmund Keeley

Vice Presidents
Paula Giddings
Maureen Howard
Victor Navasky
Robert Stone
Lionel Tiger

Treasurer
Elaine Markson

Secretary
Betty Fussell

Executive Board
Ken Auletta
Russell Banks
Louis Begley
Naomi Bliven
Magda Bogin
Patricia Bosworth
Robert Caro
Jerome Charlyn
Amy Clampitt
Jayne Cortez
Barbaraalee Diamonstein
E. L. Doctorow
Frances FitzGerald
Samuel G. Freedman
Marilyn French
Sanford Friedman
Charles Fuller
Allen Ginsberg
Peter Glassgold
Charles Harris
Amy Hempel
Eva Hoffman
Gerald Howard
Robert Hughes
David Henry Hwang
John Irving
William Kennedy
Lucy Komisar
Steven Kroil
Elinor Langer
Martha Weinman Lear
Rika Lesser
Eileen Lottman
Robert F. Lucio
Cynthia Macdonald
Mary Mackey
Norman Mailer
Robert Massie
Gail Mazur
Pamela McCorduck
Louise Meriwether
Arthur Miller
Mary Morris
Walter Mosley
G. E. Murray
Sidney Offit
Hannah Pakula
Ellen Pail
Kathrin Perutz
Emily Prager
Charles Rembar
Ninotchka Rosca
Edward W. Said
Faith Sale
Kirkpatrick Sale
Harvey Shapiro
Mona Simpson
Ted Solotaroff
Susan Sontag
Gay Talese
Meredith Tax
Martin Tucker
Frederic Tuten
Leon Wieseltier
Hilma Wolitzer

General Counsel
Leon Friedman

Advisor/Freedom to Write
Floyd Abrams

Executive Director
Karen Kennerly

June 11, 1993

President Süleyman Demirel
Office of the President
Devlet Baskanligi
06100 Ankara, Turkey

Mr. Ismet Sezgin
Minister of the Interior
İçişleri Bakanligi
06644 Ankara, Turkey

Mr. Fikri Saglar
Minister of Culture
Kultur Bakanligi
06100 Ankara, Turkey

Seyfi Oktay
Ministry of Justice
Adalet Bakanligi
06659 Ankara, Turkey

Your Excellencies:

On behalf of the 2600 writers who are members of PEN American Center, we write to express our concern over the recent arrest of *Özgür Gündem* journalist **Mahmut Dogan** and the death threats and attacks against the newspaper *Aydinlik* and its employees.

According to our reports, Mahmut Dogan was arrested on June 2 in the town of Bingöl, where he was filing reports for *Özgür Gündem* on a major military operation being launched by the security forces against the illegal Kurdish Workers' Group (PKK). The operation, involving land and air forces and covering several provinces in the east and southeast, comes in response to a May 24 attack by the PKK against a convoy of unarmed soldiers traveling by bus through the region. The PKK is reported to have killed thirty-one soldiers and two civilians in the attack, the first since a unilateral cease fire announced on March 15, 1993. Since the attack, tensions have been high in the region, and the security forces are said to have killed over one-hundred guerrillas during their ongoing anti-insurgency operations.

PEN American Center, a non-profit incorporation,
is an affiliate of International PEN: an association of writers
—poets, playwrights, essayists, editors, novelists—
with centers in Europe, Asia, Africa,
Australia and the Americas

Dogan, who is the local Elazig reporter for the Kurdish-owned newspaper, is being held in incommunicado detention in the Anti-Terror Branch of the Bingöl police headquarters. In light of accounts indicating that torture is widely applied in police anti-terror units in cases of suspected involvement with the PKK we fear that Mr. Dogan may be subjected to cruel and inhuman punishment.

We are similarly concerned by reports that employees of the newly formed newspaper *Aydinlik* have received a string of death threats since the newspaper began publishing extracts from Salman Rushdie's novel, *The Satanic Verses*, in early May 1993. We understand that on May 28, several religious leaders initiated a day of campaigns against the newspaper: Clerics in some mosques in Istanbul were said to have encouraged those assembled to attack the newspaper and demonstrators reportedly paraded the streets of Istanbul shouting abuses at *Aydinlik* and Salman Rushdie and setting fire to copies of the newspaper. The Diyarbakir office of the newspaper was reportedly attacked on June 2 when an angry crowd shouting religious slogans was said to have pushed down the office's door, broken the windows, and set fire to copies of the newspaper. Some reports indicate that demonstrators doused *Aydinlik's* offices with gasoline. In addition, we have received accounts that one of the newspaper's delivery vehicles was set on fire in Kayseri on the week of May 24.

In light of the shocking reports of violence, we are duly concerned that the government has not taken the appropriate steps to provide the newspaper's employees with police protection. Indeed, we understand that any police protection that had already been granted was withdrawn once the newspaper began publishing the extracts from *The Satanic Verses*. *The New York Post* reported on May 27 that an Istanbul court had ordered on May 26 that all copies of the newspaper be seized. In addition, we understand that the newspaper faces criminal charges for "insulting Muslim beliefs." There are also disturbing reports that the Istanbul offices of the newspaper have been under police surveillance and that people seen going into the building have been interrogated by the police. Five members of the staff, none of them reporters, were said to have been detained on June 1; two have since been released.

As an international organization of writers dedicated to defending those who are penalized as a result of their writing, we are profoundly disturbed by the ongoing efforts at censoring the press in Turkey. We therefore urge the authorities to release Mahmut Dogan at once, as he has not been shown guilty of any internationally recognized criminal activity. In light of the conclusions made in the latest report released by the European Committee on the Prevention of Torture stating that "the practice of torture and other forms of severe ill-treatment of persons in police custody remains widespread in Turkey," we are deeply concerned for the health and safety of Mr. Dogan. We trust the authorities will ensure that he

receive humane treatment while in detention, and we urge you to monitor his well-being as long as he remains in police custody. In addition, while we welcome reports that, following the May 28 demonstrations, a press conference was held by government ministers in which they denounced the attacks as terrorism, we are profoundly disturbed by the attacks against employees of *Aydinlik* and urge you to conduct investigations into these incidents and to bring those found responsible to justice. We further ask that those employees of the newspaper now in prison be released, as no criminal charges have been brought against them. We urge the police to cease its harassment of the newspaper and its employees, and we ask that the legal case against the newspaper be dropped. We urge the police to desist from confiscating copies of the newspaper and ask that the government provide the employees of the newspaper with police protection and ensure that their right to "seek, receive and impart information through any media," as enshrined in Article 19 of the Universal Declaration of Human Rights, be safeguarded.

Sincerely,

Edmund Keeley (un)
Edmund Keeley

President

Faith Sale (un)
Faith Sale

Rose Styron (un)
Rose Styron

Co-Chairs, Freedom-to-Write Committee

Cc: His Excellency Nuzhet Kandemir
His Excellency Richard C. Barkley
Amnesty International
Article 19
The Authors League of America, Inc.
Campaign for Peace and Democracy
Catholic Diocese of Westminster
The Committee to Protect Journalists
Contemporary Journalists Association
Cumhuriyet
Fund for Free Expression
Helsinki Watch
Index on Censorship
Institut Kurd
International Committee of the Red Cross

International Federation of Journalists
International Helsinki Federation
International Human Rights Law Group
International PEN
International Society for Human Rights
Kurdish Library
Lawyers Committee for Human Rights
Network News International
NYC Bar Association
The Newspaper Guild
Parliamentary Human Rights Commission
Reporters Sans Frontières
Turkish Human Rights Foundation
Ambassador John Shattuck,
Ass't Secr. of State for Human Rights

TURQUIE-KURDES

Un été sanglant

Le chef du PKK (séparatiste kurde) «Apo» a appelé à la reprise des combats contre la Turquie. A qui profite la bagarre?

Le président décédé Turgut Ozal maniait la carotte et le bâton. Favorable à une solution politique, il n'empêchait pas pour autant la répression militaire dans le sud-est anatolien. Mais il envisageait la création d'une chaîne câblée en langue kurde.

L'actuel président turc, Suleiman Demirel, fidèle à la tradition kémaliste, est partisan d'une solution jacobine.

L'image de la Turquie en danger

Le ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, a réaffirmé à Ankara la détermination de l'Etat turc à «éradiquer la rébellion kurde». L'annonce unilatérale du cessez-le-feu par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste marxiste-léniniste) a ébranlé le pouvoir turc. Comment négocier la proposition du PKK? «L'Etat ne marchandant pas avec les bandits», a-t-il ajouté, espérant «un succès

avec le soutien de la nation».

Justement, la Turquie est à la recherche d'un interlocuteur «légitime». Elle a le choix entre le PKK et les vingt députés kurdes du SHP au parlement turc. Hors de question de négocier avec le parti «séparatiste et terroriste du PKK». Quant aux députés kurdes, le gouvernement turc voit en eux des interlocuteurs valables, mais ces derniers se déclarent n'être que des «intermédiaires» entre Ankara et justement... le PKK. La Turquie ne veut pas négocier avec des intermédiaires. D'autant plus que les députés kurdes n'ont pas encore défini de ligne politique claire sur la question en raison de divergences internes. Elus sur des listes sociales-démocrates, dans des circonscriptions à majorité kurde, ils sont souvent l'objet de pressions du PKK.

La reprise des combats au Kurdistan turc illustre l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement turc.

La mort de Turgut Ozal met fin aux espoirs des diplomates favorables à une solution négociée de la rébellion kurde. Le poids du kémalisme dans la société turque

pousse Ankara à agir militairement pour l'intégrité territoriale.

Justement, à qui profite la reprise des combats?

Au PKK? Symboliquement. Même si son chef «Apo» promet un «été sanglant» et «une campagne plus féroce que jamais», l'armée turque dispose de moyens suffisants pour canaliser les assauts kurdes. Les radicaux du PKK, auxquels certains imputent les attentats kurdes d'avant la fin de la trêve, auraient pesé de tout leur poids pour reprendre la lutte armée.

Au pouvoir politique turc? Modérément. La position des radicaux du régime se renforce. Même si la Turquie est soutenue dans sa lutte contre le terrorisme par la communauté internationale, la reprise des combats n'améliore pas l'image instable du pays, à forte insécurité. Tout en étant resté sourd à l'appel du PKK, le gouvernement a adopté en signe d'ouverture, une loi d'amnistie pour les repentis du PKK.

L'armée a besoin du terrorisme kurde

A l'armée turque? Sûrement.

C'est elle qui traite le dossier kurde depuis le début de la rébellion en 1984. Sa raison d'être politique repose sur le monopole du dossier kurde. L'état-major turc aurait même fait tout son possible pour que le gouvernement ne profite pas de la perche tendue par le PKK.

Aux puissances voisines? Notamment la Syrie et l'Iran, hostiles à une présence trop forte de la Turquie dans la région. Damas a toujours eu de la sympathie pour les Kurdes. Il y a quelques années encore, Damas abritait des bases d'entraînement du PKK, selon les services secrets turcs. Quant à Téhéran, traditionnelle ennemie d'Ankara, elle ne peut que se réjouir de la recrudescence des affrontements dans un pays qui prétend jouer un rôle de médiateur dans les conflits régionaux ou de l'ex-URSS.

Quoi qu'il en soit, la fin de la trêve apportera son lot de mort et ses souffrances, qui frapperont principalement les populations kurdes alors que celles-ci avaient accueilli non sans joie et soulagement le cessez-le-feu du 20 mars.

F.G.

Les Iraniens élisent leur président

L'AURORE 11 JUIN 1993

États-Unis-Iran : le froid glaciaire

Le secrétaire d'Etat Christopher traite l'Iran de «paria international», et presse la CEE d'empêcher Téhéran de fabriquer des armes de destruction massive.

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a appelé la Communauté européenne à une «pression concertée» avec Washington afin «d'amener l'Iran à abandonner son programme de fabrication d'armes» de destruction massive. A l'issue d'une rencontre avec les chefs de la diplomatie des Douze à Luxembourg, M. Christopher a déclaré que l'Iran est la «plus dangereuse» des puissances qui

«contribuent à la tension» au Moyen-Orient.

Téhéran, dont «l'économie est en difficulté», sera «vulnérable à une pression concertée des Occidentaux», a-t-il affirmé. Les États-Unis ont pour leur part «à grand prix» renoncé à «des ventes de produits technologiques stratégiques», a ajouté M. Christopher, en invitant les Européens à faire de même.

Mercredi, un sous-marin iranien a été aperçu au large de l'île danoise de Bornholm, à proximité du lieu de manœuvres de l'Otan «Balt-Ops 93». Le bâtiment de classe Kilo, dont trois exemplaires ont été achetés à la Russie par l'Iran, «était en simple transit» et est passé «par hasard» près de la zone d'exercices, a affirmé un porte-parole du commandement opérationnel naval danois. (AFP-Reuter.)

Il y a un an, la République islamique sortait à peine de troubles sociaux sans précédent depuis la chute du chah. Plusieurs centaines d'émeutiers avaient été arrêtés à Meched, Arak et Shiraz. 13 condamnés à mort. Le président Rafsandjani, dont l'élection, en 1989, avait suscité de grands espoirs,

confessait que, «confronté à des difficultés, la population est mécontente».

Il se représente aujourd'hui devant ses compatriotes. Assuré d'être réélu à la tête de l'Etat, il est décidé à défendre le régime. Mais, comme il l'avait dit un jour, il est conscient que «ce genre d'actes» risque de

se répéter. D'autant que sa stratégie d'ouverture économique vers l'Occident ne donne pas les résultats escomptés. L'appel au boycott technologique lancé mercredi par le secrétaire d'Etat Warren Christopher aux Européens le confirme.

Rafsandjani s'intéresse non

seulement à l'Europe et au Japon, mais aux États-Unis. Selon un expert à Téhéran, les compagnies américaines auraient vendu l'an dernier pour environ un milliard de dollars à l'Iran, autant que la France. Le président Rafsandjani accordait fin mai une grande interview à l'hebdomadaire américain

Time. Cette « faveur » était un geste politique. Il se prononçait pour de meilleures relations avec l'Occident.

« Les tueurs venaient de Téhéran »

L'administration Clinton ne lui laisse guère d'espoirs. Patrick Clausen, un universitaire proche du Département d'Etat, prédisait lors d'un récent colloque du CNRS à Paris : « La normalisation prendra une génération. »

Warren Christopher enfonce le clou, fin mai : « La conduite de l'Iran est telle que ce pays mérite de devenir un paria sur la scène internationale... Les Etats-Unis s'efforceront de bloquer les crédits que les organismes internationaux voudraient lui accorder. »

Le temps des prises d'otages et des attentats antioccidentaux perpétrés à Beyrouth par les protégés de l'Iran est clos. Mais des sbires continuent d'« exécuter » des opposants : Chapour Bakhtiar à Paris en août 1991, le chef kurde Sharafkandi, à Berlin en septembre dernier, et d'autres depuis en Suisse et en Italie. Un observateur bien placé témoigne : « Selon beaucoup d'indices, les tueurs venaient de Téhéran. » L'argument avancé parfois par les Iraniens (« Nous tuons des opposants à nous, pas des compatriotes ») concainc d'autant moins que, dans l'affaire Bakhtiar, des innocents sont abattus par erreur.

Rafsanjani tr: ine comme un boulet la condamnation à mort de Salman Rushdie. Le président du Parlement, l'ayatollah Nourri, affirmait dernièrement que le régime n'enverrait pas de tueur aux trosses de l'auteur des *Versets sataniques*. Mais la sentence court toujours. Said Rajai Khorasani, de la commission des affaires étrangères du Majlis, nous rappelait d'ailleurs qu'elle fut soutenue « par l'ensemble des pays de la conférence islamique », au sommet de Riad, en mars 1989. Y siégeaient de nombreux pays musulmans bien encourus à Washington.

Ces affaires de droits de l'homme - aussi choquantes solent-elles - n'expliquent pas à elles seules la mobilisation des Etats-Unis. Le « guide de la révolution », l'ayatollah Khomeini, nie tout « lien organisationnel avec les mouvements islamiques dans les pays musulmans ». Il souligne toutefois que « l'Iran continuera d'appuyer tout groupe musulman qui cherche à restaurer la pensée islamique ». Vaste programme !

Mais les services de renseignements des Etats-Unis savent que si l'Iran finance, avec d'autres, Hamas et le Jihad islamique palestiniens, d'autres États, ceux du Golfe en particulier, ont aidé les islamistes d'Egypte et d'Algérie. Les spécialistes du Soudan haussent les épaules quand on leur dit que Khartoum est l'avant-poste de la révolution iranienne. Un diplomate précise : « L'été der-

nier, il n'y avait pas un Iranien dans l'armée. Ils étaient 100 à l'ambassade plus une dizaine de techniciens de l'aviation. » Avec un bel ensemble, les Etats-Unis et les monarchies pétrolières dénoncent le réarmement de l'Iran. Martin Indyk, du Conseil national de sécurité américain, affirme : « Si nous ne parvenons pas à modifier son comportement, l'Iran, dans cinq ans, posera une menace encore plus grande à Israël et aux intérêts occidentaux au Proche-Orient. » Les échanges de bons procédés (commerce clandestin notamment) observés ces derniers temps entre Bagdad et Téhéran accentuent ces appréhensions. Les opérations conduites, en pleine campagne électorale, contre les guérillas kurdes installées au Kurdistan d'Irak également. Le professeur Patrick Clausen ne fait donc aucune confiance à Téhéran. Il reconnaît toutefois que « ses dépenses militaires sont relativement petites, et de toute façon nettement inférieures à celles de l'Arabie Saoudite ».

La seule richesse des Iraniens

M. Clausen ne décèle aucune preuve « du lancement d'un programme nucléaire militaire par l'Iran ». Les découvertes sur « la bombe de Saddam Hussein » faites depuis la guerre du Golfe incitent à la prudence. Un expert occidental note : « Les Iraniens auront so-

rement la bombe dans 10 ou 15 ans. Israël l'a déjà. N'oublions ni la Chine, ni l'Inde, ni le Pakistan, ni même le Kazakhstan ! C'est la réalité. Faut-il l'accepter sans résister ? C'est la question. »

Pris sous le feu croisé de Washington et de ses alliés, la République islamique riposte. L'ayatollah Ali Khamenei revendique le droit d'exister d'une « république indépendante qui menace et qui menacera l'influence américaine ici ou là ».

Un intellectuel iranien, très réservé à l'égard des mollahs, explique : « Dans un monde aussi peu glorieux que le notre, la réputation d'empêcheur de tourner en rond et de bête noire des régimes réactionnaires n'est pas si inconfortable que cela. » Il conclut : « L'image de paria international que Warren Christopher colle aux Iraniens est la seule richesse qui leur reste. Ils rejoignent le besoin des autres, et en particulier de l'Amérique, de les diaboliser ».

A ceci près que l'« Iranien de base » ne croit plus guère à l'idéologie, et que la nouvelle controverse irano-américaine ne peut que retarder la reconstruction de l'économie iranienne.

Pour les protestataires du printemps 1992, qui votent aujourd'hui, l'essentiel c'est l'argent, le logement, le travail. Et tout cela ne viendra qu'après la normalisation avec l'Occident. Etats-Unis en tête !

Claude LORNEUX

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

Eco. Turquie: Inflation et rébellion kurde, problèmes majeurs pour Mme Ciller

ANKARA, 14 juin (AFP) - Un taux d'inflation de 65% par an et le séparatisme kurde sont les deux principaux problèmes auxquels aura à faire Mme Tansu Ciller, désignée lundi Premier ministre par le président turc Suleyman Demirel au lendemain de son élection à la tête du Parti gouvernemental de la juste voie (PJV, droite traditionnelle).

Ministre d'Etat chargé de l'Economie de la coalition gouvernementale (PJV et Parti Populiste Social-Démocrate, PPSD) qui était au pouvoir depuis novembre 1991, Mme Ciller n'avait pu juguler l'inflation en dépit d'un programme économique ambitieux prévoyant une réduction de l'inflation à moins de 10% au bout de 500 jours.

Comme Premier ministre, elle devra encore tenter de freiner l'inflation devenue chronique et qui s'est établie depuis une dizaine d'années autour de 60 et 70% par an. Elle aura à surmonter un autre problème de l'économie turque: la privatisation des entreprises économiques d'Etat (EEE), considérées comme un "lourd fardeau" sur l'économie et dont les pertes dépassaient 1,5 milliard de dollars pour la seule année 1992.

Le séparatisme kurde, qui traverse une nouvelle période de flambée sanglante après l'annonce unilatérale la semaine dernière par le chef de la rébellion armée kurde de la fin d'un cessez-le-feu déclaré en mars, attend une solution de Mme Ciller et son futur gouvernement.

ce/pt/pgm
AFP 141505 JUN 93

Irak

LA CAUSE KURDE NE PAIE PLUS

L'ONU ne bénéficie plus des dons nécessaires à son activité en Irak

Les Kurdes irakiens voient venir avec appréhension le 15 juin prochain. Cette date a été fixée comme butoir par l'ONU pour décider de la poursuite de ses programmes en Irak. Les Nations Unies se trouvent en effet à court d'argent et ont demandé aux pays donateurs de poser sur la table, mardi prochain, les 220 millions de dollars (1,2 milliard de francs) qui lui permettraient de mener ses activités durant un an. Faute de quoi, a prévenu le coordonnateur de l'ONU à Bagdad, Mohamed Zejjari, l'une des premières décisions seraient de retirer les 186 « gardes bleus » actuellement basés dans la région contrôlée par les Kurdes, en Irak du Nord.

Le manque d'empressement des pays donateurs a déjà conduit les Nations Unies à re-



Vieillard kurde. Faute de moyens, les Casques bleus pourraient être contraints de stopper leur aide au Kurdistan. (Photo *Eric Bouvet/Gamma.*)

tirer 50 gardes bleus en mai et à rogner de moitié leurs programmes en Irak. Le 2 juin, une réunion s'est tenue à Genève durant laquelle Mohamed Zejjari a annoncé que le budget prévisionnel sur un an serait ramené de 489 à 220 millions de dollars. Des actions telles que la vaccination infantile, la restauration de routes, la distribution de semences seront limitées ou supprimées. L'ONU se concentrera sur des missions de semi-urgence : ravitaillement de la po-

pulation en nourriture et en combustibles, notamment pendant l'hiver.

Cette évolution provoque un certain malaise parmi les pays donateurs. Le secours aux Kurdes d'Irak, après la guerre du Golfe, avait été salué comme la première percée de « l'ingérence humanitaire ». Deux ans et demi plus tard, cette cause paraît délaissée. « Une solution sera trouvée d'ici au 15 juin », insiste-t-on de sources diplomatiques françaises, tout en ju-

geant que la France a déjà beaucoup donné.

Jeudi soir, selon un pointage établi par les Kurdes, l'ONU n'avait encore reçu qu'une dizaine de millions de dollars mais la Suède a promis de verser 50 millions de dollars, l'Arabie Saoudite, 30 millions, et le Koweït, 20 millions. Les États-Unis se seraient engagés à verser 15 millions déjà promis l'an dernier et qui ne sont jamais arrivés... Au total, 120 millions semblaient déjà acquis.

L'inquiétude demeure toutefois chez les dirigeants kurdes, alors que l'Irak, l'Iran et la Turquie maintiennent une pression constante, y compris par des bombardements sur les régions frontalières. Les organisations humanitaires travaillant sur place marquent elles aussi leur préoccupation. « La survie du peuple kurde exige aujourd'hui une politique d'engagement à long terme en faveur du développement et de la reconstruction de cette région », explique Philippe Khémili, coordinateur de Médecins du monde au Kurdistan d'Irak.

Jean-Christophe PLOQUIN

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — TUESDAY, JUNE 15, 1993

U.S. Ties Aid to Turkey To Human Rights Gain

By John M. Goshko
Washington Post Service

ISTANBUL — The U.S. secretary of state, Warren M. Christopher, has offered Turkey a revitalized relationship with the United States that could include expanded aid and trade.

But he also told Turkish leaders that favored treatment would depend on improvements in their nation's human-rights record.

Close U.S. cooperation with Turkey is a potentially touchy matter because the State Department's 1993 human-rights report found that the Turkish authorities, fighting terrorist groups, engaged in widespread and politically motivated killings, torture, illegal detentions and abductions.

A senior U.S. official said that during meetings in Ankara, Mr. Christopher told President Suleyman Demirel and Foreign Minister

Hikmet Cetin that the Clinton administration wanted to go beyond security ties and give the relationship a greater political, economic and diplomatic dimension.

But, the official said, Mr. Christopher stressed that enhanced U.S. cooperation in all these areas depended on Turkey's ability to combat the threats it faces from rightist Muslim extremists and Kurdish separatists without resorting to violations of human rights.

At the same time, Mr. Christopher did not make any threats or put the U.S. position in what the official called "stark either/or terms." Instead, the official said, the U.S. "aim is to engage with Turkey in a quiet dialogue about how the situation might be improved."

He added that the Clinton administration had no formula for linking aid and other favored treatment to human-rights performance, but judged each situation on a case-by-case basis.

■ Woman Leader in Turkey

President Suleyman Demirel asked Tansu Ciller to form a new government on Monday, giving this secular but Muslim country its first woman prime minister, Reuters reported from Ankara.

A U.S.-educated former economics professor, she was elected leader of the center-right True Path Party, Turkey's biggest, at an emergency party congress on Sunday.

turkish daily news / Saturday, June 12, 1993

Öcalan: There will be hundreds of PKK attacks

■ *'There will be hundreds of attacks in the new era*

By Ismet C. Irisci
Turkish Daily News

BARR ELIAS- Outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Öcalan says he hopes that an upgraded armed campaign on Turkish territory will force Turkey's armed forces into seeking a political solution to the Kurdish problem.

Speaking to the Turkish Daily News in this town in the Bekaa Valley, Lebanon before leaving for nearby Syria, Öcalan said that nothing would be gained from pursuing policies aimed at separating immediately from Turkey.

He accused Ankara of transferring all authority to the armed forces and claimed that this would increase the gravity of the problem.

"Had conditions in Turkey been appropriate," he said, "I would have gone there to be involved in politics. This way, the problem could have been solved politically."

"Now, we cannot act politically. We are forced to do it like this," Öcalan said, referring to his termination of a unilateral cease-fire which he declared first on March 16. "The strengthening of the Kurds should not be seen as enmity towards the Turks," Öcalan added.

According to him, a solution to the problem could have been reached had the late President Turgut Özal lived.

Pointing out that Özal did much to combat the organization, Öcalan claimed that this did not prevent the president from seeing his mistakes. Özal was also planning to forward a major reform package to the National Security Council.

The PKK leader also said Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani had told him that Özal had praised him during private talks and was intending to put some radical changes on Turkey's agenda. Apo appeared to have lost all hope in President Süleyman Demirel and in acting Prime Minister Erdal İnönü. "On political issues, I do not have too much hope in Demirel. İnönü, meanwhile, is too conservative," he said.

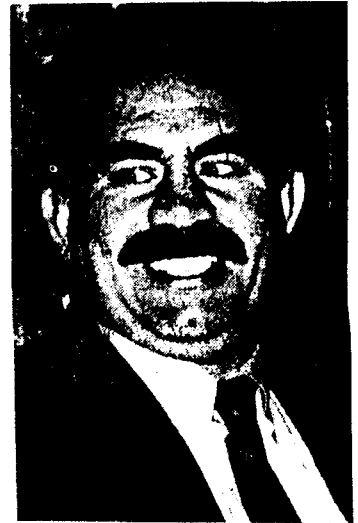
According to the orders he has issued, the PKK is to upgrade all armed activities on Turkish territory as of this weekend and will also attack economic targets. He claims that Turkey's turn to destructive policies forced the organization to revise its own stance and is gradually leading the country to the point of a civil war. "They could have approached this (cease-fire) era in a softer way. They could have avoided trying to eliminate everything including the grassroots." Öcalan added, "Had the methods pursued (by Turkey) been different, there would have been no need to deepen this (armed campaign) process as much as this."

According to the PKK leader, activities will develop as of this weekend and there will be new attacks every day. "Sometimes there will be 20-30 attacks, other times there will be hundreds," he said.

Interviewed by the TDN in his home near Barr Elias, Öcalan also said the PKK was revising its own position and was looking for a solution to the issue. "We don't know what will happen next. We are open to all suggestions. I am prepared to agree to anything which can solve the problem," he said.

Öcalan said he believed thousands of people, "Maybe 15,000 to 20,000" could die in this new campaign and agreed that both sides would lose much out of the armed conflict.

Referring to his cease-fire as "a trial of diplomacy," Öcalan said he was neither a civilian nor a soldier, thus it did not really matter what he wore at press conferences. During the first two meetings in which he declared a cease-fire and announced it would continue, Apo was dressed in a suit and tie. On Tuesday, he wore a uniform, as if to emphasize the nature of his



decision. "This is a period of armed struggle which will have repercussions throughout Turkey," he said, noting that the campaign would be widespread not only in the Southeast.

PKK says no cross-border operation in Northern Iraq

■ *Kurds confirm Zele camp bombed by Iran*

Turkish Daily News

ANKARA- A senior leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) said on Friday that reports of a cross-border Turkish operation into northern Iraq were bogus although troops were piling up at the border.

The PKK's military flank ARGK Commander Cemil Bayık told the TDN in a telephone interview from Lebanon that they had received reports from all units at the border region and "there are neither air nor land operations. Everything is calm." He added, however, that there was increased troop movement on the Turkish side of the border, which "indicates that they are considering an attack."

"Any minute, we expect them to launch an air and land operation on Iraq," he said.

Turkish newspapers have been reporting for two days that troops and aircraft are carrying out an operation in Iraqi territory around the areas of Haftanin and Kanimasi. Bayık's statement was confirmed by

Turkish officials back in Ankara who said there had been no report of a cross-border operation.

Sources said Iraqi Kurdish representative Safeen Dizayee had told government officials here that the PKK had no proper camps on the Iraqi side of the border and that all there was to prove the existence of separatists were several

mobile units.

He reportedly told officials that a cross-border operation had not been called for.

Intelligence reports reaching Ankara, meanwhile, say that the PKK has established small enclaves referred to as pockets in military jargon, in Iraqi territory. It is believed that groups of 20-30 militants are roaming the region and that they will be used in new attacks on Turkish military stations and patrols. Iraqi Kurds argue that since these units are mobile, there will be no use in launching cross-border attacks.

Meanwhile, Bayık on Friday confirmed reports that Iranian troops had opened mortar fire on Zele camp in northern Iraq, where PKK militants, who surrendered after the October 1992 operation in the region, are being held.

"Iranian troops opened mortar fire for an hour. One of our comrades was killed and five others were wounded. One of their own was killed. But they stopped as suddenly as they began," Bayık said.

Observers said that coming after a meeting at the level of Foreign Ministers between Turkey, Iran and Syria, the attack indicated that a decision may have been taken between the three countries.

The meeting, the fourth in which the sides reiterated the importance they attached to Iraq's territorial integrity, was held early this week in Tehran.

Southeast crisis

Gen. Güreş warns PKK, supporters

- Güreş hints at large-scale operation "not only in mountains, but in cities and towns"
- 22 PKK militants killed in clashes in East & S. East

Turkish Daily News

ANKARA- In a short visit to Diyarbakir on Friday the chief of general staff, Gen. Doğan Güreş, warned "everybody working for or helping" the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) of a large-scale security operation.

"The bandits will be smoked out," Güreş said. "There may be some innocent people among those in the mountains. There may be some people helping them in the cities and towns. They should give that up now. Otherwise it will be too late for them in the end."

Pointing out that the security forces know name-by-name those who are helping the PKK in the cities and towns, Güreş said the call included "not only those in the mountains, but in the cities and towns."

Güreş' surprise visit to Diyarbakir came after his one-hour meeting in Ankara with President Süleyman Demirel on Thursday, which was interpreted by political analysts as a signal that Güreş had gotten an approval from Demirel for a large-scale operation against the PKK in the East and Southeast. Güreş was briefed by the Emergency Rule region security commander, Lieutenant Commander Necati Özgen, and the regional governor, Ünal Erkan, on the security situation in the area following the Bingöl raid of the PKK which claimed the

lives of 35 soldiers and 5 civilians on May 24. It is reported that more than 300 people were killed in clashes between the security forces and the PKK militants since then. The atmosphere in the region is re-

portedly getting more tense since the PKK leader ended a two and a half month cease-fire in the organization's nine-year-old fight with the central government.

The PKK declared an "all-out war" on June 8. "We of course have a plan and a concept for our operations," Güreş said. "But these are not static. We can change and update our plans according to our changing needs." He did not give further information on the expected operation. Güreş said at the end of those operations the people of the region and Turkey as a whole would live in peace and security. Asked by reporters whether a cross-border operation against the PKK camps in Iraq has started, Güreş said: "It can happen any time. Of course, we have some relations with (Iraqi Kurdish) Peshmerge forces there -- with Barzani and Talabani. They will carry out their duties. If they fail, we do them." Iraqi Kurdish leadership and Turkey agreed last year to cooperate on the security of the Turkish-Iraqi border to prevent PKK attacks on military and

civilian targets in Turkey from their camps in northern Iraq.

Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), in a press release on Thursday said they were loyal to that agreement.

Meanwhile the PKK actions and the security forces' operations claimed more lives on Thursday night and Friday. Two female school teachers, Elif Livan, 31, and Nuriye Ak, 25, in the Bücüktepe village of Diyarbakir were killed by gunmen who raided the school residence Thursday midnight. A group of PKK militants raiding the Alican village of the Eastern province of Iğdır set the school building on fire.

Officials said more than ten primary school buildings have been set on fire by PKK militants in the Ağrı-Iğdır region over the last few days. 20 militants of the PKK were killed by the Turkish security forces in a follow-up operation started on June 9 after the PKK attempted to blockade the Erzurum-Erzincan state road, officials said.

The Regional Governor's Office in Diyarbakir revealed that two PKK militants were killed on Thursday in a clash with security forces close to the Iraqi border, near the Siropi town of Şırnak province.

The office also said that 29 PKK suspects have been caught with guns and ammunition, and that two others have given themselves up.

He said the military troops in the region would be strengthened with more Cobra and Black Hawk helicopters and modern equipment, in order to increase the "success" of the operations.

PKK militants have kidnapped the local True Path Party (DYP) chairman Turgut Aydın and a tourist ministry representative Hidir Aslan in the eastern Turkish town of Pertek, security sources said on Friday.

turkish daily news Saturday, June 12, 1993

Monday, June 14, 1993

PKK raids gendarme station, three dead

- 17 PKK militants dead in separate shootouts

Turkish Daily News

ANKARA- Outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants attacked a gendarme station near the Uludere town of Şırnak and killed three soldiers late Saturday night.

The terrorists fled to the nearby mountains when the gendarmerie returned their fire, military officials

said. Security forces are reported to have found six dead terrorists in the vicinity of the station in a search operation conducted in the area.

In another development, security forces killed 11 militants of the PKK Saturday and captured one in a new flare-up of violence on mount Hamedan near Diyarbakir's Hani town in

southeastern Turkey, officials said. A military official said Sunday that the operations launched against the PKK in the region were continuing at full speed and called on families of what he called "the children in the mountains" to force their children to surrender to security forces "before it is too late."

He disclosed that in search operations conducted after the shootout, security forces had seized in various underground shelters a large number of firearms and a large amount of ammunition and food. Meanwhile, PKK militants burned late Saturday night two vehicles belonging to the

Rural Affairs Department in the Aralık town of the eastern province of Iğdır.

In a separate incident in the same town, PKK terrorists set the Kerimbey elementary school on fire.

Operations are continuing to find the militants, security officials said.

Nearly 6,170 people have been killed in Turkey since the PKK began its attacks in the southeast in 1984 with the aim of establishing an independent Kurdish state.

Meanwhile eleven people, recently kidnapped by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the southeastern province of Şırnak,

were released late Saturday night. An investigation into the incident has been launched. In another development, a group of approximately 30 PKK militants attacked the gendarmerie station in Tunceli's Darikent village late Saturday night and later

killed two villagers in the same village. Security forces are reported to have dispersed the group in the nearby Şişik forest. About 10 of the terrorists are thought to have been killed, military officials said late Sunday afternoon.

Terrorism:

The key to power for the new government

Turkish Daily News

ANKARA- Coping with terrorism and dealing with increased separatist activities will be the most important issue on the new government's agenda and could determine how long it stays in power and with how much prestige. It is unfortunate that the government is to be established right in the middle of a new armed campaign by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) which, last week, terminated its unilateral cease-fire.

Urban Terrorism:

A division within Turkey's most dangerous urban terrorist group, the Revolutionary Left (Dev-Sol), in recent months has left little problem for the government in its new era. Most of the Dev-Sol leaders have been wiped out and the organization has lost the majority of its training bases and safe-houses. The fight for power within the organization has proved to be a valuable asset for security forces which used the division to the best of their interests and received tip-offs on the opposing groups. The year 1992 and the first six months of 1993 was

a period of success in the fight against urban terrorism.

More importantly however, is that the security forces have managed to raise nationwide support for their crack down and have often, in operations resulting with the killing of all militants involved, ended with crowds on the streets singing the national anthem and cheering the police. This momentum will undoubtedly assist the new government as well.

Rural Terrorism:

What matters most, though, is what is to be done against rural -- Kurdish -- terrorism. An increase in the PKK's terrorist wave is anticipated and the government will come to power, faced with separatist violence as Turkey's number one problem. PKK leader Abdullah Öcalan is determined to force Ankara to find a political solution to the Kurdish problem in Turkey and believes this could be achieved with increased violence.

He intends to hit not only military targets in the Southeast but also economic and touristic targets in the rest of Turkey. The PKK is undoubtedly going to be a real problem area for

the new government, especially if it ignores the chance of seeking a political solution to the overall problem and resolves it, instead, on purely military measures.

For the sake of national prestige, the new government will continue with a massive crack-down on rural terrorism and it looks unlikely that it will have the chance of pulling the reigns out of the military's hands.

Because of this, the fate of the government may be closely knit with the fate of the South-east campaign.

It can but turn one of two ways. The government can continue Turkey's current policy of seeing the issue as a military one alone, or it can try to give the Kurds in Turkey bring new cultural and social reforms, increase their freedoms and restore their human rights. If it could do the latter, this would be the greatest blow to separatist terrorism since it would lose its popular regional backing and be isolated.

But, unless the government deals with rural terrorism, this way or the other, there appears to be no chance of maintaining a long term stability.

Talabani: United opposition could topple Saddam

- Attacks Syria, Turkey and Iran for expressing concern about a lack of authority in northern Iraq
- Voices disappointment that PKK cease-fire was not warmly welcomed by Turkey
- Urged the PKK to announce a fresh truce and seek to solve the conflict through dialogue

Reuters

DAMASCUS- Jalal Talabani, a leader of Kurdish resistance in northern Iraq, said on Saturday the opposition could topple Iraqi President Saddam Hussein within a year if it united ranks. "The time is now ripe to oust the dictatorship and I think that if the Iraqi opposition unites its forces within one year we can achieve our goal," the 60-year-old leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) told Reuters.

Talabani, whose forces partly control a mini-state in northern Iraq after an uprising against Saddam in 1991, also supported a call by Shiite opposition leader Mohammed Baqer al-Hakim to mobilise the Iraqi people and all opposition groups. He said he was in Syria for talks with Hakim, leader of the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq. Hakim's group played a major role in a revolt against Saddam in the Shiite south of Iraq in parallel with the Kurdish mutiny in the north. "In general I am supporting the main

ideas and principles of the Hakim plan although this needs to be discussed in detail," Talabani said.

"I think the Iraqi people are in need of having armed branches, in need of a liberation or a salvation army. We want to cooperate and coordinate with officers of the army who are siding with the people against the dictatorship."

Talabani urged the opposition to return to Iraq to start working on the ground rather than working from outside. "If the opposition remained outside Iraq shouting and publishing newspapers and ignoring the necessary measures, Saddam will stay in Baghdad," he added.

Talabani attacked as unjust and unfair a statement issued by the foreign ministers of Syria, Turkey and Iran last week expressing concern about a lack of authority in northern Iraq. "I am very sorry to say their assessment is totally wrong," he declared. "They are really neglecting the realities existing in the northern part of Iraq."

"There is law; there is rule of law, democracy, a freely elected parliament; there is a local administration in northern Iraq."

Talabani also voiced disappointment that a unilateral ceasefire offered by the Kurdish PKK guerrilla group was not warmly welcomed by the Turkish government.

Talabani, who played a part in arranging the ceasefire, urged the PKK to announce a fresh truce and seek to solve the conflict through dialogue.

Droits de l'homme

Warren Christopher donne une leçon d'hypocrisie à Vienne

Avant de discourir dans la capitale autrichienne, le chef de la diplomatie des Etats-Unis était allé promettre à Ankara une aide accrue pour faire face aux Kurdes. Une illustration de la contradiction entre les paroles et les actes de Washington.

De notre envoyée spéciale à Vienne.

LE secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a fourni à tous les participants à la conférence mondiale de l'ONU sur les droits de l'homme l'exemple même de l'hypocrisie totale que les Etats-Unis pratiquent — et ils ne sont malheureusement pas les seuls — en la matière. Le chef de la diplomatie américaine a rappelé à plusieurs reprises que « le président Clinton a fait de la démocratie et de la protec-

tion des droits de l'homme l'un des buts essentiels de sa politique étrangère et de ses programmes d'aide à l'étranger ». « Jamais, a-t-il ajouté, les Etats-Unis ne se joindront à ceux qui s'en prennent aux mouvements pour la démocratie et à ceux qui défendent les droits de l'homme. »

Or Warren Christopher était arrivé le matin même à Vienne en provenance d'Ankara où il venait de faire un voyage officiel de deux jours. Il y avait affirmé la volonté de son administration de « renforcer le partenariat avec la Turquie ». En même temps que « l'amitié forte et durable des Etats-Unis », il avait promis à Ankara la vente de 50 hélicoptères de combat anti-chars A-10 pour la somme de 167 millions de dollars, ainsi qu'une aide accrue pour faire face au problème kurde.

J'ai rencontré lundi soir, peu après le discours de Warren Christopher, le président de l'Association de défense des droits de l'homme de Turquie, Akin Birdal. Pour lui, non seulement la situation dans son

pays ne s'est pas améliorée mais, au contraire, elle n'a cessé d'empirer au cours de l'année passée.

« Le gouvernement de coalition, dit-il, avait fait, après son arrivée au pouvoir, un certain nombre de promesses qu'il n'a pas tenues. Le droit pour toute personne arrêtée de prévenir sa famille et de consulter un avocat pendant sa garde à vue, puis d'être déféré au parquet dans un délai de quatre jours n'a pas été reconnu pour les prisonniers politiques, ni pour les Kurdes. Pour les politiques, la garde à vue est de quinze jours. Pour les Kurdes, de trente jours. Pendant ce long délai, la pratique de la torture reste systématique. En un an, quatorze personnes sont mortes sous la torture et on est sans nouvelles de onze détenus. »

Akin Birdal dresse un tableau terrible de la situation dans les provinces de l'Est soumises à l'état de siège. La guerre y a fait en un an plus de trois mille tués, selon le gouvernement, et plus de sept mille, selon des sources kurdes. Six

cent vingt-cinq personnes ont été abattues par des escadrons de la mort ou par des militaires, quatre cents villages ont été évacués; il y a un million et demi de réfugiés. L'aggravation touche l'ensemble du pays où les associations de défense des droits de l'homme et les journalistes qui dénoncent cette situation sont menacés. Quatorze journalistes et cinq responsables d'organisation ont été tués.

Pour Akin Birdal, la contradiction entre le discours de Warren Christopher et la politique américaine vis-à-vis de la Turquie est flagrante et il en parle avec amertume : « En 1987, rappelle-t-il, le Congrès des Etats-Unis a adopté une résolution indiquant que les Américains accorderaient leur aide aux pays en fonction de la manière dont chacun d'eux observe les droits de l'homme. Depuis cette date, chaque année, les rapports du département d'Etat sur la Turquie ont montré la gravité de la situation et la poursuite des violations. Pourtant l'aide américaine continue



Marchand d'armes à Ankara, humaniste à Vienne, Warren Christopher pratique la diplomatie à deux niveaux.

et même elle augmente. » La raison en est simple selon lui : les Etats-Unis utilisent la Turquie pour pénétrer les marchés de l'Est et faire avancer leurs intérêts et leur point de vue dans la région, après l'effondrement de l'Union soviétique.

Une illustration parfaite d'une politique américaine à deux niveaux : intransigeante sur les droits de l'homme quand cela arrange les affaires, mais les oubliant très facilement dans le cas contraire. « La politique étrangère des Etats-Unis reflète

à la fois nos valeurs et notre intérêt national, a d'ailleurs dit Warren Christopher, elle doit tenir compte de notre sécurité et de nos besoins économiques. »

Il a eu aussi cette phrase malheureuse : « En matière de démocratie et de droits de l'homme, ce qui compte, ce ne sont pas les paroles mais les actes. » Ses actes de lundi matin annulaient par avance ses belles déclarations de lundi après-midi sur la défense de la démocratie.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

L'HUMANITÉ — 16 JUIN 1993

Turks Elect Woman as Prime Minister

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Tansu Ciller, a U.S.-trained economist, on Sunday won her bid to become the first woman appointed as prime minister of Turkey.

She was elected leader of the center-right True Path Party, the senior partner in the governing coalition, after two rivals conceded defeat and withdrew after the first round of balloting.

Her election clears the way for her appointment as prime minister by President Suleyman Demirel.

Mrs. Ciller, 47, who succeeds Mr. Demirel at the head of the coalition partnership with Social Democrats, received 574 votes in the congress. Of her two rivals, Interior Minister Ismet Sezgin received 320 votes, and Education Minister Koksal Toptan 212.

Mr. Demirel, who has been prime minister seven times, quit his cabinet and party posts last month to succeed Turgut Ozal as president. Mr. Ozal died April 17.

Mrs. Ciller, a former economics professor, resigned as state minister for the economy last week after announcing her candidacy.

"I promise you victory in nine months' time," she told True Path delegates, referring to the nationwide local elections that are due to be held in March 1994.

She pledged rapid privatization of Turkey's unprofitable state economic enterprises.

Mrs. Ciller is articulate and telegenic, but she failed to deliver many of her promises on the economy during her 19 months in office, her first experience of government.

"Nobody can resist a ripe idea," she said in her speech before the vote. "The idea today is change. The Turkish people want and expect change, something new. I nominated myself not for my youth, but for my personality and what I promise to do."

Most Turkish commentators had tapped Mr. Sezgin as the favorite to win the votes of the True Path delegates, especially because they said he had Mr. Demirel's tacit support.

Mrs. Ciller's victory transforms the face of Turkish politics, already altered by the death of Mr. Ozal, Mr. Demirel's accession to the neutral post of president and the decision of the leader of the Social Democratic Populist Party, Erdal Inonu, to step down in September.

True Path delegates, almost all of them men, greeted Mrs. Ciller's victory with cheers at a packed Ankara sports hall.

After a bright academic career in the United States, Mrs. Ciller entered politics as an economic adviser to Mr. Demirel in the late 1980s, when he was still in the opposition.

She left her job as economics professor at Istanbul's elite Bosphorus University and joined the True Path Party only three years ago, but quickly carved a niche in Turkey's male-dominated politics.

Mr. Demirel recruited her partly to win the support of urban professionals, businessmen and intellectuals for the True Path Party, traditionally strong in small towns and

farming communities

Mrs. Ciller was the architect of a government economic program that so far has failed to achieve most of its targets.

She pledged to slash inflation to 42 percent by the end of 1992 from 71 percent in 1991. But the end-year figure was 66 percent and year-on-year inflation was 65 percent in May.

Mrs. Ciller married the businessman Ozer Ucuran in 1963 and got him to take her family name — a rare achievement for a Turkish woman. (AP, Reuters, AFP)

● Le Monde ● Mardi 15 juin 1993

IRAN : le scrutin présidentiel

M. Rafsandjani a été réélu mais sa popularité est ébranlée

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a été réélu, avec 63 % des voix selon les résultats officiels de l'élection présidentielle rendus publics, dimanche 13 juin, à Téhéran. Mais il a reçu un camouflet, 56 % seulement des vingt-neuf millions d'électeurs ayant participé à la consultation. Le taux d'abstention est indicatif du mécontentement d'une population dont 70 % l'avaient porté une première fois à la magistrature suprême il y a quatre ans, avec, alors, 94,5 % des suffrages.

Ce « ras-le-bol » a été provoqué essentiellement par une inflation galopante et par des problèmes économiques et financiers énormes (Le Monde du 11 juin). « Honte à un gouvernement dont la politique fait qu'un sous-officier soit obligé de se faire aussi chauffeur de taxi pour pouvoir joindre les deux bouts », nous déclarait, parlant de lui-même, le jour du vote, un major de l'armée de l'air.

Si la réélection de M. Rafsand-

jani ne faisait pas de doute, en revanche, les 24 % des suffrages exprimés obtenus par un autre candidat, Ahmad Tavakkoli, ont constitué une surprise. Beaucoup plus qu'une adhésion à un programme d'action présidentiel — puisque M. Tavakkoli n'en avait pas, — ce vote est un acte de protestation contre la corruption et le népotisme généralisés, que le candidat Tavakkoli, à la réputation de rigoriste pur et dur, a vivement critiqués lors de sa campagne.

Chacun se consolant comme il peut, le ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, s'est félicité du résultat, estimant que le faible taux de participation signifiait « simplement que la population est confiante dans l'avenir de la République islamique ». Ce, n'est pas l'avis de tout le monde. « Pour dire : « Le roi est mort », il faut pouvoir également dire « Vive le roi », commentait la semaine dernière un riche commerçant.

MOUNA NAÏM

Cease-fire Over, Both Sides Toughen

İsmet G. İmset

The unilateral cease-fire declared by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in mid March is over.

Holding a press conference in the Syrian-controlled Bekaa valley of Lebanon last Tuesday, PKK leader Abdullah Öcalan announced that his organization was declaring an all-out war as of June 10 and would hit Turkish targets both in the Southeast and in the western parts of the country.

Dressed once again in military uniform as if to stress his point, Öcalan declared that the government in Ankara had pursued a policy of destruction against his organization and that, despite the cease-fire, attacks on PKK militants were continuing. According to him, a "full war condition" was observed on at least 15 fronts and this was intolerable. Moreover, the PKK death toll during the cease-fire was more than before it, which showed it was destructive for the organization. Öcalan's announcement coincided with Ankara's latest decision to extend an amnesty for PKK militants who had gone up to the mountains but had not been involved in any crimes. Intelligence sources said the bill was nowhere close to the draft suggested earlier by the National Security Council and was only a crude form of the original. They said this was because of the late May massacre in Bingöl during which a PKK unit killed more than 30 unarmed soldiers.

The PKK leader openly said last week that the lack of any substantial reforms on Ankara's part and attempts at passing bills intending to destroy his organization were annoying. He accused Turkey of failing to see into the cease-fire and benefit from the opportunity. He stressed that under such conditions, it was impossible to maintain the truce.

"Operations following one another and continuous arrests have," said Öcalan: "given us the right of retaliation." He accused Ankara officials of completely turning their attention to their own political affairs and disregarding the importance of the Kurdish issue.

Öcalan argued that instead of responding positively to the PKK cease-fire with gestures such as allowing Kurdish language radio and television broadcasts in Turkey, the government had taken military action which meant "the death of hope" for a settlement to the nine year old conflict.

"We have adhered to the cease-fire, but the Turkish government failed to reciprocate. So the truce collapsed altogether and we have no other choice but to escalate hostilities," he said.

"It will be Turkey's bloodiest summer ever... We shall strike back with all-out war. We shall hit economic and touristic interests throughout Turkey," was his final warning. And, immediately as of June 10, as promised, the PKK started to "gradually escalate" its activities on Turkish territory. First, there were at-

“ We have adhered to the cease-fire, but the Turkish government failed to reciprocate. So the truce collapsed altogether and we have no other choice but to escalate hostilities. ”

tacks on three school buildings which were burned down. This gave the message that the organization had revived its campaign against the Turkish educational institution. Then followed the killing of innocent teachers, stressing that the organization would not tolerate them either. As PKK units clashed with security forces on the mountains, a group attacked İdil, Şırnak over the weekend and sprayed military and government buildings with bullets for over five hours.

Another group attacked the Hilal gendarmerie station in the Uludere region of Şırnak, killing at least three soldiers. The death toll in some 24 hours of fighting was reportedly somewhere around 25 -- almost one man per-hour.

The termination of the cease-fire was having terrible repercussions throughout the region, as if to prove that statements made by local officials such as Emergency Law Regional Governor Ünal Erkan were bogus.

"It is not true, as specially government circles have claimed, that the PKK has been weakened and that the support it has among the people is weaker," Öcalan had argued a week before.

But, PKK sources interviewed on the telephone from Lebanon, say that what has been observed over the weekend is only the beginning of a buildup.

The PKK's second-in-command, senior Central Committee and Military Council member Cemil (Cuma) Bayık told the Turkish Probe that orders had been issued to escalate the campaign. "Everyone has received their attack instructions," Bayık explained. "Now, they will increase the level of warfare in stages."

Öcalan himself believes that when the bloody campaign is at full steam, the death toll this summer will be in the thousands. "Perhaps 10,000 from both sides," he said.

The PKK leader argues that his organization "has never been as prepared as this," and it is at the top of its strength, which initiated the cease-fire in the first place. "We are strong, so we are in a bargaining position," he explained to the TP in a mid-week in-

terview. "They failed to realize that only a strong side could declare a cease-fire."

What Ankara's failure was is still not clear and even Öcalan agrees in private that it may be unrealistic to claim that the government was against the truce. He believes, instead, that it was ignorant and took the cease-fire as a natural incident. "They got the impression that it would continue forever, forgetting the essence of the Kurdish problem, and made plans to push us to complete surrender."

In reality, it appears that Ankara may have shelved the whole issue -- or rather passed on all authority to the military -- because of political considerations.

Prime Minister Süleyman Demirel was elected president and first, all eyes were turned on this process. Later, the True Path Party leadership race began and all officials turned their attention to who would be the next Turkish prime minister. Most did not even bother, but for statements based on electoral benefits, to look into the Kurdish issue at all. In practice, the cease-fire was a sort of God-sent gift to Turkish politicians who exploited the truce in order to go ahead with their political ploys.

But Öcalan, alias Apo, refused to give the Turks more time. He too was caught up in it all and, very much like many of the Turkish officials, ended up making a decision he could not refuse.

Concentrated Turkish operations in the Southeast region throughout the cease-fire were a serious yet tolerable problem for the PKK leader. He even said, in a secret message to Ankara, that he could accept isolated clashes as long as operations did not target the full destruction of his men.

However, when operations spread throughout the region and were concentrated especially in Diyarbakır, Bingöl and Mt. Ararat, he too became concerned. Every day, his "commanders" in Turkish territory were wiring him new reports of Turkish air and land assaults, and informing him of more deaths. Aware that the situation was getting tense and that any minute one of his units could retaliate, the PKK leader moved out of his headquarters in Damascus to a town in Latakia, where he was more secure.

And, news of the Bingöl massacre reached him on the radio. "It took days for us to find out what happened," Öcalan explained, stressing that the attack was not planned by the Central Committee. "Then there were several problems. We were not aware of how the incident had taken place."

Öcalan gave the impression that he was not pleased with what happened in Bingöl. According to him and Bayık, a special party investigator has been sent to the scene. Also, local people have been asked to give reports on the incident, as have PKK unit commander in charge of the massacre, Provincial Commander Şemdin Sakık (Parmaksız/Fingerless Zeki) and his men. The organization is investigating whether the incident was a true massacre or a justified retaliation.

"Just before Bingöl, security forces killed 15 guerrillas. We told them before that if they go on killing our people, their patience would wear out," Öcalan said.

He claimed that he did not foresee an end to the cease-fire as early as this but had been caught up in the developments. In fact, in an exclusive telep-

hone interview with this reporter hours after the death of President Turgut Özal in mid-April, Apo warned that his patience was wearing thin and if Turkey failed to reply to the cease-fire in style, he would declare war. "Tell them," he said then: "Tell them I'm getting fed up. I'll wait for only two months."

Bingöl may appear now to be an instigator of war but all PKK unit commanders in Lebanon agree that had a massacre been prevented there, something else would have happened elsewhere. "When we heard about the incident," said a very senior PKK commander asking not to be identified, "we agreed that it was a mistake. We argued with those who had carried it out. It would have been much more prestigious to retaliate by attacking a military station. But killing unarmed soldiers is a mistake." Öcalan himself told Turkish Probe in his temporary residence near the Lebanese town of Bar Elias that it appeared that both the PKK and its military ARGK flank regulations had been violated. "There will be no such attacks in the future," he said. "We will punish those who kill civilians or unarmed people."

But the PKK has a different kind of mentality -- as probably called for in such a ruthless kind of guerilla war. In other words, what Apo means by not harming civilians is not quite clear.

For instance, because the PKK has already warned Turkish teachers and engineers not to work in what the organization refers to as "northern Kurdistan," killing those who remain in the region is accepted by the organization. Or, having warned against doing something which is "banned" by the PKK, the organization finds the right to refer to any individual who "violates" its bans as a target.

In any case, it is agreed both by the PKK and Turkish officials that if it had not been Bingöl, it would have been some other incident which would have broken the cease-fire.

What now?: The most widely asked question, on both sides of the conflict and among observers, is what will happen now and how long -- and far -- this all-out war will go.

According to Bayık, who has reportedly increased his influence on the organization and on Öcalan, the new process will be so vicious that it will force Turkey to find a political solution to the Kurdish problem.

"We are fighting for a cease-fire now and this cease-fire will be much more substantial than the ones before," he said. Both he and Öcalan seem to believe that the Turkish Armed Forces will realize they cannot solve the problem by military means alone and will force politicians to solve the Kurdish issue.

"We have the feeling that it will be like this," explained Öcalan. "We have reports of increasing dissatisfaction within the armed forces. The day will come when they realize they can't beat us this way, and then, they will authorize Ankara to find a political solution to the problem. Once Ankara is authorized, the politicians will have to do what they are told." Ironic but true is the fact that after fighting the army for nine consecutive years, the PKK has now placed all its trust in it to solve the Kurdish issue...

When looking at the problem from the side of the

What is the PKK?

The Kurdistan Workers' Party (Partiya Kareren Kurdistan, PKK) was established on November 27, 1978, by a central committee consisting of seven members including Secretary General Abdullah Öcalan and his second man, Cemil Bayık.

After a spell of activities, mainly in the Urfa province, Öcalan left Turkey for Syria in May 1979, and in that province and in Lebanon he trained an initial group of 50 militants who later returned to Turkey in 1982.

From that year until 1984, the organization carried out its preparations and on August 15 attacked military and government buildings in Eruh and Şemdinli, thus starting its armed campaign.

The PKK currently consists of the mainframe party, the "popular army" ARGK (founded in 1986) and the "popular front" ERNK (founded in 1985). ERNK includes various professional organizations and popular fronts and makes up the organization's militia force.

Intelligence circles believe ARGK has about 10,000 fighters, while ERNK consists of some 50,000 militia.

The manpower of the PKK has increased by about fourfold in the past three years, since 1990, when Turkey introduced "Special Warfare" techniques in the Southeast region and there was an upsurge in controversial operations.

Since 1984, a total of more than 6,100 people have died in the conflict. Every year since 1985, the PKK launched a "spring offensive" on Turkish forces, to be met by a "spring operation" by Turkish troops.

The cease-fire declared in mid-March was the first of its kind. It was extended conditionally in April.

armed forces though, there is little if no indication that even a small group intends to act according to the PKK plan.

In fact, since the declaration of war last week, there has been an immense buildup of force at the border areas and all indications are that a major military operation will begin any moment.

Last week, following a security-related meeting between the foreign ministers of Iran, Syria and Turkey in Tehran, Iranian troops opened mortar fire on the PKK's Zele camp in northern Iraq, killing one militant and wounding five others. "The troops withdrew as quickly as they had arrived. We think this was a warning of what could happen," said Bayık in a telephone interview.

Recent reports are that the Cizre Pilgrimage Facilities, the TIR park and the Silopi brigade are now full of new troops deployed from other parts of Turkey. Special commando units are in the region. Turkey has also deployed special combat helicopter and mechanized division to the border areas. Last week, Chief of General Staff Commander General

Doğan Güreş, accompanied by force commanders, visited Diyarbakır and apparently looked over the plans for the operation. He also issued a warning to all PKK militants and their supporters. He said anyone who sympathized with or supported the organization was also be a traitor and be they in the towns or cities, they would be treated as such. His last chance appeal for a "surrender before destruction" yielded no results. On Monday, Bayık was quoted by pro-PKK newspaper Gündem as saying that this was "a threat to the people" and accusing Turkey of "preparing for a massacre."

At about the same time, the PKK appealed for the people of the Southeast to resist any attacks and to organize popular demonstrations. These, say organizational sources, will support the guerilla war.

In any event, what is certain is that the two sides are now preparing to draw their guns and the weekend violence is but a small example of what will happen. It is clear that the PKK also intends to stage attacks in other parts of Turkey as well, risking the minimum number of lives (as claimed by Öcalan) but making the most noise.

Turkey, meanwhile, will strike in the region and will strike head-on, with the ultimate aim (as expressed by Interior Minister İsmet Sezgin) of destroying separatism once and for all.

In practice, this shows that little has changed on both sides.

The Çiller Factor: Perhaps one of the most unfortunate developments in the whole of the incident is the election on Sunday of "economist" former state minister Tansu Çiller to the head the government and the DYP.

Before this, state officials in Ankara were saying that two unexpected developments had crippled efforts at finding a moderate and peaceful solution to the Kurdish problem. The death of Özal was the first. The president of Turkey died only days before an April meeting of the National Security Council, during which he was going to table a major reform bill which was expected to be approved. He had the backing of various other important state organizations. But his death ended the drive and Ankara once again ended up in utter ignorance. The second blow to the moderate state apparatus was the Bingöl massacre. "We can't even open our mouths," explained a high level security officer, asking not to be identified. "How can we now preach calm and call for a peaceful solution? How can we even mention reforms?"

Indeed, with Özal's death and the Bingöl massacre, the hard-liners have scored a major victory and even those who realize the problem cannot be solved this way, prefer either to say nothing or appear to be supporting such policies. With Çiller, the problem is different. This 47-year-old politician who was elected to Parliament somewhat

coincidentally from Istanbul, is said to know nothing about the Kurdish issue.

More openly, Turkey's new prime minister is an economist and may well know how to deal with inflation (though many doubt this as well) but is completely ignorant about the developments in Southeast Turkey.

Only after Bingöl, actually days after the massac-

re when its political benefits surfaced, Çiller was involved in the debate and, even then, she appeared to be more hardline than any of the other candidates.

During her electoral speeches, she made it clear that her way to end terrorism would be to use "sledge-hammer" policies. "We will go at them like a sledge-hammer," she declared during her recent speech, which was full of nationalist emotion, frequent references to Allah and intentional attributions to "Baba" Demirel.

Çiller is a politician, as the past week as shown. She is also a politician who is prepared to give the whole of the Southeast issue over to the military to tackle. Some say she has already done this.

If these arguments are true and at the last minute Çiller makes no changes in the process currently underway, Ankara will actually be distancing itself from finding a political solution to the Kurdish issue.

One problem is that the DYP is to hold its normal convention in November and what she does in the next four months will obviously have a bearing on the convention results. Looking at national reaction to the PKK after Bingöl and several irresponsible and provocative press reports, it is difficult to assume that she will attempt to be a true leader by "directing the people" instead of being directed by them.

This week, the so-called "Summer Blow" on the PKK is expected to be delivered and Çiller will clearly benefit from its results -- having kept her promise of giving no concessions, maintaining the sacredness of the flag etc.

Reports received from the region have it that there is little difference from the operations of the past and those of today. Still, Turkey continues to crack down on terrorism in a three-fold manner. The PKK mountain units, its logistic supply line and its supporters network are the targets.

The hitch here is that the supply line involves civilian villages as much as the supporters and any operation on villages (or villagers) is actually increasing terrorism, turning the whole ordeal into a vicious circle. "They kill 50 of us. The same day, we get 50 recruits," is Öcalan's way of explaining this.

"We hit the tip of an iceberg. But what happens is that it gets larger under the surface," is how a captain from the Special Warfare Department puts it.

What was, perhaps, the only positive development in the past months was that the number of people who realize the true problem and mistakes in the state apparatus are increasing. In the Foreign Ministry, in the National Intelligence Organization (MIT) and even in the Turkish Armed Forces, there is growing awareness among officials that military measures alone are blocking a solution.

Such circles now argue that Ankara has to rapidly differentiate between the PKK -- a terrorist organization -- and the local people -- Kurds. They say that operations should be launched only against the PKK militants and that even villages supplying logistics to the ARGK mountain units should be spared. In any case, they contend, without the mountain units, the villagers would have no one to support.

But is this enough to maintain peace in the region? According to Öcalan, it is not. "They should stop attacks on civilians. They should stop forcing

“ We now have 10,000 well-armed fighters confronting the Turkish army on 15 battle fronts in southeast Turkey. We also have thousands of militiamen backing our frontline fighters. ”

them out of their settlements. They should stop the Special War," Apo said.

But then he argues that there is a lot that they, or Ankara, needs also to begin.

"If they really want to solve the problem," said the PKK leader, "Ankara has to go ahead and allow Kurdish language radio and television broadcasts, permit legal organizational activities on behalf of the Kurds and make the necessary constitutional and legal changes paving the way for free political activities." These, he adds, "would be the first positive steps."

Öcalan is no longer a Marxist-Leninist and he agrees that there is no benefit in attempting to change the map of the region or breaking away from Turkey. "But we have to create the conditions for voluntary unity; for living together on an equal status," he says.

The PKK leader even believes that Ankara could have given him the right for legal political activities, thus also legalizing the whole of the PKK movement. His problem now, is that he does not know what to do. "I really wanted to keep military struggle secondary but I have been forced to make political struggle secondary now," is how he puts it. Asked what will happen next, his reply reflects confusion. "I told everyone, all of the journalists here. If you people have a solution, bring it to me. I'll approve it. I'm looking for a solution myself but I don't know what it is." Still, he is hopeful. "If things go on this way," he said at the end of a private meeting in Bar Elias: "we will see each other many more times. There will be many more battles and many more cease-fires."

But, there are also many more deaths. Only this weekend, 20 people died. Of them, 17 were PKK militants and three were Turkish soldiers. There will be new attacks and more massacres. Neither of the sides appear to have full control over what goes on in the region and it is evident that as long as this lack of control continues, a solution cannot be found even if any of the sides are truly sincere.

As Turkey enters a Demirel-Çiller era this week, the PKK enters a period of Apo-Bayık control and, under such leaderships, it seems harder than ever to close up on a peaceful solution to the crisis.

What must not be forgotten is that Demirel and Çiller will be as responsible as Öcalan and Bayık in the way things turn out. Thus, everyone could take their own measures and agreeing that this will be a prolonged "limited civilian war" as a former Turkish army commander has put it, do everything to prevent innocent civilians from being harmed in this conflict. At least, this could be the starting point for a new era... ■

PKK Proves the Role of Violence in Petro-politics

Murat Yetkin

Kurdish nationalist violence has added up to political problems, stalling the realization of the Caspian-Mediterranean -- "Khazar"-- crude oil pipeline project.

The field inspections to determine the final route of the pipeline have been delayed for almost a month by the Bingöl attack carried out by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on May 24, claiming the lives of 35 unarmed Turkish soldiers and five civilians.

Speaking on the condition of anonymity, Turkish officials said that the PKK attacks, which have flared up throughout the East and Southeast since the Bingöl attack (claiming more than 300 lives since then) have caused the project's Western partners to suspend field inspections for security reasons.

The international group of companies involved in the \$1.4 billion project, which will carry annually 40 million tons of Caspian crude oil by a 1,060 kilometer long pipeline to the Turkish-Iraqi pipeline and then to the Mediterranean coast, must consider PKK violence in their future plans, together with the Azeri-Armenian dispute on the route of the pipeline. The companies are Turkey's state-run pipeline company BOTAS, American AMOCO and Penzoil, British Petroleum, and Azerbaijan's national oil company. (Turkish Probe, June 8)

A study group made up of representatives from the companies was to start field inspections in the East and Southeast in the last week of May and the first week of June, as decided during a meeting in Istanbul on May 24-25. The group had its first official meeting, in which organizational and technical subcommittees were formed, in Istanbul on April 26-28. The Western partners of the group withdrew from the study and returned to Istanbul on May 29 because of the escalation of PKK attacks, particularly the suspicious kidnapping of 16 workers near Şirnak during the May 25 Bingöl massacre. As documented in a protocol, these members await the reestablishment of a normal security situation before they return. The companies trying to organize themselves as a consortium in a parallel study will meet again in London on June 17-18 to evaluate the situation and determine whether it is suitable to recommence field inspections. But the fact that the PKK leader has declared an "all-out war" on Turkey, particularly on economic targets, has put the near future of the studies in jeopardy.

Intelligence sources believe that Iran would benefit from the delay or cancellation of the project. Iran wants the Azeri line to be transported to the Gulf instead of to Turkey's Yumurtalık port. In reality, it is not only Iran who might benefit in the further delay or total cancellation of the project. The idea of making Turkey one of the energy centers or crossroads of the world came to the minds of decision makers

as the Soviet Union started to crumble with the fall of the Berlin Wall in 1989. The official disintegration of the "world's first socialist state" in 1991 set free not only the political will of the giant federation's member countries, but their natural resources as well. Muslim and Turkic populated states in the Caspian basin, along with Kazakhstan, Uzbekistan, Turkmenistan and Azerbaijan, with rich crude oil and natural gas resources, sought to explore and export these materials in ways they thought beneficial for themselves. That started a deadly race among the world's energy giants and related countries.

A few routes to these resources were open to international markets: The former Soviet oil and gas pipeline network would index the economies, and thus political decisions, of the producer countries to Moscow again. The newly independent states are reluctant to pursue this course. Russia, on the other hand, is not keen on losing its big stake in this game. Reaching the Gulf over Iran or the Indian Ocean over Pakistan are two other alternatives which do not seem to be attracting Western investors, mainly because of the strict Islamic regimes in those countries. Besides, both are rather far away from European markets, which are the major consumers.

Turkey has proposed its Mediterranean port of Yumurtalık as a terminal for Caspian basin crude oil as well as a 4,800 kilometer long twin pipeline for Caspian natural gas. From Yumurtalık these commodities could be easily transported to European markets.

The latter is only an idea for the moment: to transport 40 billion cubic meters of natural gas from Ashkabad, Turkmenistan, under the Caspian Sea, through Azerbaijan, its rival Armenia, all along Turkey, Bulgaria, Romania and Hungary, with the end point being Vienna, Austria. The project has an estimated cost of \$13.5 billion, and it won't be easy to convince international investors to accept that with the given instabilities in the Caucasus, the Balkans and in Southeast Turkey.

The main opposition to both projects is the alternative of carrying Caspian crude oil and gas by tankers via the Bosphorus. Major maritime transportation companies and countries -- Greece, for example -- could make a fortune this way. But Turkey says that if one supertanker exploded in the strait it would not only close the route for long years but would destroy the 10-million populated megapol Istanbul.

One Turkish official described the situation and the competition for the control of energy resources and transportation with the Turkish proverb "the table of the wolves"; the projects and the region become vulnerable to every kind of overt and covert activity. Time will show how deeply the PKK is involved in these activities, in its nine-year old armed campaign in East and Southeast Turkey, which has claimed more than 6,200 lives since it began. ■

Turkish Probe June 15, 1993

9

Operation Provide Comfort Another Extension is Before Parliament

The six-month Turkish Parliamentary mandate on Operation Provide Comfort-II terminates on June 30. Following a formal proposal by the government, the Turkish Grand National Assembly (TBMM) is expected to vote on another extension before the end of the month.

The last time, in December, 234 MPs of the 450-seat TBMM had approved the extension, against the rejection votes of 157 MPs. Since Parliament was shaken up by the presidential elections in April and May, has concentrated on the election of the next prime minister throughout May and June, and probably will have to deal with the formation of the new government in the next days, it cannot be predicted whether Parliament will be able to produce the same support this time around.

Iraqi Kurds Need Turkey : The extension of the mandate means that the international task force based in the southern air base of Incirlik will be able to monitor the U.N.-imposed no-fly zone for Iraqi aircraft north of the 36th parallel for another six months.

The task force consists of 48 fighter planes (American F-16s and F-111s, French Mirages and British Jaguars, which would be replaced with Harrier jets of VSTOL capability); search and rescue aircraft; tanks; AWACS planes; a total of more than a thousand personnel; and a Military Coordination Center (MCC) operating in Zakho in Northern Iraq.

The aim of the Provide Comfort operation is to deter the Iraqi Army from fresh attacks on Kurds, which may lead to another massive migration to Turkey and Iran similar to the one in April 1991.

Diplomatic sources say the operation has given help to Iraqi Kurds beyond even the Kurds' expectations. They have not only returned safely to their homes but have been able to set up a Parliament in Irbil which nominated a so-called Cabinet later on in 1992.

After Iraq's cancellation of its 25 Dinar currency notes -- because of the production by Kurds in the North of counterfeit bills -- the Kurds are now after creating their own currency.

The Kurdish Parliament says it aims at creating a federal Kurdish administration within Iraq. Baghdad has rejected the idea, but nearly 4 million Iraqi Kurds have established a virtual state in the north of the country.

The region is "almost" a state, first because no one else seems to be in favor of an independent Kurdish state and second the Kurds owe everything to the Western alliance and Turkey. Frank Gaffney, the director of Center for Security Policies in Washington, in a report in January 1993, underlined that Operation Provide Comfort was practically impossi-

ble without Turkey.

That gives a strong hand to Turkey with its Western allies and with Iraqi Kurdish leadership, but the Operation has been a pain in the neck for Turkish governments ever since it started in June 1991.

The task force includes more than 70 Turkish officers, whose role is to monitor whether the monitoring force really "monitors" Iraqis in order to protect Iraqi Kurds, without helping Turkey's secessionist Kurdish guerillas, as is frequently claimed by the nationalist Turkish media.

Extension Possible With More U.S. Support :

The Turkish government has been trying to convince the opposition and the media the "Hammer Force" -- as Provide Comfort is publicly known in Turkey -- has not helped the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants based in northern Iraq carry out attacks against military and civilian targets in Turkey.

Turkish security sources underline that they even got covert support from the Task Force during the large-scale Turkish cross-border operation against the PKK last Autumn.

Since the extension of the Provide Comfort mandate in December some important developments regarding the Kurdish problem in Turkey have taken place.

The relative calm which took hold during the so-called cease-fire of the PKK, between March 20 and May 24, was quickly counterbalanced by the clashes which have occurred since then.

More than 600 people were killed in the first half of 1993, increasing the death toll to more than 6,200 since the PKK launched its armed campaign in 1984.

Both Turkish and Western diplomatic sources in Ankara point out that the meeting between senior officials of Turkey, the United States, Britain and France, before the last extension, reiterating the "importance" of Iraq's territorial integrity and supporting Turkey's struggle with the PKK, played a major role in calming popular antipathy.

The open support by U.S. Secretary of State Warren Christopher, given to Turkey in its struggle with "PKK terrorism," and his reaffirmation of assistance to Turkey in the form of more fighter planes and attack helicopters, will definitely help the Turkish government in asking for parliamentary support. A-10 ground battle planes and Cobra helicopters will strengthen Turkey's armaments in the rough terrain of the Southeast. But the political message given by the declaration is more valuable for the government.

Of course nothing is guaranteed when a parliamentary vote is to take place. We will see all that in a few weeks' time. ■

The Developments in PKK Amnesty & Emergency Rule

"It is true that this decree will help the dissolution of the PKK," said İsmet Sezgin, without attempting to hide the ulterior motive. "But that is not our target. Our target is to win the kids on the mountains back to their families and society." He was holding a press conference on June 8 on a Decree in Force of Law (KHK) which proposed a partial amnesty for members of the outlawed Kurdistan Workers' Party.

The decree provides for the pardon of those PKK members that have nevertheless committed no bloody acts of violence against security forces or civilians. It will be valid for 10 provinces in the East and Southeast under a State of Emergency since 1987. Those PKK members who give themselves up to state security forces of their own accord and state that they have not committed any act of violence will not be subjected to criminal investigation, the KHK said.

Asked how the government could discriminate between who are guilty and those who are not, among thousands of militants, Sezgin said the security forces had the necessary "evidence and information" to do so.

The decree was actually a diluted version of the one which had been approved by the National Security Council (MGK) and the cabinet on May 24. The first version of the decree was suggesting reduced penalties for those who have been involved in "bloody actions" as it described. In the second version the latter group has to take the benefit of the existing repentance law and denounce other organization members and actions to get reduced penalties. The first version was suspended the same day, because of a PKK attack on the Bingöl-Elazığ highway in which 35 unarmed Turkish soldiers and 5 civilians were massacred.

Hours before the Sezgin's press conference the PKK leader, Abdullah Öcalan, had given another one in Lebanon's Bekaa valley and officially ended the "cease-fire" -- which has practically ended in Bingöl -- by declaring an "all-out war" against Turkey. Acting Prime Minister Erdal İnönü sent messages the same day to the European Parliament, to all European parliaments, and to European socialist and social democrat parties, informing them of the issuance of the governmental decree and of its contents.

Emergency Rule: Not to extend the State of Emergency after its termination of the four-month Parliamentary mandate on July 19, was another promise the government had given after the PKK cease-fire on March 20.

Everybody knew that it would not be very easy for the government to explain such a move to Parliament and the public, after the Bingöl attack and the deceleration of the PKK. On June 9, the government submitted a draft to Parliament in order to

strengthen the powers of provincial governors, "as a step towards abolishing the State of Emergency."

Sezgin says that as soon as Parliament approves the -- submitted -- Provincial Administrations Law and the law rearranging the duties of the gendarmerie, the state of emergency will be lifted. Sezgin adds that if Parliament fails to approve the laws before the summer holiday, the emergency rule might be extended for another term.

The justification section of the draft says the mentioned changes are necessary in order to prevent developments "regarding changes in the profile of crimes and criminals" from forcing the government to reimpose states of emergency in the provinces. "These alterations (to the law) will establish a suitable atmosphere for the abolishment of the present state of emergency, which has been in force for rather a long time," the government says in the draft.

According to the draft, the governors will have extensive powers, including the power to:

- Seize all communications equipment, machinery, buildings, food, and medical equipment, etc. for the needs of the government administration, when necessary.

- Demolish buildings which pose a threat to the inhabitants. Restrict entry to and exit from buildings. Search buildings. Bar people from gathering in certain places. Impose curfews for up to three days.

- Suspend education in schools and universities. Close down student dormitories temporarily and take them over for other purposes.

- Search premises belonging to associations, clubs or similar social activity halls owned by trade unions or foundations, as well as cinema and theater houses, hotels and similar places. Determine opening and closing times for them, and close them down for up to three months.

- Limit and rearrange traffic flow regarding all vehicles entering and leaving the province. Impose the carrying of identity cards for local people and those visiting the province. @ Bar the carrying, storage, transportation and trading of all kinds of weapons, ammunition and explosives -- whether licensed or not -- in certain places at certain times.

With the draft, all public institutions, except the military, will have to forward to the governor every report regarding the general security of the province. The draft also states that a new governor will be selected from a list of those having at least 15 years of public service, prepared in advance, after discussions with the administrative services, in order to prevent political favoritism. While security sources argue that it was impossible "under the given conditions" to lift the Emergency Rule without replacing it with another legal regulation, opponents of the rule claim that the new law is actually aimed at normalizing and spreading the Emergency Rule "nationally." ■

Barzani is expected in Turkey today

- *Iraqi Kurdish leader is to ask for an extension of Provide Comfort mandate*
- *Barzani to see Semra Özal in Istanbul to give his condolences for the late President Turgut Özal*

Turkish Daily News

ANKARA-Iraqi Kurdish leader Mesud Barzani is expected to arrive in Ankara today for week-long contacts with Turkish officials, the Kurdistan Democratic Party (KDP) office here confirmed on Monday.

The KDP spokesman in Ankara, Safeen Dizayee, told the TDN that he was trying to arrange meetings for his leader, Barzani, with top Turkish officials, including President Süleyman Demirel, acting Prime Minister Erdal İnönü, and Foreign Minister Hikmet Çetin, on issues related to the situation in northern Iraq, and other matters.

Before arriving in Ankara, Barzani is expected to meet with the late President Turgut Özal's wife Semra in a stopover visit in Istanbul to give his condolences.

Barzani is expected to ask Turkish officials for another extension of the mandate of Operation Provide Comfort, which monitors the U.N.-imposed no-fly zone for Iraqi planes north of the 36th parallel.

"The necessity of the operation for Kurds will be pointed out in the talks," Dizayee said.

The six-month parliamentary mandate for Operation Task Force, which is on duty since June 1991, terminates on June 30. The force, consisting of United States, British and French planes and auxiliary units, including Turkish officers, has been operating in order to deter possible Iraqi military attacks on the Kurds living in the North, next to the Turkish border. One of the aims of the Operation is to prevent another wave of migration, like the one in the spring of 1991, when some 500,000 Iraqi Kurds piled up on the Turkish border and nearly 1.5 million on the Iranian border.

Iraqi Kurds also have an agreement with Turkey to cooperate for border security in order to prevent the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) from carrying out cross-border attacks against military and civilian targets in Turkey. They cooperated with Turkey in a large-scale cross border operation into Iraq in the fall of 1992. The cooperation was followed by PKK attacks on Iraqi Kurds and an economic embargo which was put into action by the PKK, burning Turkish lorries carrying food and humanitarian aid to them.

Expressing their commitment to the agreement, Dizayee said that the KDP armed forces have been carrying out patrols along the Turkish border and from time to time coincide with "pockets" used by the PKK militants. "We ask them to surrender," he said. "Clashes may take place when they resist".

Independent Kurdish sources claimed that in one of those clashes last week the KDP forces killed 10 PKK militants. Kurdish sources said that the leader of the Kurdistan Patriotic Union (PUK), Jalal Talabani, might come to Turkey next week in order to carry out contacts similar to those of Barzani.

Amnesty appeals to Çiller and PKK not to abuse human rights

Turkish Daily News

ANKARA- The London-based human rights organization, Amnesty International, has appealed in a letter to the new Turkish prime minister, Tansu Çiller, and the leadership of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to take measures to protect human rights and basic humanitarian standards in their nine-year-old conflict.

An Amnesty message sent to both sides on June 11, four days after PKK leader Abdullah Öcalan announced he was lifting the organization's unilateral cease-fire, called for leaders to take every measure to prevent civilians from being harmed. The message was prepared with the knowledge that the new PM would be named on June 14, a communique from the organization said.

The Amnesty message was as follows: "Although Amnesty International takes no position on armed conflicts as such, it is clear that the continuing armed clashes in southeast Turkey since 1984 have provided a context for grave and widespread human rights abuses by both sides.

"Amnesty International has documented and clearly condemned the practice of torture and extrajudicial execution by government forces, and the killing of prisoners and civilians by the PKK.

"Amnesty International has noted that since the PKK's declaration of a unilateral cease-fire there has been a significant reduction, though by no means a complete halt, in human rights abuses by both sides. This, we note, was warmly welcomed by both the media and the general public throughout Turkey. For its part, Amnesty International, believing that both sides in the conflict were sincere in wishing an end to the misery which the fighting brought, was encouraged to hope that this new development was the first step on a path which would finally halt torture, killings and other abuses.

"However, at the very time that the government was expected to enact a number of confidence building, measures, including the State of Emergency currently in force in southeast Turkey, this optimism was thrown into doubt by the killing of 33 prisoners by the PKK in Bingol on 24 May -- an act condemned by Amnesty International.

"Subsequent intense military activity resulted in the PKK's announcement on 8 June that their unilateral cease-fire was at an end.

"Although Amnesty International believes that the PKK and the Turkish government are reluctant to accept the return to persistent and widespread human rights abuses which renewal of the conflict would inevitably bring, we fear that both sides are being drawn unwillingly by the course of events back into a human rights crisis. These tragic consequences can only be avoided if both sides pull back from the brink and take steps to ensure the protection of human rights and basic humanitarian standards.

"It is for this reason that Amnesty International is appealing today to the Turkish Government, and to the leadership of the PKK, asking that every effort should be made now to prevent further pain, injury and loss of life which will certainly be paid by civilians as the price of such a conflict.

"In making this appeal we ask that both sides remember the hundreds of women, children, civilians and prisoners who have already died at the hands of both sides in the conflict since 1984."

Tuesday, June 15, 1993

turkish daily news

Analysis

Çiller: A sister, or sledgehammer lady for the Kurds?

■ **Will the new PM be able to differentiate between fighting terrorism and violating human rights?**

By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

ANKARA- Newly-elected Prime Minister Tansu Çiller faces the rough task now of dealing with the country's age-old Kurdish problem, which will show whether she is the affectionate sister, which she claims to be, or a Sledgehammer Lady, as some of her recent statements suggest.

Çiller has a reputation in Turkey of being an economist by heart and knowing the ins and outs of the Turkish economy, having been trained on the issue in the United States. But she is also strongly criticised by circles within the True Path Party (DYP) for not actually being what she appears to be. Some argue her economic instincts are nil and that her approach to the Turkey's problems are unrealistic. Among her own people in the party are those who completely mistrust her, on her only subject of expertise, and claim "she knows nothing." Now, Çiller ends up having not only the task of coping, on her priority agenda, with inflation, but of solving an even more important problem, the Kurdish issue.

And in this field, everyone agrees, she has no expertise. The problem here is that despite its boring nature for many Turks, the failure to find a political solution to the Kurdish issue has disrupted all attempts at democratization for the whole of the country. The continued existence of Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorism has been exploited by hardliner circles and used as an excuse for blocking major reforms aimed at destroying all remnants of the 1980 coup era and restoring human rights and freedoms throughout the country.

Meanwhile, the cost of maintaining the anti-terrorist campaign in southeast Turkey is so high that it has become one of the main factors which fans inflation, upsetting the economic equilibrium. In other words, unless a viable solution to the Kurdish issue is found, it is impossible for Çiller or any other state manager to cope seriously with other problems, such as democratization or inflation.

Over the years, the trouble in the Southeast has become dominant issue in all national affairs, having claimed more than 6,100 lives since 1984.

Unfortunately, among the candidates who contested Sunday's DYP election, Çiller was the most inexperienced on the Southeast. It took her several days, after last month's massacre of over 30 unarmed soldiers in Bingol, to see into the political dimensions of the affair and to toughen, for electoral purposes, her non-existing stance on terrorism.

Çiller's recent remarks, from statements she made prior to the DYP election to the speech she delivered at Sunday's convention, prove she is truly a politician -- even if not a successful economic expert.

From crushing terrorism to dealing with the problem "like a sledgehammer," from the mention of Allah and the importance of religion to the greatness of "Papa" Demirel; and from sacrificing her own body to protect the flag to bringing democracy to the party, she skipped from subject to subject as an experienced politician.

There is no doubt that Çiller is now becoming more experienced in politics and is catching up with the wind.

She is also gaining more and more support from the party grassroots, as well as from Turkey's nationalists for her denial of any separate ethnic identity in the country and her acknowledgement that the Turkish Armed Forces would deal with current security issues.

Her victory on Sunday is a reflection of the independent willpower of the party and intra-party democracy as much as a victory of the nationalist flanks.

Election speeches, however, are not necessarily a reflection of what will happen after coming to the target seat. Now, as head of the executive, Çiller is confronted with two alternatives.

She will either completely ignore the Kurdish issue, as her predecessor did, and yield to a military solution, or seek a completely new policy. The latter looks unlikely, especially when the national trend is so strongly in favour of the hardliners and still appears to confuse the Kurds with the PKK, and natural demands for rights and those of the separatists. The first indications are that Çiller has already decided on her own Kurdish policy, which is no different than that of the previous government -- she is inclined not to take a personal role. She will continue with her nationalist speeches promising victories and she will let the whole issue lie in the hands of the military. She is ex-

pected to make the most out of results of the upcoming operations.

This way, she will be pleasing both the hardliners who dominate the DYP and the Turkish nation in general. What seems to lie immediately ahead of the first Çiller administration is a massive crackdown which will begin in the Southeast region this week, on the surface targeting the mountain units of the PKK.

Whether Çiller can do anything to prevent this operation from inflicting damage on the civilian population is questionable. Had her rival, Ismet Sezgin, been elected, he reportedly had a plan to cease all operations of a logistic nature -- those aiming at evacuating villages and/or destroying them -- to prevent local recruitment from further enlarging the PKK. But even he and his people doubted that their decisions would be put into practice locally by the relevant security officials. Today, much towards solving the Kurdish issue depends on the attitude Çiller takes in view of ongoing operations. Reports are that there is an immense troop buildup in the troubled region and a huge crackdown dubbed "The Summer Operation" is imminent. This may also range into northern Iraq where a token PKK force shelters, in groups of 20-30 militants.

This far, there is no problem. Turkey would be using its undeniable right to defend its sovereignty and re-establish stability in the sensitive region.

But if the operations continue to affect civilians, as they do now, and aim at destroying civilian positions only for the sake of cutting logistic support to the organization, there could be many problems for the new administration.

For one, Çiller was elected to her seat not only with nationalist votes but also by the delegates from southeast Turkey. By people who believed she would be more moderate than Sezgin and that her promises of "motherly and sisterly affection" were sincere.

Secondly, any measures against the civilians will clearly be serving the interests of the PKK, which is continuously seeking new recruits for its own summer campaign. The fight against terrorism, in such a case, would turn into a vicious circle. Çiller has still not commented on what she believes with regard to the government's realization of the "Kurdish identity," but she should be aware that whatever is said in Ankara, developments in the region continue outside of central control.

Which of the latest officials, for instance, prevented security officers from banning the use of three colors together in Batman province? Who could stop the locally-introduced ban on the use of Kurdish language and the singing of Kurdish songs in public?

Kurdish deputies now believe that if Çiller is sincere and if she truly feels the affection she continuously expresses to the masses, she must immediately make a distinction between terrorism and the Kurdish issue. A distinction between the terrorist and civilian; and a distinction between fighting terrorism and moving against the people.

Çiller is Turkey's first woman prime minister and this alone, for this Muslim-dominated country, is an important change. She is also someone who now has the chance to improve the image of the state in the Southeast. But all cur-

rent balances are against her. It appears that instead of directing the people, she may soon resolve to being directed by the nation. Thus, she would have to go along with current policies -- at least on the Kurdish issue.

But the test of Çiller will not take long. Already, there are reports that the operations in the Southeast have started and that several villages have also been hit. Then, there are attacks by the PKK targeting military targets -- further hardening the stance of the army.

In all of this, Turkey's state security appara-

tus in general does not believe that a female economist, who only a month ago appeared in a mass circulation newspapers in a series of photographs showing her sunbathing in a swimming suit, can run the country's security policy.

Observers close to Parliament also guess it would be harder than ever for the country's generals -- who even refuse to be attached to the Defence Ministry -- now to line up behind this attractive brunette politician in protocol.

Sunday night, Çiller shortly referred to what

she believed should be done in the Southeast and it was no more than a stronger repetition than what the government has been saying for a long time. "One must differentiate between the terrorists and the people," she said. "We will show affection to the people. But we will be tough, and if necessary even tougher, on the terrorists."

For the time being, there appears to be no change in Turkey's almost nonexistent Kurdish policy. If Çiller does not take the reigns, though, the situation will get worse and worse.

Power struggle heats up

turkish daily news /Wednesday, June 16, 1993

Syria hits Lebanese drug smugglers

By Ed Blanche

Anatolia/Associated Press

NICOSIA, Cyprus—The Syrian military is cracking down heavily on drug smugglers in Lebanon in what appears to be a power struggle between President Hafez Assad's son Basil and his uncle, Assad's unruly brother Rifaat.

Knowledgeable sources recently in Syria and Lebanon told The Associated Press that Basil Assad, a Syrian Air Force major and the heir apparent, is behind the crackdown launched three weeks ago.

These sources, along with Western diplomats in Syria, Jordan and Cyprus, said Basil, 31, head of the presidential security apparatus and apparently allied with powerful Syrian generals, is seeking to strip Rifaat of a major source of his financial power.

Western officials say Rifaat, 56, and other senior Syrian officials have long been deeply involved in the narcotics trade. What is happening in Lebanon appears to be the initial skirmish in a power play centered on who will succeed Assad, 62, and reported to be in poor health.

Smuggling operations linked to Rifaat's nephew and ally, Jamil, son of the president's second brother, are also a target. Lebanese officials say the crackdown has a wider objective: cleaning up the widespread criminal enterprises and official corruption that flourished in Syria and Lebanon during Lebanon's 1975-90 civil war.

But the sources said the Syrian forces are concentrating on shutting off illegal operations linked to Rifaat, particularly revenues from the narcotics trade in the Bekaa Valley of east Lebanon.

The Bekaa is a major center for growing marijuana, the base for hashish and opium poppies, from which heroin is produced. Last year, some 50,000 acres were used for growing narcotics. Western officials conservatively estimate the trade is worth \$500 million a year.

The Bekaa has been a Syrian fiefdom since 1976, when Assad sent his army into Lebanon to quell the civil war.

But it was not until 18 months ago that the Syrians, under U.S. pressure, made any move against the narcotics trade. Those efforts were widely seen as cosmetic. But the Americans have made clear that Syria will not be removed from the State Department list of countries sponsoring terrorism, or be eligible for economic aid, until it severs links with extremist groups and the narcotics trade.

A U.S. congressional committee report last November identified Rifaat Assad; Gen. Ali Duba, Syria's powerful military intelligence chief; and Defense Minister Mustafa Tlass as being "intimately connected with the Lebanese drug trade." Assad and his sons are believed to be clean. But the report said his close associates have all "amassed an illicit fortune by cooperating with the traffickers."

The main targets in the crackdown are Maronite Catholic and Shiite Muslim clans in the Deir al-Ahmar region of the Bekaa who are known as "the untouchables" because of their links with high-ranking Syrians, including Rifaat.

The Syrian operation is commanded by Lt. Col. Ali Safi, a key aide of Brig. Gen. Ghazi Kanaan, Syria's military intelligence chief in Lebanon and Assad's viceroy there.

Safi toured Deir al-Ahmar June 6, ordering selected growers to bulldoze their fields, the sources reported.

Since the collapse of the Soviet Union, Syria's ally, Assad has moved toward the United States and was a key Arab component of the U.S.-led coalition against Saddam Hussein in 1990-91. Assad also joined the U.S.-sponsored Arab-Israeli peace talks in 1991 after decades of stonewalling.

All this has led to cautious moves toward liberalizing his minority Alawite Muslim regime. These in turn have bred uncertainties, primarily who will succeed Assad.

Basil, his eldest son, is considered a candidate, although he is constitutionally forbidden from assuming the presidency until he is 40.

But it is likely that a cabal of Assad's generals could be named as overseers until Basil is old enough to take office. Duba and other Alawite commanders are likely candidates. The unpredictable Rifaat is one of three vice presidents, but is widely disliked and mistrusted.

He took Syria perilously close to civil war in 1984, when he tried to seize power after Assad was laid low by a heart attack. He was sent into exile, but was allowed to return to Damascus last year.

His position there remains unclear. But he has revived his business empire, including his reported narcotics links, in Syria and Lebanon -- a prerequisite for political power.

Demirel holds surprise security summit at palace

■ Experts believe massive crack-down on separatists imminent

■ General Güreş says operations against PKK will end soon

Turkish Daily News

ANKARA—President Süleyman Demirel on Tuesday headed a security summit at the presidential palace, believed to be related to preparations to launch a

massive crack-down on the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

A statement made from the presidential palace said acting Prime Minister Erdal İnönü, Interior Minister İsmet Sezgin, National Defense Minister Nevzat Ayaz, Chief of General Staff commander General Doğan Güreş and National Intelligence Organization (MIT) Undersecretary Sönmez Köksal were invited for the event. General Güreş said during the day that

military operations launched against the PKK would soon be completed, and he reaffirmed that the Turkish Armed Forces were acting under the authority of the civilian administration.

He was in the Black Sea city of Trabzon where he was scheduled to stay until Thursday, when the announcement was issued by the Palace.

On Tuesday, militants of the PKK, which terminated its unilateral cease-fire last week, continued attacks on civilian targets and killed at least 10 people including two children. Officials said the PKK attacked Gözlüce village in Siirt and killed seven people, including two women and four children. Four others were hospitalized.

In a separate attack, two people were killed and three people were kidnapped and two schools were burned down in Tunceli and Bingöl.

The militants burned a car belonging to a teacher in the Çaldıran, Van. Five people believed to be involved in the incident were placed under arrest by security forces. Acting Prime Minister Erdal İnönü said Tuesday that the number of terrorist attacks is on the

rise and the problem of terrorism has yet to be solved in Turkey.

İnönü added that the terrorists attempted to divide Turkey, but the Turkish government will soon solve the problem with its democracy, security forces and people.

Speaking about terrorism in the eastern province of Erzurum, Turkish business tycoon Vehbi Koç said on Tuesday that businessmen would invest in the troubled region if terrorism could be prevented. The speech was taken as a message in support of Ankara's anti-terrorist policies.

Meanwhile, measures against urban terrorism also yielded results on Tuesday with operations carried out by Istanbul police.

Operations were organized by the security forces in Izmir, during which, two members of the Dev-sol (Revolutionary Left) were arrested and their firearms seized by security forces. In Istanbul's Kadıköy district, a bomb, which had been planted in the car park of a block of flats, exploded and nearly killed the porter who tried to throw the bomb away with a kick.

LIBERATION -18 juin 1993

ALLEMAGNE. Un Kurde a été tué hier devant un foyer de demandeurs d'asile à Dülmen, dans l'ouest du pays, a annoncé le parquet de Münster. Selon les magistrats, deux inconnus ont sonné dans la matinée à la porte du foyer et demandé à un enfant de 6 ans d'appeler son père. Lorsque ce dernier s'est présenté, ils ont tiré sur lui. Blessé à la poitrine, la victime est décédée à l'hôpital.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 17, 1993

CRUELTY AND SILENCE: War, Tyranny, Uprising and the Arab World

By Kanan Makiya. 367 pages. \$22.95. Norton.

Reviewed by Milton Viorst

SADDAM-BASHING was a cottage industry among American journalists during the months of crisis in the Gulf. Dozens of instant books appeared, telling us what a horrid man the Iraqi president was. For Americans, of course, it was an easy message, easy to write, easy to read. It was PC.

But for Kanan Makiya, an Iraqi Arab living in exile, exposing Saddam was decidedly difficult. Writing in English, under the pen name Samir Al-Khalil, he published in 1989 "Republic of Fear," a haunting examination of Iraqi totalitarianism. A year later, he published "The Monument," a study of Saddam's vulgarization of art to serve his regime. These books put Makiya's life at risk. They also evoked scorn from other Arab intellectuals, for whom criticism of Saddam was not PC at all.

In "Cruelty and Silence," Makiya evens the score. The cruelty in the title is Saddam's; the silence is the Arab literary community's. Makiya has no patience with Arabs who have hero-worshiped Saddam simply because he stood up to the West. His book argues that as long as the Arab intelligentsia — and particularly Arab writers living comfortably in the West — fail to expose Saddam Hussein and his fellow tyrants as vicious thugs, Arab civilization will remain frightened, backward, degraded.

Makiya devotes the early part of "Cruelty and Silence" to witnesses' accounts of Saddam's atrocities, first during the occupation of Kuwait, then during the postwar up-

risings in Iraq's Shiite and Kurdish regions. Makiya tells us that Saddam even employs specialists at rape, bureaucrats whose work, under Arab codes of honor, inflicts humiliation on his enemies. Unfortunately, such horrors have become so commonplace in our time that we are scarcely shocked. The recounting, however, is a necessary foundation for the grim case that Makiya makes.

My own problem with Makiya is that he is two-dimensional. He tells us nothing of the complex relations between Iraq and Kuwait before Saddam's invasion. He recounts none of the long history of Kurdish provocations of Baghdad. Most important, he attaches no real weight to the argument made by so many Arab intellectuals that Saddam's evil pales before that of the Arab regimes that summoned the West — the imperialists, the infidels — to resolve an intra-Arab dispute.

I quibble with Makiya, in proposing he say that, at least until the Gulf War, Saddam made the trains run on time. But admittedly, I am asking him to be what he is not. Makiya is no analyst. He makes no pretense of being fair-minded or balanced. He is, rather, a passionate man, a pamphleteer, defying Arab political correctness, and in the concluding third of the book he makes a powerful case that a pamphleteer's outrage — not a scholar's detachment — is precisely what the Arab world needs.

What happened during the Gulf crisis, he says, was that Arab intellectuals "couldn't see what all the fuss over Kuwait was about, but could only see the unfolding of yet another grand Western design against the Arab world."

Makiya expresses a special animus toward Edward Said, the prominent Palestinian-American scholar. He writes that Said is like other Arabs who see conspiracies every-

where, and so accuses him of being instigated to write "Republic of Fear" to serve American interests. Makiya counters by saying that Said's book "Orientalism" damaged a generation of young Arabs by blaming the West's cultural prejudices for Arab problems. Said, according to Makiya, conveyed to young Arabs "the morally wrong idea that the West is to be blamed in the here-and-now for its long nefarious history of association with the Middle East." Such attitudes, he says, led so many Arabs — Said among them — to transform Saddam into an innocent victim in the Gulf crisis.

Arab thinking needs a fresh start, Makiya says. Neither Arab nationalism nor political Islam, having "failed to evolve a genuinely convincing language of rights in politics . . . [and] become fossilized," is equipped to bring this change about. "It must begin with an Arab groundswell of revulsion at cruelty in the Arab home and cruelty on the Arab street, a groundswell which views someone like Saddam Hussein as the principle of cruelty incarnate, not as the principle of Arab strength."

Written in English, "Cruelty and Silence" will be denied the wide Arab audience that it deserves. Still, it will reach its target, the many Arab intellectuals living in the West, and through them, it will make its way into the Arab heartland. Today that heartland is torn between secular despotism and religious fanaticism. In an audacious voice, Makiya calls for new attitudes, based on mutual respect and personal responsibility. I suspect he will not go unheard.

Milton Viorst, a writer who has covered the Arab world for 20 years, wrote this for *The Washington Post*.

TELERAMA -16 juin 1993

Roman

Salim Barakat
Le Criquet de fer

Cent pages. Un concentré de violence, de poésie et de vie. Salim Barakat est kurde. Il est né en 1951 au nord de la Syrie, dans un petit village non loin de la frontière turque. « *Nous étions des enfants qui n'avions pas d'enfance*, écrit-il. *Les grands vantaient notre sauvagerie. Ils aimaient les enfants endurcis, et nous, nous aimions la dureté des adultes.* »

Il raconte, plongée dans la guerre et la persécution, cette âpreté d'enfance, qui court pieds nus, qui pille avec joie, qui traverse la frontière, minée, pour braconner la palombe, qui persécute les animaux et s'intéresse aux morts, qui a peur des colères d'une mère.

Le Criquet de fer, composé de cinq courts récits, ressemble à un conte cruel. Ce sont des histoires que l'on écoute : Salim Barakat allie le rythme long et scandé de la poésie arabe avec la fulgurance des impressions d'enfance. **Catherine Portevin**

Ed. Actes Sud, traduit de l'arabe (Syrie) par François Zabbal, 102 p., 75 F.

Reportage Kurdistan

LES KURDES OUBLIÉS

Dans l'est de la Turquie, la population kurde subit la répression turque. Habitants chassés de leurs villages, omniprésence de l'armée qui n'hésite pas à tirer, économie étranglée... la résistance kurde s'organise.

En Turquie, le 23 avril est le jour de la souveraineté nationale et des enfants. Ce jour-là, la télévision montre complaisamment les ministres jouant à Jacques Martin dans leur cabinet, transformé, pour l'occasion, en école des fans.

Pourtant à Hasankeyf, petite ville kurde blottie entre le Tigre et la montagne, si les enfants sont roi, leur royauté s'exerce sous bonne garde : aux extrémités du pont qui enjambe le fleuve, des blindés ont pris position ; sur les toits et sur les hauteurs qui dominent la ville sont embusqués des soldats, mitrailleuse en batterie, des patrouilles sillonnent les rues... Ici la population est kurde à 100 % et, l'avant-veille, deux guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) (1) ont été abattus par l'armée turque. Toute manifestation publique est donc jugée susceptible de se transformer en manifestation indépendantiste.

Dans la ville, les troupes turques font figure d'occupant, les échanges avec la population se réduisent au minimum et le commandant du district — véritable autorité locale qui laisse peu d'espace au maire (kurde) élu — multiplie les brimades gratuites. Exemple : il exige des hommes qu'ils taillent « à la turque » les bouts de leurs moustaches et ne les gardent pas tombantes « à la kurde » ; il interdit aux restaurateurs de présenter leurs salades en bandes parallèles de tomate (rouge), concombre (vert) et citron (jaune) car il s'agit-là des couleurs du drapeau kurde !

A une centaine de kilomètres, Diyarbakir, la capitale historique du Kurdistan, n'en finit pas de se gonfler du flot des réfugiés chassés de leurs villages par les bombardements de l'aviation turque, les incursions des militaires ou des groupes de « défense civile » qui brûlent les fermes et terrorisent les habitants.

A la ville on cherche un parent susceptible d'accueillir la famille qui s'entasse dans la pièce unique, ou l'on tente de recréer un village-bidonville à la périphérie de l'agglomération.

Ali, soixante-quinze ans, immobilisé sur son lit au fond d'une pièce sombre, témoigne : « Quelques jours plus tôt il y avait eu cet accrochage entre un groupe de guérilleros et la défense civile... Le 19 décembre, nous bavardions dans le « salon de thé ». Les paramilitaires ont fait irruption dans la salle et ouvert le feu. Je me suis effondré, touché aux deux jambes. Mon dernier souvenir, avant de m'évanouir, est l'odeur de fumée : le village brûlait... Les femmes m'ont conduit en charrette jusqu'à l'hôpital de Diyarbakir ; d'où on m'a mis dehors au bout de quelques semaines car je ne pouvais pas payer les soins... Toute ma famille, comme tout le village de Tepecik, se sont réfugiés ici, abandonnant les terres, les maisons, le bétail... Trente-six personnes vivent sous le même toit ; seule une de mes petites-filles, âgée de neuf ans, gagne un peu d'argent en gardant des gosses. »

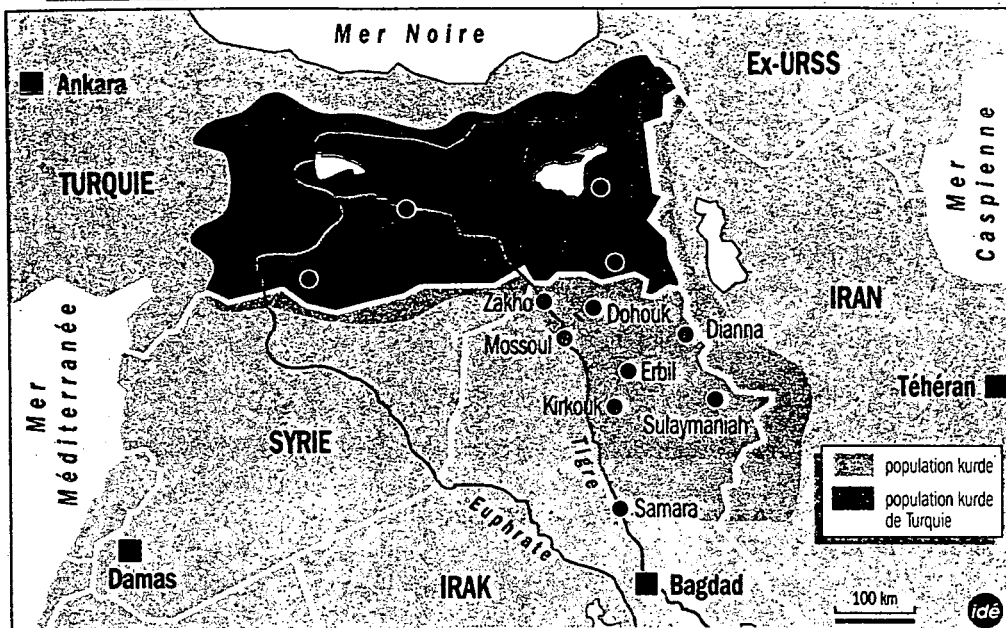
« Il faut faire pression sur le gouvernement turc pour que cesse la sale guerre »

Tefik, frère d'Ali, a été arrêté avec d'autres villageois, pour s'être plaint aux autorités militaires. Pendant vingt et un jours, des parents de détenus ont mené une grève de la faim ; mais, aujourd'hui, cinq des leurs sont encore en prison. « Dites-le en Europe, insiste Tefik, nous ne demandons pas la charité, mais il faut faire pression sur le gouvernement turc pour que cesse la sale guerre. »

Pour Remzi Kartal, député du Parti des travailleurs du peuple (HEP), pro-kurde, « le gouvernement turc mène, contre le peuple kurde, une guerre totale. Un territoire est vidé de sa population, une région est économiquement étranglée et socialement sinistrée. »

Hassan, l'instituteur, le militant de la cause kurde, sort aujourd'hui de prison — passage à tabac, pendaison par les pieds, isolement, yeux bandés pendant plusieurs semaines — ses mains sont rudes, ses joues hérissées de poils noirs et drus, mais l'accolade chaleureuse : « Ecris tout ça... camarade. » Toujours l'obsession du silence pesant sur leur combat. Un silence de gisant, la nuque trouée d'une seule balle — c'est la signature qu'affectionnent les groupes paramilitaires qui font leur sale boulot, couverts par l'inertie complice des autorités.

Il ne fait pas bon être journaliste au



Kurdistan : Musa Anter, Hafiz Akdemir, Yaha Orhan, Hüsseyin Deniz, Kemal Kiliç... treize journalistes assassinés; la presse honore ses martyrs et d'autres prennent la relève; comme si la répression alimentait la colère et la résolution des opprimés. « Je me suis senti devenir Kurde à travers la lutte du PKK, affirme Buran, journaliste; aujourd'hui nous sommes devenus une nation. »

Pourtant, cette revendication orgueilleuse de la « kurdité », la rose rouge et la rose jaune brisant leurs chaînes, les milliers de mains signant le V de la victoire lors des cérémonies du nouvel an kurde, le Newroz, ne s'accompagne d'aucune haine « ethnique » à l'égard des Turcs. Seulement la détermination farouche d'un peuple à exister.

« Bien sûr que nous donnons à manger

aux « frères » de la guérilla, quand ils passent dans nos villages, admet Mehemet, le berger. Les députés kurdes au Parlement ne sont que des notables, complices du gouvernement turc. » Pourtant, à la veille des élections législatives d'octobre 1991, le HEP s'est constitué et, avec le soutien actif du PKK, a fait élire seize de ses candidats au Parlement turc. Serait-ce le signe annonciateur d'un transfert de l'affrontement militaire vers une opposition politique?

Un cessez-le-feu a été décrété unilatéralement par les Kurdes, signe concret d'un désir de paix

La grosse moustache souriante d'Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, fait la une du quotidien « Özgür Gündem » et, en

1^{er} Mai à Istanbul. Les Kurdes aux cotés des forces progressistes turques.

Le Kurdistan a été divisé en 1923 par le traité de Lausanne. Le peuple kurde est aujourd'hui installé en Turquie, Irak, Iran et, dans une moindre mesure, en Syrie et dans l'ex-URSS (voir carte). On estime que sur les 25 millions de Kurdes, entre 15 et 18 millions sont installés en Turquie sur 60 millions d'habitants (il n'existe pas de recensement indiquant l'origine ethnique). Près de la moitié d'entre eux vivent dans les grandes villes où ils ont émigré depuis les années cinquante et continuent de le faire, à la recherche de travail. Les régions du sud-est de l'Anatolie où la population est à 80 % kurde sont en effet les moins développées du pays, bien qu'elles disposent de richesses naturelles (notamment en pétrole, gaz, cuivre) et de très importantes ressources en eau.



page intérieure, le leader kurde commente l'événement qui aurait pu constituer un tournant dans ce conflit qui s'éternise : le cessez-le-feu, décrété unilatéralement par le PKK, en gage de bonne volonté de la part des forces rebelles, pour que puisse s'amorcer enfin un processus de règlement politique de la question kurde. Depuis, l'armée turque ayant poursuivi ses opérations et le gouvernement d'Ankara ayant refusé toute négociation, Abdullah Ocalan a annoncé la reprise des combats.

En Turquie, quand les ajustements structurels imposent une austérité accrue, le budget militaire devient lourd à porter. Dans son éditorial du 28 avril le « Turkish Daily News » que l'on ne peut sûrement pas accuser de sympathie pour les rebelles — estime qu'il serait plus raisonnable de s'attaquer aux causes profondes du conflit, plutôt que de s'obstiner dans l'impasse de la violence. Mais les militaires sont-ils prêts à lâcher l'os qu'on leur a donné à ronger?

Le 1^{er} Mai, à Istanbul, les militants kurdes se joignent aux forces progressistes turques qui défilent dans la banlieue ouvrière de Pendik, loin des mosquées historiques, des baklavas dégoulinants et des « turqueries » de carte postale. Dans le bus, on déclame des poèmes, on chante des airs folkloriques kurdes, mais aussi « Bella ciao », les Quilapayun traduits en turc... Le peuple kurde ne se trompe pas d'adversaire.

Texte et photos Philippe Revelli

(1) Fondé en 1977, le PKK, qui se revendique du marxisme-léninisme, est passé, en 1984, à la lutte armée.

Barzani meets with Demirel, Çetin

Turkish Daily News

ISTANBUL- Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani held separate meetings with Turkish President Süleyman Demirel and Foreign Minister Hikmet Çetin on Wednesday.

Çetin told a press conference before the meeting with the Kurdistan Democrat Party (KDP) leader that they were to discuss the contacts Barzani made prior to his coming to Turkey as well as developments in the region. When asked whether or not they would discuss the unilateral cease-fire of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) and the developments which occurred later, Çetin said there was no specific topic.

Çetin also denied any Turkish plans to launch a cross-border operation into northern Iraq, where, intelligence sources report, PKK armed units have been piling up for some time. Meanwhile, senior Kurdish sources said on Wednesday that Iraqi Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani, who played a major role in the PKK cease-fire process, had cancelled his own visit to Turkey

which was scheduled for today. They said he too would have met with Demirel but decided at the last minute to go to Damascus.

On Tuesday, Barzani publicly criticised the PKK for shattering its cease-fire and said "I do not find this action correct." He told reporters upon arriving in Istanbul for talks with Turkish leaders, "I am deeply saddened that they have changed their minds."

The leader of the PKK Abdullah Öcalan, declared an all-out war on Turkey this month, ending the truce and dampening hopes for a solution to the Kurdish problem in Turkey. Nearly 6,200 people have been killed in Turkey since the PKK began a bloody fight for independence in the Southeast in 1984. Barzani also said he would ask Turkey to extend a mandate for the deployment of international military forces in its territories for protection of Kurds in northern Iraq. U.S. air force jets based in Adana, southern Turkey, patrol a no-fly zone in Kurdish-controlled northern Iraq.

Kurdish village caught in murky web of violence

By Alistair Lyon

Reuters

KIFR DELI- The dog lies silently in the dark and does not rise from the bloodstained earth floor even when its owner, Mehmet Serin, thwacks it with a plank.

Both have survived an attack 36 hours earlier by gunmen who raided this Kurdish village in southeast Turkey. The attackers, said to be Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas, struck at 9:30 p.m. on Sunday when Serin was at a wedding attended by many of Kifr Deli's 800 people. "They knocked at the door and said 'Where is your father?'" recalled Sevkan, Serin's 10-year-old son.

Not finding Serin, the gunmen allowed his mother, his wife, three daughters aged 14, two and eight months, a nine-year-old son and Sevkan to leave while they set fire to the house.

The family took refuge in the stables below the house, where the gunmen found and shot all of them except Sevkan who had hidden in a feeding trough in a windowless backroom. Flies buzz incessantly over the dried blood on the ground, some human, some from a donkey killed in the shooting. Serin flings a child's metal walker across the charred wreckage of his kitchen. "Who will bring back this baby?" he cries. "Is this how they will establish a Kurdish state?" His second wife, who was visiting her family in Diyarbakır at the time of the attack, bursts in, apparently distraught. She rips off her headscarf and slaps her head and thighs, wailing and stumbling over the blackened roof timbers on the floor of her ruined home until older women lead her away. Kifr Deli, or Yaylacık to use its officially designated Turkish name, lies in Mardin province, one of 13 provinces under emergency rule imposed to quell the PKK insurgency. Nearly 6,200 people ha-

ve been killed in incidents related to the PKK independence campaign.

Ostensibly, Kifr Deli has sided with the government, which pays a monthly wage to 20 villagers who patrol the streets in blue denim shirts and carry Kalashnikov assault rifles. Kifr Deli's headman, Şeyhmus Neyir, 56, says two village guards, among about 35,000 enlisted in the government's battle with the PKK, were wounded in a clash with the gunmen. For Turkish security officials, Serin's murdered family are merely the latest victims of what they see as mindless violence by the PKK in its nine-year-old struggle against the state. But Kifr Deli villagers display no strong anti-PKK feeling after Sunday's raid and even Serin denies he will seek revenge. "We are not against the PKK," Neyir says. "We did not take up arms for the money, just to make our village safe." Turkish gendarme commandos are settling into the primary school on the edge of the hillside village. They came the morning after the raid -- Kifr Deli has no telephone. Villagers complain they are squeezed from both sides in an implacable struggle between the PKK and security forces in which they risk punishment for any sign of disloyalty. "You can't refuse to give food to either side," one villager said. "If you give, you die. If you don't, you die."

"The (anti-terror) special teams and the PKK are both disturbing the people, but we just want peace and stability." Neyir says Kifr Deli has had no history of trouble with the PKK, but adds that once two villagers "went to the mountains" to join the rebels and were killed.

Other residents add, out of his hearing, that Kifr Deli village guards tried to turn in their guns after that but were forced to rejoin the militia by gendarmes who beat up Neyir.

Le gouvernement turc piégé par le PKK

Au moment où le gouvernement turc signait la loi d'amnistie, l'embuscade qui a coûté la vie à 41 Turcs, dont 38 militaires, dans la province de Bingöl, montre que le Parti des travailleurs du Kurdistan, une fois de plus, souffle le chaud et le froid. A moins qu'il ne s'agisse de l'expression des graves dissensions internes.

Yalcin Dogan - *Milliyet* (Istanbul)

Les représentants du PKK à Francfort, ainsi que ceux d'Istanbul, sont mal à l'aise et stupéfiés après la tuerie de Bingöl. Ils ne savent pas si le massacre a eu lieu, ou non, sous les ordres d'Apo [surnom du chef du PKK, Abdullah Öcalan]. Les uns et les autres avouent "attendre, eux aussi, impatientement, l'explication" de leur chef.

Lorsqu'il annonçait la décision de cessez-le-feu, en mars dernier, aux députés du Parti populiste du travail kurde [HEP, parti de gauche apparenté à la coalition sociale-démocrate au pouvoir en Turquie], Apo avait donné l'assurance suivante : "Je prends à l'instant un émetteur-radio pour donner des instructions afin qu'on respecte scrupuleusement le cessez-le-feu", avait-il dit. "Et je punirai celui qui le viole." La décision du cessez-le-feu avait été diversement reçue au sein du PKK. Tandis qu'une partie de l'organisation l'appuie, l'autre défend l'idée de la guerre.

Au fur et à mesure que les heures passent après le massacre de Bingöl, le malaise et la stupéfaction augmentent. Est-il possible qu'Apo n'ait pas été au courant de la tuerie ? Bien qu'il ait fait une déclaration dans la journée pour revendiquer l'embuscade, il peut y avoir été contraint pour étouffer l'impression qu'elle a eu lieu sans son aval.

Qu'il la revendique ou pas ne change rien, d'ailleurs, à sa propre responsabilité. Les deux hypothèses montrent seulement qu'il existe de profonds désaccords au sein du PKK. On a l'impression qu'Apo ne tient plus la barre, qu'il ne peut plus contrôler l'organisation de la terreur qu'il a lui-

même créée.

Le vin est tiré, Apo le boit

Si c'est le cas, il faut s'attendre à deux choses. D'abord, que le PKK se livre à un règlement de comptes dans son propre camp. Seconde conséquence, qui concerne cette fois plus directement la Turquie, que les terroristes puissent désormais frapper, de manière beaucoup plus sanglante, et avec des actions plus nombreuses.

Le vin est tiré, Apo le boit. Et il va encore plus loin en avançant de nouvelles conditions. "La république de Turquie doit avant tout autoriser le PKK et sa transformation en parti politique", explique-t-il à ses visiteurs. "Une fois cela acquis, elle doit procéder à des réformes et assurer les droits démocratiques du peuple kurde. Ce n'est qu'après que nous ayons obtenu nos droits qu'on pourra parler d'amnistie. A l'heure actuelle, une amnistie serait notre fin... La république de Turquie fait les choses à l'envers ; elle essaie de nous liquider avec une amnistie..."

La signification de ces propos est claire. Bien qu'Apo affirme haut et fort sa persistance, le cessez-le-feu est bel et bien aboli dans les faits. Selon les calculs d'Apo, l'amnistie fera descendre les terroristes de leurs montagnes, en privant le PKK de ses éléments les plus combattifs... Et le privant lui-même d'une partie de son pouvoir. C'est la raison qui l'incite à revendiquer la tuerie de Bingöl, même si elle a eu lieu en dehors de son contrôle. D'ailleurs, Apo ne rejette

aucune des actions terroristes commises jusqu'alors par le PKK. Il les assume toutes, dans le but de masquer les contradictions internes de son organisation.

En revanche, l'amnistie sème le désordre dans les rangs du PKK et le cessez-le-feu n'est plus respecté. Le désordre et la contradiction ne sont pas propres à un seul camp. Ils sont partout. Par exemple, dans les heures suivant l'annonce de la tuerie de Bingöl, le ministre de l'Intérieur, Ismet Sezgin, a déclaré qu'il n'était pas question d'abroger la loi d'amnistie. Une heure plus tard, le Premier ministre délégué İnönü précisait que "l'amnistie était provisoirement suspendue". Voilà qui témoigne d'un manque de coordination flagrant dans les sphères gouvernementales. Mais, pour nous, le problème est encore plus grave.

Quel moment le gouvernement choisit-il pour abroger l'amnistie ? Après le massacre de Bingöl... C'est-à-dire, comme un "réflexe d'Etat" après une agression... Quelle erreur ! Par cette attitude, l'Etat montre, même indirectement, que ses actions dépendent de celles des rebelles. Quand le PKK déclare un cessez-le-feu, l'Etat suit en procédant à une amnistie ; et quand celui-ci assassine 41 de nos citoyens, l'Etat répond en abrogeant l'amnistie. Le premier acte vient toujours du PKK, et l'Etat ne fait que réagir. Pourquoi n'essaie-t-il pas de développer sa propre politique hors du PKK ?

Au cours des deux derniers mois qui ont précédé l'amnistie, 200 terroristes se sont rendus. Il est clair que l'amnistie panique et désintègre le PKK. Alors, dans ce cas, pourquoi l'Etat fait-il machine arrière ?

Le Monde • Vendredi 18 juin 1993 •

Le Kurdistan irakien sous perfusion

L'ancienne province rebelle, qui vit de l'aide internationale préférerait recevoir les moyens de se développer

ERBIL*de notre envoyée spéciale*

Entre deux montagnes, dans les plaines du Kurdistan irakien, les blés ondulent et les paysans l'avouent : malgré les entraves, la récolte sera bonne. Le « ministre » de l'agriculture l'affirme : la moisson pourrait nourrir la population et des grains pourraient être stockés pour les prochaines semences. Mais qui bénéficiera de cette récolte ?

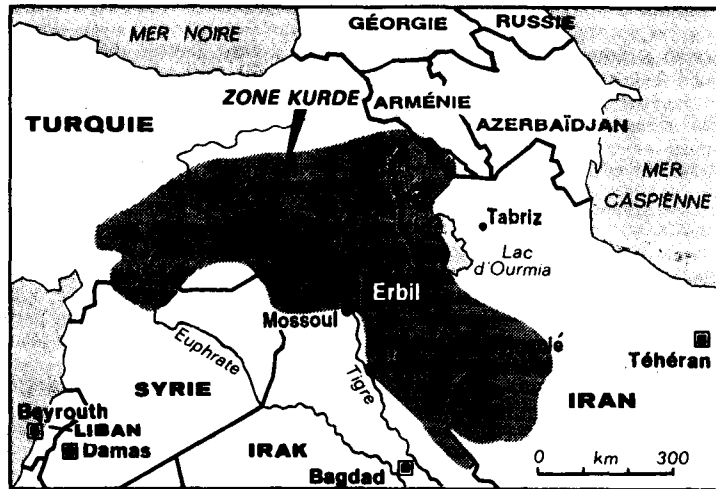
Comme l'an dernier, le régime de Bagdad qui offre de bons prix aux paysans ou le « gouvernement » kurde – non reconnu internationalement – qui, faute de moyens financiers pour l'acheter, a sollicité, en vain jusqu'à maintenant, l'ONU ? Enjeu de taille pour le « gouvernement » car le maintien sur place de cette récolte pourrait permettre de réanimer le circuit de production et de donner un peu de travail à une population qui compte plus de 80 % de chômeurs.

Cette affaire est exemplaire du paradoxe de la situation au Kurdistan qui vit, depuis plus de deux ans, sous perfusion internationale, alors qu'il aurait en grande partie les moyens de subvenir à ses besoins pour peu qu'on lui donne, une fois pour toutes, les moyens de redémarrer. Cette région a, en effet, des atouts : outre son agriculture, des puits de pétrole et quelques usines, aujourd'hui toutes à l'arrêt en raison de l'embargo sur l'Irak.

Salaires de rêve

La quarantaine d'organisations humanitaires présentes ici le disent haut et fort : « Le Kurdistan n'est plus en situation de première urgence », c'est une question de développement. Mais, comme l'affirme Fabienne Bully, représentante de France-Libertés, « on ne peut pas envisager de faire du développement sans volonté politique des pays donateurs ».

Le « gouvernement kurde », composé en grande majorité et à parité de membres des deux partis dominants, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, plaide dans le même sens. « Nous ne voulons pas être des assistés à vie, alors que nous avons les moyens de notre développement », affirme le « ministre » de l'action humanitaire et de la solidarité, Mohammad Tawfik.



Principale accusée des Kurdes, l'ONU, à laquelle ils reprochent d'une part de traiter de leurs problèmes avec Bagdad, et d'autre part de dépenser beaucoup plus d'argent en salaires et primes pour ses fonctionnaires qu'en aide réelle. Un garde des Nations unies touche 3 400 dollars par mois, plus une indemnité journalière de 185 dollars : de quoi faire rêver dans une région où le salaire mensuel atteint à peine 7 dollars.

D'autre part, quand l'ONU change ses dollars à Bagdad, elle le fait au taux officiel, soit 3 dollars pour 1 dinar, alors qu'au Kurdistan, 3 dollars valent 90 dinars. « Quand nous recevons 1 dinar, 89 vont donc dans les caisses du gouvernement de Bagdad », déplore Fouad Massoum, ancien « premier ministre » kurde. Nous demandons que l'argent nous soit directement versé et nous l'utiliserons sous contrôle de l'ONU. »

Autre difficulté : la plupart des organisations humanitaires présentes au Kurdistan n'ayant pas signé le mémorandum qui régit les rapports du gouvernement central avec l'ONU, elles ne peuvent bénéficier de la manne des Nations unies. Des ressources sont ainsi perdues faute de prestataires.

L'espoir, né des élections organisées avec la bénédiction de la communauté internationale, en mai 1992, s'est donc vite éteint. Aujourd'hui, un an après la mise en place du Parlement et du gouvernement, les autorités kurdes dressent un bilan amer d'une situation précaire et chaotique. Précaire, car – chacun en est conscient – la liberté retrouvée pour les Kurdes irakiens repose avant tout sur la protection des alliés, elle-même soumise, tous les six mois, à l'accord des dirigeants d'Ankara pour le stationnement des avions américains, britanniques et français

sur la base d'Incirlik. Même si la reconduction de cet accord n'a pas posé de problèmes jusqu'à maintenant, les Kurdes voudraient que sa durée soit liée au maintien au pouvoir du président Saddam Hussein. Cette assurance, souligne M. Tawfik, encouragerait ceux qui en ont les moyens à investir et les villageois à reconstruire sans crainte d'être de nouveau chassés.

La présence, sur la ligne de front, entre le sud sous contrôle du gouvernement central et le nord sous autorité kurde, de 70 000 à 80 000 soldats irakiens n'est pas faite pour rassurer une population, prête à croire les incessantes rumeurs d'attaques. En déplaçant et en changeant constamment ses unités, le régime de Bagdad, qui, selon des sources occidentales, n'a pas récemment renforcé son dispositif, maintient la pression et rappelle aux Kurdes qu'il a encore les moyens de frapper.

Cette précarité de la situation, les Kurdes la ressentent surtout comme volontairement liée au refus de la communauté internationale de se prononcer politiquement sur l'avenir du Kurdistan. « La communauté internationale nous regarde comme une partie de l'Irak et nous en sommes une », admet le Dr Rosch, « vice-premier ministre », mais nous ne sommes pas une partie du régime et nous devrions donc bénéficier de règles spéciales. On nous traite comme une population en danger qui a besoin de nourriture et de secours, au lieu d'apprécier notre processus démocratique, nos efforts d'organisation, et de nous aider à résoudre nos problèmes. »

Cet effort d'organisation réel et reconnu par la plupart se heurte en effet au manque de moyens d'un gouvernement qui perd, chaque jour, de sa crédibilité face à une population au sein de laquelle cer-

tains commencent à s'interroger sur ce qu'il en est de vivre libre mais le ventre vide. « Si l'alternative n'était pas le retour de Saddam, avoue l'ancien « premier ministre », Fouad Maassoum, la population exploserait. »

Recettes de contrebande

Mais que peut faire le « gouvernement » avec un budget dont les recettes sont composées principalement des taxes levées sur la contrebande en provenance de Turquie, d'Iran ou de la zone sous contrôle du gouvernement de Bagdad ? Celles-ci rapportent environ 90 millions de dinars quand il en faudrait, selon l'ancien premier ministre, 150 pour payer les fonctionnaires, les peshmergas, et faire tourner l'administration.

Dans ce contexte, l'annulation, le 3 mai, par Bagdad, des billets de 25 dinars imprimés à Londres et qui avaient les faveurs des Kurdes a été durement ressentie. Le recensement de ces billets a montré que le Kurdistan en possédait pour 1 milliard de dinars, soit, au taux actuel, environ 35 millions de dollars. Une somme que les responsables kurdes voudraient voir rembourser sur les avoirs irakiens gelés. Ce qui, à leur avis, aurait aussi pour conséquence de décourager Bagdad d'en faire autant pour les billets de 5 et de 10 dinars.

Aujourd'hui la psychose de l'annulation de ces billets s'est emparée des Kurdes, qui, sans perspective d'une solution de remplacement, ont perdu confiance dans leur monnaie. « Le gouvernement de Bagdad nous a traités, dans cette affaire, comme un pays étranger », assure M. Maassoum, mais l'ONU ne tient pas compte des mesures irakiennes. Les Nations unies doivent tenir compte de la réalité kurde. »

L'incapacité du gouvernement à agir sur une situation économique catastrophique crée une instabilité politique facilement exploitable à la fois par la Turquie, l'Iran et bien sûr l'Irak. Si Ankara n'a pas intérêt à déstabiliser le Kurdistan irakien, il n'en est pas de même pour Téhéran et Bagdad qui ne se privent pas d'agir en sous-main afin d'entretenir une insécurité qui obligera les organisations humanitaires à quitter la région.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les Kurdes dans l'engrenage de la violence

La guerre civile a repris dans le sud-est du pays

La Fondation kurde des droits de l'homme et des libertés sera-t-elle un jour reconnue par le gouvernement d'Ankara? Son jour viendra, espère Serafettin Elçi. Ministre turc du développement en 1978-1979, emprisonné pendant trois ans après le coup d'État militaire de 1980, ce natif de Cizre, ville symbole de l'identité kurde depuis le XVII^e siècle, connaît le poids des tabous dans son pays : l'identité kurde a été constamment niée depuis la création de l'État par Mustapha Kemal en 1921, et la seule mention du mot « kurde » dans l'intitulé de sa Fondation semble paralyser les officiels à Ankara. Mais il ne l'effacera pas. « Je veux forcer la législation existante », explique-t-il, dans un sourire assombri par une courte moustache, lors d'un court séjour à Paris.

L'enjeu dépasse la création d'une association. Il est dans la tentative d'une poignée de personnalités de créer un espace d'expression des revendications kurdes modérées, alors que la Turquie est à nouveau engagée depuis trois semaines dans une quasi-guerre civile au sud-est de son territoire. Dans les montagnes kurdes, les accrochages se multiplient en effet entre l'armée et les indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En trois semaines, les combats ont fait plus de 300 morts.

Cette nouvelle flambée de violences marque l'échec d'un cessez-le-feu unilatéral proclamé par le PKK en mars dernier. Durement affaibli pendant l'hiver et sensible à la lassitude croissante de la population kurde à l'égard de la guerre, la guérilla avait déserté les postes de combat à la veille d'une nouvelle offensive de l'armée.

Pendant trois mois, un calme

précaire a donc régné. Le gouvernement avait rejeté toute recherche de compromis avec les « terroristes » mais les opérations de l'armée avaient baissé d'intensité. Ankara avait en outre esquissé un geste en préparant un décret-loi qui offrait une amnistie à tout membre du PKK renonçant à la lutte armée, pourvu qu'il ne soit pas reconnu coupable de crimes de sang. Des réductions de peine (1) étaient prévues en d'autres cas.

Coïncidence? Le 24 mai, jour où le gouvernement turc s'appropriait à officialiser ce décret, 33 jeunes conscrits étaient froidement assassinés dans une embuscade du PKK dans la province de Bingöl, au sud-est du pays. Le cycle de la violence était relancé.

Dans cet engrenage sanglant, les modérés kurdes doivent se prémunir de tout côté. L'intransigeance du gouvernement sur la question kurde les soumet à un harcèlement permanent de la justice turque. Quant

au PKK, il n'entend pas laisser s'exprimer d'autres voix kurdes que la sienne. Le HEP, parti parlementaire kurde, a ainsi été happé il y a un an dans la mouvance du PKK, et « n'est plus ce parti modéré dans lequel nous avions fondé des espoirs », constate Serafettin Elçi.

La mort brutale du président turc Turgut Özal, en avril dernier, a encore réduit la marge de manœuvre. Par de nombreuses déclarations, celui-ci avait contribué à créer un débat public autour de la question kurde. Et même si ses propositions n'ont été que rarement concrétisées, « il avait ouvert des brèches dans l'idéologie kémaliste », souligne Serafettin Elçi. Aujourd'hui, aucun dirigeant politique turc ne semble avoir la dimension et le courage nécessaires pour poursuivre dans cette voie. Les modérés font le gros dos.

Jean-Christophe PLOQUIN

(1) Le décret, finalement entré en vigueur le 8 juin, ne concerne plus que les militants non accusés de crimes.

Yilmaz asks Barzani for closer cooperation against terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut Yilmaz on Friday asked the visiting Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Mesoud Barzani for closer cooperation against subversive Kurdish terrorist activity in Turkey, the Anatolia news agency reported.

Following the meeting at the ANAP party headquarters in Ankara, the ANAP leader disclosed that he had told Barzani his party would back the government's efforts to extend humanitarian aid to northern Iraq.

"However, I added that Turkey expected northern Iraqis to help support its fight to keep its territorial integrity intact," Yilmaz told reporters.

He added that Barzani had informed him of the talks of Iraqi National Congress with U.S., British, Saudi Arabian, and Kuwaiti officials. "He also talked to me about the worsening economic situation in northern Iraq," Yilmaz said. Referring to the expected extension of the term of Operation Provide Comfort within Turkish borders, Yilmaz said that while it was true that the

force had been deployed in Turkey during the ANAP rule, the terms for its stay on Turkish territory should be reevaluated.

Barzani said for his part that his talks with the ANAP leader had been very fruitful and disclosed that they had agreed to enlarge the scope of cooperation between the two parties. In another development, KDP leader Barzani met with British Ambassador Peter John Goulden.

He is reported to have told Goulden that the extension of term of duty of Operation Provide Comfort was compulsory.

Le Monde

● Mercredi 23 juin 1993 ●

Statu quo au Kurdistan

*Leur quasi-indépendance restant à définir
les Kurdes d'Irak vivent au jour le jour
avec ce que cela suppose de contrebande et de divisions*

TAWILA

de notre envoyée spéciale

Au sommet d'une route de terre escarpée, une double porte en fer sur laquelle flottent deux petits drapeaux de la République islamique, marque la frontière entre l'Iran et le Kurdistan irakien. Côté irakien, une dizaine de camionneurs attendent le bon vouloir du fonctionnaire iranien qui règle les passages. Les « douaniers » kurdes sont postés en bas de la route et ne se montrent pas à cette porte, dominée par deux postes militaires iraniens. Depuis l'ouverture de cette frontière, il y a trois mois, le village de Tawila, traditionnellement voué à la fabrication de mules, a retrouvé une part de son activité et, sur les bords de la rivière qui le traverse, des gargottes se sont ouvertes pour les routiers.

Détruit dès le début de la guerre entre l'Iran et l'Irak, Tawila a été un peu reconstruit mais, comme la plupart des villages renaissants du Kurdistan – un millier environ sur quatre mille ont été dynamités – ne compte, aujourd'hui, que deux mille habitants sur les dix-sept mille qui y vivaient avant. Rebâties et entretenues par l'association France-Libertés qui a fourni au village, privé d'électricité, un puissant générateur, la petite école secondaire abrite cinquante élèves et l'école primaire, trois cents.

Beaucoup d'autochtones, cependant, continuent d'occuper ces sortes de bidonvilles de béton, conçus par le régime du président Saddam Hussein pour mater les Kurdes. « Avec le temps, les familles se sont agrandies, explique Marianne Mayot, membre de l'association lyonnaise Equilibre. *Souvent, une partie seulement rentre au village, alors que l'autre demeure dans ces bidonvilles où elle bénéficie des distributions de nourriture.* »

Outre les produits rationnés – riz, thé, sucre, huile de cuisine – toujours fournis par Bagdad aux Kurdes, mais irrégulièrement et en

quantités très inférieures à celles offertes au reste des Irakiens, sept cents mille personnes environ reçoivent de l'ONU des colis alimentaires. On ne meurt pas de faim au Kurdistan et, selon les organisations humanitaires, on ne constate pas de maladies, liées à la malnutrition.

Pas moins de vingt-cinq postes de « douanes » ont été ouverts le long de la frontière iranienne par le « gouvernement » kurde – non reconnu internationalement. A Tawila, « la contrebande avec l'Iran fait vivre une douzaine de familles », affirme Hussein, chauffeur pour le compte d'un riche commerçant de Souleymanieh. Il fait le transport des fruits et du sel, gagnant l'équivalent de 33 dollars par camion, une fois payées les taxes. Une somme considérable, comparée aux sept dollars de salaire moyen d'un professeur ou d'un policier.

Une police sans moyens

Ce trafic enrichit les gros négociants de Souleymanieh et d'Erbil, qui n'ont cure de connaître l'identité de leurs acheteurs, y compris à Bagdad. Pour peu qu'on ait de l'argent, le choix des produits à l'étal est beaucoup plus ouvert au Kurdistan que dans la capitale irakienne. Cette contrebande triangulaire, facilitée par la proximité de la frontière, rend la région de Souleymanieh la moins sûre du Kurdistan. Après l'assassinat de quatre de leurs membres depuis le début de l'année, les organisations humanitaires ont été contraintes de prendre des mesures de protection.

Devant chaque bureau ou domicile des membres des organisations humanitaires, des « peshmergas »

(combattants) en armes montent la garde. Il n'est plus question de sortir de la ville sans escorte. Des rumeurs sur des primes fabuleuses, offertes par Téhéran – 200 000 dollars – et par Bagdad, pour tout étranger tué, courent la région et entretiennent chez les Kurdes la psychose de l'abandon par la communauté internationale.

Reste à repérer l'ennemi : agents de Bagdad ou de Téhéran, voire, tout simplement, autochtones agissant dans le cadre de querelles intestines. Selon la police secrète du « gouvernement » kurde, cinquante et un meurtres ont eu lieu, au mois d'avril, à Souleymanieh, sans que les coupables aient pu être arrêtés. Sans moyens, la police est incapable de parer les coups et, entre les Iraniens, les Irakiens et les activistes islamistes, elle a du mal à s'y retrouver. S'ajoute à cela la guerre feutrée qu'entretiennent les deux formations kurdes les plus influentes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Bien qu'elles soient alliées au sein du « gouvernement », l'une et l'autre cherchent à conserver leur influence propre et, pour asseoir leur pouvoir auprès d'une partie de la population, n'ont pas hésité à s'attacher les services d'anciens potentats du régime de Bagdad, dont la fidélité laisse à désirer.

Derrière une union de façade imposée par les circonstances, certains partis kurdes assurent que s'ils soutiennent le gouvernement, ils ne participent pas aux décisions qui relèvent d'abord des deux chefs traditionnels, MM. Barzani et Talabani. « Nous comprenons les difficultés, mais il n'est pas logique de concentrer tous les pouvoirs entre les bureaux politiques du PDK et de l'UPK, affirme Abdel Razzak Al Safi, membre du bureau politique du Parti communiste. *La concentration des pouvoirs affaiblit la cause, ajoute-t-il, alors que nous avons besoin de tout le monde, y compris des islamistes, pour faire face à Saddam Hussein.* »

Méfiance entre les groupes dirigeants

Les islamistes qui se sont renforcés à la faveur du soulèvement et

de la crise économique, soutiennent le gouvernement, mais posent comme condition à l'intégration de leurs « peshmergas » dans l'armée kurde en voie de création, l'obtention d'un des « ministères » qu'ils convoitent : éducation, justice ou affaires religieuses. Une requête qui ne semble pas près d'être exaucée.

Cette compétition, alors qu'une grande partie du Kurdistan n'est pas protégée par l'aviation alliée, renforce l'instabilité politique, aggravée par la crise économique et les incertitudes sur l'avenir de la région. Si, pour le moment, les Kurdes jouissent d'une liberté certaine, celle-ci demeure liée au sort du reste de l'Irak. Proclamé au mois d'octobre dernier par le « Parlement » kurde, « l'Etat fédéré dans le cadre des limites de l'Irak » ne fait même pas l'unanimité au sein du Congrès national irakien (CNI), qui rassemble une partie de l'opposition au régime de Bagdad, et il inquiète la Turquie, l'Iran et la Syrie. Membres essentiels du CNI, les Kurdes ne cachent pas leur déception vis-à-vis de leurs autres partenaires de l'opposition – chiites et sunnites, – peu enthousiastes à installer leur base au Kurdistan. « Nous espérons beaucoup du CNI, confie le Dr Rosch, « vice-premier ministre », *mais nous n'avons rien vu. Nous avons besoin d'eux, pour que nos buts soient irakiens et eux ont besoin de nous, car, sans les Kurdes, il n'y a plus d'opposition. Mais, ils ne font rien.* »

En réalité, les Kurdes espéraient qu'en faisant du Kurdistan le point de départ de la reconquête du pouvoir à Bagdad, ils auraient pu obtenir de l'ONU un statut spécial qui leur permette de consolider leur assise. Mais, outre que l'Occident n'est pas prêt à ce geste, Chiites et Sunnites refusent de se placer sous domination kurde. La méfiance demeure entre des groupes d'opposants qui, d'accord pour renverser Saddam Hussein, divergent sur la manière de procéder.

Prisonniers d'une situation voulue par la communauté internationale, les Kurdes irakiens espèrent, cependant, que leur expérience d'« auto-gouvernement » durera assez longtemps pour que cette même communauté prenne acte de leur quasi-indépendance et qu'à terme, elle reconnaisse leurs droits à être maîtres de leur destin.

FRANÇOISE CHIPAUX

BRON : UNE BANDE DE JEUNES LYNCHÉ ET POIGNARDE UN LOCATAIRE

Il se plaignait du bruit : tué

Il a essayé d'appeler Police-Secours, mais le 17 ne répondait pas. Alors, il a pris sa voiture...

■ LYON

De notre correspondant
François DUTHILLEUL

Course-poursuite, chasse à l'homme et lynchage. Une cité de Bron, dans la banlieue est de Lyon, a connu l'horreur dans la nuit de samedi à dimanche. Au pied des petits immeubles aux façades grises occupés par une communauté kurde, un homme est mort, assassiné de plusieurs coups de couteau. Cengiz Zorlu, 32 ans, père d'une petite fille d'un an, a été tué sous les regards impuissants de ses compatriotes.

Excédé

« Il était un peu plus de 22 heures, samedi, quand une bande d'une vingtaine de jeunes est arrivée dans les parkings, témoigne un voisin de la victime. Comme souvent, ils ont commencé à faire du rodéo à bord de voitures volées.

Plusieurs fois par semaine, il y a ce genre d'incident, mais jusqu'à présent il n'y avait jamais eu de drame. Juste quelques agressions... » Pourtant, cette fois, le chahut a tourné au drame. « La bande faisait beaucoup de bruit, raconte un habitant. Cengiz est sorti sur son balcon pour demander aux jeunes de partir. Il les a menacés d'appeler la police, mais le vacarme a continué de plus belle et certains individus ont même jeté des pierres contre les vitres de l'immeuble. » Une heure après ce premier incident, Cengiz Zorlu se décidait à appeler la police. « Il a téléphoné au 17 plusieurs fois, mais on lui répondait qu'il fallait attendre. Au bout d'une demi-heure, il a décidé de se rendre directement au commissariat. »

Le jeune homme sort de chez lui, monte dans sa voiture et démarre. Aussitôt, la horde se rue sur le véhicule, lance des pierres et force le conducteur à faire demi-tour. « Quelques dizaines de mètres plus loin, la voiture s'est trouvée bloquée au fond d'un parking. Les jeunes se sont mis autour et l'ont retournée sur le toit. Cengiz a réussi à ouvrir sa portière et à s'enfuir à pied pour se réfugier chez lui. Mais les jeunes l'ont rattrapé au bas de son immeuble. Là, le groupe s'est refermé sur

lui. On l'entendait crier. Les jeunes l'ont fait tomber au sol et lui donnaient des coups de pied. Plusieurs d'entre nous sont descendus, mais à notre arrivée en bas la horde s'était dispersée et Cengiz gisait au sol dans une mare de sang. »

Délégation

Mortellement blessée de quatre coups de couteau, dont un à la tête, la victime est décédée lors de son transfert à l'hôpital.

Dans les heures qui ont suivi le drame, la communauté kurde a affirmé ne pas vouloir « répondre à la violence par la violence si, cette fois, la police fait correctement son travail ». En effet, tous les témoins du crime s'accordent à dire que la bande n'est pas seule responsable du décès de leur compatriote. « La police n'a pas voulu intervenir et c'est à cause d'elle que Cengiz est mort. »

Reçue hier par la préfecture du Rhône, une délégation de la communauté a eu l'assurance qu'une enquête administrative allait être diligentée à propos de la non-intervention des forces de l'ordre. Hier, le ou les meurtriers n'étaient toujours pas identifiés.

L'Humanité — 18 juin 1993

Informations

Un Kurde abattu en Allemagne

Un ressortissant kurde a été tué par balles, hier, par deux inconnus devant un foyer de demandeurs d'asile à Dülmen, dans l'ouest du pays. La police a indiqué que les deux hommes avaient sonné dans la matinée à la porte du foyer où vivent quinze Kurdes. Le fils de la victime, un petit garçon de six ans, leur a ouvert la porte et a appelé son père. Lorsque ce dernier est apparu, les tueurs ont tiré.

La longue liste des mariages kurdes

Plus de 30.000 Kurdes vivent en région parisienne. A l'image de nombreuses communautés étrangères, ils se retrouvent soudés autour de valeurs traditionnelles fortes. Chaque week-end des mariages sont célébrés. Moment phare de l'existence, occasion de retrouvailles, la cérémonie mêle argent et politique, avec la guerre en toile de fond.

«Tu vois, la vie est difficile pour nous. Donner 200 francs chaque samedi minimum, souvent plus. Parfois, il y a trois mariages dans la même journée.» Mustafa, restaurateur dans le XIe arrondissement, se plaint un peu. Ce n'est pourtant pas son genre. Mais là, ça fait quand même beaucoup. Quarante fois cette année, il a versé son écot pour l'union d'un membre de la communauté. 5.000 balles, «minimum». Ce qui veut dire davantage.

Pour les plus de trente mille Kurdes en Ile-de-France (environ 50.000 dans l'Hexagone, issus en majorité de Turquie), le mariage compte énormément. L'argent aussi. Le maître de cérémonie du jour égrène

les résultats de la collecte. A chaque nom, il annonce le montant versé, on applaudit et le «donateur» gonfle le jabot, quand la somme est rondelette. Question de fierté. Le tout sera inscrit sur une liste, et le jour de son mariage, celui qui a donné recevra autant que la somme qu'il a offerte. Autrement, il aura de quoi rougir.

Un écot pour l'ERNK

L'argent servira à l'installation du couple, et s'il est engagé politiquement (selon Azad, du comité national du Kurdistan, 80% des Kurdes présents en France le sont), ce qui n'a pas servi à payer les frais de la noce sera reversé à l'ERNK (Front de libération na-

tionale du Kurdistan, très proche du plus célèbre parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK), en vertu d'un principe qui s'énonce clairement: «Nous ne resterons pas éternellement accueillis sur le sol français, nous devons contribuer à trouver le nôtre.»

La famille des mariés, Zelia et Mustafa, est originaire d'Antep, dans le sud-est de la Turquie. Musulmans chiites de 28 et 32 ans, ils vivent en France depuis 1987. Dans cette salle de restaurant coincée derrière une quatre-voies à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis), ce jour de fête ne manque pas de rappeler le combat mené «pour la démocratie et l'indépendance».

L'un des premiers bouquets posés sur la table des mariés, aux trois couleurs jaune, rouge

et vert, celles du Kurdistan. Des mouchoirs agités pendant la danse, de la même couleur. Les bouteilles de whisky, consignées dans la cuisine pour cause de guerre, car, «vis-à-vis de ceux qui se battent, c'est immoral de boire de l'alcool.» Pourtant, certains n'hésitent pas à faire le détour par la cuisine, noyant dans une belle rasade de Coca le whisky «déconseillé». Aujourd'hui, on fera la fête avec mesure, en souvenir du frère du marié, disparu récemment au combat. Le grand-père, très digne, droit comme un I, chapeau et moustache, survole du regard les préparatifs. La famille a déjà payé un lourd tribut au Kurdistan: une sœur emprisonnée pendant plusieurs années, l'autre soumise à la torture.

Entre deux battements de tambour et des «kurus kurus» stridents, on évoque en sourdine les souffrances endurées. Les noms de certains enfants témoignent eux aussi de l'engagement, comme celui d'Ozgür, qui signifie «liberté».

La mariée porte un ruban rouge, symbole de fidélité

Les gamins font pourtant preuve d'insouciance, soufflent sur les bougies et tapent dans un bouchon de plastique en guise de ballon pendant que les grands dansent le «serdesta» (deux pas en avant, un pas latéral, et retour en arrière, un peu comme le sirtaki) en se tenant par l'auriculaire. Ozgür, visage d'angelot, neuf ans et demi, séduit par la photographe, lui confie: «On fait la fête ici parce qu'il faut s'occuper des gens qui sont là-bas». Il



Le «kuru kuru», instrument kurde traditionnel, évoque en sourdine, les souffrances endurées.

parlera même d'Appo (Abdullah Ocalan), surnom donné au chef de la résistance kurde en Turquie. Preuve de son éducation politique.

L'encadrement des jeunes et leur apprentissage de citoyen kurde affluent. Les plus engagés ressortent de vieux schémas teintés d'un marxisme à la sauce kebab. «Les Kurdes ici sont bien organisés» soulignent Azad. Les jeunes vont dans des associations culturelles, font partie de groupes folkloriques ou musicaux. Assiye, une adolescente de Montreuil affiche une mine rayonnante. Avec ses trois sœurs (de 14 à 18 ans) elle est de noce chaque week-end pour son plus grand plaisir. Ici, elles croisent des jeunes de leur âge... et de leur communauté. Dans la semaine, il est rare de les voir au café. Même si elles assurent faire ce qu'elles veulent.

La mariée a l'air triste. Elle s'absente quelques instants pour téléphoner à sa mère en Turquie. Dans quelques minutes, son frère lui entourera la taille avec un ruban rouge: «Ça signifie qu'ils vont être bien et rester ensemble, c'est la fidélité». Le soir, vers 22 heures, le moment de la fermeture, ils partiront consommer le mariage.

Pour elle, il est dit que ce sera la première fois. «Nous, on peut, elles pas» disent en substance les garçons. La virginité est une condition préalable à l'union et ne pas respecter ce principe plonge les fautifs dans l'opprobre. Un mariage rompu est une catastrophe pour la femme. En même temps, un homme sans épouse n'est pas «accompli». Mais à ces règles prononcées avec sérieux, quelques bémols peuvent être apposés, vécus

comme des entorses chez les plus rigoureux. Certains restent célibataires, mais ils ont toutes les peines à trouver des copines, puisque celles-ci doivent rester vierges. Alors, ils ont recours aux «nanas», (les déjà mariés montrent d'un doigt réprobateur cette attitude) aux prostituées, voire, aux Européennes plus «occidentalisées».

le mariage peut durer jusqu'à cinq jours.

En France, la cérémonie est plus courte. Un groupe folklorique en costume entraîne encore l'assemblée dans la danse. On mange les plats préparés par des restaurateurs, donner kebab (agneau) et gâteau de mariage. Puis, chacun regagne ses pénates, et dans la voiture, les enfants piquent du nez.

Didier Arnaud

Photos: Jennifer Levy-Lunt

C'est le garçon qui paie le mariage

Le poids de la tradition est vécu différemment chez les Kurdes expatriés. Jusqu'à une période récente, les parents choisissaient l'élu de leur rejeton. «Finis» assure-t-on aujourd'hui. On parle aussi argot. La charge du mariage reste au garçon. En Turquie, ça varie selon les régions. Là-bas,

•95% des Kurdes vivant en France sont de religion musulmane, partagés entre chiites et sunnites.
•3% sont zaoristes.
•2% sont chrétiens.

Source: comité du Kurdistan.

Monday, June 21, 1993

turkish daily news

Southeast expects Çiller to solve Kurdish problem

■ **Businessmen, politicians support new DYP leader, ask her to look into Kurdish issue as a priority**

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- Business representatives and politicians in southeast Turkey trust the economic policies of Prime Minister-designate Tansu Çiller but warn she must also take rapid steps to solve the Kurdish problem in peaceful ways.

A Turkish Daily News survey in Diyarbakir has shown that a majority of the people are wondering what the new True Path Party (DYP) chairwoman intends to do to overcome current problems in the region.

From the ordinary citizen to professional business group representatives, the common question on the street is now whether Çiller has any such policy or intention to solve the Kurdish problem.

Those, interviewed by the TDN on the issue said the following:

■ **Saffet Çerçi (DYP Diyarbakir central chairman):** "Çiller is hope to the Southeastern people as much as those in the West. Because she has not been tried before, she is someone different for us. She is giving hope with remarks on changing, openness, democracy and opening a white page. We are hopeful that there will be changes both in the economy and in politics...She has not yet said anything on the Kurdish issue. We will wait until the new

Cabinet is formed. We have hope."

■ **Ramazan Ulaş (Türk-İş 7th region representative):** "I don't think Tansu Çiller will be any different than the others. She resembles Demirel. But her speeches are a bit different. I hope she will put into practice what she says. She has said nothing on the Kurdish issue. We are expecting her to bring proposals for a solution. If the democracy in Turkey reaches everywhere in Turkey, the Southeast problem will be solved."

■ **Mehmet Resid Seydaoglu (ANAP Diyarbakir chairman):** "I do not think she will be able to overcome the political instability in Turkey. I am very concerned over her approach to the issue of Kurdish reality which is on Turkey's agenda. In order to show America and Europe that democracy exists in Turkey and as a magazine prime minister, she has been brought to this position. Her speeches were met with chauvinist slogans such as 'nationalist prime minister.' We are concerned that she may create a Nationalist Movement Party (MHP) dominated Cabinet."

■ **Ahmet Mühürdaroglu (ANAP mayor of Hakkari):** "Demirel had said he would convert Hakkari into Bursa. In the convention she pointed at the integrity of Turkey. She said not even a pebble would be given over. We expect her to approach the problems of the Kurdish people in democratic ways. We do not want blood to be shed. The bloodshedding must end. Let us all make efforts for this."

■ **Felat Cemiloğlu (chairman of Diyarbakir Chamber of Commerce):** "We accept this as a white revolution for Turkey. The previous government approached the Southeast with an investment package of TL 260 trillion. They sent a delegation of nine under-secretaries and general directors to the region. Since then, we have been waiting for investments to the region to be increased and we hope this will happen. Mrs.

Tansu said three things in her electoral speech. That she would differentiate between the terrorists and the people, that she would deal with terror and unemployment and that everyone would be seen as first-class citizens. We expect her to keep these promises. We accept that terrorism is increasing due to unemployment. But this is not the only reason. If she keeps her promises, we believe peace will prevail in the region."

■ **Mustafa Can** (restaurant owner):

"It is a good decision that Tansu Çiller has been elected. For the first time, a woman prime minister is coming to power in Turkey. She will now take responsibility for democracy. If she does not violate human rights, she will get good marks. But her approach to the problems in the Southeast is very important. I believe she will find a solution."

■ **Servet Akar** (pharmacist):

"Çiller has disappointed us. She turned out to be under the protection of the MHP. We saw this in the con-

vention. The MHP people will in the future directly intervene in what she is doing. We still hope Çiller will solve the Kurdish issue. She was the most negative among other candidates."

■ **Ramazan Noyan** (tailor):

"I find her prime ministry in the interests of Turkey. I believe she will be the best prime minister. I hope she will not be influenced by anyone. But I fear one thing; she is not on the side of the workers. She is not investing in the future. If she can influence the military, she can bring peace to the region."

■ **Hilmi Alkan** (businessman):

"No one in the DYP but her can be successful. Because she is a dynamic and young person. There are two priority problems in the Southeast. The first is the Kurdish problem. The second is the economic one. We expect Çiller first to solve the Kurdish problem. I believe she will succeed if she is supported."

L'HUMANITÉ - 17 JUN 1993

Des Liégeois s'inquiètent pour un Kurde renvoyé en Turquie

Le silence d'un demandeur d'asile expulsé

Parmi les 36 demandeurs d'asile, ou clandestins, provenant de Turquie mais rapatriés dans leur pays d'origine depuis le début de l'année, il en est un qui fait beaucoup parler de lui.

Il s'agit d'un Kurde, Mehmet Sayhar, arrêté le 22 avril à la Cité administrative de Liège et expulsé vers la Turquie après 41 jours de prison.

Immédiatement, le Comité de vigilance auprès des réfugiés liégeois, soutenu par le sénateur Ecolo Germain Dufour, entama une campagne de protestation et de pression auprès des autorités locales et fédérales. Le parlementaire avait même en vain monté une garde nocturne devant la prison de Louvain pour empêcher la sortie du détenu et sa livraison à la Turquie, via Zaventem.

Parallèlement, ce 2 juin, le jour même où Mehmet Sayhar était reconduit à Istanbul par deux gendarmes, quinze pères de famille d'origines diverses (Arméniens, Kurdes musulmans ou yésidi, chrétiens arméniens), et dont le séjour légal arrive également à échéance, ont entamé une grève de la faim au cœur de l'église Sainte-Foy, dans un quartier cosmopolite du nord de la ville (Saint-Léonard).

Vingt jours plus tard, le comité, toujours relayé par le sénateur Germain Dufour mais accompagné cette fois de Jef Ulburghs (Agalev) et de l'homme politique liégeois Jacques Yerna (PS), manifesta son soutien aux grévistes mais aussi et surtout son inquiétude.

Personne, en effet, n'a reçu de nouvelles de Mehmet Sayhar depuis son départ forcé.

Les Kurdes étant pourchassés en Turquie et l'arrivée de M. Sayhar n'étant pas passée inaperçue, nombreuses sont les rumeurs d'arrestation arbitraire. Vendredi dernier, pourtant, les esprits ont été troublés par les messages du bourgmestre de la ville de Liège, Henri Schlitz, et de la ministre-présidente de la Communauté française, Laurette Onkelinx (elle s'était rendue en Turquie et avait promis de

s'inquiéter du sort de M. Sayhar).

Selon des déclarations relayées par l'ambassade de Turquie en Belgique pour l'un, par l'ambassade de Belgique à Ankara pour l'autre, Mehmet Sayhar irait très bien.

Il vivrait dans sa ville natale, à Mardin au sud-est du pays, près de Diyarbakir, et aurait même déjà trouvé un emploi de chauffeur (de taxi pour le bourgmestre, de camion pour la ministre).

On se demande cependant

pourquoi Mehmet Sayhar n'a toujours pas donné signe de vie à sa femme, à leurs cinq enfants ou à son avocat.

Par ailleurs, vendredi toujours, le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies de Bruxelles et de Genève confirmait n'avoir aucune trace du Kurde rapatrié.

Une délégation du comité devait rencontrer à ce sujet, hier, le ministre de l'Intérieur, M. Tobback.

E. R.

Un droit d'asile hypocrite

Abandonner des Somaliens dans une zone de transit alors qu'on organise au même moment des opérations humanitaires dans leur pays. Rapatrier des Kurdes en Turquie alors qu'une récente mission d'« Avocats sans frontières » confirme les persécutions dont est l'objet cette minorité. Ces dernières semaines, la politique belge à l'égard des demandeurs d'asile a pris une tournure difficilement acceptable.

Qu'une quarantaine d'hommes, de femmes et d'adolescents se retrouvent sans soins à Bruxelles-National ne s'explique pas seulement par une saturation du Centre 127, chargé d'accueillir les nouveaux arrivants. Rien n'empêchait en effet l'Office des étrangers d'interroger les demandeurs d'asile et de leur trouver un refuge provisoire ailleurs. L'Office des étrangers est débordé ? Mais c'est la loi qui a donné à cette administration une charge et un pouvoir démesurés : celui de faire le tri sur la forme et

sur le fond des réfugiés alors que l'Office manque de moyens et de compétences pour le faire.

Le ministre de l'Intérieur Louis Tobback, et avec lui tout le gouvernement, sont tétanisés par la peur d'un afflux massif d'immigrants. Tous les moyens sont donc bons pour tenter de dissuader les candidats au départ : accueillir le plus mal possible les nouveaux arrivants, rapatrier très rapidement les 80 % de demandeurs d'asile refusés. Dans cette optique, tout demandeur d'asile tend à devenir a priori un fraudeur et convaincre l'Office des étrangers (et accessoirement le Commissariat aux réfugiés) devient un exercice de haute voltige où seuls les plus débrouillards gagnent. À quand un « certificat de persécutions » dûment estampillé par le pays d'origine ?

Le rapatriement de Mehmet Sayhar s'inscrit dans la même logique. Certes, la démocratie impose que les lois soient respectées et que les étrangers refusés soient effec-

tivement expulsés. Mais, comme pour les Somaliens, on s'en tient à une application rigide de la loi : les conditions de recevabilité n'avaient pas été respectées (Sayhar avait mis plus de trois mois pour parvenir en Belgique), son histoire personnelle et celle de sa famille n'avaient dès lors plus aucun intérêt pour les autorités belges. La loi est la loi, mais n'existe-t-il pas aussi une obligation d'assistance à personne en danger ?

Notre pays n'est pas seul à faire preuve d'un raidissement en matière d'asile. Mais on atteint visiblement un stade où la Convention de Genève n'est plus qu'une vague référence théorique. Dénoncer cette Convention, refuser désormais tout demandeur d'asile peut être un choix que feront un jour les pays occidentaux.

Aujourd'hui, c'est l'hypocrisie qui domine et, avec elle, la raison d'État sur le respect des droits de l'homme.

MARTINE VANDEMEULEBROUCKE

KURDES: SADDAM REMET ÇA

Le peuple kurde va-t-il être à nouveau massacré ?
Les "gardes bleus" de l'ONU quittent le Kurdistan irakien. L'Iran bombarde. Les soldats de Saddam multiplient les incursions meurtrières. Qui sauvera les Kurdes ? Reportage dans les villages menacés.

PAR JEAN-MARC BARBIEUX.

DES CHARNIERS AUX VILLAGES DÉTRUITS

En avril 1987, les maisons de briques de boue séchée, l'école et l'hôpital du village d'Awana (ci-dessus) ont été rasés au bulldozer par les troupes irakiennes. Les cinq cents familles qui vivaient là, des paysans kurdes, ont été déportées.

Pour leur malheur, quelques familles avaient choisi de rester à Awana. Le 19 mars 1993, vers dix heures du matin, cent cinquante civils et soldats irakiens débarquent. En un quart d'heure, ils massacrent tous ceux qu'ils trouvent près des maisons. Les familles Rahman, Khurshid et Kurdo sont décimées. Les Peshmergas - les résistants kurdes - qui accourent sur les lieux

peu après le départ de la bande, découvrent le carnage : sept enfants et onze adultes tués. Beaucoup portent des traces de coups de couteau. Certains ont le crâne brisé par la déflagration des grenades jetées dans les maisons. Les murs des habitations sont couverts de sang. Treize blessés sont conduits à l'hôpital d'Erbil.

L'Onu, prévenue dès le début, impose le black-out à ses agents : plutôt le silence que de nouvelles sanctions contre l'Irak ! Les troupes de Saddam reviendront un mois plus tard pour piller les maigres récoltes abandonnées par les rescapés.

La terreur a toujours été l'une des armes favorites de Saddam. L'un de ses épisodes les plus tragiques reste le massacre d'Hallabjah, en avril 1988. Le gazage de cette ville de 60 000 habitants par l'aviation irakienne tuera 5 000 personnes en quelques heures. Ce massacre fut passé sous silence par la communauté internationale. Aujourd'hui, à Hallabjah, une statue a été érigée en l'honneur de Mme Mitterrand pour la remercier de sa participation à la reconstruction de la ville (ci-contre).

Aujourd'hui, le terrorisme irakien au Kurdistan vise le départ des Occidentaux. Une politique qui porte ses fruits : le 10 mai, pour des raisons de coût et de sécurité, les "gardes bleus" de l'Onu chargés de protéger les organisations humanitaires présentes au Kurdistan ont plié bagage.

Dernier bruit : les Irakiens, dénonçant l'introduction du sida par les Occidentaux, imposeraient aux Kurdes de Mossoul une prise de sang. Ils leur injecteraient en fait le virus. Les responsables kurdes de la sécurité d'Erbil ont été incapables de nous infirmer cette rumeur. Par contre, ils sont sûrs que vingt bombes magnétiques - prêtes à coller sous les voitures - ont passé la frontière le mois dernier.

EN CREUSANT, ILS DÉCOUVRENT L'HORREUR. A Erbil, ce printemps, fouillant le sol à la recherche de "kanger", une racine que l'on râpe dans les omelettes, une femme déterre par hasard une tombe. Nous sommes au cœur du gigantesque camp de Rashken, qui abritait les troupes de la V^e armée irakienne (deux cent cinquante mille soldats) depuis 1975. En creusant tout autour, on tombe sur un charnier renfermant les corps de mille six cents soldats et civils, dont des femmes et des enfants kurdes. Ils avaient disparu au milieu des années 80 après des interrogatoires dans les centres de renseignement de la ville. Certains corps portent des traces de torture. Tous ont été abattus sommairement. La plupart sur place.

LES PALAIS ABANDONNÉS DE SADDAM

A la fin des années quatre-vingts, jugeant sa politique de pacification du Kurdistan assez avancée, Saddam Hussein se fait construire de magnifiques palais de marbre où il aime se pavaner. Il y donne des interviews télévisées en compagnie de ses officiers les plus proches et de sa femme Sajahida. Le plus étonnant de ces palais fous, le nid d'aigle de Garah, véritable Berchtesgaden de Saddam, est planté au sommet de l'une des plus hautes montagnes du Kurdistan. Protégé par des rampes de missiles, Saddam y lance en 1990 : «*Les Kurdes sont des moutons et je suis un aigle.*»

Architectes yougoslaves, ouvriers maghrébins, sculpteurs marocains, marbriers italiens et électroniciens allemands ont édifié le palais d'Ashawa, en moins d'un an, près de la luxueuse station balnéaire de Sarsang. La cascade de pierre taillée en terrasse sur deux kilomètres, la source gravée aux initiales de Saddam, le night-club aux vitres blindées et teintées de trois centimètres d'épaisseur, le magnifique lac aux rives de marbre sculptées d'effigies d'ours et de bouquetins évoquent une espèce de modern style oriental et lourdingue. Ceinté d'un mur de pierre de trois mètres de haut et d'une cinquantaine de kilomètres de long, cette zone était bien sûr interdite aux Kurdes sous peine de mort. Le principal village, Ashawa, a été rasé en 1988 et ses habitants déportés dans des villes collectives de l'Est irakien. Les troupes de Saddam l'ont quitté cinq mois après le début de la guerre du Golfe, en convoi, par la route, remportant à Bagdad mobilier et personnel. Les Kurdes investissent l'endroit en janvier 1991 et détruisent tout, par haine de l'autocrate de Bagdad mais aussi par réflexe de survie. Il faut récupérer les briques et les tuiles nécessaires à la reconstruction de leurs villages.

Cette politique de construction monumentale n'avait pas comme seule origine la mégalomanie de Saddam.

Dès 1982, celui-ci entreprend un véritable quadrillage du Kurdistan afin d'en contrôler toutes les zones "sensibles". Ainsi, on peut voir aujourd'hui, près de toutes les grandes villes, de gigantesques châteaux-forts de 200 mètres sur 200. Ils pouvaient protéger jusqu'à trois mille hommes pendant un an, grâce à un réseau d'abris sur plusieurs niveaux. Et l'observatoire de

Korek, construit par Krupp en 1982. L'un des centres de communication les plus perfectionnés du Moyen-Orient.

A dos d'homme, par les montagnes enneigées, mille marchandises, œufs, patates, miroirs, pneus, essence, Kalachnikov, héroïne, franchissent les frontières turque et iranienne et se retrouvent sur des marchés à ciel ouvert au cœur des villes. Au marché des armes de Dyana, aujourd'hui, la grenade chinoise vaut 3 francs. L'AK 47, la Kalach' coûte de 300 à 2 000 francs. Le pistolet Beretta, le plus coté, en vaut 4 000. On paie en dollars. Sur commande, vous trouverez le Glock Automatic, le pistolet suédois de plastique conçu pour tromper les portiques de contrôle des aéroports. Une arme réservée aux services secrets.

Tout est bon pour alimenter le trafic en dollars. A Delyzian, le père des trois enfants de la photo, Sity, dix ans, Souad, neuf ans et Nyad, huit ans, déterre à la pioche les bombes, les grenades et les mines d'un gigantesque dépôt détruit par les Iraniens en 1986. Douze heures de travail pour en tirer un kilo de métal qu'un intermédiaire va racheter 6 francs pour le revendre en Iran.

Le salaire de la peur n'a pas de limite : de gigantesques camions, au mépris de l'embargo, trafiquent l'essence entre l'Irak et la Turquie via

le Kurdistan sur des routes défoncées. Leurs plates-formes surélevées au-dessus de cuves de métal ou de bois fixées aux châssis, s'abaissent jusqu'à quinze centimètres du sol. Depuis Dyarbakir ou Ankara en Turquie, chargés d'œufs ou de pommes de terre, ils franchissent les check-points contre des taxes allant jusqu'à 250 % de la valeur de leurs chargements. Puis ils rejoignent les centres pétroliers de Mossoul ou de Kirkouk en Irak. Là, une fois leur cargaison déchargée et revendue, ils remplissent leurs citernes. Vingt centimes le litre d'essence. Une fois revenus au Kurdistan, ils la revendent un franc le litre. Des gamins de dix ans la proposent au bord des routes, dans des bidons. Souvent, l'essence est coupée, comme on le fait avec la dope. Alors, on y trempe le doigt et on la goûte à chaque plein.

Les camions turcs appartiennent à de riches commerçants kurdes proches des communistes du PPK. Les proches de Saddam, dont Odaï, le

propre fils du maître de Bagdad, organisent la distribution des marchandises en Irak. Le marché noir profite à tout le monde, et surtout à ceux qui, avant la guerre, avaient des amis bien placés dans tous les camps.

Fin mars, un hélicoptère des Nations unies dépose une caisse de bois sur le bitume déjà brûlant de l'aéroport de Dyarbakir, la capitale historique du Kurdistan turc. Dedans, le corps d'un homme au crâne fracassé, Vincent Tollet, vingt-neuf ans. Ce responsable de Handicap international, une ONG lyonnaise, apprenait depuis un an et demi aux victimes de la guerre à fabriquer leurs prothèses. A Quatal, dans l'Irak que contrôlent les Kurdes, il croise sur la route une Brazil rouge, garée sur le bas-côté. Tollet n'a pas eu le temps de voir le fusil-mitrailleur qui l'a abattu, son garde du corps non plus, ni le policier blessé par l'attentat, ni son copain de Handicap assis sur le siège arrière. C'était le 22 mars. Nous avions rendez-vous avec lui de l'autre côté de la frontière turque.

Saddam Hussein est en train de l'emporter.

Au Kurdistan c'est la mort, la débrouille et les trafics. Il y a deux ans, les Etats-Unis avaient appelé les Kurdes à se soulever contre l'autocrate, mais aujourd'hui, ce pays qui s'est autoproclamé indépendant est soumis au même embargo que Bagdad : on n'y trouve plus de céréales, ni de fruits, ni de légumes, ni de viande, ni d'essence, ni d'armes et aucune des pièces détachées qui permettraient aux usines de tourner. On peut seulement importer des médicaments et les biens de consommation essentiels. L'électricité ? Rationnée. Le riz ? Hors de prix. Il faut cinquante dinars irakiens pour un kilo de mauvais mouton, et le salaire moyen arrive péniblement à deux cents dinars.

En fait, le Kurdistan n'existe pas. Dans les conventions internationales, c'est encore une province de l'Irak. On dit : «*Au nord du 32° parallèle*» pour évoquer les quatre millions de Kurdes qui y subsistent. Les avions de Saddam n'ont pas le droit de survoler ce secteur mais les Nations unies ne veulent pas entendre parler d'indépendance, pas plus que la Syrie voisine, la Turquie ou l'Iran : personne ne tient au dépeçage de l'Irak. Et Bagdad ? Au début de l'année, le général Ali Hassan al-Majid, ministre irakien de la Défense, annonce sans détour que son armée est prête à libérer les territoires qui échappent à son contrôle, dans le nord du pays.

Erbil, capitale du Kurdistan, siège du Parlement élu en mai 1992. Dans les faubourgs de la ville, des enfants jouent : ils se suspendent aux câbles électriques arrachés et ils tournoient autour des pylônes comme à la foire du Trône. Dans les rues du bazar j'entends les musiques de Shvan ou de Nazir Rezazi, les stars exilées en Angleterre. Sur les étalages, pêle-mêle, des catalogues de voitures allemandes, pour rêver, côtoient des cigarettes et des montres de contrebande, des cartes postales de bayadères ou des portraits de Barzani, le leader kurde. La semaine dernière, ici, on a découvert un charnier. Seize cents cadavres de combattants kurdes, officiers, Peshmergas, parfois leurs femmes et leurs enfants. Allons voir.

En bordure de l'autoroute qui mène vers Mossoul et le pétrole, nous longeons les ruines des anciens baraquements de l'armée irakienne, et le va-et-vient des voitures soulève des nuages de poussière. Un million d'Irakiens vivaient à Erbil avant la guerre du Golfe, et ils ont tout brisé en partant, ils ont emporté les parpaings des chantiers, ils ont arraché les câbles électriques. Seules restent debout les maisons des officiers du Baas, squattées par les réfugiés de Kirkouk.

Le charnier est au milieu des champs.

Les fosses sont vides, la terre fraîchement retournée. Où sont les corps ? Musulmans sunnites, les Kurdes s'interdisent de les exposer. Trois hommes se mettent à creuser devant nous. A un mètre de profondeur, voici une planche de contreplaqué tordue par l'humidité, et des grosses araignées jaunes s'enfuient, aveuglées par le grand jour. On soulève la planche pour découvrir le cadavre décomposé d'un soldat. Des rangers, un treillis, un crâne déposé à l'envers : une tête coupée. Ce charnier a fonctionné pendant près de dix ans. Plus au sud, l'année dernière, on a découvert ainsi cinq mille cadavres.

Le système mis en place par Saddam pour écraser la rébellion kurde a été découvert au lendemain de la guerre du Golfe, après la débâcle des troupes irakiennes. Tout le monde y a participé, des architectes de l'Est, des Roumains, des Yougoslaves, des techniciens français de haut niveau, des Allemands, avec des armes russes, italiennes, anglaises, chinoises ou américaines. Après la défaite, les places fortes, les terrains militaires et les places ont été vidés de tout ce qui pouvait avoir une valeur. D'interminables convois de camions ont descendu vers Bagdad des munitions et des meubles. Les Kurdes ont alors investi ces endroits désertés par l'occupant. Ils ont mis à jour les charniers.

Au Kurdistan, le marché noir profite à tout le monde. Les taxes qu'on prélève sur

les camions turcs qui brisent l'embargo servent à payer les fonctionnaires. Le trafic de semence et de poulets, avec l'Irak, est aux mains des chefs de tribus et des anciens responsables de milices qui collaboraient avec Saddam, amnistiés désormais. Au marché, des pétoires hors d'âge s'alignent à côté des derniers modèles de Magnum et de Beretta qu'on apporte à dos d'homme depuis l'Irak. Dans le cimetière des camions russes qui rouillent depuis la guerre contre l'Irak, un ancien peintre en bâtiment cherche des boulons et des pièces qu'il va revendre : il gagne un dollar par jour. Avant la guerre, il fallait trois dinars pour un dollar, aujourd'hui il en faut vingt. La situation s'aggrave puisque Saddam inonde la région de faux billets. Le cours du dollar, ajoutons-le, dépend de l'état des billets. Le salaire moyen ? Dix dollars par mois. Notre vieux peintre en bâtiment gagne bien sa vie.

Des types comme l'assassin de Vincent Tallet, nous en rencontrons dix, à Erbil, dans les locaux de la Sûreté qu'assiègent des femmes en noir. C'est le jour des visites. Les flics les repoussent à l'indienne, c'est-à-dire brutalement, le stick à la main. Elles veulent voir leurs maris détenus pour vol, trafic ou terrorisme. Nous parvenons à les rencontrer, et on nous les amène dans une même salle. Ils s'assoient sur les bancs de bois sombre, comme des potaches turbulents convoqués chez le proviseur, les yeux au sol, les mains tremblantes. Nous attendions des fanatiques favorables à Saddam, mais non, ils racontent tous la même histoire minable. Ces terroristes n'ont aucune conviction particulière, ils avaient besoin d'argent. Ces trois-là, devant nous, c'est pour le fric qu'ils ont mitraillé les clients d'un restaurant : « Avant l'opération on m'avait donné quinze dollars, et après je devais en recevoir cent cinquante... »

Omar Ali a quarante-cinq ans et il a neuf enfants. Il vient de Daratoo, un village collectif des environs. La police kurde a débarqué chez lui et, dans la cour de sa maison, a trouvé un landcruiser Toyota truffé de cent cinquante kilos d'explosifs. Du TNT. Son mobile ? Le fric, lui aussi : cinq mille dollars pour ranger son engin sur un marché. Est-ce qu'il regrette ? Et les autres ? Et Azzedine, seize ans, déjà tueur à gages ? Sous l'œil du chef de la police, ils répondent en chœur :

« Nous avons des remords... »

- Des remords de vous être fait pincer ? Ya-t-il beaucoup de tueurs de votre espèce, par ici ?

- Des centaines !

- J'ai confiance dans la démocratie de mon pays, répond Omar Ali, l'homme au véhicule piégé. Il sourit. A-t-il peur d'être

exécuté ? Oh, dans le coin, un député au Parlement n'est pas plus certain de son avenir qu'un condamné à mort... Les Kurdes peuvent bien rêver. Le pays est indépendant, disent-ils, et un Parlement a été élu, à Erbil, en mai 1992. La police est stylée, à l'anglaise. L'armée semble avoir réuni les différents partis qui mènent la guérilla contre Bagdad depuis les années trente, communistes, libéraux, islamistes. Combien de temps va durer cette démocratie, la seule de la région ? Les responsables politiques du Kurdistan nous assurent qu'ils ne redoutent pas une poussée de l'intégrisme.

- Même si l'Irak, demain, vous propose des armes ?

- Ah oui, pour combattre Saddam, nous avons besoin d'armes... »

Et le commandant Abdul Karim baisse les yeux en disant cela. Il commande la police de Dyana et cette confiance le gêne. A Erbil, le chef de la Sûreté préfère nous parler des récentes saisies d'héroïne à la frontière iranienne. Nous y allons. Les milices islamiques y font la police. Dans la cour du fort de Kawlokay, qui servait à Saddam de caserne et de prison, des centaines de barbus habillés à l'afghane font l'exercice autour d'un énorme blindé. Nous sommes au siège du Front islamique irakien. La frontière est à trente kilomètres et nous n'avons pas le droit de photographier un fronton aux couleurs de l'Islam en guerre.

Dans les anciens bureaux de la Sûreté irakienne, le chargé de la communication des Kurdes, Ibrahim, nous reçoit devant des posters de chalets autrichiens. Sur sa table, un roman à l'eau de rose de Belinda Grey. Il nous tend la liste des incidents contre les ONG ou les Kurdes depuis le début de l'année. Tirs sur les bâtiments des médecins, assassinats, bombes dans les bazars, attaques des avions iraniens contre les camps de réfugiés ou les hôpitaux proches de la frontière ; une cinquantaine d'incidents meurtriers en trois mois.

« Nous regardons l'histoire sans y participer, dit Ibrahim. Saddam est encore vivant à cause des Islamistes, nous le savons : personne ne veut d'un nouvel état islamiste dans la région... Le vrai problème, c'est qu'avec le marché noir, seuls les plus riches ou les amis des Irakiens s'engraissent. Avec l'inflation, les autres s'appauvrissent, et ils se réfugient dans l'Islam. Ce sera beaucoup plus difficile de combattre des esprits que des hommes comme Saddam. »

Le Kurdistan est en sursis.

Il ne fait plus recette.

En France, la mort de Vincent Tallet n'a

mérité que quelques lignes dans les journaux, et une déclaration attristée de Bernard Kouchner trois jours avant les élections législatives. En avril 1991, il y avait un million de réfugiés. Ils sont aujourd'hui quatre cent mille. Les gamins ont les pieds gelés. Le sol est si dur qu'on ne peut le creuser pour y enterrer les morts. Ces images ont la vie courte. Sur la route défoncée qui conduit au palais de Saddam, notre guide, pistolet à la main, observe les carcasses de camions militaires posées ça et là dans l'herbe des collines. Il s'inquiète du résultat des élections en France, comme beaucoup de ses compatriotes. Il nous interroge sur Chirac, l'un des rares à avoir été reçu dans la maison personnelle de Saddam, au milieu des années quatre-vingts. Officier à vingt-sept ans, Fahrad, notre guide, a participé au siège de Kirkouk, le poumon de la production pétrolière irakienne. Sous la peau de son genou on sent la boule dure d'une balle de Kalachnikov jamais extraite. Il en a reçu six autres. Nous croisons une grande citerne posée

sur un talus, trente mille litres d'essence de contrebande qui méprisent l'embargo. Sur le flanc de la citerne blanche, en lettres rouges : *Hydrograndja, Sarajevo, Yugoslavia*. A côté de la flamme grossièrement peinte qui prévient qu'on vend du carburant, je lis en arabe : *Allah est grand !* En dessous : *Essence au compteur*. Trois Peshmergas attendent devant la cuve, le tuyau à la main, à deux pas de leur tente poisseuse de fuel, made in Germany, dérobé à un camp de réfugiés. Fahrad nous sourit d'un air désolé : «L'Occident ? Service minimum !»

Les Kurdes continuent à rêver d'indépendance et de démocratie derrière leurs mitrailleuses, à cent mètres des positions irakiennes, sur la ligne du front ou dans les mon-

tagnes, près d'un observatoire qui a coûté tant de dollars et pour lequel on a gazé des villages, avant qu'il ne soit détruit par un missile américain.

L'indépendance, Kidir y songe aussi, sur son lit d'hôpital, avec sa tête de Jésus et ses deux jambes coupées au-dessus du genou. C'était un simple paysan de vingt-cinq ans qui suivait ses vaches aux champs, quand l'une d'elles a marché sur une mine italienne, une ingénieuse Valmara 69. Sept de ses bêtes sont mortes déchiquetées autour de lui. Le lendemain, sa mère lui apportait à l'hôpital les restes des animaux : pour survivre, il faut manger. Depuis, dix Peshmergas ont explosé sur des mines dans les collines des environs. Peshmerga, en kurde, cela signifie "celui qui va au-devant de la mort".

Aujourd'hui, il y aurait vingt millions de mines au Kurdistan irakien.

Jean-Marc Barbieux

Monday, June 21, 1993

Twelve killed in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- At least twelve people were killed in separate incidents in the troubled Southeastern region of Turkey, officials announced during the weekend.

Five militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Sunday were killed by the security forces in a clash in the rural areas of Batman's Sason town.

A group of militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Saturday raided the Kuyular village of Diyarbakir's Hani town and kidnapped seven civilians, including six women. Militants led four of them away and

killed three others, officials announced. Search operations are under way, they added.

In another incident on Saturday, two militants were killed in a clash between security forces and PKK militants in Siirt's Erüh township, the office of the emergency region governor announced on Saturday.

Meanwhile, the bodies of two civilians were found in the Southeastern province of Bingol on Sunday.

In a separate incident, a group of PKK militants attacked the Mus train station with automatic guns. Three station officials were injured in the incident.

Five militants on Saturday raided the Horoz village of Nigde's Ulukisla township. During the incident villagers wounded three of them and alerted security forces. Two militants managed to escape, the Anatolia news agency reported.

A civilian was murdered by unknown gunmen on Sunday in Adana province. The body of Nehyet Dal (19), a Kurdish man, was found in an empty lot. Dal had been shot in the head.

Nearly 6,200 people have been killed in Turkey since 1984, when the PKK launched an armed campaign for independence in the Southeast.

turkish daily news

Kurds of Iraq and Turkey meet again over a dinner

Turkish Daily News

ANKARA- Kurdish politicians from Turkey and Iraq met in Ankara Friday evening over a dinner given in honor of Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Mesoud Barzani by the Foundation of Kurdish People and Freedoms (KHOV), Kurdish sources in Ankara said.

The dinner was given at Selahattin Usta restaurant, one of Ankara's biggest and owned by a Kurd. Kurdish origin members of the Turkish Parliament from the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), the junior government partner Social Democratic People's Party (SHP) and the main opposition Motherland

Party (ANAP) attended the dinner. A similar dinner was given in honor of Kurdistan Patriotic Union (PUK) leader Jalal Talabani when he was in Ankara earlier this year.

In a welcoming speech to Barzani, Şerafettin Elçi, former public works minister and the head of the KHOV, said that the Kurds in northern Iraq are oppressed and the international community should make more efforts to help the suffering people there.

Replying to Elçi, Barzani said that the international community acknowledged the struggle of the Iraqi Kurds because of the "peaceful and democratic" means they followed. He criticized the outlawed Kurdis-

tan Workers' Party (PKK) without naming it for the violent methods they use and for "making things worse" for Kurds, sources close to the developments told TDN.

Barzani had arrived in Turkey last week and carried out contacts with acting Prime Minister Erdal İnönü, Foreign Minister Hikmet Çetin, political party leaders and some Western embassies on the situation in the Kurdish-controlled northern Iraq.

Barzani was warned once again by Turkish officials about the PKK military presence in northern Iraq near the Turkish border which had led to a large scale cross-border operation by Turkey last autumn.

« LA PLUIE D'OISEAUX » RENCONTRE PLASTIQUE À TROIS MAINS

Un matin de juillet 87, une pluie d'oiseaux asphyxiés tombaient sous les yeux des enfants de Sergalou au Kurdistan irakien. C'est le point de départ d'un projet plastique et musical signé Edwarina.

SOUS le doux nom d'Edwarina se cachent trois plasticiens d'origine diverse qui ont choisi, par amour de l'art, de faire se rencontrer leurs cultures singulières autour d'un thème métaphorique (les oiseaux n'ont pas de frontières) mais surtout née d'un véritable fait de guerre raconté par un poète : « La pluie d'oiseaux ». Les artistes réunis : Karina Washko, Polonaise, Edith Henry, Française, et Rebwar, poète-plasticien né au Kurdistan irakien et réfugié politique en France depuis 1990. En résidence à Saint-André depuis trois semaines, les trois artistes ont conçu le projet de cet événement culturel inédit depuis septembre dernier. L'idée ? Composer à trois (ou six) mains un univers collectif qui surgit de la toile avec bonheur et

chaleur, chacun découvrant l'autre et, du même coup, se connaissant mieux soi-même. Pendant plus de trois semaines, les oiseaux seront à voir, à lire, à raconter et à entendre.

C'est que l'exposition n'en est pas une : autour d'un nid-tapis, lieu de récit, peintures, dessins et collages peuplent un monde mis en scène et en voix. L'univers recréé dans la salle des fêtes de Saint-André sera aussi sonore, cultures mêlées, trois langues pour chanter ce « pari d'amour » entre trois peintres en guerre onirique contre les faux-semblants de l'apparence : quand les oiseaux tombent, asphyxiés par les gaz de Saddam Hussein, Rebwar pousse un « cri sans voix ». Celui de son pays endeuillé.



Juillet 87 à Sergalou (Kurdistan irakien), les enfants du village lèvent le nez : tombe du ciel une nuée d'oiseaux aveugles. « Ces oiseaux bleus qui volent près des sommets, si près des sommets, si près du bleu du ciel face aux grottes profondes et inaccessibles de Sergalou, ces oiseaux qui ne descendent jamais de la montagne, eux aussi, voilà qu'ils chutent, impuissants, en heurtant les rochers, les toits des maisons et les arbres de la forêt ». Voilà l'histoire que raconte Rebwar dans ce journal qu'il tient depuis seize ans et qui aura servi de point de départ au projet des trois artistes.

Mais auparavant, il y aura eu la rencontre, à l'ARIAP (Wazemmes). En 91, Karina, Edith et Rebwar travaillent tous les trois dans l'atelier.

Spontanément, ils décident de peindre à trois. L'un commence, le second continue dans l'esprit du premier (il peut aussi souhaiter effacer l'empreinte précédente), le troisième ajoute à son tour sa touche personnelle.

Alouette, gentille alouette

Au récit de Rebwar, viennent bientôt s'ajouter, dans le creuset de l'imaginaire mis en commun, les oiseaux de Bruno Schulz, écrivain polonais (Karina y a pensé aussitôt), et puis, comme une pirouette ironique et cruelle, l'alouette, gentille alouette entonnée par Edith. Aux oiseaux stupéfiés par les gaz, répondent les oiseaux « imbécilement grandis, stupidement immensifiés » de Schulz (« Les boutiques de cannelle »), vides et privés de vie à l'intérieur.

« La pluie d'oiseaux » ne sera pas, sur la toile, la simple juxtaposition de trois langages. Des cultures mêlées, naît une œuvre totalement singulière, sous le pseudonyme d'Edwarina, et pourtant chacun garde sa personnalité. Edith, elle, a fait sa spécialité de scènes de genre, palette contrastée, visages rieurs ou graves dans un halo de lumière, ambiance conviviale, comme ce « repas polonais » où les verres se lèvent et les sourires s'ouvrent.

Monstres à bascule

Karina, elle, entretient certaine fascination pour les « monstres à bascule ». Impressionnée de lon-

Visites contées le 16 juin

Le mercredi 16 juin, « La pluie d'oiseaux » donnera lieu à des visites contées à 14 h 30 et à 15 h 30. Le conteur du jour sera David Cadenne, diseur, conteur du mot et du rêve, qui promène depuis plus de 18 ans sa folle envie de dire, redire, et parler de toutes les histoires qui nourrissent son âme. Raconteur à l'école, à la ville, à la scène, il parle à la caméra pour quelques télévisions. On le retrouve dans

de grands théâtres comme le Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse de Lille. Il s'arrête pour 20 petits racontages au festival de Lille, et chaque soir auprès de ses enfants.

Le 28 juin et le 5 juillet, il emmènera des élèves de Saint-André dans la pluie d'oiseaux. Il participera à la Nuit des oiseaux le 25 juin.



Aux côtés du représentant d'Attafaca (ça veut dire culture en arabe), de gauche à droite : Rebwar, Karina et Edith, trois plasticiens dont les cultures mélangées donnent naissance à une œuvre singulière.

gue date par ces fresques du Moyen âge dans les églises, porteuses de Saints en procession, la voilà qui « gauchit » la vision religieuse dans une représentation ludique de l'Enfer, version acrylique et pastel (avec elle, les anges des icônes se transforment en diabolins dans les coins).

D'un peintre polonais qu'elle affectionne, elle a tiré cette idée de la bascule (le monde vu par le petit bout de la lorgnette, à l'échelle affectueuse, et non pas ridicule, du jouet). Quand elle dessine, le texte avance sur le papier, simultanément, comme si l'écriture faisait avancer le dessin et réciproquement. Rebwar aussi, aime installer de multiples passerelles entre l'écriture et la peinture : de ses poèmes naissent les toiles, de ses toiles coulent les mots pour les dire.

Grâce à Serge Valembois, adjoint à la culture et enseignant à l'ARIAP, le projet « La pluie d'oiseaux » a pu voir le jour, la ville prenant complètement en charge cette création multiculturelle et pluridisciplinaire, via Cap Office, avec le concours de l'ARIAP, de l'ATTAFACA et de l'Institut kurde de Paris. Jusqu'au 7 juillet, la salle des fêtes attend conteurs, récitants, musiciens, et autres enchanteurs.

L.D.

« La pluie d'oiseaux », du 12 juin au 7 juillet, salle des fêtes de Saint-André. Mercredi 16 juin : visites contées à 14 h 30 et à 15 h 30. Mercredi 23 juin : concert à 20 h 30. Vendredi 25 juin : la nuit des oiseaux à partir de 20 h 30.



CONFÉRENCE SUR LES DROITS DE L'HOMME

L'hypocrisie des Etats-Unis

Avant de discourir dans la capitale autrichienne, le chef de la diplomatie des Etats-Unis était allé promettre à Ankara une aide accrue pour faire face aux Kurdes. Une illustration de la contradiction entre les paroles et les actes de Washington.

LE secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a fourni à tous les participants à la conférence mondiale de l'ONU sur les droits de l'homme l'exemple même de l'hypocrisie totale que les Etats-Unis pratiquent — et ils ne sont malheureusement pas les seuls — en la matière.

Le chef de la diplomatie américaine a rappelé à plusieurs reprises que « le président Clinton a fait de la démocratie et de la protection des droits de l'homme l'un des buts essentiels de sa politique étrangère et de ses programmes d'aide à l'étranger ». « Jamais, a-t-il ajouté, les Etats-Unis ne se joindront à ceux qui s'en prennent aux mouvements pour la démocratie et à ceux qui défendent les droits de l'homme ».

Or, Warren Christopher était arrivé le matin même à Vienne en provenance d'Ankara où il venait de faire un voyage officiel de deux jours. Il y avait affirmé la volonté de son administration de « renforcer le partenariat

avec la Turquie ». En même temps que « l'amitié forte et durable des Etats-Unis », il avait promis à Ankara la vente de 50 hélicoptères de combat anti-chars A-10 pour la somme de 167 millions de dollars, ainsi qu'une aide accrue pour faire face au problème kurde.

Peu après le discours de Warren Christopher, Françoise Germain Robin, journaliste à « L'Humanité », a rencontré le président de l'Association de défense des droits de l'homme de Turquie, Akin Birdal. Pour lui, non seulement la situation dans son pays ne s'est pas améliorée mais, au contraire, elle n'a cessé d'empirer au cours de l'année passée.

Promesses non tenues

« Le gouvernement de coalition, dit-il, avait fait, après son arrivée au pouvoir, un certain nombre de promesses qu'il n'a pas tenues. Le droit pour toute personne arrêtée de prévenir sa famille et de consulter un avocat

pendant sa garde à vue, puis d'être déferé au parquet dans un délai de quatre jours, n'a pas été reconnu pour les prisonniers politiques, ni pour les Kurdes. Pour les politiques, la garde à vue est de quinze jours. Pour les Kurdes de trente jours. Pendant ce long délai, la pratique de la torture reste systématique.. »

Akin Birdal dresse un tableau terrible de la situation dans les provinces de l'Est soumises à l'état de siège. La guerre y a fait en un an plus de trois mille tués, selon le gouvernement, et plus de sept mille, selon des sources kurdes.

Pour Akin Birdal, la contradiction entre le discours de Warren Christopher et la politique américaine vis-à-vis de la Turquie est flagrante et il en parle avec amertume : « En 1987, rappelle-t-il, le Congrès des Etats-Unis a adopté une résolution indiquant que les USA accorderaient leur aide aux pays en fonction de la manière dont

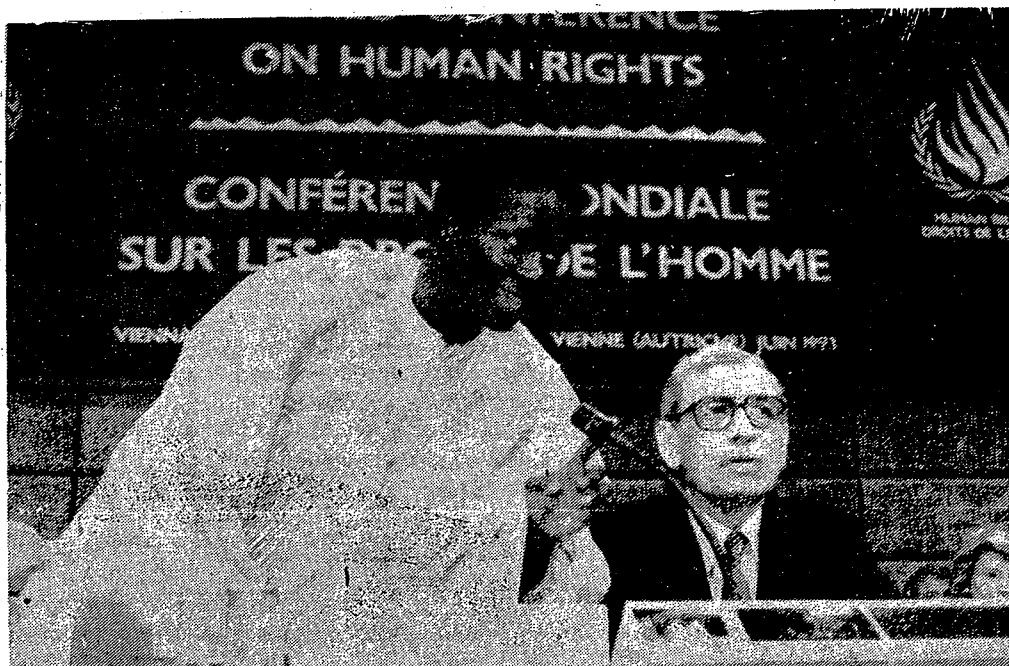
chacun d'eux observe les droits de l'homme. Depuis cette date, chaque année les rapports du Département d'Etat sur la Turquie ont montré la gravité de la situation. Pourtant l'aide américaine continue et même elle augmente ».

La raison en est simple selon lui : les Etats-Unis utilisent la Turquie pour pénétrer les marchés de l'Est et faire avancer leurs intérêts et leur point de vue dans la région, après l'effondrement de l'URSS.

Politique à deux vitesses

Une illustration parfaite d'une politique américaine à deux niveaux : intransigente sur les droits de l'homme quand cela arrange les affaires, mais les oubliant très facilement dans le cas contraire. « La politique étrangère des Etats-Unis reflète à la fois nos valeurs et notre intérêt national, a d'ailleurs dit Warren Christopher, elle doit tenir compte de notre sécurité et de nos besoins économiques ».

Il a eu aussi cette phrase malheureuse : « En matière de démocratie et de droit de l'homme, ce qui compte, ce ne sont pas les paroles mais les actes ». Ses actes de lundi matin annulaient par avance ses belles déclarations de lundi après-midi sur la défense de la démocratie.



◆ Ibrahima Fall, secrétaire général de la conférence (avec M. Boutros Ghali à ses côtés), régle le bon déroulement des séances de cette assemblée qui réunit 183 pays.

Cabinet adopts MGK decision on emergency rule, Provide Comfort

Turkish Daily News

ANKARA- The government on Monday adopted a recommendation by the National Security Council (MGK) regarding the extension of the emergency rule by another four months and the extension of Provide Comfort by a further six months, and sent it to Parliament.

On Monday morning, the MGK, convened under the chairmanship of President Süleyman Demirel, recommended that the Cabinet should extend the terms of both the emergency rule and Provide Comfort. After the meeting which lasted for three-and-a-half hours, Demirel hosted a lunch in honor of the MGK members. The Office of the Secretariat General of the MGK released a press statement after the meeting. The statement said that the members of the MGK had reviewed the nationwide security situation and the emergency rule practice in the southeastern region; that they

have noted that the state has been carrying out its struggle against the separatist terrorist organization with success and determination; and that, since the conditions which necessitated the declaration of a state of emergency have not yet been fully resolved, there is still need for utilization of some measures and powers which are stipulated in the legislation governing the state of emergency.

For that reason, it continued, the members of the MGK have decided to recommend that the government extend the duration of the emergency rule as of July 19.

It also said that the members of the MGK have assessed the practice of Provide Comfort and the developments in the region and that they have come to the conclusion that there have been no developments in the conditions in Iraq and in northern Iraq which would lead to halting that practice.

For that reason, it said, the members have agreed that extension of Provide Comfort for another six months as of June 30 will be essential from the point of view of Turkey's national interests and they have agreed to make a recommendation to the government in that respect.

turkish daily news

Tuesday, June 22, 1993

Eight killed in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- At least eight people were killed on Monday in separate clashes that occurred between the security forces and the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militants in southeastern Turkey, officials announced.

Three militants were killed during a clash between security forces and PKK militants in the rural areas of Van's Çatak town, the office of the emergency region governor announced on Monday. In another incident, PKK militants raided Saklı village of Batman's Hasankeyif town. One civilian was killed and three others were wounded in the incident. Meanwhile, oil storage facilities in Batman were attacked with rockets by the militants of the outlawed organization. One worker and one soldier were killed in the incident. The militants managed to escape, the Anatolia news agency reported. The fire that ensued from the attack was brought under control by the local fire department.

Policeman Yusuf Kayalı (27)

was killed in a separate attack on a police station in Hakkari also carried out by PKK militants. In Adıyaman province, a village guard was killed by unidentified people in his house, Anatolia also reported Monday. In the meantime, seven suspected members of the terror organization were seized along with six rifles, 2,000 bullets, two hand-grenades and a number of false identity papers, by the security forces during search operations in Elazığ province. In Yeni Beyrehatun village of Kars's Çıldır town, a group of PKK militants on Monday opened fire on a primary school building with automatic rifles. No casualties were reported, Anatolia reported. Approximately 6,200 people have been killed in Turkey since 1984, when the PKK launched a violent campaign for independence in southeast part of Turkey.

PKK leader Abdullah Öcalan declared an all-out war on Turkey this month, ending the truce and dampening hopes for a solution to the Kurdish problem in Turkey.

Vendée Matin — 18 juin 1993

Kurde abattu

Un Kurde a été tué par balles hier par deux inconnus devant un foyer de demandeurs d'asile à Dukenen, dans l'ouest de l'Allemagne, a annoncé le parquet de Muenster. Selon le parquet de Muenster, les deux inconnus ont tiré trois balles dans sa direction, dont l'une l'a atteint à la poitrine. Le Kurde, âgé de 41 ans, est décédé à l'hôpital universitaire de Muenster où il avait été transporté. La police a indiqué de son côté que les deux hommes avaient sonné dans la matinée à la porte du foyer où vivent 15 Kurdes. Le fils de 6 ans de la victime leur a ouvert la porte et a appelé son père. Lorsque ce dernier s'est présenté, les deux inconnus ont ouvert le feu sur lui. La police a ajouté n'avoir aucune indication permettant d'affirmer qu'il s'agirait d'une affaire liée à l'activisme d'extrême-droite.

Charente Libre — 12 juin 1993

■ Turquie

« Nettoyage ». — Les rebelles kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) « seront nettoyés dans les plus brefs délais », a déclaré hier à Diyarbakir le chef de l'état-major des armées turques, le général Dogan Gures. Mardi, le chef du PKK, Abdullah Öcalan dit Apo, avait annoncé mardi la fin du cessez-le-feu unilatéral en vigueur depuis le 17 mars avec l'armée turque et déclaré une « guerre totale » à la Turquie.

Friday, June 25, 1993

turkish daily news

PKK hits in Europe

- ★ Kurds attack Turkish targets in Europe, seize hostages
- ★ Siege of Turkish consulate in Munich continues, terrorists extend deadline until Saturday urging Kohl to warn Turkey but do not renew threat to execute 20 hostages
- ★ Kurdish attacker dies in raid against Turkish Embassy in Berne

Compiled by TDN

Staff from Wire Dispatches

ANKARA- Kurdish terrorists seized hostages at Turkish consulates in Marseille and Munich on Thursday in an unprecedented, coordinated wave of attacks on Turkish targets across Western Europe.

The Marxist Kurdistan Workers' Party (PKK), waging a terrorist campaign in southeast Turkey, claimed responsibility for attacks on five Turkish diplomatic missions and numerous travel offices and banks.

In the south German city of Munich, Kurdish gunmen holding some 20 hostages in the Turkish consulate have given Chancellor Helmut Kohl until Saturday to tell Ankara to stop attacking Kurds, police said on Thursday.

But police spokesman Walter Renner told reporters the militants had not renewed a threat to kill the hostages if Kohl refused to fulfill their demand.

The German government said earlier it would refuse to meet demands by up to eight Kurdish gunmen at the Munich consulate that Kohl go on television to demand that Ankara "stop all combat action against the Kurdish population."

Renner said the militants gave Kohl until 8 A.M. (0600 GMT) on Saturday to make the address, but he added: "They made no concrete threat." He said the gunmen had ordered food for the hostages and were apparently preparing for a long stay in the consulate.

Renner said police, who were holding talks with the hostage-taker, were hoping for "a peaceful solution...without the use of force."

"The German government will not tolerate the violence and terror by militant Kurds," Interior Minister Rudolf Seiters said in a statement. "The German government will not let itself be put under pressure in any way by militant acts."



RUNNING FOR COVER- A heavily armed special forces policeman runs for cover in front of the Turkish consulate in Munich Thursday, shortly after a group of five Kurdish terrorists took about 20 people hostage in an attack. Police said the terrorists threatened to blow up the building if Chancellor Helmut Kohl doesn't urge Ankara to stop attacks on Kurdish separatists.

Reuter Wirephoto

The statement said Seiters would discuss joint action against violence by militants with interior ministers of other European Community countries.

Foreign Minister Klaus Kinkel in a separate statement urged the attackers to end the occupation of the Munich consulate, saying the diplomatic missions of foreign countries must be safeguarded.

The attackers doused the building with petrol and threatened to blow it up if po-

lice stormed it, officials said.

But in the southern French city of Marseilles, Kurdish attackers freed up to 10 hostages at the Turkish consulate and surrendered to police. A nearly three-hour siege ended after the Kurds made a statement to French television, police said. In Munich, gun-toting police with bullet-proof vests took up positions around the consulate building.

Turkey's ambassador to Bonn, Onur Öymen, urged the government to take tough measures against the Kurdish radicals he said were abusing political asylum in Germany.

In the Swiss capital Berne, a Kurdish attacker wounded by gunfire during a clash involving Kurdish militants, police and Turkish embassy officials on Thursday has died, the government said.

A government spokesman said the nationality of the dead person was not known. Turkish sources said the dead man was a Kurdish militant.

Shooting broke out in front of the Turkish embassy on Thursday morning as group of 50-60 Kurds demonstrated. Eight people were injured. Police had said that two of the demonstrators were in a critical condition.

Six of those injured were demonstrators, one was a Swiss police officer with a bullet wound in the leg and one was a Turkish security guard, the government spokesman said. Turkish Ambassador Kaya Toperi told the Turkish Daily News in a telephone interview he and Turkish security guards had fired in the air in self-defense "as the Swiss guards showed negligence in defending the building".

He said the attackers were "a group of terrorists...armed with stones, sticks and petrol bombs".

In Marseille, Kurdish militants initially reported to be armed with guns and grenades burst into the courtyard of the Turkish consulate and took up to 10 hostages including a Turkish security guard.

They surrendered to police and freed their captives unharmed three hours later after being allowed to make a statement on behalf of the PKK to French television and speak to a lawyer. The assailants, who police said turned out to be carrying only tear-gas grenades, failed to enter the main building in which the consul and his staff, alerted by a video security system, were barricaded.

Elite anti-terrorist units surrounded the building as the Kurds negotiated with French officials through a mediator who said he was a released hostage but was suspected by the police to be an accomplice.

Elsewhere in Europe, Kurdish protesters wielding iron bars and axes attacked Turkish tourism offices, airlines and banks in Stockholm, Copenhagen, Lyon, Hamburg, Hanover and Bonn, police said.

All the attacks happened within a few minutes at about 10 a.m. (0800 GMT). Police said the scale of the PKK operation and the degree of coordination was unprece-

dent.

German and French officials have voiced alarm at growing violence between emigre Kurds and Turks in their territories and about the PKK's recruitment of Kurdish migrants for what European authorities regard as terrorist missions.

In Stockholm five Kurdish militants attacked a Turkish tourism office with crowbars, breaking windows and tearing down shelves, police and Turkish officials said.

The unidentified men got away. "We are still trying to find them. They spread out and ran in different directions," a police officer told Reuters.

The Turkish ambassador told Reuters the embassy had stepped up security following the attack, part of a wave of violence by Kurdish protesters against Turkish official buildings around Europe.

"They were only in for a few minutes," said ambassador Solmaz Ünaydin, who spoke to personnel at the tourist office. "They ruined everything -- computers, tables, bullet proof windows and doors," she said.

Unaydin added that only one person was in the office at the time. She said she believed the attack was the work of PKK militants.

"It is unbelievable. It doesn't contribute to the solution of anything, it only deepens the tension," she said, "I think the terrorist organization involved may have damaged the office but it has damaged itself even more." The attacks by the radical Marxist movement came on the day that Turkey's Prime Minister-designate Tansu Çiller signed a coa-

382 killed in one month in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- 201 PKK militants, 95 civilians and 76 security members have been killed in Turkey's largely Kurdish-populated southeastern region in the month before June 23, officials announced Wednesday.

The Kurdistan Workers' Party (PKK) attacks and the retaliation by Turkish security forces have given the region a tragic human rights record. While 201 PKK militants were killed, 126 others were captured by government troops. In addition, 121 security members have been injured in the incidents.

PKK killed 5 yesterday

In separate attacks carried out by militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Thursday, four civilians, including two teachers, a woman and a child, and a noncommissioned officer were killed in southeastern Turkey, officials announced. PKK militants who raided the village of Kocakaç in Tunceli province abducted two teachers. The teachers' bodies were later found nearby.

Search operations are underway, officials said. In a separate in-

cident, two civilians -- a woman and a 10-year-old child -- were killed and four other children were injured in a bomb attack carried out by PKK militants in Şanlıurfa's town of Süriç. At the same time, a noncommissioned officer was killed and two soldiers were wounded in a clash with PKK militants on the mountain of Agri.

Six PKK militants were later killed on the mountain by the security forces, the Anatolia news agency reported. Officials also said that some 700 militants were on the mountain and that the security forces' operations would continue until the terrorist force was totally destroyed. Finally, 20 suspected PKK members were caught by the security forces in Izmir. In the operation, 14 rifles and 40 fire bombs were also seized.

Nearly 6,200 people have been killed in Turkey since the PKK, in 1984, launched its armed campaign for independence in the Southeast. PKK leader Abdullah Öcalan, in a press conference in Bar Elias, declared an all-out war on the government this month, ending the truce and dampening hopes for a solution to Turkey's age-old Kurdish problem.

lition agreement with her social democrat partners, clearing the way for formation of a new government.

Çiller was elected leader of the True Path Party (DYP) 10 days ago and will become Turkey's first woman prime minister, succeeding Süleyman Demirel who resigned last month to become president in place of the late Turgut Özal.

Meanwhile, a radical Kurdish news agency said Kurdish militants who struck at Turkish interests across Europe on Thursday want Germany to halt military aid to Turkey. Contacted by Reuters from Turkey, the Duesseldorf-based Kurd-Ha news agency, which is a mouthpiece for the PKK spelled out the demonstrators' demands.

A spokesman said they wanted Germany to halt all military assistance to Turkey, the world to "raise its voice aga-

inst the massacre of Kurds" and the Turkish government to end military operations against the PKK in the southeast.

Germany suspended military deliveries to Turkey for three months last year after accusing Ankara of using German-supplied armoured carriers to quell Kurdish unrest.

Turkey denied the charge. German Foreign Minister Kinkel and Defence Minister Volker Ruehe later visited Ankara to patch up relations between the two NATO allies.

Chancellor Helmut Kohl visited Turkey in May but his bid to improve ties turned sour soon afterwards when neo-Nazi racists mounted a series of attacks on Turks in Germany, killing five of them in an arson attack in the northern town of Solingen.

De facto Kurdish panel held in Ankara

By Emre Gökalp

Turkish Daily News

ANKARA- Despite the formal ban by the Ankara governor's office on a Kurdish symposium which was to be organized by the Human Rights Association, a group of activists including politicians and academics on Wednesday convened in a panel, without having any permission, to debate the possible solutions for the Kurdish problem.

Organized on the initiative of a student from Ankara University's Political Science Faculty, the panel entitled "Democratization Period in Turkey: Human Rights and the Kurdish Problem" was held in the conference hall of Türk-İş (the Confederation of Turkish Labor Unions) headquarter in Ankara. Attending the panel were former chairman of the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), Feridun Yazar; HEP Şırnak Deputy Orhan Doğan; chairman of the newly founded Democracy Party (DEP) and publisher-founder of the pro-Kurdish daily Özgür Gündem, Yaşar Kaya; Professor Mahir Kaynak, former agent of Turkey's National Intelligence Service (MIT) and the deputy chairman of the newly established the Grand Transformation Party (BDP); and Hikmet Özdemir, an academic who was formerly the chief advisor of the late President Turgut Özal.

Ankara Governor Erdoğan Şahinoğlu, in a letter to the Human Rights Association on June 17, said that the symposium on the Kurdish issue was forbidden "under the governor's orders" because it would "have irrevocable consequences" when the "circumstances of the day and developing events" were considered.

But, on Wednesday, a panel on the Kurdish problem organized by a student, without permission and, even, without applying to the office of Ankara's governor to obtain permission, was held in An-

- **HEP Deputy Doğan:** *PKK is not the reason for Kurdish problem in Turkey, but the outcome. One can't ignore this organization.*
- **Professor Kaynak:** *PKK is not a pro-Kurdish movement*
- **Dr. Özdemir:** *Separatist parties should be established on a legal base*



Feridun Yazar

kara with the participation of almost all the same activists who were to attend the symposium.

Contrary to Ankara Governor Erdoğan Şahinoğlu's statement, the panel concluded without any "irrevocable consequences." A large audience including extreme-leftists, ultranationalists, radical Islamists and pro-Kurdish people watched the panel in a democratic atmosphere.

Condemning the Ankara governor's ban on the Kurdish symposium, all participants maintained that the symposium would be a chance to find a democratic and peaceful solution to Turkey's age-old Kurdish problem.

HEP Şırnak Deputy Orhan Doğan argued that it was a tragedy that Ankara's governor had decided that the symposium would have irrevocable consequences, when President Demirel and acting Prime Minister İnönü were due to deliver speeches there. "This decision can be interpreted as the existence of two states in Turkey. First, there is an invisible state which includes and orders the Ankara's governor. Second, the visible state which includes the president, prime minister, ministers, parliamentary members and the other institutions of a parliamentary regime," said Doğan.

Asserting that the some circles within

the "invisible state" sought a solution to the problem through military means, Doğan pointed out that the Kurdish problem in Turkey cannot be solved by military means.

"The PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party) is not the reason for the Kurdish problem, but the outcome. You can annihilate all the PKK bases and kill thousands from the PKK. But, you cannot solve the problem by demolishing the PKK. Without solving the Kurdish problem, new PKKs will appear," added Doğan. "The PKK is a phenomena in Turkey. One may call it a party, the other a terrorist organization, or a movement which struggles for the liberation of the Kurdish people. You may like it or dislike it. But, you cannot ignore the PKK."

Saying that armed organizations like the PKK exist just because of the non-existence of parties to promote its struggle in a democratic way, Doğan asserted that Turkey cannot be carved up if separatist parties are legitimized.

"What is more obvious is that the PKK has been launching an armed campaign as there is no other way to struggle in Turkey."

Professor Kaynak, in his speech, argued that people in Turkey should be as careful as PKK leader Abdullah Öcalan is to avoid polarization and possible clashes between Turks and Kurds. "In Turkey, there is no clash between Kurds and Turks. But, in fact, the Kurds in Turkey have been in a clash with the state," said Kaynak. Claiming that the PKK is not a pro-Kurdish movement, Kaynak argued that PKK leader, Öcalan, does his utmost to avoid any polarization or any clash between Turks and Kurds. "But," he alleged "the state has been trying to create such a polarization as its interests need such an atmosphere."

"All of us should be wary of provocations. We should be careful not to create any clash between Kurds and Turks just as Öcalan is. Let us not be caught in such a trap," added Kaynak. Kaynak also went on to say that the people living in Turkey should have unlimited freedom, adding that all separatist movements should be free to establish their own parties. "All movements should express their own opinions in a legal base. But, no to the action." As one of the speakers in the panel, Özdemir made a sociological and

political analysis of the current situation in Turkey with regard to the Kurdish problem.

Commenting on the positive and negative aspects of the situation, Özdemir maintained that the continuation of the official ideology in the Turkish state's structure and the armed struggle of the PKK have been negative aspects in the search for a possible solution.

Özdemir also argued that the fact that PKK leader has been a staunch supporter of Galatasaray soccer team is one of the positive aspects in the current situation.

"In addition to this," he added, "the PKK has no counterpart in Turkey. There is only the National Security Council, which has no political authority. This council makes all decisions with regard to the Kurdish issue, but, without having any political authority in the theoretical sense."

"What should be done, according to me, is the amendment of the law on political parties. A party which promotes the idea of Kurdistan should be established as well as a party which promotes Islam," added Özdemir.

Libération — 23 juin 1993

La police mise en cause après le meurtre de Bron

Samedi, un homme était tué par des jeunes dans la banlieue de Lyon, alors qu'il voulait faire cesser un rodéo de voitures. Les habitants accusent les forces de l'ordre de passivité.

Lyon, de notre correspondant

La fête du quartier du Terraillon n'aura pas lieu. Prévue samedi prochain, elle était préparée par dix-sept associations de ce quartier de Bron, une ville de la proche banlieue est de Lyon. Hier soir, en signe de deuil mais aussi parce qu'ils ont peur, les habitants de la cité de La Caravelle ont fermé leurs volets de fer. Samedi soir, Cenzig Zorlu, 32 ans, est mort, poignardé au pied de son immeuble par un groupe de jeunes qui se livraient depuis plus d'une heure à un mini-rodéo. « Une fois de plus, disent, unanimes, les habitants de la cité, la police n'a pas pris nos appels au sérieux. Elle a d'abord tourné le quartier sans y entrer. Mais quand Cenzig Zorlu a été poignardé, il a fallu attendre une demi-heure avant de les voir arriver. C'était trop tard. » Hier, apprenant qu'au petit matin, dix jeunes, dont certains sont mineurs, ont été interpellés, les habitants ont revécu le drame, comme « quelque chose qui devait arriver ».

Ce samedi 19 juin avait été digne d'un mois d'août. Ce jour-là, comme d'habitude, les jeunes se sont regroupés à la tombée du jour au bas des allées, à la porte des caves, et le spectacle n'a com-

mencé qu'aux alentours de onze heures. Au programme, un classique du samedi: course poursuite dans les allées étroites de cet ensemble de La Caravelle, 386 copropriétés constituant un « quartier dans le quartier ». La Mobyette et la voiture volées se lancent un défi: vitesse et « conduite ralye ».

Au quatrième étage du 356, le couple Zorlu a compris. Le rodéo est parti pour durer. Cette famille kurde, arrivée en 1980 à Lyon, est connue du voisinage où elle compte amis et parents. En 1980, les petits copropriétaires français de souche étaient majoritaires dans la cité. Ils sont pour la plupart partis et louent aujourd'hui à des familles d'origine turque, kurde ou maghrébine. Cenzig Zorlu travaille comme peintre à l'autre bout de l'agglomération. Fier de son métier et de son titre « de meilleur ouvrier de l'entreprise », il fait figure d'exemple de l'intégration réussie. Ses voisins vantent son savoir d'artisan « qui a refait tout son appartement à neuf ». Son mode de vie est sans histoire. Il participe aux associations du quartier qui préparent la fête de samedi prochain, le résultat d'un an de travail de la « commission locale de dévelop-

pement social ». Minuit approche, Cenzig Zorlu appelle le 17. Selon sa femme, personne ne répond. Elle assure qu'il a recommencé l'opération trois fois de suite et qu'il a fini par laisser un message d'alerte sans donner son nom. A entendre ses voisins, il ne serait pas le seul à avoir téléphoné. Toujours est-il que d'autres habitants ont menacé les jeunes d'appeler la police. Pour toute réponse, une volée de pierres est partie dans leur direction. Selon Senghul Zorlu, l'épouse de la victime, le jeune père de famille, pas plus qu'elle, n'a vu une première patrouille de police s'approcher de la cité. Girophare allumé, elle a provoqué une brève pause du rodéo.

Peu après, Cenzig Zorlu décide d'aller lui-même au commissariat. « N'y va pas ! », lui crie sa femme. Il dévale les escaliers, monte dans sa voiture. Le groupe de jeunes entoure le véhicule, le secoue, le retourne. L'homme s'en dégage, tente de s'échapper. Vite rattrapé, il est frappé à coups de pieds, puis de trois coups de couteau dans le bas-ventre et un au-dessus de la tempe. Sa femme a vu toute la scène. Elle hurle au secours. Des voisins ont-ils alors immédiatement appelé la police ?

Naciye Tekin, 47 ans, une voisine des Zorlu, est accourue: « Il était au sol, raconte-t-elle, il a prononcé quelques mots puis a perdu connaissance. J'ai d'abord vu sa blessure à la tête. Puis ses trois blessures au ventre. Pour moi, la police a mis une demi-heure avant d'arriver, et l'ambulance autant. » Hier, Jean-Jack Queyranne, maire socialiste de Bron, a ressorti, amer, une lettre qu'il avait adressée le 15 juin dernier aux autorités préfectorales pour signaler « un ensemble de désordres qui se développent chaque week-end désormais dans plusieurs quartiers de Bron, notamment Parilly et Le Terraillon ». Il y évoque le péril « des rodéos automobiles » et note « qu'ils risquent de dégénérer vers des actions plus graves ».

Hier matin, la police est intervenue promptement. L'un des dix jeunes interpellés, âgé de vingt ans, aurait reconnu avoir joué un rôle actif dans l'agression. Il devrait être présenté aujourd'hui au parquet. L'enquête ouverte devra établir à quelle heure ont été reçus les appels et à quelle heure le véhicule de police est intervenu « dans » ce quartier, et non « autour ».

Bernard FROMENTIN

Army has upper hand on Kurdish policy

- Turkey gears up to move into northern Iraq
- Çiller, İnönü toughens stance on terrorism

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

ANKARA- Amid an intensive troop buildup on Turkey's border with Kurdish-controlled northern Iraq, the country's civilian administrators appear to be coming round to accepting a full

military solution to the country's age-old Kurdish problem.

Ankara is currently gearing up to launch the final stage of an ongoing operation in Southeast Turkey, depending on what decision is taken in the next two weeks by the chief of gene-

ral staff's office.

The gendarmerie forces command, theoretically attached to the Interior Ministry, reportedly believes it could deal with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) by the end of the summer if it was in charge of all operations. In Monday's meeting of Turkey's National Security Council (NSC), civilian officials reportedly told representatives of the military

turkish daily news

Wednesday, June 23, 1993



CLEARING THE ROADS- Turkish troops using armoured vehicles are trying to clear the main roads in Southeast Turkey of separatist activists. The Kurdistan Workers Party (PKK) has stepped up its activities with road blocks and ID controls.

Photo AA

that they could even choose to move into Iraq if necessary. They received a reply, however, that the operation had not reached that stage yet, and that it was best "to wait for some time."

The NSC, a remnant of past military eras, has no jurisdiction but almost all of its "advice" to the government becomes reality.

Sources asking not to be identified said there was friction on Monday between Interior Minister İsmet Sezgin and military commanders on the issue of coordinating forces in the troubled region.

According to reports reaching the Turkish Daily News, Ankara's military is determined to deal with the PKK in its own capacity, since Turkey currently lacks a state policy on the Kurdish issue.

In early July, in an attempt to deliver a pre-emptive strike on PKK units inside Turkey and in Iraq, troops and armoured vehicles currently deployed in the border region are expected to be activated.

Witnesses travelling on the Mardin-Habur road say the area is now not far short of a military camp. "Something like Vietnam" according to a businessman. There are military camps, tanks and troops everywhere.

News Analysis

On Aug. 15, the PKK is expected to increase its armed activities throughout the region, commemorating the beginning of its violent campaign in 1984. The Turkish military, especially the gendarmerie forces, want to deal with the organization before this.

Currently, both the PKK and the gendarmerie appear to be determined to succeed. Organization leader Abdullah Öcalan believes he will be able to force the Turkish military to turn to a political solution once it realizes the problem cannot be solved with military measures alone.

The gendarmerie, like in the past nine years during which the PKK has strengthened about tenfold, still claims it will be able to wipe out the

PKK this summer. The argument is that with a massive campaign, the organization will be completely destroyed as soon as August.

Having imposed these views on the previous government, the hard-line military flank now appears to have also influenced Prime Minister-designate Tansu Çiller.

Speaking on the issue on Tuesday, Çiller once again repeated her "determined" stance against terrorism in a further bid to improve her image among the nationalist-conservative grass roots of her True Path Party (DYP). "We are as hard as rock here," she said. "We will continue the struggle against terrorism in an implacable way." She pointed out, meanwhile, that the state would continue also to differentiate between the terrorists and innocent people, and to be affectionate, "with the affection of a mother," to the people there.

But Çiller's remarks seem to be more a political gesture than the true intention of those leading Turkey's crackdown on terror. The general feeling in Ankara's security forces now is that the PKK has expanded in the region and that no one can be trusted.

The argument that everyone in the Southeast wants to break off from Turkey and thus deserves to be treated as traitors has even been heard.

If such circles are placed in command of upcoming security operations, there is no way to know what could happen in the future. Currently, what exists of Turkey's "civilian" policy on the Kurds and the PKK appears still to be indexed not according to its own political preferences but to what the PKK and its leader Öcalan are doing. And, this undoubtedly angers the military. Only on Tuesday did acting Prime Minister Erdal İnönü once again reassess this. As the current head of a government which argued that there could not be a cease-fire between terrorists and the state after the PKK's first truce in March, İnönü made it clear that the coalition had in fact placed its hopes on Öcalan's decisions. "The source of terrorism is terrorist organizations," he said. "We hoped in the atmosphere of peace which came into being after the terrorist organization announced it would lay down its arms, that terrorism would not revive again." Coming from a state official of such caliber, this remark stunned many on Tuesday. The army now is aware that Ankara's politicians are no close to finding a political and lasting solution to the Kurdish problem than they were before. Moreover, the death of the commander of the gendarmerie forces, Gen. Eşref Bitlis, has also had a negative impact. Currently, such forces, playing a sensitive role in the Kurdish crisis, do not even that accept a Kurdish reality exists in Turkey.

And, there are many circles involved in the conflict which have no benefit in the maintenance of peace in the Southeast region. The village guards system, costing Turkey an incredible amount of money every month, exists on terrorism. Local military contracts and major complex constructions all go to the reliable chieftains because of terrorism. There are more services, better accommodation, better salaries, all due to terrorism. And, there is the chance of better promotions. In short, there is a whole new war industry developing in the region, where a handful of people are actually benefiting from the terrorism.

On the PKK side, many of those 10,000 people on the mountains have no job or no known way of survival if they come down. According to one Kurdish source, "staying on the mountains is their only way of survival." Having faced continuous attacks during the cease-fire, they want to fight back.

Beyond Turkey's borders, meanwhile, in neighboring Iran and Syria, there are those political circles that want the conflict to continue.

Now, all indications are that Turkey is preparing to mobilize thousands of troops, hundreds of tanks and armoured vehicles, and tens of helicopters and planes to move into northern Iraq. What "legitimizes" such an operation is the existence of a mere group of around a thousand PKK militants "reported" to be in that country.

Turkey, last October, was dragged into Iraq with the same sort of disinformation: that there were about 4,000 terrorists in the area. Now, similar information has started to reach Ankara. After last year's operation, Turkey pushed a lot of propaganda declaring that the PKK had been fully crushed. Later, all officials declared that the PKK's backbone in Turkey had also been broken.

So, which is true?

Unfortunately, it appears that the truth will only come out after this August when the massive crackdown comes to an end and the dust of the battle sets. Only then will everyone see the real situation. But who is to blame? If the democratically-elected Ankara government, which is theoretically in charge of the military acting according to the instructions it receives from these quarters, it should say so. At least then everyone will know who to hold responsible for what happens in the future. If not, it should then turn its attention to building a state policy on the Kurdish issue and take the initiative...

APRES TROIS COUPS D'ETAT ET 30 000 ARRESTATIONS EN 1980

L'armée d'Ataturk, gardienne de l'Etat turc

Istanbul, envoyé spécial

En grand uniforme ou en tenue de campagne, sourcil broussailleux et regard de glace, les portraits de Mustafa Kemal ornent toutes les salles de classes et les murs des interminables couloirs de l'antique palais ouvrant sur le Bosphore. «*O jeunesse turque! ton premier devoir est d'aimer la patrie*»: son verbe est gravé dans le marbre à côté de l'escalier d'honneur ou sur les frises du plafond du gymnase. A Kuleli, la plus prestigieuse et la plus ancienne école de cadets du pays, Ataturk, le père des Turcs, «*entré dans l'immortalité*» — selon la formule consacrée — voilà maintenant cinquante-cinq ans, veille toujours sur la future élite militaire.

«*Mustafa Kemal est le fondateur de la Turquie moderne et celui qui nous a tournés vers l'Occident*», scande Murat, 15 ans à peine, figé dans un impeccable garde-à-vous comme ses 25 condisciples de la salle d'étude. Le directeur de l'école, le colonel Unel Onsipahioglu, les couve d'un regard satisfait: «*Notre enseignement est fondé sur les principes d'Ataturk: la laïcité, les réformes, l'occidentalisation, la démocratie parlementaire*». Quelque 20% du contenu des programmes se réfèrent directement ou indirectement à l'enseignement du créateur de la République turque. Leurs réponses sur le «*kemalisme*» sont aussi irréprochables que leur coupe de cheveux ou leur uniforme.

Bon nombre des 1 600 élèves jeûnent pendant le mois du ramadan. Ils sont musulmans, comme 90% de la population, mais la carrière militaire reste interdite aux élèves sortant des écoles religieuses pour éviter tout noyautage des fondamentalistes.

Modèle prussien et tradition ottomane depuis cent quarante-sept ans. Comme jadis les janissaires, enlevés dès leur plus jeune âge à leur famille pour devenir des militaires sans aucune allégeance ni autre maître que le sultan, plus de la moitié des officiers turcs passent par ce moule en se présentant à 14 ans au concours d'entrée pour les six écoles de cadets de Turquie. Chaque année, ils sont des dizaines de milliers

En

trente ans, l'armée turque s'est arrogé trois fois le pouvoir avant de le remettre aux civils. Elle reste pourtant l'institution la plus populaire du pays, malgré une répression féroce contre l'extrême gauche il y a quelques années et contre les Kurdes aujourd'hui. Héritière du kéralisme, elle représente la tradition laïque de la République. Et demeure l'ultime recours pour une majorité de Turcs toujours méfiants vis-à-vis de leur classe politique.



Mustafa Kemal, le père des Turcs.

à tenter leur chance. Ils arrivent de tout le pays, et surtout des petites villes de l'Anatolie centrale. Quelques-uns viennent de familles de militaires mais leur nombre ne dépasse guère 5%. Le plus souvent ce sont des fils de fonctionnaires ou de commerçants poussés par leurs parents et eux-mêmes bien convaincus que l'armée est un métier de prestige. Etre cadet cela signifie y entrer par la grande porte: Kuleli a donné au pays deux présidents de la République et huit chefs d'état-major. La consécration d'une carrière.

«*Tout notre système vise à sélectionner des hommes plus parfaits et plus purs avant tout à cœur l'intérêt général, et que le pays perçoit comme tels*», souligne un ancien amiral. Les militaires se sentent les gardiens d'une certaine idée de la République et se montrent prêts à la défendre par tous les moyens. «*Dans notre histoire, à la différence de la France, la démocratie*

• **Mustafa Kemal, dit Atatürk (1881-1938).** Cadet à Salonique, sa ville natale, général pendant la Première Guerre mondiale, il refuse après la défaite le diktat des Alliés et commence depuis l'Anatolie une guerre de libération. En 1922, il abolit le sultanat, puis le

califat, et fonde la République en 1924, imposant la laïcité et l'occidentalisation. Un Etat moderne est né. Le multipartisme sera instauré en 1946. • **Les militaires dans l'histoire.** Le 27 mai 1960, l'armée renverse le libéral Adnan Menderes, accusé de vouloir «dékemaliser»

le pays, puis parraine en 1961 une Constitution qui sera la plus moderne et la plus progressiste de l'histoire de la République. En 1971, un ultimatum de l'état-major chasse du pouvoir Suleyman Demirel, alors Premier ministre. Le 12 septembre 1980, l'armée prend à

nouveau le pouvoir, jugeant les politiciens incapables de mettre fin à la vague de violence terroriste déferlant sur le pays (près de 5 000 morts entre 1975 et 1980). La junte, composée de cinq généraux, interdit partis et syndicats, 30 000 personnes sont arrêtées dans le mois

suivant le coup d'Etat et les cours martiales prononceront 700 exécutions capitales. Elle impose une nouvelle Constitution, plébiscitée par l'électorat en 1982. • **L'armée en chiffres.** Effectifs: 560 000 hommes (450 000 armée de terre, 52 300 marine,

58 000 armée de l'air), la 2e de l'Otan pour l'importance des effectifs, dont 481 000 conscrits. Ces derniers ne seront guère plus de 300 000 dans trois ans. Mais le nombre d'engagés sera beaucoup plus élevé.

et la laïcité ne vont pas de pair: cette dernière a été imposée par Atatürk à une société en grande partie hostile», remarque Hamit Bozarslan, jeune chercheur en sciences politiques. Ce péché originel pèse toujours sur la société turque, expliquant l'aura des militaires tuteurs de la République auprès d'une grande partie de l'intelligentsia, malgré leurs méthodes «musclées» quand ils interviennent dans la vie publique (voir encadré).

L'armée reste de loin la plus populaire de toutes les institutions du pays même si elle demeure un monde à part, refermé sur lui-même, avec ses quartiers biens gardés pour loger ses cadres, ses clubs, ses villages de vacances et ses entreprises. Elle se veut pourtant «à l'image de la nation», le creuset d'une intégration sur le modèle jacobin. La politique y est sévèrement bannie. Pas question de lire des journaux «extrémistes» ou même d'afficher des prises de position en faveur de tel ou tel parti.

«Selon la Constitution, elle assure la défense du pays contre les menaces extérieures et, éventuellement, intérieures. Mais l'armée a une place spéciale dans la société turque. Plus encore que les autres institutions étatiques, elle incarne ces idées de laïcité et de démocratie qui sont l'héritage du kemalisme. Quand elle est intervenue, c'était chaque fois parce que la laïcité était en danger, ou bien la démocratie, ou la sécurité intérieure», explique le général Kemal Yafuz, responsable de l'Académie supérieure de guerre à Istanbul. Quelque 80% des Turcs claquent leur foi dans les forces armées selon les enquêtes effectuées par l'Université du Bosphore ou l'institut de sondage Konda. En février, l'état-major au complet assistait aux funérailles d'Ugur Mumcu, grand reporter du quotidien *Cumhuriyet* (La République), journaliste vedette de la gauche kemaliste, assassiné par les islamistes. Un geste destiné à rassurer l'opinion.

«La majorité des Turcs n'a pas encore vraiment confiance dans la classe politique. Dans chaque situation de crise grave, elle représente l'ultime recours», souligne Mehmet Ali Birand, journaliste vedette de la télévision et essayiste, auteur du premier livre-enquête (1) sur le sujet. Même la gauche et l'extrême gauche ont toujours eu une attitude ambivalente vis-

à-vis de cette armée, malgré ses liens avec l'Otan. «A nos yeux elle était une institution indépendante du capitalisme, ironise un ancien militant maoïste. Seuls les nationalistes kurdes et les islamistes l'ont toujours considérée comme une menace.»

Il y a en effet l'autre face d'une armée qui dans les 13 départements du Sud-Est, à majorité kurde, placés depuis sept ans sous le régime de l'état d'urgence, participe aux opérations de maintien de l'ordre menées sous l'égide de la gendarmerie. «Dans le Sud-Est, le gouvernement, malgré ses promesses, laisse désormais les mains libres aux forces de sécurité», dénoncent les militants des droits de l'homme dressant la longue liste d'exécutions sommaires, arrestations arbitraires, et cas de tortures imputables surtout à la police et à la gendarmerie. Une sale guerre menée au nom de la défense de l'intégrité du territoire contre le «séparatisme» des rebelles du PKK. La question kurde représente désormais la principale justification du poids que l'armée continue de revendiquer sur certaines orientations de la politique turque.

«Les pouvoirs de cet Etat invisible des militaires sont beaucoup plus réels que ceux des ministres ou du Parlement», dénonce avec son habituelle véhémence Hasan Mezarci, ancien imam devenu député islamiste, plusieurs fois poursuivi pour avoir vilipendé la mémoire d'Atatürk. «La peur des militaires est peut-être pire que le coup d'Etat lui-même: elle conditionne tous les jours l'opinion comme les parlementaires sans choquer la communauté internationale», accuse de son côté le député kurde Mahmoud Alinak.

Par trois fois au cours des trente dernières années, l'armée est directement entrée sur la scène politique. Le dernier coup d'Etat fut celui du 12 septembre 1980. «Chaque fois le même scénario se mettait en place, poussé par une sorte de lobby du coup d'Etat. Les journaux avec des gros titres: "Commandants où êtes-vous?" Des hommes de la rue apostrophant les officiers: "Quand allez-vous faire quelque chose?" Des généraux retraités téléphonant à leur anciens subordonnés: "Mais vous ne voyez pas ce qui se passe?"», raconte Mehmet Ali Birand. Les militaires prenaient le pouvoir avec discipline et dans le strict respect de la hiérarchie. Puis, après

quelques mois ou quelques années, estimant les choses remises «en ordre», le rendaient aux civils.

«Ce n'est pas une armée sud-américaine», reconnaît Ali Sirmen, sociologue et écrivain, qui fut parmi les quelque 30 000 personnes arrêtées après ce coup d'Etat: «Il y a eu de très nombreux cas de torture, des condamnations à mort, des procès de masse, mais pas de disparitions comme en Argentine. Au début le consensus de la population était réel: les militaires ont perdu ce soutien une fois au pouvoir malgré des mesures démagogiques comme l'introduction de cours de Coran dans l'enseignement public. L'armée est retournée dans ses casernes traumatisée.» Une demi-consolation: Turgut Ozal, l'obscur technocrate qu'ils avaient eux-mêmes mis en orbite politique, allait en quelques années transformer le pays.

«L'armée a bien compris que la Turquie a changé de catégorie. Sa crédibilité internationale, son rôle européen sont liés à son honorabilité, et les coups d'Etat, même pour la bonne cause, font mauvais genre», assurent les attachés militaires occidentaux qui se félicitent à l'unisson de la grande qualité de l'encadrement des forces armées turques. Elles restent un acteur politique de premier plan. Ce rôle est institutionnalisé au travers du Conseil national de sécurité, où le chef d'état-major et les représentants des trois armées siègent aux côtés du président de la République et du Premier ministre. Les militaires n'y ont formellement qu'un rôle consultatif. Voire...

La réforme du code de procédure pénale, votée en août 1992 par le Parlement et jugée trop libérale, aurait été ainsi bloquée au nom des impératifs de la sécurité nationale. «L'existence de ce conseil facilite plutôt la tâche des politiques: le principe d'autorité est mieux accepté par l'opinion quand il est affirmé au nom de l'armée, mais ce sont les élus qui décident», affirme Kamran Inam, ancien ministre et proche du défunt président Turgut Ozal, qui imposa un rôle actif d'Ankara dans la guerre du Golfe malgré les réticences des militaires. Un bras de fer qui s'est conclu par la démission du chef d'état-major. Du jamais vu.

Le principal défi pour les forces armées est aujourd'hui la nouvelle donne géopolitique de la Turquie

après l'effondrement du bloc socialiste. Elle est à la charnière de trois zones de tension: les Balkans, le Caucase et le Proche-Orient. «Avant, les choses étaient simples: nous étions une première ligne de l'Otan face au Pacte de Varsovie. La menace peut maintenant arriver de partout», affirme le général d'aviation Oktay Karasoy, chef de la division «programmation et plans» de l'état-major. L'armée doit repenser sa stratégie et donc son organisation, diminuer ses effectifs et renouveler un matériel souvent dépassé. L'objectif: des forces armées plus mobiles et plus efficaces avec de réelles capacités de projection au moins au niveau régional. Cela implique une révolution dans la mentalité des militaires.

«Après l'effondrement de l'empire ottoman, Mustafa Kemal chercha à créer une armée viscéralement hostile à toute aventure extérieure. Elle l'est restée jusqu'à l'excès», se lamente l'ancien ministre Kamran Inam. L'armée traîna les pieds pour intervenir à Chypre en 1974. Elle ne cachait pas son hostilité à un engagement dans la guerre du Golfe. Même prudence sur l'Azerbaïdjan ou sur la Bosnie, malgré la pression de l'opinion publique et des politiques. «Ils réagissent émotivement; nous, nous devons mesurer concrètement les conséquences d'un engagement», explique le général Yafuz. Quelques appareils turcs participent néanmoins au contrôle de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie. Une poignée de conseillers militaires aident les forces azéris. Le strict minimum pour un pays qui ne peut pas oublier ses responsabilités historiques vis-à-vis des musulmans des Balkans ou des cousins de l'ex-Urss. Un bataillon est parti pour la Somalie, sous le drapeau de l'Onu. Une grande première et l'amorce d'un tournant, comme le fut l'envoi d'un contingent lors de la guerre de Corée. «C'était alors le prix de notre entrée dans l'Otan», affirme le professeur Sefi Tassan, directeur de l'Institut d'études internationales d'Ankara: «Notre participation à cette mission de maintien de la paix en Somalie symbolise notre nouveau rôle international.»

Marc SEMO

(1) *Shirts of steel: an anatomy of the Turkish armed forces.* Mehmet Ali Birand. I.B. Tauris. London.

Iran's Voices Of Despair Rise as Times Get Tougher

By Chris Hedges
New York Times Service

TEHRAN — When Interior Minister Abdulh Nouri, seated in an ornate room with lacy curtains and a panoramic view of Tehran, was asked about the killings of Iranian dissidents abroad, he condemned the dead rather than the living.

"How many terrorist activities and explosions inside Iran have these people confessed to?" he asked, referring to such opposition leaders as Mohammed Hussein Nagdi, a former ambassador to Italy, who was gunned down in Rome.

"Are these types of people terrorists or not?" Mr. Nouri asked. "And if someone takes actions against such terrorists, does that mean they are terrorists? I don't think so."

To many of its neighbors and to nations in the West, Iran is a menace, a sponsor of state terrorism. But in the eyes of the Shiite Muslim clerics who rule the state, Iran is simply misunderstood. Where human rights groups see hundreds of unnecessary executions each year, the clerics see retribution, justice and, in the words of the interior minister, "a benefit to humanity."

Inside Iran, there is still another story as evidence mounts of dissatisfaction over the government's policies. In dozens of interviews, shopkeepers, students, businessmen, and factory workers spoke of government repression, ineptitude and economic mismanagement. Crowds of people on a street corner often vied with each other to voice their discontent.

A 31-year-old war veteran sat one afternoon in the gymnasium of his university campus, where karate practice had just ended. Before being drafted into the army to fight in the eight-year war with Iraq, which ended in 1988, he was a nationally ranked champion. Now he is an invalid.

The government, which saves scarce university seats for veterans and children who lost

fathers in the war, sent him to school. But now, on the verge of graduation, he cannot find work. Rising with difficulty, he pulled up his trouser cuffs, and then his shirt sleeve, to show disfiguring scars from the war.

"I still live at home," he said, lighting a cigarette, which before the war he would never have touched. "I have no money for an apartment or marriage. I have no job. I used to believe in this revolution, in the creation of a better society. But it was a lie."

"At night I lie awake and, you know, I miss the war. I miss believing in something, in fighting for something. I must be crazy."

Rioting over food and housing shortages last year in Meshed and other cities deeply unsettled the government, leading officials to fill shops with imported food and appliances, while executing the "thugs and monarchists" responsible for the disturbances.

Corruption permeates every aspect of public life. And the clerics, who expend vast amounts of state funds and energy to enforce their puritanical version of Islam, appear to have alienated many in the generation they once thought they could mold after their own image.

"I told my 9-year-old daughter the other day that in a couple of years she would have to wear a veil," said a university professor, "and she informed me that by then, at least according to her classmates, the Islamic government wouldn't exist."

But the very weaknesses in the 14-year-old

revolutionary government that swept the pro-Western shah, Mohammed Reza Pahlavi, from power have fueled the militancy that so infuriates the West.

In the eyes of the ruling clerics, the country remains under siege. And while the government says it wants to open up to the West, it also reads every Western move, from the presence of a small number of American troops in Kuwait to the sale of American cigarettes in the Middle East, as an example of the "Great Satan's" drive to plunge Iran, and by inference Islam, into chaos and depravity.

"These Winston cigarettes, which no American smokes," a cleric on a radio talk show droned, "are also part of the plot to destroy us."

Islamic vigilantes have reappeared on street corners to search cars for Western videos and music cassettes, make sure women are properly dressed and hunt down bottles of bootleg alcohol. Even the religious edict condemning the British writer Salman Rushdie to death for blasphemy is now cited as yet another example of the West's ill will.

"Why do they send Rushdie here and there?" Foreign Minister Ali Akbar Velayati asked. "Why do they try and provoke the situation?"

Iran is viewed by many of its neighbors and by the West as a menace. Among the Islamic countries that have come to fear it are Algeria, Egypt and Tunisia, which have angrily attacked Tehran for what they say has been the financing and training of their clandestine Islamic militant groups, lead-

Keep Iraq And Iran Contained

By A. M. Rosenthal

NEW YORK — In the winter and spring of 1993, the Clinton administration quietly worked out an important new policy toward the two countries that could involve America again in a Middle Eastern war.

Since Europe was busy boxing Mr. Clinton's ears about not taking over its job on Bosnia, and the American press and public were out getting a haircut, the administration managed to squeeze in some useful thinking on Iran and Iraq without being belabored for it.

But it has to do two things to give reality to the policy it calls "dual containment." It has to keep the United States militarily strong and politically steadfast. And it has to persuade its allies to show the same sense of purpose, even though it will hurt at the weapons-trade cash register.

Iraq's power grew for years under a dictator who never hid his intention to rule the Middle East. Meanwhile, Iran's mullahs saw themselves as the crashing wave of Islam, sweeping all, and were developing the military power to match their dreams.

High-devastation weapons, nuclear power, terrorism and religious extremism had changed international equations and dangers. But in the Reagan and Bush administrations, U.S. poli-

cymakers reached into the past to come up with the idea of creating a "balance of power" by playing Iran and Iraq against each other.

Iran received missiles through the courtesy of the United States and Israel. Iraq was stuffed with American loans and Western arms. The result was that Iraq felt strong enough to risk war with the United States while Iran sat back and garraged late-model Iraqi warplanes.

Saddam Hussein lost the war but not his throne or his ambitions. He makes war against millions of his own countrymen, and constantly tests the resolve of the West.

"Dual containment" recognizes the continuing reality of the Iraqi danger without giving in to the temptation to build Iran as a counterbalance.

Because of the failure to oust Saddam, the United States will be in a state of war with Iraq until he is overthrown. Containment may be the best America can do meanwhile, but to hold the line it must be real.

Right now, it is Saddam's internal enemies who are being contained at least as much as he. In their "safe havens," the Kurds are being squeezed economically by Saddam's blockade and harassed by his nearby armed forces. Throughout the world, his representatives are recognized as speaking for the people he oppresses while the dissident Iraqi National Council hunts for diplomatic crumbs.

Containing Saddam must mean more than responding to his violations of UN resolutions. It should mean ordering him to pull back the troops that threaten the Kurds, and ending his blockade. And from the West the Kurds should receive economic aid and basic military equip-

ment to protect themselves when he attacks in strength — when, not if.

The council of dissident Iraqis should be recognized as the first step in creating a counter-Saddam provisional government.

And for Iran: The Clinton administration believes containment is impossible without ending the sale to Tehran of weapons and dual-use matériel. This is equipment and technology that are supposed to be for peaceful purposes but can be converted to military use. Washington puts Iranian nuclear power as no more than five years away.

Since there is no UN arms embargo against Iran, the Clinton administration will have to be hard and mean with its friends. Does anybody think that the Western corporations, including American ones, that fattened Saddam militarily are not ready to do the same for Iran if their governments permit? Or the Japanese or Russians?

The Clinton people see "dual containment" and Middle East weapons control as two steps in a three-part Mideast strategy. The third is an Arab-Israeli peace.

But Iraq and Iran will not sit around waiting for containment handcuffs. Iran will call out all fundamental forces in the Mideast to destroy any Israeli-Arab peace. And Iraq and Iran could become nuclear allies, with Iraqi nuclear specialists taking up residence in Tehran.

Dual containment, as the Clinton people know, is not a solution, simply a policy that might restrict two dictatorships to home ground. But it is a lot better than balancing one tyranny against another — the old recipe for strengthening both.

The New York Times

ing Algeria to sever relations with Iran.

But the radical clerics see the isolation and domestic unrest as the result of Western hostility.

President Hashemi Rafsanjani has repeatedly reminded Iranians of his prediction that it would take a decade to rebuild Iran from the destruction caused by the eight-year war with Iraq.

The few Western-educated technocrats who now surround Mr. Rafsanjani say they are doing well in the fight to salvage an economy wrecked by widespread nationalization and the flight of most of the professional class.

"Iran has changed dramatically in the last four years," said Mohammed Hussein Adeli, the governor of the Central Bank. "Four years ago Tehran was a black, polluted city. The shops were empty. People waited in long lines to buy home appliances. Now there is hope. Everyone thinks of investing."

But owners and workers at the factories along the desolate New Karadj Road, 10 miles outside the capital, tell a different story. They cite Iran's inability to pay back some \$3 billion in short-term debt, much of it months overdue, which hampers their ability to borrow to pay for imports.

Iran's earnings problems exist in spite of its having boosted oil production to 4.1 million barrels a day from 2.5 million four years ago. Inflation is running at 40 percent, and much of the estimated \$16 billion in oil income — making up more than two-thirds of government revenue — is used to prop up failing state industries.

A petrochemical engineer who spent 16 years in New York stood at midnight in Laleh Park watching friends play a game of chess on a stone table. Nearby, university students cramming for exams hunched over books under the glare of lamp posts next to streams coming down from the Elburz Mountains.

Like many Western-educated professionals, the engineer was assiduously wooed to return and help rebuild Iran. He tried to build a career over the last six years. But unable to make more than a few hundred dollars a month, and tired of the bureaucratic harassment, he is going back.

"It will take 20 years for this country just to return to where it was before the revolution," he said. "These clerics may last that long, because they do not shrink from brutality, but I don't intend to wait."

Iran's Sweep Is Off Course, President Says

New York Times Service

TEHERAN — Four days into Iran's most repressive sweep against what it terms vice and social corruption with more than 800 arrests, closing of businesses and confiscation of private property, President Hashemi Rafsanjani announced that the operation had gone wrong.

Several clashes between the Anti-Vice Force and the public were reported by witnesses in Teheran, including the beating of a West European diplomat on Sunday for refusing to allow the authorities to search his car.

More than 800 women were arrested for violation of Islamic dress, in sweltering heat, with many being held for wearing sunglasses, according to accounts by witnesses.

"Unfortunately, in the call for social and moral propriety and attempts to dissuade the public from corruption," Mr. Rafsanjani told an audience of clerics Tuesday, "the authorities have not behaved well. They must understand that wrongdoing in this area is a sin in itself."

Libération — 28 juin 1993

IRAN. L'Iran bombarde des villages kurdes iraniens dans le nord de l'Irak depuis trois semaines, ce qui a provoqué le départ de Kurdes iraniens qui y étaient réfugiés, a indiqué hier le bureau du HCR à Souleimanieh.

Journal du Dimanche—27 juin 1993

Vingt Kurdes tués en Turquie

Une vingtaine de personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées ces dernières quarante-huit heures au cours d'opérations impliquant des rebelles kurdes en Anatolie, dans le sud-est de la Turquie. Par ailleurs, de nouveaux affrontements se sont produits durant la nuit de vendredi à samedi entre des Kurdes et des Turcs autour du consulat turc de Karlsruhe, en Allemagne.

A Paris, plusieurs centaines de personnes, des Kurdes pour la plupart, se sont rassemblées hier après-midi place de la République pour protester « contre la répression dont le peuple kurde est victime en Turquie ».

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 24, 1993

Iraqis Are Mobilizing Troops Near Iran, U.S. Says

By Douglas Jehl

New York Times Service

WASHINGTON — Iraq has moved troops close to the Iranian border and put its air defenses on high alert in its largest military mobilization since the Gulf War, U.S. officials say.

The moves have raised concern in the Clinton administration, where officials say they are uncertain of Iraq's intentions.

But intelligence officials have said the flurry of activity appears to reflect Baghdad's fears of a new Iranian attack rather than plans for an offensive strike.

The administration is considering whether to launch a military strike against Iraq in retribution for its role in an assassination plot against former President George Bush, and some officials suggested that the Iraqi mobilization might complicate U.S. planning.

Officials said a new report by the FBI pointed to Iraqi involvement in the plot. But they said a final decision about a response would

probably not be made for several weeks.

Iraq last month launched an air raid against Iraqi bases used by the Mujahidin Khalq, the main Iranian opposition movement. And in the weeks since, Tehran has become ever more blunt in accusing Baghdad of complicity in the rebels' "terrorist attacks," including a major raid on the giant Abadan oil refinery.

In a sign of the new high-alert posture, U.S. warplanes have detected intensified efforts by Iraqi anti-aircraft units to track their flights over southern Iraq, according to the American officials.

The most recent incidents occurred Sunday, when two U.S. Air Force F-4s twice reported contacts from Iraqi ground-based radars, a violation of United Nations rules prohibiting interference with the reconnaissance patrols.

The U.S. officials said it was possible that the Iraqi mobilization was ordered in anticipation of a military strike by the United States for Baghdad's role in the assassination plot against

Mr. Bush. They also would not rule out the possibility that it might be a simple military exercise, although they said it would be by far the largest such operation since Iraqi forces were driven from Kuwait in 1991.

But the U.S. officials, who insisted on anonymity, said intelligence assessments being circulated in the government pointed to the renewed tensions between Iran and Iraq as the most likely explanation for the military alert.

The officials refused to provide many details about the Iraqi mobilization. They said that to do so could jeopardize intelligence sources and compromise any future U.S. effort to use military force against Iraq, which is locked in a new dispute with the United Nations over Baghdad's refusal to allow international inspectors to install remote cameras to keep a watch over two missile test sites.

Some officials said the sheer size of the Iraqi operation suggested Baghdad believed some sort of conflict might be imminent. "It looks like they think someone's going to pop 'em," said one official, who added that the mobilization involved tens of thousands of troops. The total Iraqi force is put at 400,000.

Iraqis Doubt U.S.-Hailed 'Opposition'

By Caryle Murphy
Washington Post Service

BAGHDAD — An Iraqi opposition group that recently gained an endorsement by the Clinton administration appears to be little known here and to lack the authority or organization to influence any government that might succeed President Saddam Hussein.

That is the view expressed by many Iraqis and foreign diplomats.

The group, the Iraqi National Congress, is the best-organized political force among a myriad of exile groups. But only its Kurdish leaders are well known.

Moreover, the widespread sentiment in Baghdad is that the entire opposition is a largely feckless movement that has failed to create a unified anti-government front with a genuine political program or a plan to replace President Saddam.

Envoys of the Iraqi National Congress, first received by James

A. Baker 3d a year ago, when he was secretary of state, got even more visible U.S. backing in April when they met Vice President Al Gore, Secretary of State Warren M. Christopher and President Bill Clinton's national security adviser, W. Anthony Lake.

Since then, Mr. Christopher has cited the U.S. embrace of the opposition group as a major accomplishment of Clinton-era foreign policy.

To be successful, any opposition movement must win Baghdad's residents on its side. The capital city is home to about a quarter of the country's 18 million people. Its residents, predominantly members of the Sunni Muslim ruling faction, include about a million Shi'ite Muslims and an equal number of Kurds.

An accurate polling of public opinion is impossible in this police state. But there are opportunities to

discuss such matters in private with some individuals.

None of the Iraqis questioned spoke favorably of the foreign-based opposition groups, including the Iraqi National Congress.

The groups are dismissed as irrelevant to events here, or as led by paid agents of Western or Arab intelligence agencies. This is an accusation that saps their legitimacy among strongly nationalist Iraqis.

This charge is standard government propaganda, but many Iraqis seem to agree with it. "Why should I support someone living outside who doesn't share my suffering, who couldn't even organize a strike inside Iraq?" an Iraqi asked.

Another said: "They are all from the regime. They don't know persecution, and they were from the privileged class."

Even those who have many friends among the exiled activists question their integrity and cite

their political inexperience.

"I know most of them," said an Iraqi intellectual who is critical of President Saddam. "They were my close friends. But for me and for the others, we don't give any consideration to such opposition. Believe me. Now, it's impossible for people to respect a position that depends on foreigners, whether an enemy or not."

Several Baghdad-based diplomats said they could not imagine the Iraqi National Congress or any other such group being in a position to rule Iraq after President Saddam.

Still, indicating a deep desire here for political change, many Iraqis said they managed, despite government radio jamming, to listen to clandestine broadcasts of the Iraqi National Congress from London and Kurdistan and of other exile groups in Saudi Arabia and Iran.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN — 12 JUIN 1993

ALLEMAGNE

UN ENCOURAGEMENT AU RACISME

SI ON PEUT MÊME PLUS
RIGOLER CHEZ SOI !



« Après Mölln, Solingen, il y aura sans doute un troisième crime. » Abdullah, Turc et Berlinois depuis quinze ans est sombre. La crise en Allemagne lui semble trop profonde et les hommes politiques trop discrédités pour qu'il y ait quelque espoir d'éradiquer la peste néo-nazie qui vient à nouveau de s'offrir son mini-holocauste, en brûlant les enfants de Solingen.

Le Bundestag venait tout juste de voter à la majorité des deux-tiers une modification de la Constitution qui limite un droit d'asile très libéral jusqu'ici. La mesure était censée dissuader les propagateurs de la haine de l'étranger. L'effet est bien entendu inverse. Les nazillons y ont vu une première victoire, encourageant d'autres meurtres. A la veille de l'enterrement des cinq brûlés de Solingen, le chancelier Kohl refusait toujours d'assister à la cérémonie, évitant de reconnaître, par sa présence, la responsabilité de l'Etat qu'il dirige dans le crime.

Ankara et Bonn ont appelé au calme les jeunes Turcs qui ont ravagé les vitrines et renversé les voitures au lendemain de l'attentat, les mettant en garde contre le recours à l'auto-défense et à la justice expéditive. Mais les jeunes ne croient plus aux promesses des hommes politiques de mettre fin aux exactions des nostalgiques d'Hitler. Reste qu'il paraît tout aussi

impossible que des jeunes avides de vengeance protègent toutes les maisons des ressortissants de leur propre pays.

Leur hargne semble même desservir leur cause, selon les représentants de la communauté turque, qui leur demandent de mettre fin aux cavales nocturnes par nationalisme exacerbé. « Turquie, Turquie, Turquie », scandent-ils en agitant le drapeau rouge au croissant blanc. Cet excès de nationalisme fait réagir les Kurdes — aussi visés qu'eux par les nazillons — et qui représentent 50 % de la communauté turque. Ces derniers suivent en effet tous les jours avec angoisse les affrontements de l'armée d'Ankara avec la guérilla du PKK dans leur propre pays, le Kurdistan de Turquie !

La mobilisation des Allemands contre la gangrène qui contamine leurs villes et villages est d'autant plus urgente que les dirigeants politiques de la CDU ou du SPD ne feront sans doute pas amende honorable en revenant sur la modification de la Constitution qu'ils viennent d'adopter et en modifiant un code de la nationalité raciste, basé sur le droit du sang, pour accorder la nationalité allemande à tous ceux qui l'ont choisie.

Michel Verrier

A.F.P.

— A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. —

ECF0108 3 F 0157 FRA /AFP-WH25

Actu.

Un attaché et un employé pris en otages au consulat de Turquie à Marseille

MARSEILLE, 24 juin (AFP) - Un attaché et un employé du consulat de Turquie à Marseille ont été pris en otages jeudi en milieu de matinée par au moins deux hommes armés affirmant être des Kurdes, apprend-on auprès d'une employée du consulat.

En revanche, le consul de Turquie M. Taylan Izmirli est libre de ses mouvements dans le bâtiment et aurait entamé des négociations avec les preneurs d'otages dont le nombre exact n'a pas été précisé, apprend-on de même source.

Selon certaines informations qui n'ont pas été confirmées, les preneurs d'otages seraient en possession d'armes de poing et de grenades et souhaiteraient dans un premier temps entrer en contact avec les médias.

Les forces de l'ordre ont pris position autour du bâtiment, situé 363, avenue du Prado, dans le 8-ème arrondissement de Marseille, dans les quartiers résidentiels.

jv/im

AFP 241101 JUN 93

ECF0172 3 F 0080 SUI /AFP-WX23

Actu.

Fusillade à l'ambassade turque à Berne: 6 blessés

BERNE, 24 juin (AFP) - Six personnes, dont un policier, ont été blessés lors d'une fusillade qui a éclaté jeudi matin entre les services de sécurité de l'ambassade turque à Berne et des opposants kurdes qui manifestaient devant la chancellerie, a-t-on appris de sources policières à Berne.

Des attaques ont eu lieu aussi contre les consulats turcs de Zurich et de Genève. On y signale pas de blessés.

phd/bmk/im

AFP 241231 JUN 93

ECF0562 2 F 0087 RFA /AFP-C083

Actu.

Allemagne/Kurdes: tous les otages femmes ont été libérés à Munich

MUNICH, 24 juin (AFP) - Les militants kurdes qui occupent depuis la matinée le consulat de Turquie à Munich ont libéré tous leurs otages du sexe féminin jeudi en début de soirée, a indiqué un porte-parole de la police.

Huit femmes sont sorties du consulat protégées par la police. Une femme avait été libérée un peu plus tôt. Dans la matinée, une femme et un homme avaient été rapidement relâchés en raison de problèmes de santé.

fka/jlt/hg

AFP 241958 JUN 93

A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P.

ECFD209 4 F 0092 DAN /AFP-XGD1

Trsp.-tourisme-soct.

Des vitres de la compagnie Turkish Airlines brisées à Copenhague

COPENHAGUE, 24 juin (AFP) - Plusieurs vitres des locaux abritant la compagnie aérienne Turkish Airlines ont été brisées jeudi matin par des inconnus à Copenhague, a indiqué la police.

La police a lié "cet acte mineur de vandalisme" aux actions de protestations menées jeudi en Europe par des militants kurdes contre les intérêts turcs.

Les auteurs de ces dégradations avaient disparu avant l'arrivée des policiers, a-t-on ajouté de même source.

SA/PT/im

AFP 241317 JUN 93

ECFD213 4 F 0128 SUE /AFP-XH14

Tourisme

Suède: Attaque contre l'office du tourisme turc à Stockholm

STOCKHOLM, 24 juin (AFP) - Cinq personnes ont attaqué jeudi l'office du tourisme turc au centre-ville de Stockholm, a indiqué la police.

Selon un porte-parole de la police, les cinq personnes sont entrées dans l'office situé sur l'une des artères principales de la capitale suédoise, ont dit à l'unique employée qui y était installée "si tu ne bouges pas, il ne t'arrivera rien", puis ont cassé à l'aide d'une barre de fer une table en verre, une vitrine, des machines de bureau, et renversé de meubles, avant de quitter les lieux rapidement.

Interrogé, un porte-parole de l'ambassade de Turquie à Stockholm a affirmé que les cinq personnes en question seraient d'origine kurde.

PCW/PT/PBM

AFP 241323 JUN 93

ECFD174 3 F 0175 /AFP-WX38

Actu.

Les sièges de Turkish Airlines et de Maison de la Turquie attaqués à Lyon

LYON, 24 juin (AFP) - Les sièges de la compagnie aérienne Turkish Airlines et de la Maison de la Turquie à Lyon ont été attaqués jeudi matin par un groupe se réclamant d'une organisation kurde qui se sont livrés à des dégradations, a-t-on appris de sources concordantes.

Selon le consul général de Turquie à Lyon, M. Erdal Gurol, les agresseurs, qui ont opéré comme des commandos, ont brisé des vitrines et détruit des équipements, vers 10H00, sans faire de victime. Toujours selon la même source, les attaquants criaient des slogans du Parti de rebelles kurdes de Turquie, PKK (séparatistes).

Le consulat général était gardé jeudi matin par des forces de police afin de prévenir toute attaque contre le bâtiment.

Ces attaques interviennent alors qu'à Marseille, à Munich et à Berne, des militants kurdes ont pris en otages plusieurs des employés des consulats turcs de ces villes.

L'enquête a été confiée à la police judiciaire de Lyon.

rb/ff/im

AFP 241232 JUN 93

A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P.

AFP

AFP

AFP

AFP

AFP

Turquie-Kurdes prev

Le PKK, avec son offensive en Europe, cherche à sensibiliser l'opinion internationale

PARIS 24 juin (AFP) - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après sa décision le 8 juin de rompre un cessez le feu unilatéral, a entrepris jeudi une action d'envergure sans précédent contre les intérêts et les représentations turques en Europe, dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à sensibiliser l'opinion internationale sur la situation des Kurdes de Turquie.

Dans sa conférence de presse tenue le 8 juin à Bar Elias, dans la Bekaa libanaise, le chef du PKK, Abdullah Ocalan avait promis une "guerre totale" contre la Turquie. "Nous frapperons les intérêts économiques et touristiques dans l'ensemble de la Turquie", avait menacé celui qui est surnommé "Apo".

Cet avertissement avait été suivi peu après par la diffusion de communiqués, notamment à Paris, mettant en garde les voyagistes contre le risque qu'ils font désormais courir aux touristes en leur vendant des séjours en Turquie.

Le PKK avait eu recours pour la première fois à la menace de frapper le tourisme en février dernier, affirmant à cette occasion "changer de stratégie" suite à l'intransigeance du gouvernement. Jusque là le PKK avait concentré l'essentiel de sa lutte armée contre des objectifs militaires ou politiques, avec un impact limité sur l'opinion à l'étranger.

Quelques semaines plus tard, le 17 mars, "Apo" annonçait un cessez le feu unilatéral "dans l'espoir d'une ouverture de négociations avec le pouvoir turc". Le PKK réclamait, outre l'annulation de l'état d'urgence et une amnistie générale, la reconnaissance de l'identité kurde.

Unité des Kurdes

Le chef du PKK reconvoquait la presse le 15 avril pour annoncer une prolongation de ce cessez le feu. A cette occasion, il avait à ses côtés Jalal Talabani, le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, irakien) ainsi que le dirigeant du Parti Socialiste du Kurdistan (TKSP, turc), M. Kemal Burkay, et de cinq députés du Parti du Travail du Peuple (HEP, seul parti pro-Kurde représenté au parlement turc). Le secrétaire général du PDK (Parti Démocratique du Kurdistan de Turquie, modéré), M. Hemrouch Richo, était également présent.

Selon le chef du PKK, "la présence de représentants des trois principaux partis kurdes à Bar Elias confirmait "l'unité des Kurdes" et préfigurait "l'instauration d'un front patriotique kurde élargi". Le PKK avait d'ailleurs peu de temps auparavant signé un "protocole d'accord et d'amitié" avec le PDK de Turquie et le TKSP.

M. Talabani, l'un des deux principaux chefs des Kurdes d'Irak, tout en refusant le titre de "médiateur" essayait de nouer un dialogue entre Ankara et le PKK. "La mort du président Turgut Ozal a mis malheureusement fin au processus", souligne-t-on de source kurde à Paris.

Les Kurdes d'Irak qui ont institué leur propre gouvernement au nord du pays, dépendent largement de la Turquie pour leurs approvisionnements. Leurs rapports avec les guerilleros du PKK réfugiés dans des bases au nord de l'Irak se sont parfois réglés à coups de kalachnikovs.

Si aujourd'hui les responsables kurdes irakiens assurent que ces problèmes sont réglés, ils déplorent l'extrémisme du PKK et sa prétention à l'indépendance pour tous les Kurdes sans tenir compte des réalités régionales. Ils avaient notamment critiqué la tenue d'élections, à l'initiative du PKK, parmi la diaspora kurde en Allemagne et en France le 20 novembre 1992, pour désigner des "députés" à une "assemblée" chargée de représenter tous les Kurdes, en lutte pour l'indépendance.

AFP

AFP

AFP

AFP

AFP

AFP AFP AFP AFP AFP AFP AFP

FRA0328 4 GI 0323 FRA /AFP-AD66

Turquie-Kurdes-France lead

Les sièges de la Turkish Airlines et de la Maison de la Turquie attaqués à Lyon (PHOTO)

LYON, 24 juin (AFP) - Le siège de la compagnie aérienne "Turkish Airlines" et de la "Maison de la Turquie", situés dans le centre de Lyon, ont été attaqués jeudi matin, simultanément, par des groupes de cinq hommes se réclamant d'une organisation kurde, a-t-on appris de sources concordantes.

Dans les deux cas, les vitrines de deux établissements, l'un situé dans au coeur de Lyon, à cent mètres de l'hôtel de ville de Lyon, et l'autre, dans le quartier des Brotteaux, sur la rive gauche du Rhône, ont été détruites à coups de barres de fer et de marteau, a-t-on appris auprès des responsables de ces bureaux.

A la "Maison de la Turquie", où se trouve également "Mondial Tourisme", l'agence touristique turque, les agresseurs ont abandonné sur place une barre de fer. Dans les bureaux de "Turkish Airlines", où les employés ont tenté de baisser un rideau métallique pour se protéger, c'est un marteau qui a été récupéré par la police.

Les responsables de la "Maison de la Turquie", office d'informations culturelles et touristiques, ont souligné que les membres du commando ont crié des slogans se réclamant du parti sépartiste kurde PKK.

Il y a plusieurs mois, les bureaux de "Turkish Airlines" avaient fait l'objet d'une tentative d'incendie criminel et, quelques semaines plus tard, des coups de feu avaient été tirés sur la vitrine, sans faire de victime.

Les dirigeants des deux établissements visés ont déclaré que les agressions de jeudi matin avaient duré un peu moins de quatre minutes.

Après ces agressions, des policiers, mitrailleuse au poing et protégés par des gilets pare-balles, ont été placés en faction devant les établissements ayant des intérêts turcs, ainsi que devant l'immeuble du consulat de Turquie à Lyon où il n'est plus possible de pénétrer sans autorisation.

HM/rb/ft

AFP 241524 JUN 93

ECFD498 3 F 0882 /AFP-CC84

Eco.

Violentes actions de militants kurdes en Europe (synthèse)

Le 24 juin (AFP) - Des militants kurdes ont déclenché simultanément jeudi matin une série sans précédent de violentes attaques qui ont fait un mort et une dizaine de blessés, contre des intérêts turcs dans une douzaine de capitales et villes européennes, notamment en Suisse, en Allemagne, en France, en Suède et en Angleterre.

C'est en Suisse, où on déplore à l'ambassade de Turquie à Berne un militant kurde tué et 5 autres blessés dont un grièvement par balle, ainsi qu'en Allemagne où dix neuf employés ont été pris en otage au consulat de Turquie à Munich, que ces actions ont été les plus dures.

Cette vaste offensive, qu'Ankara attribue aux militants kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), intervient à la veille de la formation du gouvernement de Mme Tansu Ciller à laquelle le PKK veut visiblement rappeler qu'aucune solution n'a été encore trouvée au "problème kurde", notent les observateurs.

En Suisse, trois attaques simultanées ont été lancées par des centaines d'opposants kurdes contre des locaux diplomatiques et des entreprises turques à Berne, Zurich et Genève.

AFP AFP AFP AFP AFP AFP AFP

AFP

AFP

AFP

AFP

AFP

AFP

A l'ambassade de Turquie à Berne, l'assaut d'une centaine de manifestants, dont certains étaient armés, a coûté la vie à un Kurde, tué par balle lors des affrontements avec les services de sécurité de l'ambassade. Un autre manifestant a été grièvement blessé, également par balle. Six autres opposants kurdes ont été blessés plus légèrement, dont cinq par balle, ainsi qu'un policier.

Cette affaire provoque déjà une amorce de crise diplomatique entre la Suisse et la Turquie dont l'ambassadeur à Berne a accusé la police bernoise de "négligence". Celle-ci affirme n'avoir utilisé au cours des affrontements que des fusils à balles de caoutchouc, alors que le service de sécurité turc reconnaît avoir usé d'armes à feu, tout en affirmant avoir tiré en l'air.

A Zurich, de 70 à 80 manifestants s'en sont pris au consulat de Turquie, ainsi qu'à une banque et à une agence de voyage. A la même heure à Genève, un commando de 15 personnes a saccagé la pièce d'accueil du consulat turc situé au 3ème étage d'un immeuble de bureaux proche de l'aéroport. Dans ces trois villes, plusieurs interpellations ont été effectuées. Un cellule de crise a été constituée à Berne.

- En Allemagne, des manifestations et des actions de commando contre des intérêts turcs ont été signalées à Bonn, Berlin, Essen et Munich.

A Nymphenburg, quartier chic de la capitale bavaroise, huit à dix Kurdes armés qui prétendent ne pas faire partie du PKK, ont pris 19 personnes en otages dans les locaux du consulat de Turquie, tous des employés du consulat

Les abords du bâtiment ont été bouclés et seules d'innombrables voitures de police et de pompiers demeurent dans le périmètre.

Les preneurs d'otages ont lancé un ultimatum au chancelier Helmut Kohl en lui demandant d'intervenir à la télévision avant samedi 08h00 (06h00 GMT) pour demander que les Turcs arrêtent "la guerre contre les Kurdes".

Ils ont prévenu que si la police tente d'intervenir, ils feront exploser le bâtiment.

Les militants kurdes ont prévu de tenir un long siège. Ils ont commandé de la nourriture pour les otages. Mais ils n'ont pas demandé de nourriture pour eux-mêmes car ils ont apporté avec eux des provisions.

Deux otages, un homme et une femme, victimes d'une attaque cardiaque et d'un malaise, avaient été libérés le matin et hospitalisés.

A Essen (ouest), deux policiers ont été légèrement blessés lors d'affrontements avec des manifestants kurdes. A Bonn, 80 militants du PKK ont bloqué les entrées de l'ambassade de Turquie. A Berlin, environ vingt hommes ont dévasté à coups de pierres l'agence de la compagnie aérienne Turkish Airlines, une banque et une agence de voyage turques, selon la police.

En France, cinq Kurdes ont pris en otages à Marseille une dizaine de personnes au consulat de Turquie, qu'ils ont par la suite libérées après avoir pu rencontrer la presse. Ils ont été appréhendés. A Paris, des engins incendiaires artisanaux ont été allumés devant la banque du Bosphore. Plusieurs manifestants kurdes qui se trouvaient à proximité ont été interpellés tandis que des renforts de police étaient dépêchés autour de l'ambassade de Turquie.

A Lyon, le siège de Turkish Airlines et la Maison de la Turquie ont été attaqués par un groupe se réclamant du PKK, qui a brisé des vitrines et crié des slogans à la gloire de ce parti.

En Suède, à Stockholm cinq personnes -qui seraient d'origine kurde selon l'ambassade de Turquie dans la capitale suédoise- ont attaqué l'office du tourisme turc du centre ville.

En Grande-Bretagne, à Londres, 23 Kurdes, principalement des femmes, ont été interpellés dans la City, le quartier des affaires, alors qu'ils

AFP

AFP

AFP

AFP

AFP

A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. - AGENCE FRANCE PRESSE - A.F.P. -

manifestaient devant la banque turque Ziraat Bankasi TC.

Le PKK avait décidé le 8 juin de rompre la trêve avec les autorités turques, qu'il avait lui-même déclarée unilatéralement le 17 mars précédent.

Le PKK réclame la levée de l'état d'urgence dans le sud-est anatolien, une amnistie générale inconditionnelle, des négociations avec le pouvoir central et la reconnaissance de l'identité kurde dans le cadre de l'Etat turc.

ba/hc/cv

Eco.-banque

Début d'incendie criminel devant la Banque du Bosphore à Paris

PARIS, 24 juin (AFP) - Deux personnes ont allumé jeudi peu avant midi deux engins incendiaires artisanaux devant la Banque du Bosphore, dans le 10ème arrondissement à Paris, apprend-on de source autorisée.

Les deux individus ont pris la fuite et le sinistre a été circonscrit par le personnel de la banque.

Aucun autre incident notoire n'a été signalé Paris.

A "titre préventif", des renforts de police ont été déployés aux alentours de l'Ambassade de Turquie, près de la Maison de la radio. La police parisienne a été "sensibilisée", par ailleurs, pour toute la journée de jeudi.

Plusieurs kurdes qui se trouvaient à proximité, ont été interpellés puis conduits dans les locaux du commissariat du 16ème arrondissement, pour vérifications d'identité".

RB/pgm

AFP 241345 JUN 93

ECFO294 4 F 0271 BEL /AFP-AE75

Eco.-Int.

CEE: aide humanitaire de 11,5 M écus pour les Kurdes et les chiites en Irak

BRUXELLES (CEE), 24 juin (AFP) - La Commission européenne a débloqué 11,5 millions d'écus (13,25 millions de dollars) d'aides humanitaire en faveur des populations kurdes au nord et des chiites au sud de l'Irak dont un grand nombre sont toujours réfugiés ou déplacés deux ans après la guerre du Golfe, a indiqué jeudi un communiqué de la Commission.

Une première tranche de 9,5 millions d'écus servira à financer 19 actions humanitaires en faveur des Kurdes et 2 en faveur des chiites du sud irakien. La deuxième tranche de 2 millions d'écus permettra d'acheter deux produits alimentaires de base, le froment et l'orge, plus spécialement pour les populations du nord.

Selon la Commission européenne, deux ans après la guerre les besoins en aide humanitaire d'urgence restent importants, plus particulièrement en aide alimentaire et médicale. Par ailleurs l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires de base et la fourniture de pétrole à des prix abordables pour le chauffage et la cuisine des particuliers laissent toujours à désirer. Selon une récente mission sur place de l'Office humanitaire de la CEE (ECHO), les déplacements de populations restent importants.

Au total 18 organisations non-gouvernementales (ONG) européenne sont associées à l'exécution de cette aide constituée en premier lieu d'aide alimentaire supplémentaire.

Depuis la guerre du Golfe en 1991, la CEE a fourni plus de 120 millions d'écus (138 millions de dollars) d'aide humanitaire au bénéfice des irakiens déplacés ou réfugiés.

gg/em

AFP 241529 JUN 93

AFP AFP AFP AFP AFP

The Wall Street Journal Europe — June 25, 1993

Turkey Says It Will Keep Granting Rights To Kurds Despite Wave of Terrorist Attacks

By JAMES M. DORSEY

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ISTANBUL — Turkey vowed to press ahead with granting Kurds cultural as well as full democratic rights despite a wave of coordinated Kurdish attacks on Turkish diplomatic and commercial offices across Europe.

Condemning the attacks in nine European cities, including the seizure of 24 hostages in the Turkish Consulate in Munich, Turkish officials vowed at the same time to pursue their war against terrorism.

Sources close to Prime Minister-designate Tansu Ciller insist in the wake of the attacks that she will pursue a two-track policy of granting Turkey's estimated 10 million Kurds full democratic and cultural rights while at the same time unleashing the armed forces against guerrillas of the rebel Kurdish Workers Party, or PKK.

Half of Turkey's Kurds — an ancient ethnic group spread over Turkey, Iran, Iraq, Syria and the Caucasus that speaks a Persian dialect — have left eastern Turkey for the more prosperous urban centers of western Turkey and seem to have little interest in Kurdish separatism. Many Kurds, such as Foreign Minister Hikmet Cetin, have achieved prominence in Turkish public life.

"These attacks will not persuade us to change course. Ciller makes a clear distinction between southeastern Anatolia and the fight against terrorism," says Foreign Ministry spokesman Volkan Vural.

Fears of Bloody Summer

Mrs. Ciller last month was elected leader of the True Path Party, the majority partner in Turkey's ruling coalition, and is expected to be endorsed by Parliament as prime minister by early July.

"The new government will continue to fight terrorism while remaining committed to the full democratic process which will ensure the development of southeastern Anatolia and eliminate any obstacles for the expression of Kurdish identity," Mr. Vural asserts.

Diplomats predict nevertheless another bloody summer in southeastern Turkey where the nine-year old insurgency has already cost up to 6,000 lives.

While Mrs. Ciller is perceived in western Turkey as a symbol of political and

economic change she continues to represent to Kurds in eastern Turkey a policy that largely delegates the Kurdish issue to the Turkish military.

"We are hard as rock. We will continue the struggle against terrorism in an implacable way," Mrs. Ciller says. But at the same time she has pledged to approach those not involved in the military struggle with "the affection of a mother."

Mrs. Ciller has given conflicting signals at times with her denial of the existence of different ethnic groups in Turkey and her occasional insistence on the principle of Mustafa Kemal Ataturk, who carved modern Turkey out of the ruins of the Ottoman Empire, that all Turkish nationals are Turks.

Military Crackdown Endorsed

The late President Turgut Ozal, who died in April, was the first modern Turkish leader to no longer refer to Kurds as "mountain Turks." Mr. Ozal legalized the use of the Kurdish language and often noted that he himself was partly of Kurdish origin. The Kurdish heartland of southeastern Turkey nevertheless remains the least developed part of the country and Kurds still are restricted in their rights to cultural and ethnic expression.

Turkish press reports say that Mrs. Ciller has already endorsed a major military crackdown in southeastern Turkey that could involve Turkish cross-border operations into northern Iraq. "Army has upper hand on Kurdish policy," one Turkish newspaper's banner headline said this week.

For their part, Iraqi Kurdish leaders have repeatedly condemned the PKK tactics and promised to prevent the Turkish-Kurdish rebels from operating in northern Iraq. Iraqi Kurds last year joined Turkey in military operations against the PKK.

Political analysts suggest that Thursday's attacks may complicate Mrs. Ciller's plans to offer the Kurds an olive branch. "Terrorist attacks in Europe make it more difficult for the government to pursue a conciliatory policy," says Ihter Turan, a political scientist at Istanbul University.

In addition, Mrs. Ciller's toying with suggestions to allow Kurdish-language television broadcasts, to replace the Turkish names of towns and villages in the southeast region with Kurdish names and to grant the region full administrative devolution is

unlikely to persuade the PKK to resurrect a ceasefire declared by the rebels earlier this year, according to foreign diplomats.

Vow to Fight

The cease-fire collapsed last month when a rogue rebel commander massacred 35 unarmed Turkish soldiers. Exiled PKK leader Abdullah Ocalan has since vowed to wage a campaign in which "thousands, tens of thousands will suffer" in a bid to force Turkey to accept the creation of a Kurdish federal state rather than seek a military solution to the problem.

Continued Turkish military operations against rebels during the two-month ceasefire dampened prospects for an end to the insurgency. Turkish military commanders are expected to launch a new offensive against the PKK in coming weeks, which they say will succeed in destroying the organization by midsummer.

Recent Kurdish attacks, including Thursday's assault on Turkish offices in Europe, are designed to scare off tourists and strike at Turkey's other vital economic interests. They could also seriously damage Istanbul's bid to host the Olympics 2000.

A PKK attack on an oil installation in eastern Turkey earlier this week forced the delay of field studies for an oil pipeline from Azerbaijan to the Turkish Mediterranean coast, which would cement Turkey's position in the Turkic republics of the former Soviet Union.

While Thursday's attacks in Europe may frighten tourists, analysts say the PKK will have to consider carefully whether the benefits of further attacks on Turkish targets abroad would outweigh the damage they do to Western sympathy for the plight of the Kurds.

But at the same time, the attacks are likely to reinforce Turkish perceptions that Europe is bent on keeping Muslim Turkey at arm's length. Many Turks see the fact that European countries allow the PKK to operate legal fronts as another example on a long list that includes Europe's failure to come to the rescue of the besieged Bosnian Muslims and its reluctance to embrace Turkey as a full-fledged member of the European Community.

Says Prof. Turan: "The issue is that Turkey's friends and allies do things to harm Turkey's interests. One of them is allowing terrorist groups to operate within their boundaries."

The separatists' ceasefire of three months ago has given way to massacre, repression and more violence

Kurds' blitz follows failure of peace moves

By John Murray Brown

THE attacks on Turkish diplomats in Europe by radical Kurdish groups yesterday mark a new phase in Turkey's eight-year separatist rebellion. Just three months ago there was a real expectation of a breakthrough.

When the Kurdish separatist leader Apo Abdullah Ocalan called a unilateral ceasefire on March 20, Kurdish exiles in Europe, many of them deeply opposed to Apo's radical form of Marxism, applauded the move. The Turkish press, usually nationalistic on the Kurdish issue, urged the government to do something in response. Western governments waited expectantly.

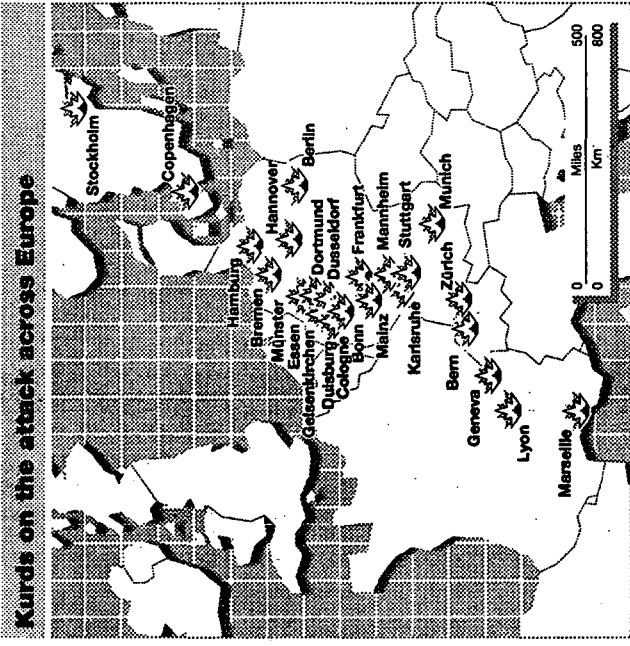
Yesterday's attacks come at the same time as reports of a massive army operation against the rebel Kurdish Workers' Party, PKK, in the camps in the mountains near the Iraqi border.

The army offensive follows the massacre in Bingol of 33 young unarmed Turkish conscripts, who were dragged from a bus and shot at point blank range. The army operation, unlike many earlier headline responses, appears to be endorsed by a public opinion outraged by the attack which in effect derailed the real progress that had been made.

It is hard to see how the government in Ankara could have acted differently. Diplomats say the attacks around Bingol have been particularly vicious. The massacre was seen as final evidence that from his head-



A special forces policeman at the Turkish consulate in Munich



Tourist offices, airlines and banks hit

All around 9am London time

GERMANY: Munich: Eight gunmen took 20 hostages, threatened to set fire to building.

Demonstrators smashed up Turkish tourism offices, airlines and banks in Berlin, Hamburg, Hanover, Dortmund, Essen, Münster, Huerth near Cologne, Bonn, Frankfurt, Stuttgart, Bremen, Düsseldorf, Mainz, Dulsburg, Gelsenkirchen, Karlsruhe, Ulm, Mannheim.

FRANCE:

Marseilles: About 10 hostages taken in Turkish consulate and released after 3-hour siege.

Lyon: Attack by demonstrators.

SWITZERLAND:

Berne: Demonstrator killed, eight injured in gunfire between about 60 Kurdish protesters and Turkish embassy staff.

Zurich: Seventy-eight Kurds attacked Turkish consulate. Five attacked Turkish bank and travel agency.

Geneva: Fifteen demonstrators invaded and ransacked Turkish consulate.

DENMARK:

Copenhagen: Windows of Turkish Airlines office smashed.

SWEDEN:

Stockholm: Tourist office ransacked by five Kurds.

The PKK has already warned that it will attack Turkish tourist targets, a threat so far not carried out. However yesterday's attacks are part of an attempt by the PKK to attract renewed European attention to their cause.

perhaps the only Turkish politician courageous enough to adopt the sort of liberal policies needed to win over moderate Kurds and undermine the rural support for the rebel PKK.

During his presidency, Kurdish newspapers were allowed and a privately run Kurdish cultural institute was set up. However any further moves, such as allowing Kurdish-language television or even the teaching of Kurdish in schools have been blocked. The question of Kurdish-medium schools is not even on the horizon and political parties appealing to nationalist or separatist ideologies remain banned.

Mr Ozal's death and the political uncertainty that followed undercut the momentum for a settlement. And President Suleyman Demirel has never had the vision to see his way past the nationalist opponents of Kurdish reform.

quartiers in the Bekaa Valley in the Lebanon Apo no longer has real control over his field commanders.

The interior minister Ismet Sezgin had earlier announced that villagers were to be allowed to re-adopt their original Kurdish names - a further concession to cultural rights of the Kurdish minority.

The attack took place on the evening that the national security council approved a limited amnesty for rebels who laid down their arms. The decree was immediately revoked.

The violent change unleashed yesterday reflects an underlying frustration of many Kurdish groups at the breakdown of the initiative begun with the ceasefire.

At the same time events have conspired against those in the Turkish administration committed to reform. In retrospect, the death of President Turgut Ozal in April is now seen as a turning point. He was

Dopo l'ondata di attentati in Europa, i separatisti del Pkk promettono di colpire navi, fabbriche e centri turistici

I curdi: «Guerra totale alla Turchia»

Battaglia a Monaco. Incubo per gli ostaggi rinchiusi nel consolato assediato



DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

BONN — Il separatismo curdo proclama la guerra totale alla Turchia e attacca obiettivi turchi in Europa.

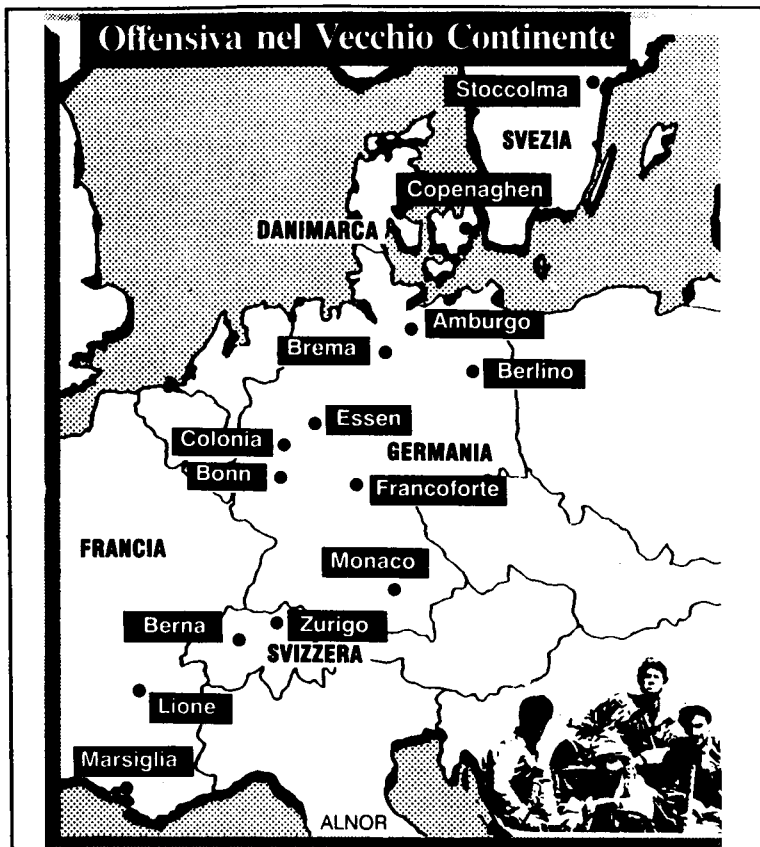
In Germania si sono registrate ieri decine fra manifestazioni di protesta e incursioni terroristiche. L'azione più spettacolare a Monaco, dove un gruppo di militanti del Pkk, il Partito curdo dei lavoratori, si è impadronito del consolato generale di Turchia prendendo in ostaggio 25 persone. L'edificio è stato subito circondato dalle unità speciali della polizia ed è cominciata una faticosa trattativa. Due ostaggi sono stati lasciati liberi dopo alcune ore. Più tardi sono stati rilasciate tutte le donne.

I sequestratori, almeno otto e pesantemente armati, vogliono che il cancelliere Helmut Kohl compaia alla televisione e inviti pubblicamente il governo di Ankara a cessare le ostilità contro i separatisti. Hanno anche posto una scadenza ultimativa: le 8 di domattina. Se entro quell'ora non avranno avuto soddisfazione, il consolato salterà in aria con tutti quelli che ci sono dentro. Lo stesso accadrà se le forze speciali dovessero tentare l'assalto. Immediata la reazione di Ankara: i turchi accusano Bonn di non aver protetto le sedi diplomatiche.

L'occupazione a mano armata del consolato generale di Monaco non è che un anello, il più spettacolare, di una lunga catena di manifestazioni e attacchi contro obiettivi turchi in molte città tedesche. Si segnalano interventi della polizia, scontri, feriti, arresti. A Bonn i militanti del Pkk hanno bloccato l'ambasciata di Ankara. Stretti d'assedio i consolati di Hessen, Münster, Stoccarda, Hannover. A Berlino, Colonia, Francoforte e Dortmund attaccate sedi di banche e società turche, uffici turistici e della compagnia aerea. Anche qui alcuni feriti, numerosi arresti, danni ingenti.

Due giorni prima c'era stata a Monaco una specie di prologo: quattro militanti avevano preso d'assalto la redazione del settimanale «Focus» provocando danni per centinaia di migliaia di marchi. Del tutto pacifica in-

Offensiva nel Vecchio Continente



vece la grande manifestazione che il 29 maggio aveva radunato a Bonn una folla di 70.000 curdi, in parte venuti da altri Paesi d'Europa, per protestare contro la repressione del movimento separatista in Turchia.

Naturale che questo problema si manifesti con tanto clamore in Germania. Vivono in questo Paese 400.000 curdi, la maggior parte dei quali ha il passaporto turco e risulta quindi statisticamente all'interno della più folta minoranza nazionale presente in Germania, più di 1.800.000 persone. L'attrito fra le

due componenti di questa comunità si è spesso manifestato in forme violente. Durante le dimostrazioni di protesta seguite alla strage di Solingen, più volte i gruppi curdi si sono scontrati con i manifestanti turchi, in particolare i comunisti del Pkk con i nazionalisti dell'organizzazione dei Lupi Grigi.

Tanto che Helmut Kohl, nel suo discorso al Bundestag sulla violenza xenofoba, non ha esitato a minacciare di espulsione quegli stranieri che approfittano della situazione per riproporre in

Germania le loro guerre civili. Il cancelliere ha ricordato che molti militanti curdi si trovano qui come rifugiati: avvertendo che nemmeno questa qualità li porrà al riparo dall'espulsione. In quella che appare una sintonia con questa presa di posizione, ieri il governo di Ankara ha chiesto ai tedeschi che i responsabili di questa giornata vengano estradati in Turchia. Poco dopo, da Atene, il Pkk di Abdullah Ocalan lanciava la sua dichiarazione di «guerra totale».

Con un comunicato



il Pkk ha detto che si batterà affinché «la guerra sia portata nelle città e nelle regioni turistiche della Turchia». Il comunicato minaccia «vasti sabotaggi contro strutture turistiche, na-

vi, agenzie di viaggio e fabbriche».

L'accento di Kohl alle guerre civili altrui riproposte in Germania corrisponde a una delle ragioni che alimentano, soprattutto nella parte

più conservatrice dell'opinione pubblica tedesca, la crescente insofferenza verso certe presenze straniere. C'è polemica per esempio sulla posizione del Pkk, che è fuorilegge in Turchia, ma che in Ger-

mania è tollerato. L'offensiva curda di ieri ripropone poi il problema dei rapporti fra Germania e Turchia, già duramente provati dagli attacchi xenofobi.

Alfredo Venturi

STORIA DELLA NAZIONE SENZA TERRA

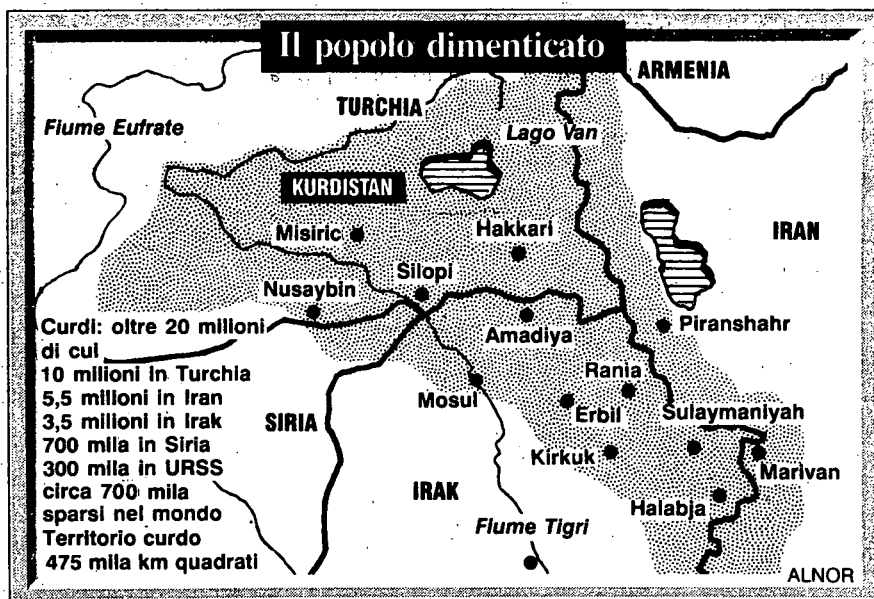
Il sogno proibito dei figli di Saladino

Un popolo condannato alla sofferenza da cento faide, doppi giochi e tradimenti

Viene da lontano, da un rifugio nella valle libanese della Bekaa, o forse dalla capitale siriana Damasco, l'ordine che ieri ha portato una ventata di paura nel cuore dell'Europa. Libano e Siria sono stati infatti per anni «santuari» di Abdullah Ocalan, il leader del Pkk, il Partito dei lavoratori del Kurdistan che dal 1984 ha dichiarato guerra al governo turco in nome dell'autonomia delle regioni sudorientali della penisola anatolica.

In questi nove anni, la lotta senza quartiere tra i peshmerga di «Apo» Ocalan e l'esercito di Ankara è già costata più di novemila morti. Ma la storia di sangue e dolore dei curdi è molto più lunga e il loro sogno di indipendenza è stato cento volte tradito o trattato come merce di scambio dai governi mediorientali e dalle potenze occidentali.

Sembra quasi che una maledizione abbia accompagnato in questo secolo i curdi, montanari di fede islamica ma non arabi (parlano una lingua indoeuropea della famiglia iranica). Allah grande e misericordioso aveva ricompensato i curdi per la conversione alla fede dell'Islam facendo scoprire tra le loro montagne inospitali ricchissimi giacimenti di petrolio, oro, argento, rame, cromo. Ma proprio questi doni si sono trasformati in una condanna: Bagdad, Teheran e Ankara non vi rinunceranno mai. Dal Kurdistan infatti viene il 75 per cento del petrolio iracheno



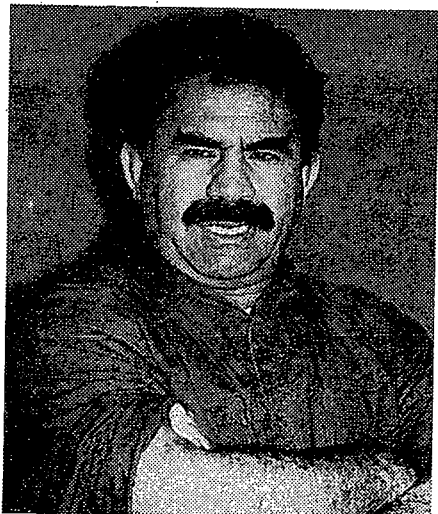
è una parte di quello iraniano; e grazie alle miniere curde la Turchia è la seconda produttrice mondiale di cromo.

La prima tragedia del «popolo dimenticato» (ma loro si definiscono anche «popolo senza amici»), risale agli anni tra il 1915 e il 1918, al crepuscolo dell'impero ottomano, quando furono migliaia i curdi uccisi durante una disperata rivolta.

Famosi per le loro attitudini guerriere (curdo era il «feroce Saladino», quel Salah-ed-Din che nel 1187 sconfisse i crociati conquistando il Regno latino di Gerusalemme), i curdi credettero che il momento tanto atteso dell'indipendenza fosse arrivato con il dissolvimento dell'impero ottomano seguito alla Prima guerra mondiale. Allora le grandi potenze vincitrici decisero nella conferenza di Sèvres del 1920 la nascita di uno Stato del Kurdistan. Ma solo tre anni dopo, con il trattato di Losanna, il popolo delle montagne subì il primo tradimento: la loro terra fu spartita tra Turchia, Iran e Irak. Successivi aggiustamenti, studiati e tracciati come sempre sulle mappe, senza tener conto delle popolazioni, portarono alcuni lembi del Kurdistan sotto la sovranità di Siria e URSS.

Per la reticenza dei governi coinvolti nella questione e per l'obiettivo difficoltà di compiere censimenti tra i monti sconvolti dall'interminabile guerriglia, il numero dei curdi è incerto: oggi dovrebbero essere oltre 20 milioni; almeno 10 in Turchia, 5,5 in Iran, 3,5 in Irak, 700 mila in Siria, 300 mila nell'Armenia ex sovietica e 700 mila sparsi nel mondo.

Divise tra loro da faide la cui origine si perde nella notte dei tempi, le tribù del Kurdistan hanno messo il loro ardimento al servizio di molte bandiere, nella speranza di poter strappare l'indipendenza inserendosi nei molti conflitti regionali. Cominciò Mustafa Barzani, capo leggendario dei peshmerga (le «avanguardie della morte»), che nel 1946 fondò in territorio persiano la «Repubblica curda di Mahabad» con la benedizione di Mosca. Secondo le voci Barzani ottenne anche il grado onorifico di generale dell'Armata Rossa; ma solo un anno dopo Stalin abbandonò i peshmerga alla repressione dell'esercito di Teheran. Barzani tentò allora di costruire il suo Stato sul versante iracheno, questa volta con l'appoggio del vecchio nemico, lo scia Reza Pahlevi, desideroso di indebolire Bagdad.



Il capo del PKK Abdullah Ocalan

Queste alleanze mutevoli sono costate fiumi di sangue. Il più feroce nella repressione è stato Saddam Hussein. Impossibile dimenticare l'orrore di Halabja, il villaggio dove cinquemila civili curdi furono «gasati» dagli iracheni. E come non ricordare l'esodo biblico di più di un milione di curdi inseguiti dall'esercito di Bagdad dopo la guerra del Golfo? Anche allora i peshmerga erano stati traditi: prima Washington li aveva di fatto incitati a ribellarsi a Saddam, poi li abbandonò al loro destino (per poi, sotto l'impatto delle immagini atroci trasmesse dalle televisioni, montare una straordinaria operazione di soccorso umanitario a cui parteciparono anche i militari italiani).

Sul versante turco la guerra è stata non meno sporca. Ai curdi, che sono un sesto della popolazione, Ankara ha negato l'uso della loro lingua, ha negato

anche il riconoscimento dell'identità: «turchi delle montagne» sono stati definiti. In queste condizioni, non si può essere neutrali, anche se non si condividono i metodi di lotta del Pkk, imbevuto di ideologia marxista. O si sceglie di stare con il Pkk o si parteggia per «gli oppressori» di Ankara. Ma un curdo che si schiera con il governo turco finisce quasi sempre arruolato nella milizia locale, inquadrato nelle «guardie del villaggio», che poi sono l'obiettivo preferito dei guerriglieri. Ne nascono vendette orrende.

Molti decidono di emigrare (una decisione che il Pkk avversa, perché teme uno svuotamento del territorio sotto il suo controllo); ma nemmeno dopo aver lasciato la Turchia si possono tagliare i ponti col passato: ai curdi emigrati gli uomini di Ocalan impongono una

«tassa rivoluzionaria» che serve per finanziare la guerriglia. Un'altra forma di finanziamento è il traffico di droga.

Una sporca guerra alla quale, qualche mese fa, Abdullah Ocalan ha detto di voler porre fine. Il capo del Pkk ha offerto al governo di Ankara una tregua unilaterale in cambio dell'apertura di una trattativa per la concessione non più dell'impossibile indipendenza, ma di una forma di autonomia all'interno di una federazione. «Non mercanteggeremo sull'integrità della Turchia» replicò il premier di Ankara Demirel.

E ad aprile, in un'intervista al Corriere, Ocalan giurò: «Colpiremo in Turchia, nelle località turistiche; colpiremo anche gli obiettivi turchi nel cuore dell'Europa. Sarà la più feroce delle nostre campagne».

Guido Santevecchi

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE — JUNE 25, 1993

Desperate Hours Wave of Kurd Attacks Brings Turkish War To Europe's Doorstep

A Delicate Problem for Kohl; Analysts Say Violence May Be Start of Campaign

Paying Protection to the PKK

The Kurdish problem has arrived on Europe's doorstep.

Staging coordinated attacks in five countries as Turkish diplomatic missions and businesses opened their doors Thursday morning, militant Kurdish separatists seemed bent on delivering a strong new message in their nine-year struggle for independence: that their problems are now the West's problems.

Militant Kurds hit Turkish targets in Germany, France, Switzerland, Sweden and Denmark. A shootout at the Turkish Embassy in Bern left one Kurd dead and seven people wounded. Turkish-owned businesses were hit in at least 10 German cities and in Stockholm and Copenhagen.

Çiller's Policy

Sources close to Turkish Prime Minister designate Tansu Çiller insist that she will pursue a two track policy of granting Turkey's estimated 10 million Kurds full democratic and cultural rights while at the same time unleashing the armed forces against guerrillas of the rebel Kurdistan Workers Party, the suspected force behind Thursday's spate of violence. But political analysts suggested that terrorist attacks in Europe will only complicate Mrs. Çiller's plans to offer the Kurds an olive branch.

It's still too early to tell whether the attacks represented a wave that has spent itself, or whether they signal the beginning of a more lasting campaign. The main impact for Europe, beyond the initial shock, could be a further snarling of the relationship between Turkey and Germany, heightening German hostility toward the 1.8 million Turkish minority in their midst, and creating a delicate problem for the government of Chancellor Helmut Kohl.

Bonn has long nudged Ankara to treat the Kurds better. Germany has some 400,000 Kurdish residents, most of them refugees from the Turkish part of the Kurdish region, which spans the rugged borderlands of Turkey, Iran, Iraq, Syria and several former Soviet republics. But Germany is also trying to smooth relations with Turkey after a surge of anti-foreigner attacks concentrated against the huge Turkish minority living in Germany.

"We're trapped," grumped an aide to Chancellor Kohl, referring to the delicate balance Bonn strikes between pushing for human rights for the Kurds and bolstering a friendly government.



Abdullah Ocalan

A hostage stand-off ended peacefully late Thursday night at the Turkish consulate in Munich, where about 20 people had been held by a half dozen or so men armed with a machine pistol and handguns. Their demands had included that Chancellor Kohl give a speech on television by Saturday morning telling Turkey to stop its campaign against Kurds.

Kurd-Ha, the Kurdistan News Agency based in Duesseldorf, said that the demands voiced by one of "the Kurdistan patriots" in Munich represented the goals of all who took part in the organized attacks. The agency describes itself as "an independent press agency with good connections to the European Kurdistan National Front and with guerrilla sources in Kurdistan."

While no group claimed credit for Thursday's violence, the background to the attacks appeared to lie with the Kurdistan Workers' Party, the PKK, whose leader Abdullah Ocalan recently vowed to make the summer "the bloodiest ever for Turkey." The PKK has been fighting nine years for self-rule, a conflict mirrored by Kurds in Iraq. Banned in Turkey as a terrorist group, the PKK is believed to have some 5,000 members in Germany.

In Athens, PKK representative Hasan Dag said the group would wage "total revolutionary war" and hit Turkey's lucrative tourist industry as well as "every kind of economic source and security elements of the Turkish state." He accused Turkey of attacking Kurds even though the PKK offered a unilateral cease-fire in March in an attempt to open autonomy talks. Turkey did not respond, and the PKK resumed attacks only to encounter military reprisal.

Germany has experienced spasms of Kurdish violence against Turkish targets before, but simultaneous attacks of the sort seen Thursday were a first for Europe.

Western Kurdish and Turkish experts based in Europe differed as to whether attacks would continue, but all agreed the extent of Thursday's assaults reflected widespread support for the militants among Kurdish communities across Europe.

"The PKK is probably the most dangerous group in and around Europe right now," says Rainer Schulte, president of Atlanta Security GmbH, a Duesseldorf-based company that provides anti-terrorism consulting. Mr. Schulte contends the attacks were just a first taste of what could still come. He says the most telling sign that Kurdish attacks are likely to grow is the way the attacks were coordinated. "They can operate Europe-wide," he says, "and that means they have good logistics."

"This party, no matter how brutal, has support across the entire Kurdish community, regardless of level of education or age," said Anthony Hyman, a London-based fellow of the U.S. Social Science Research Council and a specialist on the region. Mr. Hyman said he believed the attacks would

prove to be the first in a new campaign of Kurdish violence abroad following the breakdown of the recent ceasefire and the death of former President Turgut Ozal.

However, one problem facing the Kurds would be how to conduct such a campaign of violence across Europe without alienating Western opinion and without prompting a crackdown against their often sizeable communities across Europe.

Possible Backlash

Hans-Josef Horchem, another German terrorism expert, says the Kurdish attacks could prove counterproductive, pushing European governments to back Turkey even more strongly. "Everyone is also going to react by stepping up security around Turkish facilities," he says, "so it won't be so easy to launch these kinds of attacks."

The Kurds "want to pressure Turkey . . . but they don't want to be labeled terrorists," agrees Philip Robins, head of Middle East research at the Royal Institute of International Affairs at Chatham House in London. As a result, Mr. Robins believes PKK leaders will probably limit further such massive attacks outside Turkey.

The image of Kurds in Germany is anything but that of crazed terrorists. Many have lived there for years, and police officials say most are peaceful residents just trying to find a better life. Still, the PKK is extremely powerful and feared by many of those it says it represents. Some terrorism experts estimate as many as half the Kurds in Germany give money to the PKK—but much of this is in the form of "protection money"—cash given to make sure the PKK leaves the giver in peace.

Warning Given

Turkey complained that it had warned on Wednesday that such attacks were likely and that the response had been inadequate. Foreign Minister Hikmet Cetin told parliament in Ankara that the envoys of Germany, France and Switzerland had been summoned to hear Turkey's protest.

"It is clear that despite our warnings since June 23, some of the countries have not taken the necessary steps," Mr. Cetin said, complaining that police reached the scene of the attacks with delays of up to 45 minutes in Berlin, Munich, Bonn and Marseille.

Speaking on German radio, the Turkish ambassador to Germany, Onur Oeyman, called for harsh treatment for Kurds caught committing violence. Mr. Oeyman complained that even though there have been "more than 100 attacks" attributed to Kurds against Turkish installations in Germany, only a few of the perpetrators were ever caught and convicted.

Mr. Oeyman got a first-hand taste of the Kurdish campaign on Thursday morning when, according to Bonn police, about 50 Kurds tried to storm the Turkish embassy. A spokeswoman for the police said they had "a couple of tips prior to the demonstration, but nothing which indicated that this was long planned in advance." Police managed to push back the demonstrators at the embassy and they disbanded peacefully by early afternoon.

Low Profile for Kohl

But while Turkish officials want Mr. Kohl to react strongly, the reality is that the Bonn government will try to keep a low profile. According to government sources, Mr. Kohl knows the violence could create new strains on German-Turkish relations. "But the response is the responsibility of state and local police forces," says one German justice official.

German police are expected to step up security around main Turkish installations—such as consulates and banks—but it is impossible to protect the vast network of potential targets in Germany, which include Turkish-owned businesses and travel agencies.

Kurds armed with axes and hammers attacked three Turkish banks in Frankfurt, destroying computers, phones, glass doors and furniture. Police estimated the damage at "several hundred thousand marks."

Turkhan Celtik, chief representative of Yapi Kredi Bankasi in Germany, said he was serving a client when six men burst into the bank's ground floor office and started to destroy the interior. He said the door was locked after the Turkish consulate in Frankfurt had received a warning on Tuesday, but the terrorists first broke in the window and then opened the door from the inside. Yapi Kredi offices in five other German cities were attacked in a similar manner.

Mr. Celtik said he expects the German and Turkish governments to take action against terrorists. "If I'm living in Germany, the German government has to protect me," he charged. "You have Germans and Americans living in Turkey. Nothing happens to them because the government takes care of them."

Inadequate Protection

Gritt von Platen, a German secretary at Is Bank, another Turkish bank raided in Frankfurt, said the bank wasn't getting adequate police protection. "They say when it happened once, it will not come again soon. They expect us to protect ourselves." But Frankfurt police spokesman Karlheinz

Wagner said police presence around Turkish banks, travel agencies and the consulate has been increased. The consulate was not attacked.

The shooting at the embassy in Bern set off a diplomatic row between Switzerland and Turkey. In addition to the Kurd who was killed, six demonstrators and a policeman were also wounded, according to Bern police. The Swiss government summoned Turkish ambassador Kaya Toberi to an evening meeting to protest his failure to hand over weapons to Swiss authorities for tests to determine who inflicted the casualties. A government statement warned that Mr. Toberi might be expelled from Switzerland if Turkish authorities refused to cooperate. It rejected formal complaints from Ankara that police failed to give adequate protection to the embassy compound.

According to police, the embassy staff apparently started shooting in self-defense after 50 to 60 Kurds tried to storm the building. Turkish officials claimed they aimed above the heads of demonstrators. Demonstrators reportedly returned fire. However, a police spokesman said they had found no weapons on demonstrators who were taken into temporary custody.

Turkish leaders in Germany did not expect that the Turkish community would respond with force against the Kurdish attacks.

Underscoring that the extremist elements behind the coordinated attacks Thursday represented only a small minority of the Kurds living in Germany, Prof. Faruk Sen, head of the Center for Turkish Studies at the University in Essen, said "Turks and Kurds have no problems living together in Germany. PKK is a splinter group."

Many members of the Turkish community expressed anger that the attacks came in the midst of heated discussion in Germany about the treatment of Turks in the wake of attacks on Turks by the German radical right.

"This throws a very bad light on the co-existence of foreigners and Germans, and I worry it will impair the burgeoning sensibility in Germany for the problems of the Turkish community," said Yasemin Karakasoglu, a researcher at the Center for Turkish Studies in Essen. "Because the German media don't make much distinction between the Turks, Kurds and the PKK," she said, the attacks could damage the image of Turks in Germany.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JUNE 25, 1993

Kurds Across Europe Wage Violent Anti-Turk Assault

By Marc Fisher
Washington Post Service

BERLIN — Kurdish separatists on Thursday launched their most violent terrorist assault ever, taking 20 people hostage in Munich and attacking Turkish consulates, banks, travel agencies and businesses in coordinated strikes in 28 European cities.

[Eight gunmen who had taken over the Turkish Consulate in Munich freed their 10 remaining captives and surrendered to the police late Thursday, Agence France-Presse reported from Munich.

[A police spokesman, Richard Bauch, said the Kurds surrendered about 11:15 P.M. and were taken to Munich's police headquarters. It was not known what, if anything, the hostage-takers had been promised in exchange for their surrender.]

Earlier, the police had persuaded the gunmen to release some of their captives. Two hostages were freed during the day, and eight women were seen leaving the building unharmed about 8 P.M., about 12 hours after the assault began.

The Munich terrorists had spread gasoline throughout the building and had threatened to blow up the consulate and shoot the hostages unless Chancellor Helmut Kohl of Germany went on television by 8 A.M. Saturday to demand that Turkey "halt its war against the Kurdish population."

Interior Minister Rudolf Seiters said Germany "will not tolerate such violent acts on German soil either by Germans or foreigners."

In Bern, a Kurdish demonstrator was killed and seven people were wounded in a shoot-out at the Turkish Embassy between embassy employees and Kurdish militants. In Marseille, about five Kurdish terrorists armed with tear gas grenades took 10 hostages at the Turkish Consulate but surrendered to the police and released their victims unharmed after three hours of negotiations.

About 8 A.M. local time, Kurdish militants, most apparently working with the Marxist Kurdistan Workers Party, hit Turkish government, airline and bank offices in Germany, France, Switzerland, Sweden and Denmark.

In 21 German cities, storefronts were smashed and offices vandalized as scores of militants using metal bars, axes, stones and sticks forced their way into offices and shops, most of which had not yet opened. The police in Germany reported more than 50 arrests.

In Brussels, a group calling itself the Kurdistan Committee said the coordinated assaults were a "protest against Turkey's unjust war against our homeland."

Since 1984, the Kurdistan Workers Party and about 30 other groups have waged a guerrilla battle for an independent Kurdish state in the Kurdistan region of southeastern Turkey and northern Iraq.

The Kurds, who live primarily in Turkey, Iraq, Iran and Syria, have never had their own state. Turkey, home to 10 million Kurds, banned the Kurdish language from 1983 to 1991. Since then, Kurdish demands for permission to speak their own language in broadcasting and schools have been denied.

More than 6,000 people have been killed in the conflict between Kurds and Turkish authorities. The Kurdistan Workers Party is banned as a terrorist group in Turkey, but operates from headquarters in Syria and smaller cells in Germany.

In March, the party's founder, Abdullah Ocalan, renounced his longtime goal of a separate state and sought a dialogue with Turkey's government. But earlier this month, Mr. Ocalan reversed course and announced all-out war on Turkey. This week, according to Turkey's Anatolian News Agency, Turkish troops killed six party members at Mount Ararat near the Turkish-Iranian border.

In an interview with the German magazine Focus, Mr. Ocalan last week said the "political phase" of his battle against Turkey was over. "A comprehensive development is to be expected, perhaps an unparalleled wave of violence," he said.

In Ankara, Turkey's acting prime minister, Erdal Inonu, accused Germany of ignoring a warning that Kurds would mount assaults Thursday. "We had specially informed the German government and asked for sufficient measures," Mr. Inonu said, adding that European

governments had been too tolerant of Kurdish extremists in their countries.

Turkey's foreign minister, Hikmet Cetin, criticized the police in Germany, France and Switzerland for reacting too slowly and ignoring Ankara's warnings.

A hostage in Munich who was released at midday told the police that the terrorists were 20- to 25-year-old men who commanded the hostages energetically but politely. The men denied any connection to the Kurdistan Workers Party.

The party has been active in Western Europe since its founding in 1978. Germany's Office for Constitutional Protection, the domestic intelligence agency, estimates that there are 5,000 organized extremists — about half of them in the party — among the 400,000 Kurds living in Germany. Germany is also home to 1.8 million Turks, whose urban neighborhoods of Turkish shops, travel agencies, and banks have become targets of Kurdish terror.

In the aftermath of last month's neo-Nazi firebombing, which killed five Turkish residents in Germany, Kurdish separatists clashed with other Turkish political groups in several German cities.

Mr. Kohl responded to the violence with repeated threats to deport any foreigners who resorted to force to protest anti-foreigner attacks.

"We cannot tolerate that small groups of Turkish fanatics will fight out their domestic conflicts in street battles here in Germany," Mr. Kohl said.

Where Attacks Took Place

Washington Post Service

Following is a list of cities where Kurds attacked Turkish stores, banks, offices or government facilities Thursday:

France
Marseille
Lyon

Switzerland
Bern
Zurich

Denmark
Copenhagen

Germany
Munich
Berlin
Hamburg

Sweden
Stockholm

Bonn
Bad Godesberg
Düsseldorf
Cologne
Duisberg
Gelsenkirchen
Essen
Dortmund

Münster
Hürth
Stuttgart
Ulm
Mannheim
Karlsruhe
Hannover
Frankfurt

(The police in Germany said attacks took place in two other cities, but did not name them. There was no explanation for the omission.)

Kurds' New Tactics Rooted in Old Woes

By Alan Cowell
New York Times Service

ANKARA — The attacks by Kurdish separatists on Turkish installations in Europe on Thursday reflected a tactical shift by a Marxist group that has been fighting a little-headed but violent guerrilla war in the remoteness of southeast-

ern Turkey for more than nine years.

From news agency snippets about obscure and half-chronicled deaths, the assaults in Western Europe on Thursday propelled the separatist message to a far broader audience.

But the attacks also evoked the wider tangles of expediency and

ethnic passions that mold the destinies of some 20 million Kurds who form troubled and troublesome minorities in parts of Turkey, Iran, Syria and Iraq.

The Kurds are Sunni Muslims and have their roots deep in this region. Traditionally, they speak Kurdish, not Arabic or Persian or Turkish, and claim a cultural heritage that sets them apart from the lands where they live. Divided among themselves, however, they present no uniform options to strategists in the United States and other Western countries.

From bases in Turkey, U.S. and allied warplanes fly regular mis-

sions over Kurdish northern Iraq to deter President Saddam Hussein's army from renewing its attacks on the area, and thereby sustaining the Kurds' claim to freedom to run their own lives.

The same Western allies, however, tacitly support Turkey's argument that separatists from the Kurdistan Workers Party — the guerrilla group thought to be behind the attacks and hostage-taking in Europe on Thursday — are terrorists, and not only because of their vicious tactics against Kurdish and Turkish civilians or their Marxist ideology.

Turkey was a bastion of the

Western alliance in the Cold War and these days it is a central player in the Western campaign to contain Mr. Saddam in Iraq after the Gulf War.

Only Thursday, the Turkish parliament approved a further six-month extension of the operation under which Western warplanes patrol northern Iraq, even as Turkish forces reportedly massed in Kurdish areas of southeastern Turkey for a fresh attempt to put down a Kurdish revolt.

The realpolitik is not confined to the West.

As they have fought and lost campaigns for autonomy, the

Kurds have shown themselves divided by clan, faction and national boundaries. Thus, last October, Kurdish Pesh Merga guerrillas in Iraq joined the Turkish Army to fight Turkish Kurds.

The reason, essentially, was that Iraqi Kurds are totally dependent on supply routes through Turkey and on the protection of the allied warplanes flying from Turkey: expediency, thus, came before any notion of a shared, transnational, Kurdish cause. Indeed expediency, not altruism, has dictated the Kurds' destiny in a region where the Kurds have found themselves pawns in the power games of the lands they inhabit.

L I B E R A T I O N

TERRORISME

OFFENSIVE TOUS AZIMUTS DES KURDES DU PKK EN EUROPE

Prises d'otages à Munich et Marseille, manifestations violentes à Berne et Genève... : les séparatistes kurdes ont lancé une série d'attaques contre les représentations diplomatiques et les intérêts turcs en Europe, pour dénoncer la répression dans le Sud-Est anatolien. Bilan : un mort et une dizaine de blessés.

Les séparatistes kurdes de Turquie ont brutalement exporté en Europe, hier, la guerre civile qui les oppose aux autorités d'Ankara. Dans la matinée, presque à la même heure, manifestations, attentats et prises d'otages se sont déroulés dans seize villes, tout particulièrement en Allemagne, où vit une forte communauté turque, souvent en butte à des flambées de haine raciste. Ces incidents se soldent par un mort, à Berne, et une dizaine de blessés. En France, l'invasion du consulat de Turquie à Marseille a trouvé un dénouement heureux, après que les militants kurdes eurent libéré leurs otages et se soient rendus aux gendarmes du GIGN.

La dizaine de Kurdes qui occupaient le consulat général de Turquie à Munich se sont également rendus hier soir vers 23H15 et ont été conduits à la préfecture de police de la ville. Ils avaient fait irruption le matin dans le consulat, s'emparant de 21 employés. Ils exigeaient que le chancelier Kohl s'adresse à la télévision, avant samedi dix heures, pour demander au gouvernement turc « d'arrêter immédiatement la guerre contre les Kurdes ». Ils ont répandu de l'essence, menacé de faire exploser le bâtiment et d'exé-

cuter leurs otages, si leur ultimatum n'était pas pris en considération. Dans la soirée ils avaient déjà commencé à libérer une partie des otages, dont les femmes.

A Berne, en Suisse, les événements ont pris un cours tragique, avec l'assaut d'une centaine de manifestants — dont certains armés — contre l'ambassade de Turquie. Un militant kurde a été tué par balle dans des circonstances encore mal connues, à l'issue d'une fusillade entre Kurdes et membres turcs du service de sécurité. Un manifestant a été grièvement blessé — également par balle — et six autres, blessés plus légèrement dont un policier municipal suisse. L'ambassadeur a reconnu avoir lui-même ouvert le feu pour se défendre mais « en tirant en l'air », assure-t-il. Cette affaire provoque une amorce de crise diplomatique entre la Suisse et la Turquie, dont le représentant à Berne a accusé la police bernoise de « négligence ». Celle-ci paraît n'être intervenue que tardivement, en tirant avec des balles en plastique. L'enquête s'annonce difficile, compte tenu de l'immunité dont jouissent les diplomates.

Toujours en Suisse, à Zurich, de 70 à 80 manifestants s'en sont pris au consulat de Turquie, ainsi qu'à une banque et à une agence de voyages. A

la même heure à Genève, un commando de quinze personnes saccageait la pièce d'accueil du consulat turc.

Outre la prise d'otages de Munich, les Kurdes se sont attaqués à cinq institutions turques dans la capitale bavaroise. A Essen, deux policiers ont été légèrement blessés lors d'affrontements avec quelque 150 manifestants kurdes devant le consulat général de Turquie. D'autres militants ont bloqué les entrées de l'ambassade de Turquie à Bonn, où les vitrines d'une banque turque, Emlak-Bank, ont été détruites à coups de marteau. On a enregistré d'autres incidents à Berlin, Dortmund, Stuttgart, Hanovre et Brême.

Ailleurs en Europe, des actions analogues se sont déroulées en Grande-Bretagne, en Suède et en France. A Lyon, le siège de Turkish Airlines et la Maison de la Turquie ont ainsi été attaqués par un groupe se réclamant du PKK. A Paris, des engins incendiaires artisanaux ont été allumés devant la Banque du Bosphore.

A Marseille, on avait craint le pire quand sept Kurdes ont pris en otages entre six et dix personnes au consulat de Turquie, à l'ouverture des locaux. Ils prétendaient être armés de pistolets, de grenades et d'une bombe, et se montraient menaçants. Mais ils ont li-

béré leurs prisonniers en début d'après-midi après avoir pu rencontrer la presse. Ils n'avaient en réalité que deux grenades lacrymogènes.

Les Comités du Kurdistan en Europe, une association relayant habituellement à Paris les déclarations du PKK, affirme dans un communiqué que les différentes actions déclenchées hier en Europe sont une « réticence contre le silence de l'opinion internationale ». D'Athènes, où il a son siège, Le Front de libération du Kurdistan (Ernk), lui aussi proche du PKK, a déclaré hier une « guerre globale » contre la Turquie, soulignant sa détermination à lutter, afin que « la guerre soit transférée dans les villes et les régions touristiques » en Turquie. « La communauté internationale a fermé ses yeux et ses oreilles face à l'attitude barbare de la Turquie au Kurdistan, poursuivi le communiqué, et ainsi l'Etat turc a été encouragé et s'attaque encore plus à notre peuple. » L'Ernk déplore « le terrorisme de l'Etat » en Turquie et réclame un « vrai cessez-le-feu de part et d'autre et non, seulement de là part des Kurdes », dans ces régions.

AFP, Reuter,
(avec Pascale HUGHES à Berlin
et Jean-Louis PACULL à Marseille) 7

La nouvelle stratégie guerrière des séparatistes kurdes

Le PKK entend suivre désormais deux axes : l'attaque des sites touristiques de la Turquie et le harcèlement des intérêts turcs en Europe.

Naguère, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) parlait de processus de paix et avait même, à la surprise générale, décrété un cessez-le-feu unilatéral. Aujourd'hui, c'est à « la guerre totale contre la Turquie » que le parti se prépare. En quelques semaines, l'organisation séparatiste kurde a complètement changé de stratégie. Le 8 juin, lors d'une conférence de presse à Bar Elias, dans la plaine libanaise de la Bekaa, le secrétaire général du parti, Abdoullah Ocalan, dit « Apo », menaçait en effet de lancer « la plus féroce des campagnes » contre l'Etat turc. Promettant « un été meurtrier », il annonçait aussi que « des milliers, des dizaines de milliers de personnes en souffriront ».

Pour sa nouvelle stratégie, le PKK entend suivre deux axes, parallèlement aux opérations de guérilla lancées dans le Sud-Est : le premier est l'attaque des intérêts économiques de l'Etat et des sites touristiques à l'Ouest de la Turquie, afin d'appauvrir les ressources financières de celui-ci. Le second est le harcèlement des intérêts turcs en Europe et la sensibilisation des populations à la cause kurde : l'attaque hier des consulats turcs en Europe entre dans ce cadre.

Une énigme persiste : le 20 mars, Apo avait mis fin « unilatéralement » à la rébellion armée qu'il dirigeait depuis neuf ans et qui a causé la mort de quelque 9000 personnes. Le 16 avril, le leader kurde prolongeait la trêve « jusqu'à nouvel ordre » et réclamait « l'ouverture par le gouvernement turc d'une discussion publique sur les droits des Kurdes dans un cadre fédéral ». Ankara avait répondu à cette décision historique en étudiant la mise en place d'une amnistie partielle et de diverses mesures favorisant la situation économique dans les provinces à majorité kurde. Le ministre turc de l'Intérieur, İsmet Sezgin, reconnaissait que le nombre d'incidents violents avait diminué de 200% dans cette région.

Or le 24 mai, soit quelques semaines plus tard, le PKK menait l'une de ses plus sanglantes opérations. Arrêtant un bus dans la province de Bingöl, les guérilleros en faisaient descendre les occupants qu'ils fusillaient. Les victimes : trente-trois soldats désarmés et cinq civils. Le cessez-le-feu était pourtant toujours en vigueur.

Deux questions se posent : Apo a-t-il été dépassé par une faction plus radicale ? L'armée turque, dont une partie des officiers regrette de n'avoir pas pu

écraser militairement la rébellion, a-t-elle monté un piège ? « Même avant l'événement de Bingöl, l'armée ne respectait pas le cessez-le-feu. Il y a eu des bombardements intenses et des villages importants entièrement détruits. Les provocations des forces armées ont également été très nombreuses. Pour en revenir à l'embuscade, il s'agissait d'un piège tendu par les durs de l'armée turque. Celle-ci a volontairement envoyé des militaires sans protection, sans arme, probablement des hommes des unités spéciales (ndlr : particulièrement haïes par les guérilleros séparatistes) dans une région très dangereuse », estime un intellectuel kurde réfugié à Paris.

Il semble aussi qu'Apo ait été sinon dépassé par une tendance plus radicale au sein de son parti, au moins incapable de contrôler ses propres militants sur le terrain. « A présent, la parole est aux durs dans les deux camps », ajoute le même intellectuel. Aussi la guerre risque-t-elle de s'avérer particulièrement meurtrière dans le Sud-Est anatolien.

Créé le 27 novembre 1978 par douze étudiants marxistes-léninistes, le PKK a mis à profit l'interdiction de la langue kurde par le coup d'Etat de 1980 à Ankara pour élargir sa base sur une revendication d'identité culturelle. La lutte armée, il ne l'entreprendra pourtant en 1984 qu'avec 200 militants. Aujourd'hui, les autorités lui reconnaissent une dizaine de milliers de guérilleros, dont 4000 opèrent en Turquie. Depuis trois ans, ses pertes seraient en moyenne d'un millier de combattants par an, en 1992, elles ont au moins doublé, notamment du fait de l'opération transfrontière lancée en octobre 1992 par l'armée turque contre ses bases au Kurdistan irakien. C'est cependant en Syrie et au Liban que le PKK trouve son principal refuge. C'est là que s'élabore sa politique, une politique qui privilégie le plus souvent la terreur - assassinats d'instituteurs turcs, voire aussi de leurs familles, massacres de villageois ralliés... - et la provocation systématique, de préférence médiatisée.

Avant le cessez-le-feu, derrière les opérations de terrorisme du PKK, on distinguait aussi sa volonté de provoquer une guerre civile entre Kurdes et Turcs. Pourtant, même les intellectuels kurdes les plus modérés lui reconnaissent un rôle irremplaçable : celui d'avoir fait avancer la cause kurde.

Jean-Pierre PERRIN

Un mouvement enraciné dans la diaspora

C'est l'organisation la plus influente au sein de la communauté kurde en Europe. Mais en France comme en Allemagne, elle s'abrite derrière un réseau associatif

Il peut entraîner dans la rue des milliers de manifestants, lors d'un grand rassemblement kurde à Bonn le 29 mai, ou occuper spectaculairement le secrétariat d'Etat à l'Action humanitaire à Paris en juillet dernier. En frappant hier simultanément consulats, ambassades, banques et agences de voyages turcs, le PKK a prouvé une fois de plus sa grande capacité de mobilisation d'un bout à l'autre de l'Europe.

Depuis le coup d'Etat en Turquie de 1980, le mouvement séparatiste, passé à la lutte armée dans les montagnes du Sud-Est anatolien, s'est imposé comme la première organisation au sein de la diaspora kurde. « Toutes les autres ne comptent pas. La plupart des Kurdes, même s'ils ne sont pas sympathisants, la respectent car elle seule est présente sur le terrain », explique-t-on de source policière française. Les rangs du PKK, à Francfort, Hambourg, Zurich, Berlin ou Paris, ont grossi à mesure que la répression s'intensifiait aux confins de la Turquie. Le mouvement gagne du terrain, non à travers sa vulgate marxiste-léniniste des plus staliniennes mais avant tout grâce à ses exploits militaires.

« Dans toute l'histoire kurde récente, ceux qui ont mené la lutte armée ont toujours bénéficié au sein de la population d'un certain prestige. C'est aussi un mouvement qui a des moyens financiers beaucoup plus importants que les autres », souligne un spécialiste de la question kurde. Le PKK prélève dans le Sud-Est anatolien un impôt révolutionnaire. Les communautés immigrées d'Europe n'échappent pas à cette taxation quasi forcée. « Mais, même s'il est vrai que le PKK peut à l'occasion envoyer ses commandos pour convaincre les récalcitrants, beaucoup de gens donnent de l'argent volontairement », estime-t-on de source policière.

En France comme en Allemagne, le mouvement ne dispose pas d'une existence légale et s'abrite derrière tout un réseau associatif. Comité du Kurdistan (chargé des relations avec la presse), Intellectuels patriotes, Association des travailleurs patriotes, Front de libération nationale du Kurdistan (en Grande-Bretagne)... On dénombre en France pas moins de onze à douze officines liées au PKK. Son influence est loin d'être négligeable. Le 20 novembre, il a ainsi organisé pour la pre-

mière fois des élections, pour désigner des « députés » à une « assemblée » chargée de représenter tous les Kurdes qui luttent pour leur indépendance. Sur près de 85 000 Kurdes vivant en France, quelque 8 000 personnes ont pris part à ce scrutin sauvage.

L'Allemagne, avec près d'un demi-million de Kurdes sur 1,8 million d'immigrés originaires de Turquie, constitue de loin son principal bastion. Le PKK publie outre-Rhin deux mensuels, *Serxwebun* (Indépendance) et *Berxwedan* (Résistance), et diffuse à près de 8 000 exemplaires un quotidien imprimé en Turquie, *Gumdem*. Selon le bureau de la Protection de la Constitution (équivalent des Renseignements généraux), les mouvements extrémistes kurdes (principalement le PKK) compteraient quelque 35 000 sympathisants.

Les autorités fédérales craignent que la quasi-guerre civile du Sud-Est anatolien se propage jusqu'en Allemagne. Déjà, lors des manifestations qui ont suivi l'attentat contre un foyer turc, fin mai à Solingen, des heurts s'étaient produits entre militants kurdes, appuyés par l'extrême gauche, et ultranationalistes turcs, les Loups gris. Ces derniers, jusque-là réduits à l'état de groupuscule, progressent de plus en plus parmi une population traumatisée par les exactions des skinheads. Depuis quelques années, des groupes d'auto-défense se sont constitués à Berlin et font la chasse aux crânes rasés. Les Loups gris ont ainsi réapparu à Paris après presque dix ans d'absence. Quelque 400 supporters ont battu il y a trois mois le pavé, drapeau turc en tête.

Après les événements d'hier, risquerait-on un embrasement des communautés originaires de Turquie ? La police française ne le croit pas. « Le PKK ne veut pas se mettre les gouvernements occidentaux à dos. » « En Europe, ils ont un minimum de retenue, renchérit un journaliste turc à Paris. Même hier, ils ont essayé d'éviter que ça dégénère. »

Les violences, jusqu'à présent, ont davantage été le fait du mouvement Dev-Sol - Devrimci Sol (la Gauche révolutionnaire). Les luttes intestines entre deux factions se sont soldées par un nouveau mort et un blessé, la semaine dernière à la station de métro Strasbourg-Saint-Denis.

Christophe BOLTANSKI

Kurdes d'Irak et de Turquie

Le jeu subtil d'Ankara

Le Parlement turc renouvelle son appui à l'opération « Provide Comfort ».

Après l'offensive de commandos kurdes, jeudi, contre des représentations turques en Europe, une centaine de militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont tenté hier après-midi de prendre d'assaut le consulat de Turquie à Karlsruhe. La police a interpellé 80 personnes. A Berne, où les violences de la veille avaient fait un mort, des manifestants ont exigé toute la nuit la libération de sept Kurdes gardés à vue. Alors que l'Allemagne envisage d'interdire le PKK à titre « préventif », des groupes kurdes projettent d'organiser aujourd'hui des sit-in dans tout le pays pour attirer l'attention sur leurs revendications séparatistes. Selon Ankara, de nouvelles « opérations » contre les intérêts turcs en Europe pourraient avoir lieu « à partir de samedi ». (AFP, Reuter.)

ANKARA :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Les Kurdes du nord de l'Irak respirent mieux depuis jeudi soir. Le Parlement turc a

accordé un nouveau « bail » de six mois aux 48 avions américains, britanniques et français qui, à partir de la base turque d'Incirlik, interdisent à l'aviation de Saddam Hussein le survol du Kurdistan d'Irak.

Sans ce dispositif, connu sous le nom de « Provide

Comfort », il n'y aurait plus de « Kurdistan libre ». Serafettin Elchi, président de la Fondation kurde pour les droits et la liberté (un organisme turc), reconnaît que « si les États démocratiques de l'Ouest cessent leur protection la Turquie, l'Iran et l'Irak pourraient étouffer sur-le-champ cette entité kurde qui les irrite tous les trois ».

Risque d'exode

La reconduction de « Provide Comfort » en pleine offensive kurde contre les intérêts de la Turquie en Europe s'est heurtée à l'opposition de nombreux députés. Le Pr Mumtaz Soysal, du SHP (social-démocrate), affirme ainsi : « Notre intérêt est d'avoir de bonnes relations avec l'Irak. Dans cette affaire, le gouvernement place les intérêts de l'Occident avant ceux de la Turquie. » Kamran Inan, un des ténors de la droite nationaliste, renchérit : « Les trois pays que nous autorisons à utiliser nos bases aériennes sont les mêmes qui

ne font rien contre les Serbes. »

Ankara, qui a rouvert son ambassade à Bagdad au début de l'année, ne souhaite pas l'éclatement de l'Irak. Mais elle ne peut prendre le risque d'un nouvel exode de millions de Kurdes irakiens à travers ses frontières, comme pendant l'hiver 1991. Avec la collaboration de Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux principaux chefs kurdes irakiens, le gouvernement espère freiner les infiltrations de séparatistes du PKK.

Un diplomate occidental estime que « si les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne interrompaient leur protection, ils provoqueraient un mouvement de panique parmi les Kurdes d'Irak ».

Or la Turquie veut l'éviter à tout prix. Sur son territoire, « la population kurde veut garder son identité, mais le pouvoir le lui refuse », souligne Serafettin Elchi. Officiellement, 382 personnes ont été tuées depuis un mois au Kurdistan turc.

C. L.

Kurdes de Turquie

Un peuple au désespoir

C'est un véritable appel au secours qu'ont voulu lancer les Kurdes de Turquie par les opérations commando qu'ils ont menées vendredi contre des représentations diplomatiques et commerciales turques un peu partout en Europe. Opérations certes violentes, puisque, dans certains consulats - Munich et Marseille notamment -, il y a eu prise d'otages tandis qu'ailleurs des vitrines ou des équipements de bureaux ont été brisés. Mais opérations menées sans armes par des jeunes gens prêts à sacrifier leur vie. L'un d'eux a d'ailleurs été tué à Berne par un gardien turc du consulat. La seule chose, finalement, que demandaient ces militants kurdes, c'était d'être entendus des médias, de l'opinion, de tous ceux qui, en Europe, peuvent influencer les décisions des gouvernements. Ils avaient choisi pour cela un moment symbolique : c'est vendredi

que le nouveau premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, formait son gouvernement. Or cette Dame de fer turque a déjà fait savoir qu'elle n'aurait aucune faiblesse à l'égard des Kurdes et se montrerait pour eux « dure comme la pierre ». Son programme est simple : donner carte blanche aux militaires qui ont promis de réduire les Kurdes au silence et ignorer superbement le cessez-le-feu de plus de deux mois, décrété fin mars par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'espoir de parvenir à des négociations. Ankara préfère, de toute évidence, la manière forte. Une assemblée kurde prévue à Ankara le 24 juin pour rechercher les moyens d'une solution politique a été interdite, et depuis quelques jours des camions bondés d'hommes et d'armes convergent vers le Kurdistan. Une grande offensive se prépare qui

éborderait sans doute en Irak, où la situation des Kurdes, abandonnés de tous y compris de l'ONU, n'est guère plus brillante. Au moment où s'achève à Vienne la conférence mondiale de l'ONU sur les droits de l'homme, les Kurdes ont sans doute aussi voulu rappeler avec force qu'on risque de mener les peuples au désespoir en les traitant avec tant de cynisme : la Turquie n'a-t-elle pas été félicitée à Vienne par le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher en personne, qui venait d'Ankara, où il avait promis de nouvelles fournitures d'armes ? Ces armes, comme celles livrées par l'Allemagne, par la France et par d'autres pays européens donneurs de leçons en matière de droits de l'homme, sont utilisées chaque jour contre les populations civiles kurdes. Là est le véritable scandale qui doit absolument cesser.

Françoise Germain-Robin

Charente Libre — 14 juin 1993

KURDES

Soyaux: intégration en cours

Ce sont onze adolescents de 13 à 18 ans qui vont à l'école comme chaque enfant de France. Pourtant, ils ont une singularité qu'ils revendiquent: ils sont Kurdes. Tous ont connu la guerre et ses horreurs, l'exode et les camps en Turquie. Là encore ce fut une épreuve, surpopulation, brutalité des gardiens et difficulté d'approvisionnement étaient leur lot quotidien.

Depuis deux ans, ils sont les hôtes, avec leurs familles, de notre pays grâce à l'intervention de l'association présidée par Mme Danièle Mitterrand.

Sauvés de la guerre, il fallait aussi permettre à ces jeunes de s'adapter à une culture et un système différents. Et c'est là qu'entre en jeu le collège Romain-Rolland. «*Nous avons relevé le défi, avec l'équipe pédagogique, de faire suivre scolairement ces enfants, explique Mme Simon, principale du collège. Malgré les faibles moyens dont nous disposons je crois que notre travail porte ses fruits.*»

En effet, un contrat CES a été alloué au collège pour s'occuper plus particulièrement du cas des jeunes Kurdes. Mme Caignot qui occupe actuellement ce poste leur

11 jeunes Kurdes ont été accueillis au collège Romain-Rolland. Loin des horreurs de la guerre

apporte un soutien scolaire supplémentaire.

Envie d'apprendre

Pour ces enfants, aller à l'école régulièrement est une chance que peu d'entre eux avaient connue jusqu'alors, même si la barrière de la langue a été un obstacle à surmonter au début. Ce qui frappe chez eux, c'est leur envie d'apprendre. «*L'école est le seul moyen pour avoir un métier*» raconte Siber.

La maturité dont font preuve ces jeunes est sans doute due aux épreuves qu'ils ont vécues et malgré elles, ils gardent la nostalgie d'un pays dans lequel reste des amis et une grande partie de la famille.

«*La France c'est beau, c'est propre on peut y dire ce que l'on veut, mais je retournerai chez moi quand la guerre sera finie*» explique Ramzya.

Ainsi par son action et sa volonté éducative le collège Romain-Rolland contribue sans doute à former une partie des cadres qui participeront à la reconstruction d'une région du monde, à laquelle il faudra bien s'atteler un jour.



Les jeunes Kurdes ont une farouche volonté d'apprendre ■ photo CL.

Nulle part où se cacher L'exode de l'horreur

Les chemins de l'amour peuvent parfois mener jusqu'à l'horreur. Parce qu'elle a épousé dans les années 50 un étudiant irakien, une infirmière anglaise va connaître les pires moments d'une existence humaine. C'est d'abord la douloureuse et difficile adaptation à la vie d'un pays où la condition féminine est bafouée chaque jour. Sur ce point précis le récit de Susan Francis ressemble fort - on ne peut s'en étonner - à celui de Betty Mahmoody («*Jamais sans ma fille*»). Malgré cela le couple et la famille qu'elle a fondés avec Azziz surmontera bien des épreuves. Le bonheur s'est même installé dans ce foyer lorsque Susan Francis vit à Bagdad. Mais rien n'est jamais acquis. Alors que les enfants ont grandi, se sont mariés, éclate la guerre du Golfe. Quarante trois jours

de terreur vécus dans les abris souterrains sous l'enfer des bombardements que l'on qualifiait alors de «*chirurgicaux*». Pour échapper à cet enfer, Azziz et les siens s'enfuient vers les montagnes kurdes. Erreur fatale car dans la ville de Sulaimaniyah la révolte kurde les met en face d'atrocités insoutenables. Ce que raconte Susan Francis dépasse l'imagination. Le pire reste pourtant encore à venir. La reddition de l'Irak va entraîner de la part de Saddam Hussein une terrible vengeance contre les Kurdes. A nouveau il faut fuir dans la montagne inhumaine, vers la frontière iranienne. La faim, le froid, la mort sont au rendez-vous. Ces images atroces nous les avons vues à la télévision... Susan Francis n'a donc rien inventé dans la narration de ce cauchemar qui s'achève par le retour à Bagdad puis en Angleterre,



via la Jordanie.

Cette histoire vraie, poignante, de la seule anglaise à avoir vécu et partagé le martyre des Kurdes entre dans la série des grands documents humains.

Marion

(Ed. Zélie, 115 F)

LE MAINE LIBRE — 17 juin 1993

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION — 15 JUIN 1993

TURQUIE : UNE FEMME ELUE PREMIER MINISTRE

L'OPA de charme de Tansu Ciller

La Turquie a depuis hier un Premier ministre femme, une « dame de fer » souriante, issue des milieux intellectuels d'Istanbul, qui a supplanté contre toute attente les caciques du Parti de la Juste Voie (PJV).

ECONOMISTE, universitaire, riche et jeune (47 ans), opposée par sa blondeur et son teint de pêche aux rudes moustachus d'Anatolie centrale qui l'ont élue, Tansu Ciller a réussi une OPA de charme. Elle l'a emporté à la surprise générale avec les voix des délégués conservateurs qui font généralement peu de cas des idées féminines. Elle a balayé ses deux opposants qui n'avaient pas pris au sérieux sa candidature de petite fille riche. L'un, de la vieille garde, était soutenu par le chef de l'Etat. L'autre, de deux ans l'aîné de M^{me} Ciller, possédant lui aussi l'atout de la jeunesse, représentait l'appareil du Parti.

Peu habituée au parler populaire, elle a néanmoins remercié ses électeurs avec le vocabulaire traditionnel et familial de fraternité anatolienne. Elle a affirmé qu'elle serait pour les jeunes, ses contemporains et les anciens,

une « mère », une « sœur », une « fille », et qu'elle « les embrassait tous avec une affection maternelle ». La Turquie avait déjà un « baba » (papa) en Suleyman Demirel. Elle a désormais une « anne » (maman) à la volonté de fer.

« La plus belle Premier ministre du monde »

Les éditorialistes faisaient hier de la surenchère pour affirmer qu'ils avaient été les premiers à avoir eu l'idée de la candidature « de la plus belle femme Premier ministre du monde » pour remplacer de Suleyman Demirel, élu chef de l'Etat.

L'élection de M^{me} Ciller à la tête du PJV, en dehors de toute logique de ce parti de la droite traditionnelle, marque la fin d'une époque inaugurée en novembre 1983 par Turgut Ozal dont le



Tansu Ciller a créé la surprise en balayant les caciques du PJV qui n'avaient guère pris sa candidature au sérieux.

décès le 17 avril est la cause de tout ce bouleversement. M. Ozal, qui avait tenté de briser un à un les tabous de la société turque, n'aurait pas été mécontent de pouvoir placer une femme à la

tête du gouvernement. Représentant l'Anatolie, il a été critiqué pour son manque de manière mais loué pour sa politique de visionnaire désireux de changer la société.

Inflation et séparatisme kurde

Un taux d'inflation de 65% par an et le séparatisme kurde sont les deux principaux problèmes auxquels aura à faire face M^{me} Tansu Ciller, désignée hier Premier ministre par le président turc Suleyman Demirel, au lendemain de son élection à la tête du Parti gouvernemental de la Juste Voie (PJV droite traditionnelle).

Ministre d'Etat chargé de l'Economie de la coalition gouvernementale (PJV et Parti Populiste Social-Démocrate, PPSD) qui était au pouvoir depuis novembre 1991, M^{me} Ciller n'avait pu juguler l'inflation en dépit d'un programme économique ambitieux prévoyant une réduction de l'inflation à moins de 10% au bout de cinq cents jours.

Comme Premier ministre, elle devra encore tenter de freiner l'inflation devenue chronique et qui s'est établie depuis une dizaine d'années à entre 60 et 70%. Elle aura à surmonter un autre problème de l'économie turque :

la privatisation des entreprises économiques d'Etat (EEE), considérées comme un « lourd fardeau » sur l'économie et dont les pertes dépassaient 1,5 milliard de dollars pour la seule année 1992.

Le séparatisme kurde, qui traverse une nouvelle période de flambée sanglante après l'annonce unilatérale la semaine dernière par le chef de la rébellion armée kurde de la fin d'un cessez-le-feu déclaré en mars, attend une solution de M^{me} Ciller et son futur gouvernement. Ce gouvernement pourrait être une nouvelle coalition entre le PJV (181 sièges au parlement sur 450) et le PPSD (54 sièges).

Voyage en Allemagne

M^{me} Ciller aurait besoin de quelque 400 millions de dollars pour relancer l'économie du sud-est anatolien à majorité kurde,

théâtre depuis 1984 de la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle serait en faveur de mesures plus fermes contre le PKK tout en « embrassant » la population de cette région.

Sur le plan intérieur, M^{me} Ciller hérite également d'un processus inachevé de démocratisation, et de problèmes constitués par les réformes dans le domaine de la santé, de la justice et de la fiscalité.

Sur le plan étranger, M^{me} Ciller sera particulièrement concernée par le problème de Chypre et la situation des Turcs en Allemagne, cible d'attaques racistes.

Le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali a annulé une rencontre qui était prévue pour hier à New York entre les dirigeants chypriotes grec et turc, Glafcos Clérides et Rauf Denktash, après le refus de ce dernier de céder sans garanties à l'ONU la région de Varosha

sous contrôle chypriote-turc, près de Famagouste.

« Si je deviens Premier ministre, je ferai mon premier voyage à l'étranger en Allemagne pour discuter avec le chancelier Helmut Kohl de la situation des Turcs », avait déclaré dimanche M^{me} Ciller devant les délégués du congrès extraordinaire du PJV.

La situation en Bosnie-Herzégovine, le conflit armé opposant Arméniens et Azerbaïdjanais au Nagorny-Karabakh, le soulèvement armé contre l'administration du président Aboulfaz Eltchibey en Azerbaïdjan et la situation instable en Irak notamment dans le nord irakien sous contrôle kurde, continueront à être les principales sources d'inquiétude du nouveau gouvernement turc. M^{me} Ciller a déclaré dimanche que la Turquie était au centre d'un « triangle de feu » entre le Caucase, l'Irak et les Balkans.

FRA0234 4 I 0325 TUR /AFP-M028

Turquie-Kurdes

Au moins 19 morts lors d'opérations impliquant des rebelles kurdes

ISTANBUL, 26 juin (AFP) — Au moins 19 personnes ont été tuées vendredi et samedi dans le sud-est anatolien, lors d'opérations impliquant des rebelles kurdes dans le sud-est du pays, ont annoncé l'agence Anatolie et des sources officielles.

Huit personnes, dont 3 femmes et 3 enfants, ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi lors d'un raid de rebelles kurdes contre un hameau tenu par les milices kurdes (pro-gouvernementales) près de Mardin, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon l'agence Anatolie. Les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont tiré au lance-roquettes sur une maison dont 8 des 12 occupants ont été tués, précise l'agence.

Le PKK a intensifié ses attaques contre les hameaux contrôlés par les milices des "gardiens de villages" après la déclaration de "guerre totale" contre Ankara faite début juin par son chef Abdullah Ocalan, dit "Apo", qui a mis fin à une période de deux mois de "cessez-le-feu" déclaré unilatéralement par lui le 20 mars.

En outre, 11 rebelles kurdes ont été tués vendredi et samedi lors d'accrochages avec l'armée turque dans le sud-est, selon des communiqués parvenus à l'AFP de la préfecture de l'état d'urgence à Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Les corps de 5 personnes, qualifiées de "terroristes", ont en outre été découverts à Bulanik (province de Mus, est de Diyarbakir), selon un communiqué officiel qui ne donne pas d'indication sur la date de l'accrochage au cours duquel elles auraient été tuées.

Ce chiffre porte à près de 620 le nombre de personnes tuées dans l'est et le sud-est depuis le 20 mars dernier, selon un décompte effectué par l'AFP à partir de bilans partiels officiels, soit près de 9.000 morts (civils, rebelles et militaires) depuis le début de la lutte armée du PKK le 15 août 1984.

KG/al/mnv/ms

AFP 261612 JUN 93

Le Jour — 26 juin 1993

TURQUIE-KURDES

Ankara craint de nouvelles attaques kurdes

De nouvelles opérations kurdes contre les missions diplomatiques turques seraient prévues à partir d'aujourd'hui, selon Hikmet Cetin, ministre turc des Affaires étrangères. Déjà, une centaine de Kurdes ont tenté hier de prendre d'assaut le consulat turc à Karlsruhe (Allemagne).

La «dame de fer», Mme Ciller, Premier ministre turc, est entrée en action juste après avoir formé

son cabinet de coalition. Elle a promis hier une lutte «sans relâche» contre le PKK, responsable des agressions contre les représentations turques en Europe. Premier pas, Ankara a demandé hier l'extradition des auteurs des agressions des opérations spectaculaires de jeudi.

Mme Ciller attend un soutien de la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme en «faisant la distinction entre la population» du sud-est anatolien et

les «terroristes» du PKK. «Le PKK n'a rien à voir avec l'origine ethnique, ni en Turquie ni à l'étranger. Mon message à la communauté internationale est d'agir ensemble contre le terrorisme», a lancé Mme Ciller. Aux Etats-Unis, le Département d'Etat a pris des mesures pour protéger les 21 bureaux de représentation turque sur le territoire américain. En Allemagne, le gouvernement du chancelier Kohl envisage d'interdire les réseaux du PKK sur son sol. Mais les mesures de sécurité ne sont pas encore infaillibles.

Hier, une centaine de Kurdes ont essayé d'investir les locaux du consulat turc à Karlsruhe. La police allemande a réussi à disper-

ser les assaillants dont certains se sont enfuis dans le centre-ville et ont endommagé des voitures sur leur passage. Principalement touchée par les opérations kurdes - six des treize actions de jeudi ont eu lieu en Allemagne - Berlin a appelé à une action internationale qui sera traitée prochainement à Copenhague par la Communauté européenne. La Turquie avait bien préparé le terrain puisque le Parlement turc a adopté jeudi soir à mains levées la reconduction de la présence en Turquie des forces alliées de protection des Kurdes d'Irak sur la base turco-américaine d'Incirlik près d'Adana.

Frank Gaillard

Kurds Plan More Attacks For Weekend, Turkey Warns

Politicians in Germany Seek to Ban Leading Independence Group

By Marc Fisher
Washington Post Service

BERLIN — Turkey warned Friday that Kurdish militants planned new terrorist attacks on European targets this weekend, while German politicians sought to ban the leading Kurdish independence movement.

One day after Kurdish separatists unleashed a coordinated series of terror assaults on Turkish government offices and businesses in 29 European cities, Foreign Minister Hikmet Cetin of Turkey said his government had received "tip-offs that there will be fresh attacks in Europe" beginning Saturday.

Mr. Cetin told the Anatolian news agency in Ankara that Turkey had asked Germany and other European countries to increase security at Turkish facilities that might be targets of Kurdish rage. Turkish officials contend that European authorities did not react sufficiently to warnings earlier this week that the Kurdistan Workers Party, often called the PKK, was planning a terror campaign.

At least 56 people were arrested in Germany, England, Switzerland and France after the incidents Thursday. One Kurd was killed outside the Turkish mission in Bern after demonstrators were reportedly fired upon by embassy staff.

[About 100 Kurds tried to take over the Turkish Consulate in Karlsruhe, Germany, as protests continued Friday, Agence France-Press reported.

[The police reacted swiftly to the threat, detaining about 80 activists for questioning, a police spokesman said. But small groups of demonstrators managed to flee toward the center of the town, where they destroyed at least 10 cars. The police sealed off the town center in an attempt to arrest them.

[Demonstrations were also reported Friday in Stuttgart and in Bern, where around 400 Kurds marched to the Swiss legislature to protest the death of the Kurdish demonstrator Thursday.]

In Munich on Friday, the police defended their actions at the Turkish Consulate, where a hostage-taking had occurred Thursday. According to Interior Minister Günther Beckstein of Bavaria, the police keep constant guard there but have no say over who enters the consulate, which is considered Turkish territory. Late Thursday officers persuaded 13 alleged Kurdish party members to end their takeover of the consulate and release 23 hostages unharmed.

The wave of Kurdish vandalism and hostage-taking that hit six European countries Thursday prompted German officials to call for a ban

on the Kurdish party, the Syria-based Marxist group that has an estimated 5,000 supporters in Germany. Turkey has often urged European countries to act more harshly against the party, which is an illegal organization in Turkey.

Germany's interior minister, Rudolf Seiters, met with law-enforcement and intelligence officials to discuss a ban on the party, a move that would forbid its meetings, publications and other activities.

More than 400,000 Kurds live in Germany, the largest concentration outside their traditional homeland in the border areas connecting Turkey, Iraq, Iran and Syria. The Kurdish party has been active in Germany for a decade; in two trials under way in Düsseldorf since 1989, party members face murder charges in the assassination of rival Kurdish militants.

Of the 13 men who took over the Munich consulate, 12 are Turkish citizens and 11 reside in Germany, prosecutors said. The hostage-takers could receive as long as 15 years in prison for holding the consulate staff and for seeking to blackmail the Bonn government.

The hero of the drama was Bernd Schmidbauer, Chancellor Helmut Kohl's chief aide on intelligence matters. Thursday morning, shortly after the Kurds took over the consulate at 9 A.M., a terrorist who called himself "Memo" called the embassy in Bonn from inside the consulate. Memo demanded to speak to Mr. Kohl but was transferred instead to the embassy situation room, where Mr. Schmidbauer joined the call.

According to police accounts, Memo at first resisted talking to Mr. Schmidbauer, saying he had never heard of him. But Mr. Schmidbauer kept Memo talking, if erratically, for an hour.

"We had a very nervous criminal," Mr. Beckstein said. "Our concept was to win time and calm the situation. Time works in favor of

the security authorities."

In a second call later in the day, Mr. Schmidbauer persuaded Memo to agree to an in-person meeting. While police psychologists and negotiators worked on getting the Kurds to release all women hostages, Mr. Schmidbauer flew to Munich, arriving at 8:15 P.M.

After he held a planning session with the police, he and Memo met on the sidewalk outside the consulate and talked for an hour. The Kurd initially insisted that Mr. Kohl appear on television to demand that Turkey cease hostilities against Kurdish settlements. "I categorically rejected that," Mr. Schmidbauer told the German news agency DPA.

Instead, the German official said he focused on persuading Memo that "there was no further purpose in occupying the consulate." Finally, just before midnight, Memo and the other Kurds surrendered their weapons — two pistols, two gas-firing pistols, a tear-gas sprayer and a knife — and came out of the building with the hostages.

"Reason prevailed," Mr. Beckstein said. "No deal was made that we need be ashamed of."

The hostage-takers are likely to be tried in Germany rather than deported to Turkey because German law forbids extradition of prisoners to a country in which they might face the death penalty.

■ Turks Kill 3 Extremists

Turkish security forces killed three Kurdish militants and detained 43 in southeastern Turkey on Friday, Anatolian reported, according to a Reuters dispatch from Istanbul.

Hurting Their Own Cause

Despair and anger contributed to the attacks on Thursday by Kurdish militants against Turkish embassies and businesses in five European countries. But ignorance and zealotry were also at work in a wave of terrorism that tarnishes the Kurdish cause. The Kurds won no friends by threatening to kill 20 hostages in Munich unless Chancellor Helmut Kohl ordered Ankara to cease attacking Kurdish villages in southern Turkey.

Mr. Kohl held his ground and the hostages were freed. Even so, such acts can hardly help Kurdish causes, including that of the Kurds seeking political asylum in Germany. Worse still is the moral irony: Kurds who attack Turks because they are Turks put themselves on the same level as Germany's racist skinheads who firebomb Turkish "guest workers" because of their nationality.

This moral confusion bears the familiar mark of the Kurdistan Workers Party, a

fiery Marxist group known in Turkey as the PKK, whose excesses have provoked bloodier excesses by the Turkish armed forces. In March, a cease-fire seemed possible in a nine-year conflict. But the truce collapsed in May when PKK guerrillas ambushed and killed more than 30 unarmed soldiers. That provoked mass reprisals that Kurdish hostage-takers wanted Germany to stop.

The Kurds, stateless people scattered in five countries, have been poorly treated almost everywhere. They have been butchered in Iraq and used as pawns by Syria, Britain, Russia and America. In Turkey, their very identity was denied until recently — they were called "mountain Turks," and forbidden even to speak their own language.

But the PKK prefers grievances and martyrs to a cease-fire. Taking hostages and assaulting Turkish diplomats in Europe will not shorten the agony of an ill-used people.

— THE NEW YORK TIMES.

Dans une action concertée en France, en Suisse et en Allemagne

Des indépendantistes kurdes ont envahi des missions diplomatiques turques

Des militants indépendantistes kurdes, à l'instigation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont livrés, jeudi 24 juin, à une action concertée visant les représentations diplomatiques et les intérêts économiques de la Turquie en Europe occidentale. Les incidents les plus graves se sont produits devant l'ambassade de Turquie à Berne, où des agents de sécurité de l'ambassade ont tiré sur les manifestants kurdes, tuant l'un d'eux. A Munich, un groupe, affirmant être armé, a retenu le personnel du consulat en otage pendant près de vingt heures. A Marseille, un commando a fait de même pendant trois heures dans les locaux du consulat de Turquie. Des attaques d'entreprises turques, comme Turkish Airlines, étaient par ailleurs signalées à Copenhague, Stockholm et Londres, ainsi que dans une vingtaine de villes allemandes.

Jeudi matin, peu avant 10 heures, trois hommes et deux femmes jeunes avaient pénétré le plus normalement du monde dans les locaux du consulat de Turquie à Marseille, après avoir sonné à la porte qui donne sur l'avenue du Prado, nous rapporte notre correspondant, Jean Contrucci. Aussitôt entrés dans la pièce du rez-de-chaussée, où se trouvaient six personnes, dont deux agents consulaires, l'un des hommes menaçait : « C'est une prise d'otages, nous avons des bombes. »

En fait, le commando possédait trois bombes lacrymogènes retrouvées par les policiers quand tout fut fini. Le système de surveillance avait permis à Taylan Izmirli, consul général de Turquie à Marseille, et à ses collaborateurs, de trouver refuge dans une pièce du premier étage. Des renforts importants de police isolaient les bâtiments du consulat, tandis que s'amorçaient les premiers contacts.

François Filiatre, préfet de police, a accepté la demande des membres du commando que deux d'entre eux puissent s'exprimer devant micros et caméras, ce qu'ils ont fait durant cinq minutes, peu avant 13 heures. Tous les membres du groupe sont ensuite sortis en même temps que la dizaine d'otages qu'ils retenaient. « Nous

ne sommes pas des terroristes. Nous voulons parler à la presse pour dénoncer ce qui se passe chez nous chaque jour. »

Un manifestant tué à Berne

En Suisse, nous rapporte notre correspondant à Berne Jean-Claude Buhner, les opérations menées dans plusieurs villes par des opposants kurdes contre des représentations turques ont pris un tour particulièrement violent. A Berne, un manifestant a trouvé la mort et huit personnes ont été blessées lors d'une fusillade qui a éclaté dans la matinée aux abords de l'ambassade de Turquie. A Genève et à Zurich, des manifestants s'en sont pris simultanément aux consulats de Turquie et à d'autres établissements.

Le ton est rapidement monté entre Berne et Ankara, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de ces incidents. A Genève, une quinzaine de personnes ont tenté d'occuper le consulat mais sans parvenir à entrer dans les bureaux. Sept d'entre elles ont été interpellées, tandis que les autres avaient déjà quitté les lieux avant l'arrivée de la police. A Zurich, à peu près au même moment, vers 10 heures du matin, quelque soixante-dix manifestants ont saccagé le hall du consulat avant d'assaillir une agence de voyages et une banque turques situées à proximité. Des heurts entre Turcs et Kurdes ont ensuite été signalés dans le centre-ville. La Suisse compte près de 70 000 ressortissants turcs.

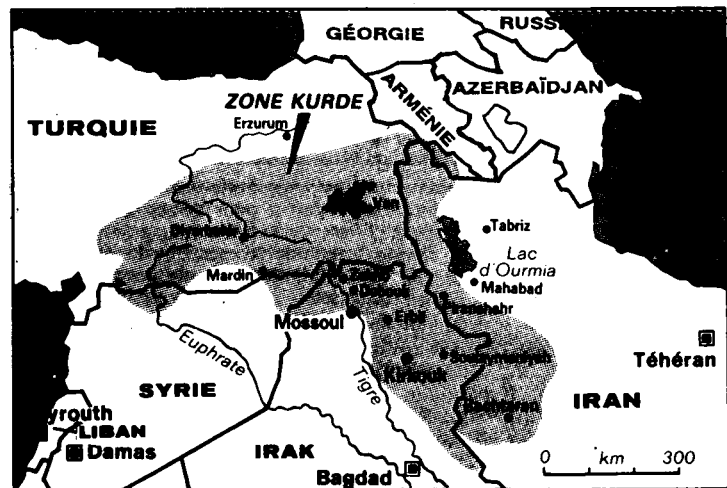
Les incidents les plus graves se sont déroulés à Berne quand une soixantaine de Kurdes ont tenté de pénétrer de force dans l'ambassade de Turquie. Des coups de feu ont alors été tirés, vraisemblablement de l'ambassade, à en croire des témoins cités par la police. Au cours de la fusillade, un manifestant a été tué, six autres blessés dont un grièvement, tandis qu'un policier a reçu une balle dans un genou. Une pierre a atteint un employé de l'ambassade. La police a indiqué qu'elle n'avait pas trouvé d'armes sur les quatre-vingt-cinq manifestants arrêtés mais qu'elle avait recueilli des douilles à l'intérieur de l'ambassade. Un état-major de crise a été mis en place par les autorités helvétiques et une enquête ouverte afin de déterminer les circonstances exactes des faits et si des coups de feu ont réellement été tirés de l'ambassade de Turquie. Dans un communiqué, le

Conseil fédéral a condamné « résolument » ces actes de violence. « La Suisse, indique-t-il, attend que toutes les parties concernées, l'ambassade de Turquie également, fassent le nécessaire pour faciliter le déroulement de l'enquête et entend juger les responsables selon le droit suisse. »

Cette affaire n'a pas manqué de provoquer de sérieuses frictions entre Berne et Ankara. Malgré une demande expresse du gouvernement suisse, la police fédérale n'a pas été autorisée à entrer dans l'ambassade, ni n'a pu se faire remettre d'éventuelles armes pour les besoins de l'enquête. Le ministère suisse des affaires étrangères avait donné jusqu'à jeudi soir à 18 heures à l'ambassadeur de Turquie pour renoncer à son immunité diplomatique, faute de quoi il serait convoqué pour s'expliquer. Pour l'instant, ces démarches sont restées vaines. Au contraire, Ankara a convoqué l'ambassadeur de Suisse en Turquie et réclame l'arrestation et l'extradition de tous les participants à ces opérations de protestation.

Prise d'otages à Munich

En Allemagne, nous indique notre correspondant à Berlin, Henri de Bresson, une vingtaine de villes ont été le théâtre d'actions menées jeudi par des militants kurdes. Un commando de treize hommes armés a tenu les autorités en haleine toute la journée et jusque tard dans la nuit à Munich. Entré dans l'immeuble du consulat général de Turquie à l'ouverture des portes, le commando, qui avait pris le nom de « groupe d'auto-libération », avait pris en otages une vingtaine de personnes, membres du personnel et visiteurs. Il exigeait que le chancelier Kohl intervienne publiquement à la télévision pour dénoncer la politique du gouvernement turc contre les Kurdes. Après la libération en début de soirée des femmes prises en otages, des négociations ont été menées directement sur place par l'un des collaborateurs du chancelier Kohl, Bernd Schmidbauer,



Estimés à plus de 20 millions en l'absence de recensement précis, les Kurdes sont répartis entre la Turquie (10 millions environ), l'Iran (6 millions), l'Irak (3 millions), la Syrie (800 000) et certaines républiques de l'ex-Union soviétique (350 000).

Ils ont longtemps, toutes origines confondues, aspiré à un Kurdistan indépendant, promis par le traité de Sévres en 1920, mais dont le projet fut purement et simplement annulé par le traité de Lausanne en 1923.

Aujourd'hui, seul le PKK continue de réclamer l'indépendance. Les Kurdes d'Irak, qui jouissent d'une autonomie, protégée par la coalition occidentale depuis la fin de la guerre du Golfe, affirment désormais aspirer à être partie d'un Etat fédéral irakien. Ils ont récemment repoussé des combattants du PKK, installés sur leur territoire et poussaient par l'armée turque. L'Iran, quant à lui, a récemment relancé la répression contre les bases des Kurdes iraniens dans le Kurdistan irakien, alors même que la plus grande partie des Kurdes iraniens ne revendique plus la séparation.

secrétaire d'État à la chancellerie. Elles ont abouti finalement dans la nuit à la reddition des membres du groupe, qui ont été emmenés dans des voitures de police. A Bonn, le ministre de l'intérieur, Rudolf Seiters, avait indiqué auparavant que le gouvernement n'avait aucune intention de céder au chantage et réaffirmé qu'il n'était pas tolérable que des groupes politiques étrangers mènent leur lutte politique sur le sol allemand.

Quelques dizaines de militants kurdes avaient manifesté dans la matinée à Bonn devant l'ambassade de Turquie en Allemagne. Il n'y a pas eu d'incidents. Mais dans de nombreuses autres villes, des commandos s'en sont pris à des succursales de banques et des magasins turcs, qui ont été saccagés. A Hambourg, des manifestants ont tenté de prendre d'assaut le consulat général. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées dans la journée.

Le défi kurde

POUR spectaculaire qu'ait été la série d'actions menées, jeudi 24 juin, dans plusieurs villes d'Europe, par des indépendantistes kurdes, elle ne peut être tenue pour une déclaration de guerre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aux gouvernements des pays où ont eu lieu prises d'otages et saccages. Il s'agit plutôt d'une opération destinée à populariser la cause kurde dans l'opinion publique occidentale. Le but recherché est d'amener les dirigeants européens à faire pression sur Ankara pour que le nouveau gouvernement turc, dirigé par M^{me} Tansu Ciller, renonce à sa politique répressive dans le Sud-Est anatolien, où réside la majorité de la dizaine de millions de Kurdes de Turquie.

Le 8 juin, Abdullah Ocalan, le chef de la guérilla indépendantiste, annonçait, depuis la plaine de la Bekaa - sous contrôle syrien - la fin de la trêve proclamée unilatéralement trois mois plus tôt par le PKK. Il promettait « un été sanglant » à ses adversaires, affirmant que ses troupes - quelque dix mille combattants armés - allaient s'attaquer à des objectifs économiques et touristiques turcs, dans le pays et à l'étran-

ger. Fraction extrémiste du mouvement national kurde, le PKK tente, par cette fuite en avant dans la violence, de résister à l'offensive généralisée contre ses partisans que semble préparer activement l'état-major de l'armée turque.

MADAME CILLER, le nouveau premier ministre à Ankara, n'est pas disposée à adopter une ligne conciliante à l'égard des séparatistes kurdes. Le gouvernement dont elle devait annoncer vendredi la composition sera, dans ce domaine, « dur comme la pierre », a-t-elle prévenu. On est loin des tentatives de dialogue qui s'étaient amorcées en mars, avec la bénédiction du premier ministre d'alors, Turgut Ozal, aujourd'hui décédé, lorsque, de concert avec les organisations kurdes modérées, on parlait, sinon d'indépendance, du moins de reconnaissance des droits culturels et linguistiques de la minorité kurde de Turquie. Aujourd'hui, dans les deux camps, ce sont les « faucons » qui tiennent le haut du pavé : à Ankara, les militaires désireux d'anéantir les séparatistes, et chez les Kurdes les hommes d'Abdullah Ocalan soutenus en sous-main par la Syrie.

Si le scénario de violence et de mort annoncé devait devenir réalité, les populations civiles de cette région déshéritée des confins en seraient une nouvelle fois les premières victimes. Les Kurdes, répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et dans une moindre mesure la Syrie, appartiennent à cette catégorie de peuples sans Etat que l'on peut compter parmi les « perdants de l'histoire ».

OUBLIÉS lors de la constitution des Etats-nations modernes, ils sont soumis à des pressions assimilatrices, particulièrement en Turquie. Des conflits, qui ne les concernent pas directement - la guerre du Golfe - en a fourni l'exemple - se traduisent fatalement pour ces populations par un surcroît de souffrances.

Comme si cela n'était pas suffisant, certains pays de la région, comme l'Iran, se prétendant les « amis » des Kurdes, utilisent les aspirations de ce peuple pour faire pièce aux ambitions de la Turquie. Quitte à se désolidariser d'eux lorsqu'ils s'aperçoivent que la montée du sentiment autonomiste, voire indépendantiste, risque de s'étendre aux populations kurdes placées sous leur autorité.

Ankara « sera dur comme la pierre » avec le PKK

ISTANBUL

de notre correspondant

Tansu Ciller était radieuse, jeudi matin 24 juin. La journée avait bien commencé. Le nouveau premier ministre venait de signer un protocole d'accord avec le Parti populaire social-démocrate (SHP), qui marquait une première étape vers la formation de son gouvernement de coalition. Mais les opérations spectaculaires des Kurdes dans divers pays d'Europe l'ont vite rappelée à la dure réalité et aux difficultés auxquelles elle va être confrontée.

Outrées par les attaques des Kurdes, les autorités turques ont donné libre cours à leur colère. Le ministère des affaires étrangères affirme que, mis au courant des opérations de commando qui se préparaient, voici une semaine, il avait demandé aux gouvernements européens de renforcer les mesures de sécurité autour des bâtiments turcs. Mais cette démarche a été démentie par l'un des pays concernés. L'Allemagne et, dans une moindre mesure, la Suisse ont été critiquées pour leur réaction jugée trop tardive. « A Munich, la police n'a été déployée que deux heures après l'attaque. C'est inacceptable », a regretté un porte-parole du ministère.

Opérations de ratisage

L'occupation des divers bâtiments consulaires en Europe est maintenant terminée, mais les retombées de l'opération du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste), d'une ampleur sans précédent, se feront ressentir pendant longtemps. Les autorités ont envisagé de demander l'extradition des suspects kurdes aucune demande officielle n'avait été encore formulée vendredi. Le gouvernement poursuit ses contacts diplomatiques pour s'assurer que les auteurs de ces attaques seront bien appréhendés et sévèrement punis. Ces actions ont également confirmé que le PKK, qui serait selon l'armée turque très affaibli militairement, a gardé les moyens de mettre ses menaces à exécution. Le 8 juin, lors d'une conférence de presse, Abdullah Ocalan, le dirigeant du mouvement, avait averti que le PKK s'en pren-

draît désormais aux cibles touristiques et économiques turques.

Où frapperont-ils la prochaine fois? Telle est la question que beaucoup se posent aujourd'hui en Turquie. Si les Kurdes espéraient ainsi assouplir la position du gouvernement turc à leur égard, ils se sont trompés. Ces attaques n'ont fait que conforter la position des militaires, déterminés à anéantir le PKK. Depuis l'attaque de Bingöl qui avait coûté la vie, le 24 mai dernier, à trente-trois jeunes recrues en civil, l'armée influence nettement la politique de la Turquie dans le Sud-Est anatolien. Les partisans de la solution politique se sont fait rabrouer par les « faucons » qui n'avaient jamais cru à la sincérité du cessez-le-feu annoncé en mars par le PKK. Plus de trois cent vingt personnes ont perdu la vie dans le Sud-Est anatolien depuis cette date tournant du conflit. Au cours des derniers jours, des dizaines de véhicules militaires, transportant des troupes de commando et du ravitaillement, se sont dirigés vers la frontière irakienne où de nombreux blindés ont déjà été rassemblés en prévision d'un assaut massif contre le PKK. L'approche de cette vaste opération a peut-être incité le PKK à manifester en Europe.

Les récentes opérations de ratisage se sont limitées au territoire turc. Mais il est possible que l'armée s'aventure à nouveau dans les montagnes du nord de l'Irak. Bien qu'aucune attaque n'ait été lancée à partir de l'Irak depuis l'offensive conjointe des peshmergas kurdes irakiens et de l'armée turque en octobre 1992, de nombreux combattants du PKK auraient regagné les camps dont ils avaient été expulsés. L'épreuve de force sanglante paraît à beaucoup inévitable, même si certains hauts fonctionnaires demeurent convaincus que la force ne résoudre jamais le problème kurde. M^{me} Ciller a déjà expliqué que son gouvernement serait « dur comme la pierre » à l'égard des séparatistes kurdes. Mais elle a également fait quelques déclarations plus conciliantes. Selon le quotidien *Sabah*, elle aurait décidé de tenir la première réunion de son cabinet à Hakkari, dans le Sud-Est anatolien.

NICOLE POPE

Pour comprendre la mort d'un Kurde

ALAIN CAMPIOTTI

Abdullah Öcalan, le chef du PKK, l'avait dit le 8 juin: l'été serait sanglant, et féroce la campagne des militants séparatistes kurdes contre l'Etat turc. Apo — comme on le nomme dans le mouvement — mettait fin ce jour-là à une trêve qu'il avait décrétée à la mi-mars sur le conseil des Kurdes d'Irak, pour inciter le gouvernement d'Ankara à accepter d'entrer dans un règlement négocié de la guerre civile séparatiste qui ravage le Sud-Est anatolien depuis 1984. Le PKK, affaibli par la terrible offensive turque de l'automne, paraissait même renoncer à la revendication d'indépendance, souhaitant une pleine reconnaissance de l'identité kurde, de son mouvement aussi, et une cohabitation entre les deux peuples.

La réponse d'Ankara fut loin de répondre aux attentes des Kurdes en armes: refus de la moindre concession qui aurait pu être interprétée comme une «victoire du terrorisme», poursuite de la répression tant que le PKK ne renoncerait pas à son combat militaire. Mais, sous ce discours raide, il y avait des nuances, qui reflé-

taient sans doute des divergences au sein du Conseil national de sécurité turc, où sont représentés civils et militaires, pragmatiques et durs: on se mit à parler d'une levée de l'état d'urgence dans le sud-est, à condition que la trêve se prolonge; d'une amnistie partielle pour les combattants; de donner à 20 000 villages kurdes le droit de reprendre leurs anciens noms, turquifiés par le kemalisme. Dans le même temps, le PKK renouait avec des partis kurdes légaux qu'il avait jusque-là combattus impitoyablement.

Ce n'était pas la paix, bien sûr, ni même le début d'une négociation; c'en était la direction. Mais tout s'est brisé le 24 mai près de la ville de Bingöl. Ce jour-là, en pleine trêve pourtant, une unité du PKK a arrêté une colonne de véhicules emmenant des soldats turcs, en civil et en permission, et en a massacré une trentaine. Öcalan, on le sait aujourd'hui, n'avait pas donné cet ordre: il souhaitait que le cessez-le-feu dure jusqu'en juillet au moins. Quinze jours plus tard pourtant, il annonçait la reprise d'un combat sans merci.

Qu'est-ce qui avait provoqué ce retournement, que le peu

d'empressement d'Ankara à saisir la main tendue ne suffit pas à expliquer? Pour le comprendre, il faut se souvenir que le PKK — quelle que puisse être la légitimité de son combat — n'est pas un mouvement libre. Depuis treize ans, Abdullah Öcalan vit en Syrie et dans la Bekaa sous contrôle syrien, où il a établi des camps d'entraînement. Damas voit dans le PKK (qui a probablement reçu d'autres aides, à Bagdad, à Téhéran) un instrument utile dans son contentieux, sur la frontière et sur la question de l'eau, avec la Turquie.

Il faut savoir aussi qu'en mai s'est produit un événement stupéfiant, qui a passé ici largement inaperçu. L'Irak, dans sa tentative de récupérer son Nord kurde qui lui échappe, a supprimé les coupures de 25 dinars, qui constituaient l'essentiel de la monnaie des Kurdes rebelles. Les responsables kurdes (Barzani, Talabani), pris à la gorge, ont demandé à Ankara d'accepter que la livre turque devienne aussi leur monnaie. Derrière cette demande et ce retournement se profilait une perspective qui horrifiait les Arabes et les Iraniens: le rétablissement du contrôle des Turcs sur une région qu'ils ont dominée na-

guère, avec tout le pétrole de Mossoul et de Kirkouk, où vivent des Turcomans.

A l'occasion de chacune des nombreuses réunions qu'ils ont eues depuis la guerre du Golfe, Syriens, Turcs et Iraniens ont régulièrement proclamé qu'ils n'admettraient pas un démembrement de l'Irak, qu'ils ne toléreraient pas la marche des Kurdes vers une indépendance, ni qu'une puissance extérieure s'y taille une zone d'influence. Pour tout dire, ils se suspectaient l'un l'autre d'avoir de telles visées. Or, au fil des mois, le soupçon s'est porté sur la seule Turquie, qui devenait dans les faits le protecteur des Kurdes d'Irak, passant même avec eux des accords militaires contre le PKK. Le dernier pas qui se dessinait — un apaisement avec les combattants d'Abdullah Öcalan — se serait traduit pas un renforcement décisif de l'influence turque sur le Nord irakien. Pour Téhéran et Damas, c'était intolérable. Il fallait que la guerre reprenne dans le Sud-Est anatolien pour casser cette évolution. Presque symboliquement, c'est dans la Bekaa, où Iraniens et Syriens ont toujours coopéré, qu'Apo a annoncé la fin de la trêve. □

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. —

FRA0357 4 I 0194 FRA /AFP-NN72

Pays-Bas-Kurdes

Un millier de Kurdes manifestent pacifiquement à La Haye

LA HAYE, 26 juin (AFP) — Environ un millier de Kurdes ont manifesté pacifiquement samedi à La Haye, notamment devant le parlement et le palais de la reine des Pays-Bas.

Les manifestants ont brûlé des drapeaux turcs et observé une minute de silence à la mémoire de leurs "martyrs".

Tout au long de la manifestation, qui s'est déroulée sans incident, une voiture diffusait par haut-parleur un seul slogan: "Arrêtez le massacre au Kurdistan". Dans le cortège, hérissé de drapeaux kurdes, des manifestants portaient six cercueils symboliques ainsi que des photos de Kurdes torturés.

A la suite de la vague d'actions de manifestants kurdes, notamment en Suisse, en Allemagne et en France, les autorités néerlandaises avaient pris jeudi soir des mesures de protections des intérêts turcs aux Pays-Bas. Ainsi, toutes les rues autour de l'ambassade turque et de la résidence de l'ambassadeur de Turquie à La Haye ont été barrées. Des véhicules blindés ont été stationnés devant et derrière la mission diplomatique.

Environ 40.000 Kurdes vivent aux Pays-Bas.

More promises from PM Çiller

- Pledges fight with terrorism, sound foreign policy, comprehensive reform
- Says Demirel immediately approved her Cabinet without comment

Turkish Daily News

ANKARA- Following President Süleyman Demirel's approval early Friday morning of Prime Minister Tansu Çiller's new Cabinet, Çiller announced that the new coalition government would maintain an implacable fight against terrorist activity, pursue a rational foreign policy, and implement comprehensive reform in the country.

Speaking at a press conference at the Prime Ministry late Friday afternoon, Çiller said President Süleyman Demirel approved her Cabinet "without any comment."

Saying the new True Path Party (DYP)-Social Democrat People's Party (SHP) coalition government would follow comprehensive, reformist policies, Çiller added that they would adopt an anti-terror policy based on an understanding that the "local population" of the Southeast were "first-class" citizens, and that the fight against terrorist activity would be carried out within the boundaries of the law.

Referring to the foreign policy her Cabinet would follow, Çiller said a "comprehensive, rational foreign policy" would be implemented.

She disclosed that the government program would be prepared over the weekend and that, in-line with constitutional require-

ments, Parliament would convene for the vote of confidence next week.

"A new, white page has been opened in the nation's history. This page will be filled with tolerance, unity, hard, earnest work, and honest government," Çiller pledged.

She added that she wanted her government to go down in history as a "hard-working one that valued national interests above all else."

Answering a reporter's question, Çiller said the distribution of duties and responsibilities amongst state ministers in her Cabinet would be announced soon.

Maintaining that the Cabinet was determined to introduce comprehensive reform in the country, Çiller said regional balances and the candidates' capabilities had played significant roles in the selection process.

Çiller called on European countries to cooperate with Turkey against terrorist activity by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"We are going to fight against terrorist activity with determination, and are going to be implacable. Terrorism has nothing whatsoever to do with ethnic origins," Çiller maintained.

The ÇILLER Cabinet

PRIME MINISTER.....	Tansu Çiller
Deputy Prime Minister.....	Erdal İnönü
State Minister.....	Necmettin Cevheri
State Minister.....	Yıldırım Aktuna
State Minister.....	Mehmet Gölhan
State Minister.....	İbrahim Tez
State Minister.....	Bekir Sami Daç
State Minister.....	Türkan Akyol
State Minister.....	Güneş Müftüoğlu
State Minister.....	Nafiz Kurt
State Minister.....	Mehmet Kahraman
State Minister.....	Cemil Erhan
State Minister.....	Mustafa Çiloğlu
State Minister.....	Erman Şahin
State Minister.....	Ahmet Şanal
State Minister.....	Şükrü Erdem
Justice Minister.....	Seyfi Oktay
Defence Minister.....	Nevzat Ayaz
Interior Minister.....	Mehmet Gazioglu
Foreign Minister.....	Hikmet Çetin
Finance and Customs Minister.....	İsmet Atilla
Education Minister.....	Nahit Menteş
Public Works and Housing Minister.....	Onur Kumbaracıbaşı
Health Minister.....	Rıfat Serdaroglu
Transportation Minister.....	Mehmet Köstepen
Agriculture and Rural Affairs Minister.....	Refaiddin Şahin
Labor and Social Security Minister.....	Mehmet Moğultay
Industry and Commerce Minister.....	Tahir Köse
Energy Minister.....	Veysel Atasoy
Culture Minister.....	Fikri Sağlık
Tourism Minister.....	Abdülkadir Ateş
Forestry Minister.....	Hasan Ekinci
Environment Minister.....	Rıza Akçalı

Three PKK militants killed in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- Three PKK militants were killed and 43 others were detained by Turkish Security forces in southeastern Turkey on Friday, officials announced.

The Emergency Region governor's office statement said that two members of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed in a gun battle with government troops near the town of Başkale. One militant was detained.

Security forces killed a militant in a clash near the town of Lice. Soldiers found the body of a fourth PKK militant, killed in a previous gunfight, near the town of Sirvan.

The statement also said they captured 43 suspected PKK members in the provinces of Van, Diyarbakır, Bitlis, Şırnak,

Mardin, Siirt and Mus.

Since 1984, more than 6,200 people have been killed in Turkey when the PKK began a bloody violence campaign for independence in the Southeast.

On Thursday, PKK militants and supporters raided Turkish diplomatic missions, banks and airline offices across Western Europe to draw international attention.

A total of 382 people including 201 militants, 95 civilians and 76 security members were killed in Turkey's largely Kurdish populated Southeastern region in the month before June 23, officials revealed on Wednesday.

PKK leader Abdullah Öcalan declared an all-out war against Turkey in a press conference held this month, ending the truce.

Kurdish attacks cause havoc in Europe

- *Germans, Americans upgrade measures around Turkish facilities*
- *Bonn fears breakout of civil war between Kurds and Turks*
- *Turkey resists Swiss demands to search embassy*

Compiled by TDN staff from Wire Dispatches
BONN/MUNICH- The German government promised tougher security on Friday and considered a ban on Kurdish militants after harsh criticism from Ankara that they failed to give protection against Kurdish attacks on Turkish property.

Kurdish separatists carried out a coordinated series of attacks across Western Europe on Thursday, including at least 13 in Germany, among them a 14-hour hostage-taking in the Turkish Consulate in Munich.

"We have to do everything to develop a strategy to stop such actions before they happen," government spokesman Dieter Vogel told a news conference.

And Interior Minister Rudolf Seiters early in the morning met the country's top criminal and domestic intelligence officials to put forward the idea of a ban on Kurdish militants. Ankara laid into Germany on Thursday for not preventing the attacks, an issue made touchy by the repeated failure of police to protect Turks from racist assaults like the one that killed five women and girls in Solingen last month.

The militant separatist Kurdistan Workers Party (PKK), fighting against Ankara, took responsibility for the simultaneous attacks on five Turkish diplomatic missions and a host of Turkish banks and travel agencies.

Acting Turkish Prime Minister Erdal İnönü said on Thursday that "tolerating such groups means not protecting the peace and security of the people living in that country." He accused German police of acting too slowly on precise warnings from Ankara.

But tempers appeared to be cooling on Friday.

Turkish Ambassador Onur Öymen went in person to the office of Chancellor Helmut Kohl to thank him for the peaceful end of the siege, brought about when Kohl's chancellery minister, Bernd Schmidbauer, went to Munich to negotiate with the Kurds. German public authorities said they acted as far as possible on Turkish warnings, which included the date and some of the locations where attacks were planned.

An Interior Ministry spokesman said Seiters asked Klaus Werthebach, head of the Office for the Protection of the Constitution which deals with terrorism, to meet state officials early next week. Among other things they would discuss banning the PKK, he said.

German security officials say there are around 3,800 affiliates of the PKK among Germany's 450,000 mostly Turkish Kurds. These make up easily the largest group of Kurds outside their homeland.

Clashes with Germany's 1.8 million Turks have become more common. Last year security officials recorded four separate flare-ups of anti-Tur-

kish violence, each coinciding with a new drive by Ankara against PKK guerrillas in Turkey's Southeast. Bavaria's state Interior Minister Guenther

Beckstein told a news conference the Munich Consulate had been given maximum security despite not being specifically named by Ankara as a possible target.

Two police at the gate failed to stop the 13 attackers, who had been queuing outside, from bursting in when the doors opened.

But Beckstein said the police had no right to check people standing within the embassy grounds -- technically Turkish territory -- without specific grounds. And he said the Vienna Convention on embassies placed responsibility for checking entrants to the building with the embassy itself. The attackers, aged between 20 and 36, face sentences of up to 15 years for holding 23 embassy staff hostage and trying to coerce the government. The hostage takers had threatened to shoot the hostages unless Kohl went on television to demand that Ankara "stop all combat action against the Kurdish population."

Kurds attacked Turkish targets in six nations Thursday in their biggest action outside the Near East. European police made at least 61 arrests, including more than 30 in Germany, where most of the violence occurred.

The 13 men who took control of the Turkish Consulate went before a magistrate Friday. He was expected to confirm the charges of kidnapping and attempted coercion of the German government. The men could face 15 years in prison if tried and convicted of the charges.

The 13 -- 12 Turkish citizens and a stateless man -- released their last captives just before midnight after a 14-hour standoff. The men left the building with clenched fists raised in the air before boarding a police bus.

Their action was the most spectacular among a barrage of attacks by protesters on Turkish tourism and airline offices and banks in at least 18 cities including London, Zurich, Geneva, Stockholm, Copenhagen, Lyon, Berlin, Hamburg, Hanover, Dortmund, Essen and Bonn. Interior Minister Rudolf Seiters proposed after the incident that his counterparts in other West European countries take up the matter at a security conference in Copenhagen next Tuesday. "Everything must be considered, including looking toward an eventual ban of violent Kurdish groups," said Seiters' spokesman Roland Bachmeier.

Bachmeier said German law authorities know little about operations in this country of the Kurdistan Workers' Party (PKK), believed responsible for Thursday's violence. The group has about 5,000 members in Germany.

"We are dealing with something that is like a phantom. It has a fluid structure and is hard to catch," Bachmeier said. Seiters said the arrested Kurds might be extradited to Turkey. The 20 million Kurds, divided politically and spread across Turkey, Iraq, Iran, Syria and Armenia, are the world's biggest ethnic population without their own country. They often are at war, and frequently are used as pawns in conflicts between neighboring states.

The PKK leader, Abdullah Öcalan, recently vowed to make the summer "the bloodiest ever for Turkey" with attacks on the tourism industry and security forces.

The group accuses Turkey of attacking Kurdish villages even though the PKK offered a cease-fire in March. Both sides have been accused of atrocities.

Turkey rejects Swiss demand:

In another development on the issue, Turkey on Friday resisted Swiss demands to search the Turkish Embassy in Berne following the death of a Kurdish demonstrator outside the building on Thursday.

Swiss authorities said the Turkish ambassador had passed the Swiss demand to his government in Ankara and was still awaiting a response. "We hope that this will come quickly and not take weeks," Achille Casonova, spokesman for the federal chancellery, told a news conference in Berne.

Gunfire erupted outside the Turkish Embassy in the center of Berne's quiet embassy district on Thursday morning soon after some 100 Kurdish demonstrators began peppering the building with rocks and plastic bottles filled with colored liquid. Seven demonstrators, a Swiss policeman and a Turkish Embassy security official, were wounded. One of the Kurdish demonstrators later died of his wounds in hospital. On Friday around 400 Kurds marched through central Berne to the Swiss Parliament to protest against the death of the Kurdish demonstrator, identified as 29-year-old Semsettin Kurt. The demonstrators demanded that police punish the embassy official responsible for the killing.

Cevdet Amed, spokesman for the Swiss Kurdistan Committee which organized the demonstration, told reporters a Kurdish photographer had taken pictures of the Turkish officials who had shot at the demonstrators from the embassy garden. Police arrested the photographer and confiscated his film. "The police know the perpetrator. They must publish the identity of the perpetrator and punish him," Amed said. The demonstration followed an all-night vigil outside the Berne police station where police had detained some of the Kurdish demonstrators on Thursday.

Berne police arrested 85 people on Thursday at the demonstration, including 15 children, and later released 78. A Kurdish demonstration to be held in Zurich on Saturday has been banned by police, but spokesmen for the Kurdistan Committee said other protests would take place in Switzerland. Turkey's ambassador to Switzerland, Kaya Toperi, on Thursday told the Anatolian news agency that Berne Embassy staff fired into the air to prevent the protesters storming the premises. He accused the Swiss police of taking too long to bring the situation under control. Swiss police said they

had not used live ammunition but only rubber bullets, while witnesses said they had seen shots fired by both demonstrators and embassy personnel.

The ambassador was summoned to the Foreign Ministry on Thursday evening in the company of two Swiss policemen and asked to lift diplomatic immunity and allow Swiss police into the building to investigate the incident.

He was also asked to surrender weapons held in the embassy but so far has not done so.

A ministry spokesman told the news conference the ambassador had protested about restrictions on his freedom of movement as police had been posted outside the embassy since the incident. Swiss authorities, who say they have not curtailed Toperi's freedom of movement,

said the police would remain as long as was considered necessary.

The spokesman added the Turkish government had indicated directly to Berne that it was considering sending a delegation to the Swiss capital to discuss the incident.

The Swiss government would not take any further diplomatic steps until Ankara responded to Swiss demands, he added.

America takes measures:

Meanwhile, the United States called for heightened security at Turkish property and offices in the United States Thursday after the wave of attacks on Turkish facilities in Western Europe. A U.S. official who declined to be identified said the State Department had contacted all Turkey's diplomatic missions in the

United States and asked local law enforcement officials to "take appropriate measures to ensure the safety and security of Turkish missions and personnel in the United States." The official said these missions included consulates, trade offices and tourism offices in Los Angeles and Oakland, California, and in Miami, Atlanta, Chicago, Kansas City, Baltimore, New York and Houston. "We condemn very clearly any attacks of this nature, any terrorist attacks," State Department spokesman Mike McCurry said at a briefing.

McCurry said the primary targets of the Kurdish attacks appear to be Turkish outposts, and said there was no increased risk to Americans or American facilities.

"But clearly we will monitor the situation very carefully," McCurry said.



THE INDEPENDENT

SATURDAY 26 JUNE 1993

KURDISH EMBASSY ATTACKS: Bonn passes buck to regions as new

Turkish PM hints at fresh initiatives on the ethnic problem

Germans call for ban on Kurds

THERE were calls in Germany yesterday for a ban on the Kurdish Workers' Party (PKK) responsible for the attacks across Europe on Thursday.

Bonn rejected complaints by Turkey that warnings of possible attacks had not been taken seriously enough. The Bavarian Interior Minister, Günther Beckstein, said that the "general indications" of Kurdish attacks meant that security at the consulate in Munich was on the highest alert.

The Kurdish extremists who held 20 hostages inside the consulate had apparently gained access by queuing outside. The siege ended peacefully after 13 hours when Bernd Schmidbauer, a senior aide to Chancellor Helmut Kohl, became involved in negotiations. The hostage-takers had demanded to see his identity card and appeared impressed by the fact that a senior official from the Chancellor's office had come to talk to them.

One of their initial demands was that Mr Kohl should go on television to condemn Turkish policies towards the Kurds. The PKK may feel that the widespread publicity given to the Kurdish dispute with Turkey as

STEVE CRAWSHAW
in Bonn

a result of Thursday's actions has been worthwhile.

The government spokesman, Dieter Vogel, emphasised that the Turkish ambassador had officially thanked the German government for its handling of the siege. On Thursday, the ambassador had publicly expressed his anger at Bonn's failure to take warnings seriously. Bonn appeared to pass the blame down the line by saying that warnings had been given to the regional governments, which — it was

implied — had failed to react with sufficient speed and efficiency. There were a dozen attacks, of varying seriousness, across Germany.

Mr Beckstein, of the CSU — the Bavarian sister-party of Mr Kohl's Christian Democrats — said that it was "essential" that the PKK should be banned "without delay". There were similar calls from senior members of the Social Democrats.

There was insistence, too, that — in the words of the Bavarian Prime Minister, Edmund Stoiber — foreign disputes "cannot be settled on our soil". There have been threats of deportations against those committing violence in Germany.

Thursday's events are especially unwelcome for Bonn. The government is keen to improve relations with Ankara following the Solingen murders last month when five Turkish women and girls were burnt to death in an arson attack. At that time, Turkey made plain its displeasure that Bonn was not taking the problem of anti-Turkish violence seriously enough. Thursday's attacks by the PKK

allow Mr Kohl to emphasise — as he already had done in his speech shortly after Solingen — that the violence against Turks is not just by Germans but is also inter-ethnic.

Germany wants to raise the question of Kurdish violence at a meeting of European interior and justice ministers in Copenhagen next week.

A diplomatic row between Turkey and Switzerland intensified yesterday after Swiss officials asked to search the Turkish embassy in Bern to find the weapons used to kill a Kurdish demonstrator on Thursday. Yesterday some 400 Kurds marched through Bern to protest against the shooting of the 29-year-old demonstrator, Semsettin Kurt, as Kurds tried to storm the embassy building on Thursday. Eight others were wounded in the gunfire.

Turkey's ambassador to Switzerland, Kaya Toperi, said on Thursday that Bern embassy staff fired into the air to deter the protesters. In Ankara, a Foreign Ministry official said Turkey had sent a team of inquiry to Bern yesterday.

'Iron lady' pushes forward with reform

RAPIDLY moving to consolidate her power, Turkey's first woman prime minister, Tansu Ciller, yesterday unveiled a cabinet with many new names to implement the country's long-delayed agenda for privatisation and administrative reform.

HUGH POPE
in Istanbul

Mrs Ciller also hinted at new initiatives on the ethnic Kurdish question, which exploded across Europe yesterday with

dozens of Kurdish rebel attacks on Turkish embassies, banks and airlines in six countries.

Gone from the cabinet is the old guard of her conservative True Path Party, all long-time companions in arms of Suleyman Demirel, the former True

Path leader who moved from the prime ministership to the presidency last month.

The True Path's coalition partner, the Social Democrats, kept their 11 ministries in the 31-seat cabinet unchanged. Erdal Inonu remained as Deputy Prime Minister and Hikmet Cetin as Foreign Minister.

"It's a radical cabinet, but the quality is not so sure. There are contradictory commentaries," said Ertugrul Ozkok, editor of the national daily *Hurriyet*. "It's a big challenge to Mr Demirel. Nearly all of the old guard has been fired."

If Mr Demirel felt uncomfortable, he said nothing as he approved the cabinet list. Mrs Ciller appears to be risking all on the groundswell of national

support that has greeted the arrival in power of the chic, rich, attractive woman who represents much that modern Turkey wants to be.

"The people really want Ciller to be successful. We don't know her very well yet, but she is very decisive. She is playing the iron lady," said Mr Ozkok, who has been comparing Mrs Ciller's dashing style to that of the late President Turgut Ozal during his reformist years in the early 1980s.

Many criticise Mrs Ciller's ignorance of foreign and domestic policy. But she has appointed a strong and capable diplomat, Volkan Vural, to head an inner circle of advisers she says will be "half her brain".

Mrs Ciller also shows undoubted leadership. She won ex-

traordinary powers to legislate her reform programme by decree in a lightning raid on parliament on Thursday, catching the opposition unprepared for a midnight vote. She has also managed to shift public opprobrium on to her main political rival, Mesut Yilmaz of the centre-right Motherland Party, when he torpedoed her attempt in parliament to permit banned private radios to restart broadcasting.

A coalition protocol signed on Thursday basically upheld the previous government programme of 1991, but with the emphasis on Mrs Ciller's priority of privatisation.

Mrs Ciller blames state enterprises that employ 550,000 of Turkey's 60 million people for 70 per cent of a projected budget

deficit of 100 trillion lira (£6.25bn), which is about 10 per cent of GNP.

"I don't look at this and take refuge in defeatist talk. I am brave... I have no time to lose. Turkey is at a critical point. We are at the wall. We either go over it or we are crushed," she said.

After the flying start to her prime ministership she may yet trip up over the Kurdish insurgency. But even here, Mrs Ciller is giving hints of an Ozal-like vision different to the blood-and-iron military solution that the Turkish army has tried and failed with over nine years.

She has spoken of the possibility of Kurdish broadcasting, more civilian control of the security forces and even of debate about Kurdish education.

Leader of Iran's Kurds chooses non-violent path

DEATH is an occupational hazard for any leader of Iran's Kurds. Mustapha Hijri's rapid rise to the top of the Kurdish Democratic Party of Iran is due to the fact that his only two predecessors were assassinated over four years. "After two assassinations, we carry on as before. I'd like to stress that they have not affected us at all," he told the *Independent* this week at a central London hotel chosen for him as one of three safe locations by Scotland Yard.

Mr Hijri's party, whose previous two leaders were shot by Iranian agents, has never believed in terrorism. Both his predecessors fell victim to it: Sadeq Sherefkandi was killed in a café in Berlin last year; Abdurahman Ghassemlu, the intellectual mentor of a generation of Kurdish nationalists who formulated the party's anti-terrorist policy, was murdered during "negotiations" with Iranian envoys in Vienna in 1988.

And so this week, while his Turkish brethren were occupying European consulates, Mr Hijri was re-establishing his party's links with Europe's Social Democratic politicians. "It's

**Annika Savill on
Mustapha Hijri:
against terrorism
but at risk of
assassination**

quite terrible," Mr Hijri, a softly-spoken scholar of Persian literature who has never fought alongside the *peshmerga* he commands, says about the PKK actions. "We've never supported those kind of methods."

Mr Hijri had hoped to arrange a meeting with the Foreign Office. He failed: "I think it was probably the Conservative policy of protecting the major interest in the region — Iran." Not far off: a British diplomat said that as Iran was now showing a new conciliatory approach over the *fatwa* against Salman Rushdie, not meeting Mr Hijri was just "good housekeeping". He added: "The Iranians go bananas over this sort of thing." And, in keeping with the enemy-of-my-enemy tradition, the



Under the protection of Scotland Yard, Mustapha Hijri takes a taxi ride across London this week *Photograph: Parviz Zabini*

KDPI was "mixed up with the Iraqi regime".

Mr Hijri makes no bones about links with Baghdad: "With the Iraqi Kurds, we have a very close relationship of mutual understanding. We also have a link with Baghdad politically. Both sides are aware of these links. We have specifically made it clear that we do not interfere in the internal Iraqi affair concerning Iraqi Kurds."

Mr Hijri thinks the KDPI worth investing in as a force that could help topple the Iranian mullocracy. "We are the only force able to stand against the fundamentalists. What the Foreign Office is doing is not only against us, but against its own interest in the region.

"The Kurds are one seventh of the population. We don't believe we alone move against the regime. But our activities can weaken it. There is a new movement in the Iranian people. We see it every day, the growing unhappiness with the system."

The KDPI's goal remains autonomy, but not independence. "Originally, we *are* all from Iran. Culturally, historically — even our language is very close to Persian." But as for negotiations with the Islamic Republic, he is wary. "We know this: the aim of the Vienna negotiations was the assassination; nothing else. When they found the notepads on the negotiating table, those of the Iranians contained only doodles. No words."

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. —

FRA0136 4 I 0268 FRA /AFP-LR11

Turquie-Kurdes

Mise en garde des deux dirigeants kurdes irakiens au PKK

PARIS, 26 juin (AFP) — Jalal Talabani et Massoud Barzani, les deux dirigeants de l'opposition kurde irakienne, condamnent samedi dans un communiqué les "violences" en Europe des Kurdes de Turquie et réaffirment leur engagement "à empêcher tout acte hostile contre la Turquie venant du nord de l'Irak".

Dans ce communiqué parvenu à l'AFP, le chef de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan) et celui du PDK d'Irak (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), installés au nord de l'Irak, "appellent leurs frères kurdes à éviter la violence et le terrorisme et à chercher de manière réaliste une solution pacifique et politique des problèmes".

"Nous sommes profondément attristés par la reprise et la poursuite de cette guerre fratricide et nous exprimons notre conviction que des tactiques terroristes ne serviront pas les perspectives de paix en Turquie", affirment les deux chefs kurdes, qui se démarquent ainsi une nouvelle fois de la politique suivie par le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), organisateur de la lutte armée contre le pouvoir turc.

M. Talabani avait notamment servi d'intermédiaire entre le PKK et le gouvernement turc ces derniers mois. Fin 1992, les peshmergas kurdes d'Irak s'étaient affrontés avec les guerrilleros du PKK, installés dans des bases au nord de l'Irak.

"La direction kurde irakienne réaffirme son engagement à maintenir la sécurité à notre frontière avec la Turquie et à empêcher tout acte hostile contre la Turquie venant de notre territoire", souligne le communiqué.

pjt/cgd

AFP 261154 JUN 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JUNE 26-27, 1993

Iraq's Nuclear Fuel to Go to Russia

Reuters

BAGHDAD — A team of United Nations nuclear experts arrived in Iraq on Friday to arrange for the removal of uranium that Baghdad could have used to make a bomb, UN officials said. The uranium is to be sent to Russia.

"We are going to work with Iraqis to try to arrange for the removal of irradiated fuel from Iraq," said Bob Kelley, a nuclear engineer at the International Atomic Energy Agency, who is leading the team.

A UN spokesman, Jan Fischer, said in Bahrain that Russia had won a contract to take radioactive fuel that Iraq could have used in making a nuclear bomb.

The 10 inspectors are to make detailed arrangements for the removal of about 40 kilograms (90 pounds) of irradiated fuel, which the spokesman said was enough for one or two bombs.

Under terms of the Gulf War cease-fire, Iraq is required to dismantle its weapons of mass destruction and permit inspections by UN teams.

Contractors in several countries had either

sought or been asked to undertake the removal and processing of the fuel. The Russian Ministry of Nuclear Energy, Minatom, won the contract. The spokesman did not say how much it was worth.

The environmental lobby is active in Russia, but the spokesman said 40 kilograms is only a tiny fraction of the stocks of fuel held by Russia. "It's a speck of dust compared to what's already there," he said.

The inspection team arrived as the United Nations and Iraq disputed the installation of remote cameras at two rocket test sites near Baghdad.

President Bill Clinton said in Washington on Friday that the standoff over monitoring the test sites was serious and must be resolved quickly.

Baghdad has refused to allow UN inspectors to install the cameras. It has also refused to remove chemical production equipment to a destruction site, as requested, according to UN officials.

"It is quite serious," Mr. Clinton said. "I would expect that the matter will have to be resolved one way or the other in the fairly near future."

A Fitting Attack on Iraq's Everyday Monsters

By Jim Hoagland

LONDON — President Bill Clinton told John Major weeks ago that if the evidence against Iraq was air-tight, America would retaliate militarily for the plot on George Bush's life. But when his telephone rang on Saturday afternoon with Mr. Clinton's heads-up call, the British prime minister still did not know the detail that would turn out to be the most important piece of the U.S. raid on Baghdad that night: the exact target.

By targeting the headquarters of Iraq's Mukhabarat, Saddam Hussein's murderous secret service,

This raid was part of a strategy, not an isolated act of revenge. It puts Clinton on the road to establishing a more effective policy against Saddam than the one pursued by Bush in his last 18 months in office.

Mr. Clinton chose a powerful symbol to establish his commitment to helping the Iraqi people eventually end Saddam's bloody reign. Mr. Clinton struck a blow at the feared monsters of everyday life in Iraq.

And by acting unilaterally against Saddam rather than with Britain and France, as Mr. Bush usually did, Mr. Clinton underscored that his administration will protect American interests abroad with its own power when that is appropriate.

There are drawbacks in that approach. The secrecy around the targeting and the exact timing of the raid meant that there could be no advance planning for coalition action in Iraq if Saddam

chose to strike back immediately by moving against the Kurds in northern Iraq or by taking United Nations inspectors hostage.

The U.S. reluctance over the past few weeks to consult on the exact target and date of the raid surprised British officials, who are proud of the extensive consultations they normally have with Washington on intelligence and military matters. The secrecy may well increase British anxiety about the special U.S.-Britain relationship.

The French, who had been told even less about America's plans than had Mr. Major, were also taken aback that Mr. Clinton's telephone call to President François Mitterrand on Saturday was the first notice they had of the raid. Paris responded with a cool statement supporting the strike but asking for "clarification" of U.S. policy toward Iraq.

But the U.S. assessment that Saddam would not respond immediately against the Kurds or the United Nations appears to have been accurate. And the gains that Mr. Clinton has achieved with his well-executed use of force abroad far outweigh the negative side effects of the raid.

The raid puts Mr. Clinton on the road to establishing a more effective policy against Saddam than the one pursued by Mr. Bush in his last 18 months in office. Mr. Clinton's strike against the 200-acre (80-hectare) compound occupied by the Mukhabarat was preceded by strong public support from the administration for democracy in Iraq and for the Iraqi National Congress, the most important opposition group working to topple Saddam. This strike was not an isolated, punitive act of revenge but part of a strategy.

In the coalition air raids that Mr. Bush approved after the end of Operation Desert Storm, the targets tended to be air defense missile sites, nuclear installations or weapons factories that were impor-

tant symbols of Iraqi defiance of UN resolutions. Such symbols have little direct meaning to the lives of the Iraqi population.

But Baghdadis know that thousands of innocent Iraqi civilians have been tortured to death in the Mukhabarat compound. In April 1980, in one of the most gruesome and significant assassinations to occur there, Saddam's secret police drove nails into the skull of Bakr al-Sadr, an important Iraqi Shiite religious leader, after raping his sister before his eyes. Other dissidents were poisoned with thallium. The compound was also the center of Saddam's foreign espionage and terror operations.

The deaths of eight or more innocent Iraqi civilians in the U.S. air raid on the compound are a cause for regret and sorrow, as Mr. Clinton was quick to say. Those accidental losses have to be measured, however, against the deliberate atrocities the Mukhabarat has committed there under the command first of Barzan al-Tikriti, Saddam's half-brother, and then under the current Iraqi intelligence chief, Abdel Majid.

Mr. Barzan now heads the Iraqi delegation to the United Nations organizations in Geneva, where he sits on the UN Commission on Human Rights. The Clinton administration should make his removal from that commission one of its next tasks.

Washington also needs to expand U.S. relief efforts inside Iraq to show that American interest there extends beyond bombing. Emphasizing humanitarian aid to Iraqis now would also lessen the painful contrast between the administration's bombing Muslims in Iraq while declining to help them militarily in Bosnia.

Mr. Clinton is right to proclaim his use of force against Saddam Hussein a success. But much remains to be done before he can claim the victory over Saddam that eluded Mr. Bush, who would have become a victim of that failure if the car-bomb plot had succeeded.

The Washington Post.

A Pinprick Saddam Can Ignore

By William Safire

WASHINGTON — The most sought-after document in the U.S. capital today is the "military options list" presented to President Bill Clinton after the FBI and CIA determined that the government of Iraq had tried to assassinate a former American president.

What were the Clinton choices after he saw the solid evidence that Saddam Hussein had tried to exact vengeance for his Desert Storm defeat? Forget the unrealistic extremes of doing nothing, or of sending a half-million men back to the Middle East to finish George Bush's half-done job.

The real decision was this: Does America's commander in chief respond by using U.S. air power to seriously damage Saddam's war machine and economic base — setting

back all hopes of recovery by years — and driving home the lesson to state terrorists from Baghdad to Tehran to Khartoum that American retaliation will be swift and fierce? Or does he respond by making a solemn speech that hypes a pinprick action?

Mr. Clinton chose from among the weakest military options.

He could have ordered air strikes on the suspected new missile factories, chemical plants and nuclear facilities that Saddam is refusing to let United Nations inspectors see, and crippled the air defenses that now "illuminate" U.S. patrollers in the no-fly zone.

He could have directed U.S. bombers located in Turkey to devastate Saddam's Republican Guard, source of his dictatorial power, now lined up in tanks and armored vehicles threatening the Kurds and Shiites.

He could have turned out the lights in Iraq and set back its oil-production capacity, which — combined with a reduction of his Republican Guard and the arming of the anti-Saddam forces in the North — could endanger the regime itself.

Not one of these reactions required UN approval; the murder plot was against a U.S. president. But Mr. Clinton chose the course that Stewart Alsop used to label "phony-tough": He

threw a score of missiles at a building after its officials had left for the day.

This restraint was promptly embraced by doves: Representatives Pat Schroeder and Lee Hamilton hailed the risk-free demonstration of technology as "proportionate," as if the life of a U.S. president is worth one medium-sized office building.

But when one head of state tries to murder another, that is an act of war. If clear evidence had shown that Fidel Castro had ordered the killing of President John F. Kennedy, then President Lyndon Johnson surely would have used military force to depose the regime in Havana. (Mr. Bush's reaction to the anemic Clinton response was to say he supported American troops — which, translated, means thanks a bunch.)

The National Security Council recommendation was camera-driven, not mission-driven. Clinton aides were more concerned with pictures of civilian casualties than with making an impact on the power reality in Iraq and the region. "We didn't want the story the next day to be a parade of dead secretaries," a triumphant administration spokesman told me.

While the White House concentrated on how any military response would play on television screens, nobody put it all into a strategic context.

Saddam and Syria's president, Hafez Assad, are sponsoring the assault by a terrorist Kurdish faction on Turks in Europe and in Turkey, fostering tension in Germany among Turkish and Kurdish "guest workers," keeping Turkey in turmoil.

Saddam Hussein has a plan and Bill Clinton does not. This would have been the moment for the United States to crack back creatively. While the U.S. Air Force pounded Saddam's elite guard from bases in Turkey, American diplomats should have been forging an alliance of the new government in Ankara with the great majority of responsible Kurds to force out Saddam.

Maybe that is too complicated for the new team; maybe it thinks its pitiful wrist-slap will be taken for serious resolve; or maybe it thinks the United States can deal with state-sponsored terrorists by sending them a "proportionate" message rather than teaching them an unforgettable lesson.

If America's anti-terrorist policy is to send messages circumscribed by what is to appear on screen, then Saddam and similar potentates will get the feeble Clinton message all too well: There is little risk in trying to assassinate a U.S. president or knock out a U.S. city.

The New York Times.

The Attack on Baghdad

Clinton's Wise Choice

President Bill Clinton did what a chief executive had to do in retaliating against Iraq's failed effort to assassinate former President George Bush last spring. Mr. Clinton had promised to act if American — and not just Kuwaiti — investigators found good evidence of an Iraqi hand in the Bush plot. To have received what the president said was "compelling evidence" and not to have followed through would have utterly undermined the American stand.

No doubt lawyers could have found Mr. Clinton a way to act with others under a United Nations resolution bearing on Iraq. Instead, he chose to invoke Article 51 of the UN Charter, which permits a single nation's response in the name of self-defense. Former President Ronald Reagan used the latter procedure in 1986 in another case, involving Libya, where terrorists had targeted Americans; the facts of this case, involving an attack on a former president for his official deeds, plainly fit.

Mr. Clinton has been under some criticism for an excessive dedication to "multilateralism" in his foreign policy. It was useful for him to demonstrate — to Gulf-coalition allies and others as well as to Iraq — the U.S.

capacity to act alone in well-chosen circumstances. That U.S. missiles struck Saddam Hussein's intelligence headquarters at an early-morning hour when few people might have been expected to be around underlines the "symbolic" nature of the American response; the immediate practical value appears to have been questionable. But Mr. Clinton also meant to minimize civilian casualties, since anything more than slight civilian loss could have been a powerful diversion from the principal point — Iraq's vulnerability — he wanted to make.

Saddam remains in power. The thrust of American policy remains to react firmly against his depredations, to contain the expansion of his influence, to encourage a political opposition and to keep the pressure on for enforcement of the sweeping UN resolutions limiting both his military reach and his freedom to brutalize his citizens.

The American government wants to accomplish all this in a way that will not bring Iraq closer to the other pariah of the neighborhood, Iran: "Dual containment," it is called. It is necessarily a policy of the long haul, with many frustrations, in which well-justified acts like the strike on Baghdad may have to play a continuing part.

— THE WASHINGTON POST

Much Remains Untold

It is easy to appreciate the pressures that drove President Clinton to order the missile attack on a Baghdad target. And no sympathy need be wasted on Saddam Hussein, whose defiance of Security Council resolutions makes him an international outlaw.

Mr. Clinton's show of force won predictably quick endorsement on Capitol Hill and from allied leaders. But the American people need more information about the reasons for and propriety of the president's action. Was this — as the administration contends — a wise use of force, combining the logic of retaliation and the benefit of pre-empting future terrorist strikes?

The people need to learn, too, about the specific goals, besides damage to the intelligence complex in Baghdad, that Mr. Clinton hoped to accomplish by using military force. Is part of the reason for striking Baghdad to discourage terrorist attacks on New York? If so, that also merits further explanation.

Any president has a duty to use military force to protect the nation's interests, especially if a foreign government is using assassination to intimidate its leaders. But once such action is taken, presidents must be prepared to explain fully why they have chosen to exercise their constitutional authority to order a surprise strike against another nation. Otherwise, the public and Congress are left an unsatisfactory choice between gambling on faith and patriotism that the president is right, or, on the other hand, opposing a military action on the basis of incomplete information.

There is another, even more sensitive reason for the administration to elaborate its case. Any time a chief executive who is in political difficulty at home undertakes a dramatic military action, he or she must be prepared to face questions about whether that action is intended to divert public attention and bolster support for the president.

The most obvious rationale for the attack

would be the "compelling evidence" Mr. Clinton mentioned linking Iraqi intelligence to the failed assassination plot against former President George Bush. On Sunday, UN Ambassador Madeleine Albright repeated the "firm judgment" of the Central Intelligence Agency that Iraqi intelligence was involved in planning the attack and building a car bomb. But the information she presented was not sufficient for a reasonable citizen to join her in being "highly confident" that force — rather than criminal trials and diplomatic measures — was the wisest course.

The administration has yet to show that tit-for-tat violence was the obvious answer, especially since Sunday morning's strike by 23 Tomahawk missiles took the lives of innocent civilians whose only connection with Saddam is the misfortune of living under his tyrannical rule.

International terrorism appears to have been the issue that finally tipped the balance for force in the administration's decision-making. Even though no links have yet been proved between the two New York bombing rings and any foreign government, the White House made plain Sunday that it hoped Sudanese and Iranian leaders were watching live television footage of the Baghdad strikes.

Yet bombing Iran's most bitter enemy seems an odd way to send a message. The fundamentalist suspects in New York have their own agenda — destruction of secular regimes, such as Egypt's — and are unlikely to be impressed by an attack on distant Iraq.

Still, foreign plotting against a symbol of American government like Mr. Bush demands an effective response. One hopes President Clinton's response was correct. But to decide so based on the record as it stands requires a leap of faith and a complete suspension of political cynicism. There is one way to make moot the issues of faith and cynicism. Let us hear the evidence, rather than assertions of officials who say they have it.

— THE NEW YORK TIMES.

Raid's Success Exaggerated, Intelligence Aides Admit

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — Although President Bill Clinton asserted on Monday that the U.S. missile strike against Iraq had crippled its intelligence capability, senior administration and intelligence officials acknowledged that he may have overstated the case.

Mr. Clinton told reporters Monday morning that he had received a report from his national security adviser, W. Anthony Lake, "confirming that we did, in fact, cripple the Iraqi intelligence capacity, which was the intent of the action."

Tomahawk cruise missiles fired from U.S. warships in the Gulf and Red Sea destroyed one wing of the six-story walled headquarters of the Iraqi intelligence service complex in the heart of Baghdad.

The complex is the headquarters of the Mukhabarat, the security arm and domestic and foreign intelligence operation of the ruling Ba'ath Arab Socialist Party, senior U.S. intelligence officials said.

One of these officials likened the complex to "a Central Intelligence Agency on the Tigris."

Although the attack destroyed the communications and computer centers in the operational wing of the intelligence building, it is believed that General Sabir Duri, the head of the Mukhabarat and a close associate of President Saddam Hussein, and his senior aides were not in the building when the missiles struck during the night hours.

Moreover, Mr. Saddam uses overlapping, somewhat redundant, intelligence and security services to keep order.

The U.S. did not attack Iraq's three other services, including the powerful Military Intelligence Agency, which is located in the Iraqi Armed Forces' general headquarters and is headed by a half-brother of Mr. Saddam, Sidawi Ibrahim; the State Internal Security, or Amn al Amm, which primarily deals with internal security, and the Special Security, or Amn al Khass, Mr. Saddam's personal security and intelligence police located across from the Presidential Palace.

Iraqi intelligence cells in many of Baghdad's embassies abroad are still capable of carrying out terrorist attacks, as the Iraqi Embassy in Jordan did last December when it had an Iraqi chemical engineer assassinated when he tried to escape either to the United States or Britain.

Intelligence officials concede that Mr. Clinton may have exaggerated when he said that Mr. Saddam's intelligence capacity had been "crippled."

They said that the Iraqi leader could easily use the communications equipment in the Military Intelligence Building or the Foreign Ministry if he chose.

And senior U.S. officials said that Mr. Lake's briefing to Mr. Clinton had focused on the extensive damage to the Mukhabarat headquarters buildings, not to Mr. Saddam's intelligence networks.

Mr. Clinton's sweeping statement about the significance of the attack recalls the assertions by President George Bush and

General H. Norman Schwarzkopf during and after the Gulf War.

At that time, they emphasized that the American-led coalition had destroyed Iraq's nuclear bomb capacity — only to learn later that the bombers had failed to destroy many of the targeted nuclear sites.

Don't Try to Retaliate, U.S. Warns Baghdad

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The United States warned Iraq on Monday not to try to retaliate for the U.S. cruise missile strike on Baghdad.

Vice President Al Gore warned: "It would be unwise for Saddam to retaliate in any capacity because that would receive a response."

Baghdad has said at least eight people died in the raid Sunday.

President Bill Clinton said that a report from his national security advisers confirmed that "we did, in fact, cripple the Iraqi intelligence capacity."

Meeting with his cabinet, Mr. Clinton said: "The action I took, I thought, was clearly warranted by the facts. The United States will do what it can to combat terrorism. It is plainly what we ought to be doing."

Mr. Gore, making the rounds of television talk shows, said it was impossible to predict how the Iraqi leader would react to the raid.

Asked if U.S. officials expected President Saddam to retaliate by attacking the Kurdish

minority in Iraq, Mr. Gore said: "If he does something that is prohibited under the United Nations resolutions, there will be a response."

Mr. Gore did not specify responses, but he said the U.S. attack on Iraq should also serve as a warning to any other country that may contemplate terrorism against the United States.

Iraq vowed to avenge the raid and said Washington's order to attack Baghdad had actually strengthened Mr. Saddam's power.

The chief of Iraqi intelligence said in a message to President Saddam: "We will pursue all those who try to attack Iraq and we will punish them. The damage inflicted on the headquarters of our service in this vile crime is a source of pride for us."

The United States fired 23 Tomahawk cruise missiles at the intelligence service's compound in central Baghdad from two warships after concluding that Iraq had been behind a plot to kill former President George Bush while he was visiting Kuwait in April.

Mr. Clinton said U.S. allies have been "quite positive" in their reaction. But in France, the Socialist Party of President François Mitterrand said no country had the right to interfere in another without United Nations backing.

"World order is not credible without the possibility to use force," the Socialist Party said in a statement. "But taking the law into one's own hand can only generate disorder."

Asked if Americans should be concerned about the discovery of a new bomb plot in New York, Mr. Clinton said, "The American people should be reassured that, in the New York instance, that the federal authorities and the New York police did a good job."

U.S. officials declined to rule out further action against Iraq, which Washington said continues to violate UN resolutions.

"We have to stay right on his trail," Secretary of State Warren M. Christopher said of President Saddam.

But a member of the Iraqi parliament asserted that the U.S. approach was backfiring. "The Americans want to put us on our knees, but the more they try to suppress the Iraqi people, the more confident they are in their cause and leadership," Saadun Khalifa Takriti said.

Iraq lodged a formal protest with the UN Security Council on Monday over the attack, accusing the United States of "state terrorism and blackmail."

"This was a deliberate terrorist act perpetrated by the government of the United States of America on grounds which were spurious and unjustified," said the letter from the Iraqi foreign minister, Mohammed Said Sahhaf, to the Security Council president, Juan Antonio Yáñez-Barnuevo García of Spain.

A team of UN weapons inspectors left Iraq on Monday at the end of what they said was a successful mission, Reuters reported from Bahrain. The departure was according to plan and was in no way related to the raid on Baghdad, they said.

(AP, AFP, Reuters)

Monday, June 28, 1993

turkish daily news

Kurdish militants continue to play havoc in Europe

- Swiss still pressing Turkey over death of a Kurd
- Kurds demonstrate in Swiss, German and Dutch cities
- Talabani, Barzani condemn PKK attacks on missions

Compiled by TDN Staff from Dispatches

ANKARA- Kurdish militants continued to protest Turkey's handling of the Kurdish issue and harass Turkish offices throughout Europe as a diplomatic row between Turkey and Switzerland remained at boiling point.

A meeting of top Swiss and Turkish officials to discuss the death of a Kurdish demonstrator broke up over the weekend still without agreeing on a search of the Turkish Embassy. The Swiss government said early Saturday the four-man Turkish delegation which had flown from Ankara had not been in a position to give a firm reply to the Swiss demands. "They have got to consult their government. We suppose there will be another meeting later, but it depends on the

reaction from Turkey," a Swiss Foreign Ministry spokesman said in an interview from Berne.

The Kurdish demonstrator, Şemsettin Kurt, 29, was killed Thursday morning after gunfire erupted outside the Turkish Embassy in the center of Berne's quiet embassy district. Seven other demonstrators, a Swiss policeman and a Turkish Embassy security official were wounded.

The demonstrations were part of a wave of coordinated attacks by Kurds on Turkish diplomatic buildings, travel agencies and banks throughout Europe.

The Kurdistan Workers' Party (PKK), fighting a terrorist campaign in southeast

Turkey, claimed responsibility for some of the attacks.

The Swiss government said it had stressed to the Turkish delegation, led by Foreign Ministry official Unal Unsal, that Turkish cooperation was required to establish what had happened. "In particular, it is a question of handing over the weapons that are in the Turkish Embassy," the government added in a statement after the two-hour meeting.

Swiss authorities have also said investigators must be allowed to search the embassy grounds and question personnel. The government statement said the Turkish delegation repeated earlier complaints that the Swiss authorities had not provided sufficient protection for Turkish property, but was pleased security had been stepped up since.

Turkey's ambassador to Switzerland, Kaya Toperi, told Swiss radio his embassy stocked firearms for security reasons. He

said his staff had felt threatened by the Kurdish demonstration Thursday and had fired in the air.

"This action by the Kurds in front of the embassy was not a demonstration but an attack," he declared.

Several hundred demonstrators defied police bans in the morning and marched through the streets of Zurich, Berne and Basle with banners saying, "Stop the massacre in Kurdistan," and "Turkey, assassin."

More than 1,000 Kurds in the afternoon organized a sit-in near the Turkish Embassy in Berne.

In Germany, 12 Kurds have been remanded in custody for seizing the Turkish consulate in Munich and threatening to kill the 23 staff, the federal prosecutor's office said Saturday.

About 150 Kurdish militants demonstrated Saturday outside the Turkish Consulate in the French port of Marseille, shouting slogans and burning a Turkish flag, police said.

Nearly 1,000 Kurds staged a peaceful march through The Hague alleging oppression by the Turkish government, Dutch police said.

In another related development, Iraqi Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud

Barzani condemned the attacks by the Turkish Kurds in Europe.

"Armed occupation of consulates, hostage-taking, and murder are acts which are considered terroristic and are condemned by the civilized world," they said in a joint statement. Talabani is president of the Patriotic Union of Kurdistan and Barzani heads

the Kurdistan Democratic Party.

"We condemn these acts, which are damaging to the Kurdish issue," the statement said.

The leaders said such acts would only serve to harm the ties between the Kurdish and Turkish peoples.

17 die in PKK violence in Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- 17 people including six women were killed in separate terrorist incidents over the weekend in southeast Turkey, officials said. Terrorists from the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) killed the women and two men in the village of Koyunlu in Mardin province, Anatolian news agency said. It gave no other details.

A statement from the emergency rule governor's office said Turkish security forces Saturday killed three PKK militants in Başkale, three others in Batman province, and one in Eruh, all separate clashes.

The bodies of five PKK members who

were supposedly killed by other group militants because of internal strife were also found, the statement said.

In another development, security forces on Sunday killed five PKK militants attempting to block a village road in Şırmak province.

In the provincial capital of Diyarbakır, gunmen killed a man and wounded two others, the agency said. It did not say whether the incident was linked to the PKK.

7 people in Diyarbakır and 12 in Batman, Bitlis, Şırmak, and Hakkari were arrested by security forces on charges on connection with the PKK.

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. —

FRA0146 4 GI 0206 FRA /AFP-TT45

Turquie-Kurdes-France

Mise en examen de cinq Kurdes, auteurs d'une prise d'otages à Marseille

MARSEILLE, 28 juin (AFP) — Cinq Kurdes qui avaient pris une dizaine de personnes en otages vendredi au consulat de Turquie à Marseille, pour dénoncer "les massacres de civils commis au Kurdistan", ont été mis en examen pour séquestration de personnes et écroués à la maison d'arrêt des Baumettes, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

Les otages — du personnel consulaire ainsi que des personnes venues pour des formalités —, avaient été relâchés, indemnes, après trois heures de négociations entre les Kurdes et les autorités policières qui avaient déployé un important service d'ordre.

Les jeunes Kurdes qui disposaient seulement de trois grenades lacrymogènes, avaient déclaré à leur sortie qu'ils "n'étaient pas des terroristes" et qu'ils voulaient juste attirer l'attention de l'opinion publique sur "les bombardements de villages et les nombreux civils tués au Kurdistan".

Plusieurs autres représentations diplomatiques et intérêts turcs en France et en Europe ont été l'objet de manifestations analogues. A Berne (Suisse), un Kurde a été tué et cinq autres blessés par les services de sécurité de l'ambassade.

CR/cgd

AFP 281143 JUN 93

LE COURRIER — 28 JUIN 1993

SUISSE-TURQUIE

Pas moyen de mettre la main sur le meurtrier du Kurde

La discussion avec une délégation turque n'a pas débouché sur un résultat concret. Des Kurdes ont manifesté ce week-end dans plusieurs villes.

Jakob Kellenberger, secrétaire d'Etat, a reçu une délégation turque, mais cette rencontre n'a pas débouché sur un résultat concret. La délégation, conduite par le suppléant du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, l'ambassadeur Onal Uensal, a été reçue pendant deux heures vendredi soir. Jakob Kellenberger a exprimé les profonds regrets de la Suisse face aux événements qui se sont déroulés jeudi devant les représentations et les établissements turcs. Il a souligné la nécessité d'éclaircir les événements sanglants survenus devant l'ambassade de Turquie à Berne, au cours desquels une personne a perdu la vie et neuf autres ont été blessées. La collaboration des autorités turques est nécessaire. Il s'agit plus particulièrement de la remise des armes se trouvant à l'intérieur de l'ambassade de Turquie.

DIVERGENCES

La délégation turque n'a pas pu prendre définitivement position sur les propositions de collaboration formulées par la Suisse. Des divergences sont apparues au sujet de la nécessité et des modalités des contrôles effectués par la Suisse aux abords de l'ambassade.

Kaya Toperi, ambassadeur turc à Berne, a critiqué la police suisse dans des interviews publiées par des journaux de son pays. «Nous ne pouvions naturellement pas rester simplement

ici et attendre de nous faire tuer», a déclaré l'ambassadeur au quotidien «Daily Hurriyet». Le personnel de l'ambassade a essayé de se protéger tout en respectant les lois. Ses membres ont tiré en l'air. «La police dit qu'elle utilise des balles en caoutchouc. J'ai des doutes. Je n'ai pas vu quelqu'un tomber après que nous avons tiré», a ajouté Kaya Toperi.

«Nous voulons collaborer, mais c'est un peu difficile tant que nous sommes soumis à un blocus», a encore déclaré l'ambassadeur au journal «Daily Cumhuriyet». «Nous n'aiderons pas la police suisse tant que ce blocus n'aura pas été levé», a-t-il précisé à «Daily Hurriyet».

«INDÉSIRABLES»

La Suisse ne pourra rien faire si la Turquie s'accroche à l'immunité de son ambassade. Berne pourrait certes décréter que les employés turcs sont des personnes indésirables, obligeant ainsi Ankara à les retirer. Il est toutefois probable que la Turquie exigerait alors le départ des diplomates suisses se trouvant sur son territoire.

Un incident de ce genre s'était déjà produit il y a un an devant le consulat de Turquie à Zurich, selon le quotidien zurichois «TagesAnzeiger». Le service de sécurité turc aurait fait usage d'armes à feu à la suite d'un attentat au cocktail Molotov. Des centaines de Kurdes ont manifesté samedi à Berne, Zurich et Bâle. Il n'y a

pas eu d'incidents. Les manifestations de Bâle et de Zurich n'avaient pourtant pas été autorisées. 1500 Kurdes se sont rendus à l'ambassade de Turquie à Berne au cours de l'après-midi. Ils ont observé une minute de silence à la mémoire du jeune homme abattu avant de se disperser vers 18 heures. La police les a laissés faire, tout en protégeant soigneusement l'ambassade. Quelques-uns des slogans que les manifestants ont scandés évoquaient la vengeance.

A Zurich, 250 Kurdes, parmi lesquels se trouvaient bon nombre de femmes et d'enfants, ont formé un carré sur la place Helvetia et scandé des slogans du genre «Ambassade turque - meurtriers» et «Il faut mettre fin aux massacres au Kurdistan».

La manifestation qui s'est déroulée samedi matin à Bâle a été tout aussi pacifique. Les forces de l'ordre avaient hermétiquement bouclé le Barfüsserplatz. Les 300 Kurdes présents se sont dispersés sans faire d'histoire. Des Kurdes avaient auparavant menacé des magasins turcs, raison pour laquelle la plupart de ces commerces sont restés fermés samedi à Bâle.

Le comité central du Parti socialiste suisse a invité le Conseil fédéral à n'admettre aucune extradition de Kurdes liée aux manifestations de jeudi passé. Berne doit s'engager fermement afin que la question kurde soit réglée par des moyens politiques et non militaires en Turquie. AP

TURKEY

A BRIGHT NEW LOOK

In a changing of the guard, the country presses its claim to regional leadership

By JOHN MOODY ISTANBUL

“Persuasive,” barely begins to describe Tansu Ciller. At the age of 17, she persuaded her husband to change his name to hers, honoring her father’s desire to see the family name live on. Last week that name was heard around the world when the 47-year-old U.S.-educated economist, former professor, mother and multimillionaire became Turkey’s first woman Prime Minister.

Despite political inexperience and only mixed reviews of her 20 months as Economy Minister, Ciller, who with her businessman husband had amassed a fortune estimated at \$50 million, beat out two more seasoned contenders for leadership of the ruling True Path Party, which she joined three years ago. Her former mentor, President Suleyman Demirel, asked her to form a government, which will include the center-left Social Democratic Populist Party. Amid a torrent of flowers hurled by jubilant supporters, Ciller promised, “This is the first sentence to be written in a bright new book.”

The Prime Minister’s relative youth and reform agenda, more than her gender, profile a changing of the guard in a country trying to be a catalyst for democracy in one of the world’s more volatile regions. The transition began last April when President Turgut Ozal, a prime mover in the drive to modernize the economy, died of a heart attack. His Prime Minister, Demirel, 69, then decided to cap a lifetime in politics by seeking the presidency; to gain it, he had to resign and relinquish control of the True Path Party.

The choice of Ciller as successor reflects a desire for continued innovation in a land convinced, on the basis of its growing political and economic strength, that it is destined for greatness in the 21st century. It has a way to go. Although the economy is growing fast—5.9% in 1992—it is bedeviled by a 60% inflation rate that is expected to worsen by year’s end. Plans to privatize the mammoth money-losing public sector have not attracted buyers.

Both failures are blamed on Ciller, who as Economy Minister talked tough but did little about controlling prices. Her 1992 promise to hand two keys to every family—one for a house, the other for a car—remains unrealized. Looming over the economic problems is the threat to stability posed by an insurrection by Turkish Kurds that has claimed the lives of nearly 200 people since a cease-fire ended May 24.

Ciller must also direct Turkey’s quest for regional leadership and the role of Europe–Middle East go-between. Prospects are uncertain on either count. Last month’s racist murders of five Turks living in Germany fanned Turks’ resentment at their treatment by the rest of Europe; membership in the European Community remains a dream. As for the war in the Balkans, a topic on which Ankara’s views might have been expected to carry weight with NATO allies, Turkish calls for defending fellow Muslims in Bosnia went unheeded until it was too late. “Back in 1992 we told the United Nations that Serbian aggression was irreversible unless the European Community and the U.S. stopped them,” complains Foreign Ministry Under Secretary Ozdem Sanberk. “If the world had listened to us, more than 100,000 lives would have been saved.”



TANSU CILLER
“This,” promised the new Prime Minister, “is the first sentence to be written in a bright new book”

SULEYMAN DEMIREL
Relinquishing control of the True Path Party capped a career in politics for the new President

ABC/ANSI—GAMMA LIAISON

HURRIYET-HABER AJANSI—ISTANBUL

it lines of \$1.2 billion to the Central Asian republics and encouraged Western countries to invest there. Its ability to jumpstart the region, however, is hampered by its lack of resources.

It is making more headway in the cultural arena. Azerbaijan, whose language is similar to Turkish, has agreed to switch from the Cyrillic to the Latin alphabet, whose use links Turkey culturally and psychologically to the Western world. So too have Kazakhstan, Kyrgyzstan, Uzbekistan and Turkmenistan. During a visit to Istanbul last week, Russian Parliament speaker Ruslan Khasbulatov endorsed "a secular and democratic Turkish model in Central Asia."

Turkey insists it does not want to replace Moscow as Big Brother. "For us and for them it is a rediscovery," says Sanberk. "We tell them we're available if they want our help in making the transition from collectivization to free-market economics. We are pursuing the foreign policy of our geography."

Geography and shared history have led Turkey to become involved in the bloody five-year-old confrontation between Armenia and Azerbaijan over the disputed territory of Nagorno-Karabakh. Armenia accepted Turkish wheat and electricity last winter, and Turkey's cautious diplomacy appears to be paying off. When the Presidents of the two countries attended Ozal's funeral in Ankara, Turkish diplomats succeeded in brokering a temporary cease-fire—and possibly provided the basis for an eventual peace settlement.

BOTH ARMENIA AND AZERBAIJAN stand to profit from a \$20 billion proposal involving Turkey to develop alternative sources to Middle East oil by piping petroleum from Azerbaijan and Central Asia, whose combined proven reserves are among the largest in the world. To reach Turkey and the West, the pipeline must go through either Armenia or Iran. Turkey favors the Armenian route, but only if the war with Azerbaijan is ended. Says Sukru Elekdag, a former Turkish ambassador to Washington: "I think America will soon grasp the strategic importance of all this. We want the U.S. to lean on Armenia to come to terms with Azerbaijan. Armenia can use Turkey as a springboard to prosperity. And the Western world will have an alternative to gulf oil and an alternative outlet."

Little more than a decade ago, Turkey was under military rule; today it has not only a democratic, secular government that sees itself as a model for the Islamic world, but also one that is run by a woman. If Ciller and her administration can stay the course, the country that reveres Mustafa Kemal Atatürk as the father of the nation may well discover that it has gained a mother. —With reporting by James Wilde/Ankara

The Kurdish Conundrum

ANY HOPE THAT THE REBELLIOUS KURDISH MINORITY AND THE GOVERNMENT in Ankara might reach a peaceful, long-term modus vivendi was shattered three weeks before Tansu Ciller took office. On May 24, Kurdish guerrillas, apparently in retaliation for the death of a dozen compatriots in a skirmish with the army, ambushed a bus filled with unarmed recruits and gunned down 34 of them. The massacre ended a two-month-old cease-fire and led to armed escalation in the struggle between the military and the rebel Marxist-oriented Kurdistan Workers' Party (P.K.K.), which is battling for greater autonomy for the country's 12 million Kurds. More than 200 Kurds have been killed since the bus slayings, including schoolteachers, village leaders and other civilians. Two weeks ago, exiled P.K.K. leader Abdullah Ocalan declared war anew on Turks and promised "the most ferocious of all our campaigns" in the next few months.

Despite the upsurge in violence, Ocalan may be posturing: though he claims to speak for all Kurds, up to half are assimilated and have little interest in the autonomy issue. In any case, Turkish military leaders are confident that they will prevail in the nine-year-old civil war. A major government offensive prior to the stand-down had resulted in the death of nearly 2,000 guerrillas in northern Iraq, and the military is confident it can crush the estimated 10,000 remaining rebels, thanks in part to an agreement between Ankara and Kurdish leaders in Iraq that will prevent P.K.K. fighters from slipping into sanctuaries across the Turkey-Iraq frontier.

Whether or not the generals press on, Turkey remains exposed to potentially explosive repercussions from military and political pressures in Iraqi Kurdistan. These pressures have increased in recent months as Saddam Hussein has sought to undo the Western-created sanctuary for Iraqi Kurds in the northern part of the country following the Gulf War in 1991. His most effective weapon so far: deploying soldiers into the Kurdish enclave to steal the wheat crop of Kurdish farmers.

The intrusions, combined with Baghdad's move to declare 25-dinar notes illegal tender and thus leave Kurds holding millions in worthless notes, has caused economic chaos in the region. Says Sarchil Kazaz, Ankara representative of the Patriotic Front of Kurdistan, a political party: "Things are getting more desperate in northern Iraq every day."

That could trigger a repeat of the massive 1991 flight of Iraqi Kurds into southern Turkey. It was the specter of a wave of new refugees—a development that would clearly complicate Turkey's insurgency crisis—that prompted Ankara to reach an accord with Iraqi Kurds. Under it, in return for closing off sanctuary to the P.K.K., the Iraqi Kurds are allowed to receive relief supplies delivered by the Western allies from nearby Turkish bases. Despite claims by opposition politicians in Ankara that foreign use of its military installations amounts to a cession of sovereignty by Turkey, Ciller last week vowed to press for a renewal of the support operation. That might buy some time before she faces up to a long-term solution to the plight of the Iraqi Kurds, but it is not likely to do anything at all toward coping with the rebellion by the P.K.K.

—By William R. Doerner. Reported by James Wilde/Ankara



VIOLENT UPSURGE: P.K.K. guerrillas killed by army forces after the bus slayings

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. —

GLGL

FRA0226 3 I 0535 /AFP-UW94

Turquie-Kurdes prév

Offensive générale du PKK: des villes d'Europe aux plages turques

ANKARA, 28 juin (AFP) — Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a lancé une offensive généralisée depuis jeudi sur tous les fronts, des villes d'Europe aux plages de Turquie, ainsi que contre l'armée dans le sud-est, après une période de "calme relatif" de la trêve unilatérale du PKK du 20 mars au 8 juin.

La nouvelle offensive du PKK fait suite aux déclarations de son chef Abdullah Ocalan dit Apo, faites lors d'une conférence de presse le 8 juin dernier dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien. Il avait annoncé la fin unilatérale du cessez-le-feu de son mouvement et menacé la Turquie de "transférer la guerre dans les grandes villes et les régions touristiques" du pays.

La menace du chef de la rébellion armée kurde, proférée à la veille de l'afflux des vacanciers européens sur les plages de Turquie, a été concrétisée dimanche soir par une série d'attentats dans la ville balnéaire d'Antalya.

Ces attentats à la grenade dans des endroits fréquentés qui auraient pu faire un massacre si les engins explosifs avaient été plus puissants, ont été attribués au PKK par la police et la presse turques. Ils ont fait 26 blessés dont 12 touristes européens, pour la plupart allemands, selon un dernier bilan officiel.

Les attentats d'Antalya, région de villages de vacances luxueux sur un littoral d'une centaine de kilomètres, "constituent une grande menace pour le tourisme turc et pourraient entraîner une série d'annulations de réservations" pour cette région fréquentée notamment de touristes allemands, selon Ayla Kahyaoglu, une guide du ministère du Tourisme.

Vitrine du tourisme turc

L'agence de presse kurde KURD-HA, proche du PKK et basée en Allemagne, a indirectement démenti un rôle de cette organisation dans ce triple attentat, dont la responsabilité n'avait pas été revendiquée lundi en début d'après-midi. Elle a attribué les attentats "à des forces obscures", sans plus de précision, dans un communiqué reçu lundi par l'AFP à Ankara.

Antalya et ses plages, avec les installations les plus modernes du pays, constituent la vitrine du tourisme turc en développement. Les recettes ont

dépassé l'an dernier pour la première fois celles du voisin grec, avec quelque 4 milliard de dollars (22,8 milliards de F environ) pour plus de 7 millions de visiteurs étrangers en 1992.

La nouvelle offensive du PKK a débuté jeudi dernier en Europe par des attaques de militants kurdes, attribuées au PKK par Ankara, contre les intérêts turcs en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Suède, Danemark et Suisse, où un manifestant a été tué par balles par les services de sécurité de l'ambassade de Turquie à Berne.

A Antalya, le triple attentat a coïncidé avec une attaque nocturne de rebelles du PKK sur le terrain classique de la rébellion armée kurde, dans le sud-est anatolien, à la frontière avec l'Iran. Au moins 5 gendarmes turcs ont été tués et 12 autres blessés lors d'un accrochage armé qui a duré environ une heure entre un groupe de militants armés du PKK et les gendarmes, selon les informations reçues par l'AFP à Tatvan (est).

CE/ft

AFP 281502 JUN 93

TURQUIE : à l'occasion de la formation du gouvernement

M^{me} Ciller a écarté la vieille garde de son parti

« Je crois que ce sera un gouvernement couronné de succès », a déclaré, vendredi 25 juin, Tansu Ciller, nouveau premier ministre turc, après avoir soumis les noms de ses trente-deux ministres à l'approbation du président de la République, Süleyman Demirel. Le programme du gouvernement devra être discuté par l'Assemblée nationale puis être soumis à un vote de confiance. M^{me} Ciller - qui a écarté la vieille garde de son parti - pourra ensuite s'attaquer à une tâche qui s'annonce très délicate.

ISTANBUL

de notre correspondante

Les onze ministres du Parti populaire social-démocrate (SHP), dont le ministre des affaires étrangères, Hikmet Cetin, et le vice-premier ministre Erdal İnönü, ont gardé leurs postes. En revanche, au sein de son propre Parti de la juste voie (DYP), M^{me} Ciller a décidé de prendre des risques en écartant la vieille garde, y compris son rival malchanceux, l'ancien ministre de l'intérieur İsmet Sezgin, au profit de nouveaux venus. La personnalité choisie pour le remplacer, Mehmet Gazioglu, est un avocat peu connu qui s'est ainsi vu confier la lourde responsabilité du problème kurde.

Le programme du gouvernement Ciller est très similaire à celui de M. Demirel en novembre 1991. Le style, en revanche, est radicalement différent. M^{me} Ciller et M. İnönü ont pris l'opposition par surprise en faisant adopter, jeudi à minuit, un projet de loi qui leur permet, dans certains domaines, de gouverner par décrets pendant un an. Ce qui sera précieux pour contourner la bureaucratie et mener à bien les privatisations, l'une des recettes suggérées par l'ancien professeur d'économie pour réduire l'énorme déficit budgétaire et l'inflation.

De nombreux ennemis

Une assurance-chômage est prévue pour les trop nombreux employés (550 000) de ces entreprises publiques qui, selon M^{me} Ciller, sont responsables de 70 % du déficit. S'il le faut « nous boirons la potion amère ensemble », a-t-elle dit.

Le problème kurde n'est pas mentionné directement dans le protocole de coalition, qui propose cependant plusieurs mesures susceptibles d'améliorer le sort de la minorité kurde, pour autant, évidemment, qu'elles soient appliquées : élargissement de la liberté d'opinion, poursuite de la réforme judiciaire et établissement de nouvelles institutions pour protéger les droits de l'homme.

Les partis de l'opposition ne sont pas les seuls dont M^{me} Ciller devra se méfier. Au sein de l'adminis-

tration, elle s'était fait de nombreux ennemis durant ses vingt mois au ministère de l'économie et, dans son propre parti, plusieurs politiciens expérimentés, vexés de s'être vu préférer des inconnus au sein du cabinet, l'attendent au tournant. La rumeur veut que le président Demirel ait été fâché de n'avoir trouvé aucun des ses vieux amis dans le gouvernement.

M^{me} Ciller est parfois sa propre ennemie. En politique étrangère, son inexpérience s'est traduite par une série de gaffes. Pour remédier à ces lacunes, elle prévoit de s'entourer d'une équipe de conseillers « à l'américaine ». A leur tête, elle a nommé Volkan Vural, porte-parole du ministère des affaires étrangères et ancien ambassadeur à

Moscou, où il avait acquis une réputation de diplomate accompli.

Beaucoup voient en M^{me} Ciller la réformiste qui a pris la relève du président Turgut Ozal, récemment décédé. « Elle travaille avec une détermination impressionnante, écrivait Ertugrul Ozkök, le rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*. Si Dieu le veut, ses actions seront comme celle d'Ozal durant les premières années, et permettront à la Turquie de faire un saut en avant. » Pour l'instant, M^{me} Ciller jouit du soutien populaire, ce qui devrait lui permettre de prendre quelques risques, mais les embûches sur son parcours seront nombreuses.

NICOLE POPE

□ RECTIFICATIF. - Dans l'éditorial intitulé « Le défi kurde » (*le Monde* du 26 juin), il était indiqué par erreur que Turgut Ozal occupait les fonctions de premier ministre de Turquie au mois de mars 1993, alors qu'il était président de la République.

Après la mort d'un manifestant kurde

Tension entre Berne et Ankara

Les diverses polices européennes ont procédé à l'arrestation de 61 personnes à l'issue de la série d'actions organisées jeudi 24 juin par des indépendantistes kurdes (*le Monde* du 25 juin). Les incidents les plus graves s'étaient produits à Berne, où, selon le porte parole du « comité Kurdistan », les employés de l'ambassade de Turquie, et l'ambassadeur lui-même, Kaya Toperi ont fait feu sur les manifestants, tuant l'un d'entre eux, Semsettin Kurt, vingt neuf ans, et blessant plusieurs personnes, dont un policier suisse. Les autorités suisses, qui avaient exigé de pou-

voir fouiller l'ambassade pour les besoins de l'enquête, se sont heurtés au refus des Turcs.

En Allemagne, l'intervention de la police a empêché une tentative de prise d'assaut d'un consulat, vendredi à Karlsruhe. Le gouvernement fédéral a par ailleurs indiqué qu'il « allait enquêter concrètement de toute urgence sur les structures des organisations qui se trouvent derrière les auteurs de la prise d'otages », ce qui pourrait conduire à l'interdiction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur le territoire allemand - (AFP, AP, Reuter).

TURQUIE : l'agitation kurde

Des touristes étrangers ont été blessés dans des attentats imputés aux séparatistes

Plus de vingt personnes, dont douze touristes étrangers - allemands pour la plupart, - ont été blessées dimanche soir dans la station balnéaire méditerranéenne d'Antalya par l'explosion de quatre bombes, nous signale notre correspondante en Turquie Nicole Pope. Ces attentats, les premiers dirigés contre des touristes étrangers, n'ont pas été revendiqués, mais ils semblent avoir été organisés par le PKK, qui avait annoncé, le 8 juin,

qu'il allait s'attaquer aux cibles touristiques en Turquie.

Une première explosion a eu lieu peu avant 22 heures dans une pension, suivie, quelques minutes plus tard, par trois autres déflagrations qui ont secoué les environs de l'hôtel Sheraton. Les bombes semblent avoir été simplement lancées à partir de véhicules. L'état de trois des blessés, dont un enfant turc de trois ans, est jugé sérieux. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées à la suite de ces incidents.

Dans le Sud-Est anatolien, à majorité kurde, vingt personnes au moins ont trouvé la mort au cours du week-end. A Sirmak, cinq combattants du PKK ont été tués dimanche lors d'affrontements avec les forces de sécurité. Sept autres militants kurdes sont morts samedi

au cours de plusieurs autres confrontations. Dans la province de Mardin, des combattants du PKK ont attaqué un village contrôlé par des miliciens pro-gouvernementaux, tuant huit personnes dont quatre femmes et deux enfants. Le corps d'un dirigeant local du Parti populaire républicain (CHP, social-démocrate), enlevé samedi par des militants kurdes, a été retrouvé dimanche dans la province d'Erzincan.

Après l'offensive médiatique lancée jeudi dernier, de nouvelles manifestations à l'instigation du PKK ont eu lieu en Europe et jusqu'en Australie : un groupe de vingt-trois Kurdes, hommes, femmes et enfants, a occupé lundi pendant une heure et demie un bureau des Nations unies à Sydney, avant de se rendre aux autori-

tés australiennes. A Paris, plusieurs centaines de Kurdes se sont rassemblés samedi, place de la République, pour protester contre la répression menée par les forces armées turques.

En Allemagne, le même jour, des affrontements entre des Kurdes et des Turcs se sont produits autour du consulat d'Ankara à Karlsruhe. De même, aux Pays-Bas, environ un millier de Kurdes ont manifesté pacifiquement à La Haye, devant le Parlement et le Palais royal. En Suisse, des centaines de Kurdes ont manifesté à Zurich, pour protester contre la mort du manifestant tué jeudi à Berne devant l'ambassade de Turquie, dont Ankara refuse toujours d'ouvrir les portes aux policiers suisses chargés de l'enquête (*le Monde* daté 27-28 juin).

MARC KRAVETZ

Terrorisme, mode d'emploi

Comme personne ne peut l'ignorer, on a parlé du problème kurde (de Turquie) la semaine dernière. Pour une très mauvaise raison faut-il ajouter. Des militants du Parti des travailleurs kurdes (de Turquie), mieux connu par son sigle PKK, ont déclenché des actions violentes dans 29 villes européennes, certaines avec des prises d'otages. Tous les otages ont été libérés, généralement sans intervention de forces de police, et la seule victime à déplorer est un manifestant kurde, tué par balles à Berne, Suisse, lesquelles balles ont été tirées depuis l'ambassade de Turquie. Il n'en s'agit pas moins de terrorisme, condamnable dans son principe, et non moins fermement condamné par tous les gouvernements concernés.

Il n'empêche qu'à cette occasion, on a (re-)parlé des Kurdes aux heures de grande écoute, y compris à l'ouverture du 20h de TF1. C'était évidemment le but, pas TF1 mais qu'on en parle: en France, en Europe et aux Etats-Unis. Pour entendre autant de fois le mot kurde prononcé devant autant de dizaines de millions de gens, il fallait remonter à l'exode des

réfugiés du Kurdistan (d'Irak), en avril 1991. De là à conclure qu'on ne peut accéder à l'opinion internationale que par les voies de l'horreur ou de la pitié, il n'y a qu'un pas.

Encore faut-il ajouter que pour la seconde catégorie, la compassion médiatique suppose d'autres conditions remplies. La tragédie de 1991 était non seulement télégénique, elle suivait de quelques semaines la guerre du Golfe, Saddam Hussein était encore le vilain et le vaincu. Ses victimes alors faisaient l'unanimité. Trois ans plus tôt, quand le même Saddam Hussein fit bombarder Halabja avec des armes chimiques, le drame ne fut traité qu'avec plusieurs jours de retard, grâce il faut dire aux Iraniens qui purent acheminer des journalistes occidentaux vers cette région frontalière. L'affaire, politiquement et diplomatiquement ignorée (voire niée) en Occident fut bien vite classée.

Inutile d'ajouter que l'impitoyable répression dans le sud-est anatolien (le Kurdistan de Turquie), les bombardements turcs de l'autre côté de la frontière avec l'Irak, ou les raids

iraniens contre les Kurdes (d'Irak) réfugiés à l'est du Kurdistan d'Irak, n'ont pas eu les honneurs du prime time.

Ce qui va de soi. Le problème étant tellement compliqué. Imaginez: 20 à 25 millions de Kurdes, répartis principalement sur trois pays (Turquie, Iran, Irak), cinq en fait (avec la Syrie et pour une petite part l'Arménie ex-soviétique), divisés entre eux, y compris dans leurs pays respectifs. Ajoutons le pétrole (en Irak), l'eau (Irak et Turquie), les ressources agricoles (Iran, Irak, Turquie), la religion (pas ou très peu d'intégristes chez les Kurdes), la géopolitique (surtout: on peut soutenir des Kurdes contre Saddam mais pas question de déstabiliser la Turquie). Tant de parenthèses rendent l'écrit difficile, alors à l'image...

Il y a quelques années, le plus connu et le plus respecté des dirigeants du mouvement kurde, Abdul-Rahman Ghassemlou, soulignait avec une nuance d'amertume que le mouvement kurde en général (et le sien, d'Irak, en particulier) payait de l'indifférence médiatique son refus de recourir aux prises d'otages et aux détournements d'avion. Mais il ajoutait que cette faiblesse était aussi un signe de force et de maturité, que les moyens du terrorisme ne pouvaient que pourrir les fins poursuivies. Ghassemlou disparut en 1989 à Vienne, victime d'un autre terrorisme, d'Etat cette fois

venu de Téhéran comme trois ans plus tard ses successeurs à la tête du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, assassinés à Berlin. Le message de Ghassemlou n'a pas été entièrement perdu. Au Kurdistan d'Irak, en dépit des difficultés engendrées par la guerre, l'exode et l'embargo, partis et factions kurdes ont néanmoins réussi à organiser des élections libres pour désigner un parlement et un gouvernement. Une sorte d'Etat, sans le nom, quasi souverain cependant, illustre en pointillé et dans des conditions précaires, grâce aussi à la protection que lui garantissent les forces alliées, ce que pourrait être un règlement régional de la question kurde.

Cela irrite les voisins, Iran et Turquie, qui craignent l'effet de contagion. Le PKK ne trouve pas plus son compte dans une expérience d'autonomie démocratique en contradiction avec le dogme marxiste-léniniste qu'il professe et la stratégie de la tension qui lui assure son influence. Violence de la répression, contre-violence des représailles, le terrorisme s'avère une fois de plus et en Turquie comme ailleurs l'arme fatale, moralement inacceptable et politiquement désastreuse. Médialement payante? Oui, si l'on pense que la fin poursuivie est précisément médiatique. Autrement dit nulle. Trois tours d'images et puis s'en vont. On a parlé des Kurdes. On n'en parle déjà plus.

MARDI 29 JUIN 1993

turkish daily news

Tuesday, June 29, 1993

Terrorists continue to attack civilians

- **PKK warns Germany, Kohl: Stop supporting Turkey**
- **UN office raided in Australia**
- **Separatists attack train in the Southeast**
- **Police investigate Antalya bombings**

Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Monday continued its attacks abroad and in the Southeast amid demands for Turkey to cease its alleged operations targeting civilian settlements in the troubled region.

Meanwhile, police sources said more than 100 suspects had been detained fol-

lowing Sunday night's bomb blasts in the southern tourism resort of Antalya that injured 23 people, including 12 foreign tourists.

A statement issued by the PKK's popular front ERNK on Monday warned Germany that it should stop supporting Turkey as reports reached Ankara that another German citizen was injured in a PKK attack in Southeast Turkey.

The strongly worded communique issued by the organization said it would be "unfortunate for Germany to brand the legitimate struggle of our (Kurdish) people as an act of terrorism." Police blamed the PKK immediately after Sunday night's bomb blasts in Antalya.

After breaking a two-month truce intended to draw the government into negotiations, PKK leader Abdullah Öcalan threatened in May to target tourist sites and make the summer "the bloodiest ever for Turkey."

Four people were seriously hurt in Antalya, including Germans Nikolaus Kraus, who had a torn spleen removed, and Doris Larchner, who underwent lung surgery.

Two Turks, including a 3-year-old boy with torn intestines, were also under intensive care. The attackers Sunday evening hurled a homemade bomb filled with nails and pieces of metal into the garden of the Pension Leta in downtown Antal-

ya. Other bombs damaged restaurants and food stalls in a shopping district and two cars parked in front of the Hotel Sheraton without causing any injuries.

Other Germans injured in the attack were identified by the German Embassy as Michael Muench, Andreas Antretter, his brother Michael, Stefan Johann, Peter Ahr, and Melanie Denzer. The embassy did not identify the hometowns of the victims. "Such savagery cannot be," the Anatolia agency quoted Ahr, a secretary on his first visit to Turkey, as saying.

Two Swedes and a Finnish citizen also were among the injured foreigners. Their identities were unavailable.

The attackers were seen escaping in a minibus after hurling the bomb at the pension, Anatolia said. The agency later said police rounded up 12 suspects. Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk on Monday condemned the attackers for aiming at "guests in our country."

"Turkey is strong enough to deal with these (terrorists) ... But it is high time that the countries which continue sheltering the terrorist circles should engage in sincere and serious efforts for dealing with them," he said.

News reaching Ankara by Monday evening had it that the PKK had conducted another attack, this time hitting a passenger train near the Genç town of Bingöl. An unidentified German citizen was reportedly injured.

Officials said a total of six people, including two women and a child, were injured when the separatists sprayed their compartment with machine guns as the train headed along the Elazığ-Tatvan road. Three of them were reported in critical condition.

In Hakkari's Yüksekova region, security forces clashed with another group of separatists and officials said six were

killed. They added that three soldiers had also been killed in the incident.

Officials in Ankara believe the ERNK's latest warning to Germany is an open threat to the west and may imply upcoming attacks on German targets as well.

Ankara believes new PKK attacks will take place in different countries, all with the intention of attracting international attention to developments in Turkey. On Monday, the pro-PKK Özgür Gündem newspaper claimed on its front page that security forces had completely destroyed nine villages in the Southeast. A day before, it had claimed two villages were burned down by troops.

Some PKK sources say the recent wave of violence is a form of retaliation for these incidents.

Attack in Australia:

The only major PKK activities recorded abroad yesterday were two Kurdish demonstrations in Australia which led to an occupation of a United Nations office there. Police on Monday arrested a group of demonstrators, including women, after they occupied two buildings in sit-ins protesting what they claimed was Turkey's poor treatment of its Kurdish minority.

Police said 25 demonstrators were arrested after occupying United Nations offices for about an hour in Sydney. At the same time another 30 Kurds staged a similar protest in Victoria's State Parliament in Melbourne. There were no arrests in Melbourne and no charges were immediately filed. All the protesters in Sydney were later released.

The demonstrations followed a series of attacks by Kurds against Turkish diplomats in Europe last week.

Sydney police Superintendent Andy Holland said the New South Wales state

police would confer with federal authorities before deciding whether to file charges against the protesters. Local media reports initially said the Sydney group took some U.N. staff members hostage. However, police later denied this and said the occupation was nonviolent. No weapons were involved. A spokesperson for the protesters, Ibrahim Ayzi, called on the Australian government to investigate alleged human rights abuses against Kurds in Turkey.

Although Monday's protests were peaceful, there has been a history of security problems for Turkish diplomats in Australia. In December 1980, Turkish Consul-General Sariaç Arıyak and his bodyguard were shot dead in their car in Sydney by two unidentified gunmen. Police believe the gunmen, who were never caught, were Armenian terrorists. In November 1986, Turkey's consulate in Melbourne was damaged by a car bomb which killed the bomber. A little known Greek-Bulgarian-Armenian group claimed responsibility, but again there were no arrests. Security officials say the PKK is closely cooperating with the outlawed Armenian Secret Army for the Liberation of Armenia (ASALA) and receives weapons supplies from Armenia.

Meanwhile, one non-commissioned officer and two soldiers were killed while five others were wounded, Monday, by PKK militants in an ambush in Erzurum's Kağızman-Karakurt highway, Anatolia reported. PKK militants who attacked the military car with rockets, managed to escape after the incident.

In the meantime, Kurdish militants on Monday assaulted a military station in Bingöl's Güzeldere town, killing two soldiers, officials said.

Wednesday, June 30, 1993

turkish daily news

Turkey vows to protect tourists after PKK attack

Turkish Daily News

ANKARA- The political aftereffects of Sunday's bomb attack in Antalya continued to reverberate in the various tourist resorts around the country, as the government was said to be seeking ways of making good its promise to protect foreigners visiting Turkey.

While tour operators were said to be lobbying the government intensely over the necessary precautions to prevent a collapse of the industry at the height of the season, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk visited Antalya Tuesday to reassure both operators and tourists.

On Monday, Interior Minister Mehmet Gazi-oğlu and Tourism Minister Abdülkadir Ateş visited Antalya to get information about the attack and to give assurances that the authorities would do all that was necessary to prevent such attacks occurring again.

Fifteen Turks, nine Germans, two Swedes and

■ Germany tells its citizens to travel to Turkey "at their own risk"

a Finn were hurt by the bomb which when off in the garden of a rooming house (pansion) in Antalya. Two other bombs near a hotel and in a shopping district in the same town caused damage but no injuries.

The attacks were widely assumed to have been carried out by the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK) who warned last month they were preparing to strike tourist and economic targets.

"We will not allow terrorism purposefully launched in tourism areas with the aim of undermining Turkey's developing tourism movement and revenues," government spokesman Yıldırım Aktuna told reporters in Ankara Monday.

"The terrorists from the PKK who were responsible... are being sought," he said.

Aktuna said police were searching for a blue van with false plates in which the bombers fled. Local authorities said 12 people were picked up after the blasts but nine were released. The most seriously hurt of the Antalya victims were Germans Nicolaus Kraus and Doris Lachner. Both were released from intensive care and transported to regular rooms in Antalya Hospital Tuesday after having received surgery. A three-year-old Turkish boy, Ahmet Kaya, is also out of danger after emergency surgery.

The German Foreign Ministry warned German tourists Monday they were travelling to southeastern Turkey at their own risk. "The attack in Antalya shows that there is not 100 percent safety despite great efforts by Turkish officials," the ministry said in a statement.

The ministry added, "The question as to whether tourists should take the risk is up to each traveller to decide."

Turkish Daily News

ANTALYA- Bomb attacks on tourist facilities in Antalya on Sunday evening have sent shockwaves through the tourism sector in this Mediterranean resort city.

TURSAB (Turkish Travel Agents Union) Alanya Representative Bilal Korkmaz said, in response to the events, "Turkish tourism has killed itself." He added that the PKK had threatened to attack tourist centers, but the government didn't take these threats seriously and they didn't take any measures.

Telephone lines from Germany are constantly busy with calls from tour agents canceling holiday bookings. Korkmaz says that the Turkish government should take action now to apply to the German government to prevent German tour operators from declaring that a 'force majeure' situation of virtual war has caused the cancellation of their bookings. Such a declaration would mean that all monies would have to be returned to those canceling holidays.

Another tour agent who declined to be named said "We earn our livelihood from the tourism sector. We are all anxious to know what will happen next." He added that they are having difficulties explaining the situation to their guests because of a lack of information from the authorities.

Antalya Airport Authority told TDN there has been no change in their daily operations. They operate with a high level of security at all times, so these events will not influence them directly.

Local representatives of European tour operators told TDN that European newspaper reports were exaggerated.

Dutch newspapers reported that nine people had been killed in the attacks. To prevent the spread of this inaccurate information, representatives have gone to the hospitals to check on numbers and the condition of those taken there from the scene of the attacks. TURSAB Antalya Regional Committee member Abdullah Tekin was directly affected by the events. On Sunday evening he was walking with his wife in the town center when he heard the sound of the second explosion. He was badly shaken and went home immediately. Early Monday morning he arranged for a meeting of the TURSAB Committee to discuss the events and formulate a plan of action.

An eyewitness to the explosion in the Dönerçiler Market whose three year old son was injured in the blast told TDN that the device appeared to be homemade, a lead pipe filled with explosives.

12 killed in PKK-related violence in Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- Five Kurdish separatist terrorists, six soldiers, and a civilian bus driver were killed in Kurdish violence in eastern Turkey, the Anatolian news agency reported on Tuesday. The agency quoted the office of the governor in Kars province as saying five members of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) and six soldiers were killed in a clash near the town of Kağızman on Monday.

In a separate incident on Monday, PKK rebels set fire to a city bus near the town of Çemişkezek. They later shot the driver to death.

In the eastern province of Bingöl PKK militants kidnapped ten children from the Yukarı Elmalı village but later set seven of them free.

In the province of Erzurum terrorists raided the salt mines near the Gökçeören village and kidnapped four workers.

Anti-Kurdish violence erupts in Kütahya

- **Locals stone Kurdish workers' cottage, riot police intervene**
- **Turkish nationalism bound to flare up in face of recent PKK attacks**

Turkish Daily News

ANKARA- Driven to rage by a fight between construction worker of Kurdish origin and a grocer, locals hurled stones at a cottage inhabited by eight Kurdish workers and shouted anti-PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) slogans in the town of Domanic in the Aegean province of Kütahya, the Anatolia news agency reported late Monday night.

The incident occurred following the town police's detention of a Kurdish worker and three of his fellow workers who fought with a local grocery store owner over the purchase of a phone token.

Immediately afterwards, a large number of locals gathered in the town square and started singing the Turkish national anthem and shouting slogans denouncing the terrorist PKK, which has recently stepped up its armed campaign against Turkish targets at home and abroad.

Later, a break-away group hurled stones at a cottage inhabited by eight Kurdish workers. Reinforcements had to be brought in from nearby Tavşanlı against the possibility of the incident escalating, security officials said.

Addressing the crowd gathered in the town square, Local Governor (Kaymakam) Mustafa Tapsız asked it to immediately disperse, adding that Turkey is a state where law prevails and that citizens should remain calm even faced with provocation. The crowd then left the square, singing a march expressing nationalist sentiment.

Tapsız later told Anatolia four people had been detained in connection with the incident and the eight Kurdish workers had been placed under police protection.

He added that a comprehensive investigation into the incident had been started.

Similar incidents have previously occurred in touristic resorts along the Aegean and Mediterranean coasts and in the eastern town of Iğdır where locals have clearly expressed their desire to "purify" their towns of settlers or temporary workers of Kurdish origin.

Anti-PKK mass rallies throughout Turkey are commonplace at the funerals of Turkish soldiers killed in action in the troubled Southeast, where the PKK has been attacking Turkish targets in order to establish a separate, independent Kurdish state.

Political analysts say that following the latest series of attacks by the PKK on Turkish targets, anti-Kurdish sentiment and Turkish nationalism are now so strong in certain enclaves in the country inhabited by a Turkish majority that widespread violence could erupt at any time.

LE MONDE — 30 JUIN 1993

Au Kurdistan irakien, les droits d'une communauté qui se sent « abandonnée »

« La chrétienté ne sera bientôt plus qu'un souvenir »

ZAKHO

de notre envoyée spéciale

Comme chaque dimanche, une petite foule se presse, anxieuse, autour du Père Pétrus. Les mains chargées de lettres, celui-ci distribue calmement les missives des familles qui ne sont qu'à une dizaine de kilomètres de là, mais derrière « l'infranchissable » frontière avec la Turquie. Comme chaque semaine, le Père Pétrus est allé — « avec l'autorisation de l'ONU », précise-t-il — célébrer la messe sous la tente, dans le camp de réfugiés de Silopi où, trois ans après la révolte kurde en Irak, des centaines de chrétiens irakiens qui ont choisi l'exil attendent toujours d'hypothétiques visas pour refaire leur vie ailleurs.

Leur sort peu enviable ne freine pourtant pas le désir d'exode des chrétiens du Kurdistan, qui se sentent abandonnés par leur hiérarchie à Bagdad et par l'Église plus généralement. « Un mot du pape pour le Kurdistan, cela ferait énormément de bien », confie le Père Pétrus qui affirme : « Comment puis-je interdire à mes paroissiens de partir s'ils ont faim et que je n'ai rien à leur donner ? Comment puis-je les convaincre de rester, si je ne peux rien faire pour assurer leurs droits ? »

Divisés entre Chaldéens, majoritaires — certains se veulent Kurdes et d'autres uniquement chrétiens, — et Assyriens qui se définissent comme un peuple à part entière, avec sa langue, sa culture, les chrétiens du Kurdistan sont loin de se sentir tous à l'aise dans la nouvelle situation créée au Kurdistan d'Irak (le Monde des 10, 18 et 23 juin). Le « Parlement » kurde a fait des gestes : les chrétiens disposent d'office de cinq sièges sur cent cinq dans cette Assemblée, où a été votée récemment une loi en faveur de l'enseignement de l'assyrien dans les écoles et où Noël et Pâques ont été décrétés jours fériés. Mais les chrétiens — qui, selon les estimations des religieux sur place, ne seraient guère plus de trente mille — ne se sentent pas complètement intégrés. Si les Assyriens, qui ont un parti, le Mouvement démocratique assyrien, participent au gouvernement, avec un ministre, nombre de Chaldéens refusent de se voir représenter par eux et certains craignent qu'en adoptant la cause kurde, les Assyriens n'entraînent les chrétiens dans une bataille qui n'est pas la leur et qui pourrait avoir de graves conséquences dans le futur.

La « mollesse » de la hiérarchie

Curé d'Ankawa, le grand quartier chrétien d'Erbil, le Père Raphaël Khoury affirme : « Nous disons à nos frères assyriens de ne pas aller trop loin, car la situation ne va pas durer. Nous vivons au jour le jour, personne ne sait de quoi demain sera fait. » Pour le Père Rabanne ces divisions ne sont pas de mises. L'essentiel pour lui est de convaincre les chrétiens de rester, donc de trouver les moyens de reconstruire leurs maisons et de « vivre dignement ». Rien qu'à Ankawa, vingt-cinq familles ont déjà émigré aux États-Unis et vingt-cinq autres au Canada. Il ne reste plus aujourd'hui que cinquante-cinq familles et le Père Rabanne déplore le manque de combativité des chrétiens qui, dit-il, « se sentent étrangers dans leur propre pays et refusent de prendre leur cause en mains. S'il y avait cinq cents personnes armées dans ce village — comme les Kurdes, — cela changerait leur attitude à notre égard. Nous aurions une autre importance », dit-il. « L'Église, affirme encore le Père Rabanne, fait la sourde oreille devant le sort des chrétiens d'Irak et n'a rien fait pour eux. »

Nombreux sont d'ailleurs les prêtres de la région qui dénoncent la « mollesse », sinon la « collusion » de leur hiérarchie, résidant à Bagdad, avec le régime du président Saddam Hussein. « Si nos évêques et patriarches restaient éloignés de la politique, le gouvernement les respecterait et les gens les aimeraient, affirme ainsi un prêtre, mais s'ils soutiennent la politique du gouvernement dans le but d'obtenir quelque chose, ils ne peuvent plus rien dire, ni faire. »

Le Vatican n'est pas non plus ménagé par ces chrétiens qui observent que, si le représentant du pape, le cardinal Silvestrini, s'est rendu récemment à Bagdad, il n'est pas venu au Kurdistan. « Nous avons été invités à le rencontrer à Mossoul (dans la zone toujours contrôlée par l'armée irakienne), affirme le Père Pétrus, mais mes paroissiens ne pouvant pas s'y rendre, j'ai refusé d'y aller. »

Prisonniers d'une situation sur laquelle ils ont encore moins de prise que les Kurdes et faute de véritables garanties, quant aux droits religieux, culturels et linguistiques qu'ils revendiquent, les chrétiens du Kurdistan continuent de regarder vers l'étranger pour leur salut. « Si rien n'est fait pour nous, la chrétienté ne sera bientôt plus qu'un souvenir, dans une région où elle est établie depuis le début du deuxième millénaire », avoue, amer, un curé de Souleymanieh.

FRANÇOISE CHIPAUX'

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. —

FRA0302 4 I 0181 /AFP-KB59

Turquie-Kurdes

Vingt-quatre morts dans l'est et le sud-est en un jour

ANKARA, 30 juin (AFP) — Vingt-quatre personnes, dix civils et 14 membres des forces de l'ordre, ont été tuées en un jour dans l'est et le sud-est anatolien dans des accrochages avec les séparatistes kurdes ou attaques des rebelles contre des villages, a-t-on appris jeudi de sources bien informées.

Sept personnes d'une même famille ont été mitraillées par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la province de Mardin mardi soir. Un autre groupe du PKK s'est attaqué à une vingtaine de véhicules sur la route Erzurum-Erzincan (est) tuant trois chauffeurs et incendiant un autocar et un poids-lourd.

Treize gendarmes ont été par ailleurs tués près de Pervari (sud-est) quand un groupe du PKK a attaqué un poste dans cette région montagneuse à 30 km de la frontière irakienne.

Un policier a été également tué par des militants du PKK qui ont tendu une embuscade à une patrouille de police dans la bourgade de Viransehir dans la province de Sanliurfa (sud-est).

YM/dfg/mf

AFP 301514 JUN 93

Iraqi Kurds Take Heart From U.S. Attack On Baghdad, but Saddam's Threat Persists

By JAMES M. DORSEY

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ISTANBUL — Battered by Iraqi leader Saddam Hussein and feeling abandoned by the West, Iraqi Kurds see President Bill Clinton's missile strike on Baghdad as a sign of hope for renewed Western support for their cause.

As a result of the U.S. attack, Iraqi Kurdish leaders are now soft-pedaling talk of renewing their negotiations with Mr. Hussein in a bid to resolve a mounting economic crisis in their semi-independent Kurdish entity in northern Iraq.

"The attack was great. It is slowing down talk of renewing contacts with Saddam. This was the sign we have been waiting for. It's not enough, but it's sufficient for us to see what else might be forthcoming," says Najat al Sorchi, a spokesman for the Kurdish Conservative Party, which represents various Iraqi Kurdish tribal groupings.

A resumption of talks between the Kurds and Iraq would constitute a major blow to Mr. Clinton's efforts to replace Mr. Hussein with a more democratic regime in Baghdad. The U.S. supports the opposition Iraqi National Congress, in which Iraqi Kurdish leaders are prominent.

Iraqi-Kurdish talks would also complicate Turkey's war against the Iraqi and Syrian-backed separatist Turkish Kurdish Workers Party, or PKK, which has been waging a nine-year-long insurgency in eastern Turkey and last week mounted a coordinated assault on Turkish diplomatic and commercial offices across Europe.

The effect on the Iraqi Kurds of the U.S. attack serves Turkish interests. This is

because renewed Iraqi control of Iraqi Kurdistan would undermine Turkey's alliance with Kurds, who play a key role in preventing PKK operations against Turkey from within Iraq.

Iraq, according to Iraqi Kurdish sources and Western experts, has granted the PKK financial and military support as well as training facilities inside Iraq. "Iraq supplies them with weapons and money as well as training camps. The Iraqis support them with everything," says Mr. Al Sorchi.

Up to 800 PKK guerrillas are believed to be in two training camps established inside Iraq about nine months ago, according to the Western experts. The experts say the camps are south the town of Mosul and north of Mr. Hussein's birthplace, Tikrit. The PKK also has bases in the Syrian-controlled Bekaa Valley in Lebanon.

Yet both the Iraqi Kurds and the Western experts insist that substantial financial aid will be needed to prevent the Kurds from eventually seeking an understanding with Mr. Hussein.

Protected by American, British and French warplanes based in Turkey as part of the West's Operation Provide Comfort, the Iraqi Kurdish enclave is suffering from not just one but two economic embargoes. On the one hand, it is included in the United Nations embargo against Iraq and on the other hand it is being hit by an Iraqi-imposed blockade.

Alternating use of the stick and the carrot against the Kurds, Mr. Hussein in early May tightened the economic screws by invalidating Iraqi 25-dinar notes (\$7.70 at current exchange rates) in a bid to deprive

the Kurds of their principle means of commercial exchange. The measure constituted a major blow to Iraqi Kurdish savings and trade and has confronted the region's three million Kurds with their most serious crisis since the 1991 allied war against Iraq.

As a result, support is eroding for the enclave's democratically elected institutions, which are unable to cope with the situation without at least \$50 million in foreign aid. Kurdish Democratic Party chief Massoud Barzani, one of the Kurdish entity's leaders, earlier this month returned virtually empty-handed from a fund-raising trip to the U.S. and other Western nations.

Holding out a carrot, Mr. Hussein recently restored, according to Kurdish sources, electricity to Iraqi Kurdistan and has approached tribal and political leaders with the message that they would be rewarded if they renewed their ties to Baghdad.

"The situation is becoming unbearable. Without Western support, Iraqi Kurds will ultimately have no choice but to surrender to Saddam," says Mr. Al Sorchi. Mr. Al Sorchi's father — Omer al Sorchi, leader of one of Iraqi Kurdistan's largest tribes — has twice rejected Mr. Hussein's overtures in recent weeks.

Adds a well-placed Western expert: "The Kurds are sitting on a wall not knowing which way to go. The problem is that the U.S. attack on Baghdad was merely a rap on the knuckles. It wasn't part of a plan to change the government in Baghdad."

Kurdish Rebels Step Up Pace of Turkish Attacks

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Kurdish guerrillas fired on a passenger train and wounded six people Monday in southeastern Turkey, a day after a bombing at a Mediterranean resort hotel wounded at least 26, including 12 tourists.

Ten guerrillas and eight soldiers also were killed Monday during clashes in southeastern Turkey, the Anatolian News Agency reported.

The assault on the train, in Bingol Province, was carried out by the outlawed Kurdistan Workers Party, the agency said.

The parliament speaker, Husamettin Cindoruk, condemned the attackers for aiming at "guests in our country."

Two of nine German tourists wounded in the bombing at the garden of the Leta Pension in Antalya Province on Sunday were in serious condition and underwent

emergency surgery, the governor of Antalya Province, Saim Cotur, told the agency. It said two Swedes, a Finn and 11 Turks, including a 3-year-old boy, also were wounded.

A few minutes later, an explosion damaged a car outside the Sheraton Vogager, the town's biggest hotel, breaking windows. No one was hurt. Another bomb exploded in a shopping arcade.

Mr. Cotur said 12 people were detained after the blasts and nine were released. (AP, Reuters)

■ Kurds Occupy UN Offices

The police in Sydney said Monday that Kurdish protesters had occupied United Nations offices there, The Associated Press reported.

The police said about 25 men, women and children entered the building in central Sydney after staging a peaceful protest.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - June 29, 1993

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - June 30, 1993

Kurdish Party Denies Role in Turkey Attack

Reuters

HAMBURG — The Kurdistan Workers Party said Tuesday that it was not involved in a triple grenade attack in southern Turkey on Sunday that wounded 26 people, including 12 foreign tourists.

Ali Sapan, the party spokesman in Europe, made the denial on television channel ARD just hours after the party's political wing had appealed to Chancellor Helmut Kohl not to outlaw it in Germany in reaction to violence last week.

The Kurd-Ha news service, a party outlet, has made public a letter to Chancellor Helmut Kohl from the Kurdistan National Liberation Front, the party's political arm, warning that a ban on the party in Germany would be a "mistake."

The letter came as officers of the German internal intelligence agency met to decide whether to recommend outlawing of the Kurdistan Workers Party.



رجال شرطة المان أثناء الاشتباك مع متظاهرين اكراد امام السفارة التركية في بون امس. (ا ب)

في اطار الحرب الشاملة التي اعلنها حزب العمال الكردستاني على انقرة هجمات على سفارات ومصالح تركية نفذها اكراد في خمس دول اوروبية

وافقت الشرطة على السماح لهم بمقابلة الصحافيين.

وخرج الرجال الاربعة، الذين اعلنوا انتماعهم الى حزب العمال الكردستاني واكدوا انهم يحملون قنصلتين، من القنصلية رافعين ايديهم من دون ان يكون في حوزتهم اي سلاح.

وفي بون قامت السلطات السويسرية ان متظاهراً اصيب بطلق ناري خلال اشتباكات امس بين اكراد متطرفين، من جهة، ورجال شرطة ومسؤولين في السفارة التركية، من جهة اخرى. وقد توفي متأثراً بجراحه.

وكان اطلاق الرصاص اثناء امس السفارة التركية صباح امس اثناء تظاهر مجموعة تضم ٥٠ او ٦٠ كريباً. واصيب ثمانية اشخاص بجروح. وقالت الشرطة اثر الحادث ان اثنين من المصابين في حال خطيرة.

واقاد ناطق حكومي ان ستة من المصابين كانوا من المتظاهرين وان شرطياً وموظفين في السفارة اطلقوا النار في الهواء لمنع الاكراد المتطرفين من اقتحام المبنى.

حكومة انقرة بدوقف المجزرة التي يتعرض لها الاكراد، في تركيا. وحذرت المجموعة الشرطة من انها ستستنفذ المبنى اذا حاولت قوات الامن اقتحامه.

واصدر وزير الداخلية الالماني رودولف تسايتر بياناً رفض فيه مطالب الاكراد. وقال ان الحكومة الالمانية لن تدعن للمتطرفين. ودان الهجمات الكردية على الاهداف التركية في انحاء البلاد.

واكد في بيان ان حكومة المانيا لن تتسامح مع العنف والارهاب من جانب اكراد متطرفين. واضاف ان الحكومة لن تسمح بان تكون عرضة للضغط في اي شكل بسبب اعمال المتطرفين.

فرنسا

في فرنسا شن الاكراد هجمات في باريس وليون على المرافق التركية. وكان الحادث الاخطر قيام مجموعة من اربعة اكراد باحتجاز عدد من الاشخاص في القنصلية التركية في مرسيليا. وانتهى الحادث من دون اصابات باستسلام المهاجمين بعدما

الدول الاوروبية المعنية بتسليم المعتقلين من الاكراد. وقال الناطق باسم وزارة الخارجية التركية فولكان فورال ان المدير العام لوزارة الخارجية استدعى السفير الالماني وطلب منه نقل احتجاج تركيا على اعمال العنف التي تعرضت لها قنصليتها وسفارتها وعدد من مكاتب الخطوط الجوية التركية في انحاء المانيا. واضاف الناطق ان وزير الخارجية حكمت تشييتين اتصل هاتفياً بنظيره الالماني كلاوس كينكل وبحث معه في ابعاد الهجمات.

وكانت تظاهرة كردية حاصرت السفارة التركية في بون ومنعت الدخول والخروج منها. وسقط جريحان في اشتباك مع قوات الامن. فيما احتلت مجموعة من خمسة اكراد مسلحين مبنى القنصلية العامة في ميونيخ واحتجزت ١٩ موظفاً اضافاً الى ستة من الزوار. ولم يعرف ما اذا كان بين المحتجزين اي الماني.

وهدد المسلحون بقتل الرهائن اذا لم يذع المستشار الالماني هلموت كول بياناً عبر التلفزيون يطالب فيه

- باريس - من ارليت خوري:
- كولون (المانيا) -
- من ماجد الخطيب:
- انقرة - من عصمت امست:
- لندن - «الحياة»:

تعرضت امس الخميس سفارات وقنصليات ومكاتب تجارية تركية في المانيا وفرنسا وسويسرا، اضافة الى السويد والدنمارك، لموجة من الهجمات المنسقة قام بها اكراد موالون لحزب العمال الكردستاني اليساري. وقتل في بون شخص وجرح سبعة غيره في اشتباك بالاسلحة النارية بين موظفي السفارة التركية والمهاجمين.

وقالت «جبهة تحرير كردستان» الموالية لحزب العمال الكردستاني ان الهجمات تندرج في اطار «الحرب الشاملة» على تركيا. واضافت ان الهدف الاساسي منها اجبار المانيا على وقف تقديم المساعدات العسكرية الى حكومة انقرة ووقف الحرب التي يشنها الجيش التركي على الاكراد جنوب شرق البلاد. وطالبت انقرة بعد ظهر امس

الأكراد

يودون الصعود على برج إيغل

فهو يتالم كالمطوحين من الشباب... فقد جاء الى باريس قبل اكثر من عشر سنوات لكن اندلاع الحرب في العراق مع إيران لم مع دول الخليج والكويت، اضطره ان يبقى في باريس ولذلك اتجه الى الدراسة الاكاديمية وحصل على دبلوم متخصص في السينما، وحاليا يعد اطروحة للدكتوراه حول الافلام الغنائية المصرية القديمة التي يراها تجسيدا حقيقيا للعصر الذهبي للفيلم العربي.. كما احترف العزف الموسيقى والغناء واشتهر كعازف عود.

وقدم ثلاث امسيات موسيقية بمعهد العالم العربي، كما شارك في مهرجان قرطاج في العام الماضي بالتعاون مع العازف التونسي محمد زين العابدين وتتميز اغاني قيس لطيف بانها حزينة دائما وتداعب جراح الشباب الطموح الذي تعذبه تطلعاته اللامحدودة من ناحية وامكانياته الضئيلة او المعدومة من ناحية اخرى.

ولذلك فهي تضرب على انغام الغربة، كما تستخدم كلمات الحلاج الصوفية في مواقع كثيرة.

يقول قيس عن الغانية انها طريقة للتعبير عما يجيش بخاطره تجاه نفسه واهله ووطنه وهو يكثر من الاغاني لانه عندما يعجز عن اخراج مشاعره في الصور (عبر الافلام) يسعى لخراجها في الصوت (عبر الغناء).

ويعود لفكرة فيلمه «الكراد يودون ايضا» ويقول هي دعوة سلمية لتأكيد حق الوجود للكراد ولاتنوير الضغائن لانها مجرد فكرة تدور في حيز الامنية او الحكم الهادي.

لماذا لا يكون عندنا برج مثل هذا؟ كيف صنعه الفرنسيون، وهل بمقدورنا ان نضع برجاً شبيهاً به؟ هنا تلتقط سيدة عجوز بالفرقة الحديث وتعطي أعضاء الفرقة درساً فتقول: ليست العبرة في نقل هذا البرج الى بلادنا أو صناعة برج آخر. لأن بلادنا غنية بالجبال الطبيعية التي تفوق في ارتفاعها وجمالها برج إيغل.

فيرد عليها شخص من الفرقة: نريد الصعود على البرج لكي يرانا العالم ونراه.

فتعود العجوز لتعليقها وتقول: اذا كان الهدف ان يرانا العالم ونراه، فلنصعد جميعاً الجبال في بلادنا لنؤكد للعالم اننا نحيا ونعيش ولنا طموحات وآمال كالآخرين.

يقول قيس لطيف: إن الفيلم الذي يمتد الى اكثر من نصف ساعة هو فيلم رمزي من جانبين: الأول ان برج إيغل هو رمز الصعود والاعلان عن الذات امام الملا.

والثاني: ان الدعوة للصعود الجبال هي دعوة سلمية بعيدة عن العرث. يعلن فيها الأكراد عن رغبتهم في ان تكون لهم دولة خاصة بهم.

بمعنى اخر الفيلم هو دعوة للتحرير السلمي وليس الحربي او العسكري فالفيلم الناجح في رأيي لم يعد في حاجة لشخصية مثل شخصية رامبو. وفي الأكراد يودون ايضاً الصعود على برج إيغل، أريد التأكيد على ان البطولة الحقيقية ليست في القتل واشعال الحرائق وإنما البطولة هي ان تعرف كيف نصل الى الهدف.

ولان قيس لا تختلف ظروفه عن ظروف الكثيرين من المغتربين العرب

الكراد يودون الصعود على برج إيغل، هو عنوان غريب اختاره الفنان الكردي قيس لطيف للفيلم الذي كتب له السيناريو ويقوم حالياً باخراجه ويدير حول مشكلة الأكراد في العراق وحلمهم الدائم بان تكون لهم دولة، وعلم، ونشيدو وطني، وتدور أحداث الفيلم في باريس بطبيعة الحال التي تزورها فرقة فلكلورية كردية، واسفل برج إيغل الذي يصيب جميع أعضاء الفرقة بالانهيار، يتساءل البعض:



البحرية الأميركية تفتش سفناً اسرائيلية للتحقق من تطبيق الحظر على العراق

■ القدس المحتلة، لاهاي - ا ف ب، رويتر - شكت اسرائيل لدى الولايات المتحدة اعتراض البحرية الأميركية التي تشارك في تنفيذ الحظر الاقتصادي على العراق، سفناً اسرائيلية محملة بضائع.

وأعلن الناطق باسم وزارة الخارجية الاسرائيلية ايفياتر فانور مساء الأربعاء ان مسؤولين اسرائيليين ناقشوا الموضوع مع الإدارة الأميركية. وقال: «إذا كان التفتيش ضرورياً يمكن القيام به بطريقة لا تؤخر (حركة) السفن فترة طويلة».

واعتبرت ريفكا بنفنيست الناطقة باسم شركة «زيم» اكبر شركات الشحن البحري الاسرائيلية ان التفتيش «امر سخيف». اننا آخر من يحتمل ان ينقل معدات عسكرية للعراق. انه امر بعيد عن كل تصور».

وزادت ان بحرية التحالف في خليج العقبة

في طريقها الى ميناء اشندود على البحر المتوسط.

على صعيد آخر، قررت الحكومة الهولندية تقديم حبة قيمتها مليوناً فلورين هولندي (حوالي ١,١ مليون دولار) الى الامم المتحدة لضمان استمرار مهمة الحراس الدوليين في مناطق الأكراد شمال العراق حتى نهاية آب (أغسطس) المقبل.

ووجه وزير الخارجية الهولندي بيتر كويمانز رسالة الى مجلس النواب اول من امس يبلغه القرار.

وكان عدد من النواب اعرب عن قلقه ازاء المشكلات المتعلقة بتمويل نشاطات الحراس التي تحتاج نحو ٥,٥ مليون دولار حتى اذار (مارس) ١٩٩٤.

وحاول الوزير في رسالته طمأنة النواب مشيراً الى ان دولاً من بينها ألمانيا والسويد وعدت بتقديم مساهمات مالية كبيرة لابقاء الحراس في شمال العراق.

يذكر ان الامم المتحدة سحبت دفعتين من هؤلاء الحراس وحذرت من انهاء نشاطاتهم اذا لم تنلق مساهمات كافية من الدول المانحة للمعونات. وأكدت اخيراً ان سحب الدفعة الثانية جاء في اطار تعديل روتيني.

ارغمت السفينة «زيم طوكيو» على تغيير مسارها اول من امس لان حمولتها تجاوزت الحد الذي يسمح بتفتيش الشحنة بسهولة وهو ثلاث طبقات من الحاويات. وازيدت ان «زيم» لا يمكنها ان تتحمل كلفة حمل اقل من خمس طبقات من الحاويات، مؤكدة ان عمليات التفتيش التي تستهدف اعتراض اي اسلحة او بضائع محظورة متجهة الى العراق عن طريق ميناء البهجة الاردني كبت الشركة خسائر تتجاوز مليون دولار سنوياً بسبب تاخيرات وتغيير مسارات سفنها.

وتابعت ان بحرية التحالف اعترضت خلال الستين الماضية عدداً من سفن «زيم» كانت متجهة الى ميناء ايلات على البحر الاحمر. ووضحت ان السفينة «زيم طوكيو» تتجه الآن الى قناة السويس